Clermont - Ferrand 1979

OLIVIER BALABANIAN

LES EXPLOITATIONS ET LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE EN ESTREMADURE ESPAGNOLE ET DANS LE HAUT - ALENTEJO

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE CAMPAGNES MEDITERRANEENNES

II

1980

LES EXPLOITATIONS ET LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE EN ESTREMADURE ESPAGNOLE ET DANS LE HAUT-ALENTEJO

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE CAMPAGNES MEDITERRANEENNES

Thèse présentée en vue de l'obtention du Doctorat d'Etat à l'Université de Clermont-Ferrand, le 22 juin 1979, et dont le jury était composé de :

Président : *M. A. Huetz de Lemps*
Rapporteur : *M. M. Derruau*
Assesseurs : *MM. J. Bisson, M. Feio, A. Fel.*

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1er de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

© OLIVIER BALABANIAN, 1980

OLIVIER BALABANIAN
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
DOCTEUR ÈS LETTRES

LES EXPLOITATIONS ET LES PROBLEMES DE L'AGRICULTURE EN ESTREMADURE ESPAGNOLE ET DANS LE HAUT-ALENTEJO

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE CAMPAGNES MEDITERRANEENNES

II

1980

UNIV.
LEIDEN
BIBL.

LIVRE SECOND

LES CADRES DE L'EXPLOITATION ET LE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546615_0005

La situation économique et sociale de l'Estrémadure et de l'Alentejo, dans la première moitié du XXème siècle, n'était pas brillante. Pour s'en convaincre, il suffit, du côté espagnol, de relire le rapport, publié en 1948, de la commission — réunie par le général Lopez Tienda, gouverneur civil de la province de Badajoz, après le passage dans la province du général Franco en décembre 1945 —. Ce rapport révèle tous les maux dont est affligée l'Estrémadure :

— Une situation sociale désastreuse du fait des inégalités dans la répartition des revenus.

— Un état lamentable de l'agriculture. Celle-ci est en terre sèche et extensive. Nulle part, on n'utilise les potentialités agricoles : par exemple, 50 % seulement des terres de la riche Tierra de Barros sont cultivées. L'élevage, ressource essentielle de la région, est hyperextensif, on ne prend nul soin ni du cheptel ni des pâturages. D'autre part, il y a toujours un catastrophique déséquilibre entre le capital foncier et le capital d'exploitation, ce dernier étant pratiquement toujours inexistant.

— L'industrie n'occupe que très peu de place.

— La recherche et l'exploitation minière sont abandonnées.

— Les voies de communication sont très déficientes.

Le rapport conclut sur le fait que l'on a affaire à une province typiquement sous-développée. La terre, presqu'unique source de richesse, n'accomplit pas sa « fonction sociale et économique ». La propriété des terres est très concentrée et le petit nombre des productions favorise le chômage total ou saisonnier. Selon les estimations de la commission, il y avait, en 1947, dans la province de Badajoz, 40 229 yunteros en situation de métayers précaires sur des terres de mauvaise qualité et 66 567 ouvriers agricoles en chômage saisonnier ou total. Face à eux, 4 % des propriétaires détiennent 66,7 % des terres et ceux (1,8 %) ayant plus de 500 ha disposent de 32,3 % de la surface de la province.

Le remède proposé par la commission consiste à demander l'intervention massive de l'Etat pour intensifier la production et réaliser, préalablement ou concomitamment, la réforme agraire... qui guérira tous les maux. Voilà le leitmotiv, bien connu dans tout le sud de la Péninsule Ibérique, qui est repris par la commission : la réforme agraire est un préalable à tout développement économique et à tout progrès social.

En moins de trois décennies, la situation de l'Estrémadure et de l'Alentejo s'est complètement transformée. Tout s'est effectué de façon

brutale et spectaculaire du côté espagnol où l'on parle facilement d'embrasement économique tant les changements intervenus, y compris dans les campagnes les plus reculées, ont été profonds et rapides. Du côté portugais, l'évolution a fait moins de bruit, elle a été plus feutrée, moins rapide, mais tout aussi profonde.

Quelle qu'ait pu être cette évolution, nombreux sont ceux qui considèrent que l'état économique et social de l'Estrémadure et du Haut-Alentejo reste lamentable. Aussi, dans ce livre second de notre travail, nous devons nous préoccuper de tout ce qui a été fait pour engendrer le développement agricole et social de ces provinces et voir tout ce qui le freine. Nous décomposerons notre étude en quatre temps et analyserons :

— Les différentes modifications structurelles qui sont intervenues dans les campagnes extremeñas et haut-alentejanes et leur incidence sur le développement agricole. En gros, elles sont au nombre de trois et l'initiative peut être étatique ou privée ; nous avons :

- Une réforme agraire libérale et sectorielle qui a pris une grande ampleur en Estrémadure et a créé des microfundiums en agriculture sèche ou irriguée.
- Une tentative originale de création, par une société privée, de moyennes exploitations.
- Une réforme agraire révolutionnaire en Alentejo qui a mis en place de grandes exploitations collectives.

Il est du plus grand intérêt d'apprécier l'impact de ces nouvelles structures sur l'agriculture et les structures traditionnelles de production.

— L'évolution, pour ainsi dire naturelle, du contenu humain des campagnes et ses incidences sur les moyens et les structures de production.

— Les structures traditionnelles de production, microfundium et grande exploitation, et leur — éventuelle — contibution au développement agricole régional.

— Les véritables freins, selon nous, au progrès agricole.

PREMIERE PARTIE

LES MODIFICATIONS DANS LES STRUCTURES FONCIERES

Les modifications structurelles que nous allons étudier sont toutes intervenues dans les 50 ou 60 dernières années et restent encore à l'ordre du jour aussi bien en Estrémadure qu'en Alentejo. Dans la plupart des cas, les changements importants dans les structures de propriété sont le fait de la réforme agraire. Nous pourrions dire des réformes agraires tant elles sont diverses ; le sud-ouest de la Péninsule Ibérique est devenu une sorte de laboratoire où il est possible, dans un même milieu naturel, d'étudier des réformes agraires libérales et révolutionnaires. Evidemment, ces réformes agraires vont longuement retenir notre attention ; nous les traiterons par ordre chronologique ce qui revient à envisager les réformes libérales en Estrémadure — et un peu en Alentejo — puis la réforme agraire révolutionnaire portugaise qui s'est essentiellement développée en Alentejo. En outre, nous nous garderons bien de considérer comme inintéressante ou anecdotique la tentative anglaise de création, en Alentejo, d'une moyenne exploitation en faire-valoir direct.

CHAPITRE PREMIER

LES REFORMES AGRAIRES LIBERALES ET LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE REGIONAL

Ces réformes agraires ont essentiellement concerné l'Estrémadure et peuvent chronologiquement se regrouper en deux périodes ; d'une part, nous avons celles qui sont intervenues pendant toute la première moité du siècle, dans un contexte politique par moment révolutionnaire, jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général Franco et, d'autre part, l'œuvre de réforme agraire accomplie par le nouveau régime. Dans les deux cas, les caractères de ces réformes sont semblables et les structures engendrées sont identiques.

A - LES CARACTERES DES REFORMES AGRAIRES ET LES MAITRES-D'ŒUVRE

Le problème agraire, celui de l'adéquation des structures de propriété à l'économie et à la société, s'est posé en Espagne, comme au Portugal, pratiquement dès la mise en place des structures agraires après la reconquête chrétienne. La situation était devenue insupportable dès le XVIIIème siècle. Les lois de désamortissement du XIXème siècle n'ayant absolument rien résolu, le problème agraire est devenu lancinant au début du XXème siècle. Il représentait le talon d'Achille de tout gouvernement et la vie quotidienne des campagnes du sud de la Péninsule Ibérique en était empoisonnée. Aussi, toute personne ayant une quelconque autorité, toute administration à quelque niveau que ce soit, était obligée de se pencher sur la recherche d'une solution de ce problème. C'est pourquoi les initiatives furent nombreuses et elles permettent de distinguer quatre types de réforme agraire en fonction du maître-d'œuvre :

- Les réformes agraires ayant pour origine l'initiative privée.
- Celles découlant de l'action d'une entité administrative locale, une municipalité par exemple.

• La réforme agraire de la République qui fut brutalement interrompue.

• L'œuvre agraire réalisée sous la responsabilité des gouvernements du général Franco.

Quelle que soit leur origine, toutes ces réformes agraires procèdent de la même inspiration et semblent presque sorties du même moule. Ce sont toutes des réformes agraires sectorielles, exécutées dans le cadre d'une économie libérale et ayant pour finalité, comme en Italie, l'établissement d'une petite propriété familiale destinée à asseoir une paysannerie de type français, belge ou rhénan.

1 — *L'INITIATIVE PRIVEE*

Nous n'en connaissons que deux exemples émanant du Marquis de Riscal qui prit l'initiative d'opérer une réforme agraire sur des terres lui appartenant dans les deux communes voisines d'Alía et de Guadalupe.

Ainsi, le 26 mars 1924, le marquis donnait-il deux millares [1] limitrophes sis dans les deux communes de Guadalupe et d'Alía au Syndicat Catholique des Agriculteurs et Ouvriers agricoles de Guadalupe. Ce syndicat, créé le 15 août 1922 par les Franciscains de Guadalupe, se comportait comme un organisme altruiste au bénéfice des petits propriétaires et des journaliers qui en faisaient partie. Moyennant une cotisation modique, les agriculteurs bénéficiaient d'un certain nombre de services : prêts à faible taux d'intérêt (pour lutter contre l'usure), économat, aide technique ; le Syndicat essayait de promouvoir le progrès agricole.

La donation fut faite en vue d'effectuer le partage des terres et la vente de parcelles aux sociétaires, cela au prix modique de 15 pta l'ha [2] (en tout, 15 000 pta pour chacune des communes) payables en un minimum de cinq ans. A Guadalupe par exemple, 79 personnes furent intéressées par l'acquisition de parcelles, toutes étant nécessiteuses et d'origine agricole à l'exception d'un médecin, d'un « industriel » et du comptable du marquis. Chaque exploitant reçut de trois à neuf parcelles, le tout représentant environ dix ha. Les parcelles étaient rectangulaires, d'une superficie moyenne de 2,5 fanegas de puño [3] et furent tirées au sort. Initialement, il était interdit aux sociétaires de vendre une parcelle en dehors du syndicat.

Les terres données étaient occupées par un matorral [4] très dense, recouvrant uniformément les 2 000 ha, y compris le sommet et le flanc

1. Un millar = 1 000 hectares.
2. La journée de travail, dans l'agriculture, était alors payée de 2 à 3 pta.
3. Une fanega de puño est, localement, égale à 45 ares.
4. Seules, les terres couvertes de maquis furent données. Enclavées dans les 2 000 ha, sur les berges du río Silvadillos, il y avait de petites huertas cultivées par des microfundiaires qui pouvaient envoyer du bétail sur les terres du marquis pour brouter les herbes (pastoreo desbaje).

d'une raña, dans lequel yunteros et éleveurs ouvraient de temps en temps un essart que l'on fumait [5]. Les 2 000 ha furent parcellisés à l'exception des parties les moins riches ou trop inclinées (soit trois ou quatre ha de raña) et, bien sûr, des chemins et des aires à battre : en tout, une trentaine d'hectares restèrent en indivis.

Sur ces terres de matorral, on enleva bruyères arborescentes, cistes et lentisques ; on laissa les petits chênes verts [6] et chênes-lièges. L'idéal pour ces petites gens était d'obtenir une économie et un paysage de dehesa avec « monte bellotero ». Le système de production était en tous points semblable à celui des grandes dehesas : économie « extensive » avec élevage et culture tous les quatre ou cinq ans. Il s'agissait, en somme, d'imiter la grande propriété.

Des maisons élémentaires, en dur toutefois, furent construites, des puits creusés pour irriguer de petits jardins.

Voilà donc une initiative qui méritait d'être signalée mais qui reste modeste et isolée comme le partage de terres intervenu dans le village voisin de Cañamero.

2 — *LE CAS « MODELE » DE LA COLONIE « HIGUERUELA Y VALLES » A CAÑAMERO*

C'est l'une des 18 colonies créées en vertu de la première loi de « Colonisation et de peuplement intérieur » qui date de 1907 [7]. La Junte centrale de colonisation intérieure qui devait effectuer la réforme agraire devint, sous la dictature de Primo de Rivera, la Direction Générale de l'Action Sociale Agraire. Cet organisme, chargé d'appliquer la loi de 1907, devait créer des exploitations familiales sur des terrains incultes cédés par l'Etat. Presque toutes les colonies ainsi mises sur pied connurent des résultats décevants. Par contre, la colonie de Cañamero (ainsi que celle de « Cerrillo Verde y Valdecarneros » à Valverde del Camino dans la province de Madrid) furent considérées comme des exemples à suivre [8].

Cañamero était alors un petit village de 2 000 habitants, isolé entre Logrosán et Guadalupe, sans aucune richesse, sans possibilité, comme ses deux voisines, d'obtenir des emplois en dehors du secteur agricole. La commune fut choisie, pour mettre en œuvre la réforme agraire, par la Junte grâce à l'action énergique du maire du village représentant le parti libéral. Le maire eut à faire face à de nombreux opposants, en particulier aux ingénieurs des Eaux et Forêts [9] et à ceux qui, poursuivant

5. Majadal.
6. Chaparros.
7. Son objectif était de créer des exploitations familiales, regroupées en « colonies », sur des terres étatiques non cultivées mais susceptibles d'être mises en culture. Pour ce faire, on créa la « Junta Central de Colonización ».
8. Par exemple par Luis Marichalar : « La Reforma Agraria en España ». Madrid, 1931.
9. Ingenieros de Montes.

une politique séculaire, voulaient mettre la main sur les terres publiques, en l'occurence ici la dehesa boyal [10].

Surtout, à Cañamero, la situation sociale, au début des années 20, était désastreuse ,bien pire que dans les villages voisins de la montagne comme Berzocana. A l'exception de quatre ou cinq dehesas appartenant à des forestiers, et en dehors des terres communales, toutes les terres appartenaient au marquis de la Romana, terres sur lesquelles se pratiquait une économie sylvo-pastorale. Les habitants du village étaient des journaliers payés en nature (pain + huile) avec un petit jardin d'autosubsistance.

L'objectif du maire était d'intensifier la dehesa boyal par l'accession à la propriété d'un grand nombre de colons. 1 700 hectares [11] furent partagés entre 458 familles de Cañamero. Les lopins avaient de trois à cinq ha, en moyenne 3,70 ha, et furent classés en six catégories en fonction de leurs potentialités agricoles. Mais, chaque colon devait se soumettre à la loi de 1907 et au règlement du 25 octobre 1918 :

— Les lots sont inaliénables, non permutables jusqu'à cinq années après l'accession à la propriété ; celle-ci fut obtenue en 1951.

— Chaque colon ne pourra exercer de propriété que sur un lot.

— Les lots sont indivisibles à perpétuité, même après l'accession à la propriété.

Tout de suite après le partage des terres, on obligea les colons à intensifier en plantant vignes et arbres fruitiers ; l'Institut de Réforme Agraire prêtant l'argent pour faire les trous et acquérir les plants.

Chaque lot, estimé à 500 pta, devait être payé par le colon en 50 annuités ... somme réduite car, en 1923-24, date à laquelle s'effectua le partage, le kilogramme de pain valait 25 centimes et la journée de travail 2,5 pta. Tous les travaux connexes (la construction des chemins, le bornage, les travaux d'irrigation, les frais de gardiennage, les transports, etc...) furent à la charge de l'Etat. Les frais proprement culturaux, plantations et labours, restèrent à la charge des colons ; de même, la construction de la coopérative fut à la charge des colons coopérateurs.

10. Terre communale qui servait de pâturage aux bœufs de labour.

11. La dehesa boyal avait 2 222 ha ; une partie est restée en zone forestière, en pépinières, chemins, etc.

Il y eut même des plans élaborés pour irriguer la dehesa boyal à partir des eaux du río Ruecas. Ces plans furent repris plus tard, sans davantage de succès, par le fils du maire Don Matías Rodríguez Pazos.

En pleine construction, on [12] prévoyait pour un lot moyen les résultats suivants :

Vignoble : 1,5 ha Les ceps étant plantés à 2 × 1,90 m	Dépenses totales Produit brut Produit net	446,16 pta par hectare 1 076,08 » » 629,92 » »

Soit, pour 1,5 ha de vigne, un produit net de 944,88 pta.

Olivettes : 1,5 ha = 230 pieds	Dépenses totales Produit brut Produit net	317,23 pta 723,80 pta 406,47 pta

Fruitiers: 0,70 ha (70 arbres) — Produit net: 250 pta.

En quelques années, on obtint ce qui était prévu [13] en surface. La distribution de la surface de la zone colonisée s'établit comme suit :

Vignoble	687 ha
Olivettes	458
Vergers (surtout figuiers)	343
Céréales	212
	1 700 ha

Dans chaque lot, cela représentait :

Vignoble	1,5 ha
Olivettes	1,0
Verger	0,75
Céréales	0,45
	3,70 ha

Chaque colon construisit, sur son lopin, une petite maison (« cuarto ») et, dans cette région de structures « latifundiaires », on obtint un noyau de structures agraires complètement différentes avec un habitat dispersé, une répartition égalitaire de la propriété. De plus, il y eut un changement radical du système de production agricole. En trois mois seulement, décembre-janvier-février 1923-24, malgré les pluies particulièrement abon-

12. L. Marichalar. Ouvr. cité, pp. 101 à 103.
13. L. Marichalar. Ouvr. cité, p. 99.

dantes, on laboura 500 ha, creusa 500 000 trous pour planter ceps de vigne, oliviers et fruitiers, on installa une pépinière de trois hectares, on construisit un dépôt d'eau pour l'irrigation. L'activité était telle qu'il fallut faire venir d'ailleurs une main-d'œuvre complémentaire.

L'enthousiasme des colons était à la hauteur de la confiance que l'on avait dans les calculs théoriques. Ceux-ci démontraient que la colonie « Higueruela y valles » était un cas modèle de réforme agraire. Le produit net annuel, sur un lopin moyen, était estimé en tout à 1 601,35 peta. En déduisant les frais d'amortissement, 2 % de 670 pta chaque année soit 13,40 pta, il reste au colon 1 587,95 pta. C'est dire que les rentrées d'argent tous frais payés, pour ces anciens jornaleros, représenteraient quelques 635 journées de travail. Or, dans la situation antérieure, ils ne trouvaient du travail que pendant quatre à six mois au maximum. L'acquisition du lopin constituait pour eux, en plus de la sécurité engendrée par l'accession à la propriété, l'assurance de gagner quatre à cinq fois plus qu'auparavant et ceci sans tenir compte de l'immense capital de dignité retrouvée.

On comprend aisément la conclusion de Luis Marichalar : « Amener au cœur de la province de Cáceres une installation de ce type, c'est attaquer de front le problème agro-social de l'Espagne »[14]. En effet, on résolvait, dans le secano et à peu de frais, à la fois des problèmes sociaux et des problèmes économiques, l'arboriculture et la vigne étant la marque de l'intensification[15].

En fin de compte, peu de choses ont été faites pour résoudre le problème agraire avant l'instauration de la République. Ce ne sont pourtant pas les rapports, projets, mémoires, conférences, congrès, communications qui ont manqué pour éclairer les gouvernements et l'opinion sur le sujet. Economistes, politiciens, sociologues ,agronomes, prêtres, géographes se sont penchés sur ce problème. D'ailleurs, pour Carrión[16], ce sont les adversaires de la réforme agraire qui proposaient, sans cesse, de nouvelles études, par de nouvelles commissions, pour ajourner aux calendes grecques toute réforme. Pourtant, jamais la nécessité d'apporter des modifications sérieuses aux structures foncières ne s'était autant imposée pour résoudre les problèmes économiques et sociaux. En particulier, deux idées majeures semblaient s'imposer, bien exprimées par Carrión[17].

— Il est nécessaire de faire parvenir la terre aux mains de ceux qui peuvent le mieux l'exploiter ; et ce sont presque toujours les ouvriers agricoles qui la travaillent.

14. Marichalar. Ouvr. cité, p. 105.

15. Cette intensification résulte du privilège de pouvoir planter des ceps de vigne. Si la plantation en avait été libre et le marché illimité, l'Estrémadure serait à moitié couverte de vignobles.

16. Pascual Carrión y Carrión, ingénieur agronome et secrétaire de la Junte Centrale de Réforme Agraire. Auteur de « Los Latifundios en España ». Madrid, 1932. 439 p.

17. Pascual Carrión. Ouvr. cité, pp. 32 à 43.

Phot. 59

Terres de ruedo autour de Trujillo.

Une grande partie des parcelles closes par des murettes sont exclusivement occupées par des pâturages de grande renommée. Trujillo, perché sur un batholite granitique, ne possède pas beaucoup, dans ses environs, de terres labourables en raison des sols squelettiques.

Phot. 60

Ruedo autour de Logrosán. Une grande partie des parcelles sont établies sur une tierra « tiesa » et peuvent supporter un assolement intensif à base de céréales.

Phot. 61

Zarza-Capilla.

Paysage de champs laniérés, expression du collectivisme agraire. Les exploitants sont de petits céréaliculteurs-éleveurs.

Phot. 62

Maguilla 1978, dépiquage des céréales et des légumineuses.

Aux alentours des villages extremeños, se trouve un vaste espace où les exploitants battent leurs céréales et, surtout dans les régions de barros, les légumineuses. Jusqu'au début des années 70, ce travail se faisait exclusivement à la main avec l'aide d'animaux. Aujourd'hui, batteuses et tracteurs se multiplient. Les grains propres sont mis en sacs dont les fibres sont synthétiques.

Phot. 63

Omniprésence des pentes.
Terrasses en dessous du village, pour les jardins et les cultures traditionnelles.
Sur le versant, à l'arrière-plan, les terrasses sont déjà plantées de cerisiers.

Phot. 64

Au premier plan, nouvelles plantations de cerisiers.
A l'arrière-plan, le matorral est entamé : on construit partout des terrasses pour implanter des cerisiers.

Phot. 65 et 66

Le meilleur terroir est construit dans le lit majeur des ríos et protégé contre les inondations par des murettes ou des plaques de schistes dressées verticalement. Ce terroir est discontinu et forme un étroit liseré le long des cours d'eau. Les hurdanos tentent de tirer profit des versants aux pentes très raides. Sur la pente, les taches claires représentent des champs de seigle ; mais l'érosion menace et deux sillons sont déjà visibles.

Phot. 67

Les rives convexes des méandres constituent le seul site vraiment favorable pour établir des champs.
Nous voyons une sole de céréales sèches et de multiples petites parcelles irriguées avec du maïs, divers légumes dont des haricots, des arbres fruitiers et des oliviers.

Phot. 68

Ci-dessus, Martilandrán en 1975.

Les Hurdanos transforment rapidement leur habitat traditionnel. En cinq années, les maisons « modernes » à toit de tuiles ont proliféré.

Phot. 69

Rue de la Fragosa en 1975.

Maisons traditionnelles entièrement (murs et toits) construites en schistes. Certaines rues ne sont pas cyclables
La seule concession, apparente, au progrès est la présence de l'électricité.

— Il est impossible d'intensifier la production sans réforme agraire parcellisante. L'intensivité de la production est inversement proportionnelle à la taille de l'exploitation, au capital investi et à la main-d'œuvre utilisée.

Pour Carrión, le latifundium est le grand responsable de tout blocage. Pour lui, on a latifundium dès qu'il y a disproportion entre la taille d'une exploitation et la surface nécessaire à l'entretien d'une famille ; ceci, dans un milieu naturel donné et dans des conditions humaines bien précises (il faut tenir compte de la valeur des sols, des pentes, des communications, de la valeur des productions, etc.). Carrión estime que, dès que le rapport dépasse 10[18], on a affaire à un latifundium ; de toute façon, en quelque circonstance que ce soit, 500 hectares est toujours une limite extrême.

Ainsi, si tout le monde était d'accord pour définir le mal, l'analyser, le quantifier, personne ne s'accordait sur les modalités d'une réforme agraire. C'est aux problèmes de mise en forme de la réforme agraire que la République va être confrontée.

3 — *LA REPUBLIQUE ET LA REFORME AGRAIRE*

La République, pour préparer la réforme agraire, mit en place une « Comission Technique Agraire » par un décret du Ministre de la Justice Don Fernando de los Ríos, le 21 mai 1931. Cette commission, présidée par Felipe Sánchez Román et animée principalement par Carrión, Flóres de Lemus et Diaz del Moral, comprenait des ingénieurs agronomes, des professeurs, des ingénieurs des Eaux et Forêts, des économistes, des juristes, des agriculteurs, des ouvriers et des administrateurs. Elle eut pour premier objectif de désigner les bénéficiaires de la réforme agraire et ceux qui la subiraient.

Les premiers en Estrémadure sont bien connus : il s'agit essentiellement du sous-prolétariat agricole, braceros et yunteros. Carrión estime[19] que, dans les deux provinces d'Estrémadure, sur 230 913 familles agricoles, 43 466 n'ont aucune terre et 115 375 ne possèdent que moins de dix hectares. Parmi ces dernières, 101 907 ont moins de cinq hectares. Voilà les nécessiteux. Le seuil minimum pour vivre, selon Carrión, est donc de dix ha sur les bonnes terres et 14 ou 15 ha sur les mauvaises, en secano. Selon ces estimations, il faut trouver 434 000 ha + (115 376 × 5 =) 576 875 ha soit 1 010 875 ha.

Toutes les difficultés viennent de savoir aux dépens de qui se fera la réforme et comment la financer. Ces problèmes vont empoisonner la vie politique de la République. Tous les autres vont être relégués

18. P. Carrión ne fournit aucune explication sur le choix de cette limite ; il ne faut certainement pas en chercher.
19. Carrión. Ouvr. cité, p. 390.

à l'arrière-plan, même celui de l'autonomie de la Catalogne. Aux Cortès, entre le 10 mai et le 9 septembre 1932, le problème agraire fut abordé lors de 46 des 71 sessions qui se sont tenues [20].

Donc, qui faut-il exproprier ? Les avis sont très partagés :

— Tous les grands propriétaires et sur toutes leurs terres quelle que soit leur superficie (idée de Diaz del Moral) [21] ? Selon les estimations de Carrión [22], en Estrémadure, 1 708 propriétaires possédaient 2 043 579 ha ; les 3 306 propriétaires qui disposent d'au moins 250 ha détiennent encore 2 597 037 ha.

— Toutes les terres exploitées en faire-valoir indirect quelle que soit la taille de la propriété ?

— La noblesse ? ou même seulement la haute noblesse ?

D'autre part ,faut-il et peut-on indemniser les expropriés ? Si on admet le principe de l'indemnisation, doit-on indemniser tout le monde pour toutes les terres ? Faut-il exclure la noblesse de l'indemnisation ou seulement l'indemniser pour ses terres légitimes [23] ?

Le principe de l'indemnisation admis, à quel prix la fixer ?

Tout le monde s'accordait pour indexer l'indemnisation sur le revenu cadastral, ce qui était avantageux pour l'Etat car celui-ci était systématiquement sous-évalué. Alors, quel coefficient retenir. 10, 20 ou 30 fois le revenu cadastral ?

Dans tous les cas, comment payer ? Un projet de la Commission Technique proposait une solution judicieuse pour tourner le problème difficile de l'expropriation et donc de l'indemnisation : au lieu d'exproprier les propriétaires, il faudrait leur laisser la propriété éminente, la propriété utile passant aux colons ; il s'agirait d'une sorte d'affermage obligatoire de durée illimitée qui permettrait de maintenir indéfiniment les anciens locataires s'il y avait faire-valoir indirect ; dans le cas contraire, la terre passerait entre les mains des « communautés d'agriculteurs » [24] qui fixeraient les modalités de l'exploitation. Une autre solution proposée consistait à payer le montant des expropriations avec des bons du Trésor et à régler les intérêts de la dette avec l'argent versé, pour le fermage, par les futurs colons ; le remboursement de la dette elle-même s'effectuerait progressivement grâce à un impôt sur... bons du Trésor (ou par un impôt particulier sur chaque contribuable). Dans l'un et l'autre cas,

20. E. Malefakis : « Reforma Agraria y Revolución Campesina en la España del siglo XX », p. 234.

21. Tout ce paragraphe doit beaucoup à Malefakis qui a su remarquablement — et chronologiquement — replacer les grands problèmes agraires espagnols dans leur contexte politique.

22. Carrión. Ouvr. cité, p. 394.

23. Les « señoríos juridiccionales » étant considérés comme illégitimes.

24. Communidades de Campesinos. Ce sont ces communautés d'agriculteurs, véritables syndics agricoles, qui recevront la terre et décideront de la forme d'exploitation.

les seuls frais de la réforme agraire résideraient dans la constitution, immédiate, d'un capital d'exploitation pour chacun des colons. Ceci serait facile, si dans le cadre des communautés d'agriculteurs, le matériel était acheté en commun. Pour Carrión, tout ceci coûterait, si l'on installait 60 à 70 000 familles par an, le dixième des dépenses militaires, moins que les dépenses annuelles engagées pendant la guerre du Maroc [25].

Les difficultés de financement de la réforme agraire mettaient en évidence le problème du type d'exploitation à promouvoir sur les terres expropriées. Fallait-il imposer, ou seulement favoriser, une agriculture individuelle ou collective [26] ? Carrión penchait pour cette dernière solution pour des raisons d'économie et d'efficacité. En effet, l'exploitation collective cumulerait les avantages de la grande exploitation, en empêchant le démembrement des grandes propriétés, et de la petite culture.

Enfin, le dernier problème débattu par la Commission Technique Agraire, en admettant que tous les autres problèmes aient été réglés, était de savoir s'il fallait appliquer la réforme agraire dans tout le pays ou seulement dans le sud-sud-ouest où la situation était la plus grave. Carrión et Flóres de Lemus pensaient que l'Etat n'était pas assez riche pour se permettre de se disperser et qu'il fallait concentrer son action dans le sud.

La République n'a donc jamais considéré la réforme agraire comme un simple partage de terres mais comme une vaste opération ayant trois finalités :

— Sociale, en remettant la terre à ceux qui la travaillent.

— Economique, l'augmentation de la production agricole donnant un essor à l'ensemble de l'économie espagnole.

— Politique, en cassant la classe de privilégiées, fondamentalement anti-républicains, tirant sa puissance de la possession de la terre.

Pendant que se déroulaient ces laborieuses discussions à Madrid, la situation se dégradait en Estrémadure. Le chômage fut le ferment de l'agitation endémique qui sévissait dans les campagnes. De plus, l'espérance d'obtenir, enfin, la terre entraîna toute une série d'incidents (en Andalousie, la situation se présentait de façon presque identique). Ceux-ci pouvaient être sans grande gravité, comme à Navalmoral de la Mata, Malpartida, Oliva de Plasencia, Villanueva de la Serena ; il pouvait s'agir de coups de feu échangés, comme à Puebla de Alcocer, parfois suivis de mort d'homme comme à Feria ; dans le cas de Castilblanco, ce fut un atroce carnage, de même, mais avec moins de gravité, qu'à Zalamea de la Serena. Les grèves étaient incessantes, parfois avec occupation de

25. Carrión. Ouvr. cité, p. 405.
26. Quand on parle d'exploitation collective, dans l'Espagne des années 30, il s'agit surtout de collectivisme, au mieux de coopératisme.

fermes et labour de la terre [27]. Badajoz fut la seule province espagnole où un syndicat, la F.N.T.T. [28], put lancer une grève de deux jours, les 29-31 décembre 1931. Partout enfin, une atmosphère d'insécurité régnait avec ses hauts et ses bas en fonction des soubresauts anarchistes ; l'année 1931 marqua le paroxysme de peur au gouvernement, peur d'un soulèvemen paysan généralisé, le seul contre-feu possible étant la réforme agraire.

On aboutit à la Ley de la Reforme Agraria qui passa aux Cortès le 14 mars 1922 et où on précisa les types de propriété qui pouvaient être expropriés. Quatre critères furent retenus :

— Les propriétés notoirement improductives.

— Celles qui, pouvant être irriguées, ne le sont pas faute d'infrastructures adéquates.

— Celles, appartenant à un seul propriétaire, qui représentent plus de 20 % du revenu cadastral de la commune.

— Celles excédant une certaine surface, 500 ha de secano et 50 ha de regadío.

L'application de ce texte fut rendue très difficile pour des raisons financières et politiques. C'est le putsch manqué du général monarchiste Sanjurjo qui précipita le mouvement et fit promulguer, le 15 septembre 1932, la Loi de Réforme Agraire.

Il n'est pas question d'étudier dans le détail cette loi, extraordinairement complexe, qui dépasse largement le cadre de l'Estrémadure. Cependant, c'est surtout dans ces deux provinces que la loi fut appliquée [29].

On distingue 13 catégories de propriétés expropriables. Personne ne pouvait posséder, dans une même commune, plus d'une surface maximum variable selon les cultures : 100 à 150 ha de vigne, 100 à 200 ha de vergers, 150 à 300 ha d'olivette, 350 à 600 ha de céréales et (c'est surtout important pour l'Estrémadure) 400 à 750 ha de terres couvertes de pâturages mais labourées périodiquement [30]. Aucune limite n'était prévue pour les terres irriguées d'origine privée mais, si l'irrigation est d'origine publique, la surface maximum est de 10 à 50 ha.

Ces valeurs maximums peuvent être abaissées si un propriétaire domine la vie politique et économique d'un village ; dans ce cas, on

27. En Estrémadure, les occupations de terre se traduisaient très souvent par des labours dans la mesure où beaucoup de terres étaient laissées en « quasi abandon », par opposition à l'Andalousie où tout était cultivé.

28. Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra, syndicat paysan de tendance socialiste, créé en avril 1930 après la chute de Primo de Rivera (et opposé à la Confederación National del Trabajo — C.N.T. — de caractère anarcho-syndicaliste).

29. Pour l'étude plus détaillée de la Loi de Réforme Agraire, voir Malefakis, ouvr. cité, pp. 243 à 277.

30. Tierras de pasto y labor. C'est le régime d'exploitation traditionnel des dehesas.

lui enlèvera tout ce qui dépasse le sixième de la surface et le cinquième du revenu cadastral de la commune.

D'autre part, sont entièrement expropriables les terres illégitimement occupées (señoríos juridiccionales), celles mal cultivées, celles systématiquement louées, enfin, celles, situées dans les périmètres d'irrigation, qui restent en secano. Dans le sud de l'Espagne, on décida d'exproprier toutes les terres non cultivées dans un rayon de deux kilomètres autour des villages [31].

En fait, la loi fut substantiellement plus modérée que l'analyse ci-dessus ne l'indique. On s'est attaqué aux biens des personnes physiques et non à ceux des familles. Les grands propriétaires qui tenaient leur exploitation en faire-valoir direct, comme c'est souvent le cas en Estrémadure, fussent-ils absentéistes, bénéficièrent d'un régime privilégié. Les normes d'expropriation ne s'appliquent qu'à l'intérieur de la commune ; on ne prend pas en compte l'ensemble des propriétés de chaque personne, à l'exception de la grande noblesse dont on a recensé la richesse globale. Enfin, seules les terres labourables sont expropriables, pas les bois ni les pâturages, même pas ceux de la noblesse. La loi fut appliquée à tout le pays et non pas au seul sud.

Qui fut menacé d'expropriation en Estrémadure ?

— Presque tous les propriétaires possédant plus de 250 ha [32]. Il y en avait 2 713 dons la province de Cáceres et 2 346 dans celle de Badajoz [33].

— Toutes les terres affermées grandes et petites.

— Toutes les terres mal cultivées dans le ruedo [34], sauf celles ne pouvant avoir plus de 20 ha de céréales.

Si bien que la réforme agraire toucha plus les petits et moyens propriétaires que les gros. Dans la seule province de Badajoz, 46,3 % des terres cultivées pouvaient être expropriées soit 36,5 % de la surface totale de la province [35]. 2 202 propriétaires étaient susceptibles d'être expropriés ; parmi ceux-ci, 1 106, soit 50,2 %, étaient des propriétaires de moins de 100 ha et 288 possédaient de 100 à 250 ha [36]. En somme, dans la province de Badajoz, 64 % des propriétaires expropriables étaient des petits ou moyens propriétaires ... et les terres ainsi expropriées n'atteignaient pas 10 % de l'ensemble des terres expropriables procédant de la grande propriété.

C'était se créer un grand nombre d'ennemis pour une extension dérisoire de la réforme agraire. Finalement, le texte fut responsable de la

31. Ruedo ou terres de ruedo. C'est la preuve que beaucoup de microfundiums étaient très mal exploités ou pas exploités du tout.
32. La limite de 250 ha n'apparaît pas explicitement dans la loi ; cependant, c'est surtout à partir de cette limite que l'on trouve des terres expropriables.
33. Malefakis. Ouvr. cité, p. 253.
34. Petites parcelles entourant les villages, souvent closes par des murs.
35. Malefakis. Ouvr. cité, p. 249.
36. Id. Ibid., p. 254.

victoire des Droites lors des élections aux Cortès de décembre 1933 ; si bien que, désormais, sa non-application fut conditionnée par les avatars ds Gauches lors des différentes élections. A la fin de 1933, l'Institut de Réforme Agraire avait seulement réussi à installer en Espagne 8 600 familles sur 89 000 ha expropriés (dont 11 049 pour la seule province de Badajoz) [37].

En 1935, on modifia substantiellement la loi de réforme agraire en rendant plus intelligente son application ; on supprima, par exemple, toute référence aux terres de ruedo. A la fin de la même année, on arriva à grand'peine à exproprier quelque 200 000 ha. C'est le triomphe du Front Populaire, en février 1936, qui donna un coup de fouet à la réforme agraire. En un laps de temps de cinq mois, quelque 572 055 ha furent redistribués, en petites parcelles de trois ha environ, à 81 197 colons. C'est dire que le Front Populaire a surtout fait porter son effort sur l'Estrémadure où un tiers de la population masculine reçut des terres.

Ce ne fut pas suffisant pour ramener la paix dans les campagnes d'Estrémadure et la province de Badajoz, à la veille de la guerre civile, était en pleine effervescence. Aujourd'hui, de cette période d'avant-guerre, on ne se souvient que de l'atmosphère d'insécurité dans les classes possédantes, insécurité pour les biens comme pour les personnes. Dans le peuple, on garde le souvenir d'une folle espérance et de beaucoup de déceptions ; l'Etat espagnol était alors incapable d'assister techniquement et financièrement les colons installés et beaucoup d'anciens yunteros et braceros ne purent pas cultiver le misérable lopin qu'ils avaient enfin obtenu.

Tout ceci s'acheva avec la guerre civile et presque toute l'œuvre de la République fut remise en question par la victoire du Mouvement Nationaliste [39]. Les partages antérieurs furent annulés, tous ou presque tous. Les terres expropriées furent, pour l'essentiel, rendues à leurs anciens propriétaires. Mais, l'œuvre de réforme agraire allait néanmoins être poursuivie.

4 — *L'ŒUVRE DE REFORME AGRAIRE SOUS LE FRANQUISME*

Ayant lutté, avec l'énergie que l'on sait, contre la République et tout ce qui procédait d'elle, le nouveau régime, avant même d'avoir complètement réalisé la victoire, s'est préoccupé ... de reprendre l'œuvre agraire honnie du précédent régime vaincu, lequel avait déjà repris celle de la Dictature qui s'inspirait des grands principes du XVIIIème et XIXème siècles.

37. Miguel Siguan Soler : « Colonización y desarollo social. Estudio en el marco del plan de Badajoz », p. 31.
38. Malefakis. Ouvr. cité, pp. 432 et 433.
39. Movimiento dirigé par le général F. Franco.

Dès le mois de mars 1938, dans le « Fuero del Trabajo »[40], on se préoccupe de mettre en œuvre des réformes élémentaires imposées par les circonstances : il s'agit de donner un lopin de terre à chaque famille afin que chacun, grâce à des pratiques jardinatoires, assure son autosubsistance. Ces partages de terre, en minuscules lopins de un à deux hectares, se multiplièrent pendant les premières années du régime, surtout pendant les années de la faim, entre 1941 et 1943. L'Espagne, coupée complètement du monde extérieur, devait, coûte que coûte, assurer sa subsistance par une politique autarcique. En même temps, on règlemente le fermage.

Mais, très vite, une politique dite nouvelle relance la politique de réforme agraire de 1932, sans arrière-pensée politique. Seule la nomenclature change ; on ne parle plus de réforme agraire mais de colonisation. Surtout, on intègre la politique de colonisation dans des plans de réaménagement du territoire. La réforme agraire n'est plus qu'un élément du développement régional où tous les aspects du retard agricole sont abordés en même temps : colonisation, irrigation, remembrement et reboisement. Siguan Soler[41] insiste, à juste titre, sur la solidarité réforme agraire-irrigation, déjà esquissée sous la République, et qui va prendre très vite toute sa signification avec le plan de Badajoz.

Les maîtres-d'œuvre de la nouvelle politique sont promptement mis en place[42] :

— 18 octobre 1939, création de l'Institut de Colonisation qui hérite des fonctions de l'Institut de Réforme Agraire et qui sera, en 1970, transformé en Institut de Réforme et de Développement Agraire (I.R.Y.D.A.). On met plus que jamais en avant la conjonction réforme et développement ; toute allusion, par contre, à la réforme agraire est abandonnée. 1970 marque un tournant majeur dans la politique agraire.

— 26 décembre 1939, loi sur l'édification de grands périmètres irrigués complétée par la loi du 21 avril 1949 dite de colonisation et de redistribution de la propriété dans les zones irrigables.

Cette politique est nationale mais elle intéresse au plus haut point l'Estrémadure. Celle-ci va être la région la plus sensibilisée par le problème en raison du voyage que fit, dans la province de Badajoz, en 1945, le général Franco. C'est, nous l'avons vu, à cette occasion qu'une commission fut réunie et chargée de rédiger un « Plan General de Ordenación Económico-Social », donc d'aménagement, qui fut présenté au gouvernement en 1948.

Ce plan, et tout le monde est d'accord pour l'affirmer, présente correctement, sans aucune complaisance, la situation économique et sociale de la province. Nous n'avons pas besoin de revenir sur cette

40. Charte du Travail.
41. Siguan Soler. Ouvr. cité, pp. 36-42.
42. Voir Siguan Soler. Ouvr. cité, pp. 36-42 et Adela Gil Crespo dans « Colonización interior de España », revue Las Ciências, año XXV, n° 1, p. 180.

situation qui peut se résumer en deux mots : marasme économique et misère affectant la plus grande partie de la population. Dans cette seule province, il y avait 106 796 familles auxquelles il fallait — tout de suite — donner un emploi stable. Pour résorber le chômage, le plan prévoit des mesures à prendre d'extrême urgence et des mesures à court terme. Dans l'immédiat, il faut exproprier des terres sèches et installer des colons de secano. Dans la province, on en distingue deux types :

— Ceux qui, anciens yunteros, vont être installés sur des terres à exproprier selon une procédure ultra-rapide. Cela représente environ 5 000 familles. Dans le même sens, les communes qui sont particulièrement touchées par le sous-emploi se verront, immédiatement, attribuer des ressources pour doter les familles nécessiteuses d'un lopin d'autoconsommation : les lopins seront pris soit sur les biens communaux soit sur des terres achetées (ou expropriées) grâce à un fonds de lutte contre le chômage.

— Ceux qui vont être installés sur des périmètres potentiellement irrigables mais qui, provisoirement, devront être cultivés en terre sèche.

Un travail similaire va être effectué dans la province de Cáceres. Dès à présent, il nous faut distinguer les effets immédiats des résolutions adoptées en 1948, et qui se traduisent par de la réforme agraire en secano, et les effets, à court et moyen terme, qui permettent d'implanter des colons sur des terres irriguées.

a) La colonisation en secano

C'est, en définitive, elle aussi, une œuvre de circonstance destinée à faire face à l'urgence de la situation économique et sociale. Seule nous intéresse, ici, la colonisation définitivement installée en terre sèche et dont nous pouvons apprécier l'importance.

* *Etendue de la colonisation en secano*

Le plus simple est de dresser, pour chacune des deux provinces, un tableau exhaustif de la situation [43].

43. Dans ces tableaux, nous avons toutes les réalisations de colonisation en secano depuis les années 20, c'est-à-dire celle procédant de la Dictature (un cas), celles héritées de la République (trois cas) et toutes celles du Movimiento. Le nombre de colons indiqué est celui provenant des sources officielles ; il ne correspond plus à la situation actuelle.

Les deux tableaux correspondant aux deux provinces ne sont pas identiques car les deux délégations de l'I.R.Y.D.A. de Cáceres et de Badajoz travaillent séparément.

Pour la province de Badajoz, nous avons actuellement la situation suivante :

Nom de la propriété expropriée	*Commune*	*Surface allotie*	*Nombre de*	
			Lots	colons
Aldea del Conde	Talavera la Real	635,32 ha	80	78
Badija	Castuera	1 069,00	100	100
Egidillo	»	318,35	28	28
Bodegones	Puebla de Alcocer	1 356,29	200	200
Bodeguillas	Esparragosa del Caudillo	1 008,97	112	111
Valfrío y Rubial	»	841,96	78	78
Cachafre y Retamales	Trujillanos	73,32	23	23
Cañada Honda	Cabeza del Buey	491,17	54	54
Casatejada	»	397,94	21	21
El Bonal	»	460,30	42	42
El Corchito	»	424,72	41	41
El Tomilloso	»	1 586,19	248	248
La Riconada	»	680,13	67	67
Los Palazuelos	»	923,09	67	67
Majada Hermosa	»	415,33	46	46
Castillo de Guadajira	Lobón	460,07	28	27
Conde de la Puebla	Valencia del Ventoso	1 053,83	503	490
Cumbres de Constanza	Retamal de Llerena	410,39	31	31
Lomo de Cruzes	»	275,46	15	15
Dehesa nueva y Fábrica	Valverde de Leganés	200,51	21	21
Dehesilla del Maestro	Higuera de Llerena	822,50	113	112
Doña Catalina	Olivenza	78,59	9	9
La Morera	»	215,69	21	21
Valdelagrana-Moreriña	»	410,15	24	24
Doña Juana	Los Santos de Maimona	9,86	11	10
Malpuntas	»	23,06	7	7
Valle del Mudo	»	33,07	40	40
El Bercial	Monterrubio de la Serena	5 670,00	1 343	1 294
El Bujo	La Albuera	860,23	47	47
El Toril y las Labores	Azuaga	439,66	30	30
La Pulida	»	352,10	25	25
Higueruela y Venero	Helechal	952,64	200	165
La Fontana	Cheles	495,79	56	55
La Mata	Fuente de Cantos	338,86	55	52
Palominos	»	426,77	61	60
Palominos-caballoras	»	428,66	66	66
La Nava	Jerez de los Caballeros	275,01	23	23
Moriana y Montelobo	»	265,19	23	23
Las Torrecillas	Usagre	463,33	17	17
	Capilla		165	165
Las Yuntas	Peñalsordo	6 022,95	630	630
	Garlitos		178	178
Pajonal de Abajo	Carmonita	451,95	45	45
Penuelas	Almendral	616,35	100	100
Represa	Villanueva del Fresno	624,53	45	39
Valdesevilla del Monte	»	682,08	40	39
Ríogordo	Burgillos del Cerro	892,51	149	139
Zorreras y Pocitos	Alconchel	322,85	35	33
El Señorío	Torremegía	1 767,00	289	289
El Encinar	Granja T	675,84	42	42
Pico del Rostro y Gargáligas	Puebla de Alcocer	235,00	0	0
Total		37 934,56 ha	5 694	5 567

Pour la province de Cáceres :

El Collado	Cáceres	441 ha	161
Atalaya de Arriba	»	411	22
Millar de los Licenciados	»	678	21
Mingajila de Ovando	»	330	29
Rincón de Ballesteros	»	2 893	90
La Gironda de Guadalupe	Campo Lugar	435	124
Mirabel	Mirabel	2 356	319
Fuente Madero	Brozas	797	23
Corral Blanquillo		480	25
Las Hinijosas		624	30
Los Asientos	Torreorgaz	584	134
Tierras Sueltas	Sierra de Fuentes	267	43
Higueruela y Valles	Cañamero	2 185	454
Quintos de San Pedro	Ibahernando	1 336	103
Santa María de la Jara	»	211	71
Total		14 148 ha	1 649

Donc, une quarantaine de municipalités, situées aux quatre coins de l'Estrémadure, ont opéré des partages de terres. Cela représente environ une commune sur dix. Les exploitations expropriées sont de taille variable ; surtout, le nombre d'hectares attribués à chaque colon est fort variable : en moyenne une dizaine d'hectares mais moins de un hectare à Los Santos de Maimona, à peine plus de deux à Valencia del Ventoso, 17 à Olivenza, près de 20 à Cáceres sur la propriété Atalaya de Arriba. La situation, pour les colons, est la plus mauvaise quand c'est la municipalité qui s'est chargée des opérations. C'est là aussi que le fonctionnement est le plus défectueux.

* *Fonctionnement des colonies de secano*

L'organisation adoptée sur ces terres, expropriées par suite de la loi du 27 avril 1947, parce que déclarées « d'intérêt social », rappelle souvent ce qui avait été fait sous la République. L'œuvre est toujours sommaire, souvent bâclée, répondant à des préoccupations d'urgence et on aboutit fréquemment au simple partage de certaines exploitations, les bénéficiaires étant livrés ensuite à eux-mêmes.

Cependant, dans nombre de cas, le fonctionnement des « colonies » est plus complexe et l'on a cherché à reconstituer de véritables communautés ayant des structures collectivistes ; c'est le cas, par exemple, de ce qui s'est passé à Cabeza del Buey.

A Cabeza del Buey, sept exploitations, représentant près de 8 000 ha, furent expropriées en décembre 1948 et remises à la disposition de l'I.N.C. L'exploitation Casatejada, ayant 491 ha, fut ajoutée à cet ensemble après la vente volontaire[44] des propriétaires à l'I.N.C. Le total qui fut

44. La colonisation ne s'est pas toujours faite sur des terres expropriées mais, parfois, sur des terres normalement achetées par l'I.N.C.

parcellisé fut de 5 379 ha, les autres terres restant aux mains des anciens propriétaires. Certains de ceux-ci réussirent à garder au moins 150 ha et même la presque totalité de leurs terres (dans le cas de l'exploitation La Indiana) s'il s'agissait de « monte bellotero » ; dans ce cas-là, les terres étaient considérées comme intensément cultivées [45].

Les lopins furent attribués vraiment aux plus pauvres. On ne tint pas compte de l'attitude de chacun pendant la guerre civile [46]. Pour devenir colon, il suffisait d'avoir une profession agricole (ou dire que l'on en avait une), d'être démuni de terre ou de ne pas en avoir suffisamment pour vivre, d'avoir un attelage pour labourer. Ces conditions remplies, on remit un lot par famille ; cette dernière clause fit brutalement augmenter le taux de nuptialité.

Ces lopins sont indivisibles, toute transmission entre vivants doit se faire avec l'accord de l'I.N.C. Enfin, c'est l'I.N.C. qui règlementa la mise en valeur. D'abord, pendant les 12 premières années, donc jusqu'à 1960, ce fut un ingénieur de l'.I.N.C. qui procéda à l'attribution des lopins, rien n'étant encore parcellisé. L'I.N.C. s'est contenté de faire quatre soles et les « parceleros » devaient se livrer à la culture des céréales, pour un an, dans un parcellaire fugitif. Pendant ce temps, aucune indemnité ne fut payée à l'I.N.C. Ce n'est qu'après 1960 que l'I.N.C. fit la parcellisation : une parcelle pour chaque famille dans chacune des trois soles ; on laissa des communaux en indivis. Alors, chacun fut tenu de commencer à payer l'amortissement du lopin et l'impôt foncier ; l'amortissement du lot (soit le prix de la terre plus le montant de l'intérêt) était calculé pour s'effectuer pendant 25 ans.

Les « parceleros », ayant reçu chacun dix ha, furent donc organisés selon les normes collectives ancestrales [47] : les terres sont groupées en trois soles sur lesquelles on a un assolement très extensif avec jachère labourée-céréales d'hiver-jachère herbeuse. Les herbes sur la sole en jachère herbeuse sont louées, aux enchères, aux transhumants [48] ; les chaumes sont loués aux éleveurs locaux. Le produit de la location des pâturages est réparti entre les membres de la communauté. Il s'agit donc d'un collectivisme qui s'intègre complètement aux usages séculaires et permet la persistance de la transhumance traditionnelle.

Aussi importante fût-elle, la réforme agraire en culture sèche a vite été abandonnée et n'a représenté, sous le gouvernement du général Franco, qu'une solution d'attente sinon d'urgence. Dans les années 40, on avait,

45. Cette remarque est importante dans la mesure où l'on considérait alors comme intensif le système de la montanera ; avoir un monte bellotero évitait de subir l'expropriation.

46. Le front, pendant la guerre civile, s'est stabilisé pendant trois ans dans la région, Cabeza del Buey restant en zone républicaine. Les règlements de compte, pendant et après la guerre, furent sanglants.

47. Voir O. Balabanian : « Les openfields laniérés de Zarza-Capilla et de Cabeza del Buey ». Convegno internazionale « 1 Paesaggi Rurali Europei ». Perugia, mai 1973, pp. 17 à 26.

48. Cela confirme la thèse d'A. Silbert selon laquelle les opendields laniérés méditerranéens profitent autant, sinon plus, aux gros éleveurs qu'aux petites gens.

en effet, le choix entre la modification des formes et des caractères de la réforme agraire ou celle du contenu agricole des lopins distribués. C'est cette seconde solution qui fut adoptée pour améliorer le sort des « colons » (bénéficiaires de la réforme agraire); si bien qu'à partir des années 50, on ne pratiqua plus guère qu'une « colonisation » en culture irriguée.

b) La colonisation en regadío

C'est la seule forme de réforme agraire souhaitée par le « Movimiento » ; la colonisation en secano n'a été, tout au plus, qu'une solution d'attente à la construction de grands périmètres irrigués. Ceux-ci, en Estrémadure, furent tous, pour partie, objet de réforme agraire. On peut même dire que, dans les provinces de Badajoz et de Cáceres, la grande hydraulique a été mise au service de l'œuvre agraire du régime. Au Portugal, une œuvre hydraulique similaire, à l'échelle du pays, a été mise en place mais sans réforme agraire, au moins jusqu'à la chute du régime de M. Caetano.

L'Estrémadure n'est pas la seule région d'Espagne à avoir fait l'objet de la création de regadíos en vue de la réforme agraire, mais c'est celle qui a réalisé les travaux les plus spectaculaires car elle en avait le plus besoin. Lors de son voyage dans la province de Badajoz, en 1945, le général Franco avait reconnu que c'était la province qui possédait « le plus grave problème social de toutes les provinces espagnoles ». Cela justifiait l'intervention massive de l'Etat en Estrémadure, surtout dans la province de Badajoz, qui prit la forme, en particulier, du plan de Badajoz.

L'œuvre de réforme agraire accomplie a fait l'objet d'études très nombreuses ; aussi ne consacrerons-nous que peu de place aux fondements techniques de la colonisation, aux structures agraires et aux paysages nouveaux créés dans le Plan de Badajoz [19] et les périmètres

49. Ces aspects ont été étudiés, essentiellement à l'intérieur du Plan de Badajoz et dans le détail, par une surabondante littérature dès le début même des travaux sur le terrain. Parmi les principales sources figurent les innombrables publications de la « Secretaria Gestora del Plan de Badajoz » qui s'intéressent à tous les aspects du plan : sa finalité, ses objectifs initiaux, ses résultats et son évolution. Nous disposons aussi de publications du « Concejo Económico Sindical de la Provincia de Badajoz ».

Parmi les sources secondaires, innombrables elles aussi, rares sont les études à la fois synthétiques et critiques du plan. La principale publication, en langue française, est celle de Ch. Beringuier « Colonisation et développement régional. Le plan de Badajoz ». Etudes « Tiers Monde ». 1969. Publication de l'I.E.D.E.S., pp. 115 à 218. P.U.F. Cet auteur étudie le plan de Badajoz de façon synthétique, en restant peut être trop près des sources écrites. Toute notre étude proprement technique du plan s'appuie sur cet article. Mais nos conclusions sont essentiellement induites des nombreuses observations que nous avons faites sur le terrain. En langue espagnole, nous disposons de l'étude, à diffusion restreinte, très orientée vers les problèmes sociaux et psychologiques de la colonisation, de Miguel Siguan Soler : «Colonización y desarollo social. Estudio en el marco del Plan de Badajoz ». Secretaria Gestora del Plan de Badajoz, 1963.

irrigués de la province de Cáceres [50]. Nous nous contenterons de reprendre longuement certains aspects permettant de dégager les caractères de l'œuvre accomplie et ses finalités.

La création de périmètres irrigués étant apparue comme le moyen ultime de résoudre le problème économique et social de l'Estrémadure, on compte sur leurs effets induits pour obtenir le développement régional. Avant de commencer toute analyse, il est bon de considérer ce qui a été fait du point de vue de la colonisation dans ces périmètres irrigués.

* *Nombre de colons installés dans les périmètres irrigués*

L'essentiel se trouve dans la province de Badajoz.

— Province de Badajoz

La colonisation est la finalité principale du plan de Badajoz, et, sur elle, repose le développement régional de la province.

> « Le Gouvernement est convaincu de l'extrême urgence qu'il y a à transformer dans cette région d'immenses secteurs en zones d'irrigation à partir des eaux du Guadiana et de ses affluents afin de les coloniser» [51].

Pour mener à son terme cette colonisation, le plan de Badajoz a prévu d'effectuer rapidement d'énormes travaux : régularisation du débit du Guadiana et transformation des vegas du Guadiana en périmètres irrigués. Simultanément, le plan doit assurer la production d'électricité nécessaire à la province et, si possible, davantage. Enfin, il a prévu

4 tomes. Il est impossible de ne pas signaler, parmi les publications les plus importantes sur le plan de Badajoz, les articles, extrêmement critiques, d'E. Barrenechea, parus les 10 et 26 juin 1971 dans le journal Informaciones. On peut aussi mentionner l'ouvrage, déjà cité « La raya de Portugal ».

Nul autre problème, si ce n'est la région des Hurdes, n'a suscité, en Estrémadure, autant de polémiques que le plan de Badajoz ; cela ne facilite pas une étude sereine. Nulle part ailleurs, dans les Hurdes exceptées, la politisation d'un problème n'a autant empoisonné les contacts humains. En permanence, nous avons dû subir tantôt la méfiance des autorités officielles, tantôt celle des colons ; nous avons été pris entre l'inébranlable optimisme officiel et des réalités beaucoup plus sombres. Il n'y a, par contre, presqu'aucune étude sur la colonisation dans la province de Cáceres. Celle-ci fonctionne selon les mêmes principes et les mêmes normes que dans le plan de Badajoz, elle a les mêmes problèmes et le même avenir. Mais, la colonisation dans la province de Cáceres n'a pas été montée en épingle en haut lieu et les contacts humains sont agréables, comme partout ailleurs.

50. Nous n'étudierons donc pas le plan de Badajoz en lui-même mais l'ensemble de l'œuvre de réforme agraire basée sur le regadío en Estrémadure. Cependant, l'essentiel de notre documentation provient du secteur colonisé à l'intérieur du plan de Badajoz.

51. Loi du Plan de Badajoz. Cité par Cr. Beringuier, art. cité, p. 120.

l'adaptation du réseau de communications, l'industrialisation de la province et le reboisement de vastes régions, en particulier autour des grandes retenues.

Ceci dit, et malgré le grand nombre des publications officielles, il est aussi difficile de connaître exactement le nombre des colons installés — et donc les surfaces effectivement colonisées — que la superficie des terres mises en irrigation [52].

En avril 1970, selon une publication de l'I.N.C., il y avait en tout 4 697 colons et 1 224 ouvriers agricoles installés et répartis comme suit :

Zone du système de Cijara

		Colons	*Ouvriers agr.*
VEGAS BAJAS	Sous secteur de Montijo et Lobón	1 996	600
	» » de Badajoz et Olivenza	400	556
	» » de Alange	—	—
VEGAS ALTAS	» » de Orellana	2 182	395
	» » de Zújar	—	—

Petits périmètres irrigués ilndépendants

Olivenza Jerez de los Caballeros Entrerríos Zalamea de la Serena	519	229
Total	5 097	1 780

En faisant nous-même l'addition des chiffres donnés par l'I.N.C., nous n'obtenons pas le même total ! Nous sommes au-dessus des chiffres officiels qui, pourtant, ont tendance à être gonflés. Cependant, et selon des décomptes postérieurs, il y aurait, au 31 décembre 1970, seulement 4 577 colons en place et 1 248 ouvriers agricoles [53]. En 1975, selon la dernière publication de l'I.R.Y.D.A., les colons cultivaient 35 609 ha et la surface moyenne par exploitation serait de 6,55 ha. En effectuant la

52. Les auteurs les plus critiques prennent un évident et malin plaisir à comparer les chiffres., jamais concordants, des différentes publications officielles émises, année après année, par le Secrétaire directeur du Plan. Voir, par exemple, « La raya de Portugal », pages 153 et 154. Les auteurs comparent le plan de Badajoz à un travail de Pénélope.

53. Voir le quotidien Informaciones du 26 juin 1971. L'auteur se demande, ironiquement, s'il n'y a pas eu exode de colons.

division, nous arriverions à un total de 5 436 colons. Or, les objectifs prévus pour 1965 étaient de 8 308 colons et 3 770 ouvriers agricoles [54]. Il serait bien étonnant que l'on arrive un jour à réaliser le plan, la fin du plan de Badajoz étant comme l'Arlésienne, et encore moins à maintenir ces chiffres.

En effet, on prévoit d'installer, une fois le plan terminé, des colons sur 54 586 ha ; les lots étant de quatre à cinq ha, on est en train de relever la taille de ces exploitations pour les porter entre sept et dix ha. Mais, sur les 47 villages de colonisation prévus, 41 étaient terminés à la fin de 1975 ; deux, achevés depuis longtemps, Torrefresnada et Conquista, son encore presque vides ; d'autres sont peu occupés comme Casar de Miajadas : tout cela prouve que l'on a les plus grandes difficultés à trouver de nouveaux colons.

— Province de Cáceres

L'œuvre de colonisation est plus dispersée mais elle n'est pas négligeable.

	Colons		*Ouvriers agricoles*	
	Prévus	Effectifs	Prévus	Effectifs
Zone de Rosarito (Province de Cáceres) [55]	576	539	216	—
Zone de Borbollón	561	507	96	—
Zone de Gabriel y Galán	735	735	228	—
Valdesalor	76	65	25	25
Matón de los Iñigos	68	65	—	—
Total	2 016	1 911	565	25

Cela représente, à ce jour, la moitié des colons installés à grand fracas dans la province de Badajoz.

Tous ces colons, dans les deux provinces, ont été installés sur des terres expropriées.

54. La Secretaria Gestora del Plan, au 31 décembre 1969, indique qu'il y a 4 172 colons et 1 221 ouvriers agricoles. A la fin de 1972, nous aurions 4 912 colons et 1 274 ouvriers agricoles dans 41 villages de colonisation.

55. Le périmètre irrigué de la zone de Rosarito déborde sur la province de Tolède.

* *Terres « exceptées », « en réserve » et « en excès ». Les structures agraires obtenues*

Toute réforme agraire entraîne nécessairement un remodelage des structures foncières afin d'obtenir, c'est souvent le motif principal mis en avant, de meilleures structures de production. Par essence, cette opération remet en cause l'ordre établi, cette acception étant prise dans son sens le plus large. C'est alors que se charge d'idéologie la notion de réforme agraire.

C'est aussi à ce niveau que s'opère le clivage, au moins théoriquement, entre les réformes agraires libérales qui prévoient une indemnisation sérieuse pour les terres expropriées et les réformes agraires révolutionnaires qui n'en prévoient pas [56].

Le plan de Badajoz, comme toutes les zones colonisées dans la province de Cáceres sous le régime franquiste, appartient aux réformes agraires libérales qui ont prévu — et réalisé — une indemnisation à peu près juste des terres expropriées. Ceci parce que le gouvernement n'avait pas de raisons de bâcler l'œuvre entreprise, à la différence de nombreux Etats, en Amérique latine par exemple, qui font une réforme agraire pour désamorcer des troubles dans les campagnes [57]. Pour arriver à ses fins, le régime dispose de la « Ley sobre Colonización y Distribución de la Propriedad de las Zonas Regables » du 21 avril 1949 [58]. Celle-ci, dans son préambule, insiste sur le fait que, dans les périmètres irrigués par l'Etat, l'objectif prioritaire réside dans l'application de la réforme agraire ; toute création de richesse grâce à la grande hydraulique doit d'abord servir à l'installation de colons. Pour cela, il faut limiter la taille de la propriété privée ; d'où la distinction faite entre les terres « exceptées », en « réserve » et en excès [59].

— Les terres « exceptées »

Ce sont celles qui, au moment de la mise en place des zones dites de « haut intérêt national » pour être transformées par la grande hydraulique et colonisées, se trouvaient déjà irriguées et cultivées de façon intensive. De même, sont exemptées d'expropriation les terres qui étaient en train d'être équipées en vue de l'irrigation et qui seraient effectivemnt irriguées entre le moment où la zone serait déclarée de « haut intérêt

56. En fait, il n'y a pas d'opposition complète car beaucoup d'Etats « libéraux » n'ont pas les moyens financiers de payer — effectivement — les terres expropriées et bien des réformes agraires « révolutionnaires » prévoient une indemnisation au moins partielle.

57. Dans ce sens, on ne peut pas parler de réforme agraire quand il ne s'agit, au Vénézuela par exemple, que de coloniser des espaces vides, c'est-à-dire de conquérir des terres vierges (même chose au Brésil).

58. La « Ley de Bases » du 26 décembre 1939 insiste plus sur la mise en place de la grande hydraulique que sur la colonisation proprement dite.

59. Tierras exceptuadas, en reserva, en exceso.

national » et celui de l'approbation officielle par le « Plan General de Colonización ». Dans le cas contraire, la propriété privée est limitée en surface.

— Les terres « en réserve »

Sont dites « en réserve » les terres qui ne sauraient être expropriées. Cela revient à déterminer un plafond à la propriété. Ce plafond varie selon les cas. Dans le plan de Badajoz, la taille maximum de la propriété ne saurait dépasser 125 ha et ceci quel que soit le nombre d'enfants du propriétaire. Dans la province de Cáceres, le plan général de colonisation des périmètres irrigués de Borbollón (1953) et de Gabriel y Galán (1953) prévoit (Boletín oficial n° 314 du 10 novembre 1954, n° 106 du 16 avril 1955, n° 352 du 22 décembre 1953, n° 152 du 26 juin 1973) :

• Aucune expropriation pour les propriétaires possédant moins de 20 ha.

• Pour les propriétaires possédant de 20 à 100 ha, l'expropriation est fonction du nombre d'enfants ; la réserve minimum étant de 20 ha.

• Pour les propriétaires de plus de 100 ha, la réserve est égale au cinquième des surfaces sans toutefois pouvoir excéder 100 ha. L'arrêté du 26 juin 1973 relève la réserve à 240 ha.

De toute façon, et avant 1973, si la réserve (en raison des normes antérieures) tombe au-dessous de 20 ha par fils légitime ou illégitime, elle pourra être relevée. Dans les exploitations en indivis, la réserve (avant 1973) ne pouvait excéder 200 ha.

Dans tous les cas, les propriétaires choisissent le lieu de leur réserve, et ont conservé les meilleurs sols.

Tout le reste des terres, à l'intérieur bien sûr du périmètre irrigué, est exproprié [60] et forme les terres « en excès ». Il ne faut donc pas penser que les propriétaires « réservistes » sont tous de grands propriétaires ; beaucoup ont moins de 15 ha. Dans le plan de Badajoz, on ne peut considérer, dans le regadio, comme grands propriétaires que ceux qui disposent d'au moins 35 ha.

— Les terres « en excès »

Toutes les terres expropriées passant sous la juridiction de l'I.N.C. sont dites « en excès ». Ces terres seules sont destinées à être colonisées.

60. En fait, l'expropriation a touché même les terres qui, bien que situées à l'intérieur des périmètres irrigués, ne seraient pas irrigables de par leur situation topographique. Aujourd'hui, ces terres, restées sèches, embarrassent l'I.R.Y.D.A. qui les reboise. D'où la fureur, compréhensible, de certains grands propriétaires qui voient des terres expropriées détournées de l'objectif initial à savoir la colonisation.

La proportion des terres « en excès » varie d'un périmètre irrigué à un autre. Pour le plan de Badajoz, nous avons les pourcentages suivants [61] :

Total prévu

		irrigué (ha)	*«en excès» (ha)*	*% des terres «en excès»*
VEGAS BAJAS	Zone Montijo et Lobón	36 857	16 571	45
	» Badajoz-Olivenza	12 810	3 475	27
	» Alange	3 328	—	—
VEGAS ALTAS	» Orellana	55 987	25 000	45
	» du Zújar	26 267	6 436	25
	Autres regadíos	3 422	2 904	85
	Total	138 671	54 586	39

Toujours selon la même source, sur les 95 997 ha mis en irrigation en 1970, il y aurait 43 883 ha « en excès » soit 46 %.

Selon une autre publication de la Secretaria Gestora del Plan [62], il y aurait sensiblement moins de terres « en excès ». On aurait l'évolution suivante pour l'ensemble du plan de Badajoz :

	Total des terres effectivement irriguées	*Total des terres redistribuées*	*% des terres redistribuées*
1960	27 873 ha	12 464 ha	44,35
1965	44 774	18 670	39,09
1970	74 301	24 011	32,32
1975	?	?	37,6

C'est le dernier pourcentage de 32,32 % de terres effectivement colonisées dans l'ensemble du Plan de Badajoz que retient l'auteur (inconnu) de la communication « Resultados y proyección futura del plan Badajoz » au séminaire Bravo Murillo [63].

Quoi qu'il en soit, le pourcentage des terres colonisées n'a cessé de diminuer avec le temps montrant que, de plus en plus, les préoccupations

61. Brochure « Zonas Regables de Badajoz ». I.N.C. Avril 1970.
62. Instituto Nacional de Industria. Secretaria Gestora del Plan. « Evaluación de Resultados de la explotación del Plan de Badajoz ». Janv. 1927, Tableau 1. Cette dernière publication n'a connu qu'une « diffusion restreinte ».
63. Seminario Bravo Murillo, B M, P F P B 5. Organización Sindical. Secretariado Provincial de Asuntos Económicos. Badajoz.

d'intensification proprement dite l'emportent sur celles de la colonisation. Selon la version officielle, abondamment diffusée, sur les 138 671 ha qui seront irrigués, les terres « en excès » ne vont représenter qu'un peu plus de 39 %. C'est dire que dans le cas le moins favorable pour les « réservistes », ces derniers possèderont la plus grande partie des surfaces irriguées. Il semble bien, si l'on en croit les autres sources, que les terres « en réesrve » vont finalement représenter, dans le Plan de Badajoz, quelque 38 % de la surface totale irriguée.

Dans la province de Cáceres, les terres « en excès » représentent, en général, des surfaces plus importantes ; par exemple, dans le périmètre irrigué de Borbollón, les terres « en excès » (directement mises en valeur par des colons ou par l'I.R.Y.D.A.) couvriront 6 049 ha sur 9 410, soit 64 % de l'ensemble du périmètre irrigué quand il sera achevé.

Ces terres « en excès » furent prises en grande partie sur la grande propriété mais pas exclusivement. Dans les Vegas Altas, les finages de Valdivia et de Zurbarán, villages de colonisation, proviennent d'un seul et unique propriétaire : la Real Academia de Madrid. Le finage du village Puebla de Alcollarín, de 752 ha a été établi sur les terres de trois exploitations qui possédaient en tout 996 ha [64] et qui ont été expropriées pour l'essentiel. Dans la zone de Montijo, sur les 5 417 ha expropriés, 3 876 seulement proviennent de grandes propriétés [65]. Sur le finage de Puebla de la Calzada, et c'est un cas extrême, il n'y avait pas de grandes propriétés ; ne furent expropriés que des moyens et petits propriétaires : 1 360 ha sur 1 430 appartenaient à 333 propriétaires (la moyenne est de 4,08 ha).

Mais, le principal problème que posent ces terres « en excès » est celui de l'indemnisation. Nous avons vu que ce problème aussi avait considérablement compliqué la tâche de la République. Celle-ci ,en effet, n'avait pas les moyens financiers pour entreprendre une réforme agraire. Alors, la facilité, quel que soit le régime, entraîne soit une expropriation sans aucune indemnisation, soit un simulacre d'indemnisation, au mieux une indemnisation partielle de la valeur des terres. Rares sont les Etats, comme le Guatemala entre 1956 et 1962, qui ont indemnisé les terres expropriées à leur juste prix c'est-à-dire sur la base de la valeur marchande et en espèces payables dans un délai raisonnable. On peut considérer comme valables les indemnisations basées sur la valeur locative des terres. Toutes les autres bases de calcul utilisées pour évaluer le montant de l'indemnisation, impôt foncier, valeur de la production, revenu net, valeur cadastrale, servent, en fait, à diminuer considérablement le montant de l'indemnisation surtout si celui-ci est payé, partiellement ou en totalité, avec des titres, même assortis d'intérêt, négociables ou non sur le marché financier.

64. M.H. Ricard. Mémoire de Maîtrise. « Puebla de Alcollarín. Un village de colonisation dans le cadre du Plan de Badajoz ». Oct. 1972. Toulouse.

65. Adela Gil Crespo: « Transformación de un paisage ». Publicaciones de la Real Sociedad Geográfica, serie B, n° 411, 1960, p. 48.

Le gouvernement espagnol, non contraint à la précipitation, a été un des rares gouvernements à indemniser sérieusement les anciens propriétaires. Un décret du 26 septembre 1952 attribua à chaque type de terre une valeur maximum et minimum. Comme il s'agissait de secanos, il pouvait s'agir de terres avec ou sans plantations ; dans le cas de terres plantées, il s'agissait soit d'olivettes, soit de vignes, soit d'un monte bellotero. En définitive, le secano n'offrant qu'un nombre limité de possibilités de mise en valeur, il fut relativement facile — en fonction de la valeur pédologique des terres — d'estimer valablement le montant des indemnisations. Nous avons les exemples suivants :

	Prix minimum/ha	*Prix maximum/ha*
Olivette de 1ère catégorie	10 000 pta	16 000 pta
Vignoble de 1ère catégorie	7 500	16 500
Chênaie de 3ème catégorie	7 000	8 250
Terre nue de 1ère catégorie	10 000	11 500
Terre nue de dernière catégorie (arènes, terres graveleuses)	3 000	4 500

Tous les propriétaires concernés par l'expropriation exigèrent le prix maximum. Ils obtinrent souvent plus. Malgré certains excès et bien des rancœurs, cette opération d'expropriation s'est effectuée rapidement. En fin de compte, le montant total de l'opération ne pesa pas lourd devant l'énormité des dépenses exigées par la création des périmètres irrigués et l'installation des colons.

Les structures agraires opposent, à l'intérieur des périmètres irrigués, la propriété privée — grande, moyenne ou petite — « réserviste » aux exploitations issues de la réforme agraire. Ces dernières peuvent se subdiviser en deux types :

— Les lopins minuscules de 0,5 ha, situés tout près des villages de colonisation, appelés « huertos familiares », et loués aux ouvriers agricoles. Ceux-ci ont été établis par l'I.N.C., postérieurement aux colons, pour répondre à l'offre de travail. Choisis avec moins de soin que les colons, ils se trouvent dans une situation juridique et économique inférieure : il leur est impossible d'accéder à la propriété. L'ouvrier agricole est en quelque sorte le fermier à vie de l'I.N.C. Sa maison ne possède pas de dépendances et il ne peut, de ce fait, posséder de bétail. Il n'est finalement qu'un auxiliaire du colonat et son sort dépend de la quantité de travail salarié disponible sur place. Il est toutefois des exceptions comme à Ruecas, dans les Vegas Altas, où il y a plus d'ouvriers agricoles que de colons ; ce n'est qu'une sorte de village-centre dépositaire d'une grande quantité de travail à la disposition des autres villages alentour.

— Les lots des colons ont en moyenne quatre à cinq ha et sont d'un seul tenant. Au début de la colonisation, certains lopins n'avaient

que trois ha. Aujourd'hui, on assiste à un relèvement général de la taille de l'exploitation selon trois processus. D'abord, l'I.R.Y.D.A. prévoit spontanément des exploitations de sept à douze ha. D'autre part, le colon peut agrandir in situ (bien que cela soit théoriquement impossible) sa parcelle dans le cas du départ d'un colon voisin qu'il n'est pas possible de remplacer ; ce phénomène a tendance, actuellement, à se généraliser ; les autorités locales responsables en profitent pour agrandir l'exploitation des colons méritants. Enfin, certains colons louent des terres à d'autres colons : cette opération est permise dès que l'on a acquis la pleine propriété de son fonds.

Ainsi, les structures foncières, et plus encore les structures d'exploitation, montrent, à l'intérieur même de la zone colonisée, des inégalités sensibles, deux décennies après le début de la colonisation. Nous avons relevé des différences, chez les colons, allant de deux à vingt ha. Quelques colons particulièrement dynamiques ont acquis ou loué des terres en dehors des zones colonisées. Tant et si bien que ce qui était conçu comme devant être un modèle de société égalitaire, à l'intérieur des villages de colonisation, tend à secréter, malgré le cadre rigide, une petite minorité qui accède déjà au statut de propriétaire moyen. Pourtant, à l'origine, les colons avaient reçu tous les mêmes biens, tous ont été soumis au même régime et tous ont eu les mêmes délais pour amortir les services qui leur ont été rendus.

* *Les préoccupations sociales et économiques*

La colonisation a d'abord des objectifs sociaux. Il s'agit avant tout d'assurer la promotion sociale des anciens yunteros et braceros ; il faut, en quelque sorte, créer un nouveau type de paysan.

Pour cela, le colon se voit attribuer un lopin (la parcelle) dont la taille, nous l'avons vu, est en moyenne de quatre à cinq ha. En plus, on l'installe dans une maison avec du matériel et du bétail. Le matériel comprend tout le nécessaire pour labourer et le bétail comporte une vache laitière frisonne et, parfois, des poules sélectionnées. Le colon dispose, en outre, d'un parc d'instruments collectifs, herse pour deux colons, sulfateuse pour quatre, char pour huit et machines plus lourdes (tracteurs) au niveau du village.

Le colon n'est pas abandonné avec son matériel et sa terre. Pendant une période de cinq ans, il est dans une situation juridique de tutelle. L'I.N.C. assure la gestion et la mise en valeur du lopin ; c'est l'I.N.C. qui détermine les assolements, les surfaces à consacrer à chaque culture, les façons culturales, la date des travaux à effectuer, la quantité d'engrais à apporter, etc... L'encadrement technique est particulièrement serré : chaque zone d'irrigation est divisée en sous-zones qui coïncident avec le finage d'un village de colonisation, parfois de deux ou de trois s'ils sont très petits, à la tête duquel se trouve le « perito »[66]. Celui-ci réside

66. Technicien agricole.

au village et en est le responsable. Au-dessous de lui, et pour l'aider dans sa tâche, on a les « capataces » et « mayorales » [67]. Le tout est coiffé par les ingénieurs agronomes des délégations provinciales de l'I.R.Y.D.A. et enfin par Madrid. Ainsi, toute la vie du village est planifiée, rien n'est laissé au hasard pour que l'exploitation des terres se fasse conformément au plan prévu. Mais, en même temps ,et pour que les colons et leur famille deviennent des propriétaires responsables, l'accent est mis sur l'éducation aussi bien des adultes que des enfants.

L'éducation des adultes est d'autant plus nécessaire que la plupart, dans les années 40, étaient analphabètes. Les colons sont invités à assister aux cours du soir. Là, on les initie aux techniques de l'élevage et des différentes cultures. Les enseignants viennent des services vétérinaires et de la « extensión agraria » [68]. De plus, le perito organise des discussions entre colons, il invite à échanger des expériences, à comparer des résultats. De tout façon, le perito est à tout moment à la disposition du colon pour l'aider à résoudre tous ses problèmes et pas seulement ses problèmes techniques. On aimerait, en particulier, donner au colon une initiation à la gestion d'une exploitation ; il lui est distribué des livres de compte. Une fois l'autonomie acquise, le colon doit être en mesure de prévoir ses rentrées, de faire la différence entre investissement et dépenses de fonctionnement, de calculer un amortissement. En somme, il s'agit de faire de lui un « entrepreneur agricole » selon la pompeuse formule utilisée par les autorités. Ne reculant devant rien, l'I.N.C. a créé des écoles spécialisées (les écoles « de regantes ») [69] pour familiariser les colons avec les différentes techniques d'irrigation.

Bien entendu, les enfants des colons sont tenus de recevoir la même formation scolaire que les autres écoliers espagnols ; mais, l'I.N.C. subventionne les écoles, loge les instituteurs qui, en outre, ont droit à une gratification spéciale.

Les adolescents peuvent recevoir une formation complémentaire grâce aux « classes d'adultes pour jeunes gens et jeunes filles » : cours de vulgarisation rurale, d'économie domestique. Il faut leur inculquer un esprit de corps, leur enseigner le travail en groupe, la solidarité, toutes ces vertus devant s'épanouir dans la coopération agricole.

Tous les villages de colonisation ont leur coopérative dépositaire du matériel remis par l'I.N.C. et chargée de rendre tous les services désirables aux colons. Ces coopératives sont filles des « juntes de colons » que l'I.N.C. a établies dans chaque village pendant la période de tutelle. Ces juntes étaient sous l'autorité du perito, les coopératives sont sous la responsabilité des colons.

Pour assurer les premiers pas du colon, celui-ci est soumis à un régime de tutelle de cinq ans théoriquement, en fait, souvent plus. Le colon peut, en attendant son titre de propriété, subir un régime transitoire par des retards dus aux difficultés pour évaluer les capitaux investis

67. Sorte de contremaîtres.
68. Service de vulgarisation agricole assuré par des techniciens agricoles
69. Ces écoles sont sous le contrôle de « l'Organización Sindical ».

et donc calculer le montant annuel de l'amortissement que devra payer chaque colon pour l'ensemble des services fournis par l'I.N.C. Ces paiements commencent lors de la remise du titre de propriété.

De toute façon, on offre au colon une chance de s'arracher à la misère, on lui permet de réaliser son rêve séculaire d'accéder à la propriété, on lui donne la sécurité de l'emploi tout en lui assurant une promotion sociale. Cela ne pouvait manquer d'avoir des conséquences positives sur le développement régional.

* *Les préoccupations de développement régional*

Les périmètres irrigués, surtout le plan de Badajoz, sont censés augmenter considérablement la production, maintenir sur place la main-d'œuvre, créer un mouvement d'échanges et développer l'industrie à partir, au moins, des productions agricoles.

L'irrigation, et à travers elle la colonisation, doit être le moteur, le ferment du développement régional. Le plan de Badajoz se doit d'être le plan-pilote entraînant derrière lui, vers le développement économique et social, l'ensemble de la province.

Nous avons donc affaire à une authentique réforme agraire bien que sectorielle. Le colon ne se plaint pas de son abandon mais d'un excès de dirigisme, de protection, surtout pendant la période de tutelle. On ne peut, en aucun cas, nier à la colonisation espagnole en général, au plan de Badajoz en particulier, son caractère social. Tous les aspects de la colonisation, techniques, économiques, sociaux, régionaux, étaient déjà pensés au début des années 50.

Cette œuvre de colonisation a impliqué, bien qu'elle n'affecte qu'une fraction minime de l'Estrémadure, d'énormes capitaux. On n'a jamais lésiné sur les rallonges budgétaires car la colonisation est considérée comme une opération modèle du Régime.

* *Les moyens financiers mis en œuvre pour la colonisation*

Ces moyens sont énormes et concentrés sur des espaces restreints. Ces capitaux, destinés à l'agriculture, parurent d'autant plus énormes qu'il était inhabituel, dans la région, de constituer un capital d'exploitation. Les sommes totales investies sont tellement élevées que les publications officielles sont relativement laconiques à ce sujet. Il faut dire, mais ce n'est pas spécifique à l'Espagne, que les devis initiaux ont été très largement dépassés, surtout en ce qui concerne le plan de Badajoz.

En effet, en 1952, le gouvernement espagnol prévoyait de dépenser pour la réalisation du plan en 14 ans, quelque 5 374 millions de pta [70], somme considérable pour l'époque. Tout ne devait pas être affecté à l'œuvre de colonisation mais, sans grande hydraulique, la colonisation

70. Y compris la grande hydraulique.

était inconcevable. Mais, un hectare de terre colonisée coûte beaucoup plus cher qu'un hectare simplement irrigué et, surtout, les coûts de fonctionnement restent provisoirement à la charge de l'Etat. On peut dire qu'en 1971 au moins 14 000 millions de pta, provenant exclusivement du secteur public, ont été dépensés [71]. Comme le plan est loin d'être terminé, des sommes colossales sont actuellement engagées pour réaliser ce qui était prévu en 1965 et trois seulement des sept objectifs du plan ont été correctement menés à bien.

A la décharge des réalisateurs, il faut dire que le plan a été révisé trois fois et que les coûts ont considérablement augmenté ; mais cela n'explique pas les retards.

Quand on ramène ces chiffres à l'hectare, on ne peut que rester confondu devant l'ampleur des investissements nécessaires pour réaliser une réforme agraire fondée sur la grande hydraulique. En 1970, le coût moyen pour un hectare de terre colonisée s'élève à 188 421 pta [72] se décomposant comme suit :

Régularisation du débit du Guadiana et stabilisation des berges	21 981 pta/ha
Adaptation des terres à l'irrigation [73]	115 061
Installation des colons (« œuvre de colonisation ») ou coût de la réforme agraire	39 823
Divers	11 556
	188 421 pta/ha

A l'aide de cette base de départ, on peut calculer, en pesetas constantes, le montant total du Plan de Badajoz et le coût de la colonisation ... si le plan s'achève, bien entendu, ce qui est loin d'être sûr. Le coût de la colonisation va s'élever à : 188 421 × 54 586 ha = 10 285 millions de pesetas. Cela représente déjà un peu plus de la moitié des 20 000 millions de pesetas que nous avions annoncés. Encore cette colonisation s'intègre-t-elle dans un ensemble beaucoup plus vaste, l'ensemble des coûts d'infrastructure de la grande hydraulique est donc largement atténué. Dans les petits regadíos où la colonisation règne en maîtresse, le coût de l'hectare colonisé s'élève à plus de 300 000 pta/ha, soit presque le double.

71. Dans « Resultados y Proyeción futura del Plan Badajoz », l'auteur avance un investissement global de 13 055,9 millions de pesetas à la fin de 1972 et provenant du ministère des Travaux Publics pour 7 786,5 millions de pesetas et de l'I.N.C. pour 5 269,4 millions de pesetas. Les investissements en cours seraient de 3 948,82 millions de pesetas. Il n'est pas irréaliste de penser que le plan de Badajoz va coûter quelque 20 000 millions de pesetas ... somme susceptible de dissuader maints gouvernements tentés de se lancer dans un type similaire de réforme agraire.

72. « Plan de Badajoz. Finalidad, Objectivos iniciales y su Evolución, Resultados ». Juin 1973.

73. Y compris le coût de la grande hydraulique qui est légèrement supérieur à celui engendré par l'« œuvre de colonisation ».

Le reste du Plan de Badajoz, soit 80 848 ha, va revenir à 80 848 × 148 598 pta = 16 120 millions de pesetas. Le plan reviendrait ainsi à 16 120 + 10 285 = 26 405 millions de pesetas. Nous sommes très au-dessus des 20 000 millions de pesetas. Cette somme sera vite dépassée car les causes des retards n'ont pas été éliminées.

Il n'est pas possible de nier que des efforts très importants aient été faits en faveur de la colonisation en Estrémadure. L'effort financier est à la hauteur des besoins. Tout devrait aller dans le sens de la meilleure des réformes agraires possibles. Cependant, il existe un monde entre les objectifs et les résultats, entre le point de vue officiel et celui des colons, tout au moins dès que ceux-ci s'expriment en confiance. Autant les publications sont abondantes — bien que contradictoires, nous l'avons vu — sur les aspects purement quantitatifs de la colonisation et de la grande hydraulique, autant on est disert sur le nombre de Km de canalisation construits, le nombre de millions de m3 d'eau stockés, le nombre de maisons pour colons bâties, etc..., autant on est peu loquace sur les aspects purement économiques et humains de la colonisation ; ceux-ci sont alors noyés dans l'œuvre hydraulique générale, on amalgame les résultats provenant de la colonisation et ceux provenant du secteur privé, ou alors on se contente de comparer la situation économique des anciens yunteros, braceros, carboneros, piconeros (fabricants de charbon de bois pour les braseros), jornaleros avec celle des colons aujourd'hui ; ou bien encore, on lance des affirmations sans démonstration du type : « il y a, en 1974, au moins 20 demandes pour une place de colon ». De toute façon, la tâche de l'enquêteur est difficile car il n'existe aucune statistique se référant aux villages de colonisation, ceux-ci n'ayant pas d'autonomie administrative. Aussi, on peut interpréter les statistiques à sa guise : si la population ou la production de Don Benito ont augmenté, est-ce dû à la colonisation ou à l'irrigation, à la petite ou à la grande propriété ?

Ce sont toutes les réalités de la réforme agraire qu'il nous faut donc maintenant envisager.

B - DES REALITES CONSTERNANTES

Quand, en Estrémadure, on présente officiellement à un visiteur, ministre ou chercheur, l'œuvre de réforme agraire, on oublie invariablement de lui présenter la colonisation des terres sèches pour ne retenir que celle implantée dans les périmètres irrigués. Encore, ceux-ci ne sont-ils présentés que de façon très partielle ; ainsi, dans le Plan de Badajoz, on ne fait guère visiter que deux villages : Valdelacalzada dans les Vegas Bajas et Valdivia dans les Vegas Altas. Ce sont deux villages-phares. Valdelacalzada est surtout apprécié pour ses aspects humains ; ses épaisses frondaisons, bien agréables en été, lui confèrent une certaine patine. Valdivia est célèbre pour ses magnifiques vergers de poiriers. Dans la province de Cáceres, les visites sont plus faciles et le chercheur est toujours bien accueilli dans le village de son choix.

En ce qui nous concerne, nous allons décomposer notre étude en deux parties inégales et voir, à travers des monographies, les réalités de la colonisation en culture sèche puis en culture irriguée ; enfin, nous aborderons les problèmes posés par la colonisation en culture irriguée puisque là est l'essentiel.

1 — *LA COLONISATION EN CULTURE SECHE*

a) L'œuvre du marquis de Riscal

Ce fut un échec complet et l'étude relève presque de l'archéologie. Les parcelles qui furent distribuées aux villageois, situées à une quinzaine de kilomètres de Guadalupe, ne résolurent même pas, dans les années 30, le problème de la faim. Et, dès que fut octroyé l'acte d'aliénation en 1933, un grande nombre d'entre elles furent vendues ... en général aux grands propriétaires du voisinage. En 1939, tout était pratiquement abandonné et le matorral reprenait déjà le dessus. Il n'y eut guère de reprise par la suite, même pas pendant les années de la faim en 1941-42, même pas lors de la crise énergétique de 1956 qui fit monter le prix du charbon de bois et qui encouragea à défricher de nombreuses terres couvertes de matorral.

Aujourd'hui, il ne reste plus que quelques maisons et puits, à l'intérieur de la grande propriété, pour témoigner de l'ancienne répartition des terres. L'œuvre du marquis de Riscal n'est, en somme, qu'un partage de terres élémentaire, pour ne pas dire primitif. Aujourd'hui cependant, à Guadalupe, on ne semble pas avoir tiré toutes les leçons de cet échec. On ne renie pas l'expérience, on accuse seulement l'éloignement et la pauvreté des terres. On aurait aimé que le « dehesón », grande propriété de 4 000 ha située aux abords immédiats de Guadalupe, fut divisé. Il est douteux que l'on eût obtenu des résultats différents en raison de la topographie accidentée ; par contre, il est certain que l'on eût mis en pièces une des grandes propriétés, d'économie sylvo-pastorale, les plus actives de la province de Cáceres.

Ce type de partage est l'exemple même de pseudo-réforme agraire. On s'est contenté de partager des terres généreusement données par un notable, qui d'ailleurs n'en tirait aucun profit. Cela relève de la philanthropie ou plutôt de la charité telle qu'on pouvait l'entendre alors en Espagne, charité élevée à un haut niveau.

Ce cas a surtout un intérêt historique mais nous pouvons en tirer une conclusion : dans l'Espagne des années 20 et 30, c'est-à-dire au moment où le pays était dans un état de délabrement économique déjà avancé, ce type de réforme a été immédiatement considéré comme un échec. Le constat d'échec fut entériné par l'acte d'aliénation de 1933. Déjà, à cette époque, les autorités politiques avaient conscience qu'une réforme agraire, pour réussir, avait impérativement besoin d'un encadrement en

techniciens et de capitaux. Et on ne se faisait pas faute de comparer ce type de partage avec celui effectué, à la même époque, dans le village voisin de Cañamero, mais dans des circonstances bien différentes.

b) La colonie « modèle » Higueruela y valles à Cañamero

L'avenir de cette colonie s'annonçait brillant dans la mesure où les colons disposaient de privilèges pour intensifier réellement leur système de production agricole. Celui-ci est resté en tous points semblable à ce qu'il était dans les années 20 et ce qui permettait de vivre alors ne suffit plus aujourd'hui. Pour le comprendre, il convient de présenter deux monographies.

> La première « parcelle » (lot) que nous avons choisie est de deuxième catégorie[74]. Sur trois hectares, le propriétaire possède 3 000 pieds de vigne, 200 oliviers, une trentaine de cerisiers et quelques figuiers. Pour obtenir cela, le propriétaire fait appel au complant, oliviers-figuiers ou oliviers-vigne ou encore figuiers-vigne. C'est toujours une solution préjudiciable, à long terme, à la production globale. La production moyenne s'élève à 6 000 Kg de raisin, 150 arrobas de 11,5 Kg de figues (soit 1 725 Kg), 700 Kg de cerises et un peu d'huile. Comme la coopérative du village est tombée en dégénérescence, les produits se vendent mal, même les cerises. Finalement, la récolte la plus sûre est celle de figures. Enfin, les sols, autrefois considérés comme bons, se sont considérablement appauvris. Le produit net final est bien faible et loin d'être suffisant pour permettre à une famille de vivre.
>
> Le deuxième lot, de sixième catégorie, comprend 3,25 ha dont 2 ha d'olivettes et 1 700 pieds de vigne sur un hectare soit moins que ce qui était réglementaire, 2 500 ceps) et des figuiers produisant 800 Kg de figues environ.
>
> Il n'y a que des cultures arbustives. Ce qui rapporte le plus ici est l'olive de table (production moyenne, une tonne) et les olives pour fabriquer de l'huile (deux tonnes d'olives annuelles en moyenne). La production pourrait être supérieure si l'olivette n'était pas encombrée de vieux ceps. Sur les 1 700 ceps, 700 seulement donnent une production intéressante (environ 56 arrobas de 11,5 Kg de raisin). Les 1 000 autres ceps sont laissés sur place car l'exploitant n'a pas le courage, physique et moral, de les arracher. La gêne est considérable car il est impossible de travailler vite et efficacement.
>
> Le cerisier, qui ailleurs rapporte beaucoup, ne peut pas être implanté car il n'y a pas d'eau dans ce lopin. Il y a quelques années, le colon récoltait 50 à 60 arrobas de reines-claude ; tous les pruniers sont secs aujourd'hui et on n'a pas cherché à les remplacer.
>
> Ce colon a trois enfants ; deux filles sont à Madrid et un fils, ayant 20 ans, va travailler sept mois et demi par an en Suisse.

C'est dire que la colonie est tombée en pleine léthargie. C'est à peine si on la remarque en passant auprès d'elle. Une fois l'enthousiasme initial retombé, les colons ont oublié d'évoluer. L'accession à la propriété

74. Les terres sont classées en six catégories, la première étant la meilleure.

n'a pas suffi pour maintenir le dynamisme. Certes, il n'y a pas encore de parcelles abandonnées mais beaucoup sont affermées ou exploitées en métayage. Il n'y a plus guère que 400 exploitants en faire-valoir direct. Les maisons sont laissées plus ou mons à l'abandon ; il n'est plus question d'y vivre, elles servent de remise ou d'étable et les habitants préfèrent résider au village.

L'émigration bat son plein, exactement comme dans tout autre village sans colonie. Tout le monde s'accorde pour considérer que, même dans les meilleurs lots, il est impossible de vivre sur trois hectares... or, le produit net varie de un à trois entre une bonne et une mauvaise parcelle.

Il est intéressant de considérer que la colonie Cerrillo Verde y Valdecarneros où les lopins, dès le début, furent de 21 hectares — surface qui avait été considérée comme excessive ! — est dans un état de délabrement beaucoup plus avancé que celle de Cañamero où la colonisation a permis du moins de créer et de maintenir dans la commune, un vignoble de qualité dant la réputation tend à s'accroître [75].

c) La colonisation à Mirabel

Il n'existe pas grand'chose de l'œuvre agraire de la République. Il en reste cependant quelques bribes qui suffisent à se rendre compte de ce qu'il serait advenu des colons, dans les secanos d'Estrémadure, si la réforme agraire de la République avait été totale. La commune de Mirabel (province de Cáceres) a conservé intégralement l'œuvre de réforme agraire de la République en vertu de l'application de la loi de septembre 1932. Il existe d'autres exemples comme à Monterrubio (province de Badajoz). Mais, le cas de Mirabel est suffisamment représentatif et significatif pour que son étude détaillée soit utile et exemplaire.

Peu de temps après la publication de la loi de 1932, les terres du Marquis de Mirabel, sur la commune de Mirabel, furent remises entre les mains de la «Communauté d'agriculteurs de Mirabel », dont les statuts légaux furent approuvés par la Commission Technique Agraire et par le gouverneur de la province. La communauté comprenait 327 « communeros » ; ne pouvaient y entrer que ceux qui purent payer 50 pta, au moins, de revenu cadastral... ce qui créa de nombreuses disputes. De son côté, le marquis ne fut pas exproprié ; ceci, pour éviter de l'indemniser. On se contenta de lui verser une rente, fixée à 400 000 pta par an par le Ministère de l'Agriculture, en lui reconnaissant la propriété éminente des terres.

La communauté possède sa propre administration avec une « junte directive » [76] composée d'un président [77], un secrétaire, un trésorier et

75. Il s'agit d'un vin dont on maintient la turbidité et qui commence à être exporté hors de la province de Cáceres et même hors d'Espagne (aux Etats-Unis).

76. Junta directora.

77. Cabezalero.

des rapporteurs. Cette administration fonctionne, aujourd'hui, de façon rigoureusement identique.

Dès la fin de l'année 1932, on organisa l'exploitation des terres. La formule choisie fut le collectivisme : chacun laboure individuellement une parcelle qui lui est désignée par le sort année après année. L'assolement est obligatoirement au « cuarto », une année de récolte et trois de jachère. Toutes les terres sont ouvertes au bétail qui, lui, est communautaire. Les comuneros restent intrinsèquement des cultivateurs ; c'est la communauté qui s'occupe du bétail, c'est elle qui prit, en 1932, l'initiative d'acheter des brebis sélectionnées à Talavera de la Reina et une centaine de vaches [78].

En fait, dès l'origine, la communauté fonctionne de façon hybride :

— Exploitation collective du bétail et des arbres (il y en avait peu).

— Exploitation individuelle pour les cultures. On a bien essayé de faire entrer ce secteur dans le cadre collectif mais les comuneros s'y sont absolument refusés. En définitive, ils n'ont admis l'exploitation collective que sur les activités qui ne leur étaient pas familières. Cultivateurs dans l'âme, ils tiennent à labourer, moissonner, battre les grains individuellement et, enfin, ramener la récolte dans leur propre grenier.

Notons que seul le secteur collectif a fait l'objet, originellement, d'une recherche d'intensification par l'achat de bétail quelque peu sélectionné. Le secteur collectiviste n'est finalement que la transcription du système de culture antérieur sur les terres du marquis, avec le même assolement et les mêmes cultures ; avec, aussi, les mêmes techniques et les mêmes rendements.

— Chacun, en outre, a été doté d'un lopin familial de un hectare servant de jardin. C'est le seul secteur où s'exerce la pleine propriété, toutes les autres terres restant en indivis.

Presqu'un demi-siècle s'est écoulé et la « Communauté d'Agriculteurs de Mirabel » s'est maintenue. D'abord, elle a survécu à la République car le régime de Franco considéra que le partage opéré à Mirabel était juste. Ceci parce que les terres du marquis de Mirabel cumulaient trois inconvénients : elles étaient mal cultivées ou simplement laissées incultes, elles recouvraient plus des trois quarts des terres de la commune, c'était des terres provenant pour l'essentiel de « bienes de señoríos » donc elles avaient des relents d'« illégitimité ».

L'Institut National de Colonisation (I.N.C.), organisme de réforme agraire du nouveau régime, créé par le décret du 18 octobre 1939, entérina donc le partage en indemnisant le marquis pour une somme d'environ

78. La communauté ne s'est pas intéressée à l'élevage porcin car, dans cette région, il n'y a que très peu d'arbres à glands. Chacun élève, pour son propre compte, des porcs pour l'autoconsommation. C'est le seul élevage qui relève de la compétence individuelle.

huit millions de pesetas, à charge pour la Communauté d'en rembourser le montant à l'I.N.C., ce qui fut fait dès la fin des années 50 grâce à la vente de bétail. La décision de se rendre complètement indépendant, et le plus rapidement possible, de l'I.N.C. fut prise sous la pression de l'ensemble des comuneros. Certains regrettent cette liberté trop vite acquise ; l'I.N.C. avait effectué pas mal de travaux ,amortissables mais à long terme, et dans des conditions très avantageuses, pour la communauté : construction d'étables dans chacune des soles, électrification du village, édification d'un nouveau groupe scolaire, restauration de l'église, installation du téléphone, etc. Il ne fait aucun doute que le village, à l'instar des autres villages sous la tutelle de l'I.N.C., aurait pu obtenir bien d'autres avantages, l'adduction d'eau par exemple qui n'est toujours pas faite bien qu'il y ait un réseau d'égouts.

L'I.N.C. ne mit qu'une condition à la vente : la communauté s'interdisait d'aliéner toute terre pendant une décennie.

Comment a évolué la Communauté ?

Structurellement, elle n'a pas évolué. On a toujours conjointement les activités collectives (bétail et arbres), collectivistes (cultures) et individuelles (jardin). Le seul fait nouveau relève de la simple nomenclature ; depuis 1963, la communauté s'intitule « Groupe Syndical de Colonisation n° 2783 ». Rien n'a changé quant aux assises juridiques ou au fonctionnement, cela a seulement permis à la Communauté de glaner quelques subventions.

Economiquement, l'évolution n'est pas plus évidente. Les comuneros, en dehors de leur jardin, ont deux sources de profit :

— Ceux provenant des activités collectives. La communauté, en septembre 1974, possède 80 vaches et quelque 1 500 brebis. Le produit de tout ce cheptel, plus les maigres ressources tirées des arbres, permet à la Communauté de payer son administration (en fait, seul son secrétaire est salarié [79], de rémunérer quatre bergers et un vacher qui s'occupent du troupeau commun, de l'entretien de quatre tracteurs et, enfin, d'assurer à chaque comunero des prestations : dotation chaque année de 400 Kg d'engrais, paiement intégral des impôts de toute nature, des assurances de toute sorte (assurances sociales, assurances contre les accidents, retraite vieillesse). C'est bien mais c'est tout. Le secteur collectif n'arrive presque jamais à dégager des excédents d'argent frais distribuables. Cela est arrivé deux fois, chaque comunero alors reçut 1 000 et 800 pesetas, c'est-à-dire un pourboire.

— Les ressources provenant du secteur collectiviste. Chaque comunero reçoit, par tirage au sort chaque année, huit hectares, mais deux seulement sont labourés, le système de culture étant resté ce qu'il était en 1932. Finalement, chaque comunero devrait vivre, et seulement les bonnes années et si le sort le favorise du point de vue de la parcelle, de la

79. Le salaire s'élève à 2 000 pesetas par mois ; c'est un salaire dérisoire en Espagne, en 1974.

vente de 35 à 40 quintaux de blé ! A cela, il faut ajouter ce qu'il tire de son lopin individuel, irrigué grâce à un puits, et qui lui assure l'autoconsommation.

Ce système, mis en place dans l'euphorie en 1932, avait d'énormes avantages ; il permettait de devenir copropriétaire et offrait la sécurité grâce à des avantages sociaux qui étaient révolutionnaires dans les années 30 et restent non négligeables aujourd'hui encore. Pourtant, il est devenu agonisant. En effet, le système est dévoré de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur, car le consensus est toujours difficile à obtenir. Toute décision est difficile à prendre et lente à être appliquée. Tout investissement, toute amélioration sont retardés du fait des querelles internes entre ceux — les moins nombreux — qui aimeraient investir pour préserver l'avenir et ceux qui veulent un profit immédiat. Par exemple, le bétail est dans un état variable ; si les ovins, de race interfina, donnent satisfaction, les bovins, de race morucha, devraient être remplacés ou croisés. Où trouver l'argent ? Le système est aussi miné de l'extérieur car la communauté est décimée par l'émigration. Il ne reste plus, en fait, qu'une centaine de comuneros, et d'âge avancé. Beaucoup ont pris en location des parcelles. Parfois, ceux qui sont partis ont vendu leurs droits à la Communauté qui s'est toujours portée acquéreur ; mais devenant sans cesse plus débile, elle hésite à acheter davantage. Pourquoi faire ? Le problème vient du fait que ceux qui sont partis et dont on n'a pas acheté les droits gardent leur part de décision dans la Communauté. De même, l'émigration temporaire est gênante [80] bien qu'indispensable pour vivre. Tous les comuneros qui sont à l'extérieur, temporairement ou définitivement, gardent leur droit de vote dans la Communauté ; tirant leurs ressources de l'extérieur, ils sont souvent le véritable frein de l'évolution. Ainsi, la Communauté est-elle divisée entre ceux qui restent sur place et qui aimeraient investir et « ceux de l'extérieur » qui se comportent comme des parasites [81].

En fin de compte, la réforme agraire n'a permis que de maintenir la pérennité d'un système de production suranné alors que, tout autour, en Espagne, en Estrémadure, à Mirabel même, tout évolue. On ne voit pas pourquoi l'œuvre de la République, si elle avait été conservée, eût connu un sort différent. L'autre cas que nous connaissons en est au même point. Le secteur collectif reste très insuffisant (bétail et liège) et le système de production agricole est aussi anachronique. L'œuvre de réforme agraire, en secano, du régime franquiste n'infirme pas, bien au contraire, les observations précédentes.

80. On part récolter les tomates dans les grands périmètres irrigués de l'Estrémadure.

81. De plus, se greffent des conflits de génération ; d'ailleurs pas à l'avantage des jeunes.

d) Les colonies en secano établies sous le Franquisme

La gravité des problèmes sociaux existant dans les campagnes extremeñas en 1940 amena le nouveau régime à reprendre, presqu'exactement, l'œuvre de réforme agraire du régime précédent. La précipitation et le manque de moyens engendrèrent souvent l'incohérence.

Celle-ci est manifeste dans le cas de certaines répartitions dont le prototype est celle effectuée à Torremejía dont une partie du finage se trouve sur des barros, dans la Tierra de Barros, et l'autre sur des arènes de la Sierra de San Serván. 1 767 hectares furent enlevés à José de la Lastra y Losada qui put choisir les terres qu'il voulait garder en réserve. Par conséquent, seules des arènes couvertes de montados furent distribuées aux colons. On se contenta d'effectuer le partage en lopins de deux à onze ha qui furent remis, après tirage au sort, aux colons, à charge pour ceux-ci de payer ultérieurement l'opération. On ne fit rien de plus, pas de bâtiments d'exploitation, pas de crédits, aucune aide technique. Chacun travaille pour soi, il n'y a pas de coopérative. Les colons, en 1974 encore, se contentent de cultiver leur parcelle en céréales selon le procédé de l'año y vez (assolement biennal). Le calcul du produit brut de telles exploitations est bien facile à faire : une récolte moyenne de 15 quintaux/ha de blé à 6,50 pta le Kg soit 39 000 pta. Seuls ceux qui ont une activité complémentaire, ou ceux qui émigrent temporairement à l'étranger, peuvent tenir. Ce qui est grave c'est que les colons n'ont pas pu obtenir l'autorisation de planter des vignes... alors que toute la Tierra de Barros s'en couvrait et que celles-ci étaient considérées comme le moyen le plus efficace de mettre le mieux en valeur les mauvaises terres [82]. On ne s'explique pas la raison de ce refus alors que José de la Lastra possède un des plus beaux vignobles de toute la Tierra de Barros. Heureusement, tous les cas de colonisation ne sont pas semblables à celui de Torremegía, mais les résultats en sont, hélas, similaires.

Ainsi, à Cabeza del Buey, il est facile de comprendre la détresse des colons en reconstituant le produit brut d'une exploitation. Nous avons des renseignements précis, en 1974, sur l'exploitation d'un colon efficace.

> Il a récolté 2 500 Kg de blé sur deux hectares et 1 000 Kg d'avoine sur un hectare. Les rendements ont été plus faibles qu'en année normale où ils sont supérieurs d'un tiers. En plus, le blé est de mauvaise qualité et n'a pas le poids spécifique exigé par le Service des Céréales. Aussi, tous les grains ont-ils été vendus au même prix, soit 6,30 pta. Le produit total a donc été de 22 050 pta. Lors des années exceptionnelles, il est possible de récolter huit tonnes de blé sur 2,5 ha et un peu d'avoine ce qui donne un produit brut de 55 000 pta. Une année moyenne, l'exploitant peut espérer récolter 4 000 à 5 000 Kg de blé et 1 000 Kg d'avoine. Pendant la décennie 1965-74, nous avons la certitude qu'il y eut trois mauvaises récoltes, trois moyennes et quatre bonnes.

82. Ils en ont, tout de même, beaucoup planté.

A cela, il faut ajouter le produit de la location des herbes dont nous connaissons le montant exact depuis 1958 et pour toutes les années ; ainsi l'exploitant a-t-il reçu :

1 400 pta en 1958
2 000 pta en 1959
2 000 pta en 1964

rien en 1968 car le produit a été investi dans la construction d'étables.

3 000 pta en 1969
3 500 pta en 1973

Enfin, ce colon possède en toute propriété un hectare d'oliviers sur lequel il a récolté 1 500 Kg d'olives vendues à 11 pta, soit 16 500 pta.

Le produit brut, pour l'ensemble de cette exploitation ,s'élève donc, pour l'exercice 1973-74, à 42 050 pta. Comme tous les autres colons, cet exploitant ne possède aucun bétail en dehors de ses mules. Ses dépenses annuelles courantes s'élèvent à 60 000 pta ; l'année 1974 ne lui aura pas permis de couvrir ses frais. En bonne année, il aurait obtenu quelque 75 000 pta ; en année moyenne, il a tout juste de quoi vivre, très frugalement, et assurer l'éducation de l'enfant qui lui reste à charge.

Dans tous les cas, depuis le début des années 50, on assiste à une détérioration rapide de la condition de colon en secano. Jusqu'à la fin des années 50, les colons, anciens yunteros, pouvaient encore exercer les activités qui leur étaient propres : entretien des pâturages sur la grande propriété, transports de paille avec les mules, transports de marchandises diverses vers la gare, arrachage et transport de cistes pour la boulangerie. En outre, il y avait, au moins à Cabeza del Buey, un certain artisanat : six tuileries-briqueteries, quatre fabriques de céramique, cinq poteries, le tout employant 125 ouvriers. Enfin, il y avait le travail agricole possible sur la grande propriété : on pouvait, chaque année, travailler quelques terres en métayage précaire ; seuls subsistent certains emplois saisonniers comme la récolte des olives. Tout autre possibilité d'emploi a disparu.

Ainsi, aujourd'hui, 40 % des 300 parceleros qui n'avaient pour vivre que leur lopin de dix ha ont dû le donner en métayage ou en fermage et retombent dans la condition de journaliers [83]. 10 % des parceleros ont émigré, les autres continuent à travailler leur parcelle mais ont d'autres terres en toute propriété, en fermage ou en métayage. Parmi ces derniers, quelques-uns seulement ont vraiment réussi à s'élever socialement en accédant à la condition de « labrador » [84]. Une vingtaine de familles qui

83. La condition de journalier est souvent devenue supérieure à celle de petit propriétaire en raison du manque de main-d'œuvre et donc de l'augmentation des salaires agricoles.

84. Laboureur ; par extension, exploitant agricole aisé.

avaient avant la réforme agraire deux attelages de mules — et qui pouvaient « tenir » 50 ha en métayage — se sont motorisées et groupées en sept sociétés pour travailler la terre commune selon les normes du collectivisme.

Conclusion sur la colonisation en secano

C'est un échec complet ; sans parler des problèmes proprement structurels et humains — et sur lesquels nous reviendrons dans la conclusion générale sur la colonisation — la colonisation sur le secano a été frappée de plein fouet par la conjoncture de ces dix dernières années.

Avoir une exploitation sèche de dix ha dans les années 1950 équivalait à acquérir la sécurité [85]. Cela est resté valable jusqu'en 1960-64 mais, avec le changement brutal de conjoncture, dans une atmosphère de puissant décollage économique, tout, alors, est allé à l'encontre du colon en secano : le début de l'émigration a privé certains colons d'une main-d'œuvre familiale à peu près gratuite, le prix des céréales et de l'huile d'olive, les seules productions du colon, a stagné tandis que les produits de l'élevage — élevage pratiqué par les grands propriétaires — ont vu leur cours s'élever. Une dévalorisation de la valeur des lopins en secano s'en est suivie : celui-ci a baissé d'environ 50 % depuis 15 ans... alors que le prix des grandes propriétés a augmenté. Au même moment, disparaît le travail d'appoint : artisanat, transport, journées de travail sur la grande propriété.

A peine réalisé, on s'aperçoit que le rêve séculaire de posséder de la terre n'était que mirage. La possession de la terre, dès le début des années 60, n'est plus synonyme de sécurité ; or, c'est à partir de 1960 que les colons commencent à payer pour un lot qui a perdu toute valeur.

Il n'est, d'ailleurs, même pas sûr que le lopin de dix ha ait été suffisant pour vivre. Il fallait, le plus souvent, trouver une activité complémentaire. Aujourd'hui, le lopin ne représente plus rien. Il inspire désormais une répulsion égale à l'espoir qu'il avait fait naître. Certains enfants de colons ne veulent plus rien savoir de l'agriculture et se préoccupent encore moins de connaître le lieu où se trouve le lopin familial. Ils n'y sont jamais allés et surtout ne veulent pas s'y rendre.

L'I.N.C. est bien conscient de la situation. L'administration nécessaire pour assurer la rentrée d'un amortissement de plus en plus dérisoire coûte de plus en plus cher. En 1972, l'I.N.C. décida de se débarrasser de toute la colonisation en secano. On proposa aux colons de payer d'un coup la totalité de ce qui restait à amortir plus les intérêts, moyennant quoi les colons accèderaient à la pleine propriété de leur lopin (en cas de vente cependant, le lopin est indivisible). Seuls quatre colons ont

85. Les années 40 et le début des années 50 furent une époque d'or, si l'on peut dire, pour les parceleros, surtout si l'on se réfère à la situation antérieure. De plus, les premières années furent bonnes pour les colons car les terres étaient vierges.

refusé cette proposition. Pour ces colons, l'I.N.C. s'en remet au Banco de Crédito pour régler tous les problèmes financiers. Le 24 septembre 1974, le Banco de Crédito liquide toute l'affaire et met en demeure les colons de payer la totalité de ce qui reste dû.

Voilà une façon brutale de se débarrasser d'une mauvaise affaire. La situation des colons en agriculture irriguée est différente mais pas brillante non plus.

2 — *LA COLONISATION EN TERRE IRRIGUEE*

Là aussi, pour apprécier les réalités, nous avons été amené à faire un certain nombre de rapides monographies dans différents villages de colonisation. Les villages que nous avons visités ont été choisis soit par recommandation officielle, comme ce fut le cas pour Vegas Altas [86] et les deux villages-phares de Valdivia et de Valdelacalzada, soit, le plus souvent, au hasard dans des régions ayant des systèmes de production agricole différents. Nos interlocuteurs ont été aussi variés que possible : peritos, mayorales, prêtres, instituteurs, médecins, ingénieurs agronomes, colons, ouvriers agricoles, squatters, commerçants ... Nous avons toujours, dès le premier contact et même quand il s'agissait d'un inconnu, opéré avec franchise ; jamais nous n'avons cherché à biaiser ou à cacher le but de notre travail ; personne n'a été mis dans l'embarras [87]. Voici le résultat de nos enquêtes qui se sont effectuées pratiquement sur cinq années :

86. Ne pas confondre la partie supérieure du plan de Badajoz établie sur la Vega Alta et le village de colonisation de Vegas Altas.

87. Tout ceci est important quand on connaît l'atmosphère de suspicion dans laquelle est plongée toute personne qui s'intéresse au Plan de Badajoz.

PLAN DE BADAJOZ
CROQUIS DE LOCALISATION
VEGAS BAJAS
VEGAS ALTAS
Canal de Montijo
Valdebotoa
Gevora del Caudillo
Novelda del Guadiana
Sagrajas
Alcazaba
Villafranco
Guadiana del Caudillo
Lacara
PORTUGAL
BADAJOZ
Balboa
Pueblonuevo
Canal de Lobon
Valdelacalzada
Barbaño
Guadajira
Retenue de Montijo
MERIDA
Torrefresneda
Pizarro
Canal de Orellana
Alonso de Ojeda
Casar-Miajadas
Conquista
Vivares
Puebla de Alcollarin
Valdehornillo
Palazuelo
Vegas Altas
Burdalo
Ruecas
Obando
El Torviscal
Hernan Cortes
Los Guadalperales
Yelbes
Valdivia
Gargaligas
Entrerrios
Retenue de Orellana
LOS BENITOS
Canal del Zujar
Retenue du Zujar
0
20 Km
Surfaces irriguées
Surfaces en cours de conversion hydraulique
Extension projetée du périmètre irrigué
Village de colonisation
Canaux principaux

[Fig. 46]

a) La diversité des systèmes de production agricole dans les différents villages de colonisation

Vegas Altas

Le village est situé à l'extrémité orientale des Vegas Altas et dépend de la municipalité de Navalvillar de Pela. Ce fut un des premiers villages à fonctionner dans la zone irriguée dépendant du canal de Orellana ; l'aval, jusqu'à Mérida, fut colonisé par la suite.

Une centaine de colons et huit ouvriers agricoles, soit quelque 500 habitants provenant essentiellement de Villarta de los Montes et de Helechosa (dans le nord-est de la province) représentent la quasi totalité de la population. Ils étaient, pour la plupart, des yunteros et des braceros ; certains, petits propriétaires, ont été réinstallés ici par suite de leur expropriation en raison de la submersion de leurs terres par le barrage de Cijara.

La taille des lots varie de 4 à 19 ha, certains colons dynamiques se voyant octroyer jusqu'à quatre lots. Tous les colons ont adopté le même système de production agricole quelle que soit la taille de leur lopin. 60 % de la SAU sont consacrés au riz ; nous sommes ici dans le village le plus rizicole des Vegas Altas et nombre de colons pratiquent la monoculture du riz. Le reste des surfaces est consacré pour l'essentiel à d'autres céréales : maïs, blé d'hiver, orge et avoine. De plus, tout le monde possède un minimum de bétail, surtout des vaches laitières d'origine frisonne. A ce bétail sont destinés orge et avoine ainsi que de petites quantités de légumineuses et de foin. Un nombre considérable de colons sont obligés d'acheter des aliments composés pour le bétail.

Ce système de production n'est pas original. L'orientation préconisée par l'I.N.C. était basée sur la production de tomates, de fruits et de lait. Seul ce dernier élément s'est maintenu. Quelques colons continuent à produire de petites quantités de tomates, mais Vegas Altas se trouve éloigné des conserveries de l'IMBECOSA et de la COBASA qui sont situées dans les Vegas Bajas, aussi les prix sont-ils encore plus bas qu'ailleurs. Les vergers ont pratiquement disparu ; l'.I.N.C. avait pourtant constitué des vergers de 0,5 ha, principalement de poiriers. En raison des cours fluctuants de la poire, à peu près tous les arbres ont été arrachés ; de nouvelles tentatives en faveur des vergers se sont aussi soldées par un échec.

Voilà donc un village presqu'exclusivement céréalier. Ceci s'explique par le fait que le prix des céréales est garanti, y compris celui du riz depuis 1968, par le SENPA. Malgré cela, le prix du riz connaît des fluctuations non négligeables en raison de l'alternance surproduction-sous production qui engendre, à très court terme, des politiques contradictoires à un niveau national ; par exemple, en 1972, il y avait surproduction de riz en Espagne et des primes furent accordées pour abandonner le riz ; en 1973, la demande fut forte et les cours montèrent à 10,5 pta/Kg à la production.

Le riz, dont la variété est le Balilla por Sollana, donne beaucoup de travail. Les semis sont faits en mars, le repiquage en mai ; on arrache les herbes de la rizière quand c'est nécessaire. A la fin de septembre, opère la moissonneuse ; puis, on fait sécher le riz dans les rues ou sur les routes (qui sont coupées, mais le trafic est à peu près nul). Le riz, ensaché, est livré au SENPA quand son degré d'humidité est descendu à 14 ou 15 %.

Les rendements sont moyennement bons : de 45 à 60 q/ha. Mais, il y a des différences entre les producteurs ; ceux qui cultivent de grandes surfaces de riz (plus de cinq ha) ont des rendements inférieurs : 35 à 50 q/ha ; les autres obtiennent 60 q/ha et plus. Il semble que trois ha de riz soit la surface optimum que puisse tenir une famille de colon pour obtenir un rendement maximum. Encore faut-il faire appel à de la main-d'œuvre salariée [88] pour le repiquage. Les grands propriétaires sèment directement le riz. Les labours se font au tracteur que l'on loue soit à un autre colon (il y a 12 tracteurs dans le village) soit à une entreprise ; auparavant, les Catalans exerçaient un véritable monopole et transportaient par chemin de fer leurs moissonneuses. La paille est brûlée.

Le résultat est tout juste acceptable. Le produit brut, pour un lopin moyen de cinq à six ha, se situe aux environs de 350 000 pta, le produit net n'excède guère 200 000 pta. Encore ne tient-on pas compte de l'amortissement des travaux de nivellement qui sont à la charge du colon, encore moins de l'amortissement de la terre qui n'a pas encore commencé. Ce résultat médiocre constitue cependant un optimum au delà duquel on ne peut aller faute de main-d'œuvre. Cependant, la situation est considérée comme infiniment plus satisfaisante qu'avant l'introduction du riz [89].

Tout cela suffit à expliquer les difficultés de l'I.C.N. pour maintenir un minimum de population. Il fallut souvent doubler ou tripler la taille des exploitations et cependant l'exode rural sévit toujours ne pouvant être masqué par les très rares retours : deux colons seraient revenus en 1973.

Du passage dans Vegas Altas, on retire une impression de tristesse, de malaise ; c'est à peu près toujours le cas dans les villages de colonisation. Là, comme dans la plupart des autres villages de colonisation, le manque de services se fait cruellement sentir. Le village a été prévu trop petit. Aussi le secteur tertiaire se réduit-il à peu de choses :

— Cinq bars : trois ouverts et deux fermés (l'I.N.C. en avait prévu deux).

— Une épicerie-bar (l'I.N.C. en avait prévu trois, l'une est fermée et l'autre a été transformée en bar).

— Un cinéma dont le tenancier tient lieu de poissonnier et d'épicier.

La prolifération des bars aux dépens des épiceries locales s'explique par

88. Ils viennent par groupes (« cuadrilla ») de cinq à sept hommes.

89. Il faut rendre hommage au perito du village qui s'est dépensé sans compter pour ce village de colonisation aux possibilités réduites.

le fait que les produits de l'épicerie étaient vendus à crédit mais les boissons au comptant.

— Il y a quatre « représentants » de banques. Certes, le village dégage une petite épargne mais ceci dans la mesure où les villageois ont adopté une vie presque végétative [90]. Dans le village, il n'y a que sept voitures particulières qui roulent très peu ; un seul colon cumule voiture et tracteur. Cette épargne est rarement investie pour la constitution d'un capital d'exploitation, achat de bétail ou de terres. En fin de compte, un seul colon est dynamique et possède 12 vaches laitières ; il a demandé à s'équiper d'une trayeuse mais cela coûte 40 000 pta et il ne peut, seul, amortir une telle somme. Seul, il a construit une étable sur sa parcelle, les dépendances attenantes à la maison d'habitation dans le village étant insuffisantes.

— Enfin, le village dispose d'une coopérative avec sa « junta rectora ». Mais, c'est une coopérative en pleine léthargie qui se contente d'acheter et de vendre engrais, insecticides et semences, hormis les semences de riz qui sont acquises au « sindicato arrocero » [91] de Madrigalejo. De plus, la coopérative peut prétendre à un petit rôle d'entrepreneur avec son matériel : deux tracteurs, un concasseur pour produire les aliments pour le bétail (mais il ne fonctionne pas et un colon s'est substitué à la coopérative déficiente) et une herse. D'ailleurs, la coopérative n'a pas de fonds propres, elle ne lève aucune cotisation.

Le pire provient du fait que l'on voit mal, maintenant, comment améliorer la situation. Peut-être le village va-t-il évoluer lentement vers l'élevage ovin, ce qui serait nouveau dans la mesure où les colons ont jusqu'alors compté sur les vaches laitières. Quelques colons ont sollicité des crédits pour constituer des petits troupeaux de 10 à 12 ovins. On aimerait imiter ce qui se passe à Zurbarán, village de colonisation proche de Valdivia, où l'IRYDA vient de constituer une grande bergerie.

Vegas Altas, sur lequel nous nous sommes quelque peu étendu, est très représentatif des différents problèmes qui se posent aux différents villages de colonisation, aussi nous attarderons-nous moins sur les autres cas.

Guadalperales

C'est le vilage de colonisation immédiatement à l'aval de Vegas Altas. Nous l'avons choisi, ainsi que le village de Pizarro, car il montre, malgré sa proximité, une situation apparente complètement différente.

Guadalperales, qui a commencé à être occupé en 1961, ne compte tout au plus qu'une centaine de colons. Il en eut 250 au maximum de son occupation et, chaque année, l'exode continue : deux colons sont partis dans les huit premiers mois de 1974. L'avenir démographique du village

90. Il est difficile de connaître exactement la composition des dépenses des colons. Le service de la « Extensión Agraria » a distribué des livres de compte mais nul n'a jugé bon de les tenir correctement.

91. Ce « Syndicat du riz » dépend de la « Federación arrocera nacional ».

n'est pas assuré malgré les nouvelles arrivées de colons. On estime qu'au moins la moitié des colons restant émigreront. Ceux qui resteront, environ 75, n'ont guère de chances d'assurer leur succession ; quatre fils de colons, seulement, ont manifesté l'intention de s'installer sur le lopin familial ou sur une exploitation dans le village.

Cette saignée démographique provient à la fois de la faiblesse et de l'incertitude des rentrées d'argent. Ce sont les vergers de poiriers qui fournissent l'essentiel de ces rentrées. Ils couvrent quelque 200 ha, mais cette surface se réduit car les vergers ne sont plus rentables. Chaque famille de colon peut « tenir » au maximum 1,5 ha de poiriers car l'entretien demande beaucoup de travail (dès que les poires sont formées, il faut traiter chaque semaine) et il y a le goulot d'étranglement du ramassage. Comme l'entretien coûte cher, au moins 10 000 pta/ha uniquement pour les engrais et les insecticides, et que les cours de la poire restent bas tout en variant de façon considérable, de 3 à 6 pta/Kg en général, le verger de poiriers est à peine rentable. Le produit brut de 1,5 ha de poiriers donne, les bonnes années, 160 000 pta. Le produit net ne dépasse guère la moitié de cette somme en ne comptant pas le travail. Là aussi, on voit mal comment il serait possible d'améliorer la situation. Sur place, il n'y a pas de chambre froide donc pas de possibilité de stockage, fût-ce pour quelques jours. Il faut donc livrer la production à la CREX [92] qui possède des chambres froides à Valdivia. Ces chambres froides, construites par l'I.N.C., sont passées au secteur privé et la CREX ne désire plus stocker automatiquement toutes les productions venant des colons.

Pour toutes ces raisons, les colons se tournent vers l'élevage laitier ; c'est un pis aller. La centrale laitière de Valdivia paye, en 1974, le lait à 10,25 pta sans accorder de prime. Or, un aliment pour bétail de bonne qualité coûte 12 pta/Kg.

La situation est donc très mauvaise, et continue à se dégrader. Il faudrait, disent les technocrates de Badajoz, promouvoir les coopératives et les autres formes de coopération. A Guadalperales, il existe une coopérative mais, comme c'est souvent le cas, elle est en sommeil. Son matériel est dérisoire mais suffit amplement : une dépiqueuse qui ne marche pas, deux tracteurs qui couvrent amplement les besoins. D'ailleurs, les services de la coopérative coûtent plus cher que ceux de l'entreprise privée. Aussi, la coopérative est-elle progressivement étouffée.

D'un autre côté, et c'est la raison pour laquelle le moral n'était pas bon en 1974, les colons venaient de connaître le montant de l'amortissement de leur lot, ceci pour six hectares :

9 900 pta/an pour amortir les travaux d'infrastructure.
9 000 pta/an pour la terre.
15 000 pta/an pour la maison.

33 900 pta/an et pendant 20 ans.

92. Cooperativa de Regantes de Extremadura.

Cette somme, en elle-même, n'est pas excessive si l'on considère la quantité et la qualité des services rendus. Ce qui est grave, c'est que les colons ne sont pas en mesure de rentabiliser de tels investissements en raison de leur système de production agricole et des conditions économiques générales. A cette somme, s'ajoutent les dépenses courantes incompressibles parmi lesquelles les engrais, insecticides, frais de stockage, aliments pour bétail, 100 pta/mois pour le médecin et 80 pta/mois pour le vétérinaire. Aussi, les colons se trouvent-ils dans une situation difficile. Alors que l'IRYDA aimerait leur donner tout de suite leur titre de propriété, les colons n'en veulent pas et aimeraient voir prolonger indéfiniment leur statut transitoire afin de n'avoir pas à payer d'amortissement. Le titre de propriété les intéresse d'autant moins que l'IRYDA laisse peser d'importantes servitudes sur le lopin ; en particulier, il est interdit de le vendre donc de réaliser le capital investi.

Pizarro

Ce village est situé au Nord de Villar de Rena dans les Vegas Altas. Il est occupé par 86 colons, tous extremeños à l'exception de deux venant de la province de Grenade. 93 maisons restent fermées. Au plus fort de l'occupation, l'I.N.C. n'a réussi à installer que 113 colons. Malgré les incessantes arrivées, le nombre de colons baisse régulièrement : trois départs et deux arrivées en 1973, deux départs en 1974.

Les lots ont en moyenne de cinq à six hectares, le plus petit cinq hectares, trois dépassent dix hectares. Là-dessus, tout le monde, ou presque, pratique l'élevage laitier et la culture des tomates et des poivrons. Une dizaine de colons font du riz, un n'a pas de vache. L'exploitation moyenne se présente ainsi :

Un hectare de prairie artificielle : jamais de luzerne car, l'hiver, les sols sont saturés en eau en raison du drainage défectueux ; tous les canaux se bouchent et l'IRYDA s'en désintéresse. Cela permet d'entretenir trois vaches laitières.

Un hectare de tomates donnant de 40 à 50 t. de tomates par hectare.

Un hectare de piments produisant 10 à 12 tonnes.

Deux hectares de maïs à 35 q/ha ou bien une céréale d'hiver et un maïs ou encore une céréale d'hiver et une culture de navets.

On peut avoir les assolements suivants :

Tomate ou piment d'avril à octobre puis céréale d'hiver récoltée tôt et maïs. La céréale d'hiver est souvent de l'avoine qui réussit bien en raison de l'humidité et permet d'obtenir de bons rendements (2 000 à 3 000 Kg/ha) ; le blé, les bonnes années, ne rend pas davantage.

Tomate ou maïs puis céréale d'hiver.

Les résultats sont moins mauvais qu'à Guadalperales à condition de s'acharner au travail. Dans le village, les signes extérieurs de richesse sont aussi plus nombreux : 16 tracteurs et 24 automobiles. La coopéra-

tive est aussi plus dynamique. Non seulement elle achète engrais, semences, insecticides et possède son matériel mais elle se charge aussi de l'écoulement des tomates et des piments. Pour cela, elle passe des contrats avec des négociants, Valenciens pour la plupart.

Cependant, beaucoup de problèmes techniques se posent. Celui du drainage est le plus irritant. Mais aussi des sols ont été détruits à la suite des travaux de nivellement effectués par l'I.N.C. ; les techniciens et les conducteurs de bulldozers n'avaient pas reçu d'initiation à la pédologie.

Surtout, l'IRYDA ne sait plus que faire des parcelles vides qui abondent. 40 hectares environ ont été replantés en peupliers (álamo blanco) et en eucalyptus. 80 hectares, sur le cerro de los Hoyos, ont été loués à un groupe d'éleveurs de Miajadas. Ce sont des terres irrigables, occupées par des prairies, servant à intensifier l'élevage des grands propriétaires sur le secano. Cette même société a ainsi loué, sur les finages de différents villages de colonisation, comme Casar de Miajadas et Ruecas, des surfaces dépassant 200 hectares.

Hernán Cortes

Certains colons — bien rares — ont aussi opté pour l'élevage tel ce colon d'Hernán Cortes dans les Vegas Altas. C'est un agriculteur considéré comme excellent par les services officiels ; aussi a-t-il obtenu un agrandissement considérable de son lopin qui est désormais de 16,24 ha. Il s'agit d'un colon bien pourvu. Pourtant, ses difficultés sont grandes et les changements de son système de production agricole fréquents.

Dans les années 60, il était seulement cultivateur et produisait, sur 5 ha, coton et tomates. En 1973, sur 7 ha, l'occupation de sa terre était la suivante :

1,5 ha de poiriers.
1 ha de coton.
1 ha de maïs.
1 ha de piment.

Le reste en prairie car il possédait cinq vaches laitières et 50 brebis.

A ce stade, ce colon a intensifié au maximum son système de production agricole en ayant introduit des cultures industrielles nouvelles et en détenant une charge en bétail énorme. C'est pour cela qu'on lui a accordé une augmentation de surface.

En 1978, sur 16,24 ha, son système de production et l'occupation du sol sont les suivants :

7 ha de prairies.
2 ha de maïs.
3 ha de tomates.
1,5 ha de piment.

Le reste en jachère et en céréales (avoine). Le bétail comprend une vache laitière et 90 brebis.

Les modifications par rapport à 1973 sont de deux ordres:

— Disparition du verger de poiriers, victime de la trop fréquente mévente des fruits, et abandon total de la culture du coton.

— Reconversion du troupeau avec quasi abandon de l'élevage laitier, qui est considéré comme trop astreignant et peu rentable, et renforcement du troupeau ovin.

Le produit brut en 1977 est le suivant:

Tomates 30 t. × 3 ha × 3,45 pta	405 000 pta
Piments rouges 12 t. (en frais) × 1,5 ha × 14 pta	252 000
Maïs 120 q. × 11,5 pta/Kg	138 000
100 agneaux à 22 Kg × 150 pta	330 000
Lait 3 240 l. × 16,75 pta	54 270
Veau 350 Kg × 150 pta	52 500
Total	1 231 770 pta

Les charges se décomposent comme suit:

Labour et préparation du terrain	40 000 pta
Engrais	19 796
Frais vétérinaires	51 220
Aliments pour le bétail	115 320
Eau, IRYDA, amortissement, contributions	120 000
Autres	20 000
Total	366 336 pta

En tenant compte des amortissements du matériel (un tracteur avec appareillage et une remorque), on peut considérer que le produit net doit approcher les 800 000 pta, ce qui n'est pas mal.

Un nouvel équilibre semble avoir été trouvé à la faveur d'une extensification du système de production agricole. C'est un équilibre bien provisoire. En effet, l'élevage ovin n'est pas adapté à l'irrigué et une catastrophe est toujours à craindre. Les cultures industrielles comme la tomate et le piment réservent trop de mauvaises surprises du point de vue des cours: c'est le cas pour la campagne de 1978. Finalement, ce colon regrette de ne pas avoir semé la totalité de son lopin en maïs puisque les cours sont favorables. Dans cette hypothèse, le produit brut obtenu aurait été de 1 315 440 pta (16,24 ha×6 000 Kg×13,5 pta) et les charges de 487 200 pta (16,24 ha × 30 000 pta). Le produit net dépasserait 800 000 pta alors que, dans son système de production agricole compliqué, il n'atteindra certainement pas tout à fait cette valeur et ne changera pas par rapport à 1977.

Gageons que les surfaces en maïs de ce colon augmenteront considérablement l'année prochaine... à moins que les prix ne l'entraînent vers d'autres activités.

Tous les colons du village ne sont pas comme celui-ci qui représente peut-être 2 % des agriculteurs des villages de colonisation. La plupart des autres ressemblent au cas suivant :

> Le lopin comporte 6,90 ha dont 1,90 nouveau. Le tout est irrigable mais seulement 5 ha ont été irrigués en 1977. Ces 5 ha sont occupés par :
>
> 1 ha de tomates
> 1 ha de piment
> 2 ha de maïs
> 1 ha de prairie irriguée. Ce colon possède une vache laitière.
>
> Là aussi, nous avons la combinaison de cultures industrielles et d'un élevage laitier. Ce colon n'a jamais possédé de verger, ce qui n'est pas fréquent. Son système de production agricole est progressivement passé de la culture du coton à l'élevage laitier puis aux piments et aux tomates après réduction du nombre de vaches laitières. Le travail est moins astreignant — encore vaudrait-il mieux abandonner complètement l'élevage laitier — mais il faut beaucoup de main-d'œuvre aux périodes de pointe. Pour soulager sa peine, ce colon vient d'acheter un tracteur pour 500 000 pta et une remorque. Son produit brut, qui doit dépasser le demi-million de pesetas, n'est pas suffisant pour permettre un amortissement normal de ce matériel.

Ces deux colons, avec des succès divers, cherchent une formule pour sortir de leur condition. Malgré leurs initiatives, ils subissent de plein fouet les aléas du marché. Par opposition à beaucoup d'autres colons, ils ont estimé préférable de réduire l'élevage laitier.

Valuengo

Construit en 1953, il s'agit d'un de ces petits périmètres irrigués isolés dans le sud de la province de Badajoz près de Jerez de los Caballeros. La zone irriguée, dépendant du petit barrage de Valuengo à l'amont, se présente comme un vaste appendice s'avançant vers le sud entre des collines recouvertes de chênes-lièges et parfois d'oliviers. Le secteur colonisé a été établi essentiellement aux dépens de deux grandes propriétés dont l'une appartenait au marquis de Rianzuela. L'autre propriétaire a pleinement profité de la situation en constituant sur ses terres en réserve le seul beau verger de la région.

Dès l'abord, le finage de Valuengo présente un triste spectacle : de multiples terrasses étroites construites par l'I.N.C., de tout petits vergers mal soignés, des arbres fruitiers isolés souffreteux, du maïs en parcelles très petites voisinant avec des choux, des tomates. Certaines terrasses herbeuses servent à la production de foin. Ici et là, de petites meules de foin de deux mètres de haut sont disséminées. De simples pâturages, offrant une maigre nourriture à des vaches vaguement apparentées à la race frisonne, occupent les terrasses les plus élevées.

Puis, on arrive au petit village de colonisation avec ses 85 colons, originaires des villages des alentours : Jerez de los Caballeros, Valle de Santa Ana, Valle de Matamoros. Seules, deux maisons sont vides. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'émigration ; de nombreuses parcelles sont ingrates avec de mauvais sols et des terrasses trop étroites. Au contraire, l'émigration est intense (trois départs en 1973, un départ au moment où nous étions dans le village) mais nous sommes dans une région où les secanos sont particulièrement pauvres et l'I.N.C. a pu trouver des remplaçants. De plus, des squatters se sont installés et les autorités ferment les yeux sur cette anomalie.

Les lots sont tout petits : les premiers n'avaient que 2,5 ha, les autres ont de 5 à 5,5 ha. Le lopin que nous visitons est représentatif : le colon possède 3,30 ha de regadío et détient, en plus, 5 ha de secano (ce colon était petit propriétaire). Tous ses revenus sont tirés de l'élevage :

— 9 vaches laitières d'origine frisonne donnent environ 18 000 litres de lait et des veaux vendus à six ou sept mois, au poids de 300 Kg.

— 28 porcs de race landrace sont destinés à la vente.

— Toutes les surfaces sont occupées pour la production d'aliments pour le bétail : luzerne, trèfle, maïs fourrager, vesces sur le regadío, vesces, avoine sur le secano. Encore cela ne suffit-il pas : il faut acheter des aliments pour le bétail à 12 pta le Kg (le Kg de porc vaut 50 pta).

Le lait, jusqu'alors, était payé à 9 pta ; il vient d'être réévalué à 10,25 pta (11 pta avec la prime ; mais, ici, il n'est pas question de prime).

Les autres colons ont des productions plus variées. Au début de la colonisation, et il y a une dizaine d'années encore, le village produisait du coton, du maïs, des tomates sous contrat, des piments. Toutes ces productions ne représentent plus grand'chose. Vers 1966, de nombreux colons plantèrent des arbres fruitiers, pruniers et poiriers surtout. Les poiriers ont presque tous disparu, les pruniers sèchent les uns après les autres par suite des maladies que l'on ne sait pas traiter. Du village, il n'est sorti, en 1974, que dix tonnes de prunes. Comme les quantités produites baissent, les acheteurs de Murcie ne viennent plus ; aussi les prunes sont-elles achetées au cours le plus bas par un intermédiaire de Jerez de los Caballeros qui les transporte à Séville. La production de lait étant plus rentable, les pruniers disparaissent peu à peu. Les rares poires sont bradées à deux ou trois pta/Kg, encore ne trouvent-elles preneur que quand il y a pénurie ailleurs ou — selon les dires des colons — quand un camion s'égare dans la région !

Ce qui caractérise le village est sa longue succession d'échecs.

L'I.N.C. a construit des chambres frigorifiques de capacité énorme par un investissement de 50 millions de pesetas. Jamais il n'y eut le dixième des vergers nécessaires pour les remplir ; aujourd'hui, on est encore plus loin du compte. Si bien que l'ensemble des installations sont en vente... peut-être trouvera-t-on un acquéreur privé pour une somme de 20 à 25 millions de pesetas.

L'I.N.C. a édifié une petite usine pour fabriquer des aliments pour le bétail. Elle ne fonctionne pas et, elle aussi, est mise en vente.

L'I.N.C. a essayé d'implanter un élevage ovin et construit sept bergeries. Il fit venir des brebis sélectionnées de Talavera de la Reina, mais elles étaient parasitées. Il a fallu en faire venir d'autres ; ces dernières avaient la brucellose.

L'I.N.C. a installé un séchoir pour le tabac, mais ce dernier est sous-utilisé car, seuls, trois ou quatre colons cultivent du tabac.

L'I.N.C. a obligé les colons à planter chacun 0,5 ha de cerisiers. La moitié des cerisiers séchèrent en deux ans ; on en replanta d'autres ; il n'en reste aujourd'hui pratiquement plus.

Tous les équipements collectifs ont subi le même sort. Il existe une coopérative ; il y a quelques années encore, elle rendait nombre de services en achetant les produits nécessaires aux colons et en vendant leur production y compris le lait. Aujourd'hui, la coopérative est désertée. Une « junta de colonos » a remplacé la coopérative et on lui doit les rares initiatives qui sont prises : achat, par exemple, de trois taureaux, deux de race frisonne et un de race brune des Alpes. Pour le matériel, les colons se groupent à plusieurs pour en acheter. Il y a quatre tracteurs dans le village ; pour les autres travaux, comme pour moudre le grain, on s'adresse à Jerez de los Caballeros.

Le bâtiment administratif construit par l'I.N.C., pour servir de relais à la mairie qui reste à Jerez de los Caballeros, est inutilisé et fermé. L'I.N.C. a édifié une boulangerie ; jamais il n'en est rien sorti et le bâtiment sert à loger un fonctionnaire de l'I.N.C. (l'« administrativo »). Un télé-club a été installé mais beaucoup de jeunes sont partis, ceux qui restent préfèrent se distraire à Jerez de los Caballeros. L'I.N.C. construisit un cinéma, jamais aucun film n'y a été projeté. Même le cimetière est vide, les colons veulent être enterrés dans celui de leur village d'origine !

Derrière ces échecs, se profile un cruel isolement physique et moral. Le secteur tertiaire est réduit à sa plus simple expression : deux bars faisant aussi office de bazar, une école avec un couple d'instituteurs, un prêtre non-résident qui officie à la Bazana et à Brovales. Le perito est, lui aussi, non-résident ; auparavant, il venait chaque jour de Jerez de los Caballeros, il espace ses visites et ne vient plus qu'une seule fois par semaine... voir l'administrativo ; il évite les contacts avec les colons. Quant aux ingénieurs de Badajoz, ils ont simplement oublié l'existence de Valuengo, sauf pour mettre au point leurs statistiques. Enfin, dans le village, il existe deux représentants du banco de Bilbao et du banco Español de Crédito ; tout le monde étant endetté, l'épargne n'est pas importante.

La responsabilité des différents échecs est retombée sur les colons. Ceux-ci sont tenus, rappelons-le, pendant la période de tutelle à suivre rigoureusement les indications de l'I.N.C. Les colons devront donc amortir les essais divers, les engrais perdus, les arbres secs, etc. Ils devront aussi amortir les intérêts de la dette. Or, à Valuengo, personne n'est solvable. Pratiquement, tout le monde a déjà, au moins, 100 000 pta de dettes, certains 200 000 pta. Ce qui est tragique c'est que les colons

se rendent parfaitement compte de leur situation. Ils ont conscience que leur sort s'est amélioré mais beaucoup moins que celui des autres catégories socio-professionnelles. Les avantages sociaux sont maigres et se réduisent, pour l'essentiel, au droit à la retraite à 65 ans. On attend, avec le plus grand calme, de savoir à combien va s'élever le montant annuel de l'amortissement. Même s'il est faible, aucun colon ne pourra faire face aux échéances et l'émigration va redoubler. Ceux qui sont décidés à rester gardent un moral à toute épreuve : ils ne possèdent rien, si ce n'est leur mobilier ,donc ne risquent rien. En somme, les colons, au lieu d'adopter une attitude de résignation comme dans d'autres villages, ont pris le parti de rire et de se moquer de l'IRYDA.

Valdesalor

Ce village est situé à sept kilomètres au sud de Cáceres, sur la grande route Cáceres-Mérida. Valdesalor ne compte, en 1974, que 65 colons et 18 ouvriers agricoles dans un périmètre irrigué de 773 ha dont 400 sont colonisés. Ce petit périmètre dépend d'un barrage de 20,75 m de haut et de 13 Hm3 de capacité sur le río Salor.

Les lopins ont de quatre à dix hectares avec une moyenne de cinq hectares. L'économie, depuis l'occupation du village en 1963-64, dépend de la culture du tabac et du maïs, accessoirement de l'élevage. Le lopin-type comprend :

Un hectare de tabac d'une variété nouvelle « Le Français » (auparavant on cultivait le « Burley » et le « Sota »). Cela donne, les bonnes années, 2 000 Kg d'un tabac de qualité le plus souvent médiocre. Le centre de fermentation de Mérida achète le tabac de première catégorie à 54 pta le Kg, celui de deuxième catégorie 40 pta et celui de troisième catégorie 35 pta. Cela donne un revenu moyen de 56 000 pta.

Deux hectares de maïs, soit 8 000 Kg, à 6,5 pta = 52 000 pta.

Deux hectares de trèfle pour le bétail.

Un peu de piments.

C'est une situation moyenne et l'on a toutes les variantes : un hectare de tabac plus quatre hectares de prairies, par exemple, si l'orientation vers l'élevage est plus marquée. En moyenne, les colons possèdent de cinq à six vaches. Le produit brut moyen semble tourner autour de 200 000 à 250 000 pta, au moins les bonnes années.

Ce n'était pas le cas en 1974 où le village a été affecté par le manque d'eau. Le barrage-réservoir était aux trois quarts vide et il fallut utiliser des moteurs pour pouvoir irriguer. La pénurie d'eau rendit nécessaire l'organisation des tours d'eau, deux fois par semaine. Le manque d'eau fut tel que, sur de nombreuses parcelles, les récoltes de maïs et de tabac furent compromises ; les dégâts atteignirent de 90 à 100 % sur les parcelles les plus éloignées des canalisations. Ce problème de l'eau est spécifique à Valdesalor ; dans les autres regadíos, elle abonde et on la gaspille volontiers.

De plus, Valdesalor souffre à la fois de son isolement et de la proximité de Cáceres. Son isolement est réel à l'intérieur des secanos. La production globale étant malgré tout faible, les camions ne se déplacent pas. La proximité de Cáceres gêne le développement du secteur tertiaire composé d'un bar-épicerie-bazar, d'un centre culturel et récréatif, d'un club paroissial et d'une succursale de la Caja de ahorros [93] tenue par l'instituteur. Il existe une coopérative modeste avec ses 35 adhérents ; elle vient de prendre la succession de l'IRYDA et assure aux colons des services élémentaires : achat d'engrais, de semences et d'aliments pour le bétail.

La situation n'est pas brillante. Dans le village, 100 maisons de colons et 25 d'ouvriers agricoles ont été construites, beaucoup restent fermées. Parmi les colons, rares sont ceux qui peuvent espérer une promotion sociale grâce au seul travail de la terre. Il est sûr que le village ne se maintient que grâce à l'émigration temporaire. Les hommes partent de six mois à plusieurs années en Allemagne ; les filles vont travailler comme employées de maison à Madrid. Ce sont ces apports d'argent qui permettent les investissements et l'amélioration de l'ordinaire. Le bar-commerce, par exemple, a été acheté par un travailleur qui est resté 12 années en Allemagne. Parfois, on achète du matériel (il n'y a que deux tracteurs) ou l'on agrandit son troupeau par l'achat d'une vache. Jamais, par contre, on ne se préoccupe d'acheter de la terre ; même les locations sont très rares : il en existe un cas tout de même, trois colons se sont groupés pour louer 50 ha de regadío sur de la terre privée mais la mise en valeur se fait selon les normes du secano.

La morosité règne en maîtresse à Valdesalor. Les officiels ne cessent de se plaindre du manque d'enthousiasme des colons au travail, de leur laisser-aller, de leur insouciance. Ce climat de complète incompréhension est grave et l'on se rejette mutuellement la responsabilité des fautes. Certains souhaitent obtenir un lot dans le plan de Badajoz où l'on pense que la situation est meilleure. Il faut dire que, là aussi, va se poser très vite le problème de l'amortissement. Pour l'instant, la plupart des colons sont dans une phase transitoire qui va durer ; cinq colons ont assez de ressources pour supporter l'amortissement et acquérir la propriété. Là, comme ailleurs, le passage à la propriété va entraîner une vague de départs.

Vegaviana

Vegaviana est un village de colonisation situé dans le périmètre irrigué de Borbollón. Comme dans tous les regadíos du nord de la province de Cáceres, les systèmes de production agricole sont marqués par le maïs, le tabac et le coton qui continue à être cultivé sur de petites surfaces. En plus, depuis le début des années 70, les colons ont fait des efforts d'intensification et se sont spécialisés dans la culture du cornichon. Prenons une exploitation comme exemple.

93. A la fois banque et Caisse d'Espagne.

La surface est de six hectares. Lors de l'exercice 1976-77, l'occupation du sol était la suivante :

4 ha de maïs
0,5 ha de coton
0,5 ha de fourrage
1 ha de cornichons

Le cheptel se compose d'une vache à lait, de deux veaux et de deux porcs. L'exploitation ne cultive pas de tabac car elle ne dispose pas de séchoir et les terres sont impropres à cette culture.

Cette occupation du sol n'est pas celle qui était prévue à l'automne 1976. L'exploitant envisageait de faire moins de maïs et plus de coton. Un peu plus d'un hectare de coton fut semé. La plupart des semences n'ont pas germé ou mal germé et le colon n'en a gardé que 0,5 ha, qui semblait de meilleure venue ; le reste a été ensemencé en maïs.

Le maïs, comme c'est souvent le cas, a eu aussi des difficultés pour naître et il a fallu le ressemer. Sur la parcelle initialement destinée au coton, le traitement pour le coton semble avoir créé des difficultés supplémentaires et il a fallu le ressemer deux fois. En fin de compte, le maïs a donné 60 q. de grain par hectare soit un produit brut de 288 000 pesetas.

Comme le colon dispose d'une importante main-d'œuvre familiale, il cultive chaque année de 0,5 à 1 hectare de cornichons. Au prix à la production de 38 pta/Kg pour les cornichons de première qualité, on peut espérer tirer 200 000 pesetas de produit brut par hectare. Cette culture est rentable à condition de ne pas avoir à rémunérer le travail et surtout pas la récolte. En effet, un ramasseur peut récolter 40 à 50 Kg de cornichons par jour et reçoit un salaire de 1 000 pesetas ; ainsi, la simple cueillette représente 60 % du produit brut. Aussi, chaque exploitant règle-t-il la surface en cornichons sur ses disponibilités de travail familial d'autant plus que, certaines années, la commercialisation en est très difficile et qu'il faut laisser la récolte sur le terrain. Les ventes sont assurées par l'intermédiaire d'une coopérative peu dynamique dont le travail est rendu difficile par l'étroitesse du marché : les Espagnols ne consomment guère de cornichons et seulement en buvant des apéritifs.

Le coton qui a été laissé en terre n'a donné aucun résultat en raison des températures trop basses de mai et de juin. La culture est d'ailleurs en rapide régression du fait du manque de main-d'œuvre et des prix trop bas à la production.

Les difficultés de ce colon sont bien représentatives. Les villageois ont su trouver une association intéressante entre une céréale irriguée, une culture légumière et, dans nombre de cas, une céréale irriguée, une culture léguminière et, dans nombre de cas, une culture industrielle. L'ensemble donne des produits bruts élevés et le sort des colons des périmètres irrigués du nord de la province de Cáceres est moins mauvais que pour ceux du Plan de Badajoz. Dans le cas précis que nous avons étudié, le produit brut est juste suffisant pour faire vivre une famille de huit personnes. Aussi, une évolution semble se dessiner et l'on en revient de plus en plus au tabac qui donne un produit net de 200 000 pesetas par hectare. Le tabac est donc plus rentable que la culture des cornichons

mais sa culture est limitée par le nombre restreint de permis de plantation, les capacités de séchage et le manque de main-d'œuvre. Le coton, quant à lui, va progressivement être abandonné et va presque disparaître de l'Estrémadure — si les prix à la production ne sont pas plus intéressants — sauf dans la partie occidentale du Plan de Badajoz.

Valdebotoa

La culture du coton ne se pratique plus guère de façon massive que dans la partie la plus basse des Vegas Bajas, au nord de la ville de Badajoz, dans un petit nombre de villages de colonisation comme Gévora del Caudillo et Valdebotoa.

Ces villages sont particuliers à tous égards en raison de leur proximité de la capitale provinciale où l'on peut aller travailler (il n'y a pas de maison fermée), de leur système de production agricole autrefois presqu'exclusivement cotonnier et aujourd'hui encore fortement marqué par le coton et même de la disposition de l'habitat qui comprend à la fois des villages et des écarts de deux à quatre maisons. Peut-être pour certaines de ces raisons, nous trouvons ici des colons dynamiques et revendicatifs [94] comme celui-ci :

Le lopin comprend six hectares occupés, en 1977, comme suit :

1,10 ha de tomates
3,5 ha de coton
0,75 ha de maïs
Le reste en jardin
Aucun élevage

Une faible quantité de tomates sont destinées à la consommation en frais ; les précoces se vendent au prix de 20 pta/Kg et ce colon en tire quelque 55 000 pta. Le reste est destiné à l'industrie et se vend à 3,25 pta/Kg plus 0,50 pta de subvention du FORPPA. La production est de 50 t. ce qui donne un produit brut de 187 500 pesetas.

Le coût total de production des tomates se décompose ainsi :

Ramassage	24 970 pta
Tracteur en location	28 400
Engrais	11 000
Eau	2 500
Le produit net est donc de	120 630 pta

94. La dernière fois que nous nous sommes rendu à Gévora del Caudillo, pendant l'été 1977, les colons étaient en train d'essayer de créer un groupe de pression pour mieux défendre les prix à la production.

La récolte de coton s'élève à 11 t. ce qui fait un produit brut de 506 000 pta, le Kg de coton étant payé à 46 pta. Les coûts de production sont les suivants :

Engrais	32 000 pta
Traitement par avion	14 700
Location de tracteur	48 000
Herbicide	12 000
Main-d'œuvre [95]	10 000
Eau	12 000
Autres	10 000
	138 700 pta

Le produit net engendré par 3,5 ha de coton est de 367 300 pta soit presque 105 000 pta par ha (600 F environ).
Le produit brut du maïs s'élève à 5 300 Kg×12 pta=64 600 pta.

Ce ménage, jeune, a besoin de beaucoup de courage pour faire face aux difficultés financières. Le lopin n'est pas mauvais ; il est de seconde catégorie. Mais, les prix à la production sont trop bas et on se plaint d'une espèce de discrimination fort préjudiciable à l'Estrémadure. En effet, les tomates sont payées à cinq pesetas, au lieu de 3,5, dans la province de Séville. Comme ce ménage vit dans un écart, comme 30 % environ des colons, l'isolement engendre des difficultés supplémentaires : l'école primaire est mal desservie, les services en général sont précaires ou absents, l'eau du puits n'a pas la pression souhaitable, etc... Tout cela explique que nombre de parcelles soient abandonnées et que se développe le nombre des ouvriers-paysans allant travailler à Badajoz. Il ne faut pas penser que la situation va beaucoup mieux dans les villages-phares de la colonisation.

LES VILLAGES « MODELES » : VALDELACALZADA ET VALDIVIA

Valdelacalzada est un village plus ancien que Valdivia. Valdivia, dans la Vega Alta est intéressant pour la mise en valeur de son finage ; c'est là que se trouvent les plus vastes et les plus beaux vergers de poiriers dans le secteur colonisé du plan de Badajoz.

Valdelacalzada

Il nous a été difficile de rencontrer un colon heureux à Valdelacalzada. Nous en avons, tout de même, trouvé un et il est singulier : il s'agit d'un Français en situation doublement irrégulière qui, seul, a défendu vigoureusement le plan de Badajoz.

Son lot, ou plutôt celui du père de la femme avec laquelle il vit, est de quatre hectares. C'est une parcelle petite comme toutes celles

95. Le coût de la main-d'œuvre est grossièrement sous-évalué.

de Valdelacalzada car, au début, le plan avait prévu des exploitations minuscules.

Le système de production a beaucoup évolué depuis 20 ans. Dans le cadre de la politique d'autarcie des années 50, on conseillait la culture du coton sous contrat et celle des betteraves sucrières. Puis, l'Espagne s'ouvrant vers l'extérieur, ces cultures ont perdu toute rentabilité dans le cadre de la petite exploitation et on s'est orienté vers la production de tomates et vers l'élevage. Le « Français » s'oriente vers un système de production intensif à base d'élevage et de tomates. Il partage son lopin entre les céréales (1,75 ha d'avoine, maïs ou orge), les fourrages (1,75 ha de luzerne) et 0,50 ha de tomates ou de piments. De plus, son terrain est entouré de pruniers. Il pratique l'assolement suivant :

1ère année avoine (novembre à juin)
repos en juillet et août
culture de navets (pour le fourrage) de septembre à mars.

2ème année tomates, plantées fin mars pour éviter les gelées.

Ou bien avoine puis un maïs, un orge coupé en vert ou un fourrage puis une culture tardive de tomates ou de piments.

Ou bien, une légumineuse (fève) puis un maïs, une légumineuse puis des tomates.

Les différents assolements peuvent se côtoyer à l'intérieur de l'exploitation. Le «Français » possède quatre vaches laitières, cheptel qu'il veut augmenter jusqu'à une dizaine de têtes. Il considère que l'élevage est l'activité la plus sûre ; les luzernières, en effet, ne sont guère affectées par la grêle, elles sont moins sensibles aux à-coups de l'irrigation (l'eau n'arrive pas toujours à temps).

Le produit brut, en 1974, est de :

0,50 ha de tomates donne 26 t. à 2,30 pta soit	60 000 pta
Lait. 4 000 l. par vache à 11 pta/l.[96]	176 000
Prunes. Une fois tous les deux ans	8 000 à 10 000
	241 000 pta

Ce néo-colon est très courageux. Sa situation est acceptable dans la mesure où il comprime au maximum les dépenses. Il pousse très loin l'autoconsommation, fait lui-même, à la main, l'essentiel du travail[97] mais est obligé de reconnaître qu'il se heute à de graves difficultés.

96. Les vaches sont bien nourries et le prix du lait inclut le montant de la prime. Ce prix est élevé et correspond à deux paquets de cigarettes ; un Kg de pain coûte huit pesetas.

97. Le coût de la main-d'œuvre est devenu prohibitif, tout au moins pour l'exploitation familiale. En 1974, une journée de travail revient à 500 pta.

La plus importante est inhérente à l'exploitation familiale. Tout le problème réside dans le fait qu'il a du mal à tenir, seul, quatre vaches laitières sans outillage. Mais l'achat de cet outillage, tracteur ou trayeuse, n'est pas rentable. Le « Français » est donc à la limite de ses forces, toute intensification devient difficile par manque de main-d'œuvre familiale. En effet, l'exploitation du colon a été prévue et conçue à une époque où les enfants fournissaient l'appoint de main-d'œuvre nécessaire ; aujourd'hui, ils vont à l'école puis partent en ville. Aussi doit-on faire appel, pour certains travaux, à une entreprise ou à la coopérative. Labourer et préparer le terrain coûte 10 000 pta par an, donc cher, et encore y a-t-il des inconvénients. La coopérative possède des tracteurs mais il faut faire la queue pour les obtenir en temps utile ; il faut faire confiance à la débrouillardise. Dans ce contexte, les possibilités d'amélioration sont réduites. Augmenter le nombre de vaches pour le porter à dix ou douze pose des problèmes quasi insolubles. Il faut acheter des quantités croissantes d'aliments pour le bétail qui sont encore plus chers que le lait ; il est préalablement indispensable de construire une étable sur la parcelle, celle attenante à la maison d'habitation dans le village devenant très insuffisante. Cette dernière opération est permise par l'IRYDA, encore faut-il amortir les investissements. Il serait, en outre, indispensable d'acheter ou de louer des terres pour augmenter les surfaces en fourrages, le zero-grazing n'étant pas rentable en raison du coût prohibitif des aliments pour le bétail. Augmenter les surfaces en tomates se révèlerait désastreux : il faudrait faire venir de loin de la main-d'œuvre — et donc pouvoir la loger — pour ramasser les fruits ; de plus, se poserait le problème des contrats avec les conserveries. Celles-ci, dans la mesure où les colons ramassent les tomates sans soin, ne respectent pas les prix qui restent très faibles. Dans tous les cas, il est difficile, dans les conditions actuelles, de mener à bien l'irrigation ; l'irrigation gravitaire ne coûte pas cher (3 000 à 4 000 pta/an pour 4 ha) mais il faut être deux pour répartir convenablement l'eau.

Ainsi, toute augmentation de la taille du lopin, pourtant indispensable si l'on veut élever la production, signifierait soit l'augmentation des coûts de production non compensée par une augmentation de la production soit, et cela est paradoxal, une baisse de l'intensivité.

Dans ces conditions, selon les colons espagnols, pour rester dans un village de colonisation, comme le « Français », quand, apparemment, on peut faire autre chose, il faut être « un masochiste ou un héros ». Ni les uns ni les autres n'abondent : en 1974, à Valdelacalzada, quatre colons ont émigré. La situation du colon n'y est pas meilleure que dans un autre village de colonisation mais il existe un secteur tertiaire. La présence d'une population active non agricole est encore plus marquée à Valdivia qui fait déjà figure de petit village-centre.

Valdivia

Rares sont les villages comme Pela (situé en dehors des zones colonisées et où existe une coopérative de confection) et Valdivia qui

sont capables d'offrir du travail dans le secteur tertiaire et surtout dans le secteur secondaire. Ce sont ces deux secteurs d'activité qui donnent une vie à Valdivia. Les industries alimentaires emploient même un fort contingent de main-d'œuvre féminine venant partiellement des villages alentour. Cela accentue son caractère de village-centre, ces pendulaires créant une animation inconnue ailleurs. Le secteur agricole est par contre malade, miné par la mévente des poires.

Valdivia est un des rares villages de colonisation à avoir vu augmenter sa population et à avoir pu la maintenir à un haut niveau. Sur son finage de 2 000 hectares, la population est passée de 1 300 personnes en 1960 à 1 900 en 1973. La population active s'élève à 643 personnes soit à 33,9 %. Le secteur agricole représente 65,4 % de la population active (soit 421 colons ou ouvriers agricoles), les secteurs secondaire et tertiaire sont représentés comme suit :

66 employés et ouvriers dans les conserveries soit 10 % de la population active.

156 personnes (24,6 % de la population active) sont employées dans l'artisanat et dans le commerce de la façon suivante :

5 bars
2 électriciens
3 employées de maison
2 cordonniers
1 prêtre
1 médecin
1 vétérinaire
1 infirmier
1 plombier
1 marchand de « churros » (beignets)
1 facteur
4 boulangers
3 mécaniciens
8 bouchers
18 couturières
5 maçons
12 employés de bureau
20 commerçants divers
12 instituteurs
11 chauffeurs de camions ou de tracteurs
8 gardes civils
2 gardes
3 coiffeurs
2 chauffeurs de taxi
2 maréchaux ferrants

Nous obtenons 156 actifs dans l'artisanat et le commerce en considérant que certains services, bars, boulangeries, commerces divers, utilisent plus d'une personne.

A Valdivia, tous les corps de métier d'une petite ville ou d'un bourg traditionnel sont représentés ; mais, en plus, il y a un secteur industriel important : les conserveries utilisant de la main-d'œuvre saisonnière provenant d'autres villages de colonisation.

Cette composition socio-professionnelle exceptionnellement complète permet à Valdivia de devenir un petit centre d'attraction. La retombée de la multiplicité des salaires (de l'industrie, de l'Etat) renforce le commerce local. Valdivia bénéficie, en outre, d'une position avantageuse en raison de son éloignement des autres villes traditionnelles, Villanueva de la Serena et Don Benito en particulier.

Cette façade brillante cache de graves problèmes tous inhérents à l'essentiel, c'est-à-dire à la colonisation.

D'abord, Valdivia, tout comme le plus petit des villages de colonisation, n'a aucune autonomie administrative. Le village continue à être administré par la mairie de Villanueva de la Serena ; ici plus qu'ailleurs cette tutelle est désastreuse.

D'autre part, les colons ne sont pas l'élément stabilisateur du village. Cela se sent bien en étudiant, dans le détail et par des moyens détournés, le mouvement de la population. En apparence, la population a régulièrement augmenté depuis la création du village jusqu'à nos jours. Cela n'a été possible que par un taux de natalité élevé et surtout par une arrivée massive et constante de colons. De 1960 à 1970, on ne compte pas moins de 432 arrivées et encore 174 de 1971 à 1973 ; en tout, 606 personnes en 13 ans. Ces venues sont dues au prestige de Valdivia et l'IRYDA trouve — mais pour combien de temps encore ? — sans mal des colons pour ce village, alors que ce n'est plus le cas pour la plupart des autres villages de colonisation. Mais les échecs ont été très nombreux : 600 personnes ont émigré avant 1960 et 232 encore, soit 14 % de la population actuelle, après 1960[98]. Les départs se font, semble-t-il, de plus en plus souvent sans avertissement préalable : les colons disparaissent purement et simplement. On ne peut s'apercevoir de ce phénomène qu'en lisant régulièrement les tableaux d'affichage des bâtiments officiels ou ceux des coopératives ; il est dit que l'on recherche tel colon qui a disparu sans laisser aucune trace et a tout abondonné derrière lui[99]. Evidemment, nulle statistique n'enregistre les départs ni, à plus forte raison, les différents types de départ.

A côté de l'émigration tenue cachée, il existe d'autres signes inquiétants, stigmates d'un malaise que l'on semble ignorer officiellement et qui n'est décelable dans aucune statistique.

— L'INC a construit de très importantes installations pour pratiquer de l'élevage industriel ; elles n'ont jamais fonctionné.

— Au début des années 70, l'INC édifia un complexe sportif modèle que l'on visitait. Il n'a pas encore été utilisé et il faut, de nouveau, engloutir des fonds importants pour déposer et remettre en état les installations sanitaires.

— La coopérative est en pleine déconfiture ; ce n'est pas faute d'un appui officiel ; on n'a cessé de fournir subventions, crédits, moratoires des dettes, aides diverses. Malgré cela, ses difficultés ont été telles qu'en 1968 l'ensemble des installations a pris feu. Simple accident ou accident provoqué pour cacher l'énorme déficit d'alors ? Cet « incident » entraîna une enquête de la guardia civil mais jamais nul n'en a connu les conclusions. Quoi qu'il en soit, la coopérative a été reconstruite, avec

98. Le solde reste nettement positif.

99. Les cas sont plus nombreux qu'on pourrait le penser. Lors de notre passage à Guadiana del Caudillo, en mars 1974, nous avons lu une annonce donnant l'ordre, à quatre colons qui avaient déguerpi, de revenir sur leur exploitation.

de nouveaux fonds, en y adjoignant une énorme centrale fruitière. Jamais l'IRYDA n'a pu faire fonctionner convenablement ces installations et il fut contraint de les vendre — à perte — à la CREX. Ce transfert se fit à la condition que la CREX remplace purement et simplement l'IRYDA pour mettre en marche les installations et aider les colons.

— Les colons commencent à arracher leurs vergers de poiriers et se tournent vers l'élevage laitier. Il y a fort à parier que, dans une dizaine d'années, la CREX ne traitera que des fruits provenant du secteur non colonisé.

Mais on cache tous ces aspects et les visiteurs officiels, toujours pressés de regagner Madrid, se laissent aller à la rêverie, le charme des poiriers en fleurs et les repas copieux aidant. Les aspects négatifs — certains du moins — ont été mis en relief dans la littérature espagnole ; les auteurs non espagnols, C. Beringuier par exemple, étant beaucoup plus nuancés et dans le fond et dans la forme. Ces critiques, souvent violentes, ont été faites à l'intention du Plan de Badajoz trop couvert d'éloges par les officiels. Mais, ces critiques ont valeur générale pour la colonisation en Estrémadure. Nous allons essayer de les analyser les unes après les autres en les classant.

b) **Les problèmes de la colonisation en regadío**

Nous pouvons classer ces problèmes en deux catégories : ceux qui sont annexes et ceux qui nous paraissent essentiels ; l'acuité de ces derniers étant, bien entendu, agravée par les premiers.

* *Les problèmes annexes.*

— Les sols

Nombreux ont été nos interlocuteurs qui ont mis en avant la pédologie pour expliquer les réussites et les échecs de la colonisation ; d'ailleurs, la science des sols est actuellement à la mode en Espagne et l'on insiste, avec raison, sur les inégalités de sols dans les Vegas du Guadiana. Ainsi, la proportion des arènes augmente rapidement sur les marges des Vegas Altas ; les remontées salines peuvent être observées en de nombreux secteurs et il est certain que, quand la colonisation a été mécaniquement mise en place, on n'a pas du tout tenu compte des potentialités des différents sols. S'il est vrai que les prouesses agronomiques peuvent aujourd'hui pallier, en partie au moins, les inconvénients d'ordre pédologique, celles-ci ne sont pas à la portée des colons et il faudrait que le produit net engendré par le système de culture en vaille la peine ; ce n'est pas le cas. Aussi, c'est essentiellement pour des raisons pédologiques que nombre de lopins ont été abandonnés dans les Vegas Altas. Les erreurs dans l'appréciation des potentialités pédologiques font partie d'un ensemble de fautes dans la conception même de la colonisation.

— Les maladresses techniques dans la conception et les retards dans la réalisation

Maladresses et retards sont intimement liés. Les normes générales de la colonisation, dans l'Espagne franquiste, ont été conçues au début des années 50, dans un pays fondamentalement différent de celui que nous avons aujourd'hui sous les yeux. La colonisation étant fondée sur la grande hydraulique, elle ne pouvait pas être mise en place immédiatement. Cela suffirait à rendre la réforme agraire franquiste originale, en Europe tout au moins. La grande hydraulique étant un préalable à toute restructuration foncière d'envergure, cela a l'inconvénient d'occasionner des retards. Surtout, on s'expose à des déphasages entre la conception initiale de la colonisation, qui se réalise vaille que vaille selon un plan rigide, et les nécessités du moment qui évoluent très vite. Beaucoup de distorsions proviennent de la difficulté qu'il y a à adapter l'infrastructure hydraulique, relativement fixe, à l'extrême mobilité de la conjoncture économique ; ces distorsions sont considérablement aggravées par les retards dans l'exécution du programme.

Et l'inadéquation des structures hydrauliques au mouvement économique est d'autant plus grave que la zone irriguée et colonisée est plus vaste. En outre, plus la zone colonisée est étendue, plus la programmation de l'ensemble est complexe et plus il y a de chances que s'insinuent erreurs techniques et retards. C'est ce qui s'est produit pour le plan de Badajoz.

Les erreurs techniques ont été très nombreuses et souvent irritantes. Certaines proviennent du manque de coordination entre les ministères et les différents organismes chargés, d'une façon ou d'une autre, de la mise en place de la colonisation. Dans le Plan de Badajoz, deux organismes ont eu des responsabilités essentielles : la Confederación Hidrográfica del Guadiana chargée de la mise en place du gros œuvre (barrages et canalisations principales) et l'INC, qui s'est contenté de construire les ramifications du système d'irrigation (ne parlons pas, bien sûr, de l'œuvre de colonisation proprement dite). Or, par manque de coordination, certains canaux secondaires ont été construits deux ou trois cm plus haut que les canaux principaux ! Il a fallu procéder à des modifications ; or, toute modification doit être permise par Madrid ; d'où des retards qui coûtent cher.

Les deux organismes ne se sont pas non plus entendus sur les prix d'expropriation. Il est notoire que l'INC a moins bien payé les terres que la Confederación Hidrográfica del Guadiana : il en est résulté des récriminations, des procès et, donc, des retards.

L'IRYDA vient d'installer des siphons d'un nouveau modèle. Mal étudiés, ils ne cessent de se boucher. Ils posent un problème grave, celui de tenir propre, en permanence, le réseau des canalisations.

Ne parlons par des pertes d'eau, elles sont innombrables le long des canalisations. Ceci est dû à la mauvaise qualité des matériaux utilisés et au manque de ciment. Quand ces fuites d'eau sont importantes, elles

peuvent avoir des conséquences graves ainsi que nous l'avons noté à Pizarro.

Beaucoup plus graves sont les retards. Nous avons dit que le Plan de Badajoz n'est pas près d'être achevé. Les retards dans la réalisation du plan engendrent des déphasages. Par exemple, l'INC, dans sa volonté de bien faire, a voulu irriguer toutes les terres expropriées du Plan, soit quelque 138 000 hectares, de la même façon. Or la conception de l'irrigation est surannée ; il s'agit d'une irrigation gravitaire grâce à un réseau fixe de canalisations qui se ramifient jusqu'à la planche de culture. Là, par un système compliqué de miniscules canaux que l'on ouvre à la houe et que l'on ferme avec une motte de terre, on imprègne peu à peu la totalité de la planche. Ce système manque complètement de souplesse. D'abord, les installations sont rigides et ne permettent pas de modifications importantes dans le dispositif d'ensemble. D'autre part, l'irrigation exige le nivellement préalable de toutes les terres. L'INC procéda à ces travaux de nivellement. Sur les pentes supérieures à 8 %, il fallut, pour limiter les coûts, construire d'étroites terrasses. Ce faisant, on perturba et détruisit les sols. Plus tard, on s'aperçut que ces terrasses étaient inaptes à la mise en valeur et il fallut soit les abandonner soit recommencer tout le travail.

De vastes espaces furent ainsi abandonnés. Ce qui aurait pu devenir de bonnes terres à blé ou des pâturages dans le cadre de la grande propriété et en secano a été reboisé par l'INC (en pins ou en eucalyptus) ou encore loué. Par exemple, l'INC n'a réussi à trouver que la moitié des colons nécessaires pour peupler le village de Pizarro. Ce cas, nous le savons, est loin d'être isolé. A Santa Amalia, l'INC a procédé à des expropriations et, ne trouvant pas de colons, a planté des eucalyptus ... un procès est en cours. A Yelbes, près de Santa Amalia, l'IRYDA a parcellisé le pied de la sierra pour constituer des rizières ; mais des erreurs techniques font que ces rizières perdent de l'eau car le sol chargé d'arènes est impropre à cette mise en valeur. De nombreux colons ont abandonné leur lopin couvert de joncs et l'IRYDA loue ces terres en pâturages aux habitants du voisinage pour 700 pta/ha/an. Est-ce là la finalité de la colonisation, se demandent les expropriés ?

Encore plus graves sont les lenteurs d'une administration mise en place dans les années 50 et qui maintient, de façon immuable, ses conceptions de la colonisation. Les lenteurs de l'administration sont impossibles à conter. Leurs effets sont désastreux quand ils se cumulent avec les excès de dirigisme.

— Paternalisme et dirigisme excessifs

Dans beaucoup de réformes agraires de type libéral, on met en avant le laxisme de l'Etat pour expliquer l'échec de la réforme ; l'Etat est alors accusé de bâcler l'œuvre de réforme agraire et de laisser les colons livrés à eux-mêmes.

Ici, c'est le reproche inverse que l'on formule. Paternalisme et dirigisme conjuguent leurs effets de telle manière que l'on aboutit généralement à l'inverse de ce qui était prévu.

Le paternalisme est avoué franchement, limpidement exprimé dans une des publications de la Secretaría Gestora del Plan de Badajoz en 1970 [100] :

> « L'Etat tel un père avec ses fils, est le tuteur des premiers pas du colon qui peut, grâce à la sécurité qui lui est assurée, consacrer une attention particulière à la vie familiale base de la société chrétienne. »

Le paternalisme, s'il est bien compris et s'il est strictement limité dans le temps, n'est pas malhonnête. Tous ceux, à l'instar de M. Siguan Soler, qui se sont penchés sur la colonisation, se sont interrogés pour savoir quelle était la dose supportable de paternalisme pour réussir à lancer la colonisation. De toute façon, en aucun cas, le paternalisme, s'il est par essence directif, ne doit tomber dans les contraintes du dirigisme.

C'est précisément l'excès de dirigisme qui confère à la colonisation espagnole son manque de souplesse dans la solution des problèmes pratiques. Souvent, on cumule les inconvénients d'une administration à la fois trop lointaine et trop présente, toujours pesante. Trop lointaine car toutes les initiatives importantes sont prises à Madrid (ou l'ont été, une fois pour toutes dans les années 50). Trop présente car, sur place, vivent les représentants de l'IRYDA, peritos et mayorrales, chargés d'exécuter les directives prises en haut lieu. Les peritos ont reçu une formation mal adaptée pour remplir leur tâche extrêmement complexe. Les mayorrales ont reçu une formation des plus sommaires et leur travail ressemble à celui des forces de l'ordre. Ainsi, l'encadrement peut paraître trop fort et de valeur inégale.

Voilà donc une énorme administration qui s'est mise en branle lentement et a accumulé les retards. Le plus grave est celui relatif au calcul du montant de l'amortissement que devra payer chaque colon et qui recule la date de l'accession à la propriété donc à l'indépendance. La durée de la tutelle est prolongée d'autant ; or, plus elle dure, plus elle est pesante. Le statut transitoire — ni de tutelle, ni accès à la propriété — est désastreux psychologiquement. Repousser aux calendes grecques l'accès des colons à la propriété c'est renier une des finalités essentielles de la colonisation.

Le symbole de cet édifice enfanté par les technocrates de Madrid, c'est le village de colonisation.

— La conception du village de colonisation

L'habitat, dans les zones colonisées, est groupé en villages (les « poblados »). Dans les secanos traditionnels, l'habitat est généralement groupé avec les inconvénients d'ordre agronomique que cette disposition suppose mais aussi les avantages d'ordre sociologique. L'INC a arrêté sa position

100. Cité dans « La raya de Portugal », p. 159.

en essayant de cumuler les avantages : la vie de relations est souhaitée mais les lopins ne devront jamais se trouver à plus de trois Km du village. Cela suppose un habitat groupé en villages, de taille petite et subégale, disséminés dans la zone colonisée.

La structure de ces villages est géométrique (orthogonale, radio-concentrique ou mixte) avec une place centrale autour de laquelle s'ordonnent les principaux éléments de la vie collective : dispensaire, commerces et église. Les maisons des colons, toutes semblables, et celles des ouvriers agricoles, sont alignées en fonction du plan préétabli.

Ces villages présentent de nombreux inconvénients [101]. L'INC, toujours dans sa volonté de trouver la solution idéale, a choisi une formule de conciliation entre des exigences contraires. Il a échoué sur presque tous les plans.

N'insistons pas sur les inconvénients de la maison proprement dite. Souvent, sa construction est de mauvaise qualité ; c'est le cas, en particulier, des maisons des premiers villages construits, comme Valdelacalzada, à une époque où l'on manquait de ciment. Une maison qui reste inhabitée quelques années est difficile à remettre en état par la suite. De plus, la maison est trop petite quoique de dimensions supérieures à la maison traditionnelle. Le secteur habité est exigu mais surtout les dépendances ont été prévues au plus juste. Or, tout agrandissement est difficile sinon impossible. La maison manque complètement de souplesse, tout comme le village. Cela rend l'exode rural forcé, même dans le cas où il y aurait des possibilités de travailler sur place. Dans le village, les espaces prévus pour supporter le croît de population sont dérisoires. Inversement, en cas de baisse du nombre de familles, ce qui n'avait pas été prévu mais qui tend à devenir la règle, les maisons fermées, impossibles à intégrer, deviennent une gêne.

Le village, au milieu de son finage, reste encore trop éloigné de nombreux lopins [102]. Trois kilomètres, c'est encore beaucoup et, les chemins étant le plus souvent en mauvais état, cela implique l'obligation, pour de nombreux colons, de rester toute la journée sur leur lopin. Cela est éprouvant en été car on travaille dès l'aube et l'on s'arrête pendant les longues heures chaudes de l'après-midi. La sieste doit donc se faire sur place et dans des conditions plus mauvaises que dans le secano : s'il faut moins chaud, les moustiques, par nuées, sont insupportables.

Ces distances, d'autre part, sont excessives pour le bétail. Celui-ci doit rester à l'étable, dans le village, et il faut transporter chaque jour le fourrage. Comme les dépendances sont trop petites, dès que le nombre de têtes de bétail croît ou quand le volume des récoltes s'enfle, cochons, veaux, fourrages, outils ont tendance à déborder sur la maison d'habitation. Il est bien prévu que le colon peut agrandir, à ses frais et après

101. Les inconvénients sont vraiments secondaires et ne remettent pas en cause le plan de Badajoz ; cependant, ils rendent la vie quotidienne désagréable et s'ajoutent aux inconvénients essentiels qui sont d'ordre économique.

102. Cet inconvénient n'affecte que quelques familles non encore motorisées.

autorisation préalable, les dépendances dans le village mais, tout agrandissement ne peut être que limité ; il faut construire sur le lopin, après autorisation préalable bien entendu, ce qui se révèle onéreux. De toute façon, jamais un colon ne se lancera dans une quelconque modification sans être propriétaire de sa terre. Donc, les ajustements techniques sont longtemps ajournés, ce qui est préjudiciable à l'exploitation et à la qualité de la vie.

Le village ne répond pas aux exigences d'ordre sociologique. On le ressent immédiatement, ne serait-ce qu'au cours d'une promenade dans un village de colonisation. A l'exception, peut-être, de Valdelacalzada, tous les villages extremeños de colonisation sont morts, même le soir au moment du « chateo »[103] et du « paseo ». On n'est manifestement pas heureux de vivre dans ces villages et ceci pour des raisons diverses. Ces villages, à deux exceptions près, sont trop petits pour être susceptibles d'engendrer une animation. Aussi, jeunes et adultes préfèrent-ils, chaque soir, faire de longs trajets pour se distraire dans leur village d'origine, s'il est proche, ou dans le village-centre traditionnel le moins éloigné. C'est pourquoi, celui qui est habitué à partager les avantages de la civilisation espagnole, ressent toujours un malaise en parcourant ces villages de colonisation, sans vie, trop géométriquement rigides et trop grands. Peut-être, les Espagnols qui aiment se grouper souffrent-ils d'agoraphobie ? Ils sont certainement allergiques à la vie dans ces HLM horizontales que sont ces constructions imaginées par des ingénieurs dans des bureaux de Madrid. A cela s'ajoutent les inconvénients du déracinement. Il eût fallu choisir des colons dont les qualités d'adaptation auraient été exceptionnelles.

— Les colons

La littérature espagnole insiste de plus en plus sur l'aspect humain de la colonisation. L'IRYDA a décidé d'adjoindre à chacun de ses sièges de Badajoz et de Cáceres un sociologue travaillant à plein temps[104] pour se pencher sur le problème du recrutement des colons et de leur adaptation à une nouvelle économie et à un nouveau milieu humain.

En effet, et cela est nouveau, on reconnaît que la colonisation pose des problèmes humains. Jusqu'à présent et officiellement, tous les échecs de la colonisation sont imputables aux colons. Ceux-ci, qui ne devraient que se contenter de suivre les bons conseils donnés, seraient négligents, irresponsables. Ils se borneraient — poliment ou prudemment — à écouter les leçons des peritos mais n'en tiendraient aucun compte. Enfin, ils se montreraient ingrats vis-à-vis des autorités en ne se rendant pas compte des sacrifices consentis pour « faire leur bien ».

En fait, la colonisation, et ce n'est pas spécifique à l'Espagne, se heurte à une contradiction majeure : pour assurer le succès de la coloni-

103. Action d'aller, avec un groupe d'amis, de bar en bar.
104. En fait, ils n'ont encore effectué aucun travail sociologique et s'en sont tenus à des travaux routiniers.

sation, il faudrait disposer d'un bon « matériel humain » mais, la colonisation n'est pas conçue pour une élite mais pour les plus humbles. Or, ceux-ci, en bas de l'échelle sociale, marqués par l'absence séculaire de lien entre effort et résultats, sont d'une grande ignorance. Certains ont vu, dans les formes mêmes du recrutement des colons, l'origine de tous les maux qui affligent la colonisation [105]. L'appel de candidatures des colons ne se fit pas directement mais par l'intermédiaire des maires des communes de secano. Il leur appartenait de susciter — et de sélectionner — les candidats à l'intérieur de leur commune. Certains maires auraient profité de cette opportunité pour se débarrasser des éléments ignares ou indésirables. Cela expliquerait, bien que l'INC ait préféré les colons sachant lire et écrire, le taux élevé d'analphabétisme et, en général, le niveau culturel très bas. M. Siguan Soler [106] nous donne les indications chiffrées suivantes pour les plus de 16 ans dans un village de colonisation récente.

	Hommes	*Femmes*
Analphabètes	11 %	17 %
Instruction rudimentaire (lecture monosyllabique, signature)	60	53
Scolarité jusqu'à 12 ans	14	15
» » 14 ans	12	14
Enseignement secondaire	2	1

Dans les villages de colonisation anciens, où la sélection des colons a été moins bonne, les pourcentages d'analphabètes sont nettement plus élevés : 19 et 21 % à Valdivia par exemple.

Par définition, le « matériel humain » ne pouvait pas être de bonne qualité et le travail éducatif était difficile. Les attitudes au travail et dans le village sont entachées de cette espèce de tare originelle. Ceci se remarque dès les premières années d'installation. De nombreux colons, n'ayant jamais rien possédé, crurent que la colonisation leur donnerait tout. Les premières rentrées d'argent furent souvent affectées à imiter les « señoritos » dans leurs divertissements et leurs habitudes vestimentaires (bottes, vestes) [107]. Ce comportement de « señorito » est évidem-

105. L'occupation des grandes plaines aux Etats-Unis a été effectuée par des immigrants sociologiquement très proches des colons de Badajoz. Les résultats ont été complètement différents. Il faut dire que les immigrants n'étaient pas enfermés dans un carcan de règlementations ni soumis à un régime de tutelle.

106. M. Siguan Soler. Ouvr. cité, p. 229. N'oublions pas que ces indications se réfèrent à la situation des années 50 et du début des années 60.

107. Le modèle n'est pas bien choisi. Le « señorito » extremeño, à la différence du « señorito » andalou raffiné, est un être rustre. Il n'a pas connu, comme son voisin méridional, le plaisir de la fête mais il a longtemps joui du droit de cuissage (derecho de pernada). Ce « señorito » se caractérise par la grossièreté de son langage. Celle-ci s'accentue du nord au sud de l'Estrémadure pour atteindre son comble dans la Tierra de Barros.

ment incompatible, les premières années du moins, avec la nécessité d'investir dans l'exploitation. Or, le succès ou l'échec de la colonisation se dessine, deux fois sur trois, lors des deux premières années de l'installation.

Au delà de la satisfaction de besoins élémentaires, se cache un profond sentiment d'insatisfaction, de déception engendré par la colonisation [108]. Cela se traduit par l'utilisation constante d'un vocabulaire volontiers grossier, par l'augmentation de l'alcoolisme, par les taux anormalement élevés de désunion dans les ménages, par les pratiques et des comportements sexuels aberrants et un taux de pratique religieuse anormalement basse, quasi nulle chez les adultes. Les contacts avec l'IRYDA sont très difficiles : le colon rejette sur cet organisme la totalité de la responsabilité en cas d'échec personnel (en cas de réussite, ce serait dû exclusivement au colon). Un climat d'incompréhension et d'agressivité s'installe entre colons alors que l'INC avait basé son action sur le développement de la solidarité qui aurait trouvé son expression dans le mouvement coopératif.

Ces colons n'ont d'ailleurs rien à se dire en dehors des préoccupations professionnelles ; et encore, pour aborder ces thèmes, il faut un minimum de compréhension mutuelle. Or, les colons ont une mentalité d'apatrides. Dans les villages traditionnels, les adultes et les vieux peuvent parler de leur commune enfance, ce n'est pas toujours possible dans les villages de colonisation. Ces nouveaux villages, peuplés de gens qui ne se sont ni aimés ni entretués, sont des sanctuaires de l'indifférence. Celle-ci est aggravée, et cela peut paraître paradoxal, par le relatif nivellement social de rigueur. Ces colons sont des êtres désincarnés dans des villages où il n'y a place, c'est un comble en Espagne, ni pour de grands amours ni pour de grandes haines. Il n'est que la grogne pour occuper le vide ainsi créé. Encore, si l'essentiel marchait, nous voulons dire l'économie, on supporterait cet état ; de nouvelles complicités se créeraient mais ce n'est pas le cas.

* *Les problèmes majeurs*

Certains ont été longuement analysés : extensivité des cultures, problèmes des marchés, manque d'industrialisation. Ils sont tous, en fait, des aspects d'un seul vrai problème, celui de la crise de l'exploitation familiale.

— Des systèmes de production extensifs dans le regadío

C'est ce qui frappe tous les observateurs dans les zones colonisées de la province de Cáceres et, peut-être plus encore, dans le plan de

108. Ces aspects de la colonisation ont bien été étudiés dans un mémoire de maîtrise par Nicolas Ortega Cantero. Voir « Estudio de un pueblo de colonización : Vegaviana (Cáceres) ». Estudios Geográficos XXXIII, 127 ; mai 1972, pp. 261 à 311.

Badajoz. Dans la province de Cáceres, il existait une tradition d'intensivité basée sur des productions exigeant beaucoup de main-d'œuvre : tomates, piments et tabac. Ces productions ont été facilement admises dans les zones colonisées.

Pourtant, on tente naïvement de cacher le manque d'intensivité dans les zones irriguées et colonisées. Le moyen utilisé le plus usuel consiste à faire le bilan de ce qu'il y avait avant l'irrigation et après et de conclure que « la valeur de la production agricole des Vegas du Guadiana a considérablement progressé » [109]. Cela est incontestable mais à quel prix ? Il serait beaucoup plus intéressant de considérer ce qui existe et ce qui devrait exister eu égard aux investissements massifs effectués. Alors, on reste confondu par la médiocrité des résultats d'ensemble : dans le plan de Badajoz — dans les secteurs colonisé et réserviste — plus de 60 % des surfaces sont consacrées à des cultures extensives, essentiellement des céréales. Selon une étude du Centro de Extremadura del Instituto Nacional de Investigaciones Agronómicas [110], les exploitations des colons sont encore plus extensives que celles des propriétaires réservistes. On obtient les résultats d'ensemble suivants :

	Colons		*Réservistes*		
	Vegas Bajas	Vegas Altas	Petits — de 15 ha	Moyens de 15 à 35 ha	Grands + de 35 ha
Produit brut (en pta et par ha)	23 799	19 317	50 851	24 488	23 905
Produit net	19 975	15 187	44 960	23 029	22 191

Ces résultats se passent de commentaires, aussi bien pour le produit brut que pour le produit net. Les résultats sont deux à trois fois meilleurs chez les petits réservistes que chez les colons, ces deux catégories d'exploitants ayant des structures d'exploitation similaires. Comme le montant de l'amortissement n'est pas inclus dans le calcul du produit

109. Ch. Béringuier. Ouvr. cité, p. 152. Il ne s'agit que du Plan de Badajoz ; la situation est identique ailleurs.

110. Pendant longtemps, l'INIA, qui reçoit une aide précieuse de la FAO, a tenu un rôle effacé, se cantonnant dans des études théoriques faites à partir de la ferme expérimentale « la Orden » située près de Guadajira (village proche de Talavera la Real). L'INIA s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur et multiplie les études pratiques qui sont d'une valeur scientifique incontestée. L'une d'entre elle, « Estructura de las Explotaciones del Plan Badajoz. Campaña 1968-69 », à laquelle nous nous référons n'a pas été publiée. Nous avons pu néanmoins la consulter ; de plus, ses principales conclusions ont été publiées dans « La Raya de Portugal », pp. 162 et suivantes et dans le quotidien « Informaciones » des 10 et 26 juin 1971.

net des colons, il va sans dire que si l'on tient compte de ce facteur — et il n'est pas possible de ne pas le faire — les résultats sont encore plus défavorables au secteur colonisé. Il est intéressant de noter que le Ministère de l'Agriculture, tout en affirmant le contraire, arrive à des résultats voisins de ceux de l'INIA mais sans faire part de ses sources ni de ses méthodes [111].

	Réservistes			*Colons*
	Petits	Moyens	Grands	
Production agricole (Produit brut en pta et par ha)	43 997	44 084	46 116	41 854
Rente agricole	30 145	31 201	26 844	29 004

Ces mauvais résultats obtenus par les colons proviennent du caractère extensif de leur économie. Toujours selon l'INIA, on obtient les résultats suivants en ce qui concerne les surfaces occupées par les différentes cultures dans les différentes exploitations. Les résultats sont exprimés en pourcentage.

	Légumes	*Fruits*	*Cultures « extensives » (surtout céréales)*	*Fourrages et aliments pour le bétail*
Colons				
Vegas Bajas	31	6	53	10
Vegas Altas	23	16	58	2
Réservistes				
Petits	28	47	20	5
Moyens	11	10	76	3
Grands	29	2	58	11

Les surfaces occupées par les cultures extensives dans les exploitations des colons sont équivalentes à celles occupées sur la grande

111. Voir « Evaluación de Resultados de la explotación del Plan de Badajoz ». Instituto Nacional de Industria. Secretaría Gestora del Plan. Janv. 1972, Cadre 8, feuille 2. Pour pouvoir comparer avec les rsultats obtenus par l'INIA, nous n'avons retenu que ceux des Vegas Bajas. Dans cette publication de la Secretaría Gestora del Plan, ne figure aucun résultat sur les Vegas Altas mais sur le secteur d'Olivenza et des autres regadíos. La taille moyenne des types d'exploitation est de 4,58 ha pour les colons, 6,84 ha pour les petits réservistes et de 24,57 et de 78,44 ha pour les moyens et grands réservistes.

propriété réserviste. Les autorités ont longtemps expliqué le maintien de la céréaliculture et d'une agriculture à caractères extensifs prononcés comme un phénomène normal chez les colons. Leur justification s'appuie sur l'hypothèse suivante : les colons provenant du secano, il est difficile de les reconvertir rapidement aux techniques du regadío ; et d'ajouter que ce caractère s'atténuera avec le temps à mesure que les colons s'adapteront au regadío en adoptant des systèmes de production agricole de plus en plus intensifs. Or, autant que l'on puisse en juger, c'est le contraire qui se passe. Si nous reprenons les conclusions de l'INIA nous observons l'évolution suivante entre 1960-61 et 1968-69 :

	Colons				*Réservistes*			
	Vegas Bajas		Vegas Altas		Petits		Grands	
	1960-61	68-69	60-61	68-69	60-61	68-69	60-61	69-69
Intensivité du système de production agricole [112]	117,8	120,5	112,5	111,4	106,0	115,6	85,7	104,1

Au début des années 60, les systèmes de production agricole des colons étaient notablement plus intensifs que chez les réservistes, surtout les grands propriétaires, ceci en raison de l'aide massive reçue par les colons. A la fin des années 60, force nous est de reconnaître que le processus d'intensification ne s'est que peu ou pas manifesté sur les exploitations des colons ; au contraire, dans les Vegas Altas du moins, il y a eu extensification du système de production agricole. Les céréales, chez les colons, continuent à couvrir plus de la moitié des surfaces ; on a l'évolution suivante (exprimée en pourcentage des surfaces).

	Vegas Bajas		*Vegas Altas*	
	1960-61	1968-69	1960-61	1968-69
Blé	16,3	11,8	12,5	12,8
Orge	10,2	3,8	15,5	1,3
Avoine	0,5	5,1	—	11,4
Sorgho	—	0,5	—	0,4
Maïs	24,5	35,6	26,5	19,3
Riz	—	2,1	—	23,8
Total	51,5	58,9	54,5	68,6

112. L'indice d'intensivité n'est pas précisément défini.

Chez les colons, on passe d'une céréale à une autre céréale. On a assisté depuis au repli du riz en faveur du maïs et des céréales d'hiver. Par contre, les productions de pointe, légumes et fruits, augmentent plus vite chez les propriétaires réservistes que chez les colons :

	Colons				*Réservistes*			
	Vejas Bajas		Vegas Altas		Petits		Grands	
	1960-61	68-69	60-61	68-69	60-61	68-69	60-61	68-69
Tomates	6,0	16,0	1,0	15,6	1,0	21,8	1,4	19,8
Piments	8,3	3,8	8,0	5,5	2,0	7,9	1,0	2,6
Total légumes (dont les tomates)	16,4	20,9	15,0	21,1	5,0	30,8	3,8	24,6
Poiriers	—	4,7	—	8,6	—	17,6	—	2,5
Pommiers	—	—	—	1,4	—	0,3	—	—
Pêchers	—	—	—	—	—	3,2	—	—
Pruniers	—	0,2	—	0,2	—	3,2	—	—
Total fruits	—	4,9	—	10,2	—	23,6	—	2,5

Ces données ont quelque peu vieilli, mais toutes nos observations confirment ces statistiques. On assiste au repli des colons sur les cultures extensives et à l'arrachage de nombreux vergers, surtout les vergers de poiriers. Par contre, et nul ne pourrait le contester, la propriété réserviste s'est lancée dans des programmes d'intensification massifs. Depuis quelques années, tous les réservistes, surtout les grands, mettent en place de vastes vergers, des élevages très modernes et se lancent dans des productions nouvelles (artichauts par exemple ou nectarines), sans abandonner les céréales pour autant : la grande propriété a immédiatement cultivé du maïs dès que cette culture s'est révélée rentable.

Tout cela infirme de nombreuses conclusions avancées trop hâtivement par les Pouvoirs Publics et reprises par de nombreux auteurs [113]. On ne peut plus dire que la productivité des réservistes, fussent-ils de grands propriétaires, soit inférieure à celle des colons. Il est inexact d'affirmer que « les propriétaires privés sont plus conservateurs, surtout les grands » que les colons [114]. Il n'est pas vrai la colonisation ait été la meilleure solution pour augmenter le volume global de la production. Il n'est pas possible de compter sur la colonisation pour résoudre le problème de la production agricole.

113. Par exemple Ch. Béringuier. Ouvr. cité, pp. 151 et 152. Cet auteur s'est basé uniquement sur des sources provenant du Ministère de l'Agriculture.
114. Ch. Béringuier. Ouvr. cité, p. 151.

Les exploitations mises en place par la réforme agraire sont peu efficaces car elles ne rémunèrent ni le travail ni le capital.

	% des exploitations qui ne rémunèrent pas la totalité du travail	*% des exploitations qui ne rémunèrent pas la totalité du capital*
Colons		
Vegas Bajas	70	82
Vegas Altas	73	87
Réservistes		
Petits	13	57
Moyens	6	39
Grands	11	22

Cela explique que la rente de l'exploitation agricole soit, en général, négative dans les secteurs colonisés.

	Colons		*Réservistes*		
	Vejas Bajas	Vejas Altas	Petits	Moyens	Grands
Produit net (en pta/ha)	19 975	15 187	44 960	23 029	22 191
Main-d'œuvre	25 602	21 190	24 601	11 307	9 735
Rente de l'exploitation	— 5 627	— 6 003	20 359	11 722	12 456
Rente finale (en déduisant la rente de la terre et les intérêts du capital)	—10 789	— 11 322	10 101	5 396	6 165

Force est donc d'arriver à deux conclusions : le capital investi pour la colonisation l'a été en pure perte sur le plan économique. Du point de vue social aussi dans la mesure où le travail n'est pas rémunéré de façon normale. En somme ,la colonisation n'a servi qu'à cacher le sous-emploi. A-t-elle retenu de la main-d'œuvre sur place ? Ce problème sera étudié dans le cadre d'une analyse démographique ; on peut cependant, et dès à présent, répondre de façon positive ; mais momentanément seulement et vraisemblablement pas davantage que la propriété réserviste en regadío. Le rôle de rétention de la main-d'œuvre a été considérablement exagéré, et ceci de bonne foi car il n'existe pas de statistiques indépendantes pour les villages de colonisation. La colonisation n'a donc été, en fin de compte, qu'une action sociale de mauvaise qualité. Les sommes investies auraient été mieux utilisées autrement. Il est sûr que le sort d'un ouvrier — et même de nombreux ouvriers agricoles du Plan de Badajoz! — est plus enviable que celui de colon. S'ils ont des

problèmes spécifiques, ils ne subissent pas, en permanence, la menace de l'épée de Damoclès représentée par les fluctuations du prix des produits agricoles.

— De la tutelle de l'INC à la tyrannie des marchés

C'est face aux marchés que se révèle la fragilité de la colonisation. Pour échapper à la loi, cruelle, de l'offre et de la demande, les colons — mais ils ne sont pas les seuls — se sont réfugiés en masse vers les cultures extensives protégées par un monopole d'Etat ou un quasi monopole. C'est l'assurance d'écouler les céréales qui explique leur maintien, voire leur développement, alors que le marché national est saturé. La même observation est valable pour le lait et le tabac.

Dès qu'un produit cesse d'être protégé, il disparaît. Nous avons observé ce phénomène pour le coton. Jusqu'en 1969, le coton bénéficia d'un marché protégé. La CEPANSA promouvait sa culture par contrat et détenait un monopole d'achat [115]. Voilà un cadre qui convenait à merveille aux colons et c'est pour cela que Ch. Béringuier pouvait écrire : « cette expansion de la culture cotonnière est une des réussites du Plan de Badajoz »[116]. Le monopole légal a disparu en 1969, sans être remplacé par un monopole de fait [117], à la suite du dépôt de bilan, suivi de la suspension de ses paiements, de la CEPANSA. Celle-ci bénéficiait pourtant de toutes les faveurs de l'Etat. La culture du coton a alors pratiquement disparu du Plan de Badajoz comme de tous les secteurs irrigués et colonisés de l'Estrémadure.

Si bien que le colon, à l'instar du propriétaire traditionnel mais à la différence des exploitants dynamiques, ne se sent à l'aise qu'à l'intérieur de structures de monopole qui lui procurent des revenus faibles mais assurés. L'on passe de telle production protégée à telle autre production de même caractéristique ; par exemple, du coton au maïs ou du riz au blé ou encore du coton au tabac ou des fruits au lait.

Nous avons vu, dans le village de Vegas Altas, comment se posait le problème du riz. Chaque année, on prend des dispositions réglementaires pour le riz. On est progressivement entré dans une situation durable de surproduction nationale. A partir de 1972, le Service National des Produits Agricoles décida de ne plus favoriser la production et, au contraire, de donner une subvention de 15 000 pta par hectare de rizière abandonnée. Dès l'exercice suivant, la production de riz tomba dans la région, mettant en difficulté les six séchoirs à riz installés à Don Benito ; certains de ces séchoirs se trouvèrent dans une situation proche du dépôt de bilan. Le prix du riz remontant aussitôt, une nouvelle conjoncture se faisant jour, les colons aimeraient revenir à la culture du riz. Cela crée des disputes violentes entre les colons qui ont refusé la subvention en supportant la mauvaise conjoncture et les « spéculateurs ».

115. Comme le SEITA, en France, avant les accords communautaires sur le tabac.
116. Ch. Béringuier. Ouvr. cité, p. 145.
117. A la différence du SEITA qui conserva son monopole de fait.

Pour les productions non protégées, on passe de l'euphorie à la détresse la plus complète. Les surfaces en légumes (tomates et piments surtout) et en vergers varient en fonction des cours. Le problème est particulièrement grave pour les vergers dans la mesure où les fluctuations des cours sont beaucoup plus rapides que la durée normale d'amortissement du capital.

Aussi, les colons se sentent-ils particulièrement démunis en face des mécanismes du marché. Peu de choses ont été faites pour les rassurer.

D'abord, les responsables de la colonisation ont particulièrement manqué d'imagination pour diversifier la production. L'Estrémadure ne bénéficie pas, comme l'Espagne subaride du sud-est, d'avantages climatiques pour produire à contre-saison des légumes frais, mais toutes sortes de productions auraient pu être développées : petits fruits, semences, légumes de plein-champ autres que tomates et piments. Pour tous ces produits, il existe encore un marché non saturé en Espagne même. En même temps, on aurait pu agir pour faciliter l'écoulement des productions périodiques excédentaires.

Pour cela, il eut fallu organiser les marchés sur un plan national. L'incohérence en ce domaine n'est pas le propre de l'Espagne. Mais, l'Etat espagnol, plus que tout autre en Europe occidentale, avait les moyens d'intervenir. Ses interventions sont rares et, en Estrémadure, malheureuses. La principale action réside dans la création des « Mercados en origen », marchés situés dans la région de production et répondant à des normes techniques bien définies. Pour implanter ces marchés, l'Etat a créé la société MERCORSA. Tout cela est, en soi, judicieux ; les producteurs souffrent toujours de l'éloignement des marchés et perdent tout contrôle sur la commercialisation. Or, MERCORSA a précisément créé un de ses marchés, le MERCOGUADIANA, dans le Plan de Badajoz. Mais sa localisation a été malheureusement déterminée en fonction de considérations politiques. Les deux puissants maires de Don Benito et de Villanueva de la Serena n'ayant pu se mettre d'accord, le marché fut construit, en 1971-72, à mi-distance entre les deux villes, en rase campagne, à l'écart des grands axes de communication, loin de la voie ferrée. Tout aurait plaidé pour Mérida, située à la charnière des Vegas Bajas et Altas, sur les meilleures voies de communication de toute l'Estrémadure. Les investissements pour ce marché ultra-moderne se sont élevés à quelque 260 millions de pesetas. Son avenir n'est pas pour autant assuré, le coût de ses prestations étant plus élevé que celui des circuits traditionnels. Les mauvaises langues affirment que ce serait la dernière erreur du Plan de Badajoz... à condition d'en finir immédiatement avec ce Plan.

L'intervention de l'INC puis de l'IRYDA n'a pas été non plus décisive en ce qui concerne l'industrialisation de l'Estrémadure. Pourtant, cette industrialisation, considérée comme la panacée à tous les maux, était un des objectifs du Plan de Badajoz. Il n'est pas de notre propos de traiter ici ce sujet, notons simplement que ce qui a été fait le fut exclusivement par le secteur privé. L'Etat a eu un rôle dérisoire et ses rares interventions ont été, là aussi, malheureuses. La plus connue est l'inter-

vention de l'Instituto National de Industria (INI) qui mit la main sur l'abattoir moderne de Mérida. Depuis lors, il ne se passe pas d'exercice sans que soit annoncé un bilan de perte. L'abattoir, auparavant au premier rang dans la région, rétrograde rapidement et le montant de ses ventes diminue surtout si l'on tient compte de la forte valeur ajoutée de l'industrie de la viande.

En somme, les colons qui ne sont pas tous — loin de là — dégagés de la tutelle de l'IRYDA, sont tombés sous la loi, beaucoup plus cruelle, du marché. Ils partagent le même sort que les paysanneries d'Europe occidentale ... avant même d'être devenus une véritable paysannerie.

— De la difficulté de secréter une paysannerie

L'objectif essentiel de la colonisation était de créer, de toutes pièces, une paysannerie efficace à partir d'un sous-prolétariat agricole. La tâche n'est pas aisée dans la deuxième moitié du XXème siècle.

Le concept de paysannerie implique la propriété, avec ses corollaires : la stabilité et l'amour de la terre, et le travail familial. Pour arriver à cette fin, on n'a pas lésiné sur les moyens financiers. Pour rendre l'œuvre durable, on s'est entouré d'un luxe de précautions : le lopin est indivisible et inaliénable. La médaille a son revers : comme le colon est un être fragile, l'INC a enfanté un édifice figé pour le protéger. Dans une Espagne qui, pour la première fois, change vite, l'équilibre est rompu avant même d'avoir existé en raison des retards. Alors, les technocrates sont plongés dans l'absurde. Comment faut-il résoudre le problème ? Faut-il continuer à geler des structures égalitaires au risque de les rendre fossiles ou les laisser évoluer et voir dénaturer les sacro-saints principes de la colonisation ?

On a rêvé, pendant des siècles, de voir s'installer dans le sud de la Péninsule Ibérique une paysannerie. Or, au moment où l'Etat a les moyens de sa politique, le concept est déjà dépassé. On a créé des exploitations familiales qui auraient atteint la perfection au temps de Jovellanos ou même à l'époque où Zapata faisait sa révolution au Mexique. Aujourd'hui, ces exploitations ne sont ni rentables ni vivables. Le lopin est à la fois trop grand et trop petit. Trop grand car le colon manque de force de travail, surtout aux époques de récoltes ; il a intérêt à avoir le plus d'enfants possible mais ceux-ci n'acceptent plus de travailler sans salaire. Trop petit car il n'est pas rentable de mécaniser. C'est une des raisons qui expliquent que les colons conservent des systèmes de production relativement extensifs.

La colonisation est cependant une dure école, extrêmement sélective. L'exode rural a touché plus de colons qu'on ne l'imagine. Les colons qui ont surmonté la période de tutelle représentent l'élite. Or, en fait, ce sont des êtres étonnamment fragiles. La colonisation a créé des plantes de serre. Les colons se rebellent d'abord contre la tutelle de l'IRYDA. Cette tutelle est pesante. Pendant les cinq premières années, le statut du colon s'apparente à la fois à celui d'un métayer, car il doit livrer une partie de sa production, et à celui d'un ouvrier agricole car il travaille

sous la surveillance du perito. C'est en quelque sorte un métayer mineur. Aussi, le colon aspire-t-il ardemment à l'indépendance ... mais en même temps aimerait être protégé à perpétuité. On a soit des colons condamnés à ne devenir jamais véritablement indépendants avec un statut transitoire, soit des colons brutalement projetés dans la jungle de la libre entreprise et qui n'ont pas le droit de réaliser le capital investi, le lopin étant inaliénable.

On comprend mieux pourquoi ces plantes fragiles sont incapables de se reproduire. Il est de fait que très peu de fils de colons aspirent à devenir eux-mêmes colons. Certains le souhaitent mais il faut les chercher [118]. La colonisation n'a de chance de se maintenir telle quelle que par de nouvelles arrivées de colons. Pour les responsables, petits et grands, de la colonisation, il n'y a aucun problème pour remplacer les défaillances. A la question que nous avons souvent posée : y a-t-il encore des postulants à la condition de colon ? La réponse a été invariablement la même, comme si l'on s'était donné le mot : « pour chaque poste de colon, il y a vingt candidats ». Mais alors, comment expliquer les villages vides ? Comment expliquer les vides dans les villages réputés sains ? La simple observation des faits infirme cette interprétation. L'alimentation devient de plus en plus réduite et la colonisation va mourir faute d'avoir pu engendrer une filiation.

Conclusion sur les réformes agraires libérales

L'œuvre de réforme agraire en Espagne s'inscrit dans les deux grandes traditions réformistes espagnoles :

— Celle du collectivisme ibérique, prônée par Joaquín Costa.

— Celle de l'individualisme, défendue par Jovellanos.

La viellle formule collectiviste est proche du système ejidal mexicain. Son origine se perd dans la nuit des temps. Ce système cumule les inconvénients de l'agriculture collective et ceux de l'agriculture individuelle. La formule collectiviste fossilise des systèmes de production surannés ; elle est plus mauvaise que l'exploitation microfundiaire individuelle car elle interdit toute évolution.

Reste la formule de l'exploitation individuelle. Elle est inconcevable dans le secano. Il est sûr que se partager le secano, c'est se répartir la misère. D'où l'idée majeure du Movimiento de faire de la réforme agraire exclusivement fondée sur le regadío.

Cette réforme agraire fut parcellisante et sectorielle. Conçue dans les années 40, elle répondait à un besoin précis, séculairement exprimé : celui de créer une paysannerie véritable. Certains ont regretté amère-

118. Il en existe et les autorités sont zélées pour montrer cette précieuse descendance.

ment son caractère trop sectoriel ; la réforme étant basée sur le regadio, il ne pouvait pas en être autrement ; toutefois, les secteurs colonisés auraient pu être plus vastes.

Alors, on a assisté au spectacle affligeant d'un Etat consacrant des sommes énormes à l'édification de structures déphasées aux dépens de structures qui, rapidement, devenaient modernes. Dès lors, on comprend la nervosité et la rancœur des autorités ; quoi qu'elles fassent, elles se trouvent en butte aux critiques des économistes (ils disent : « vos structures ne sont pas rentables ») et des sociologues (qui ajoutent : « vos structures sont invivables »). Bien sûr, le sort des colons est meilleur que celui des braceros de 1939 [119], mais ceci est une fausse comparaison. Dès à présent, l'héritage de la colonisation est pénible à assumer moralement et financièrement. On n'a pas réussi — et pour cause — à créer la paysannerie souhaitée ; en conséquence, la colonisation n'a pas eu les résultats escomptés. Ce n'est pas elle qui est surtout responsable de l'augmentation de la production, ce n'est pas sur elle qu'il faut compter pour asseoir un développement régional. Intervenue trop tard, la colonisation n'a pas eu, comme au Mexique, un effet de dynamique agraire. Plus qu'ailleurs, elle fait figure de parent pauvre à côté du secteur réserviste qui, seul, est le moteur de l'évolution. Par contre, la colonisation pose des problèmes structurels nouveaux. Alors, pour tourner les difficultés, on lance la formule magique : « il faut promouvoir les formules de coopération ». On oublie, ce faisant, que, depuis vingt ans, tout a été fait pour faire démarrer les coopératives ; toutes ou presque toutes sont mortes, moribondes ou prostrées dans un état végétatif.

De la formule magique, la réforme agraire (avec la grande hydraulique et les travaux connexes), à une autre formule magique, la coopération, on aboutit à un bilan lourdement négatif. Le grand responsable, c'est le miracle économique espagnol qui a surpris, d'abord et avant tout, les Espagnols. On s'est acharné à créer une paysannerie immuable alors que l'Espagne réussissait son grand bond en avant. Sans vouloir manier le paradoxe, on pourrait affirmer : heureusement pour l'Espagne, la colonisaiton a échoué. Le contraire eût signifié que l'Espagne en serait restée à un Etat proche de celui qu'elle connaissait dans les années 50.

Faut-il faire un sort aux réformes agraires parcellisantes, au « partagisme » ? Nous savons que la Géographie, comme l'Histoire, montre des exemples de tout. A notre connaissance, les seules réformes libérales qui ont vraiment réussi sont asiatiques ; le prototype en est la réforme japonaise [120]. Mais ceci, en raison des conditions bien particulières et spécifiques de ce pays. D'abord, il n'y eut pas de changement dans le type d'exploitation, seul le cadre juridique a été modifié. D'autre part, l'agriculteur japonais, discipliné certes, s'est trouvé en présence d'un

119. Les responsables de la colonisation ne cessent de comparer le « bien-être » des colons avec le sort des anciens braceros, jornaleros, yunteros, piconeros, porqueros ...

120 Elle s'est faite rapidement et immédiatement après la seconde guerre mondiale.

énorme marché urbain national dans un pays essentiellement industriel. Enfin, l'omniprésence industrielle a permis la généralisation du part-time farming.

En Espagne même, le Campo de Dalias représente un autre ensemble de réussite [121]. Là aussi, les conditions sont bien particulières. Le facteur d'entraînement est d'abord le marché. Le sud-est espagnol subaride se trouve, climatologiquement, dans une situation idéale pour fournir, en masse, des produits frais au reste de l'Europe occidentale. Il sera intéressant de suivre cet exemple pendant une dizaine d'années quand d'autres régions seront à même de produire, en quantité encore plus grande, la même chose. D'autre part ,il y a, à l'arrière du campo de Dalias, un réservoir de main-d'œuvre. Toutes ces conditions, climatologiques et humaines, ne sont présentes ni en Estrémadure, ni en Alentejo. Dans ces deux régions, l'évolution démographique a été telle, ces dix dernières années, que la grande propriété a été contrainte d'évoluer. Dans ces deux régions, les pionniers sont les grands propriétaires. Il est à craindre que, pour des raisons exclusivement politiques, on sombre de nouveau dans le « partagisme » ou dans la réforme agraire de type collectif. Mais au profit de qui ? Les simples considérations démographiques suffiraient à inciter à la prudence.

121. Christian Mignon : « Un «nouveau sud» en Espagne : colonisation et pionniers du Campo de Dalias ». L'espace géographique, oct-déc. 1974, pp. 273 à 286.

CHAPITRE SECOND

LA VENUE DE MIGRANTS ANGLAIS OU LA TENTATIVE D'IMPLANTATION D'UNE AGRICULTURE FAMILIALE MODERNE

La réforme agraire espagnole, le plan de Badajoz en particulier, avait pour objectif final de créer et d'asseoir une petite paysannerie propriétaire. La réforme des structures foncières était la pierre angulaire de la promotion sociale des anciens travailleurs agricoles. Quand l'échec de la tentative espagnole fut patent et que ses causes principales furent connues, le gouvernement portugais reporta sine die des projets similaires de réforme agraire qu'il avait conçus pour l'Alentejo. Pourtant, la grande exploitation — sur laquelle le gouvernement de Salazar s'appuyait — faisait l'objet d'attaques incessantes d'officiels, de journalistes et de techniciens. On avait l'impression que le gouvernement portugais de Salazar, puis de Caetano, remettant sans cesse à plus tard l'exécution de ses plans de réforme agraire, restait insatisfait.

De toute façon, l'idéal, pour les gouvernements, aurait été de créer, en Alentejo, une propriété familiale stable, établie sur des bases foncières non étriquées comme en Espagne ,qui formerait le noyau d'une classe moyenne dont l'absence était cruellement ressentie. Une occasion inattendue se présenta en Alentejo qui devait permettre d'atteindre les objectifs escomptés en faisant l'économie d'une réforme agraire. Cette occasion fut le fait des migrants étrangers, essentiellement Anglais.

A - ALENTEJO : « HOW DO YOU DO » ?[1]

Le Portugal a toujours été un pays ouvert aux immigrants et l'Alentejo a une tradition d'accueil incontestable. La venue des Anglais procéda, à la fin des années 1960, de la conjonction des intérêts du gouvernement

1. Titre utilisé par le Diário Popular qui publia, du 16 au 21 juillet 1969, quatre articles sur la venue d'agriculteurs anglais en Alentejo. A cette époque, des discussions passionnées étaient en cours sur ce sujet qui ne manqua pas d'avoir des incidences politiques.

portugais, qui voyait dans chaque migrant anglais un ferment susceptible de stimuler la production, et de ceux d'un homme d'affaire britannique, Hugh Pigott. Ce dernier, principal actionnaire de l'agence immobilière internationnale Bailey and Ambley, ayant son siège à Grantham dans le Lincolnshire, avait dans ses dossiers d'ambitieux projets de développement de l'Alentejo et la perspective de fructueuses affaires[2]. L'idée que l'on se faisait de l'agriculture alentejane coïncidait sensiblement en Grande-Bretagne, à Lisbonne et ailleurs : c'était celle d'une agriculture médiévale qu'il fallait sortir de sa torpeur. Après quelques séjours au Portugal, Pigott fut convaincu qu'il avait un grand rôle à jouer dans le sud de ce pays et fit connaître, par voie de presse et par la voix d'amis, ses objectifs et ses sentiments. C'est alors qu'une violente campagne de presse se développa au Portugal et en Grande-Bretagne[3] contre l'attentisme des agriculteurs portugais et en faveur de la venue d'agriculteurs anglais.

Deux grands thèmes sont développés par Pigott et par la presse des deux pays : d'une part, on expose les graves insuffisances de l'agriculture alentejane, d'autre part on insiste sur les immenses potentialités de cette région, surtout si l'on tient compte des facilités offertes par le gouvernement portugais.

1 — *LES CARENCES SUPPOSEES DE L'AGRICULTURE ALENTEJANE*

On les trouve criantes en Grande-Bretagne, scandaleuses au Portugal dans la mesure où, ne cesse-t-on de répéter, « les terres sont riches et les hommes pauvres ». La responsabilité en incomberait, dans sa totalité, aux grands propriétaires dont on dresse un portrait peu amène, tout le mal provenant de leur laisser-aller.

Pour Pigott, dont les avis sont immédiatement repris à l'unisson par les journalistes des deux pays et par certains techniciens de Lisbonne, une grande partie de l'agriculture portugaise n'a pas évolué depuis les Romains. Selon lui, comme les grands propriétaires ne travaillent que les barros sur lesquels prévaut une céréaliculture peu intensive, il existe, en Alentejo, de vastes zones laissées à l'état à peu près sauvage et sans routes. Nombre de zones sont recouvertes d'une végétation dense ou n'ont pas été épierrées. Pour lui, les sols un peu pauvres sont laissés à l'abandon ; d'ailleurs, ils ne furent jamais labourés à plus de 12 ou 13 centimètres de profondeur. En un mot, l'agriculture alentejane se caractérise par la formule « une année bonne et une année mauvaise », les rotations ne

2. Pigott prélevait 5 % du montant de toutes les transactions.

3. Cf. l'article du Financial Times : « Farming in Portugal. A chance for British expertise to shine ». 9 avril 1969.

Cet article, présenté comme un témoignage, en raison du sérieux et de l'audience de ce journal, fut traduit en portugais et publié par la revue A Vida Mundial, n° 1560, le 2 mai 1969. Par la suite, nombre d'auteurs se sont référés à cet article en le citant ou non.

permettent d'utiliser que 40 % du sol, le reste étant laissé en pâturages naturels.

D'ailleurs, croit-il, les connaissances techniques sont si faibles et le capital investi si réduit que l'on ne voit pas l'intérêt qu'il y aurait à exploiter les terres un peu pauvres. C'est ainsi que la plupart des terres restent inondées l'hiver faute d'utiliser des systèmes de drainage adéquats. De même, on ne se soucie pas d'utiliser les fertilisants ni d'essayer de produire plus, ne serait-ce qu'en utilisant de nouvelles variétés de céréales. De toute façon, les agriculteurs portugais n'ont aucune confiance dans les techniciens et ne servent pas des procédés modernes et scientifiques qui leur sont recommandés. Ils se préoccupent encore moins de produire et d'exporter des denrées nouvelles.

En somme, reprenant des idées largement répandues, Pigott voit le sud du Portugal partagé entre de grandes exploitations, qui laissent leurs terres à l'abandon faute de s'intéresser à l'agriculture et faute d'investissements, et des petits exploitants sans possibilité d'agir. La terre est donc entre les mains de ceux qui ne peuvent rien faire et de ceux qui, absentéistes, ne voulent rien faire. L'Alentejo ne serait donc qu'une terre vierge, à l'économie agricole déprimée depuis longtemps, vidée de ses hommes par l'exode rural, mais ayant d'immenses potentialités.

2 — *LES POTENTIALITES SUPPOSEES* [4]

Elles sont, selon Pigott, pratiquement illimitées aussi bien en agriculture sèche que dans les périmètres irrigués.

En agriculture sèche, Pigott croit que le blé, culture traditionnelle, va voir son rôle diminuer car son prix va considérablement baisser [5]. Mais, il pense que l'on peut faire beaucoup d'autres cultures : de l'orge distique, des oléagineux qui se vendent à plus de 60 livres la tonne, du sorgho, du millet dont une variété donne 75 tonnes de fourrage et qui peut être coupée toutes les six semaines pour le bétail. On peut implanter des pâturages australiens, des trèfles souterrains par exemple. Ainsi, les possiblités de développement de l'élevage sont quasiment illimitées. On peut aussi jouer sur les différentes races de bétail, produire en quantité des porcs de race landrace, blancs et maigres. Et, ce ne sont là, pour Pigott, que quelques idées jetées pêle-mêle ; il y a « tant d'autres choses » possibles [6]. Ainsi, en faisant les investissements nécessaires, drainage, arrachage des arbres, application de chaux, amélioration des infrastructures, on peut obtenir, au bout de trois ou quatre années, des rendements

4. L'agence Bailey and Ambley publiait, chaque semaine, une annonce dans la revue Farmer's Weekly pour informer les lecteurs sur les caractères de l'agriculture portugaise et sur les possibilités d'installation dans ce pays.

5. On était alors dans une période où l'on ne savait comment résorber les excédents mondiaux.

6. Cf. Diário Popular du 16 juillet 1969.

atteignant 60 % de ceux que l'on obtient dans les barros. Cela est très rentable ; des résultats de l'ordre de 50 % le seraient aussi en raison de la relation prix de la terre-investissements (soit de 15 à 20 contos/ha sur des terres de qualité moyenne).

La situation se présente de façon encore plus favorable dans les périmètres irrigués et d'autant plus favorablement que ceux-ci sont peu nombreux en Alentejo. D'abord, on peut faire une double récolte[7] et travailler pour l'exportation. On peut très aisément produire des pommes de terre nouvelles, des laitues, des choux-fleurs, des fleurs, des fruits, etc. Un Hollandais installé au nord du Tage n'a-t-il pas fait fortune en exportant des fleurs par avion ? Que dire de la réussite de cet Australien qui exporte des tomates pour la firme anglaise Heinz ?

En fait, selon Pigott, les exportations faciles permettent tout. Le climat alentejan n'est-il pas merveilleusement favorable ? Un Anglais décrit les terres de l'Algarve comme un « jardin d'Eden » avec un climat « sans froid », peu de vent, beaucoup de soleil, une saison végétative durant pratiquement douze mois par an. Or, l'Alentejo est très proche de l'Algarve. Ce climat paradisiaque, aux portes de l'Europe industrialisée, invite à produire et à exporter massivement. Selon l'ingénieur José Maria Farrajota Cavaco[8], les agriculteurs anglais ouvrent à l'agriculture portugaise de grandes possibilités, en particulier celle d'alimenter « les marchés du triangle Londres-Anvers-Hambourg ». Il est donc indispensable qu'ils remplacent, le plus rapidement possible, les agriculteurs portugais en achetant des terres et en employant du personnel mieux payé.

3 — *LES POSSIBILITES D'IMPLANTATION*

Elles sont incroyablement faciles en comparaison de celles existant en Grande-Bretagne. Cela provient du fait que le marché foncier n'est pas encombré d'acheteurs, que le gouvernement portugais accorde de nombreuses facilités et que l'environnement est favorable.

7. Tous les journalistes insistent sur cette idée. Cela leur paraît tellement évident que certains (Cf. l'article de la Vida Mundial n° 1560) ne précisent pas s'il s'agit d'agriculture irriguée ou non et laissent entendre que la double culture est possible partout.

8. Personnage lié à Pigott au moins par des liens d'amitié.

— D'immenses étendues de terre disponibles

Pigott insiste sur le fait que, dans une agriculture moderne, il n'y a pas de mauvais sols mais seulement de mauvais agriculteurs. Cela explique, en Grande-Bretagne, l'évolution différentielle des prix des bonnes et des mauvaises terres. Selon Pigott, on aurait l'évolution suivante :

	1938-39	*1969*
Prix d'un acre de bonne terre (en livres sterling)	100 à 200	400 à 600
Prix d'un acre de terre pauvre	15 à 20	200 à 300

Ainsi, ce sont les terres les plus riches qui ont augmenté le moins, leur prix ne s'étant multiplié que que par trois ou quatre. Par contre, les terres pauvres, où les rendements ont très fortement augmenté grâce aux technologies modernes, ont vu leur prix multiplié par 13 ou par 15. Les terres pauvres qui ne valaient que le dixième environ des bonnes avant la guerre, en valent aujourd'hui la moitié.

Or, le prix des terres en Alentejo n'a pas connu cette évolution. Les agriculteurs anglais doivent, pendant qu'il en est encore temps, s'empresser d'acheter, à bas prix, les sols pauvres qui sont pratiquement inutilisés dans l'agriculture traditionnelle. En effet, le prix d'un hectare de terre pauvre ne coûte que 5 à 12 contos [9], alors que l'hectare de barros en vaut 60 ; l'Alentejo, à cet égard, se trouve dans la situation anglaise d'avant-guerre.

A ce coût, il faut ajouter celui des investissements : chaulage, fertilisation, irrigation s'il y a lieu et drainage. Pour Pigott, ce dernier problème, sur lequel buttent les agriculteurs portugais, n'est ni insoluble techniquement ni onéreux. N'y a-t-il pas, au Portugal, le meilleur spécialiste du monde en matière de drainage, en l'occurence le Dr. Ede de Cambridge ? Pigott estime que le coût d'achat et d'installation d'un réseau de tubes en plastique se situe entre 8 et 16 contos par hectare.

En somme, l'idéal est d'acheter [10], très bon marché, une centaine d'hectares de terres relativement pauvres. Cela signifie qu'il faut disposer d'un capital minimum de 2 000 contos pour commencer, somme très réduite pour nombre d'agriculteurs anglais. Pour le reste, il suffit de faire confiance aux qualités de gestion des Anglais, à leur esprit d'initiative et à leur travail. De toute façon, le coût d'installation et de mise en route

9. Le Financial Times indique les prix suivants : 58 à 80 dollars par hectare de terre sèche et 180 à 200 dollars par hectare de terre irriguée.

10. Pigott et le Financial Times estiment que les terres à louer sont rares au Portugal et, quand il y en a, la rente en est élevée : de 25 à 80 shillings l'acre en culture sèche et de 15 à 25 livres en irriguée.

de l'exploitation est compensé par le coût dérisoire de la main-d'œuvre ; pour attirer d'éventuels acheteurs, il suffirait à Pigott de dresser le tableau suivant :

Coût de la journée de main-d'œuvre (en escudos)	*Portugal*	*Grande-Bretagne*
Homme	50 à 70	170 à 220 [11]
Femme	40 à 60	140 à 200

A ces avantages « naturels », il faut ajouter l'aide du gouvernement portugais.

— L'aide du gouvernement portugais

Le gouvernement portugais a tout de suite vu le parti qu'il pouvait tirer de l'opération Pigott mais son attitude va très vite changer. Il s'agissait, ni plus ni moins, de créer, grâce à la venue de migrants étrangers, les structures nouvelles de production que le gouvernement cherchait vainement à implanter. Pigott ne cessait d'insister sur ce qu'il considérait comme l'exploitation idéale : la propriété familiale de 100 à 200 hectares. D'autre part, ces étrangers, venant d'un pays dont la technologie est avancée, ne vont pas manquer, de par leur exemple, d'entraîner l'intensification des systèmes de production agricole alentejans. La production ne manquera pas de croître. L'introduction de cultures nouvelles et les exportations vont enrichir l'Etat et la population tout en créant des emplois. D'un seul coup, sans dépenser un escudo et sans mécontenter personne, le gouvernement portugais atteignait tous ses objectifs : l'implantation en Alentejo d'une agriculture familiale, directe et personnelle, hautement mécanisée et travaillant pour l'exportation. Cela valait bien la peine que l'on aidât les étrangers à s'installer, ne serait-ce qu'en leur accordant les mêmes facilités que celles données aux agriculteurs portugais. Ces facilités sont de plusieurs ordres et ont l'avantage de ne pas coûter grand'chose à l'Etat.

. Aides pour acheter la terre. Les Anglais peuvent, pour se procurer des capitaux, hypothéquer leur propriété jusqu'à concurrence de 60 et même 80 % de la valeur [12] du bien ; la taxe hypothécaire restant au niveau modeste de 5,5 à 8 %.

. Pigott fait remarquer que l'impôt sur la production, s'il existe, n'est pas levé.

11. Un tractoriste en Grande-Bretagne ne peut pas toucher moins de 100 livres par semaine.

12. Ce sont des affirmations de Pigott qui se révèleront fausses.

. Certains produits de base, comme le blé et le riz, ont un prix garanti par le Ministère de l'Agriculture à 20 % au-dessus de celui du marché mondial.

. Trois ans après les premières installations, et pour accélérer la venue des Anglais, le gouvernement portugais décida de leur attribuer d'autres avantages : des prêts spéciaux et une subvention de 20 % sur les machines agricoles pour les dédommager de la différence de prix existant entre les deux pays. Enfin, l'Etat leur offre, pour planter sur les terres les plus ingrates, 50 000 plants d'arbres par an.

Ces facilités furent les dernières [13]. Le gouvernement de Salazar, convaincu au fond du bien-fondé des idées de Pigott, eut peur d'une occupation de l'Alentejo par les agriculteurs anglais. Aussi, après une première phase de bienveillance, le gouvernement portugais se mit-il à entraver leur implantation. On accusait les Anglais de faire monter les salaires et le prix des terres. Cette réaction fut un peu celle d'un pays en voie de colonisation contre le colonisateur.

En dehors de l'hostilité officielle, Pigott reconnaît que l'installation d'agriculteurs anglais en Alentejo n'ira pas sans entraîner un certain nombre de problèmes. Les plus graves, à son avis, sont d'ordre humain. Il y a toutes les difficultés provenant de la langue, des coutumes [14] et du genre de vie. Ce sont tous les problèmes d'adaptation personnelle à un pays étranger. Ils sont surtout difficiles à résoudre à la campagne où l'on est isolé ; le problème de la scolarisation des enfants est doublement délicat à résoudre.

Il y a aussi le redoutable problème des transferts de fonds. Ceci, en raison des restrictions britanniques sur les changes [15]. Ces difficultés proviennent du fait que les agriculteurs n'ont pas, en général, la possibilité de garantir à la banque britannique qui assure l'opération qu'en achetant une fazenda, en dehors de la zone sterling, ils seront capables, dans les 18 mois, de transférer en Grande-Bretagne des bénéfices. Etant donné cette impossibilité, les agriculteurs sont contraints d'acheter, au prix fort, des devises sur le marché du dollar ou de sortir des devises en fraude.

Mais, ces inconvénients, familiers aux Anglais, sont bien mineurs et ne sont pas de nature à freiner leur enthousiasme. Bien sûr, il y avait quelques réactions — bien timides — de la part des Portugais, allant à l'encontre de l'article du Financial Times et de la propagande de Pigott, bien peu sympathique pour les agriculteurs locaux. Par exemple, l'ingé-

13. On a très vite retiré aux étrangers, donc essentiellement aux Anglais, le bonus de 20 % sur les machines que l'Etat a continué à accorder aux agriculteurs portugais.

14. Parmi celles-ci, il y a le système métrique. Pigott conseille aussi aux Anglaises d'éviter de porter des mini-jupes ou des pantalons et de parler de politique.

15. Cet inconvénient a été mis en valeur par un certain David Wood dans une lettre reproduite dans la Gazeta das Aldeias n° 2660 du 1er avril 1970.

nieur Toscano Rico[16] avança une série d'observations. Il faisait valoir que si les agriculteurs portugais ne labouraient pas à plus de 12 ou 13 centimètres, c'est que la roche-mère se trouvait à cette profondeur, que la faible épaisseur des sols rendait le drainage interne de ceux-ci bien difficile et qu'il était impossible d'établir un réseau de drainage à bon compte, que de nombreux essais avaient été faits sur de nouvelles variétés de céréales, que les terres qui se vendaient entre 58 et 80 dollars l'hectare n'étaient pas mécanisables et que celles qui l'étaient coûtaient de 6 à 12 fois plus en agriculture sèche.

Tous ces arguments furent unanimement rejetés d'un trait de plume en tournant en dérision les agriculteurs portugais[17]. C'est ainsi que le Diário de Lisboa[18] se fit l'écho des traditionnelles idées toutes faites en comparant les agriculteurs anglais (qui commençaient à s'installer) à leurs homologues portugais. Ce quotidien de la capitale disait notamment que l'on doit « mettre côte à côte un agriculteur anglais qui est en train de s'installer sur sa nouvelle terre, à laquelle il va consacrer son travail pour en retirer sa subsistance, et l'agriculteur qui y était avant et qui, dans la plupart des cas, vivait à Lisbonne pour être plus près du parc Mayer et des corridas de taureaux ».

C'est à peine si fut remarquée la sage intervention de l'ingénieur Mariano Feio qui, très tôt[19], vit tout le parti que l'on pouvait retirer de l'arrivée des Anglais. Selon lui, il faut accepter les nouveaux arrivants avec fair play car les agriculteurs portugais seront à tous les coups gagnants. Ils le seront si les Anglais réussissent dans leur entreprise car ils apprendront de nouvelles techniques de production. Dans le cas contraire, cela fera taire les techniciens de cabinet et les journalistes trop prompts à dénigrer les agriculteurs alentejans.

Ainsi, à la fin de ces années 60, et tout le monde en était sûr, les agriculteurs anglais allaient donner aux Portugais une «adéquate leçon » d'agriculture. Travailleurs et rompus aux techniques agricoles les plus compliquées, ayant fait leurs preuves sous toutes les latitudes, les Anglais ne pouvaient que faire fortune et changer radicalement le panorama de l'agriculture alentejane en crise depuis toujours. Leur succès ne manquerait pas de faire boule de neige et il faudrait s'attendre à un « exode » en direction de l'Alentejo qui serait à la fois terre d'accueil et terre d'immigration.

16. Cf. A Vida Mundial n° 1560.
17. On ne manqua pas de faire remarquer que, dans la bibliothèque d'agriculteurs anglais, se trouvaient, à côté de bons romans des meilleurs auteurs britanniques, des livres d'agronomie.
18. Cf. sa note du jour du 27 janvier 1971.
19. Dès le 10 et 11 mai 1970. Cf. Diário do Alentejo n° 11594.

B - « ILS POURRAIENT ETRE L'AVANT-GARDE D'UNE LEGION »[20]

C'est ce que souhaitait Hugh Pigott qui projetait d'installer 10 000 de ses compatriotes dans le sud du Portugal[21]. Son agence se mit activement au travail en relation avec des hommes d'affaires portugais. En Grande-Bretagne, Pigott réunissait préalablement les candidats au départ et faisait des causeries le samedi. Puis, il organisait des voyages d'études au Portugal, accompagné d'un technicien venu de Londres. Pendant ces voyages, organisés au printemps, on visitait les campagnes, les stations expérimentales, les hôpitaux, les monuments...

Tout ne se déroula pas exactement comme Pigott l'avait prévu aussi bien quant au nombre de candidats au départ que quant aux résultats.

1 — *NOMBRE DE MIGRANTS ANGLAIS INSTALLES DANS LE HAUT-ALENTEJO*

Il n'a jamais été très important[22]. L'agence Bailey and Ambley a réussi à emmener quelque 200 Anglais visiter l'Alentejo. Au total, une trentaine se sont installés dont la moitié dans le haut-Alentejo ou sur sa bordure méridionale. C'est d'ailleurs là, à Alvito, que s'est implanté le premier exploitant anglais. On est donc très loin des milliers d'Anglais attendus, très loin de l'exode annoncé. Et, à peine avait-il commencé que le recrutement s'est tari. Ce ne sont pourtant pas les éloges ni les encouragements qui ont manqué aux Anglais. Dès 1971, alors qu'il était manifeste qu'il n'y avait plus de candidats au départ, la plupart des journaux n'hésitaient pas à publier un bulletin de victoire.

Le Diário do Alentejo[23], par exemple, affirme que les Anglais, seuls, utilisent les réformes introduites par le gouvernement portugais en matière de crédit, qu'ils font un grand usage des machines et que l'exercice

20. C'est la conclusion du Financial Times du 9 avril 1969 considérant que « les premiers émigrants déjà en place ont prouvé qu'ils pouvaient réussir et qu'aidés par de plus fortes récompenses que dans ce pays (la G-B) ils pourraient être l'avant-garde d'une légion ». La formule fit fortune et fut reprise par le Seculo Ilustrado n° 1731 du 6 mars 1971 dont le reportage titre « Les 16 d'Angleterre labourent le cœur de l'Alentejo ; ils seront l'avant-garde d'une légion ».

21. Ce nombre émut quelque peu le gouvernement portugais qui, dès lors, s'abstint d'encourager l'immigration.

22. Nous ne parlons ici que des Anglais venus, par l'intermédiaire de l'agence Bailey and Ambley, faire de l'agriculture familiale.

23. Le Diário do Alentejo du 16 février 1971 dans un article « Alentejo, terre d'immigration » reprend à son compte des idées avancées par le Jornal Português d'Economia e Finanças ainsi que par divers journaux britanniques. Parmi ceux-ci, le Daily Telegraph and Morning Post du 25 janvier 1971.

1969-70 leur fut très favorable ; alors que, dans le même temps, les agriculteurs portugais affirment ne faire aucun bénéfice, les Anglais se trouvent satisfaits. Les Portugais se plaignent — mais ,insinue le quotidien, est-ce pour payer moins d'impôts et obtenir des crédits supplémentaires ? — de manquer de main-d'œuvre, de capitaux, de machines et de facilités. Alors que les Anglais travaillent la terre avec leurs propres machines et leur propre capital, les Portugais, en général, achètent les machines et travaillent la terre avec des capitaux empruntés. Les Portugais qui ont un capital de 2 000 ou 3 000 contos achètent des terres pour les louer et aller vivre à Lisbonne.

Ces Anglais proviennent, pour l'essentiel, des Midlands et possèdent une formation professionnelle sérieuse : l'un d'entre eux est ingénieur agronome du Royal Agricultural College. La plupart étaient déjà exploitants en Grande-Bretagne et ont vendu tout ce qu'ils possédaient pour investir en Alentejo. Beaucoup sont d'origine modeste, d'autres de rang élevé, par exemple Lord Townsend qui s'est installé, quelques années, près de Portalegre. Quelques-uns ont déjà derrière eux une longue expérience des pays neufs, en Afrique ou en Australie, ou de l'Europe méditerranéenne. Pour tous, le départ vers l'Alentejo a représenté une merveilleuse occasion de s'installer, près de la Grande-Bretagne, dans un pays ami riche en possibilités, attardé et où l'on ne paye pas d'impôts. En fait, ce sont ces possibilités qu'ils ne surent pas — ou ne purent pas — mettre en valeur.

2 — *EVOLUTION DE QUELQUES CAS*[24]

Il existe trois types d'évolution : ceux qui se sont adaptés à l'Alentejo, ceux qui ont échoué et sont repartis, ceux qui ont échoué et qui se maintiennent.

a) Les réussites

Nous devrions dire la réussite car nous ne connaissons qu'un seul cas d'adaptation : il s'agit précisément du premier immigrant anglais à s'être installé à la limite du Haut-Alentejo. Originaire du Northamptonshire et ayant une formation d'architecte, c'était peut-être celui qui était le moins bien armé pour réussir. Ayant dépassé la trentaine et déjà exploitant en Angleterre, il s'est d'abord installé à Alvito où il acheté, en 1966, une petite exploitation de 135,7 ha, sur des sols C et D, grâce à deux hypothèses, l'une de 400 contos à la Caixa Nacional de Crédito, l'autre de 200 contos au Banco do Alentejo de Evora, sa herdade valant 1 000 contos.

24. Un rapport était envoyé au président de la Junta de Colonização Interna sur chaque Anglais installé.

L'origine de son succès est simple : sa sagesse. Il ne s'est pas installé en Alentejo pour tout bouleverser mais seulement pour adapter les techniques anglaises à l'agriculture portugaise. Aussi, il est venu au Portugal pour cultiver essentiellement des céréales. Il eut de la chance : les années 1967 et 1968 furent bonnes. Presqu'immédiatement, il adopta le système de production local mais en en supprimant les risques et la charge en main-d'œuvre. Sur son exploitation de 135 ha, il ne conserva qu'un seul employé et utilisa ses surfaces comme suit :

35 ha de montado qu'il n'arracha pas.
100 ha de labours avec l'assolement blé-avoine-alqueive un peu plus intensif que celui utilisé par les Portugais.

C'est alors qu'il vendit sa propriété à un autre Anglais pour 5,5 contos l'hectare et loua une exploitation, le Monte da Ribeira, à Vidigueira. Celle-ci, de 670 ha, se trouve sur des schistes ondulés, aux sols profonds, à la limite de la mécanisation. La taille de l'exploitation est normale pour la région et, là aussi, il adopte un système de production agricole proche de ceux de la région. En raison des pentes, seuls 390 ha sont mécanisables et sont occupés comme suit :

En 1970 120 ha de blé en faire-valoir direct
80 ha de blé avec l'aide de seareiros
180 ha d'alqueive dont 30 avec du carthame (qui donna de mauvais résultats)
10 ha de maïs dans une varzea.
En plus, un troupeau de 50 vaches alentejanes et quelque 200 porcs alentejans.

En 1975, son système de culture partage son exploitation, débarrassée du montado, en céréales et en alqueive. Il ne conserve que deux travailleurs permanents et a supprimé complètement le bétail. En effet ,n'ayant pas assez de pâturages, il ne pouvait subvenir aux besoins de ses bovins que pendant sept mois. Il lui fallait louer des éteules dans les barros ou alors aménager un périmètre irrigué. Il préfère supprimer deux postes de travail (porcher et vacher) et louer ses propres pâturages. Il estime que, sans pendre aucun risque, il gagne davantage qu'en conservant son propre bétail.

En septembre 1975, cet Anglais était parfaitement intégré. Remarié à une Portugaise, s'exprimant bien en portugais, ayant confortablement aménagé une maison de caractère, il envisageait favorablement l'avenir. Possesseur d'un confortable capital d'exploitation et d'un savoir-faire identique à celui d'un bon exploitant portugais, il pouvait facilement s'acquitter de la rente de 270 escudos par hectare, soit un peu plus de 1 000 contos pour les six années de la durée de son contrat.

Voilà une belle réussite ; c'est la seule. Le maintien de cet Anglais s'est fait au prix du passage d'une exploitation de 135 ha à une exploitation de plus de 500 ha.

b) **Les départs**

Ils sont très nombreux. Sur 17 agriculteurs anglais dont nous avons pu suivre la trace, sept avaient quitté le Portugal en 1975. Un autre avait abandonné son exploitation pour se mettre au service d'un autre étranger.

Parmi les départs, nous pouvons noter celui de lord Townsend[25]. Il avait loué une propriété à Chança près de Portalegre. Pendant deux ans, il perdit beaucoup d'argent en faisant des essais divers. Son cas n'est pas dramatique car il ne résida jamais véritablement au Portugal, ayant gardé une propriété en Grande-Bretagne.

Le cas d'un autre Anglais, installé au « Monte do Cerro » à Brejão, est plus significatif. Brejão se situe dans le périmètre irrigué du Mira[26] au sud de Odemira dans le Bas-Alentejo. Bien que situé en dehors de notre zone, le cas mérite d'être étudié.

Ayant acheté son exploitation en 1969, il sema du blé et dix hectares de choux de Bruxelles en irrigué. Il avait passé un contrat de vente, au prix de 12 à 13 escudos/Kg jusqu'à concurrence de dix tonnes, avec une entreprise de Vila Franca. Il en récolta 11,8 t. et bien qu'il y eut des choux en quantité, en raison de leur mauvaise qualité, il perdit 300 contos.

En 1970, il partagea son exploitation de la façon suivante :

40 ha de culture sèche avec blé-seigle et un peu de lupin jaune.
Tout le reste en irrigué avec :

15 ha de riz
50 ha de maïs
4 ha de pommes de terre
3 ha de choux

Le maïs donna une récolte médiocre de 2 500 Kg/ha. Les pommes de terre dont la semence avait coûté cher se vendirent mal. Le sol, non propice pour la culture du riz car trop sableux, le détourna de cette culture après qu'il eut perdu 60 contos (dépenses 80 contos, recettes 20). En 1971, il réduisit considérablement l'étendue de son exploitation utile, surtout en irrigué. Il fit alors :

20 ha de maïs
6 ha de tournesol
2 ha de pommes de terre
du lupin jaune

Il perdit encore de l'argent, en particulier à cause des pommes de terre. Il voulut les vendre à cinq ou six escudos l'arroba, elles pourrirent toutes chez lui. Malgré tous ses efforts, en dépit des fertilisants (il mettait 500 Kg d'engrais de fond par hectare), il dut vendre. Il avait acheté sa propriété 4 500 contos, il la revendit 3 000.

25 Membre de l'illustre famille Townsend.
26. Ce perimètre irrigué est, aujourd'hui, en grande partie abandonné.

Parfois, le départ n'est pas définitif. C'est le cas de cet Anglais installé à Vila Fernando en 1968 dans la Herdade do Paso de 400 ha, qu'il a loué — très cher — pour un montant total de 450 contos par an. Aidé de sa femme, sortie d'une école d'horticulture, il se mit à faire de l'irrigation par aspersion sur des collines. Les essais de culture de fleurs furent un échec complet en raison de l'absence de marché.

Il abandonna cette exploitation et alla louer, à Campo Maior, l'exploitation d'un de ses compatriotes. Là, il faisait la culture des melons pour l'exportation vers l'Angleterre et semblait se rétablir. Cependant, son exploitation fut occupée le 18 octobre 1975 et il dut s'en aller ainsi que ses neuf enfants.

c) Ceux qui sont obligés de rester

C'est le cas de cet Anglais installé depuis 1968 à Portel où il acheta une propriété de 102 ha, le tout en terres mécanisables et de qualité relativement bonne. Il a construit lui-même sa maison d'habitation et ses dépendances. Pour agrandir son exploitation, il a loué très cher 120 ha à un Autrichien [27]. Pendant deux années, il perdit de l'argent en faisant des essais. Puis, à partir de l'exercice 1971-72, il en est revenu à un système de culture proche de celui des Portugais ayant de bonnes terres, avec un assolement sur quatre ans : blé-avoine-orge-vesce. Il n'a pas de bétail et n'arrive à maintenir son assolement que grâce à de forts apports d'engrais et en brûlant ses pailles. Comme il emploie quatre salariés permanents, la charge en U.T.H. est aussi forte que dans les exploitations portugaises voisines.

Cet exemple est suffisamment représentatif pour que nous nous y attardions quelque peu. Voilà le type même d'exploitant d'origine modeste qui est venu faire de l'agriculture familiale dans un pays qu'il considérait comme neuf. Son échec est complet de bout en bout. Il est tombé dans le piège tendu par Pigott et ne peut plus en sortir. D'abord, il a acheté très cher sa terre [28]. Il n'a pas non plus, comme les autres Anglais, reçu les 20 % de subventions promises sur le matériel. Dans son cas, cela aurait représenté quelque 400 contos, de quoi améliorer substantiellement sa qualité de vie. Il n'a même pas bénéficié des aides accordées normalement à tout agriculteur par le gouvernement portugais.

Certains Anglais ont bénéficié de l'attribution de crédits sur 10 à 20 ans, à un taux de 2 à 4 %, pour acheter du bétail, Mais, la loi de 1969 pour aider les agriculteurs à acquérir du matériel, dès 1970, ne

27. Il n'a le droit qu'à la culture. Les terres louées sont plantées d'oliviers, d'arbres fruitiers et de chênes-lièges mais il n'a droit ni aux olives ni aux fruits ni au liège.

28. Les spéculateurs ont fortement fait renchérir les terres. Par exemple, dans le Bas-Alentejo, une exploitation à São Teotónio (196 ha dont 87 en irrigué) fut achetée 1 300 contos par un groupe de spéculateurs et revendue 4 000 contos à un Anglais.

s'appliqua pas aux étrangers[29]. Les possibilités d'avoir recours à des hypothèques, la plupart du temps, n'étaient pas de 60 % et plus de la valeur de la propriété mais de 30 %. Ceux qui ne désiraient pas acheter de fonds, mais seulement s'installer comme fermiers, se trouvaient exclus de cette facilité. Les Anglais n'obtinrent pas non plus d'aide du gouvernement britannique, ne serait-ce qu'un assouplissement dans la législation sur les transferts de capitaux.

A tous ces mécomptes, ennuyeux mais non essentiels, s'ajoutent les déboires financiers dus à d'aventureuses activités. Les agriculteurs anglais ont perdu beaucoup d'argent à vouloir introduire des cultures nouvelles[30] qui ne trouvaient pas de débouché, ni au Portugal ni sur les marchés extérieurs. Leur plus grave erreur a consisté à sous-estimer les difficultés d'importer des technologies agricoles. Il est infiniment plus aisé d'importer et d'adapter des technologies industrielles et commerciales. Aussi, après une période d'innovation, d'autant plus désastreuse qu'elle fut plus longue, les immigrants soit abandonnèrent la partie en laissant derrière eux un lourd passif, soit réussirent à s'intégrer au milieu physique et humain en gérant leur exploitation pratiquement comme les Alentejans. Cette intégration se fait de façon favorable quand on arrive à disposer d'une grande exploitation[31] et que l'on cultive selon les méthodes alentejanes[32]. Mais, la plupart du temps, cette intégration se fait mal. Ayant coupé les derniers ponts avec le pays d'origine, les étrangers sont obligés de rester coûte que coûte sur leur exploitation alentejane. Alors, ils connaissent les inconvénients de l'agriculture familiale en travaillant plus que les Portugais, toute l'année, du lever au coucher du soleil. Ce sort, qui était celui de certains travailleurs[33], n'est plus partagé par personne au Portugal.

En plus, leur isolement est complet car, humainement, leur intégration se révèle difficile. Les problèmes les plus élémentaires, l'éducation des enfants, l'accouchement des femmes, ne trouvent de solution satisfaisante qu'en Grande-Bretagne. Un exploitant anglais du sud de Beja, pourtant ingénieur agronome, mène une existence digne de Robinson Crusoe : travail acharné toute la journée, résidence en caravane car il ne peut payer les réparations de sa maison, autoconsommation presque totale, le poisson de la rivière lui apportant les protéines qui lui sont nécessaires.

29. Les étrangers ressentirent amèrement cette disposition discriminatoire et injuste.

30. Ils ont gravement sous-estimé la capacité d'innovation des agriculteurs alentejans et n'ont tenu aucun compte des expériences de ceux-ci, tant ils étaient sûrs de leur propre supériorité.

31. Très vite, les Anglais désirèrent des exploitations non pas de 100 mais de 1 000 ha. Nombre d'étrangers, venus directement, disposent de telles surfaces et obtiennent les mêmes résultats que les Alentejans avec les mêmes déconvenues et les mêmes succès.

32. Leur erreur n'a pas porté seulement sur les cultures possibles, légumes à contre-saison, tournesol, trèfle souterrain, fleurs, fruits, mais aussi sur les assolements. Ils se sont très vite rendus compte des limites, dans un milieu physique et humain donné, de l'intensification.

33. Voir ci-dessus les exagérations qui ont été avancées sur ce thème.

L'échec des Anglais fut complet et s'étendit à certains riches exploitants comme le marquis de Reynam, originaire du Norfolk, dont la noblesse remonte au onzième siècle. En 1969, ce marquis loua quelque 2 000 hectares de terres, dont 800 étaient irrigables, dans la région de Crato, à un propriétaire lisboète pour 1 900 contos par an. Pour mener à bien l'exploitation, il s'entoura d'un ingénieur agronome anglais spécialisé en économie, d'un autre ingénieur agronome spécialisé en machines agricoles et d'un technicien portugais ; de plus, l'exploitation recevait fréquemment la visite du directeur général de la maison du marquis qui est aussi un ingénieur agronome anglais.

La première année, les terres irriguées furent occupées par 200 hectares de tomates, 500 hectares de maïs et des fourrages. Cette année-là, les pluies d'automne furent précoces et le mildiou causa beaucoup de dommages aux tomates. Comme la récolte débuta tardivement, elle fut insignifiante. En ce qui concerne le maïs, un matériel lourd fut acheté pour réaliser la récolte. Les pluies empêchèrent les machines d'entrer en action sous peine de s'enliser. Comme le temps passait, le propriétaire portugais conseilla à ses fermiers de procéder à la récolte manuelle ; cette suggestion fut rejetée, le marquis ne s'abaissant pas à utiliser des méthodes moyenâgeuses. La totalité du maïs resta sur le terrain et le bilan de l'exploitation se solda par une perte de 12 000 contos. Le propriétaire portugais renouvela sa mise en garde et conseilla aux Anglais de ne pas faire d'essais sur une grande échelle. On n'en tint nul compte et, les deuxième et troisième années, les pertes s'élevèrent à 5 000 contos.

Le marquis de Reynam proposa alors de résilier le contrat de fermage qui avait été passé pour six ans plus une année de renouvellement. Après discussion, on convint que l'indemnisation s'élèverait à 2 500 contos, puis à 2 250 contos. Rien ne fut payé car le marquis, bien peu dignement, rentra en Grande-Bretagne. L'affaire fut portée devant les tribunaux ; le propriétaire portugais gagna son procès et devait recevoir 9 000 contos d'indemnisation. Son seul problème est de faire exécuter cette sentence en Grande-Bretagne ...

CONCLUSION

Voilà une expérience de migrants[34] qui a tourné court comme beaucoup d'autres. En France, nous connaissons bien ce phénomène des migrants : certains ont réussi et ont considérablement contribué à modifier le milieu d'accueil : c'est le cas de certains rapatriés d'A.F.N. ou, surtout, celui des migrants de l'ouest de la France dans le Limousin. Dans ce dernier cas, leur influence dépasse singulièrement le cadre strictement économique et déborde sur les plans social, politique et religieux. Nous connaissons aussi des migrants qui ont su s'adapter aux structures de production et aux productions locales et se sont fondus dans le milieu

34. On aurait tort de considérer cette expérience comme une simple péripétie.

sans le transformer : c'est le cas des migrants italiens et espagnols en Aquitaine.

Mais, ce n'est pas à ces exemples qu'il faut comparer la venue des Anglais en Alentejo ; il faut la rapprocher des nombreuses émigrations d'agriculteurs européens vers des pays ou des territoires d'Outre-Mer. Non que l'Alentejo soit à rapprocher des pays du Tiers Monde, rien n'est plus faux, mais parce que Pigott a assimilé cette province à des pays à la fois neufs et sous-développés. En venant en Alentejo, les Anglais ont cru trouver, à quelques milles de la Cornouaille, une Rhodésie. Comme en Rhodésie, ils ont cru pouvoir facilement implanter leurs structures d'exploitation et leur technologie. En plus, ils ne prenaient aucun risque car c'était une Rhodésie où les Noirs sont blancs ! Vite, très vite, ils se sont aperçus qu'ils cumulaient tous les inconvénients : isolés sur le plan humain, ils n'apportaient avec eux que des structures d'exploitation surannées, des idées préconçues et beaucoup de rêve. Alors, deux alternatives étaient possibles : l'intégration dans la classe sociale inférieure ou le départ ; beaucoup se sont retrouvés « petits blancs ». Comme tels, ils connaissent l'amertume de cette situation irrémédiable. Comme étrangers, ils seront obligés d'assumer, après le 25 avril, des responsabilités qui ne sont pas les leurs.

Après le 25 avril, leur situation s'est aggravée [35]. Bien qu'ils pratiquent une agriculture authentiquement familiale, directe et personnelle, ils sont soumis à des tracasseries [36] sans fin et, en fin de compte, sont les victimes d'une politique de rejet.

Cela marque l'aboutissement d'une tentative limitée mais intéressante. C'est la condamnation de l'agriculture familiale traditionnelle. Le plan de Badajoz avait l'ambition de créer des exploitations familiales sur cinq hectares irrigués, Pigott pensait qu'il en fallait 100 dont une bonne partie en irrigué ; il semble qu'il en faille au moins 500.

Mais, ce développement régional que ni le plan de Badajoz, ni Pigott n'ont réussi à créer, la révolution portugaise va essayer de le provoquer.

35. Voir chapitre suivant.

36. Voilà, par exemple, ce qui est arrivé à l'Anglais de Portel : après lui avoir imposé pratiquement le doublement de ses charges en main-d'œuvre, on lui interdit de brûler ses pailles.

CHAPITRE TROISIEME

LA REFORME AGRAIRE PORTUGAISE

D'emblée, dès la chute du régime de Caetano, le 25 avril 1974, la réforme agraire s'est trouvée au centre des préoccupations des nouveaux dirigeants ; elle apparaissait d'autant plus importante que le poids de la population agricole était plus lourd [1].

Tout de suite aussi, se sont posés les problèmes afférents à ce type de réforme : où et pourquoi faire ? Il était facile de répondre à la première question : essentiellement au sud du Tage, Algarve exclu, et spécialement en Alentejo ; c'est là, en effet, que se trouvent les contrastes fonciers les plus marqués engendrant les tensions sociales les plus vives. C'est la finalité de la réforme agraire qui pose le plus de problèmes. Là, comme dans de nombreux autres pays, la réforme agraire a été liée à la notion de progrès social [2] et à celle de développement économique du pays, le premier terme étant nécessaire pour que se réalise le second [3].

Pour cela, et dès le début, les différents gouvernements provisoires décidèrent de modifier, en Alentejo, l'ensemble des relations socio-juridiques existant entre les hommes à propos de la répartition du sol. Ceci, en modifiant l'assiette foncière des anciennes unités de production et en en créant de nouvelles à statut coopératif ; d'autre part, toute une série de mesures d'accompagnement furent prises visant à modifier les règles du fermage, le métayage, le crédit, pour conférer l'autonomie à toutes les formes d'exploitation ; enfin, des règles fixant la productivité minimum de la terre et l'aménagement de l'espace furent adoptées. Il s'agit donc d'une réforme agraire répondant complètement à la définition qu'en a donnée J. Le Coz [4].

1. N'oublions pas, cependant, que les masses de population agricole se trouvent dans le Nord du pays et non en Alentejo.

2. J. Le Coz insiste justement sur la liaison de ces deux notions. Ouvr. cité, p. 7.

3. Dans son « Programme de Politique Economique et Sociale » le Gouvernement provisoire écrit, p. 83 : « Il faut réaliser une indispensable réforme des structures agraires dont les déficiences empêchent le développement du secteur agricole et constituent un fort obstacle au développement économique et social du pays ». Programa de Política Económica e Social. Lisbonne, 1975. 184 p.

4. J. Le Coz. Ouvr. cité, p. 8.

A l'heure où nous écrivons, il est ingrat et délicat de parler de cette réforme agraire. D'une part parce que trois années seulement se sont écoulées depuis la fin du gouvernement gonçalviste, maître-d'œuvre essentiel des nouvelles structures agraires, et rien n'est encore définitif, aucun texte législatif n'a été complètement appliqué et bien des aspects de la réforme agraire peuvent encore changer. D'autre part, cette réforme agraire fait l'objet des passions et des polémiques les plus vives — les points de vue des thuriféraires aprioristes et des détracteurs sont inconciliables — et la plus grande prudence est indispensable pour formuler des conclusions qui ne peuvent être que provisoires.

C'est dire qu'il nous est difficile de voir clair dans ce tourbillon révolutionnaire. Nous avons seulement bénéficié de deux atouts. Le premier consiste dans le fait que nous avons longtemps travaillé dans les campagnes alentejanes au début des années 70, et que nous pensons connaître les réalités d'avant 1974 ; en outre, nous avons effectué sur place de longs séjours pendant la mise en place des nouvelles structures, en particulier nous étions en permanence en Alentejo pendant l'été et le début de l'automne brûlants de 1975 ; enfin, aujourd'hui, il est possible de circuler librement dans cette région où une réforme agraire révolutionnaire a été mise en place. Notre second avantage provient de ce que nous ne voulons nous en tenir qu'aux seuls faits et nos conclusions découleront exclusivement de ceux-ci. La précarité de certaines d'entre elles est le corollaire de l'incertitude même des faits qui sont controversés et objets de polémique. Aussi, nous nous attacherons, plus encore que pour tout autre problème, à analyser et confronter les différentes sources.

L'étude de la réforme agraire sera menée en deux temps : nous en verrons les caractères puis nous donnerons notre point de vue — provisoire — sur les conséquences.

A - LES CARACTERES DE LA REFORME AGRAIRE PORTUGAISE

La réforme agraire portugaise se caractérise par le fait qu'elle est révolutionnaire et qu'elle a été mise en place facilement.

1 — *UNE REFORME AGRAIRE REVOLUTIONNAIRE*

Bien qu'encore en pleine évolution, la réforme agraire portugaise est révolutionnaire pour trois raisons :

— Le contenu des lois agraires découle étroitement du rapport de force existant dans le pays entre ceux qui préconisent des solutions révolutionnaires au problème agraire et ceux qui sont partisans de modifications structurelles profondes mais sans bouleversements. Jusqu'à 1977,

et même jusqu'à ce jour, ce sont les premiers qui ont imposé leur loi ; cependant, leur influence semble décliner.

— Les modalités d'installation des nouvelles structures de production ont été révolutionnaires.

— Enfin, et c'est essentiel, tout porte à croire que les expropriés ne recevront que des indemnités symboliques.

a) La réforme agraire et la loi révolutionnaire

Le caractère essentiel de la réforme agraire portugaise est d'être révolutionnaire et encore en pleine évolution. Aussi, il n'est guère possible de comprendre les caractères de la réforme agraire sans replacer celle-ci dans son cadre chronologique. A ce jour, trois étapes fondamentales, d'importance inégale, peuvent être distinguées ; chacune d'entre elles est marquée par un texte officiel et des réalités sur le terrain. Les trois textes sont les suivants :

— Le « Programme de Politique Economique et Sociale » qui est « l'œuvre collective du Gouvernement provisoire, après l'appréciation des Forces Armées et l'approbation du Conseil des Ministres lors de sa session du 7 février 1975 »[5]. Ce document énonce, après une introduction générale, les différentes orientations politiques, économiques et sociales du nouveau régime. Le gouvernement provisoire de Spínola n'eut pas le temps de mettre à exécution ses décisions.

— Le décret-loi n° 406-A du 29 juillet 1975 publié par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches dans le Bulletin Officiel[6]. De plus, une série de textes d'accompagnement furent publiés au B.O. pour préciser, amender et compléter les textes essentiels de la réforme agraire. L'ensemble constitue un tout sur lequel repose la réforme agraire portugaise.

— La loi das Bases Gerais da Reforma Agrária publiée par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches en octobre 1977[7], complétée par la loi sur le fermage rural[8], modifie sensiblement la portée du décret-loi du 28 juillet 1975.

Les deux derniers textes doivent être confrontés avec la réalité sur le terrain. En effet, le droit et le fait ne coïncident pas exactement et c'est ce qui fait, pour une part, l'originalité de la réforme agraire portugaise.

5. Opuscule de 184 pages achetable en librairie. La politique agraire fait l'objet d'un chapitre, pages 83 à 90.
6. Ce texte fut aussi largement diffusé par tous les moyens d'information qui le publièrent dans son intégralité et le commentèrent.
7. Lei das Bases Gerais da Reforma Agrária. Ministério da Agricultura e Pescas. Outubro de 1977. Colecção « Informação Rural » - 1, pp. 51-90.
8. Lei do Arrendamento Rural. Colecção « Informação Rural » - 2. Oct. 1977. 29 p.

* *Le « Programme de Politique Economique et Sociale »*

Le 25 avril 1974 marqua, entre autres, le début d'une ère nouvelle et, particulièrement, la mise en marche d'une « nouvelle politique économique et sociale » qui va orienter le pays dans le sens d'une société plus juste et plus égalitaire [9], tout en affirmant que « la voie portugaise pour la démocratie et le progrès économique et social implique l'adoption de réformes révolutionnaires » [10], sans mettre « en cause le droit à la propriété privée et sans récuser, bien au contraire, le droit à la libre initiative et à l'autonomie des décisions individuelles et privées ... » [11].

Voilà donc un texte pondéré où, tout en se montrant résolu à adopter des mesures hardies, on se méfie à la fois des « monopolistes » et des éléments anarchisants, qui tombent facilement dans « l'opportunisme, le carriérisme et l'aventurisme » [12]. On se garde à droite et à gauche ; on en appelle à la discipline des travailleurs manuels et intellectuels et on demande de faire confiance au gouvernement qui va prendre, à temps, les mesures nécessaires pour édifier la nouvelle société.

En ce qui concerne le monde des campagnes du sud du pays, les politiciens et des techniciens portugais n'avaient qu'à puiser dans une foule de modèles pour penser et réaliser leur réforme agraire. Venus tard à l'œuvre, ils avaient l'avantage de bénéficier des leçons d'autres pays, d'en tirer les conséquences et de les adapter aux réalités portugaises. Les processus d'une réforme agraire étant désormais bien connus, d'emblée on décida de s'attaquer à la fois à tous ses aspects agraires sans, cependant, sortir du cadre d'une économie libérale. Ainsi, de façon maintenant classique, la réforme agraire a des objectifs économiques et sociaux, tout cela étant intimement lié. Pour ce faire, on décida non seulement de réformer les structures foncières mais aussi tous les autres aspects touchant au développement des campagnes.

— Les objectifs sociaux

Ils résultent d'abord de la modification des structures foncières. Considérant que la charge financière pour l'édification des périmètres irrigués a incombé exclusivement à l'Etat, donc au peuple portugais, et que les propriétaires dans ces périmètres ont vu considérablement augmenter la valeur de leurs terres et leurs revenus, on décide de limiter à 50 hectares la taille des exploitations dans les « zones irriguées ou potentiellement irrigables ; l'expropriation devant donner lieu à indemnisation » [13].

9. Programa de Política Económica e Social. Ouvr. cité, p. 9.
10. Ibid, p. 10.
11. Ibid., p. 9.
12. Ibid., pp. 11 et 12.
13. Programa de Política Económica e Social. Ouvr. cité, p. 83.

Sur les terres ainsi dégagées — sur d'autres aussi [14] — l'Etat établira un grand nombre de travailleurs agricoles et de petits agriculteurs dans des fermes d'Etat, des coopératives et des exploitations familiales. De plus, tous les terrains communaux qui, au cours des temps, ont été illégitimement appropriés seront rendus aux communautés villageoises. Enfin, on supprime les anciens « foros », rente symbolique, payée aux municipalités en reconnaissance de leur propriété éminente.

Ces différentes mesures ont pour but de faire accéder à la propriété le plus grand nombre possible de travailleurs. D'autres sont destinées à donner une impulsion économique aux nouveaux propriétaires et aux nouveaux exploitants, en particulier par la réforme du crédit agricole. On annonce la création d'un Institut de Crédit Agricole avec des caisses régionales de crédit mutuel. Les crédits seront attribués en priorité aux actions permettant le développement du secteur agricole et au soutien des petits et moyens agriculteurs. Ces derniers bénéficient aussi d'une cohorte de mesures spécifiques destinées à les intégrer dans les circuits économiques :

— Facilité de crédits à court, moyen et long terme à des conditions avantageuses.

— Promotion de formules coopératives et associatives pour la production, la commercialisation et l'industrialisation des produits agricoles.

— Développement de la vulgarisation agricole.

— Suppression, enfin, du métayage, les contrats existants étant transformés en contracts de fermage. En même temps, on annonce la publication d'une législation sur le fermage destinée à garantir l'autonomie économique du fermier par l'obligation du contrat écrit sur lequel est fixée la rente dont le montant sera taxé [15] et payable en espèces ou en nature. Le sous-affermage est interdit.

— Les objectifs économiques

Ils sont tous destinés à stimuler la production afin, dans un premier temps, de réduire les importations. L'Etat est décidé à agir par tous les moyens.

D'abord, de façon contraignante, par des mesures coercitives et fiscales. Dans les zones irriguées grâce aux investissements de l'Etat, celui-ci se réserve le droit d'imposer un minimum d'intensification dans les systèmes de production agricole. Obligation est faite aux propriétaires d'établir, à leurs frais, les infrastructures nécessaires à la réalisation de ces programmes d'exploitation. Même obligation pour toutes les grandes propriétés (appelées « latifundiums ») auxquelles on assigne des normes

14. Par exemple sur des terres appartenant déjà à l'Etat ou sur des terres mal cultivées que l'Etat louera obligatoirement (arrendamento compulsivo).

15. Le montant ne peut dépasser un plafond fixé réglementairement.

minimums d'exploitation. Au cas où ces normes ne seraient pas atteintes, l'Etat se réserve le droit d'exproprier les terres sous-exploitées ou bien de contraindre les propriétaires à les lui louer [16]. De toute façon, les terres incultes ou insuffisamment mises en valeur seront lourdement imposées.

Ensuite et surtout, l'Etat met en chantier un plan d'action globale pour « que le secteur agricole sorte de son retard et de sa stagnation » [17]. Ceci implique que soient faites des études très précises pour définir un aménagement agraire du territoire où seront définies des normes pour obtenir, dans chaque type d'exploitation, les meilleurs résultats possible avec les cultures les mieux adaptées aux conditions naturelles et humaines. Si cela se révèle nécessaire, on prévoit un plan de reconversion des cultures à quelque échelle que ce soit. Dans ce vaste plan, il est prévu toute une série de travaux et d'actions :

— L'exécution de travaux de drainage et de conservation des sols, l'implantation de nouvelles zones irriguées, l'attribution d'une aide financière et technique pour un meilleur fonctionnement des petites irrigations traditionnelles dans les zones de microfundiums.

— La protection et l'amélioration des conditions d'exploitation du patrimoine forestier privé.

— L'exécution de programmes de reboisement sur les terres non agricoles.

— La priorité est donnée à un certain nombre de secteurs : reboisement, pâturages et fourrages, céréales, produits animaux, betteraves sucrières, oléagineux, produits horticoles et pomicoles, tabac et floriculture.

— L'aménagement et la réalisation d'infrastructures comme des voies de communication, l'électrification, l'adduction d'eau, l'édification d'équipements sociaux, surtout dans les zones dominées par l'Etat.

— Création d'une police d'assurances pour couvrir les risques dus aux intempéries.

— Intensification des recherches dans le secteur agricole grâce à l'Institut National de Recherches Agraires.

— Actualisation des prix de garantie afin d'éviter les importations en encourageant la production intérieure.

Ainsi, la réforme agraire portugaise entend-elle limiter la propriété privée — en surface mais aussi dans son contenu [18] — aménager l'espace rural, instaurer une fiscalité foncière pour augmenter la production,

16. Des sanctions identiques sont prévues au cas où les grands propriétaires ne respecteraient pas l'intégralité des conventions collectives.
17. Programa de Política Económica e Social. Ouvr. cité, p. 87.
18. Certains usages de la propriété, comme le droit de chasser ou de louer la chasse, sont strictement limités.

Phot. 70

Représentation du Plan de Badajoz sur le barrage de Montijo.
Les Vegas Altas, sur la carte, se trouvent au soleil et les Vegas Bajas, moins vastes, à l'ombre.

Phot. 71

Région des barrages-réservoirs. Vue de la Serena et de la Sibérie d'Estrémadure.

Phot. 72

Maison de colon depuis longtemps abandonnée. La construction en avait été relativement soignée : habitat en dur avec couverture de tuiles.
Cela n'a rien à voir avec les chozos pourtant si nombreux, dans les années 30, dans toutes les campagnes extremeñas.

Phot. 73

Au premier plan, une grande propriété. A l'arrière-plan, les terres qui ont été distribuées aux colons. Celles-ci ont toutes été abandonnées au matorral. Le défrichement et la reconquête par l'agriculture se font par l'intermédiaire de la grande propriété qui récupère tous les lopins en vente.

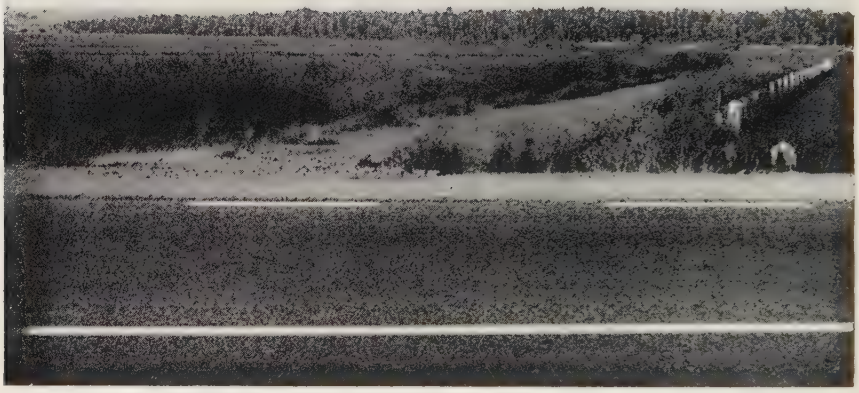
CULTURES IRRIGUEES DANS LE PLAN DE BADAJOZ

Phot. 74

Vue des Vegas Bajas en 1978.
Les vergers de poiriers et de pommiers ocupent d'importantes surfaces. Le maïs, en raison des prix rémunérateurs, a envahi de vastes espaces.

Phot. 75 et 76

Villages à plan géométrique et maisons du Plan de Badajoz. L'ensemble est impersonnel et impropre à l'animation. Les colons préfèrent aller se distraire, chaque soir, dans les villages traditionnels qui ont une âme.
En haut, Valdesalor.
En bas, Hernán Pérez.



Phot. 77 et 78

Symbole des difficultés du plan de Badajoz en ce qui concerne la réforme agraire : les plantations d'eucalyptus par les services officiels. Ces reboisements sont faits sur des lopins abandonnés qui n'ont pas été repris par d'autres colons. La solution du reboisement évite la friche qui tend à se développer dans les Vegas Altas ou la reprise — en location — par la grande propriété.

UN EXEMPLE DE COLONISATION REUSSIE : LA COLONIE DE PEGOES

Phot. 79

A Pegões, à l'ouest de Vendas Novas et en dehors du Haut-Alentejo, nous rencontrons un des rares cas de colonisation réussie ayant engendré une paysannerie stable.

La colonie, d'une surface totale de 4 615 ha, a été installée sur les terres données par José Rovisco Pais aux Hôpitaux Civils de Lisbonne ; ces terres ont été incorporées au Patrimoine National en 1937 et achetées par la Junta de Colonização Interna pour être divisées, peu après la deuxième guerre mondiale, en 206 lopins.

On a pu, sur des lopins d'une surface honorable, associer harmonieusement les cultures sèches, les cultures irriguées (orangers, légumes) et l'élevage (vaches laitières, porcs et brebis). De plus, on a concédé aux colons le privilège de planter de la vigne.

Le lopin moyen comprend 20 ha pour deux U.T.H. ; le sol est, ordinairement, occupé de la façon suivante :

1 ha de terres irriguées et d'orangerie
4 ha de vigne (à vin pour les trois quarts)
11 ha de cultures sèches avec pâturages
2 ha de pinède ou d'eucalyptus
2 ha de montado de chênes-lièges

Sur la photographie, nous voyons la maison spacieuse d'un colon. L'habitat est dispersé.

réformer le crédit et encadrer les populations agricoles. Les objectifs sociaux sont, en principe, en harmonie avec les objectifs économiques. A une meilleure distribution des terres qui s'opère sans bouleversement, sans briser l'élan des entrepreneurs, s'intègrent des mesures d'accompagnement destinées à stimuler immédiatement la production, celle-ci ne devant normalement connaître aucun ralentissement à aucun moment. Aussi, dans le Haut-Alentejo où la pression démographique venait de disparaître et où l'on était tout juste arrivé à un nouvel équilibre économique et démorgaphique, la réforme agraire avait toutes les chances de s'accompagner d'une augmentation du rendement par unité de surface.

Le Programme de Politique Economique et Sociale apparaît modéré et susceptible de rallier la quasi totalité des agriculteurs. On ne parle pas d'éliminer une quelconque classe sociale, en l'occurence celle des grands propriétaires. Du même coup, on ménage les entrepreneurs qui se recrutent à peu près exclusivement dans cette classe. Dans la situation difficile où se trouve le Portugal après le 25 avril, en pleine décolonisation, les mesures d'encouragement à la propriété, même contraignantes, sont comprises et acceptées par tous du moment qu'elles apparaissent justes. Telle quelle, la réforme agraire n'affecte pas les exploitations les plus rentables et les mieux gérées. Cette volonté d'accroître la production agricole coïncide exactement avec les vœux de tous les agriculteurs alentejans pour la simple raison qu'elle rejoint leurs intérêts. Enfin, du point de vue de la recherche fondamentale, la mise en place de nouvelles structures d'exploitation devrait permettre la comparaison entre les différents types d'exploitation (petite et grande exploitation privée, coopérative et ferme d'Etat), mises en concurrence, sur le plan de l'efficacité.

Voilà bien des aspects positifs qui ne peuvent pas, cependant, dissimuler les lacunes et les imprécisions. On ne sait pas comment l'Etat procédera pour les transferts de terre : va-t-il vendre, louer ou distribuer gratuitement les terres acquises ? Et à qui va-t-il les transférer ? On parle de coopératives, mais on voit mal leur contenu et leur fonctionnement. On ne donne aucune définition des « zones potentiellement aptes au regadio ». Rien n'est dit du sort qui sera fait aux petits regadios privés inclus dans ces zones. Enfin, on parle d'indemnités pour les expropriations mais, on ne connaît ni leur montant ni les modalités de leur versement.

Peut-être toutes ces questions ne pouvaient-elles pas trouver de réponse dans un document de ce genre. De toute façon, ce texte n'a pas reçu même un début d'application en raison de l'évolution politique rapide. La tentative de putsch du général Spínola, le 11 mars 1975, en amenant au pouvoir des hommes de l'extrême-gauche, a rendu le texte caduc. Le nouveau gouvernement provisoire, dominé par le général Vasco Gonçalves soutenu par le PCP, va rédiger un nouveau texte beaucoup plus révolutionnaire.

* *Le décret-loi de réforme agraire du 29 juillet 1975* [19]

C'est à l'apogée du gouvernement du général Vasco Gonçalves que fut rédigé le texte le plus important concernant la réforme agraire. C'est un texte révolutionnaire. Mais, au moment où il fut adopté, une réforme agraire d'essence révolutionnaire était déjà largement avancée sur le terrain. Aussi, il est du plus grand intérêt d'analyser la portée du texte du 29 juillet puis de voir les caractères de la réforme agraire, que certains ont appelée spontanée ou sauvage, déjà largement étendue.

— Le décret-loi du 29 juillet et ses caractères

Ce texte, élaboré au printemps et au début de l'été 75, alors que les périls grandissaient dans tout le Portugal et que la tension commençait à devenir extrême en Alentejo, est infiniment plus radical que le précédent. Ses préoccupations ne sont ni économiques ni sociales, dans l'immédiat tout au moins, mais politiques. Il s'agit de démanteler la classe sociale des grands exploitants ; ceci est clairement indiqué dès la première ligne du préambule :

> « Les latifundiaires et, dans les dernières décennies, les grands capitalistes agricoles ont constitué la strate sociale dominante dans les campagnes pendant le fascisme. Cette domination, qui a constitué le véhicule et le garant fondamental de l'appareil de l'Etat fasciste, a reposé sur l'exploitation effrénée de la masse des travailleurs agricoles et la spoliation et la soumission des petits agriculteurs.
> La liquidation du fascisme et de ses bases implique, dans les campagnes, la destruction du pouvoir économique et social de ces couches sociales ... ».

Les objectifs économiques et sociaux ne sont que sous-jacents à ce préalable politique :

> « Si la réforme agraire qui prétend libérer répond à un impératif de libéralisation des forces productives par opposition aux goulots d'étranglement engendrés par les formes de propriété de la terre et des moyens de production qui ont contrarié le développement de ces forces, il importe de ne pas oublier un instant que, aujourd'hui, au Portugal, cette réforme agraire commence par être, concrètement, un processus politique fondamental de liquidation des grands agrariens ...
> La liquidation de la domination des grands agrariens qui fait partie intégrante et essentielle du processus de destruction du fascisme et de ses bases sociales, apparaît être la condition fondamentale de la libération et de l'émancipation des travailleurs agricoles et des petits agriculteurs sur le chemin de la construction d'une société démocratique ».

19. Decreto-Lei n° 406-A et 406-B du 29 juillet 1975. Diário do Governo, 1ère série, n° 173, pp. 1052-(1) à 1502-(63).

Il n'est donc plus question de savoir si la réforme agraire s'appliquera on non aux seules zones d'intervention de l'Etat, il n'est plus nécessaire de ménager les bons exploitants. Tous, latifundiaires ou exploitants capitalistes, sont considérés comme les suppôts du fascisme et, en tant que tels, voués à la destruction. Celle-ci achevée, alors on aura une société plus juste et la production augmentera très vite.

Les objectifs de ce texte sont clairement exprimés. Ils ne sont pas originaux, étant dans la logique d'un gouvernement révolutionnaire. Ce qui l'est davantage, ce sont les modalités d'application de la réforme agraire. Celles-ci sont si importantes qu'il est nécessaire de citer intégralement le texte.

> « Ce processus (la liquidation des grands agrariens) ne constitue pas cependant, dans ce qu'il y a de profond et d'essentiel, un fait ou une initiative du pouvoir de l'Etat : il est du tout au tout irréductible à un cadre de mesures administratives et légales par les chemins desquelles on ambitionnerait de faire suivre linéairement une réforme agraire commandée par l'administration centrale. Il faut construire ... une œuvre procédant du pouvoir d'initiative, d'imagination, d'organisation, de lutte et de travail des travailleurs agricoles et des petits agriculteurs ... Les dispositifs légaux ... constituent à peine un cadre général d'attaque contre la grande propriété et la grande exploitation capitaliste de la terre ».

Ce faisant, on incite les travailleurs agricoles et les petits agriculteurs à faire eux-mêmes leur réforme agraire. On reconnaît que ce processus, dans lequel la base détient un large pouvoir d'initiative locale pour effectuer la réforme agraire, entre dans la ligne des luttes de classes qui ont opposé, en Alentejo, les travailleurs agricoles aux agrariens, opposition qui aurait été portée à son paroxyme au début des années 60, cela coïncidant avec le maximum de déséquilibre économique et démographique. Le fait que l'on confie aux assemblées locales (dont la composition est contestable parce que non élues), à l'initiative de la base, le soin de donner une impulsion à la réforme agraire, laisse place à l'improvisation, à la précipitation et à l'anarchie, donne libre cours aux règlements de comptes personnels. Tout cela, nous le verrons par la suite, sera lourd de conséquences pour l'Alentejo.

Quant au document proprement dit, il ne prévoit, en le reconnaissant bien volontiers, que les processus de dépossession des grands propriétaires et « de leurs agents les plus puissants » et la pose des premiers jalons des nouvelles formes d'exploitation. Beaucoup de points essentiels, tels que le régime des nouvelles formes d'organisation de la production, la définition d'un nouveau statut juridique de la terre, de l'eau et de la forêt, sont laissés en suspens, ces points durant être résolus non seulement par l'Etat mais aussi par les assemblées villageoises. Pour la commodité de l'analyse, nous étudierons le texte central du 29 juillet puis les textes complémentaires ayant précédé ou suivi. Quant à l'initiative de la base qui a dépassé les lois, ordonnances et règlements officiels, elle sera étudiée dans le cadre des réalités de la réforme agraire.

— Le contenu du décret-loi du 29 juillet

Ce texte ne s'intéresse vraiment qu'au problème des expropriations. Seront expropriées les terres se trouvant dans trois types de situations :

• Celles qui, appartenant à des propriétaires, à des sociétés ou à des personnalités collectives de droit privé, y compris celles d'utilité publique, totalisent plus de 50 000 points ou qui dépassent 700 hectares. Dans une longue annexe, il est donné, district par district, canton par canton et, parfois, commune par commune, la signification de chaque point. En fait, on a une sorte de notation des terres en fonction de leur valeur pédologique et de leur occupation. Il existe cinq classes de sols et on ne distingue pas moins de 74 types de culture simple plus 11 types de culture mixte (complant, coltura promiscua) et 40 autres cas concernant des arbres isolés.

Par exemple, dans le canton de Borba, commune de Rio de Moinhos, les principales cultures, les sols et les arbres fruitiers et forestiers ont la valeur suivante :

1 ha de céréaliculture sur sol de	
1ère classe	290 points
2ème »	210
3ème »	130
4ème »	50
1 ha de culture sèche sous montado de chênes-lièges	
1ère classe	60
2ème »	50
1 ha d'olivette	
1ère classe	1 005
5ème »	100
1 ha de chênes verts	
1ère classe	250
4ème »	60
1 ha de vigne (classe unique)	930
1 ha de pruniers (classe unique)	2 260
1 ha d'agrumes (classe unique)	3 195
1 olivier isolé	
1ère classe	20
5ème »	1
1 chêne-liège isolé	
1ère classe	10
4ème »	3

Cette précision extraordinaire est rendue posible grâce à l'immense travail d'inventaire, aux statistiques, aux études et aux cartes pédologiques longtemps considérées comme modèles, aux cartes d'occupation du sol, tout ceci ayant été réalisé sous le régime antérieur.

Prenons des exemples pour bien comprendre la valeur de 50 000 points.

Soit, cas théorique mais proche de la réalité, une exploitation dans le canton d'Arraiolos, commune de Vimieiro ; pour arriver à 50 000 points, il suffit qu'elle possède :

12 ha de culture céréalière de 1ère classe	12 ha	×320 points	=	3 480 points
150 ha » » » » 2ème »	150	×200 »	=	30 000 »
13,9 ha » » » » 4ème »	13,9	× 50 »	=	695 »
5 ha d'olivette[20]	5	×600 »	=	3 000 »
1 ha d'agrumes				1 610 »
1 ha de vigne				340 »
1,5 ha de jardin	1,5	×930 »	=	1 395 »
72 ha de pâturage	72	× 50 »	=	3 600 »
13 ha de pins	13	×290 »	=	3 770 »
269,4 ha				
100 chênes-lièges disseminés de 1ère classe	100	× 15 »	=	1 500 »
50 » » » 3ème classe	50	× 5 »	=	250 »
				50 000 points

2ème exemple, canton d'Evora, commune de Sé e Urbanas.

100 ha de céréaliculture de 2ème classe	100 ha	×200 points	=	20 000 points
175 ha » » sous chênes verts de 1ère classe	175	×100 »	=	17 500 »
25 ha de suberaie de 1ère classe	25	×450 »	=	11 250 »
0,5 ha de jardin	0,5	×1 270 »	=	635 »
300,5 ha				
5 cognassiers disséminés	5	× 10 »	=	50 »
3 grenadiers disséminés	3	× 6 »	=	18 »
12 pommiers de 1ère classe disséminés	12	× 20 »	=	240 »
8 pruniers de 1ère classe disséminés	8	× 15 »	=	120 »
17 poiriers de 2ème classe disséminés	17	× 8 »	=	136 »
17 figuiers de 2ème classe disséminés	17	× 3 »	=	51 »
				50 000 points

3ème exemple dans la commune de Ponte de Sor, canton de Ponte de Sor :

50 ha de rizière de 3ème classe (I-B)	50 ha	× 900 points	=	45 000 points
2,9 ha d'agrumes	2,9	×1 720 »	=	5 000 »
52,9 ha				50 000 points

20. Quand il n'est pas indiqué de classe, celle-ci est unique.

• Celles qui sont incultes ou n'atteignent pas le niveau d'intensification minimum prévu par le règlement du Ministère de l'Agriculture et des Pêches.

Dans ces deux derniers cas, l'expropriation est totale. Dans le premier cas, le droit à une réserve correspondant à 50 000 points n'est valable qu'à trois conditions :

. que le propriétaire exploite directement ses terres.
. que ses revenus proviennent exclusivement ou essentiellement du travail direct de la terre.
. qu'il n'ait pas, ailleurs, fait part de son droit de réserve. Chacun, bien entendu, n'ayant droit qu'à 50 000 points.

En dehors des expropriations, partielle ou totale, de terres, l'Institut de Réorganisation Agraire peut réquisitionner aux propriétaires et aux fermiers du matériel mécanique et industriel, des machines, du bétail, etc... ne leur laissant que ce qui leur est utile pour les terres qui leur restent [21]. Le montant des indemnisations sera fixé par un décret-loi à paraître dans les 180 jours.

L'ensemble des terres expropriées et du matériel réquisitionné est nationalisé et dépend du Ministère de l'Agriculture et des Pêches. Ce dernier statuera sur leur sort après consultation de l'Institut de Réorganisation Agraire, des Conseils Régionaux de Réforme Agraire et des assemblées locales [22]. Les deux premières instances citées sont chargées de dresser l'inventaire de ce qui a été exproprié (bétail, équipement, améliorations diverses) et de mettre en place des unités de production en leur apportant appui technique et financier. Si elles le jugent utile, elles peuvent toujours procéder à n'importe quelle réquisition où bon leur semble [23].

Le décret-loi du 29 juillet, axé essentiellement sur la réforme des structures foncières, s'intègre dans un plan politique global dont les différentes composantes sont précisées dans une série de textes, antérieurs ou postérieurs au 29 juillet, précisant tel ou tel aspect comme le fermage ou le travail agricole en général.

21. Decreto-Lei n° 406, art. 11.
22. Ibid, arts. 8 et 9.
23. Ibid., art. 13.

* *Les mesures d'accompagnement*

— Nouvelle réglementation du fermage

Dans son discours du 18 mai 1975, à Portalegre, le Ministre de l'Agriculture et des Pêches a fixé la rente en fonction des différentes cultures :

Culture sèche	750	escudos	par	hectare	de	terre	de	1ère classe
	500	»	»	»	»	»	»	2ème »
	100	»	»	»	»	»	»	3ème »
Olivette	2 000	»	»	»	»	»	»	1ère »
	1 500	»	»	»	»	»	»	2ème »
	1 000	»	»	»	»	»	»	3ème »
Culture irriguée	3 000	»	»	»	si le propriétaire apporte l'eau			
	2 300	»	»	»	de tomates si l'eau est à l'Etat			
	1 800	»	»	»	» l'eau est pompée			
	2 500	»	»	»	de rizière			

— Réglementation du travail

Dans chaque district, une ordonnance fut publiée après des négociations entre l'Association libre des Agriculteurs[24] et le Secrétariat des Travailleurs Ruraux. Par exemple, dans le district d'Evora, on est arrivé aux accords suivants valables du 1er septembre 1974 au 31 août 1975, en attendant une nouvelle ordonnance :

Les travailleurs de 16 à 65 ans gagneront journellement par journée de huit heures de travail (la semaine étant de 45 heures payées 48)[25].

190	escudos/jour	pour	les	tractoristes.
190	»	»	»	élagueurs d'arbres.
160	»	»	»	manœuvres[26]
120	»	»	»	femmes.

Les travailleurs âgés de moins de 16 ans ou de plus de 65 ans sont assurés de bénéficier du principe « à travail égal, salaire égal ».

Les dimanches et les jours fériés (à l'exception de neuf d'entre eux) ne sont pas payés. Les employeurs garantissent du travail à tous les hommes et toutes les femmes pendant toute la durée du « cycle productif », le renvoi étant impossible sans motif dûment justifié.

Les employeurs s'engagent à améliorer les conditions de logement et de transport des travailleurs dont le lieu de travail est distant de plus de trois Km de leur lieu de résidence.

24. Cette association représente les employeurs agricoles. En fait, elle a été contrainte d'accepter toutes les exigences des travailleurs.

25. L'Etat, pour ses salariés, n'accorde pas cet avantage.

26. Les bergers et gardiens de bétail en général ont leur salaire aligné sur celui des manœuvres. Une partie de ce salaire est payé en nature sous forme de prestations. Les salaires n'ont pratiquement pas été modifiés depuis 1974.

• *La loi Barreto*

La loi Barreto[27] est en retrait sur les lois révolutionnaires et permet des modifications substantielles de la loi du 29 juillet 1975 en faveur des réservistes.

En premier lieu, la loi ne fait plus intervenir dans la ponctuation les investissements effectués[28] et ne tient compte que de l'aptitude des différents sols. De plus, elle attribue à la plupart des propriétaires 70 000 points, au lieu de 50 000, avec des possibilités d'augmentation[29]. En tout état de cause (article 29), la surface maximum des réserves ne pourra pas dépasser :

350 ha sur les sols A et B
500 ha sur les autres sols aptes à la culture
700 ha sur les sols ne pouvant porter que des pâturages ou des forêts.

La surface minimum des réserves ne sera en aucun cas inférieure à 30 ha. Ces réserves seront installées, dans la mesure du possible, là où les anciens propriétaires ont effectué des investissements récents[30].

En fonction de ces critères, sur les quelque 1,2 million d'hectares occupés, on peut considérer que la moitié environ doit revenir aux réservistes. En contrepartie, des estimations officieuses laissent à penser que l'application intégrale de la loi devrait permettre de pouvoir exproprier quelque 300 000 ha qui n'ont pas encore été occupés ; il semble que ces expropriations ne se feront que quand le processus — actuellement très lent — de restitution des réserves sera achevé.

La loi Barreto marque un temps d'arrêt dans une réforme agraire révolutionnaire qui a surtout été originale par ses modalités d'application. Dans le cas portugais, les caractères révolutionnaires de celles-ci sont aussi importants, quant aux conséquences, que les lois proprement dites.

b) **Les modalités révolutionnaires d'application de la réforme agraire**

La réforme agraire a été préparée avec soin par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches et a mobilisé, dans les régions concernées, tous les fonctionnaires qui ont été déchargés des autres tâches.

27. Lei das Bases Gerais da Reforma Agrária. Colecção « Informação Rural » - 1. Ministério da Agricultura e Pescas. Oct. 1977, pp. 51 à 91.
28. En particulier, ne sont plus comptés les plantations, les constructions, les améliorations foncières, les périmètres irrigués, etc...
29. Les possibilités d'augmentation de la réserve peuvent aller jusqu'à 80 % quand il s'agit d'une société.
30. Art. 35, 2.

Dans le seul centre de réforme agraire d'Evora, travaillent dix ingénieurs agronomes, vingt ingénieurs agricoles, dix agents ruraux et dix fonctionnaires administratifs s'occupant de comptabilité. En plus, certains services du Ministère de l'Agriculture et des Pêches participent au travail avec cinq agronomes, dix ingénieurs agricoles, dix fonctionnaires administratifs et cinq vétérinaires.

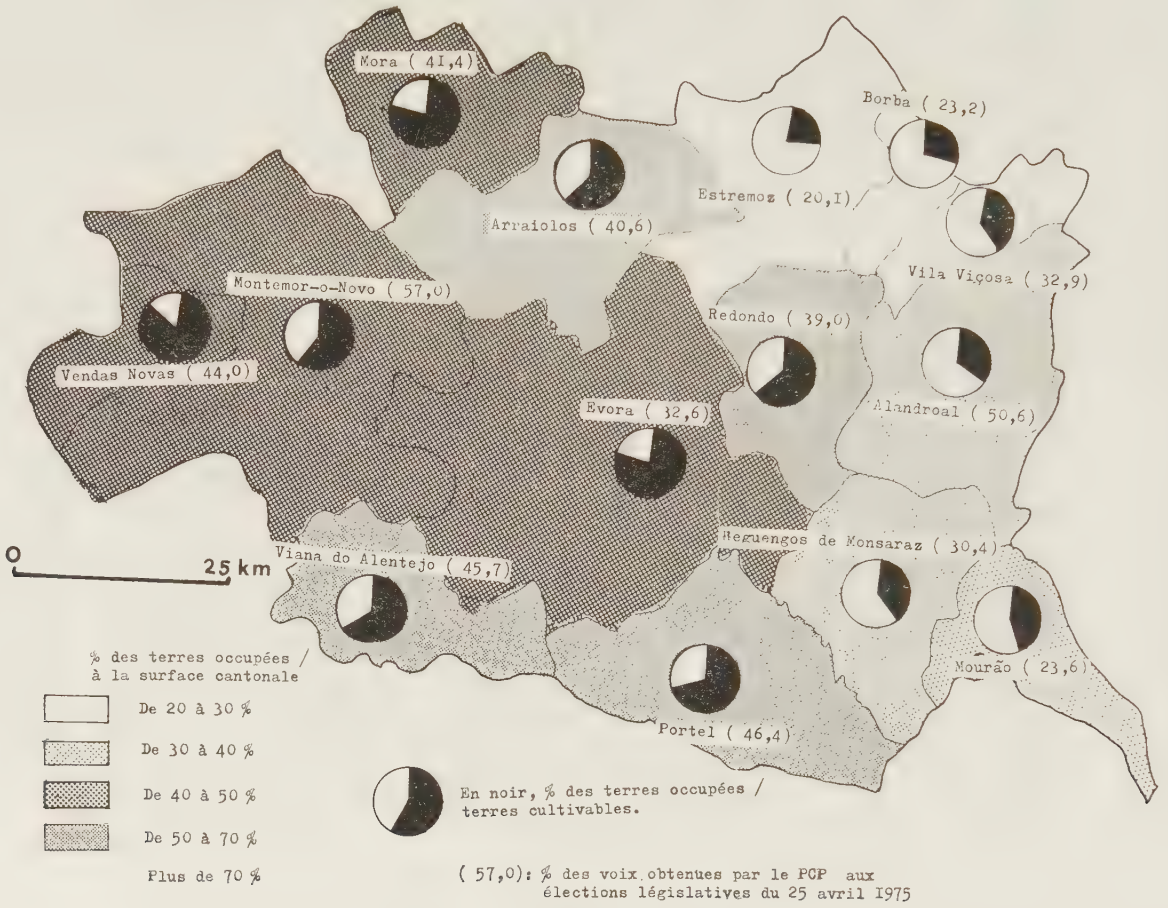
Jusqu'au mois d'avril 1975, tout ce personnel se consacra essentiellement à faire des enquêtes dans les exploitations pour savoir ce qui était correctement exploité et ce qui ne l'était pas, en vue de procéder à des expropriations partielles ou totales. On peut considérer qu'au début du mois d'avril 1975, pour la seule province d'Evora, quelque 40 000 hectares ont été inspectés. Les exploitations visitées ont fait l'objet d'un rapport envoyé à l'Institut de Réorganisation Agraire. Cet immense travail, la plupart du temps sérieusement effectué, a été grandement facilité par l'existence de cartes des sols au 1/50 000, de cartes d'occupation des sols au 1/25 000, de cartes de potentialités d'utilisation des sols au 1/50 000, et par les autres possibilités de contrôle (par exemple, sur les céréales, le lait, les oléagineux). Quelques semaines après le passage des techniciens, l'exploitant reçoit le rapport d'inspection avec, évidemment, les appréciations. Le rapport est plus ou moins long, la longueur dépend vraisemblablement du temps passé sur l'exploitation et du soin mis à le rédiger. La plupart des rapports font une description circonstanciée de l'exploitation on tenant compte des limites naturelles puis, suit l'appréciation des inspecteurs avec, la plupart du temps, y compris quand il s'agit d'une exploitation modèle, des suggestions pour intensifier encore le système de production agricole.

Nous avons, dans toutes les exploitations dans lesquelles nous avons enquêté dans le Haut-Alentejo, demandé à voir le rapport. Sur 53 exploitations, seules 18, appartenant à 11 propriétaires, avaient reçu la visite des inspecteurs. Toutes ont obtenu un rapport au moins favorable, quatre un rapport élogieux. Aucune n'a été gratifiée du qualificatif infâmant de « latifundium » et n'est donc susceptible d'être expropriée totalement ou louée obligatoirement à l'Etat. Cela confirme ce que nous avons essayé de prouver : alors que l'on continue à prétendre que l'Alentejo est couvert de latifundiums, on est bien obligé de reconnaître que, étudiant les exploitations les unes après les autres, il est difficile d'en trouver.

Mas cela n'est pas l'avis des syndicats de travailleurs qui sont sûrs du fait que les grandes exploitants « n'ont rien fait depuis les Romains »[31] et se proposent d'utiliser à plein les initiatives de la « base » pour mener à bien la réforme agraire.

31. C'est la formule utilisée par le responsable d'une coopérative à Seda : elle est caricaturale mais significative d'un état d'esprit.

Les terres occupées dans la province d'Evora. 1976



[Fig. 47]

Les syndicats locaux de travailleurs [32] se mirent en quête des exploitations mal tenues ou appartenant à des « saboteurs » [33] et résolurent à leur façon le problème du chômage [34] puis réalisèrent leur réforme agraire.

On pensa résoudre le problème du sous-emploi par la distribution obligatoire de main-d'œuvre et un vaste plan fut mis sur pied pour affecter des travailleurs aux grandes exploitations. La distribution de main-d'œuvre s'est opérée en deux phases, l'une légale, l'autre complètement arbitraire.

— La première phase s'est opérée de façon légale [35] dans le cadre des conventions collectives de travail passées entre les professionnels et les syndicats. Dans chaque canton [36], des commissions [37] furent mises en place pour affecter du personnel aux exploitations « mal exploitées » afin d'effectuer « des travaux rentables ». Voilà un objectif excellent et qui peut, où que ce soit, faire l'unanimité : on résout ainsi le problème du chômage et celui de l'intensification de la production agricole. On pourrait, comme en Chine populaire, et de façon très efficace, conquérir des terres nouvelles, réaliser des infrastructures (barrages, routes, adductions d'eau, etc...). En fait, faute d'exploitations sous-utilisées, les syndicats considérèrent que toutes les exploitations de quelque dimension [38] devraient recevoir des travailleurs supplémentaires, considérant que toutes avaient quelque chose à faire.

Ainsi, toutes les grandes exploitations et beaucoup de moyennes se sont vues affecter un nombre plus ou moins important de travailleurs supplémentaires. Même les exploitants étrangers ne sont pas épargnés : l'exploitant anglais de Portel [39], propriétaire de 120 hectares et fermier de 100 autres, le tout en terres sèches, s'est vu infliger l'emploi de quatre femmes supplémentaires. Il est vrai que ses rapports personnels avec le syndicat local, non élu, sont tendus et qu'il est en butte à toutes sortes de tracasseries [39]. Par contre, tel autre exploitant anglais de Vidi-

32. Ils furent organisés après le 25 avril et regroupés dans un syndicat unique, l'Intersyndicale. Dominés par le PC, très vite ils sont devenus de véritables soviets, détenant localement un véritable pouvoir réglementaire et pouvant, sans appel, disposer de tous les biens.

33. Dès que surgirent les premières difficultés, la chasse aux « saboteurs » prit l'aspect d'une véritable chasse aux sorcières.

34. Qui n'existait plus dans les campagnes avant le 25 avril.

35. A ceci près que les grands exploitants ont été contraints d'accepter la totalité du contenu des conventions collectives.

36. Concelho.

37. Ces commisions, au début, furent constituées par deux représentants de la profession, deux des syndicats locaux de travailleurs et d'un technicien nommé par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches. Ce dernier fut souvent contesté par les syndicats et le Ministère du Travail ... et remplacé.

38. A partir de 150 ha en terres sèches.

39. Cet Anglais mentionné p. 615 fut accusé, à tort, d'avoir incendié le silo à grains de Portel donc de sabotage économique. Il fut relâché après l'arrestation du véritable incendiaire et l'intervention du Consul Britannique. Il conserva cependant à sa charge les quatre ouvrières.

gueira, ayant affermé 630 hectares, n'a pas eu à subir de charges salariales supplémentaires. C'est dire qu'il est difficile de savoir en fonction de quel critère sont effectuées les distributions. Dans certaines communes, on a distribué automatiquement un homme pour cent hectares de terres sèches. Ailleurs, cela s'est fait en fonction des relations personnelles que l'on peut avoir avec les syndicats. On s'aperçoit que cette distribution se justifie difficilement si l'on considère à quels travaux est affectée la main-d'œuvre, c'est-à-dire en fonction de quels critères l'on juge que telle exploitation est sous-utilisée.

En effet, cette main-d'œuvre sert rarement à effectuer un travail utile dans la mesure où les motifs d'affectation sont illusoires, absurdes ou non rentables. Par exemple, sur telle exploitation de Portel, on oblige le propriétaire à utiliser de la main-d'œuvre supplémentaire pour couper les broussailles. Vérification faite, pendant l'été 1975, les broussailles couvraient des pentes supérieures à 30 % et l'érosion avait déjà commencé son œuvre [40]. Normalement, cette exploitation devrait désormais tomber sous le coup de la loi qui considère avec raison que « les pratiques ou opérations culturales qui, de façon notoire, donnent origine ou aggravent le processus érosif des sols, ce qui entraîne la baisse de leur capacité productive, seront considérées comme des actes entraînant la sous-utilisation » [41] et peuvent donc être expropriées. Nous avons vu, à Arraiolos, un exploitant accepter de la main-d'œuvre féminine pour sarcler à la main, des parcelles de céréales bien qu'il ait déjà épandu des herbicides. D'autres ont été contraints à faire arracher les herbes spontanées de la rivière ou à faire ramasser des pierres. Cette dernière opération n'est pas toujours inutile, cependant elle a été souvent pratiquée sur des terres non agricoles que l'on avait négligé — et pour cause — d'épierrer au long des siècles. Cependant, le motif le plus général d'affectation de main-d'œuvre fut la taille des arbres forestiers, en particulier des chênes verts. L'élagage, dans l'ancienne économie traditionnelle, avait un grand intérêt, aussi bien du point de vue de l'entretien du chêne pour améliorer sa fructification que de l'utilisation des sous-produits. Aujourd'hui, le chêne vert étant impropre, sans de coûteuses manipulations, à la production de bois d'œuvre, cet intérêt a fortement diminué ou, sur les terres agricoles, complètement disparu. Le chêne vert s'est maintenu sur de vastes espaces en raison d'une législation surannée, bien compréhensible en d'autres temps, qui protège les arbres forestiers. Les exploitants qui ne désirent qu'intensifier leur système de production agricole aimeraient voir disparaître ces chênes verts des terres agricoles. On les élimine progressivement et les chênes restants ne sont plus entretenus car cette opération n'a ni rentabilité ni utilité. Pourtant, les syn-

40. L'ordonnance n° 299, du 9 mai 1975, qui détermine les critères d'utilisation minimum de la terre considère qu'une exploitation ne peut pas être considérée comme sous-utilisée du fait de l'existence « d'un maquis climacique dans les peuplements forestiers dans le cas où sa présence se montre nécessaire à la conservation du sol ». Diário do Governo, 1ère série n° 107, p. 666, n° 4.

41. Ordonnance n° 299 du 9 mai 1975, n° 5.

dicats considèrent le non-entretien des chênes verts comme l'indicateur le plus évident d'une agriculture latifundiaire. Et l'on peut affirmer que plusieurs milliers de travailleurs furent utilisés pour tailler les chênes.

Tout cela n'a toutefois pas été jugé suffisant par les syndicats et l'on est passé à une deuxième phase.

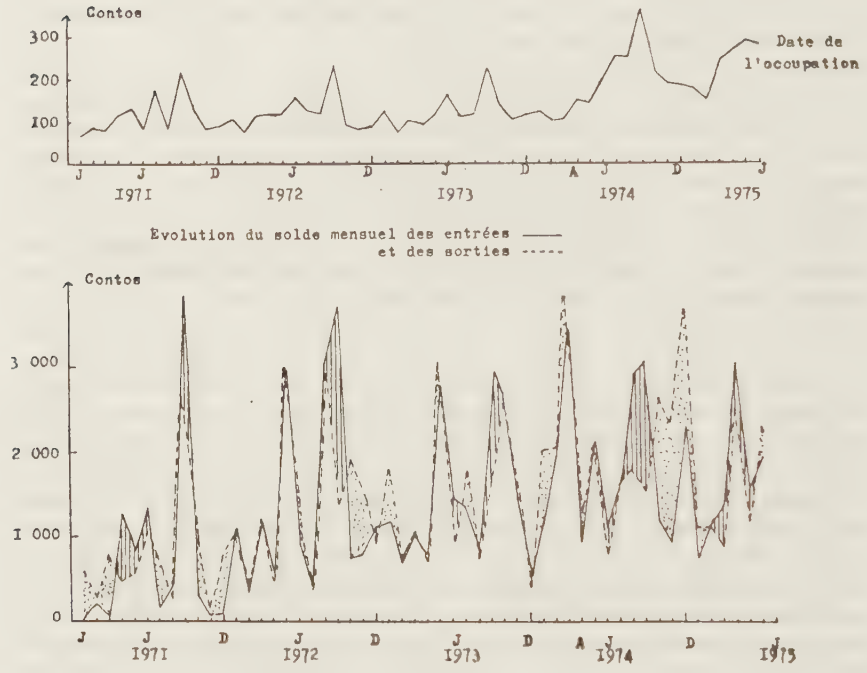
— Dans cette deuxième phase, les syndicats se sont simplement passés de l'avis de la commission et ont réparti la main-d'œuvre à leur guise. Dès lors, les charges salariales sont devenues énormes. Tel exploitant ayant 1 300 hectares dont 150 en irrigué s'est vu affecter 30 hommes et 30 femmes supplémentaires! Dans ce cas précis, on arrive à un doublement de sa charge en main-d'œuvre qui était déjà énorme. Pratiquement, dans la grande exploitation, on a atteint des charges en main-d'œuvre similaires à celles des microfundiums en dépit d'une mécanisation rationnelle.

Comme l'embauche est automatique dès lors qu'un travailleur la sollicite [42], le volume de la demande d'emploi s'est brusquement gonflé. Des enfants, des vieillards, des femmes qui, en d'autres temps, ne se seraient pas présentés sur le marché du travail exigent, et obtiennent, un emploi. La crise qui affecte la construction civile, le tourisme et l'industrie contribue encore à gonfler la masse de personnel à distribuer dans l'agriculture. Seule, dans la crise économique, à n'avoir pas débauché, la grande exploitation est tenue d'employer tout le monde. Il ne nous a pas été possible de connaître le nombre exact de personnes « employées » de cette manière. On peut néanmoins estimer que le nombre de travailleurs agricoles a augmenté d'environ 50 % en Alentejo, ceci au moment où les salaires agricoles se sont considérablement élevés.

Ces distributions de personnel sont complètement illégales mais la loi émane des syndicats locaux qui décident souverainement de ce qui est latifundiaire et de ce qui ne l'est pas ; or, pour eux, toute grande exploitation est latifundiaire. Dans la mesure où aucun travail ne peut être proposé à cette main-d'œuvre, de nombreux exploitants ont officiellement proposé de continuer à payer ce personnel mais de l'utiliser à des travaux publics, à l'amélioration de l'habitat, etc... Aucune demande allant dans ce sens n'a reçu de réponse. Il est donc certain que ces distributions de personnel ont été effectuées en fonction de critères politiques ou de vengeance sociale ou, tout simplement, pour régler des comptes. Il s'agit d'infliger à la grande propriété, et à la moyenne dans une certaine mesure, le plus de charges possible afin de les ruiner.

42. Même s'il n'est pas disposé à travailler effectivement.

Evolution mensuelle des charges en main-d'œuvre et des charges sociales d'une grande exploitation alentejane



[Fig. 48]

Bien entendu, nul se saurait s'opposer, dans ces années 1974-75, aux syndicats et tout exploitant qui refuserait la main-d'œuvre qu'on l'oblige à rémunérer verrait son exploitation occupée. C'est d'ailleurs à l'occupation proprement dite des terres que les syndicats vont désormais s'employer.

L'occupation des terres est un fait désormais bien connu dans le monde méditerranéen ; par exemple, les occupations de terres furent nombreuses en Italie pendant la période pré-fasciste et en Espagne pendant la seconde république. Cela se passe simplement : un groupe de travailleurs se substitue en fait à l'exploitant légitime à la faveur d'une période où le rapport des forces lui est favorable. Ces occupations sont souvent qualifiées de « sauvages » car elles se situent en dehors du cadre légal et sont spontanées, prises en charge ou non par un parti révolutionnaire. L'occupation sauvage des terres est donc l'expression la plus visible de la lutte des classes dans les campagnes. Cette prise de possession de fait casse l'ordre traditionnel et engendre, en général et quand le rapport des forces n'est pas trop disproportionné, la violence physique ; c'est ce qui s'est produit en Estrémadure espagnole avant la

guerre civile où les grands propriétaires ont défendu individuellement, les armes à la main, leurs propriétés.

Au Portugal, les premières occupations de terres eurent lieu dans l'hiver 1974-75. Elles commencèrent dans le Bas-Alentejo et le Ribatejo et aboutirent toutes à la création « d'unités collectives de production ». L'une des premières fut l'unité collective de production (U.C.P.) « Etoile Rouge » qui se créa le 12 février 1975 à Santiago do Cacém dans le Bas-Alentejo. Elle fut formée à la suite de l'occupation de deux exploitations, l'une, le Poinho, de 600 hectares apartenant à la maison Bareiras [43] et l'autre, la Quinta da Corona, de 2 118 hectares. Ses statuts furent rédigés à partir d'un modèle unique procédant du Ministère de l'Agriculture et des Pêches avec seulement de légères modifications apportées par l'assemblée générale. Pour parer à ses premiers besoins, la « coopérative » reçut immédiatement un crédit de 3 000 contos et les propriétaires furent légalement expropriés. Ce processus est devenu classique et se déroule en trois phases :

— Occupation sauvage d'une ou plusieurs exploitations.

— Arrivée des techniciens de l'Institut de Réforme Agraire pour conseiller les occupants. Ceux-ci commencent immédiatement les démarches pour l'obtention d'un statut de coopérative et essaient d'obtenir des crédits spéciaux de l'Etat.

— Expropriation du propriétaire, celle-ci pouvant intervenir plusieurs mois après l'officialisation de la coopérative.

Ces premières occupations étonnèrent beaucoup car elles se produisirent alors que le gouvernement en place avait l'intention d'appliquer, dans toute sa rigueur, la réforme agraire.

A partir du printemps 1975, les occupations se multiplièrent. Ainsi, au cours de l'année 1975, les surfaces occupées dans la province d'Evora sont les suivantes [44] :

43. Cette maison avait fait fortune dans le liège, en particulier par des ventes à l'U.R.S.S.

44. Análise Social n° 50-2.°. 1977. Cadre n° 2.

Surfaces occupées mensuellement dans les différents cantons de la province d'Evora (en ha) :

Canton	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Alandroal							2 758		3 060	9 089	263	—
Arraiolos		785					5 954	3 839	11 128	19 861	806	—
Borba								64 5	2 404	989		—
Estremoz							741	2 651	3818	3 923	145	—
Evora	132	805			1 855	807	5 999	17 086	40 638	27 759	5 970	—
Montemor-o-Novo		402	711	2 702	918	3 175	9 345	37 320	21 003	6 927	1 402	—
Mora					315		156	15 972	4 516	11 331		—
Mourão												
Portel		1 060			546	223	324	14 071	6 069	17 703	1 831	—
Redondo								3 224	11 499	5 632	1 532	—
Reguengos de Monsaraz		455				842		125	4 731	9 061	1 781	—
Vendas Novas				5 927	1 185	2 230		2 817	760	2 467	3 316	—
Viana do Alentejo					956		2 090	1 969	766	18 387	1 132	—
Vila Viçosa									743	3 415	575	—
	132	3 567	711	8 629	5 776	7 277	30 440	99 719	113 379	144 681	19 555	—

Les terres occupées à Vimieiro

[Fig. 49]

En tout, 430 796 hectares furent occupés pendant l'année 1975 dans la province d'Evora [45]. Plusieurs remarques peuvent être faites sur l'époque et la localisation de ces occupations.

On peut distinguer trois vagues, d'inégale importance, dans ces occupations. La première se situe à la fin de l'hiver 1974-75 ; c'est en quelque sorte une vague pionnière qui s'opère dans un contexte politique incomplètement favorable car le général Spínola est encore aux affaires. La deuxième vague se place au printemps, après le 11 mars. C'est une phase révolutionnaire et il s'agit de punir la « réaction » en lui enlevant les biens de production qu'elle utilise mal et de prévenir les actes de « sabotage économique ». Paradoxalement, cette phase n'a pas été de grande ampleur par opposition à ce qui s'est passé dans les usines. Enfin, la vague la plus importante déferle pendant l'été et l'automne 1975 jusqu'à la chute du gouvernement de Vasco Gonçalves. Rien ne s'oppose plus aux occupations et la loi du 29 juillet leur donne une sorte de caution officielle.

Le Haut-Alentejo n'a pas été touché partout de la même façon par les occupations. Certains cantons l'ont été fortement comme Montemor-o-Novo et Arraiolos dans le district d'Evora. Le district de Portalegre — bien que nous ne disposions pas encore de toutes les statistiques — a été relativement épargné. En somme, c'est l'ouest et le sud du Haut-Alentejo qui ont été les plus fortement atteints, le plus grand nombre d'occupations se localisant sur l'axe Evora-Arraiolos-Montemor-o-Novo-Avis. Il est difficile d'expliquer les raisons de cette répartition ; on peut néanmoins avancer quelques hypothèses. C'est dans l'ouest du Haut-Alentejo que l'on rencontre le plus grand nombre de zones à sol pauvre couvert de suberaies. Or, le chêne-liège a mauvaise réputation chez les syndicats et sert d'indicateur du latifundisme. Dans ces régions, les « patrons » ont une réputation de dureté et c'était là que les inégalités sociales étaient les plus marquées et où la richesse était la plus ostentatoire. C'était là que le P.C. était le plus fortement organisé sous le régime de Salazar, surtout à l'ouest d'une ligne passant par Seda-Avis-Vimieiro-Evora et Reguengos de Monsaraz. Surtout, c'est là que se situe l'Ecole Pratique d'Artillerie de Vendas Novas dont les troupes intervinrent en permanence pendant toute la période des occupations [46]. Par opposition, les grands propriétaires de l'est du Haut-Alentejo, ceux d'Elvas et de Campo Maior par exemple, sont restés plus unis et ont bénéficié

45. Ces statistiques ne coïncident pas exactement avec les surfaces qui seront effectivement expropriées et celles qui resteront définitivement dans le secteur collectif.

46. Par contre, à Elvas, le commandant des Forces Armées s'est prononcé contre les occupations alors qu'à Evora le capitaine Andrade da Silva s'est acquis une sinistre réputation chez les exploitants pour ses méthodes d'intimidation. A côté des Forces Armées, d'autres organismes ou personnalités agirent activement en faveur des occupations comme les gouverneurs civils de Portalegre et d'Evora et le sociologue João Crisóstomo du Centre Régional Agraire d'Evora.

de circonstances favorables : pas de troupes hostiles, des exploitations sises sur des sols riches et difficilement assimilables à des latifundiums.

Officiellement, ces occupations de terres sont illégales et réactionnaires et rares furent les organes de presse et les personnalités politiques qui ont tenté de les justifier[47]. L'immense majorité des Portugais aurait préféré l'application normale de la loi, fût-elle révolutionnaire comme celle du 29 juillet, et l'occupation des terres n'a pas été aussi aisée que le prétendent les observateurs arrivés en Alentejo après que les expropriations aient été faites. Généralement, les travailleurs agricoles ont répugné à occuper illégalement des terres et surtout à s'emparer des récoltes, fruit du travail d'autres travailleurs. Cette répugnance, ou tout au moins ce manque d'enthousiasme, se traduit par des hésitations. Par exemple, l'exploitation « Torre de Palma », 1 800 hectares dans la commune de Vaiamonte, canton de Monforte, a été difficile à occuper faute d'occupants. Elle l'a d'abord été, puis les travailleurs l'ont abandonnée, puis réoccupée. Les cas d'occupation puis d'abandon sont assez nombreux ; par exemple, l'herdade « Melão », 450 hectares, située à six Km à l'ouest d'Evora, fut abandonnée à la fin du mois d'août 75. Les travailleurs voulurent la remetre au propriétaire qui refusa sans avoir la garantie de la conserver. Alors, les travailleurs l'abandonnèrent pendant quelques jours mais les services de la réforme agraire les obligèrent à la réoccuper. Lors de notre passage, en septembre, ils étaient en train de faire du charbon de bois. Dans le voisinage, l'herdade « Figueiras », couverte d'un montado de chênes-lièges, connut la même aventure : occupée au début du mois de septembre, elle fut abandonnée huit jours plus tard et remise au propriétaire qui la retrouva intacte. L'abandon peut survenir quelques heures seulement après l'occupation, tout dépend des qualités de négociation du propriétaire.

Dans le cas où la propriété reste occupée, un nombre variable mais souvent important de travailleurs la déserte. Par exemple, dans la herdade « dos Almendras », à Evora, qui fut une des premières à être occupée en juin 1975, il y avait au début une soixantaine de travailleurs, en août

47. Seuls les leaders gauchistes et la presse d'extrême-gauche ont pris ouvertement fait et cause pour les occupations sauvages. L'article « La réforme agraire en péril » du 26 septembre 1975 dans le quotidien Diário do Sul est significatif.

Alvaro Cunhal, à notre connaissance, n'a pas désapprouvé les occupations sauf celles qui sont « injustes », c'est-à-dire celles ayant touché des petits et moyens agriculteurs. Cf. le quotidien « Tempo », du 25 septembre 1975, l'article « Deux cas qui choquèrent Montemor ».

D'autres distinguent, par exemple Joaquim Lourenço, député du P.P.D. (Parti Populaire Démocratique, centre gauche) de Santarém les occupations « justifiées » et les occupations « sauvages » (Cf. le quotidien « A Luta » du 20 septembre 1975). Selon lui, sont justifiées les occupations qui sont « le produit de la spontanéité et de la créativité des masses populaires » et qui s'exercent sur des terres mal cultivées ou abandonnées sur lesquelles naissent de nouvelles exploitations et une activité économique valable. Par contre, sont sauvages les occupations faites par des « opportunistes », sans justification économique, et donnant lieu à des déprédations. Dans le premier cas, les occupations s'intègrent dans le concept de réforme agraire, dans l'autre, ce sont des actes réactionnaires et de sabotage économique.

à peine une trentaine. D'autre part, il est rare que l'initiative de l'occupation vienne de l'ensemble ou même de la majorité des travailleurs de l'exploitation. En général, un petit nombre de travailleurs, parfois un contremaître, dirigent l'occupation. Nous connaissons de nombreux cas où nul ne veut prendre la responsabilité d'occuper la terre du « patron » et les occupants viennent d'ailleurs souvent avec l'aide de la troupe. Quand les travailleurs faiblissent, ou tout simplement quand ils manquent d'enthousiasme pour occuper les terres qui leur sont désignées, ils sont stimulés par les syndicats locaux. Ceux-ci ont en effet le pouvoir, en période de chômage, de donner du travail ou de faire renvoyer une personne qui ne se conformerait pas à leurs décisions. Aussi, nous ne pensons pas que les occupations aient toutes été spontanées, loin de là.

Comme l'opinion publique ne comprenait pas la nécessité des occupations, alors que le gouvernement révolutionnaire contrôlait complètement la situation et qu'il suffisait d'appliquer la loi révolutionnaire, les occupants n'eurent de cesse de se justifier. Pendant l'hiver 1974-75 les quelques occupations qu'il y eut portèrent, souvent mais pas toujours, sur des exploitations notoirement mal mises en valeur. Dans ce cas, il y avait illégalité mais le motif d'intervention était raisonnable. En somme, il s'agissait seulement d'anticiper sur des mesures qui, tôt ou tard, seraient prises. Dès le printemps et jusqu'en juillet, dès lors que l'on constata que peu nombreux étaient les latifundiums, on tenta a posteriori de justifier l'occupation de terres parfaitement bien exploitées. Un des motifs les plus souvent invoqués est la présence « d'herbe » au lieu et place de céréales ou de cultures horticoles (tomates, par exemple). La présence d'herbage est, pour les syndicats, un indicateur sûr de sous-exploitation donc de sabotage économique. Le cas de l'occupation de la herdade « Vale d'Aberta » de 350 hectares, à Seda canton d'Alter de Chão, est significatif :

Dans cette propriété ayant des sols médiocres de catégorie C, il y avait lors de l'occupation :

16 ha de lupin jaune
85 ha de blé mûr prêt à être récolté
15 ha de fourrages en terres sèches
9,9 ha de regadio sous un barrage collinaire
le reste est en montado de chênes verts et de chênes-lièges assolé alqueive-céréale-pousio.

Il y avait en outre :

387 brebis et 20 moutons
125 agneaux
41 génisses de 18 mois issues d'un croisement entre la race salers et la race alentejane.
6 vaches charolaises et un taureau charolais inscrits au herd-book.
3 génisses charolaises de trois ans, 2 génisses charolaises de deux ans, et 4 veaux charolais.

> Cette exploitation, modèle étant donné la qualité des sols, avait un programme d'intensification portant sur l'élevage. Le propriétaire, qui venait d'acheter 46 vaches reproductrices issues du croisement des races alentejane et salers destinées à une autre exploitation, décida de produire massivement des fourrages y compris dans son petit périmètre irrigué.

C'est ce qui provoqua l'intervention des travailleurs de Seda auprès des services de l'I.R.A. de Portalegre, leur syndicat arguant que les regadios devaient être consacrés à la culture de tomate. En conséquence, les représentants syndicaux et les propriétaires furent convoqués le 10 mai par l'I.R.A. à Elvas. Un accord intervint immédiatement selon lequel les propriétaires louaient, aux conditions du syndicat, tout le regadio qui venait d'être mis en état pour faire de la culture de tomates et, en compensation, le syndicat les soulageait de trois travailleurs. En dépit de cet accord, la totalité de la propriété fut occupée le 27 mai 1975 par une vingtaine de travailleurs qui expulsèrent aussi tous les employés de l'exploitation. Dans ce cas précis, l'herbe est réactionnaire. Il n'en va pas toujours de même. Ainsi, un exploitant qui enterrait un engrais vert pour mener à bien ses travaux préparatoires fut convaincu de sabotage économique pour destruction de pâturages et vit son exploitation occupée. Un autre, à la fin du mois de décembre 1974, fut accusé du même crime pour avoir mal nourri son troupeau ; on ne tint nullement compte de la terrible sécheresse de sept mois qui frappa le sud de la Péninsule Ibérique. En vertu de quoi, son bétail lui fut enlevé pour être transféré dans une exploitation déjà occupée.

On peut arguer aussi de ventes de bétail. Ce motif fut souvent avancé à la fin du printemps 75. Cela est considéré comme une forme de sabotage économique dans la mesure où le fait de vendre du bétail amoindrit le cheptel national. Cela, en termes absolus, est exact mais alors il faudrait renoncer à se servir du bétail et ne pas tenir compte du fait qu'à la fin du printemps il est traditionnel de voir augmenter les ventes ; de plus, en 1975, ces ventes ont été motivées par le fait que les propriétaires avaient besoin de liquidités pour faire face à l'augmentation massive des charges salariales alors même que le cours des animaux en vif était au plus bas. Il aurait été pour le moins nécessaire que le gouvernement, comme il l'avait fait en 1974, limite les ventes de viande congelée pour faciliter les ventes de viande fraîche portugaise.

Parmi les autres motifs possibles, tous n'ayant rien à voir avec le fait qu'une exploitation est correctement exploitée ou non, il y a l'arrêt des investissements ou le non-respect des conventions collectives ou encore la non-réparation de matériel agricole, tous faits considérés comme des actes de sabotage économique.

En fait, les véritables motifs sont d'ordre politique, tels qu'ils ont été affirmés dans le préambule de la loi du 29 juillet, ou d'ordre personnel. Par exemple, dans le secteur de Campo Maior, et Arronches, les premières occupations ,en juin 1975, touchèrent un commerçant mal aimé de 85 ans et une très riche société que l'on a voulu punir car l'un de ses représentants avait osé, trois semaines plus tôt, ainsi qu'un groupe

de propriétaires, venir demander des comptes au directeur de l'I.R.A. de Portalegre.

L'excès de politisation du problème agraire ne prit pas fin avec la chute du gouvernement de Vasco Gonçalves, le 25 novembre 1975. Malgré le passage de Barreto au Ministère de l'Agriculture et des Pêches, le problème des indemnisations n'est pas encore résolu.

c) L'absence d'indemnisations

Le caractère révolutionnaire de la réforme agraire portugaise est renforcé par le fait que les anciens propriétaires ne doivent pas s'attendre à une réelle indemnisation de leurs biens, fût-ce de leur capital circulant ou de leur capital d'exploitation.

Certes, les différents gouvernements n'ont cessé de réaffirmer l'intangibilité du principe de l'indemnisation. Déjà, l'article 5 de la loi du 29 juillet 1975 précise que :

> « Les règles qui seront utilisées pour fixer les indemnités à attribuer aux propriétaires ou aux titulaires de droits et de charges atteints par les mesures d'expropriation ou de réquisition seront définies par décret-loi à publier dans un délai de 180 jours à partir de l'entrée en vigeur de ce texte ».

Il fallut attendre la loi du 26 octobre 1977 [48] pour que l'on reparle de ce problème. L'article 1 de ce texte affirme que la Constitution reconnaît que « toute nationalisation ou expropriation ne peut être faite que moyennant le paiement d'une juste indemnisation ». Cette juste indemnisation comprend [49] la valeur des équipements, les améliorations effectuées, le bétail et les fruits pendant et ceci aussi bien pour les Portugais que pour les étrangers [50].

En fait, les autres articles de la loi du 26 octobre vident de son sens l'article I. Ainsi, il est prévu [51] que le montant de l'indemnisation sera calculé sur la base de la valeur au moment de la nationalisation ; le paiement en sera fait par des titres à émettre sur la dette publique ; le début des paiements n'interviendra pas avant deux à cinq ans et, après ce délai, la période d'amortissement est fixée de 6 à 23 ans et les taux d'intérêt sont très faibles dès que les indemnités deviennent un peu élevées. Ainsi, ceux qui doivent recevoir plus de 6 050 000 escudos [52] se verront remettre leurs premiers titres dans cinq ans, la période d'amortissement est de 23 ans et le taux d'intérêt de 2,5 %. Toutes ces réserves sont maintenant classiques pour rendre symboliques les indemnisations ; quand on sait qu'au Portugal le taux d'inflation est de 15 à 30 % chaque

48. Loi n° 80 du 26 oct. 1977. B.E. 1 série n° 248, pp. 2586 à 2593.
49. Article 1,3.
50. Article 1,6.
51. Article 8,1,a.
52. C'est la valeur d'une quinzaine d'hectares irrigables.

année, on comprend que les indemnités ne coûteront pas cher — directement du moins — à l'Etat et que les exploitants concernés par la réforme agraire ne toucheront pratiquement rien. Et encore, l'article 41 précise que « le gouvernement pourra, à titre exceptionnel, déterminer, par décret-loi, la suspension temporaire de l'application des dispositions de la loi présente pour éviter ou résoudre les perturbations graves d'ordre monétaire ou financier qui résulteraient de son application immédiate ... ».

L'Etat portugais se débat effectivement dans des difficultés financières très graves ; elles ne résultent pas du versement des indemnités ni de complications dans l'application de la réforme agraire.

2 — *UNE REFORME AGRAIRE QUI S'EST MISE EN PLACE DANS DES CONDITIONS TRES FAVORABLES*

Les nouvelles structures de production ont bénéficié de circonstances et d'un environnement particulièrement favorables.

En premier lieu, les transferts des terres et des capitaux d'exploitation se sont opérés pratiquement sans victimes et sans incidents majeurs. L'occupation des terres faites, les nouvelles structures d'exploitation ont toutes pris la forme d'unités collectives de production (UCP) trahissant un maître-d'œuvre unique, le PCP. Cependant, après la chute de Vasco Gonçalves, des structures de production concurrentes sont apparues: les coopératives de production sous l'instigation du parti socialiste. Ces dernières se sont développées soit à partir d'UCP déjà créées [53] soit à partir de terres non encore occupées. Les coopératives de production sont très peu nombreuses dans le Haut-Alentejo où les UCP ont bien résisté à leur pression ; par contre, elles se sont multipliées sur les riches barros de Beja où elles forment des exploitations collectives prospères. UCP et coopérative de production ne se différencient guère, outre leur orientation politique, que sur deux problèmes : l'indemnisation du capital circulant, parfois du capital d'exploitation, à accorder aux anciens propriétaires et la rémunération des travailleurs. Les UCP ne veulent pas entendre parler d'indemnisations et respectent une stricte égalité de salaire entre tous les travailleurs quels qu'ils soient. Les coopératives de production sont relativement plus favorables aux indemnisations et distribuent des gratifications supplémentaires aux travailleurs spécialisés sous une forme ou sous une autre, en les intéressant à la production par exemple.

En tout état de cause, la réforme agraire révolutionnaire a été appliquée sans destruction dans un environnement politique favorable à l'intérieur du pays ou à l'extérieur. Ceci est relativement rare et mérite d'être souligné car toutes les réformes agraires révolutionnaires ont été appliquées, à notre connaissance, à la suite de guerres, civiles ou non,

53. C'est l'indicateur de tensions extrêmes entre les travailleurs.

qui ont laissé le pays plus ou moins exangue. En Alentejo, l'appareil de production est tombé absolument intact entre les mains des UCP. De plus, l'opinion internationale a suivi avec sympathie l'installation des nouvelles structures de production et la grande presse internationale leur a parfois attribué — avant même que la première récolte ait été faite —des résultats extraordinaires [54].

De plus, toute une série de dispositions ont été adoptées pour favoriser les UCP, les coopératives de production, les petits et les moyens exploitants. L'Etat intervient dans tous les aspects essentiels de la production et étend largement son contrôle à l'amont et à l'aval de la production agricole. Les mesures les plus favorables pour les UCP ont été prises sous le gonçalvisme et certaines ont été aujourd'hui suspendues. Les textes les plus importants ont concerné le liège, le crédit agricole, les prix et la commercialisation des produits agricoles.

a) **La nationalisation du liège** [55]

Aux termes d'un décret-loi, est déclarée indisponible et soumise au contrôle de l'Etat toute la production de liège, extraite ou à extraire pendant la campagne de 1975, dans les herdades touchées par les mesures d'expropriation et de nationalisation. Il en va de même pour celles qui produisent, dans un cycle de neuf à douze années, plus de 25 000 arrobas. De façon provisoire, les propriétaires sont obligés de procéder à l'exploitation [56], à l'empilement et à la garde du liège sous peine de ne pouvoir toucher d'indemnité ni d'exercer leur droit de réserve.

b) **Réforme du crédit agricole**

Plusieurs textes précisent les nouvelles conditions de crédit.

* *Le crédit agricole dit « d'urgence »* [57]

Il est essentiellement destiné aux petits et aux moyens exploitants. Le petit exploitant est celui qui travaille seul sa terre avec sa famille sans jamais faire appel au travail salarié [58] : cela concerne, en général,

54. En France, Le Monde, entre autres, a permis à ses lecteurs de suivre, pas à pas, le développement de la réforme agraire portugaise.

55. Decreto-Lei n° 407-B/75. Tout ce qui concerne le liège est nationalisé depuis la production jusqu'à la commercialisation.

56. Les exploitants sont aussi obligés de payer les frais d'exploitation, soit, en 1975, 350 à 400 escudos par jour et par tireur de liège. Cette avance imposée provoque des crises de liquidité chez les propriétaires et remet en cause la possibilité de réaliser les conditions imposées.

57. Decreto-Lei n° 251/75, du 23 mai 1975.

58. Cela ne correspond à aucune réalité car bien rares sont les petits exploitants qui, à un moment ou à un autre, par exemple pour la récolte des olives, n'utilisent pas de main-d'œuvre salariée.

les exploitations de moins de 12 hectares. L'exploitant moyen est celui qui travaille personnellement avec sa famille mais qui utilise le travail salarié, fût-ce temporairement. Selon le Ministère de l'Agriculture et des Pêches, cette catégorie recouvre des exploitations pouvant aller jusqu'à 400 et même 500 hcetares [59]. Le gouvernement provisoire considère que ces deux catégories d'exploitants ont été, jusqu'alors en fait, exclues du crédit [60]. La nationalisation du secteur bancaire vient à propos pour permettre une augmentation de la production dans les petites et moyennes exploitations ; l'Intersyndicale et, dans une certaine mesure, la Ligue des Petits et Moyens Agriculteurs [61] aimeraient voir la limite de la moyenne exploitation à 100 ou 150 hectares.

Le crédit d'urgence est destiné à faciliter l'achat d'engrais, de combustible, d'herbicides, de pesticides, de semences, de bétail, de petits moteurs pour irriguer, de trayeuses mécaniques, etc... Il peut servir aussi à payer des services : le petit et moyen agriculteur peut faire appel à une entreprise pour labourer ses terres, pour moissonner ; il peut faire appel au travail salarié pour la récolte des olives, pour le traitement phytosanitaire du maïs ou des tomates, etc... Le crédit est remboursable après la récolte et l'intérêt s'élève à 6,5 % par an [62], allant à la banque, et 1,5 % aux commissions chargées de « liquider » les anciennes corporations de l'agriculture [63].

Ce sont ces commissions de liquidation et les ligues de petits et moyens agriculteurs qui décident de l'attribution de ces crédits. Des efforts considérables de propagande sont effectués, à la télévision, à la radio, par la presse, grâce à des affiches, pour faire connaître ce crédit. On insiste sur la simplicité de son utilisation et l'absence de formalités compliquées pour son obtention : il n'est ni besoin de caution ni d'hypothèque, il n'y a ni paperasse à remplir ni retard.

59. La notion d'exploitant moyen est précisée par région : c'est celui qui effectue un « travail directif et exécutif » sur son exploitation sans utiliser plus d'un salarié permanent dans les districts de Viana do Castelo, Braga, Vila Real, Bragance, Porto, Aveiro, Viseu, Guarda, Coimbra, Leiria, Lisbonne, Faro et Funchal (soit, surtout ,le Nord du pays) ou plus de deux salariés permanents dans les districts de Santarém, Castelo Branco, Portalegre, Evora, Beja, Horta, Ponta Delgada et Angra do Heroísmo.

60. Avant le 25 avril, le crédit n'était accordé qu'aux exploitants offrant des garanties par caution, hypothèque, consignation des recettes, etc. Le nouveau crédit est seulement garanti par la confiance personnelle dans les nouvelles structures de production et sur leur capacité, supposée, de produire.

61. Ces ligues, lors de l'automne 1975, n'avaient pas encore de statut ni le personnalité juridique. Néanmoins, elles ont partout des représentants, y compris dans les commissions ministérielles. Ces ligues rassemblent des éléments sociaux disparates avec un sommet présentant déjà des affinités avec les agrariens et une base probablement au bas de l'échelle sociale portugaise (à la différence des travailleurs agricoles, les petits propriétaires et petits exploitants ne bénéficient pas de la sécurité sociale, ni des allocations familiales, ni de la retraite).

62. Avant le 25 avril, les corporations prêtaient à 2 % pour les investissements. La Junta de Colonização Interna faisait aussi des crédits pour les investissements.

63. Comissão Liquidatária do Grémio da Lavoura.

Il est encore difficile d'apprécier les résultats, ils semblent être moyens. Par exemple, dans le district d'Evora, un premier crédit de 19 700 contos [64] fut effectivement attribué dans les mois qui suivirent mai. En août, 184 demandes de crédit seulement étaient parvenues du canton d'Evora et 282 de celui de Montemor-o-Novo.

* *Le décret-loi du 29 juillet* [65]

Le crédit d'urgence s'adressait seulement aux petits et aux moyens agriculteurs et apparaît comme étant une mesure pour promouvoir un type d'exploitation social. Le décret-loi du 29 juillet se propose d'aller bien au delà en apportant le crédit aux nouvelles exploitations collectives et aux associations d'exploitations. En cela, le nouveau crédit se propose d'atteindre toutes les catégories sociales agricoles pauvres ou modestes, y compris les travailleurs agricoles.

Le décret stipule que les nouvelles formes d'exploitation, coopératives ou associatives, peuvent bénéficier d'urgence, avant même leur régularisation statutaire et légale [66], de crédits ; si elles le désirent, le crédit d'urgence leur est aussi ouvert [67].

• D'autres textes [68] élargissent les catégories de bénéficiaires. En définitive, ont droit au crédit d'urgence les petits et moyens agriculteurs, les UCP, les coopératives, les entreprises agricoles ayant une participation de l'Etat, les sociétés agricoles, l'agriculture en groupe et même les agriculteurs particuliers de tous types. Bref, le crédit d'urgence est désormais ouvert à tous. Cependant, l'intérêt qui doit être versé s'élève à 13,25 % au lieu de 6,50 %.

c) La politique des prix

Afin de favoriser les coopératives et les petits et moyens agriculteurs, le gouvernement provisoire pratique des prix différentiels sur les produits garantis.

Par exemple, pour le blé, la table de prix, en fonction du poids spécifique est la suivante [69] :

Gros producteurs (production supérieure à 150 t.)	4,28 à 4,03 escudos
Producteurs moyens (de 25 à 150 t) Coopérative en formation (plus de 150 T)	4,98 à 4,73 »
Petits producteurs (moins de 25 t) Coopératives en formation (moins de 25 t)	5,68 à 5,43 »

64. Un conto = 1 000 escudos.
65. Decreto-Lei n° 406-B/75 du 29 juillet 1975.
66. Decret-Lei n.° 406-B/75, art. 1.
67. Ibid., art. 3.
68. Par exemple le décret-loi 894/76 du 30 décembre, le décret-loi 401/77 du 24 septembre.
69. Diário do Governo. 1er octobre 1975.

Nous voyons les avantages énormes concédés aux petits producteurs. Les différences de prix, entre gros et petits producteurs, atteignent 32,7 % et 34,7 % respectivement sur les qualités extrêmes et ce sont les plus mauvaises qualités qui bénéficient des différences de prix les plus avantageuses.

Il en est de même pour le lait. Le lait payé, au 1er mars 1975, aux producteurs de la coopérative agricole d'Evora a été le suivant :

Taux de matières grasses	*Grande exploitation*	*Petits producteurs avec trayeuse*	*Petits producteurs sans trayeuse*
3,2 %	6,32 esc.	6,62 esc.	6,92 esc.
3,4 % classe A	6,40	6,70	7
3,4 % classe B	5,20	5,20	5,20

Les différences de prix sont moins sensibles : un peu moins de 10 % pour les laits de première qualité, aucune différence pour les autres. Avec la chute du gonçalvisme, les prix ont progressivement été homogénéisés, pour le lait comme pour les autres produits. Sous le gouvernement de Vasco Gonçalves, des coopératives de commercialisation ont été créées pour remplacer les intermédiaires classiques dans les circuits de distribution et servir d'interlocuteur aux UCP.

Voilà donc une réforme agraire qui s'est développée en plusieurs phases avec des modalités d'application originales. Cette réforme agraire n'est pas achevée ; aucune structure n'est pleinement assurée de rester en l'état. Tout peut encore être modifié. Il nous faut, toutefois, dès à présent, apprécier les résultats de ce bouleversement structurel.

B - LES RESULTATS PROVISOIRES DE LA REFORME AGRAIRE PORTUGAISE. Y-A-T-IL BAISSE OU AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN ALENTEJO ?

Vouloir faire un bilan des résultats de la réforme agraire portugaise quatre ans seulement après le 25 avril 1974 est une tâche ingrate et difficile pour deux raisons. Si l'on essaie de présenter un tableau, il est toujours possible — et facile — d'objecter qu'il est bien trop tôt pour faire quelque chose de satisfaisant et que ce ne sera possible que dans 10, 20 ou 100 ans. En second lieu, l'établissement même de ce bilan est une entreprise difficile tant les protagonistes se livrent à une guerre de statistiques où il est souvent difficile de distinguer le vrai du faux. A cela, s'ajoutent les difficultés d'enquête dès que l'on ne se présente pas comme un thuriféraire inconditionnel des nouvelles structures d'exploitation. Nous avons essayé de faire notre possible pour y voir clair de chaque côté et nous ne prétendons apporter qu'un point de vue, bien provisoire, sur une réforme agraire en pleine évolution. Deux points vont retenir spécialement notre attention : celui de l'évolution de la production et les problèmes engendrés par ce type de réforme agraire.

PRODUÇÃO AGRÍCOLA SERÁ DAS MELHORES DE SEMPRE

Com a Reforma Agrária, Portugal vai ter este ano uma das mais espetaculares colheitas da sua história. É o que mostram os novos indicadores agrícolas apresentados pelo Instituto Nacional de Estatística (INE). Esses indicadores são mensais. As previsões publicadas em Maio retificam as de Abril – e sempre para mais.

TRIGO. O rendimento médio previsto no final do mês de Abril (1665 hg/ha) subiu em relação à previsão de Março (1507 kg/ha). Os 1665 kg/ha representam um acréscimo de 17 por cento em relação ao rendimento do ano passado e de 38 por cento em relação ao rendimento médio dos últimos dez anos. A produção este ano certamente vai superar as 850 mil toneladas.

AVEIA. O rendimento médio previsto para Abril é de 832 kg/ha (a previsão do mês anterior era 756 kg/ha), o mais elevado dos últimos dez anos. A produção poderá superar a casa das 150 mil toneladas' (Em 1975 foi de 127 mil; em 1974 de 99 mil; em 1973 de 79 mil).

CENTEIO. O rendimento médio estimado é de 780 kg/ha (no mês anterior era de 748 kg/ha). Isso representa um acréscimo de 7 por cento em relação ao do ano passado e de mais 10 por cento em relação à média dos últimos dez anos. A área plantada este ano é semelhante à do ano passado e menor do que nos anos anteriores. Apesar disso a produção deverá manter-se nos mesmos níveis dos últimos cinco anos.

CEVADA. O novo rendimento estimado para Abril é de 1021 kg/ha (era de 961 kg/ha em Março). Isso «significa um acréscimo de 39 por cento em relação ao rendimento médio dos últimos dez anos», diz o INE.

FAVA. «Para esta leguminosa, avalia-se em segunda estimativa, um rendimento médio de 709 kg/ha – o que equivale a um rendimento superior em 18 por cento ao rendimento médio dos últimos dez anos», afirma o boletim do INE. A produção este ano poderá atingir quase 28 mil toneladas.

FEIJÃO DE SEQUEIRO. A área plantada é da ordem dos 110 mil hectares. Isso representa uma área semelhante à do ano passado e 13 por cento inferior à área média do último decénio. O INE não fez previsões nem quanto ao rendimento nem quanto à produção.

MILHO DE SEQUEIRO. A área plantada é estimada em 149 mil hectares – «o que equivale a uma área igual à do ano anterior mas inferior em 15 por cento à área média dos últimos dez anos», diz o INE. Não há previsões de rendimento e de produção. Como se sabe, o milho é plantado principalmente fora dos distritos da Reforma Agrária.

BATATA DE SEQUEIRO. «Em segunda estimativa, avalia-se a área em 75 milhares de hectares, o que representa um acréscimo de 35 por cento em relação à área média do último decénio», diz o boletim do INE. Não há previsão quanto ao rendimento e à produção.

GRÃO-DE-BICO. «Em primeira estimativa, calcula-se a área em 50 milhares de hectares, o que significa uma área superior à do ano anterior em 13 por cento, mas inferior em 3 por cento à área média do último decénio», diz o INE. Não há previsão de rendimento e produção.

OVOS (apenas a avicultura industrial). A produção de ovos em Março foi de 30 759 mil, o que representa uma quebra de 23,6 por cento em relação à produção do mesmo mês do ano passado.

CARNE DE FRANGO (apenas a avicultura industrial). Em Março, a produção de carne de frango foi de 7259 toneladas. Esse quantitativo representa um aumento de 43,1 por cento em relação à produção do mesmo mês de 1975.

ABATE DE GADO. O abate total em Março de 1976 foi de 13 901 toneladas. Assim, houve uma diminuição de 25 toneladas em relação ao mesmo mês do ano passado (menos 0,2 por cento). Quanto ao gado bovino, o abate foi de 4590 toneladas em Março de 1976, ou seja, menos 539 toneladas do que no mesmo mês do ano passado (decréscimo de 10,5 por cento)

PESCA DESCARREGADA. Foram descarregadas 12,9 mil toneladas de pescado em Fevereiro de 1976, ou seja, mais 924 toneladas do que em Fevereiro do ano passado (mais 7,7 por cento). O preço médio por quilograma foi 41,7 por cento superior em relação ao preço médio de Janeiro de 1976. Assim, «da conjugação positiva da quantidade e do acréscimo do preço, resultou um acréscimo de 52,7 por cento no valor da pesca descarregada», afirma o INE.

« La production agricole sera une des meilleures qu'il y ait jamais eu.

A cause de la réforme agraire, le Portugal va avoir, cette année, une des récoltes les plus spectaculaires de son histoire. C'est ce que montrent les nouvelles informations agricoles présentées par l'INC. Ces informations sont mensuelles. Les prévisions publiées en mai corrigent celles d'avril et elles sont toujours plus favorables ».

Exemple de texte affiché sur les murs des multiples administrations portugaises au printemps 1976.

Nous avons vu comment la réforme agraire portugaise a bénéficié d'un environnement favorable et d'une popularité, nationale et internationale, exceptionnelle. La grande presse a, certains journaux tout au moins, longuement insisté sur les terribles carences des anciens latifundiaires et sur les perspectives exaltantes qu'offrent les nouvelles structures. Tout a été fait pour que celles-ci soient à même de présenter immédiatement de bons résultats ; on leur a accordé la terre, remis machines et bétail, on les a pourvues de crédits considérables et leur a accordé des prix favorables. A juste titre, on peut penser que l'élimination du seul élément de blocage, à savoir les structures latifundiaires, va libérer les forces productives et permettre au Portugal de devenir globalement un pays exportateur dans le secteur alimentaire. C'est la conclusion que peut tirer l'observateur non averti à la suite de certaines lectures qui peuvent être faites. Ainsi, un corerspondant du Monde [70] peut écrire que « les soixante dix mille ouvriers ... (des UCP), par leur enthousiasme et leur abnégation, ont déjà obtenu, comme l'indiquent les statistiques officielles [71], une considérable augmentation de la production et amorcé sa diversification ». Au Portugal même, une multitude de sources abondent dans le même sens. Des statistiques précises sont même avancées [72]. Ainsi, dans la première conférence de la réforme agraire en date du 30 et 31 octobre 1976, on peut lire que les résultats totaux obtenus dans 436 des 450 UCP montrent les augmentations suivantes par rapport à la situation d'avant l'occupation des terres :

Augmentation des surfaces des cultures de printemps	+ 381 %
» » » en blé	+ 141 %
» » » en avoine	+ 205 %
» » » en orge	+ 283 %
» » » irriguées	+ 30 %
» de la production de céréales (blé, avoine et orge)	+ 49 %
» du nombre de vaches laitières	+ 14 %
» » » de bovins pour la viande	+ 56 %
» » » d'ovins	+ 47 %
» » » de porcins	+ 186 %

70. Le Monde 2 sept. 1977.
71. Nous ignorons de quelles statistiques il s'agit.
72. Sous l'égide du PCP sont publiés des bilans établis lors de « conférences de la réforme agraire ». La première conférence s'est tenue à Evora les 30 et 31 octobre 1976, la troisième les 2 et 5 décembre 1978.

Les prévisions pour 1977 sont exaltantes. Par rapport à 1976, nous lisons les augmentations suivantes :

Surfaces en blé	+ 10 %
» en avoine	+ 19,2 %
» en orge	+ 56,6 %
» en cultures de printemps	+ 16,2 %
Nombre de vaches laitières	+ 43 %
» de bovins pour la viande	— 4,4 %
» d'ovins	+ 2,8 %
» de caprins	+ 4,2 %
» de porcins	+ 3,5 %

Les résultats déclarés [73] par les UCP, individuellement, sont plus que prometteurs. Ainsi, dans les UCP de Vimieiro, nous lisons les augmentations suivantes :

Nom de l'UCP	*% d'augmentation des surfaces cultivées/à la situation antérieure à l'occupation*
Monte Velho e anexas	+ 82,2 %
de Tourega	+ 52,75 %
Ilha Fria e anexas	+ 514,3 %
Santana e anexas	+ 1712 %
29 de Setembro	+ 6,7 %
Bardeiras	+ 168,7 %
Vale de Pinta	+ 86,9 %
Claros Montes	+ 54,25 %
Nova Luz	+ 110,3 %
Alavaroanes	—
Monte do Meio e anexas	+ 117,5 %
São Gregório	+ 104,1 %
Arneirão	+ 88,4 %
Sol Nascente	+ 82,2 %
28 de Setembro	+ 271,9 %
Cré e anexas	+ 223,9 %
T.O.C.	+ 190,8 %
Malarranhá	+ 1,9 %
Reguengo	+ 55,3 %

73. Eléments recueillis par le Gabinete técnico do CRRA d'Evora. Ce service a été dissout.

Les effectifs déclarés de bétail montrent souvent des progressions étonnantes ; prenons quelques exemples :

UCP	*Inventaire initial*			*Inventaire au 30/9/76*		
	Bovins	Ovins	Porcins	Bovins	Ovins	Porcins
5 de Outubro (Cano)	349	1 426	422	915	4 498	1 040
1° de Maio (Avis)	536	5 337	233	955	9 215	894
5 de Junho (Valongo)	175	1 507	76	179	7 730	97
Rainha do Alentejo (Castelo de Vide)	616	1 797	712	593	4 727	1 284
Estrela Negra (Sousel)	521	2 257	529	600	2 935	1 367

Sur 33 UCP dont nous avons les bilans initial et final, seules six déclarent des baisses d'effectifs et encore sont-elles très faibles.

La deuxième et la troisième Conferência da Reforma Agrária [74] ne sont pas moins optimistes. Ainsi, selon la troisième Conférence, les résultats obtenus seraient les suivants dans les régions concernées par la Réforme Agraire :

Surfaces totales ensemencées	
sous les Agrariens	94 500 ha
en 1975/76	271 000
en 1976/77	265 000
en 1977/78	312 000
Prévisions en 1978/79	320 000

Parmi ces surfaces, les cultures sèches qui occupaient 78 000 hectares sous les Agrariens, atteindraient 283 000 hectares pour l'exercice 1978-79. Les cultures irriguées feraient un bond en avant de 9 300 à 23 000 hectares (les surfaces en riz passant de 5 340 à 11 600 hectares).

L'augmentation des effectifs du cheptel serait extrêmement rapide :

	Nombre de têtes			*Augmentation par rapport à l'époque des Agrariens*
	1975/76	1976/77	1977/78	
Bovins	84 000	103 000	120 000	+ 65 000
Ovins	401 000 [75]	437 000 [75]	431 000	+ 212 000
Porcins	91 000	170 000	70 000	+ 30 000

74. Nous ne nous servirons que des données fournies dans la « 3ª Conferência da Reforma Agrária », Evora les 2 et 3 déc. 1978, 27 p. + annexes.

75. Nombre de caprins inclus.

Ainsi, en trois ans seulement, on aurait un doublement du troupeau de bovins et d'ovins [76].

Toujours selon cette troisième Conférence, tous les indicateurs économiques et financiers seraient devenus très favorables depuis l'application de la réforme agraire. Ainsi, la productivité annuelle des travailleurs qui oscillait de 52 à 82 contos serait passée à 141 contos soit le triple de celle du reste du pays. La valeur de la production par hectare qui était de quatre contos sous les Agrariens atteindrait aujourd'hui 5,8 contos. Le rapport du produit brut sur le coût de production qui était de 0,77 du temps des latifundiaires, s'élèverait maintenant à 1,1. Ce dernier indicateur est essentiel car il montre que les exploitations latifundiaires étaient déficitaires (en conséquence, il ne pouvait pas y avoir de surprofits) alors que désormais les bénéfices sont considérables. Il apparaît évident que si tous ces chiffres correspondent à la réalité, non seulement le Portugal va complètement se suffire en produits alimentaires mais aussi en inonder les pays voisins.

Comme il est impossible de vérifier tous ces chiffres, et de retrouver l'ensemble des exploitants qui ont été expropriés [77], nous avons cherché à travailler à partir des statistiques officielles que nous citerons, bien entendu, et de monographies détaillées.

Les statistiques que nous utilisons sont celles publiées par l'Instituto Nacional de Estatística qui publie annuellement des Statistiques agricoles. Hélas, les statistiques des années 1977 et 1978 ne sont pas parues et il faut, pour les cultures au moins, se reporter à des feuilles d'estimations mensuelles publiées par le même service pour 1978; les productions de 1977 sont presque toutes connues mais non encore publiées. De toutes ces statistiques, certaines, comme celle concernant les céréales et plus particulièrement le blé, sont fiables. Les recensements du bétail le sont moins et il est impossible d'obtenir des renseignements annuels chiffrés à l'échelle des communes. D'autres statistiques ne peuvent faire l'objet d'aucune contestation ; il s'agit de l'importation des produits alimentaires [78], de l'évolution de l'inflation et du coût de la vie [79].

76. Ce sont de tels chiffres qui permettent de dire à J. P. Carrière que « entre 1975 et 1976 ... le nombre de têtes de bétail élevées dans les U.C.P. a pratiquement doublé » et que cela « explique, en partie, la hausse du P.A.B. dans la mesure où le rendement brut de l'élevage est en général supérieur à celui des cultures ». Cf. J. P. Carrière : « Structures et réformes agraires au Portugal ». Thèse complémentaire, Poitiers, 1978, 283 p. Ouvr. cité, p. 203.

77. Les UCP recouvrant généralement plusieurs herdades, il est très difficile de reconstituer la situation initiale, surtout en ce qui concerne les surfaces cultivées. Pour les machines, le bétail et les stocks, des inventaires ont été systématiquement établis pour évaluer les éventuelles indemnités. Si cette source était accessible, elle serait essentielle. Faute de cela, nous avons demandé ces inventaires aux propriétaires et exploitants que nous connaissions et les avons facilement obtenus.

78. Il faut tenir compte de l'augmentation de la population portugaise due à l'afflux de rapatriés (retornados) des anciens territoires d'Outre-mer.

79. Ceci est très important car il s'agit de savoir si la condition, au moins le niveau de vie, des travailleurs s'est améliorée après la révolution.

Toutes ces statistiques nous donnent des renseignements chiffrés sur le Portugal dont seul le sud a été touché directement par la réforme agraire, sur telle ou telle province ou commune. A supposer que les observateurs s'accordent sur les grandeurs — ce qui serait déjà un progrès considérable — reste l'interprétation qu'il convient d'en donner. Pour les provinces touchées de plein fouet par la réforme agraire, le problème précis consiste à apprécier l'incidence climatique pour expliquer une éventuelle augmentation ou diminution de la production agricole ; par déduction, on peut apprécier l'influence des modifications structurelles engendrées par la réforme agraire. Il est aussi possible de faire l'inverse. Dans ce cas, il convient de partir de monographies d'UCP et de coopératives de production et d'en analyser non seulement les résultats bruts mais aussi, et surtout, le système de production utilisé en les comparant à ceux normalement employés avant le 25 avril ou dans les exploitations privées actuelles.

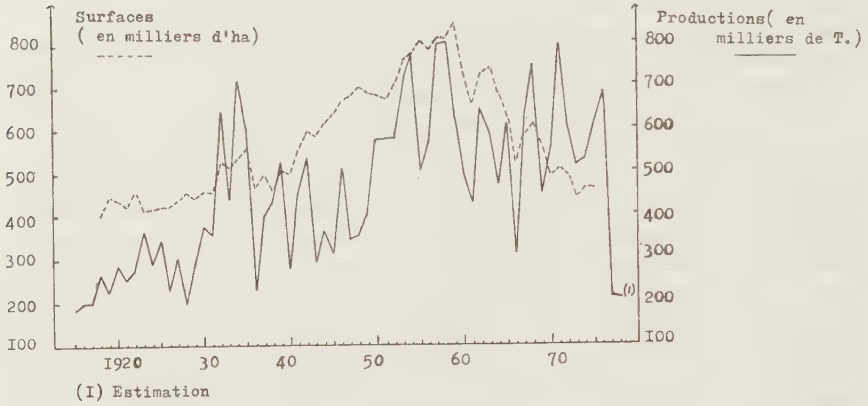
Nous avons décidé de travailler simultanément dans les deux sens. Aussi, dans un premier temps, nous allons analyser les résultats agricoles des dernières années avec l'inconvénient de ne pas disposer de données complètes pour les deux derniers exercices qui sont essentiels puis nous donnerons notre interprétation sur l'évolution de la production agricole

1 — *LES RESULTATS AGRICOLES DES DERNIERS EXERCICES*

Tout d'abord, il n'est pas inutile de préciser à partir de quelle date la réforme agraire, avec ses nouvelles structures de production, a pleinement pesé sur la production agricole. Les toutes premières occupations d'exploitations eurent lieu seulement à la fin de l'hiver 1974-75 et au printemps 1975 si bien que la totalité des récoltes des années 1974 et 1975 sont à mettre au compte des anciens exploitants. La vague des occupations s'est effectuée pendant l'été et l'automne 1975 alors même que la plupart des alqueives pour la récolte de 1976 étaient achevés ; aussi, les ensemencements pour la récolte 1976 ont-ils été effectués, dans leur grande majorité, sur des terres déjà préparées par les anciens propriétaires et les dernières occupées étaient déjà ensemencées. Ce n'est donc qu'à partir de l'exercice 1976-77 que l'ensemble des opérations depuis les alqueives jusqu'à la moisson sont à mettre sous la responsabilité des nouvelles structures de production, au moins sur les terres de leur ressort.

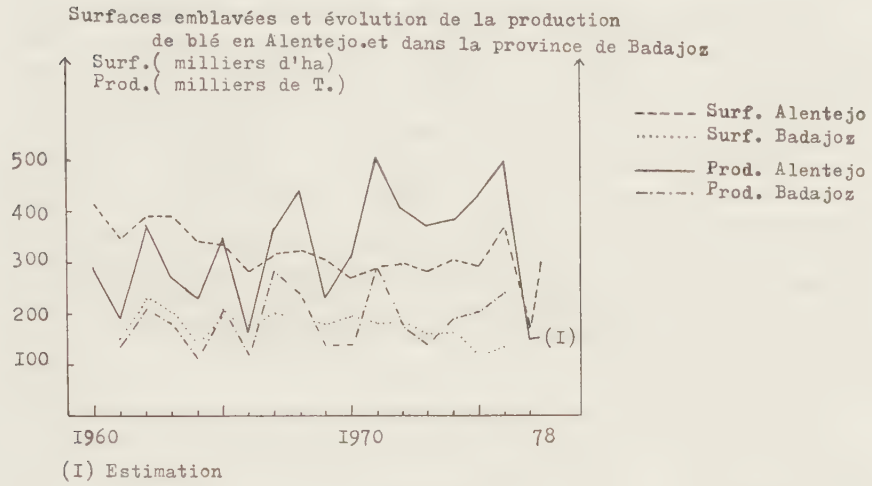
Ce sont certainement les cultures céréalières, si décriées avant le 25 avril, qui ont le plus attiré l'attention des observateurs ; la production de blé, en particulier, a fait l'objet de toutes les sollicitudes et c'est par l'évolution de cette production que nous allons commencer.

Surfaces emblavées et évolution de la production de blé au Portugal



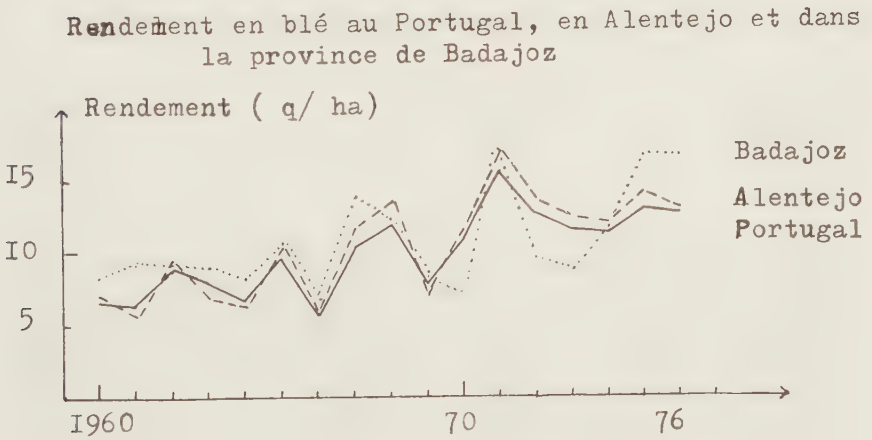
[Fig. 50]

Le graphique montre, en premier lieu, l'extrême irrégularité de la production de blé d'une année à l'autre. Cependant, on peut remarquer que des périodes de bonnes ou de mauvaises années apparaissent. Ainsi, il y eut de belles récoltes entre 1930 et 1935, puis une longue période de mauvaises années jusqu'au début des années 50. Ensuite, nous avons une vague de bonnes récoltes entre 1950 et 1958 puis entre 1966 et 1976. Cette dernière année a été bonne, très bonne même ; mais ce n'est pas la meilleure année, loin s'en faut. Les récoltes des années 1934 — alors qu'il n'y avait ni semences sélectionnées, ni machines et peu d'engrais —, 1954, 1957, 1958 — qui marque un record avec 808 700 t. —, 1968 et 1971 ont été meilleures. A l'opposé, la récolte de 1977 représente un désastre sans précédent et il faut remonter à l'année 1928 pour trouver une récolte plus mauvaise. Celle de 1978 sera aussi mauvaise et ne devrait pas dépasser beaucoup 200 000 t. puisque les rendements prévus vont être inférieurs à ceux de 1977 mais les surfaces emblavées sont supérieures de 50 %. L'évolution de la production proprement alentejane ne présente pas des différences essentielles par rapport à ce que nous venons de dire ; nous ne disposons malheureusement pas de statistiques par province antérieures à 1960.



[Fig. 51]

En Alentejo, la production montre aussi de forts contrastes d'une année sur l'autre mais ils sont moins accusés que pour l'ensemble du territoire portugais. D'autre part, les rendements sont supérieurs à la moyenne portugaise grâce, surtout, aux riches barros de Beja.



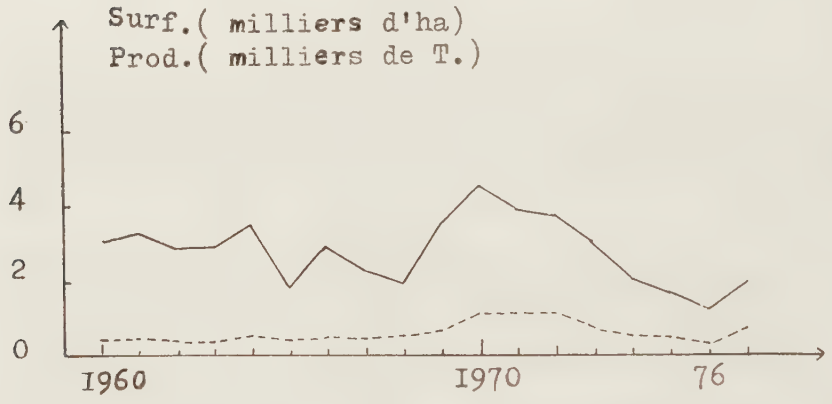
[Fig. 52]

Il est intéressant, mais non surprenant, de constater que l'évolution de la production de blé est à peu près semblable dans la province de Badajoz. Certes, il ne s'agit pas, au contraire de l'Alentejo, d'une région

essentielle pour le blé en Espagne mais nous voyons clairement des similitudes. Les mauvaises années sont les mêmes et nous savons, sans avoir de chiffres précis, que les récoltes de 1977 et 1978 ont été mauvaises dans la province de Badajoz. Par contre, l'année 1971, comme en Alentejo, a été celle de la plus belle récolte ; celle de 1976 a été exceptionnellement bonne quant aux rendements mais il n'y avait aucune raison d'ordre politique pour inverser une tendance décennale à la réduction des surfaces emblavées.

La production de blé en 1976 a fait couler beaucoup d'encre au Portugal où l'on a eu tendance à confondre cultures céréalières sèches et production agricole. On oublie que 1976 a été marqué par l'effondrement en Alentejo des cultures irriguées, en particulier du riz.

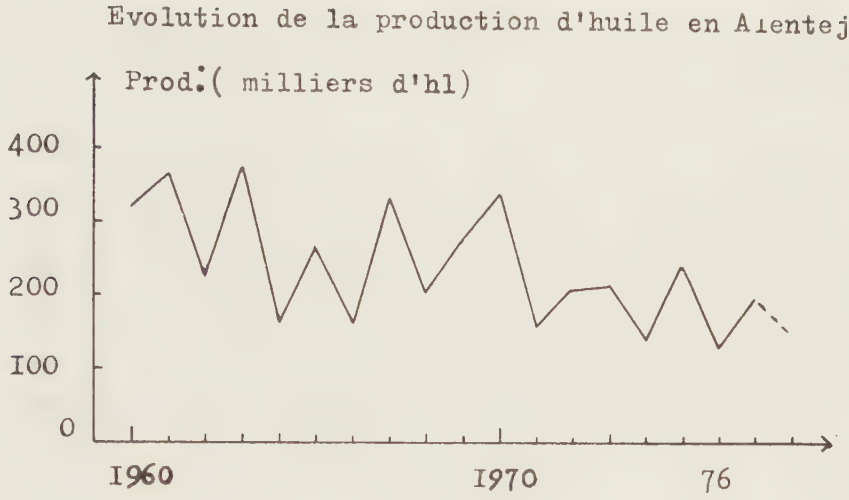
Evolution de la production de riz en Alentejo



[Fig. 53]

Les surfaces alentejanes de riz ont augmenté à partir de 1967-68 avec la mise en eau du périmètre irrigué du Caia. Les productions annuelles oscillent assez peu de part et d'autre d'un rendement moyen. Cependant, depuis 1960, jamais la production alentejane de riz n'avait été aussi mauvaise qu'en 1976. La remontée s'amorce en 1977 mais on est encore bien loin des résultats du début des années 70.

Il n'est pas jusqu'à la production d'huile qui n'ait baissé en Alentejo en 1976 et ce fut la plus mauvaise année depuis 1960. Après 1977, avec une production plus que médiocre, celle de 1978 s'annonce à peine moins mauvaise qu'en 1976.



[Fig. 54]

Pour bien se rendre compte de l'évolution de la production agricole, il faut comparer les derniers exercices avec une moyenne obtenue à partir de la dernière décennie. Pour le Portugal, cela donne les résultats suivants [80] :

Produit	*Prod. moyenne 1967/76 (a)*	*Prod. de 1976 (b)*	*Prod. de 1977 (c)*	*% de c/a*
Blé [81]	612	686	196	32
Seigle	162	165	90	55,6
Avoine	103	127	55	53,4
Orge	76	117	34	44,7
Fèves	29	26	13	44,8
Pois chiches	19	15	11	57,9
Maïs	513	379	402	78,4
Riz	152	97	112	73,4
Huile [82]	594	391	313	52,7
Tournesol	45	90	50	111
Tomates	730	490	456	62,4
Pêches	150	79	30	38
Poires	120	64	41	34
Viande de bœuf	82,8	77,8	77,7	93,8
» de porc	72,6	78,4	96,2	132,5
» d'ovin	18,5	18,6	16,9	91,3
» de caprin	3,3	3,5	3	90,9

80. Nous n'avons retenu que les produits pour lesquels l'Alentejo pèse dans la production portugaise.
81. Milliers de t.
82. Milliers d'hl.

L'exercice 1976-77 est globalement catastrophique. En particulier, la production de blé a baisse de 68 % par rapport aux dix dernières années, celle de seigle de 46 %, celle de pois chiches de 42 %, celle de riz de 26 %, celle d'huile de 47 %. La production de viande commence, elle aussi, à baisser à l'exception du porc. On assiste donc à l'effondrement presque général de la production agricole pendant cet exercice 1976-77.

Il nous est encore impossible de disposer de statistiques concernant l'exercice 1977-78 mais nous possédons des estimations intéressantes [83]. Tout concorde pour que nous puissions affirmer que la production agricole sera à peine moins catastrophique, dans son ensemble, que lors de l'exercice antérieur. La production de blé et de seigle va baisser de 45 et 34 % par rapport à la moyenne de la dernière décennie, celle d'avoine et d'orge de 38 et 42 %. Les productions d'olives, de pêches et de poires seront de l'ordre de celles obtenues en 1977.

Pour l'Alentejo proprement dit, les rendements seront très faibles en 1978. Si la production moyenne par hectare est à l'indice 100 pour la décennie 1968-77, nous obtenons les indices suivants pour l'exercice 1977-78 :

	Evora	*Portalegre*	*Beja*
Blé		35	36
Seigle	81	62	84
Pois chiches	71	60	97
Maïs de sequeiro	66	87	62
Haricots de sequeiro	62	82	72
Tomates	120	110	100
Carthame	130	80	110
Tournesol	140	130	150
Poires		85	
Pêches		95	
Pommes		50	

La baisse quasi générale des rendements ne sera pas compensée, sauf exception, par un accroissement des surfaces. A l'exception du tournesol et des tomates [84], il est pratiquement acquis que l'exercice 1977-78 sera mauvais lui aussi, à peine moins catastrophique que l'exercice antérieur. Là-dessus tout le monde est d'accord, nous le pensons, et la grande presse internationale se désintéresse désormais de la production agricole portugaise.

Il nous reste à expliquer l'évolution de la production agricole de ces trois dernières années.

83. L'Instituto Nacional de Estatística publie, mois après mois, des feuilles de prévisions. Ici, nous utilisons les feuilles n° 4, 6 et 7 de 1978.

84. Les surfaces en carthame ont été réduites et la production sera inférieure à la moyenne de la dernière décennie.

2 — *EXPLICATION DE L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE*

Deux grands types de facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer les hauts et les bas de l'agriculture : les facteurs d'ordre naturel, le climat surtout, et ceux d'ordre humain : ici, en l'occurence, la réforme agraire. Selon que l'on est partisan, plus ou moins inconditionnel, des anciennes ou des nouvelles structures, on avance telle ou telle explication. Ainsi, ceux qui sont favorables à la réforme agraire pensent que la stagnation de la production avant le 25 avril est exclusivement le fait des latifundiaires et que les mauvais résultats obtenus depuis sont dus aux adversités climatiques. Il nous faut voir clair dans tout cela et analyser les deux types de facteurs.

— *L'incidence climatique*

L'incidence climatique est incontestable et toute agriculture, malgré les améliorations (engrais, semences hybrides, machines) reste encore dépendante du climat.

Pendant l'exercice 1975-76, les seules conditions climatiques expliquent les rendements obtenus par les céréales d'hiver que ce soit en Alentejo ou dans la province de Badajoz. Cela a correspondu à une année sèche. Les cultures de printemps et les cultures irriguées ont souffert du manque d'eau ; les éleveurs ont eu aussi des difficultés. C'est pour cela que l'on n'a plus parlé que de céréales devenues, en Alentejo, les plantes préférées des nouvelles structures de production.

Les conditions climatologiques ont radicalement changé en 1977 et 1978. L'exercice 1976-77 a subi, en particulier, de sévères revers climatiques. L'automne 1976 a été pluvieux et n'a pas permis d'ensemencer normalement ; puis, l'hiver a été trop humide et le printemps trop sec. Des gelées tardives ont endommagé les vergers. L'automne 1977, quant à lui, a été propice aux semailles mais l'hiver détestable a compromis les rendements des céréales d'hiver. Par contre, l'élevage et les cultures irriguées ont disposé de quantités d'eau normales.

Ainsi, il est bien exact d'affirmer que les incidences climatiques jouent un rôle très important pour faire les bonnes et les mauvaises années. Il est non moins exact que 1977 et 1978 n'ont pas été les seules mauvaises années de l'histoire du Portugal ; il y en a eu beaucoup d'autres avant et il y en aura bien d'autres après. A Beja, les précipitations des mois de novembre et décembre 1977 se sont élevées à 250,9 mm ; pendant ces deux mêmes mois, il était tombé 273,3 mm en 1969 et 319,8 mm en 1964 et le nombre de jours où les semailles ont pu être normalement faites a été le même en 1977, 1969 et 1964. On n'a pourtant pas observé en 1970 et 1965 un effondrement aussi important de la producton agricole globale. Aussi, après les déboires climatiques, il faut examiner s'il n'y a pas eu des défaillances d'ordre humain.

— Les carences des nouvelles structures de production

Comme l'Alentejo n'a pas été complètement touché par la réforme agraire, loin s'en faut, il est difficile d'isoler les résultats obtenus par les UCP et les coopératives de production. Dès l'abord, il est impossible d'affirmer si les nouvelles structures collectives de production ont eu un effet positif ou négatif sur la production agricole régionale. En outre, ces dernières structures bénéficient de préjugés favorables [85] et la volonté de bien faire de leurs dirigeants et des travailleurs ne fait aucun doute. Tout le problème est de savoir si cela suffit pour faire augmenter la production dans de bonnes conditions [86].

Lors de l'occupation des terres, il est sûr que la plupart des travailleurs ayant participé aux évènements et bien des techniciens pensaient qu'il serait très facile de faire mieux que les grands exploitants. Ces derniers n'étaient-ils pas des latifundiaires ignorant tout de l'agriculture ? Dès l'installation des nouveaux responsables, on a pris soin d'achever [87] de pallier les carences — supposées — des anciens propriétaires ; c'est ainsi que l'on a fini d'élaguer les chênes et aujourd'hui les campagnes alentejanes paraissent soignées. Mais il s'agit d'aller au delà des apparences et de voir les réalités à l'intérieur même des UCP. Des monographies d'exploitations collectives sont indispensables pour arriver à nos fins. L'installation récente de ces nouvelles structures ne nous a pas permis de les suivre ni d'en visiter beaucoup. Nous avons jeté notre dévolu sur quatre UCP ; trois d'entre elles ont été visitées deux fois [88] ; la dernière a été choisie par hasard. Toutes les quatre se situent dans des conditions naturelles différentes.

• UCP Santana e anexas dans la commune de Santa Justa canton d'Arraiolos.

Cette UCP possède 780 ha [89] et se trouve sur des sols riches des classes A et B à l'exception d'une vingtaine d'hectares de sols C. La topographie est plane ou presque plane et il n'y a nulle part de difficultés pour mécaniser.

Les moyens de production de l'UCP sont les suivants :

Machines principales :
7 tracteurs
2 moissonneuses-batteuses dont une ancienne.
6 remorques
6 charrues à disques
8 extirpateurs
4 semoirs

85. Par opposition aux préjugés a priori défavorables à l'encontre des grandes exploitations privées.

86. C'est-à-dire dans des conditions normales de rentabilité.

87. Ce travail avait été largement avancé lors des distributions forcées de main-d'œuvre avant l'occupation des terres.

88. Aucune visite d'UCP n'a été réalisée par nous seul ; les trois premières ont été choisies par nos guides, la quatrième le fut au hasard.

89. La surface est maintenue artificiellement petite car les dirigeants pensent échapper ainsi au problème des réserves foncières.

Occupation du sol dans l'UCP Santana e Anexas
pendant l'exercice 1977-1978

[Fig. 55]

Main-d'œuvre
22 travailleurs
14 femmes
soit 33 UTH en encore 1 UTH pour 24 ha.

Bétail
435 brebis du pays
58 vaches salers
1 taureau salers
2 vaches mertolengas
2 vaches turinas
2 truies
soit 1 UGB pour 7 ha.

L'occupation du sol est faite de la façon suivante :

Cultures d'hiver
212 ha de blé
39 ha d'avoine
44 ha de mélange avoine-orge-lupin jaune et pois fourrager
30 ha de fèves

Cultures de printemps
40 ha de maïs de sequeiro
40 ha de haricots (feijão frade)
45 ha de pois chiches
15 ha de maïs irrigué

Le total des terres cultivées se monte à 465 ha.
Il faut ajouter 25 ha d'olivettes et 0,5 ha d'eucalyptus. Sur l'ensemble de l'exploitation, il y a quelque 70 ha de montado de chênes verts avec quelques chênes-lièges. Le reste, soit 300 ha, est laissé en pâturages naturels.
Le produit brut approximatif s'élève à :

220 000 Kg de blé à 7 esc.	1 540 000 escudos
90 000 Kg d'avoine à 11 esc.[90]	990 000
3 920 Kg de fèves à 14 esc.	54 880
13 000 Kg de maïs de sequeiro × 9 esc.	117 000
27 000 Kg de maïs de regadio à 5,5 esc.	220 000
75 000 Kg d'olives à 9 esc.	605 000
208 agneaux × 22 Kg × 55 esc.	251 680
62 brebis de réforme × 35 Kg × 30 esc.	65 100
1 087 Kg de laine	63 046
32 veaux × 180 Kg	320 000
8 vaches de réforme × 450 Kg × 23 000 esc.	184 000
Total	4 410 706 escudos

90. A la suite de la désastreuse production d'avoine de 1978 consécutive à l'importation de semences norvégiennes impropres, l'avoine, de façon aberrante, vaut presque deux fois plus que le blé !!

— Réflections sur cette UCP

L'UCP Santana e anexas est celle, selon les dires des occupants et des techniciens de la réforme agraire, qui a augmenté le plus ses surfaces cultivées par rapport à ce qui existait avant le 25 avril ; l'accroissement des surfaces cultivées aurait été de + 1 712 % ! Nous n'avons pas vérifié [91].

Si on compare maintenant l'occupation du sol de cette UCP avec celle qui devrait normalement exister sur des sols de cette qualité, on peut dire qu'il y a une manifeste sous-exploitation. En effet, une exploitation ordinaire avec des sols de classe A et B adopte ordinairement un assolement du type céréale d'hiver-culture de printemps. Selon l'ordonnance n° 299 du 9 mai 1975 (paragraphe b), les normes sont les suivantes : « pour les terres sèches ... correspondant aux sols normalement inclus dans la classe A et dans certains sols de la classe B, on exige une occupation du sol à 75 % soit trois cultures sur quatre années agricoles ». Nous avons vu que très peu d'expropriations auraient été possibles si l'on avait appliqué cette ordonnance ; l'UCP Santana e anexas, par contre, serait expropriable.

Les résultats sont peu encourageants. Les rendements des céréales d'hiver sont très faibles à l'exception de l'avoine qui a donné plus de 23 q [92]. Le maïs de sequeiro n'a pratiquement rien donné, ce qui est le cas la plupart du temps. Les travailleurs ont aménagé quatre points d'eau pour pouvoir irriguer une quinzaine d'hectares de maïs ; le rendement en fut dérisoire : 1 800 Kg par hectare. Le produit brut est tel que la moitié de son montant (2 109 000 escudos) doit servir à rémunérer la seule main-d'œuvre ; ceci est excessif pour une exploitation de ce type.

Ces mauvais résultats expliquent le découragement qui existe à l'intérieur de l'UCP [93] ; on est, en effet, loin de l'enthousiasme décrit par certains. D'abord, les salaires, comme dans toutes les autres UCP, sont faibles : 180 escudos par jour de travail pour les hommes et 130 escudos pour les femmes. De plus, l'atmosphère est empoisonnée par le problème de la rémunération des travailleurs spécialisés : bergers, vachers, tractoristes, tondeurs, etc... auxquels on n'accorde aucun supplément. Enfin, certains travailleurs sont particulièrement mécontents de l'évolution de leur rémunération ; ce sont certains seareiros et quelques petits entrepreneurs [94] qui possédaient un tracteur avant l'occupation. Leurs gains s'éle-

91. Il est fréquent d'entendre dire que la terre était avant abandonnée.
92. Heureusement pour elle, l'UCP a semé une avoine locale ; mais les rendements sont si élevés qu'ils en paraissent douteux.
93. Nous nous en sommes rendu compte en parlant, en aparté, avec certains travailleurs.
94. En général, seareiros et petits entrepreneurs n'ont pas participé aux occupations mais il y a des exceptions. Il faut vivre même dans les périodes troublées.

vaient à 10 000 ou 15 000 escudos par mois en moyenne en 1973. Ils ont commis l'imprudence de vendre leur tracteur à l'UCP et ont ainsi perdu leur outil de travail et leur niveau de vie. Ils souhaitaient une « véritable » réforme agraire, c'est-à-dire un partage des terres.

Tout cela provoque des conflits internes très graves. Il faudrait augmenter sérieusement les salaires pour, au moins, retrouver un niveau de vie identique à celui que possédaient les travailleurs avant 1974. Mais, cette petite UCP doit déjà 2,5 millions d'escudos au seul crédit d'urgence.

• UCP do Freixial dans la commune de Nossa Senhora da Boa Fé, canton d'Evora. Cette exploitation collective a été mise en place après l'occupation de cinq herdades et s'étend sur 1 630 ha.

Les sols sont en général médiocres et une partie de la topographie est accidentée. Il s'agit de terres considérées comme peu favorables pour les cultures mais propices au montado.

De fait, 1 300 ha environ sont recouverts de montado avec essentiellement des chênes-lièges sur 1 200 ha et le reste en chênes verts. L'ensemble avait déjà été clôturé par les anciens propriétaires et quatre herdades sur cinq étaient même divisées en parcs ; ainsi, l'herdade do Freixial proprement dite comportait six parcs. Chaque herdade avait ses étables et ses porcheries et l'une avait construit un petit atelier d'engraissement pour 23 génisses.

En dehors du montado, l'UCP possède 10 ha d'olivette et 14 ha irrigables et irrigués avant l'occupation.

Les moyens de production sont les suivants :

Bétail

160 vaches dont 75 mertolengas et 85 charolaises
2 taureaux charolais
450 brebis
130 truies
Donc 216 UGB soit 1UGB pour 7,5 ha.

Machines principales

4 tracteurs
1 moissonneuse-batteuse
1 botteleuse

L'occupation du sol est ainsi faite :

100 ha de blé
30 ha d'avoine
70 ha d'orge
5,5 ha de tomates en irrigué
Tout le reste est en pâturage naturel (sauf l'olivette).

Ovins et bovins sont élevés en plein-air et parcourent les pâturages naturels de l'UCP. On fabrique un peu de foin à partir de ces pâturages : 2 000 bottes de 25 à 30 Kg. Les brebis agnellent une fois par an et sont traites après le sevrage des agneaux à un mois. Le troupeau de porcins est actuellement en grande difficulté à cause de la peste porcine africaine qui est en train de frapper ; au moment de notre visite, 43 truies et une centaine de porcelets étaient perdus malgré les soins. Il faut prendre

des précautions extraordinaires et éviter de sortir les animaux : cela engendre des frais considérables: 530 contos d'aliments seulement pour les porcelets.

Main-d'œuvre
45 travailleurs
25 femmes
soit 1 UTH pour 25 ha.

— Réflexions sur cette UCP

Les dirigeants de cette UCP sont prudents et sages. Leur système de production agricole est à peu près semblable à ce qui existait auparavant et ils se gardent bien de s'engager dans des améliorations coûteuses. Tout de même, la charge en bétail reste faible. Une exploitation de cette nature pourrait nourrir une UGB pour six hectares. La surface cultivée est aussi quelque peu insuffisante : seulement le huitième des terres ; cela est valable dans le montado de chênes-lièges mais pas ailleurs où il faudrait arriver à l'assolement alqueive-blé-quatre pousios ou, sur les meilleures terres, alqueive-blé-avoine-trois ou quatre pousios. Avec un assolement aussi extensif, il sera, à terme, difficile de contrôler la progression du matorral.

De plus, cette UCP subit de plein fouet les difficultés qui frappent tous les exploitants :

. La peste porcine africaine ravage périodiquement les troupeaux de porcs rendant aléatoire une exploitation vraiment intensive du montado.

. L'alimentation du bétail avec des aliments achetés coûte cher et cela rend l'engraissement industriel à l'étable difficile à faire.

. L'olivette de dix hectares est déficitaire.

. Les surfaces irrigables n'ont été utilisées qu'au tiers. La culture de la tomate a cependant, l'année dernière, rapporté 17 contos de bénéfice [95] mais, les responsables de l'UCP ne veulent pas employer une main-d'œuvre salariée extérieure qu'il faudrait payer au prix fort et préfèrent réduire les surfaces [96]. A l'avenir, ils comptent faire du maïs moins gourmand en main-d'œuvre.

Malgré leur prudence, les responsables de cette UCP connaissent de graves difficultés financières. L'exploitation est surchargée de main-d'œuvre : une UTH pour 25 hectares ; ceci est énorme étant donné les potentialités. Aussi, les salaires ne sont payés que grâce au recours

95. L'UCP a passé un contrat avec la coopérative du Divor qui achète le Kg de tomates de première catégorie à 1,7 esc. et 1,4 esc. pour la deuxième en 1978.

96. La réduction des coûts de production est, dans ce milieu, souvent une mesure sage ; ce n'est pas une innovation des responsables de l'UCP.

systématique au crédit d'urgence dont l'intérêt est désormais de 11,75 %. Là comme ailleurs, il est tout à fait improbable que les crédits soient restitués et les intérêts payés. En plus, cette UCP est touchée par le problème de la restitution des réserves. Trois demandes de réserve ont été déposées. Comme les sols sont médiocres ou mauvais, les réserves seront forcément vastes : un seul réserviste demande 800 hectares. L'application intégrale de la loi de réforme agraire devrait entraîner la destruction de cette UCP [97].

En attendant, pour pallier les difficultés les plus pressantes, les travailleurs veulent intensifier leur élevage. Il est à craindre qu'ils ne tombent sous le charme de formules-miracle comme le recours au trèfle souterrain ou l'engraissement d'animaux à l'étable.

• L'UCP do Divor dans la commune d'Arraiolos est située pour une part dans le périmètre irrigué du Divor. Elle comprend 1 300 ha dont 300 en montado de chênes verts sur des sols de classe C et D et 1 000 ha de très bons sols mécanisables dont 300 sont irrigables.

Au printemps 1978, l'occupation du sol était la suivante :

Regadio
- 150 ha de riz
- 10 ha de tomates
- 60 ha de maïs pour le grain
- 6 ha de pois

Sequeiro
- 300 ha de blé
- 60 ha d'orge
- 30 ha de prairie à base d'avoine
- 80 ha de tournesol

Le bétail comprenait
- 1 100 brebis
- 70 vaches turinas
- 52 truies

En plus, l'UCP engraisse quelque 500 veaux dans un atelier équipé d'abreuvoirs automatiques.

Le parc des machines principales est le suivant :
- 11 tracteurs dont un vieux tracteur à chenilles
- 1 faucheuse
- 2 moissonneuses-batteuses
- 1 botteleuse
- 1 camion

Main-d'œuvre
- 63 travailleurs
- 40 femmes
- soit 1 UTH pour 13,7 ha.

97. Nombre d'UCP sont confrontées à ce problème. Un cas limite : l'UCP de Aguiar à Viana do Alentejo composée de 43 herdades mais où 41 réserves sont demandées.

— Réflexions sur cette UCP

Les surfaces en cultures sèches sont beaucoup trop faibles étant donné la qualité des sols. Il y a trop de pâturages naturels. Les rendements en blé, en 1977, ont été bien inférieurs à la moyenne provinciale : 6 q/ha contre 9 q/ha dans la province d'Evora, alors même que les sols sont de meilleure qualité. Les mauvaises conditions climatiques en sont évidemment — au moins partiellement — responsables. Les rendements attendus ne sont pas meilleurs d'une part parce que les conditions climatiques ne sont pas favorables mais aussi parce qu'on a voulu adopter l'assolement blé sur blé [98].

Les surfaces irriguées ne sont pas utilisées à plein et les résultats obtenus demeurent moyens ou modestes alors que l'eau n'a pas manqué et que les sols sont bons : 38 q/ha pour le riz et 42 t/ha pour les tomates. L'UCP a tenté de diversifier son système de production agricole avec la culture de petits pois. Pour cela, toutes les précautions avaient été prises : un contrat a été passé avec la société Toção de Canha qui garantissait un prix de 12 esc./Kg et s'occupait de la récolte. La culture n'a rien donné et les pousses ont été pâturées par le bétail. Les déboires en culture irriguée ont porté et les leçons ont été entendues. Les responsables de l'UCP s'orientent de plus en plus vers la monoculture du riz. En 1977, ils avaient fait semer 60 hectares de riz et 16 hectares de tomates ; en 1978, les rizières ont été portées à 150 hectares et on n'a planté que 10 hectares de tomates. On projette, pour 1979, de faire 300 hectares de riz et rien d'autre. On souhaite d'abord la sécurité et on envisage, en culture sèche, de planter des vignes.

L'atelier d'engraissement, construit par l'ancien propriétaire, n'est utilisé qu'à moitié de sa capacité ; lors de notre passage, il n'y avait que 438 veaux au lieu des 1 000 prévus.

> Le fonctionnement de cet atelier d'engraissement, utilisé déjà par l'ancien propriétaire et repris par l'UCP, repose sur la faiblesse du prix des veaux aux Açores qui se trouvent placées dans la situation de pays naisseur. On achète aux Açores des veaux de six mois, pesant 220 Kg, pour un prix de 71 esc./Kg ; rendus au Portugal, leur prix de revient s'élève à 73 esc./Kg. Le même veau d'origine continentale coûterait 90 esc./Kg. Ces veaux sont engraissés pendant six ou sept mois et vendus à un poids de 500 à 550 Kg.

L'ancien propriétaire s'est pourtant ruiné dans cette entreprise et ses pertes s'élevaient à 50 000 contos. Les responsables de l'UCP reconnaissent qu'ils ne gagnent pas grand'chose dans cette affaire ; pourtant, ils n'ont pas déboursé un escudo pour les installations et n'ont pas à prévoir d'amortissement. Cependant, les charges sont très lourdes car, à six mois, un veau consomme cinq Kg de farines et quatre Kg de paille

98. Cet assolement est considéré, bien à tort, comme étant une garantie d'avoir du pain.

par jour ; à neuf mois, neuf Kg de farine et quatre Kg de paille. Le seul coût d'achat du Kg de farine s'élève à 6,3 escudos ; le coût journalier des services vétérinaires (y compris les médicaments) et de la main-d'œuvre se monte à six escudos par jour et par tête. S'il y a des accidents — il y a toujours des pertes — c'est la catastrophe. Aussi, il est peu probable, à moins d'un relèvement considérable du prix de la viande, de voir fonctionner à plein cet atelier d'engraissement.

L'élevage pour le lait a été sauvé par les hausses considérables survenues sur le prix du lait à la consommation. L'UCP dispose d'une salle de traite, construite par l'ancien propriétaire, pour traire dix vaches simultanément et où peuvent travailler quatre femmes à la fois. Les vaches laitières sont nourries exclusivement à l'étable. Eles consomment journellement quatre à cinq Kg de farines et de l'ensilage (environ 14 Kg). Elles produisent de 5 000 à 6 000 l de lait par lactation. Les coûts sont tout de même élevés, alors même que toutes les installations et le poids des amortissements ne reposent pas sur lUCP. Un seul Kg d'ensilage revient à 2,5 escudos rendu à la mangeoire en 1977. Le coût de production du litre le lait s'élève alors à près de sept escudos le litre (alors que la main-d'œuvre est moins payée qu'avant le 25 avril). Heureusement, le prix de vente a été porté à huit escudos au minimum et peut atteindre neuf, dix escudos pour les qualités supérieures. Cette marge laisse à penser que c'est le lait qui donne, dans cette UCP, le plus de bénéfices. En effet, le coût de revient de l'agriculture irriguée est très lourd : 35 contos/ha/an pour le riz et au moins 40 contos/ha/an pour les tomates.

Aussi, le principal problème de cette UCP est celui de sa rentabilité ; aucune réserve n'a été demandée mais une coopérative « socialiste » s'est créée à ses dépens, d'une surface de 1 479 ha avec seulement 36 hommes, emmenant 60 vaches, 400 brebis et 250 chèvres. Le poids des intérêts au seul crédit d'urgence s'élève à 100 contos par mois ! Il est complètement exclu que cette UCP puisse commencer à payer ses dettes et il n'est plus sûr qu'elle puisse recevoir indéfiniment des crédits-subventions.

- UCP Poder Popular.

UCP de 7 114,8 ha, située à Lavre et créée à la fin du mois de septembre 1975 après l'occupation de neuf herdades. Les travailleurs proviennent de Cortiçadas de Lavre. L'exploitation traditionnelle, dans cette région occidentale de l'Alentejo, comprend des montados de chênes-lièges sur les arènes pliocènes des interfluves et de l'agriculture irriguée dans les fonds de vallée. Aujourd'hui, la situation générale de l'UCP est la suivante :

Main-d'œuvre
200 travailleurs
144 femmes
soit 1 UTH pour 62 ha.

Matériel essentiel

3 moissonneuses-batteuses
23 moteurs pour irriguer
4 tracteurs à chenilles
9 tracteurs à roues
30 tronçonneuses
2 botteleuses
1 corn-picker
10 charrues
14 herses
8 remorques
1 land-rover
2 camionnettes
1 Renault 4

Les différentes herdades disposaient chacune de bâtiments d'exploitation et l'une d'entre elles possédait un séchoir pour le riz et le maïs. Des constructions nouvelles et des hangars ont été bâtis depuis l'occupation des terres au siège même de l'UCP.

Cette exploitation collective possède quelque 6 500 ha de montado de chênes-lièges qui sont parfois mélangés de pins. En plus, nous recensons 20 ha de vigne, 20 d'olivette et 10 ha d'eucalyptus. Lors de l'exercice 1977-78, les cultures annuelles se répartissent de la façon suivante :

200 ha de blé
200 ha d'avoine
50 ha d'orge
5 ha de seigle
10 ha de lupin jaune
10 ha de lupin blanc
20 ha de pois chiches

Les terres irrigables s'étendent sur 400 ha environ et nous trouvons approximativement :

100 ha de riz
60 ha de tomates
50 ha de maïs
10 ha de tournesol
4,5 ha de haricots
15 ha de tabac
3 ha de melons
3 ha de jardin

Bétail

Trois troupeaux de vaches de 102, 76 et 90 têtes avec, au moment de notre visite, 122 génisses et 93 veaux.
Deux troupeaux de 319 et 370 brebis plus 18 béliers.
88 chèvres et 7 boucs.
71 truies et deux verrats.
Soit 352 UGB ou encore 1 UGB pour 20 ha.

— Réflexions sur cette UCP

La charge en bétail est dérisoirement faible étant donné l'importance des surfaces irriguées et l'étendue des terrains de parcours qui sont pauvres mais utilisables. A titre de comparaison, avant 1974, une bonne

Utilisation du sol pendant l'exercice 1977-78 dans l'Unité Collective de Production « Pouvoir Populaire »

[Fig. 56]

exploitation de la région comprenant 1 169 hectares dont 150 en irrigué (60 ha de rizières, 40 ha de maïs, 40 ha de tomates et 10 ha de prairies artificielles) possédait 470 brebis, 80 vaches et 40 taurillons de 400 Kg ; la charge en vaches était doublée pendant l'été si bien que l'on avait une charge d'environ une UGB pour six hectares. De plus, sur une seule des herdades occupées, celle du Monte Frades, se trouvaient déjà 150 vaches. Actuellement, les troupeaux sont trop petits pour être utilisés, dans une exploitation de ce type, de façon rationnelle et rentable.

Les cultures sèches sont très insuffisantes. Nous totalisons quelque 500 ha sur 6 674 ha, déduction faite de l'irrigué et des diverses plantations. Pour assurer le nettoyage du montado et en préserver les pâturages au sol, il faudrait cultiver ou nettoyer 650 à 700 ha annuellement et passer un coup de girobroyeur dans l'intervalle. Ainsi, un dixième du montado serait nettoyé chaque année, ce qui est correct sur ces sols pauvres. On reste loin du compte et les parcelles cultivées sont dispersées comme s'il existait encore neuf herdades. Cela engendre des complications, bien inutiles, pour organiser le pâturage des troupeaux sur les terrains de parcours et les éteules, les troupeaux doivent être très mobiles et ceci s'oppose à la volonté des bergers — ces derniers ne touchent aucun supplément — qui veulent préserver leur qualité de vie.

Les responsables de l'UCP sont fiers, à juste titre, d'avoir augmenté de 60 ha la surface irrigable grâce à la création de cinq petites retenues. Cependant, on se demande à quoi cela peut bien servir, sinon à venir grossir les statistiques, puisque l'on reste confondu devant l'ampleur des jachères en terre irrigable. Ceci devrait tomber sous le coup de l'ordonnance n° 299 du 9 mai 1975 qui prévoit l'expropriation s'il n'y a pas une culture par an. En outre, l'extension des périmètres irrigués est une opération hasardeuse car les réserves d'eau apparaissent insuffisantes. Il serait cependant possible d'économiser l'eau en la récupérant systématiquement et en l'envoyant d'une parcelle à l'autre. Mais, pour ce faire, à cause de la topographie, il faudrait multiplier les stations de pompage et adopter une autre organisation.

De plus, sur les terres irriguées, on est frappé par l'extrême pauvreté des assolements utilisés. Sur les jachères de cette année, il est prévu, l'année à venir, de semer essentiellement des céréales (orge, blé, maïs et riz) et rarement une culture industrielle. Normalement, on devrait avoir l'alternance riz sur riz ou culture industrielle irriguée-céréale sèche. La jachère ne peut se concevoir que comme une mesure provisoire pour éliminer les mauvaises herbes après une longue période d'irrigation.

Enfin, sur les terres de cette UCP, nous rencontrons un élément nouveau : le tabac. On pourrait croire qu'il s'agit d'une diversification culturale si cette culture n'avait pas été interdite avant 1974. L'aspect de ce tabac, à la fin du mois de septembre, nous a paru mauvais. On avait oublié de l'écimer, aussi les feuilles étaient-elles très petites. On nous a cependant affirmé qu'il s'agissait du plus beau tabac de la région. Les autres cultures irriguées, tomates exceptées, nous ont paru être aussi lamentables. Les rendements en maïs ne dépasseront certainement pas

20 q/ha alors que l'on devrait s'attendre au double sur ce type de sols fortement marqué par l'hydromorphisme.

L'observation des UCP que nous avons visitées nous amène à penser que le climat n'est pas le seul facteur explicatif des déboires de l'agriculture dans les UCP. Pour en être encore plus certain, il faudrait disposer de comparaisons non criticables entre les résultats obtenus, dans les mêmes conditions humaines et de milieu, entre le secteur privé et les exploitations collectives. Quand on a la chance de disposer de telles comparaisons, c'est au détriment du second secteur. C'est, par exemple, ce qui ressort de la comptabilité de l'entreprise E.C.A.[99]. Nous détenons, pour l'année 1975, les rendements comparés des différents fournisseurs de l'usine qui travaillent dans les mêmes conditions de milieu. Ces rendements sont les suivants :

Catégorie de fournisseurs	*Rendement/ha*
UCP	16,7 t.
Production directe par les travailleurs d'E.C.A.	11,1 t.
Seareiros	25,4 t.
Moyenne nationale (à titre de comparaison)	28,7 t.

Les travailleurs d'E.C.A. obtiennent, de loin, les rendements les plus mauvais qui n'atteignent pas 44 % de ceux des seareiros et sont presque trois fois inférieurs à ceux de la moyenne portugaise. Les UCP font un peu moins mal. La gestion de l'entreprise est, elle aussi, désastreuse. E.C.A. était, en 1973, une entreprise particulièrement saine ; 18 mois après l'occupation, les pertes s'élevaient déjà à près de 250 000 contos[100].

Sans être aussi désastreuse, la situation de l'élevage ne manque pas d'être préoccupante. Au lendemain des occupations de terres, tout laissait croire à une réduction considérable du cheptel en Alentejo. Les services vétérinaires (Intendências de Pecuária) ont réussi à limiter les dégâts, au moins en quantité. Selon les derniers recensements, le nombre des ovins et des bovins a baissé de 10 % alors que celui des porcins a plutôt augmenté en raison des ateliers d'engraissement. Cependant, sur le plan qualitatif, le cheptel ovin et bovin — de loin le plus important en Alentejo, — se trouve dans un état déplorable. Tout provient des déplacements et des mélanges d'animaux. Une grande partie des efforts

99. Empresa de Concentrados de Alvalade (dans la vallée du Sado). C'était une des grandes sociétés transformatrices de tomates qui a été occupée et qui est administrée aujourd'hui par les travailleurs.

100. 120 000 contos proviennent de la banque nationalisée, 73 000 de la Junta Nacional de Frutas, 20 000 de fournisseurs divers, 11 000 existaient déjà en dépôt et 24 000 proviennent de la vente de stocks de concentrés déjà vendus mais non encore expédiés.

de sélection et d'amélioration, souvent par l'importation de coûteux reproducteurs, sont réduits à néant. Les épizooties comme la brucellose font des ravages dont l'ampleur était inconnue, la peste porcine africaine redouble de virulence.

Certains de ces revers sont expliqués par le manque de moyens dont pâtiraient les nouvelles structures de production.

3 — *LES NOUVELLES STRUCTURES DE PRODUCTION MANQUENT-ELLES DE MOYENS ?*

Les résultats étant médiocres et la plupart des UCP se trouvant dans une situation critique, il est possible d'en rejeter la responsabilité sur l'Etat en incriminant la pénurie de moyens ou sur les « latifundiaires » qui feraient du « sabotage économique ». Selon la troisième Conferência da Reforma Agrária [101], l'Etat cherche à liquider « une des plus belles conquêtes de la Révolution d'Avril » non seulement en retirant aux travailleurs terres et moyens de production mais aussi par étranglement économique. Ceci, en coupant sans aucun motif les crédits et en ne payant pas les produits qui ont été livrés comme le liège. Selon cette source, les dettes de l'Etat aux UCP s'éleveraient à 870 000 contos. Voyons, en fait, les moyens qui ont été mis à la disposition des UCP.

Dès l'occupation des terres, les nouveaux exploitants se sont emparés, en plus de la terre, de tous les investissements fixes effectués au long des années (constructions, plantations, barrages, clôtures, etc...), de tous les stocks et des récoltes de l'exercice en cours à faire ou déjà entreposées [102]. Les occupants ont donc immédiatement disposé non seulement de tous les outils de production des anciens propriétaires mais aussi des récoltes, des fruits pendant, des avances sur culture et des investissements en cours. Les propriétaires ayant fait des emprunts pour investir — ils étaient nombreux — restent responsables de leurs actions et conservent la charge de rembourser capital et intérêt. De tout cet héritage, il faut déduire les réserves qui ont déjà été remises et une fraction du capital d'exploitation. A l'heure où nous écrivons, une faible partie des réserves, dans leur définition de la loi du 29 juillet 1975, a été restituée. Nombre d'ayants-droit restent encore dépouvus de toute [103] ressource. Du total du capital d'exploitation, une faible partie sous forme de bétail et de machines a été rendue aux réservistes.

Disposant d'un outil de travail apte à produire immédiatement, les occupants ont bénéficié de tous les appuis pour commencer à travailler. Ceux-ci ont pris la forme, au début, de prix préférentiels et de crédits.

101. 3ª Conferência da Reforma Agrária. Ouvr. cité, pp. 1, 17 et 18.

102. Certains organismes officiels ont volontairement retardé la réception de récoltes pour que les travailleurs aient le temps de s'emparer des produits entreposés.

103. A l'exception des subsides consentis par l'Etat.

Il est bien difficile d'évaluer exactement les crédits et subventions qui ont été octroyés aux UCP. Nous pouvons cependant nous en faire une idée approximative en considérant la source de crédits essentielle qu'est le crédit d'urgence. Selon une note d'information ministérielle, les crédits d'urgence ont été accordés comme suit :

	Zone de réforme agraire (en contos)	*Reste du Portugal (en contos)*
1975	1 228 730	479 852
1976	2 743 128	204 729
1977	1 392 989	869 582
1978 (situation au 23-9-178)	1 065 131	523 321
Total	6 429 978	2 077 484

Sur les 6 429 978 contos, 500 000 soit 7,78 % des crédits d'urgence, ont été octroyés à des exploitants privés ; tout le reste a été attribué au secteur collectivisé ou collectif. Sur les 8,5 millions de contos, six sont considérés comme irrécupérables dont cinq dans la zone d'intervention de réforme agraire. On évalue à quelque quatre millions de contos le montant des sommes non récupérables prêtées aux UCP depuis trois ans. Sur un total de 50 000 travailleurs employés dans les UCP, cela fait la somme énorme de 80 contos par tête et par an soit 2,22 contos par mois pour les seuls crédits que l'on considère comme perdus. Et encore, le crédit d'urgence n'a pu récupérer quelques sommes qu'en retenant la valeur du blé obligatoirement livré par les UCP à l'Etat. Les sommes dues par certaines UCP sont effrayantes : l'UCP la plus endettée au crédit d'urgence se situe à Moura ; n'ayant qu'un peu plus de 6 000 ha, elle doit 92 millions d'escudos soit 4 %, à elle seule, de la dette totale de tout le Portugal situé au nord du Tage ! Encore considère-t-on que le crédit d'urgence n'est qu'une source, parmi d'autres, de crédits. Les UCP peuvent s'adresser à une douzaine d'organismes pour obtenir des avances [104].

De plus, les UCP sont complètement dispensées d'impôts, elles ne sont pas tenues de payer des charges sociales. Malgré tout, certaines UCP se débattent dans de telles difficultés qu'elles peuvent avoir recours à des intermédiaires pour obtenir des crédits. Par exemple, elles vendent du bétail au tiers de sa valeur et l'intermédiaire sollicite un crédit pour payer des pâturages.

A quoi ont donc servi toutes ces facilités ? Une partie à acheter des moyens de production dont on avait plus ou moins besoin (tracteurs, moissonneuses-batteuses, camions, matériel divers). Les achats de matériel ont été massifs car on avait à l'esprit que l'Alentejo était sous-équipé par rapport à des pays comme la France ou les Pays-Bas. Mais, la plus

104. Parmi eux, les Grémios da Lavoura et la Caixa Agrícola.

grande partie des « crédits » a servi à verser des salaires. Ainsi, entre juin 1975 et novembre 1976, le crédit d'urgence a concédé aux exploitations collectives de la province d'Evora des crédits pour un total de 690 345 414,6 escudos [105]. Ces crédits, officiellement, ont été affectés comme suit :

Salaires	263 488 073,8 esc.	soit 69,20 %	des crédits sont on connaît l'affectation [106]
Engrais	47 826 665,6	12,56 %	
Semences	4 040 693,0	1,06 %	
Pesticides	912 109,6	0,24 %	
Carburants	14 443 523,3	3,79 %	
Aliments pour le bétail	27 661 012,8	7,26 %	
Autres	22 373 603,5	5,89 %	

On peut donc considérer qu'au moins la moitié des sommes accordées par l'Etat portugais a été consommée immédiatement. La charge salariale a été et reste d'autant plus lourde que la production est faible. Des calculs [107], en 1975, ont estimé la charge salariale totale de l'Alentejo (secteurs privé et collectif) à 7 205 000 de contos alors que le produit agricole brut ne dépassait guère 5,6 millions de contos. Depuis 1975, les charges salariales sont nettement moindres dans les UCP du fait du strict maintien des salaires à leur niveau de 1975. Mais la production a baissé et les UCP sont plus fragiles que jamais car des périls nouveaux les guettent.

4 — *LES PERILS NOUVEAUX*

Certains sont d'ordre interne, d'autres d'ordre externe. Les périls venant de l'extérieur sont apparus les premiers mais leur gravité tend à s'estomper relativement. Ces périls sont d'ordre divers et touchent différemment les UCP. Parmi eux, on peut ranger le problème de la restitution des réserves. Jusqu'à présent, l'application de la loi a sans cesse été retardée. Cela ne pourra durer éternellement et nombre d'UCP sont menacées d'amputations territoriales graves ; certaines seront condamnées à disparaître [180]. Plus ennuyeuses encore sont les restitutions

105. Publié dans « Análise Social » n° 50-2°/1977 : « Dados estatísticos sobre as cooperativas de produção (UCP) formadas pelas ocupações e expropriações de terras ». Cadre n° 13.

106. On ignore à quoi ont servi les crédits attribués aux UCP du canton de Vendas Novas pour un montant de 292 614 080,90 esc. A titre de comparaison, pendant la même période, les petites et moyennes entreprises de l'ensemble de la province d'Evora n'ont reçu que 45 482 860,60 esc. soit 6,59 % de ce qu'ont eu les UCP.

107. Effectués par l'ingénieur Prates Canelas.

108. A notre connaissance, six UCP ont déjà disparu.

de crédit. Il n'est plus question — étant donné l'extrême gravité de l'état dans lequel se trouve l'économie portugaise — d'accorder aussi généreusement qu'auparavant des crédits que l'on sait par avance irrécupérables. Le crédit d'urgence a adopté le principe de ne plus accorder de crédits aux UCP qui n'honoreraient pas les conventions antérieures et ne présenteraient pas de comptabilité. Alors, nombre de comptabilités ont été présentées et publiées. Elles montrent toutes un bilan si positif que l'on se demande pourquoi elles servent à faire la demande de crédits ! Prenons un exemple : celui de la coopérative de production Vale de Rico Homem [109] de São Manços (canton d'Evora). Dans son bilan en date du 31 décembre 1977, cette exploitation collective fait apparaître un solde positif de 6 037 107,6 escudos. A son crédit, elle porte 28 874 965,5 esc. En regardant de près, on est frappé par un certain nombre de curiosités de la comptabilité. Ainsi, les recettes issues de l'élevage s'élèvent à 10 061 669,90 esc. Pour arriver à ce montant, on comptabilise — cela est bien normal — la vente des porcins, ovins, dindons, poulets, œufs, laine, etc... Mais, en plus, on ajoute les « bovins inventoriés » pour une somme de 4 029 000 esc. et les « ovins inventoriés » pour 513 032 esc. Bovins et ovins inventoriés représentent presque 50 % des recettes provenant de l'élevage. On comptabilise aussi « l'augmentation » des équins et des ânes mais on ne tient pas compte des poules, dindes, truies, équins et asnins « inventoriés ». On aurait aussi pu ajouter la valeur du matériel. C'est le type même de comptabilité factice qui, parfois, sert à se tirer d'affaire. D'autres fois, on tourne la difficulté en changeant le nom de l'UCP. Comme la quasi totalité des exploitations collectives étaient incapables d'honorer les accords, le crédit d'urgence a consenti, l'an dernier, un moratoire des dettes pour un an. Cette année, les crédits ont été coupés à une UCP sur deux. Aussi, en principe, la situation de ces exploitations collectives va se détériorer rapidement. Ce qui est sûr, c'est que la nation ne pourra pas longtemps supporter le poids de la réforme agraire dont on attend des résultats toujours à venir.

Mais, ce sont certainement les difficultés intérieures aux UCP [110] qui deviennent les plus graves. Le climat, à l'intérieur de ces structures de production, est empoisonné par des questions de rémunération bien banales. En premier lieu, se pose le problème de la rétribution des travailleurs spécialisés : pasteurs, tractoristes, tireurs de liège, etc... Ces travailleurs n'admettent pas l'égalité absolue des salaires et c'est le problème des incitatifs au travail qui se trouve posé. Il s'ensuit une baisse générale de la productivité et même un profond désintéressement pour la production. C'est dans le domaine de l'élevage que les répercussions sont les plus fâcheuses : nul ne veut plus passer ses nuits pour surveiller agnelage et vêlage ; l'élevage est l'activité la plus sensible car c'est la moins facilement planifiable et c'est celle qui exige le plus d'heures

109. Vallée de l'homme riche. C'est une coopérative socialiste où travaille le célèbre député Matias.

110. Les coopératives socialistes ont réussi à s'épargner bien des soucis en donnant un meilleur salaire aux travailleurs qualifiés.

supplémentaires. Sans un intérêt réel des éleveurs, la production baisse vite en quantité et en qualité.

De plus, l'énorme augmentation des coûts de production consécutive, entre autres, à la baisse de production et de productivité, engendre une stagnation des salaires en escudos courants depuis 1975. Le doublement des salaires en escudos courants avait été imposé aux exploitants en 1974. Les UCP héritèrent de charges salariales devenues écrasantes. Il ne fut plus alors question de maintenir le niveau de vie des travailleurs et les salaires nominaux sont restés ce qu'ils étaient à la fin de 1975, soit 180 escudos par jour pour les hommes et 130 escudos pour les femmes. Le salaire des femmes, dans les UCP, est donc inférieur de près du tiers à celui des hommes. L'inflation et la hausse du coût de la vie ont été si rapides que le pouvoir d'achat des travailleurs est désormais inférieur à ce qu'il était avant le 25 avril et la politique d'austérité les frappe de plein fouet.

Mais tous les travailleurs ne sont pas touchés de façon identique : ceux du secteur privé sont moins défavorisés. Les travailleurs permanents, non spécialisés, gagnent, sur les réserves, de 30 à 50 escudos de plus par jour que ceux des UCP. Les différences deviennent énormes quand il s'agit de travailleurs spécialisés ou de travailleurs saisonniers. Ainsi, une femme qui récolte les tomates pour un « patron » gagne journellement 400 à 500 escudos. En 90 jours, elle reçoit de 36 000 à 40 500 esc. ; en travaillant encore deux mois pour mettre en terre les plants de tomate ou ramasser les olives, elle ajoute 20 000 à 25 000 escudos. Au total, en cinq mois de travail, une femme peut recevoir quelque 60 000 escudos. Par contre, dans une UCP, une femme ne gagne que 130 escudos par jour quel que soit son travail. Certes, elle a la certitude de gagner tous les jours un salaire ; mais quel est l'avantage si elle n'arrive à toucher que 47 450 escudos dans l'année ? Pour une année de travail, une femme, dans une UCP, ne reçoit pas 80 % de ce qu'elle aurait en travaillant cinq mois pour un patron. Voilà de quoi atténuer sérieusement son « enthousiasme » — si elle en a jamais eu — pour la réforme agraire. L'avantage d'avoir un travail assuré toute l'année ne pèse guère par rapport à l'obligation d'être occupée sans cesse hors de son foyer et ceci pour un salaire dérisoire.

L'affaissement en valeur relative des salaires touche tous les travailleurs. Pour certains, il s'agit d'une baisse, depuis 1973, en valeur absolue. C'est ce qui arrive aux quelques seareiros et petits entrepreneurs qui ont participé aux occupations. Pour les entrepreneurs employés dans l'UCP Santana e anexas, leur pouvoir d'achat n'est plus que le dixième de ce qu'il était avant la révolution.

Ces distorsions de salaire risquent d'avoir de graves conséquences d'autant plus que le chômage, qui avait pratiquement disparu avant 1974, revient en force en Alentejo. Avant la révolution, il ne restait plus qu'un chômage saisonnier peu important qui existe malheureusement toujours dans les régions presqu'exclusivement agricoles et où l'offre de travail varie considérablement au cours de l'année. Aujourd'hui, le chômage est très important du fait de l'extrême gravité de la situation de l'économie

portugaise [111] et, du point de vue de l'emploi, l'Alentejo est revenu 15 ans en arrière alors même que la soupape de l'exode rural et de l'émigration ne fonctionne plus aussi bien qu'auparavant.

En outre, les mesures adoptées qui paraissaient les meilleures dans les lois agraires, se révèlent démoralisantes [112]. C'est le cas du système d'évaluation par points adopté par la loi du 29 juillet 1975. Pour M. Drain, il s'agit « d'un système ingénieux de ponctuation, minutieusement élaboré, et qui devait s'avérer si équitable qu'il fut repris aussi bien dans le projet de l'actuel gouvernement que dans celui de l'ultra-gauche » [113]. L'ingéniosité consiste à doter les réservistes du même nombre de points et c'est pour cela que le système apparaît tellement séduisant et si équitable. En fait, ce système de ponctuation comptabilise non seulement les terres avec leurs potentialités mais aussi les investissements déjà réalisés (plantation, adaptation à l'irrigation, etc...). Nous avons déjà vu que 50 000 points pouvaient recouvrir des situations bien différentes ; ainsi, à Rio de Moinho, il suffit de posséder 15,6 ha d'agrumes pour arriver à ce total mais il en faudrait 1 000 pour arriver au même résultat pour des terres de quatrième catégorie aptes à la céréaliculture. Nous avons pris l'exemple théorique d'une exploitation ou plutôt d'une étendue de 52,9 ha, dans la commune de Ponte de Sor, à laquelle auraient été attribués 50 000 points du fait que son propriétaire aurait tout mis en irrigué. Si cet hypothétique exploitant n'avait fait aucun investissement et qu'il s'en soit tenu à une exploitation normale sur sols médiocres, il aurait pu conserver de 500 à 700 ha ; en effet, dans cette commune, l'hectare de suberaie est noté de 50 à 80 points et l'hectare apte à la céréaliculture de 50 à 190 points. De plus, imaginons que le riziculteur se soit mis en société avec d'autres exploitants pour réaliser des investissements [114] ou que ses enfants gardent l'exploitation en indivis pour en assurer une meilleure gestion, c'est à la société que l'on remet les 50 000 points et non à chacun des membres de la société. Ce sont donc les exploitants qui ont le plus investi — qui ne sont d'ailleurs pas forcément les meilleurs — et ceux qui se sont le mieux organisés qui sont les plus touchés. Le véritable latifundiaire s'en tire bien mieux et, au pire, il perd une partie de ses terres. La loi Barreto a corrigé une partie des inconvénients de ce système de ponctuation en ne tenant compte que des aptitudes physiques des sols mais elle laisse en suspens le problème des sociétés [115] et surtout de l'indivision.

Enfin, la lenteur même de l'application des lois de réforme agraire est préjudiciable à l'ensemble de l'agriculture alentejane. La restitution des réserves est faite à un train de sénateur pour favoriser les UCP qui

111. Due à la crise mondiale et aggravée par la décolonisation et la mauvaise gestion.

112. Par exemple celles qui veulent établir une justice sociale absolue.

113. M. Drain : « La réforme agraire ». Le Monde du 2 septembre 1977.

114. Selon des sondages, une très grande exploitation sur deux ou une sur trois se trouve en indivis ou exploitée en société. Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi on souhaite ne pas tenir compte de l'indivis.

115. Les sociétés peuvent bénéficier d'un supplément de ponctuation.

occupent le terrain. En conséquence, les réservistes se trouvent dans une situation des plus précaires qui hypothèque l'avenir. A certains, on a rendu un peu de bétail et des machines mais pas de terre, à d'autres de la terre mais pas de capital d'exploitation véritable, à d'autres enfin rien du tout. Certains exploitants attendent depuis trois ans de reprendre en main leur exploitation. Pour ceux-ci, la rupture dans leur activité est encore plus grave que la perte de leurs terres. Ils devront repartir à zéro et cela a coûté et coûtera cher à la collectivité. N'ayant plus aucune ressource, l'Etat doit leur verser des subsides pour qu'ils survivent ; ensuite, la reconstitution du capital d'exploitation ne pourra être faite qu'en leur accordant de nouveaux crédits.

Il n'est pas jusqu'aux UCP qui ne subissent les conséquences de ces incertitudes qui se retournent contre elles. Certes, elles disposent du terrain qu'elles occupent mais de façon si précaire qu'il leur est difficile d'effectuer des investissements. Comme on ne sait pas exactement quels seront le nombre, la dimension et la situation des réserves, il s'en suit une certaine paralysie qui affecte l'ensemble du secteur collectivisé.

Conclusion: la réforme agraire portugaise est mal partie.

Voilà une expérience de réforme agraire révolutionnaire qui est à suivre et dont on se demande quels sont les inspirateurs et les « modèles ». Elle permet aussi de réfléchir à un aspect spécifique de ce type de bouleversement ; à savoir le bénéfice qu'une nation peut tirer en esquivant le problème des indemnisations.

Il est difficile de connaître exactement d'où provient l'inspiration ayant servi à mettre en œuvre la réforme agraire portugaise. Il est bien probable que les théoriciens responsables ont réfléchi sur la gamme, maintenant très large, de réformes agraires révolutionnaires qui existent dans le monde. Néanmoins, derrière la volonté exprimée de remettre entre les mains de la collectivité [116] les biens de production, nous retrouvons des traits méditerranéens (algériens) et ibéro-américains (cubains). Mais, la réforme agraire portugaise est spécifique et originale dans son application et aussi dans le fait que le pouvoir — politique au moins — a échappé aux forces révolutionnaires. Cela facilite incontestablement l'observation des phénomènes et met en opposition les secteurs collectif et privé. C'est certainement de la très vive concurrence entre les deux secteurs que vont sortir des éléments positifs ; il conviendrait que l'on donnât rapidement aux antagonistes des armes égales.

D'autre part, nous pensons que c'est une erreur de croire que le fait de ne pas indemniser réellement les anciens exploitants est une économie pour un pays. On peut souvent lire que le paiement d'indemnités obérerait les finances de l'Etat et compromettrait l'économie nationale. Rien n'est moins sûr et il est probable que c'est l'inverse qui arriverait.

116. En précisant toujours qui détient, en fait et non en droit, le pouvoir de décision.

Il est très compréhensible qu'un Etat puisse souhaiter une réforme agraire qui peut être considérée comme une forme, parmi bien d'autres, d'aménagement agraire. Qui plus est, il est légitime pour un Etat de penser que tel type de structure agraire est meilleur, économiquement et socialement, que tel autre. En tout état de cause, l'indemnisation réelle des anciens exploitants n'apparaît pas être une mauvaise solution à moyen et long terme. En effet, en premier lieu, cet Etat conservera la confiance de tous ses habitants, nationaux et étrangers ; nul ne sera tenté de faire évader son patrimoine. En second lieu, les expropriés seront obligés d'investir dans les secteurs qui leur resteront ouverts. Un tel type de réforme agraire engendrera le transfert de capitaux privés vers les secteurs secondaire et tertiaire ou permettra la concentration des capitaux sur les réserves. Inversement, une réforme agraire sans indemnité ruine la confiance des entrepreneurs nationaux et étrangers et il faut de longues années, ou un changement de gouvernement, pour restaurer une confiance sans laquelle rien n'est possible. Or, la perte de confiance est un mal contagieux qui s'étend vite aux bénéficiaires d'une réforme agraire ; les symptômes d'une très grave maladie apparaissent, risquant de réduire à néant la réforme agraire. Des travailleurs d'UCP prennent la responsabilité d'expulser leurs responsables, non pour s'organiser en coopérative de production (socialiste ou non) mais ... pour restituer la terre à l'ancien « patron ». Nous connaisosns trois cas de ce type dont le plus célèbre est celui de la Herdade do Duque, située à Viana do Alentejo et d'une surface de 2 330 hectares, qui a été remise à son propriétaire le 6 février 1978. Ceci est complètement illégal car le « patron » dépasse largement la ponctuation réglementaire. Mais qu'est-ce qui est légal ? Il est impossible de prévoir si ce phénomène de restitution va s'amplifier ou si les autorités et les UCP vont réussir à l'enrayer. De plus, et c'est un autre grave handicap, les nouvelles structures de production n'ont pas su attirer à elles les anciens responsables d'exploitation et ceux qui avaient un esprit d'entreprise. Peu nombreux ont été les régisseurs et les petits exploitants, comme les seareiros, qui se sont ralliés à elles. Au contraire, tous ceux qui possédaient de l'initiative dans le domaine agricole se sont heurtés aux UCP. Il est significatif que sous le gonçalvisme ce furent les seareiros qui causèrent les plus graves difficultés aux nouveaux responsables.

Qui plus est, un nombre chaque jour plus important de travailleurs cherche à échapper à l'administration des UCP jugée trop pesante. Ils ne souhaitent pourtant pas revenir à la situation antérieure. Ils font pression pour faire évoluer la réforme agraire dans le sens du partagisme. C'est dans cette voie que l'on semble désormais s'orienter et de nombreuses UCP se désintègrent pour laisser la place à de petites exploitations privées. Il y a toutes raisons de penser que la réforme agraire portugaise à caractère collectif dérive plus ou moins rapidement vers une réforme agraire assez proche du type libéral.

Ainsi, pour qu'une réforme agraire réussisse, il ne suffit pas de donner la terre (et tout ce qui est nécessaire pour la mettre en valeur)

à « ceux qui la travaillent » mais à « ceux qui la cultivent bien » [117]. Pour cela, il faut préalablement définir ce qu'est une bonne exploitation et analyser correctement l'incidence du facteur main-d'œuvre dans une structure agraire.

117. R. Dumont s'est bien rendu compte de la difficulté de définir ce qui est une bonne et une mauvaise mise en valeur ; il propose de faire des comparaisons avec les normes régionales moyennes et souhaite donner, au Mexique, la « sécurité de la tenure, mais seulement pour qui cultive bien ». R. Dumont : « Réforme agraire et modernisation de l'agriculture au Mexique ». Etudes Tiers Monde. Publications de l'I.E.D.E.S. 1969, pp. 7 à 112. Cf. le chapitre « La terre à qui la cultive bien : sécurité et mobilité de la tenure du sol », pp. 39 et suivantes.

DEUXIEME PARTIE

L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET SES CONSEQUENCES

Dans ce chapitre, nous ne désirons absolument pas faire une étude exhaustive de la démographie de l'Estrémadure et de l'Alentejo ; ce n'est pas notre propos. En ce qui concerne l'évolution de la population, nous l'envisagerons dans son ensemble et nous nous contenterons d'en analyser les conséquences sur l'agriculture. De même, migrations, émigrations et exode rural ne seront pas étudiés en tant que tels ; nous ne chercherons pas à savoir ce que sont devenus les émigrants. Par contre, nous avons passé beaucoup de temps pour essayer d'apprécier les incidences locales de la baisse de la population rurale. Deux aspects précis ont retenu notre attention :

— Quelles sont les relations qui existent entre la grande exploitation, les quantités de main-d'œuvre disponibles et la mécanisation.

— Quelles sont les conséquences de l'exode rural sur les structures agraires et la vie locale en général.

A - L'EVOLUTION DE LA POPULATION DEPUIS LE DEBUT DU SIECLE

Nous ne désirons pas trop nous étendre sur cet aspect car nous n'apportons rien de neuf. L'évolution de la population alentejane et extremeña est en tout point semblable à celle des autres campagnes du sud de la Péninsule Ibérique.

Jusqu'au début de ce siècle, la population rurale — et aussi urbaine — se caractérise par sa rareté. Les densités sont alors particulièrement faibles et les campagnes sont encore couvertes de maquis là où abondent les sols pauvres. Alors que dans la plupart des pays de l'Europe humide,

l'exode rural et le dépeuplement étaient largement amorcés, que le maximum de population, par conséquent, était déjà dépassé, les campagnes alentejanes et extremeñas ne sont qu'en cours de peuplement.

Ainsi, dans le Haut-Alentejo, en nous appuyant sur le travail de João Evangelista[1], nous avons, à partir de 1864, l'évolution suivante :

• De 1864 à 1878, la population du Haut-Alentejo augmente de 0,41 à 0,90 % par an en moyenne. Seuls, les cantons de Crato, Castelo de Vide et de Vila Viçosa connaissent une évolution négative.

• De 1878 à 1890, la même évolution positive et le même rythme se poursuivent mais il n'existe plus de canton dont l'évolution soit négative. Au contraire, on peut considérer que l'on a tendance à une augmentation plus rapide de la population et quelques cantons ont déjà une croissance annuelle de population égale ou supérieure à 1,5 % ; c'est le cas des cantons de Fronteira, Alter do Chão et Gavião.

• De 1890 à 1910, la tendance à un rythme plus soutenu de la croissance de la population se confirme. Dans la dernière décennie du siècle, l'augmentation annuelle moyenne de la population est de 0,90 à 1,50 % dans la province de Portalegre puis, dès 1900, dans l'ensemble de l'Alentejo. Des cantons, comme ceux d'Avis et de Mora sur les sables pliocènes de l'ouest du Haut-Alentejo, voient progresser leur population de 3 à 5 % par an. C'est pendant cette période que la croissance de la population est maximum. Dans la première décennie du siècle, un seul canton, celui de Castelo de Vide, ne progresse que faiblement, de 0,11 à 0,40 % par an et la grande majorité des autres cantons dépasse 1 % par an.

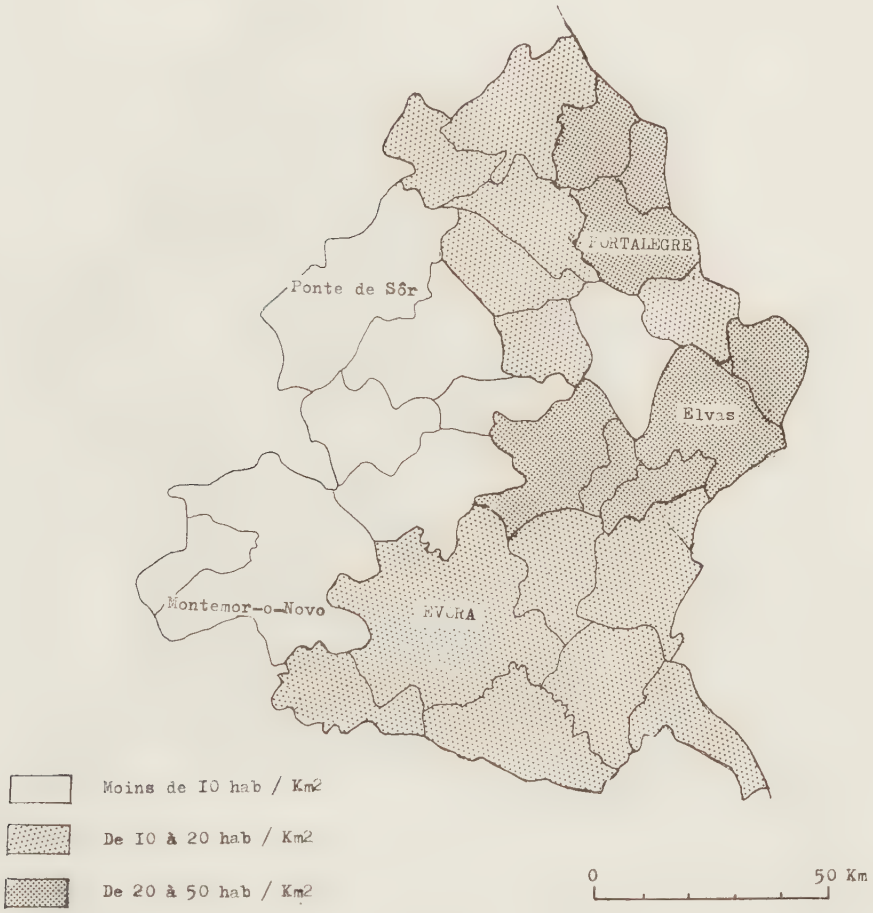
• La décennie 1911-20 marque une pose dans la progression de la population et le rythme d'augmentation annuel n'est plus que de 0,4 à 0,9 % dans la province de Portalegre et de 0,1 à 0,4 % dans celle d'Evora. Ce renversement est dû à la grande guerre et à la grippe espagnole, dite pneumonique au Portugal.

• Ce ralentissement est de courte durée et une croissance forte reprend de plus belle surtout dans la décennie 1920-30 où l'on enregistre des croîts annuels de population de 0,4 à 0,9 % dans la province de Portalegre et de 1,5 à 2,1 % dans celle d'Evora. Les cantons de Mourão, Evora, Mora et Ponte de Sor progressent alors allègrement de 3,1 à 5,1 % par an !

• Les deux décennies suivantes montrent une croissance moins élevée, la province d'Evora s'alignant sur celle de Portalegre : le croît annuel dans les deux provinces reste tout de même entre 0,4 et 0,9 % par an. C'est à la fin des années 40 que la plupart des communes haut-alentejanes enregistrent leur maximum de population. Certaines d'entre

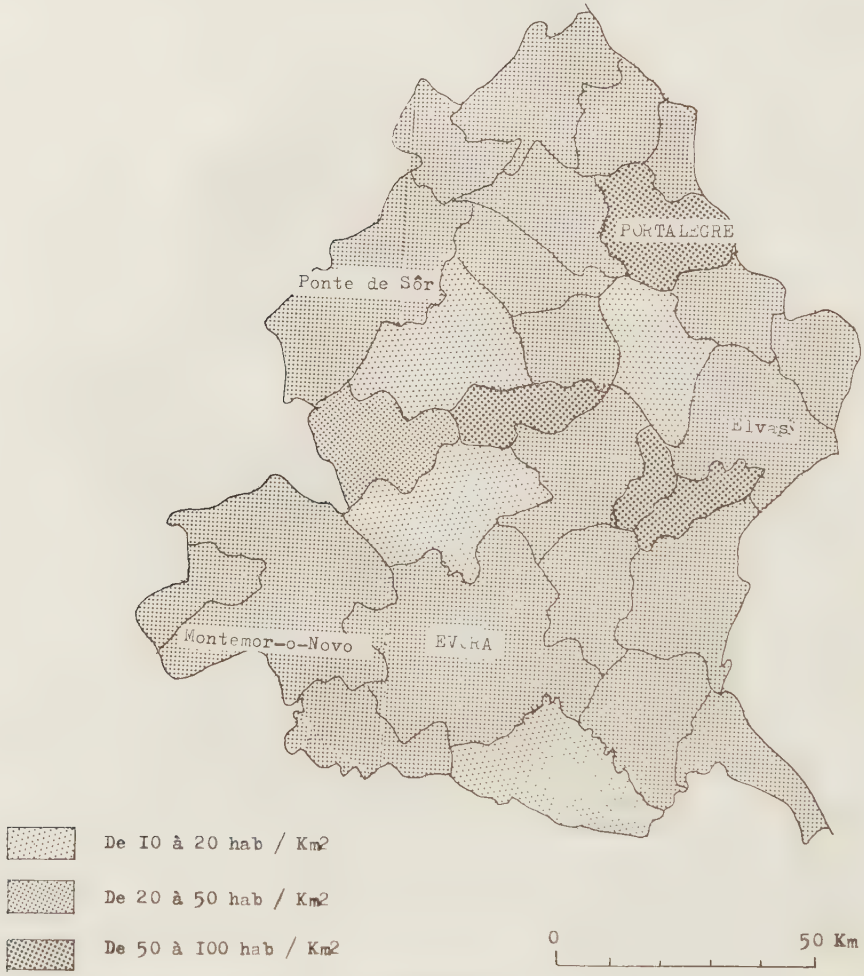
1. João Evangelista : « Um século de população portuguesa (1864-1960) ». Publicações do Centro de Estudos Demográficos. Lisboa. 249 p.

Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1864



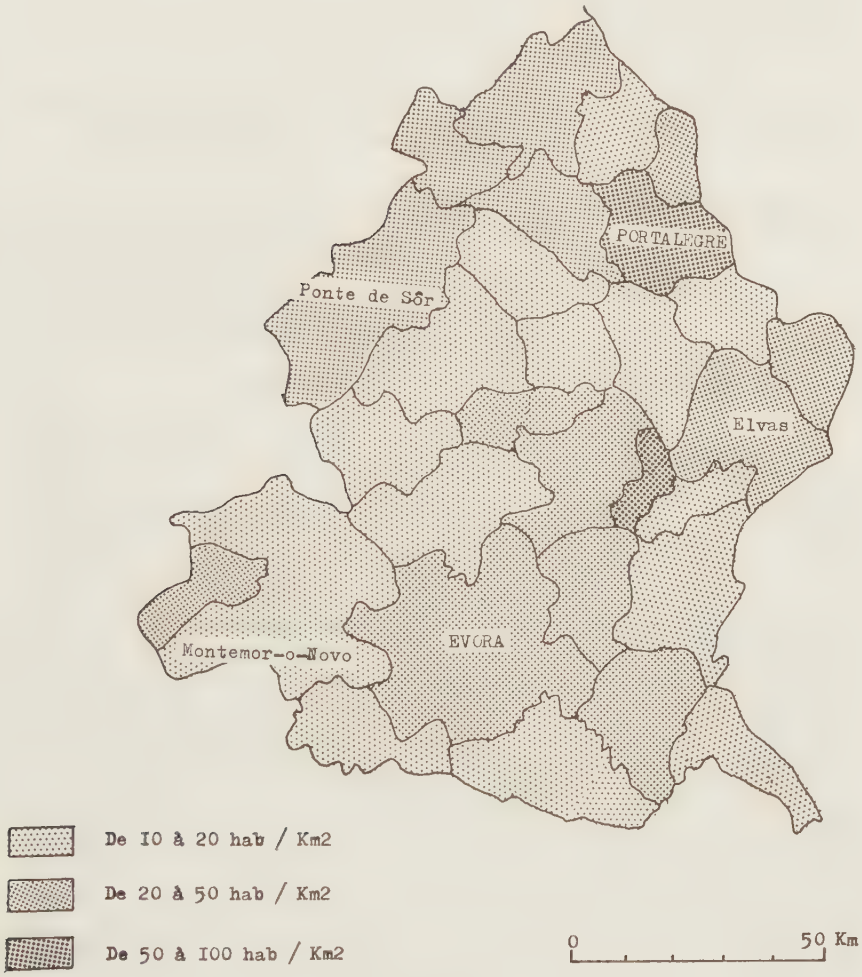
[Fig. 57]

Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1960



[Fig. 58]

Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1970



[Fig. 59]

elles ont doublé leur population entre 1911 et 1961 ; c'est le cas de Ponte de Sor qui est passé de 5 215 à 13 010 habitants ou de Alagoa qui a progressé de 465 à 900 habitants.

• Le tournant démographique se situe précisément dans la décennie 1950-60. Tout le Haut-Alentejo, ainsi que presque toutes les provinces portugaises intérieures, commencent à perdre de leur population. La baisse est sensible : de 0,9 à 1,5 % par an dans nombre de cantons de la province de Portalegre, surtout ceux du nord.

Au total, le Haut-Alentejo a gagné beaucoup de population entre 1864 et 1960. Les gains ont été les suivants pour les différents cantons :

De 0 à 20 %	:	Castelo de Vide
De 50 à 100 %	:	Nisa, Marvão, Crato, Monforte, Elvas, Campo Maior, Vila Viçosa, Estremoz, Arraiolos, Redondo, Mourão, Portel.
De 100 à 200 %	:	Gavião, Arronches, Portalegre, Alter do Chão, Avis, Fronteira, Sousel, Mora, Alandroal, Reguengos de Monsaraz, Evora, Viana do Alentejo.
De 200 à 300 %	:	Montemor-o-Novo.
De 500 à 1 000 %	:	Vendas Novas, Ponte de Sor.

Ces accroissements, dans des régions presqu'exclusivement agricoles, peuvent être considérés comme énormes.

Ces très forts accroissements s'expliquent par des bilans naturels toujours fortement positifs grâce à des taux de natalité qui ne sont tombés en-dessous de 20 ‰ qu'après 1951. La période de maximum de la natalité s'est située très tard dans les campagnes : au cours de la décennie 1901-10, dans la province de Portalegre, et pendant la décennie suivante dans celle d'Evora. Pendant ce temps, le taux de mortalité s'affaissait rapidement des environs de 20 ‰ au début du siècle à 10 ‰ en 1960 ; les régions de mortalité la plus faible étant situées dans l'ouest du Haut-Alentejo, en particulier dans le canton de Ponte de Sor.

Le croît naturel n'explique pas tout et l'Alentejo, surtout les régions de grande propriété, est bien particulier. De 1890 à 1950, l'Alentejo, surtout dans les premières décennies du siècle, s'est comporté comme une terre d'immigration et le bilan migratoire a été positif jusque vers 1940. Les défrichements sont les grands responsables de l'arrivée de Beirotes et d'Algarviotes. Nombre de ces immigrants se sont installés définitivement en Alentejo qui reste encore attractif pour les migrants saisonniers jusqu'en 1974. Par contre, l'émigration haut-alentejane est restée longtemps insignifiante, la plus faible du Portugal, par opposition aux provinces du nord qui ont traditionnellement fourni les gros contingents d'émigrants. On peut estimer que, de 1864 à 1960, l'Alentejo dans son ensemble n'a guère contribué que pour 1 % au total de l'émigration portugaise.

Cette forte augmentation de la population par croît naturel mais aussi par immigration a densifié l'occupation humaine. En 1864, la plus

grande partie du Haut-Alentejo n'avait pas dix habitants au Km2, les cantons les moins peuplés étant ceux de l'ouest sur les arènes de Ponte de Sor, Avis, Mora et Montemor-o-Novo. Les cantons les plus peuplés se trouvent alors à l'est autour d'Elvas, Campo Maior, Vila Viçosa, Borba, Estremoz et Sousel qui sont des cantons possédant pas mal de barros ; dans cette catégorie de cantons peuplés, on rencontre aussi les cantons microfundiaires de Portalegre, Marvão et Castelo de Vide. En 1960, il n'y a plus aucun canton ayant moins de 10 ha/K2. Quelques-uns comme Monforte, Avis, Arraiolos, Portel, se situent dans la tranche de 10 à 20 hab/Km2. L'ensemble du Haut-Alentejo possède de 20 à 50 hab/Km2 avec des densités supérieures à 50 dans les cantons de Vila Viçosa, Borba, Portalegre et Sousel.

A quelques nuances près, l'évolution de la population extremeña a été identique. Nous obtenons les pourcentages annuels d'augmentation ou de diminution suivants :

	Province de Badajoz [2]	*Province de Cáceres* [2]
1900-1910	1,40	1,0
1910-1920	0,69	0,18
1920-1930	0,58	0,97
1930-1940	0,43	1,13
1940-1950	0,73	0,67
1950-1960	0,02	— 0,14

Pour l'ensemble des deux provinces, l'augmentation de la population est importante pendant toute la première moitié du siècle mais sans avoir le caractère galopant de l'Alentejo. De 1900 à 1960, l'ensemble des campagnes de la province de Cáceres ont augmenté leur population de 50,3 % et celles de Badajoz de 60,4 %. Le maximum démographique se situe vers 1950 pour Cáceres et vers 1960 pour Badajoz. Pendant toute cette longue moitié du siècle, peu nombreuses ont été les communes qui ont perdu des habitants : 31 dans la province de Cáceres et 7 dans celle de Badajoz. Pour la plupart, ce sont des communes installées dans des sierras comme Montánchez, Hervas, Hoyos, Berzocana, Baños de Montemayor, Descargamaría, ou dont le finage comporte des sols très pauvres comme Jarilla et Ceclavin. Par contre, nombre de communes rurales ont vu leur population multipliée par trois, quatre ou cinq comme Collado (600 %), Talayuela (631 %) et Toril (557 %). Ces augmentations exceptionnelles coïncident avec l'installation de périmètres irrigués.

Ces traits généraux cachent queque peu certaines disparités entre l'évolution de la population des deux provinces extremeñas.

2. Population de la province sans la capitale.

Fig. 60

Densité de population en Estrémadure. 1900

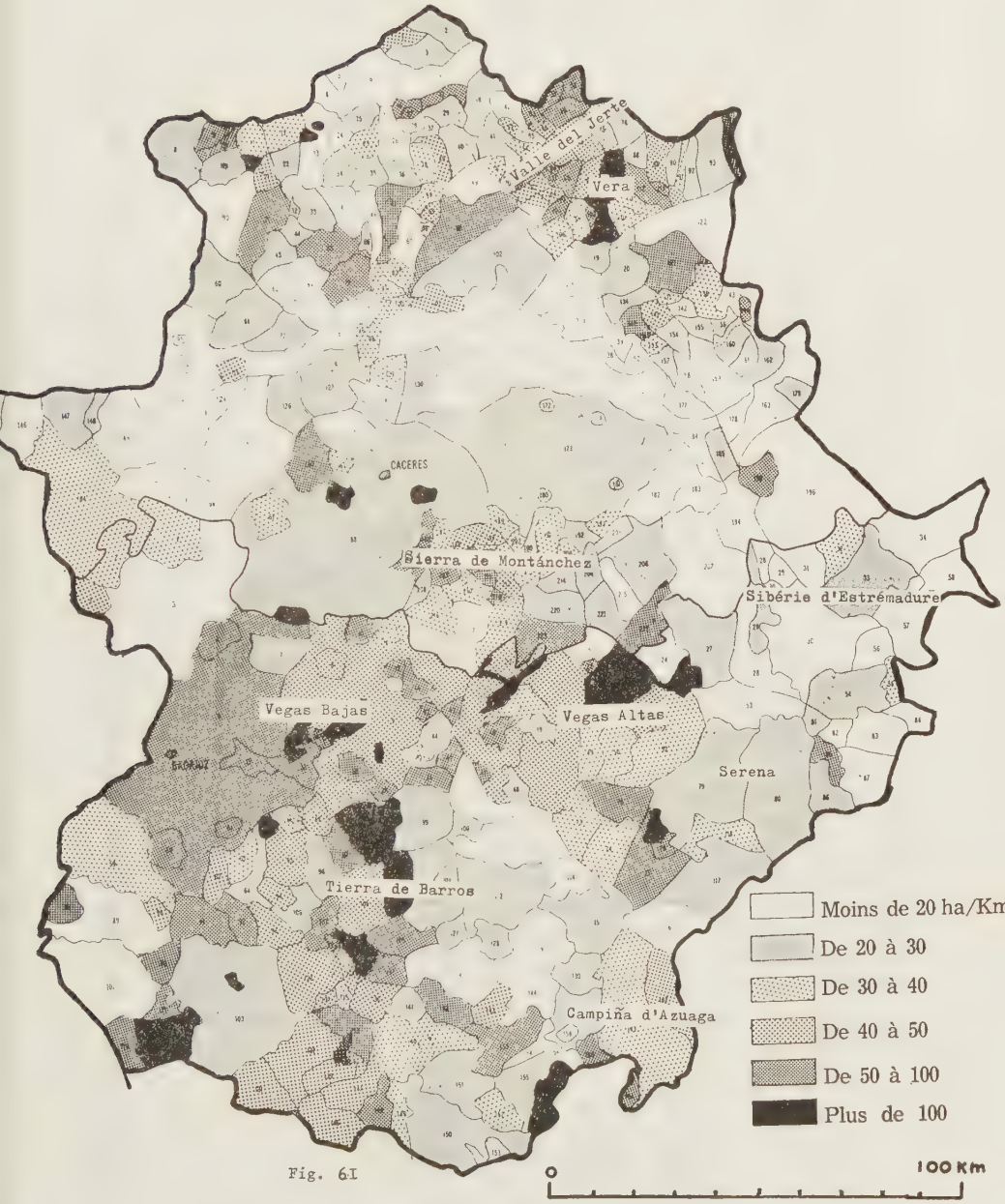


Fig. 61

Densité de population en Estrémadure. 1960

Mouvement de la population dans les provinces de Cáceres et de Badajoz :

	1900-10	*1910-20*	*1920-30*	*1930-40*	*1940-50*	*1950-60*
Evolution de la population						
Cáceres [3]	34 644	6 594	37 418	48 093	31 663	— 7 246
Badajoz [3]	68 820	48 491	52 034	27 986	49 811	1 564
Croît naturel						
Cáceres	44 860	24 915	50 985	59 925	52 325	76 682
Badajoz	62 535	52 975	72 750	66 255	69 050	92 985
Bilan migratoire						
Cáceres	— 10 216	— 18 321	— 13 567	— 11 827	— 20 662	— 82 928
Badajoz	6 285	— 4 484	— 20 716	— 38 269	— 19 239	— 91 425
Incidence (en % par an) du bilan migratoire sur l'effectif de la population						
Cáceres	— 0,28	— 0,48	— 0,33	— 0,64	— 0,42	— 1,16
Badajoz	0,12	— 0,08	— 0,33	— 0,57	— 0,27	— 1,12

3. Montant (positif ou négatif) de la différence de population des provinces (celle des capitales exceptée) entre deux recensements.

L'évolution de la population de la province de Badajoz est sans cesse positive jusqu'à 1960 mais la croissance est faible dans la dernière décennie ; celle de 1930-40 marque un creux relatif en raison du caractère dramatique de la guerre civile dans cette province alors que la décennie suivante est celle d'un rattrapage démographique normal. L'évolution reste positive entre 1950 et 1960 à cause de la mise en place du Plan de Badajoz.

L'évolution est plus heurtée dans la province de Cáceres. La tendance à la baisse des croîts naturels est marquée jusqu'en 1920, ceci étant dû à une surmortalité. Mais, Cáceres a été une province pratiquement épargnée par les combats pendant la guerre civile.

Le bilan migratoire de l'Estrémadure est sensiblement différent de celui du Haut-Alentejo. A l'exception de la première décennie, et seulement pour la province de Badajoz, l'Estrémadure est une terre d'émigration permanente. Cependant, jusqu'à 1960, le bilan migratoire n'est que faiblement négatif même pendant la décennie 1930-40 où l'émigration a été gonflée par la guerre civile. A partir de 1950, c'est une seconde différence avec le Haut-Alentejo, l'émigration devient massive aussi bien pour Cáceres que pour Badajoz qui profite à plein du Plan de Badajoz ; les pertes dépassent alors largement 1 % par an du total de la population. Malgré cela, les densités, en 1960, sont très supérieures à ce qu'elles étaient en 1910. De 17,6 à 22,6 habitants au Km2, en 1910, pour les provinces de Cáceres et de Badajoz, on atteint respectivement 25,9 et 34,1 habitants/Km2 en 1960. Ce sont des densités non négligeables car il s'agit pour l'essentiel de populations agricoles placées dans un milieu ingrat.

Ce qui est aussi remarquable, c'est que le Haut-Alentejo et l'Estrémadure ont vu non seulement leur population augmenter entre 1900 et 1950 mais aussi leur poids démographique s'alourdir dans leur pays respectif. Ainsi, la population extremeña représentait 4,7 % de la population espagnole en 1900 et 4,8 % en 1950 ; les Asturies, pendant le même laps de temps, passaient de 3,3 à 3,1 %.

Après 1960, on assiste à l'effondrement des effectifs de la population extremeña. Les provinces de Cáceres et de Badajoz perdent respectivement 92 380 et 152 475 habitants soit 17 et 21 % de leur population. Cette saignée est due à une émigration massive ; le bilan migratoire des provinces de Cáceres et de Badajoz est catastrophique — d'un point de vue démographique — et se traduit par la perte de quelque 145 000 et 234 000 habitants ce qui correspond à une baisse de population de plus de 2 % par an. Cela signifie qu'entre 1960 et 1970, un extremeño sur cinq a émigré.

Par rapport à l'évolution de l'Estrémadure, celle de la population haut-alentejane est décalée dans le temps :

	1960	*1969*	*1975*
Evora	219 800 hab.	226 400 hab.	179 600 hab.
Portalegre	188 900	184 000	142 500
Total Haut-Alentejo	408 700	410 400	322 100

Dans son ensemble, la population haut-alentejane continue à croître jusqu'à l'extrême fin de la décennie mais un renversement de la tendance se dessine déjà dans la province de Portalegre. Puis, c'est la baisse brutale ; en six ans, le Haut-Alentejo a perdu 88 300 habitants soit 21,51 % de sa population, autant relativement que l'Estrémadure en dix ans. Le délestage a été d'autant plus brutal qu'il a été plus tardif. Bien que le taux de natalité ait considérablement baissé — en 1969, il s'élève à 12,78 ‰ et à 13,21 ‰ dans les provinces de Portalegre et d'Evora — le Haut-Alentejo conserve un croît naturel. L'exode rural est seul responsable, là aussi, de la baisse de la population. Par opposition au nord du Portugal, l'Alentejo a très peu alimenté l'émigration à l'étranger. Il nous est impossible de donner des chiffres précis de ces départs [4] à l'étranger dans la mesure où les statistiques officielles diffèrent de la réalité ; nous sommes certain que ces émigrants ont été peu nombreux [5]. Parmi ceux qui ont quitté la métropole, un pourcentage important s'est dirigé vers les territoires d'Outre-mer surtout à partir des années 60 [6]. Aussi, pour l'essentiel, l'émigration alentejane n'est en fait qu'un exode rural qui s'est régulièrement dirigé vers Lisbonne et ses banlieues industrielles. La population n'a fait que glisser sur le littoral comme un peu partout dans la Péninsule Ibérique.

A l'échelle de la commune, en considérant la figure n° 62, nous constatons que la grande majorité des territoires municipaux perdent de la population entre 1960 et 1970. Parmi ceux dont le bilan est positif, nous avons les communes ayant à leur tête une capitale provinciale : Cáceres, Badajoz, Evora et Portalegre. Comme les territoires municipaux de Cáceres et Badajoz sont énormes et figurent parmi les plus vastes d'Espagne, les vastes plages représentant une augmentation de population risquent de faire illusion [7]. Dans cette catégorie, figurent quelques rares communes

4. En raison de l'émigration clandestine.

5. Ceci est confirmé par M. Poinard qui constate que l'Alentejo n'est que très peu touché par l'émigration qu'elle soit européenne ou transocéanique. Cf. M. Poinard : « L'émigration portugaise de 1960 à 1969 » RGPSO, T. 42, fasc. 3, 1971, pp. 293-304.

6. Spécialement vers l'Angola qui a été, très provisoirement, la dernière colonie européenne de peuplement.

7. Pour Cáceres, l'augmentation est circonscrite à la ville, les campagnes environnantes se sont fortement dépeuplées.

possédant une ville dynamique comme Plasencia, Mérida, Navalmoral de la Mata, Zafra et Elvas. En ce qui concerne les communes purement rurales, deux types peuvent présenter une augmentation de population. En premier lieu, nous avons celles sur lesquelles ont été implantés des périmètres irrigués, surtout les premiers dès le début des années 50 ; c'est ainsi que les Vegas Bajas ont vu leur population se gonfler ainsi que les communes ayant des périmètres irrigués dans la province de Cáceres. En second lieu, nous avons des communes dont l'économie est florissante et étroitement spécialisée ; c'est le cas de Valdastillas, Cabrero et Cabezuela del Valle avec la cerise, Almendralejo et Torremegía avec la vigne.

Parmi les communes dont la population est stable, figurent celles qui comprennent un petit centre urbain comme Estremoz et Vila Viçosa. Ce sont celles qui disposent d'un périmètre irrigué récent comme les Vegas Altas. Enfin, nous trouvons dans cette situation la région si paradoxale des Hurdes dont pratiquement toutes les communes ont vu leur population augmenter légèrement ; Casares de las Hurdes arrive même à franchir le seuil de 5 % d'augmentation.

Toutes les autres communes montrent une évolution négative ou très fortemente négative. Tous les secanos sont dans ce cas. Parmi les évolutions les plus fortement négatives, c'est-à-dire les communes qui ont perdu presque la moitié ou plus de la moitié de leur population en dix ans, nous notons celles qui ont une grande partie de leur territoire en pente forte, surtout quand il s'agit de reliefs de structure appalachienne avec schistes et quartzites. Parmi les pôles de plus grand dépeuplement, figurent certaines communes de la Sierra de Guadalupe comme Conquista de la Sierra (— 47 %), Herguijuela (— 48 %), de la Sierra de Altamira comme Belvis de Monroy (— 63 %) et Mesas de Ibor (— 63 %), de la Sierra de Montánchez comme Ruanes (— 53 %) et Benquerencia (— 65 %), ou celles à topographie très accidentée comme Valdehuncar (— 52 %) et El Gordo (— 63 %) avec les gorges du Tage. Certaines communes dont les terroirs sont vraiment déshérités comme Hinojal (— 64 %), dans les environs de Cáceres, sont à ranger dans les pôles de dépeuplement.

Par contre, d'autres sierras comme celle de Gata, la retombée sud des Gredos et la Serra de São Mamede ne se sont dépeuplées que modérément. Sur les communes dont le dépeuplement est compris entre 5 et 30 %, se trouvent des économies bien différentes. En premier lieu, nous trouvons les territoires municipaux qui possèdent des herbages dans la Serena, avec ou sans petite ville à leur tête, comme Castuera, Cabeza del Buey, Campanario et Esparragosa del Caudillo. Dans cette catégorie, se rangent la plupart des communes de la Tierra de Barros comme Aceuchal, Villafranca de los Barros, Fuente del Maestre et Villalba de los Barros. Enfin, nous rencontrons les régions de montado de chênes-lièges (cantons de Ponte de Sor et de Mora) et de chênes verts comme à Alconchel et le canton de Montemor-o-Novo.

Il est peut-être étonnant, au premier abord du moins, de constater que les régions de barros avec céréaliculture et olivettes figurent parmi les régions qui ont perdu une grande partie de leur population. C'est ce

Evolution de la population entre 1960 et 1970

(ESTREMADURE ET HAUT-ALENTEJO)

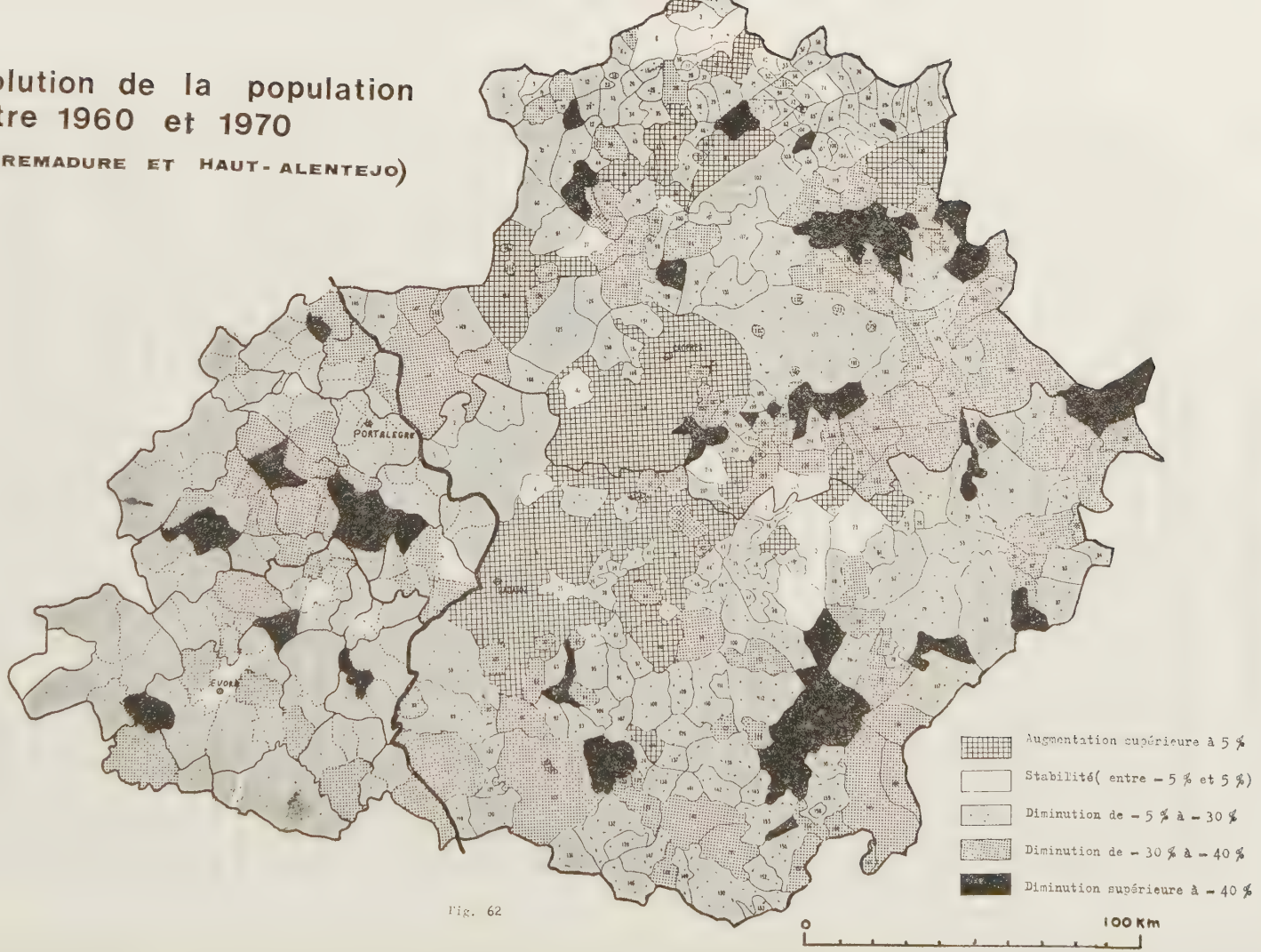


Fig. 62

qui s'est passé dans les cantons de Fronteira, de Sousel, dans l'est du canton d'Avis et dans la campiña d'Azuaga.

En ce que concerne le taux net de migration, il est intéressant de constater que les taux les plus élevés [8], entre 1960 et 1970, touchent aussi bien des régions de barros comme Azuaga (544,7 °/₀₀) que les montados de Jerez de los Caballeros (484,7 °/₀₀) ou la Serena (Castuera 455,6 °/₀₀) et certaines communes montagneuses (Guadalupe 501,5 °/₀₀). Dans toutes ces communes, en dix ans seulement, un habitant sur deux est parti. On a peine, en France, à imaginer une telle situation. E. Barrenechea [9] qui a le goût des formules frappantes et dramatiques a pu parler de « judaïsation » de certaines régions de l'Espagne dans la mesure où une partie importante de la population devient maudite et est obligée d'adopter une vie errante.

Parmi les régions dont le taux net d'émigration est le moins élevé, nous trouvons, d'une part celles où l'économie agricole marche bien comme autour de Plasencia (168,2 °/₀₀), d'autre part, des regadios (Badajoz et ses Vegas Bajas 135,8 °/₀₀, Don Benito — Villanueva de la Serena et les Vegas Altas 202,9 °/₀₀) mais aussi les Hurdes et le Valle del Ambroz (232,6 °/₀₀).

Parmi les régions ayant un taux net de migration intermédiaire, nous rencontrons des régions bien différentes : des regadios (Coria 271,3 °/₀₀), des microfundiums (Jaraíz de la Vera 316,1 °/₀₀), des secanos avec de la grande propriété et beaucoup de montados (Trujillo 384,9 °/₀₀, Alburquerque 246,6 °/₀₀) et la Tierra de Barros (254,6 °/₀₀).

Malgré tout cela, le Haut-Alentejo et l'Estrémadure restent encore relativement peuplés par rapport à d'autres provinces de la Péninsule Ibérique. Badajoz est trois fois plus peuplé et Cáceres deux fois plus que Soria, Guadalajara et Teruel.

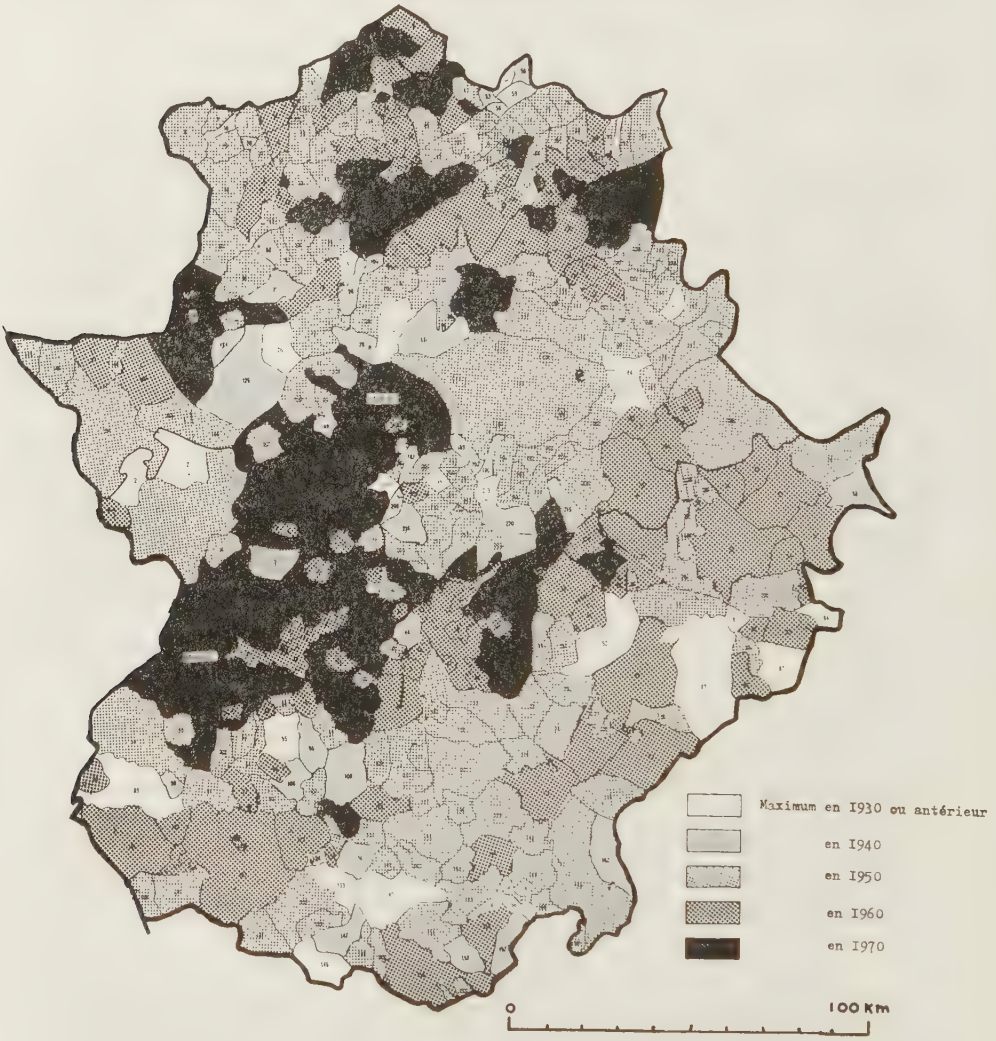
En somme, la baisse de la population des campagnes alentejanes et extremeñas est normale. Nous n'apprenons rien à personne en disant que le délestage s'est opéré tardivement à partir de 1950 en Estrémadure et après 1965 dans le Haut-Alentejo. L'exode rural a été d'une rare brutalité comme dans tout le sud de la Péninsule. Cela s'oppose à nombre de campagnes du nord de la Péninsule comme dans le Haut-Alentejo oriental où certains secteurs ont commencé à se dépeupler dès le siècle dernier et où l'exode rural n'a fait que s'accélérer à partir de 1930-40 [10]. En Espagne, trois provinces, Guadalajara, Teruel et Huesca n'ont cessé de se dépeupler depuis le début du siècle ; l'ensemble des provinces inté-

8. António Gámiz López : « La emigración en la región extremeña » Seminario Bravo Murillo. Tables III et IV. Dans ces tables, l'auteur met en corrélation le taux net d'émigration, l'économie des différentes régions et la quantité d'équipements sociaux (nombre de banques, de postes de téléphone, d'établissements commerciaux, d'écoles, de cinémas, etc...). Il conclut qu'il n'existe pas de relation de cause à effet.

9. E. Barrenechea : « El futuro ' espontaneo ' de Badajoz. Situación actual, perspectivas y medidas a adoptar ». Seminario Bravo Murillo. Ponencia XI, 32 p.

10. Max Daumas : « La vie rurale dans le Haut-Aragon Oriental ». Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Madrid, 1976, 774 p.

Date du maximum démographique (selon les communes)



[Fig. 63]

rieures du nord, surtout celles de Castille, étaient en plein dépeuplement en 1950-60. Le sud de la Péninsule n'a vraiment commencé à se vider qu'à partir de 1960. Quelques chiffres montrent bien l'évolution du bilan migratoire dans quelques provinces espagnoles [11] ; le taux net de migration par rapport à la population initiale est le suivant :

1901-1930		*1931-1960*	
Almería	— 442 ‰ 1er rang	Almería	— 369 ‰ 1er rang
Segovia	— 269	Soria	— 334
Soria	— 266	Teruel	— 326
Salamanque	— 249	Cuenca	— 323
Teruel	— 241	Jaén	— 315
Guadalajara	— 235	Guadalajara	— 313
Burgos	— 234	Albacete	— 289
Huesca	— 220 8ème rang	Grenada	— 252 8ème rang
Cáceres	— 94 (28ème rang)	Cáceres	— 214 (13ème rang)
Badajoz	— 40 (38ème rang)	Badajoz	— 149 (22ème rang)

Nous voyons les provinces méridionales apparaître de plus en plus nombreuses dans les huit premières places. Aujourd'hui, elles occupent toutes les premières places car les provinces septentrionales intérieures sont presque complètement vidées.

Ce qui nous apparaît maintenant essentiel est d'apprécier les conséquences de ce fantastique exode.

B - LES INCIDENCES DE L'EXODE RURAL SUR LA GRANDE EXPLOITATION

Le Haut-Alentejo et l'Estrémadure étant des régions essentiellement de grande exploitation, il est indispensable, en premier lieu, d'analyser l'incidence de l'exode rural aussi massif que brutal sur cette structure agraire qui a employé de fortes charges en main-d'œuvre.

A notre arrivée dans la Péninsule Ibérique, nous disposions déjà de notes nombreuses sur cette incidence. Nul n'a mieux résumé les idées en vogue que E. Barrenechea, par ses formules brutales mais merveilleusement expressives. Il suffit de le citer [12] :

> « Ni le sud (du pays), ni l'Estrémadure ni la Manche n'ont fait quoi que ce soit — dans l'ensemble — pour moderniser les campagnes, leurs exploitations et investir dans la terre. Les grands

11. A. G. Barbancho : « Las migraciones interiores españolas ». Cité par A. Gámiz López. Ouvr. cité, table II.
12. E. Barrenechea. Seminario Bravo Murillo. Ouvr. cité, p. 18.

> propriétaires ont absolument été à la remorque des travailleurs agricoles journaliers. Ce furent ces derniers qui, en émigrant, ont obligé et continuent à obliger les grands propriétaires à moderniser leurs exploitations, à les mécaniser et à abandonner les terres marginales, etc... Cette transformation, qui est encore en cours, il faut essentiellement la mettre au compte des travailleurs journaliers émigrants ».

Il fait aussi observer [13] :

> « L'exode rural massif est alimenté de façon préférentielle par des gens résidant dans les régions latifundiaires (Andalousie, Estrémadure, Manche) ou microfundiaires (Galice, Zamora, León) ».

Nous n'aurions pas jugé bon de nous arrêter sur cette deuxième proposition si l'idée que certaines structures agraires sont plus propices à l'exode agricole que d'autres n'était pas aussi répandue dans la Péninsule Ibérique. En prenant le recul qui s'impose, il est facile de démontrer qu'il s'agit d'une contre-vérité évidente. L'exode agricole n'est pas spécifique de quelque structure agraire que ce soit, fût-elle latifundiaire ou microfundiaire, ni d'aucune autre structure capitaliste ou socialiste. L'exode agricole est fonction, d'une part de la présence de centres, nationaux ou étrangers, d'attraction de la main-d'œuvre et, d'autre part, du degré de mécanisation des exploitations [14]. En somme, l'exode agricole sévit surtout dans les pays développés et riches et non dans ceux qui sont pauvres et attardés [15]. Encore aujourd'hui, il est difficile de préciser quel seuil minimum de population agricole sera atteint : les Etats-Unis n'ont plus que 2,6 % de population agricole, soit 30 % du nombre d'il y a seulement dix ans, et ils continuent à être la plus formidable puissance agricole qui soit ; l'exode agricole, c'est un lieu commun de le dire, n'a pas affaibli la capacité de production, bien au contraire.

En Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, le croît naturel de population a été en partie ou, pour l'Alentejo, en totalité absorbé par l'agriculture jusque dans les années 50. L'Alentejo a fait mieux encore en recevant des immigrants jusque vers 1940. Il est bien difficile de dire si c'est le fait de la grande exploitation alentejane ou des basses densités de population ; les deux raisons ont certainement joué. Mais l'exode rural est devenu aussi brutal que tardif et ceci pour trois raisons d'inégale importance.

13. Id., Ibid., p. 16.

14. L'influence de la mécanisation est d'autant plus importante que l'exploitation est plus grande pour un même système de production agricole. Les microfundiaires partent dès qu'ils perçoivent que leur revenu n'est plus suffisant pour vivre.

15. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'exode rural dans les pays sous-développés et que cela ne crée pas de graves problèmes dans les villes ; le phénomène reste seulement très limité et la population agricole constitue un secteur d'activité pléthorique.

Une première raison peut paraître bien secondaire et fort discutable ; elle peut être le fait des structures de propriété. De mauvaises structures agraires peuvent effectivement précipiter les départs et gonfler l'exode rural en lui donnant un caractère dramatique. L'impossibilité d'améliorer son sort en restant au service du grand propriétaire a certainement dû avoir une incidence sur l'exode rural mais pas le provoquer. De meilleures structures agraires auraient peut-être atténué le caractère tragique du phénomène ; en France, les observateurs ont été choqués par les émigrés portugais [16] bivouaquant dans les halls des grandes gares parisiennes ; non moins choquant est l'entassement des familles dans les faubourgs de Lisbonne ou de Barcelone. Ceci dit, l'exode rural touche toutes les structures d'exploitation, les journaliers agricoles comme les microfundiaires ; les enfants des exploitants moyens ou grands — certains d'entre eux au moins — sont contraints, ou désireux, de chercher un emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire.

La seconde raison est essentielle et découle de l'époque tardive, en Europe, du développement industriel de l'Espagne et du Portugal. Notons la coïncidence exacte entre l'essor économique des deux pays respectifs et l'exode rural des provinces méridionales. L'industrialisation de l'Espagne a recommencé à partir de la fin des années 50 et le miracle économique espagnol a pleinement pris forme dans les années 60. Au Portugal, l'industrialisation a été plus modérée et a démarré plus tardivement avec une bonne dizaine d'années de retard sur l'Europe. En fait, quand est survenu le 25 avril, le Portugal, comme l'Angola, étaient en pleine transformation. En corollaire, la vague de l'exode extremeño se situe au début des années 60 ; en Alentejo, tout a été retardé de dix ans et la crête de la vague se situe à la fin des années 60 et au début des années 70. Ainsi, l'exode rural est à mettre au compte non pas de bonnes ou de mauvaises structures agraires mais de l'existence de possibilités de travail hors de l'agriculture que ce soit sur place, dans une autre région ou dans un autre pays. Aussi, nous nous rallions complètement à l'avis de P. George qui écrit [17] à propos de la Yougoslavie [18] que l'« on se trouve en présence d'un effet induit du décollage et des mutations internes qui l'ont accompagné. Il serait tentant autant qu'inexact d'y voir le signe d'un échec ». Ces migrations ne sont donc pas « un problème de défaillance d'un modèle économique. C'est un problème de temps et de vitesse de marche respective de processus d'ordres différents » [19]. L'exode rural, en Espagne et au Portugal, est la conséquence du développement économique et la migration internationale n'est qu'une variante de l'exode rural. C'est une migration « voulue » [20] et il est tout à fait exact de dire que « les pays qui sont en amont du décollage ne

16. Ils n'étaient pas Alentejans.
17. P. George : « Les migrations internationales ». P.U.F., Paris, 1976, 230 p.
18. P. George. Ouvr. cité, p. 94.
19. Id., Ibid., p. 83.
20. Id., Ibid., p. 61.

fournissent pas ou fournissent peu d'émigrants »[21]. Les mouvements de population n'ont donc rien à voir, dans la Péninsule Ibérique, avec l'exode des Irlandais à la suite de la maladie de la pomme de terre ou celui des populations sahéliennes. L'Alentejan qui part pour Setúbal ou l'Extremeño qui s'en va au Pays Basque est poussé par des motivations de mieux-vivre comme l'agriculteur de la Lozère qui glisse vers le Bas-Languedoc.

Mais, l'exode rural a été amplifié par un facteur qui s'est additionné à tous les autres : la mécanisation de l'agriculture. Cela nous entraîne à analyser la première proposition d'E. Barrenechea. Elle demande une attention plus grande et mérite que l'on s'attarde sur ce problème car c'est une opinion largement partagée par de nombreux chercheurs. Il faut dire qu'elle se replace dans la logique de tout un courant de pensée. Selon celui-ci, les latifundiaires étant, par définition, des gens passifs se contentant d'exploiter le travail d'une main-d'œuvre abondante placée dans la dépendance d'un pouvoir de type seigneurial[22], il est normal qu'ils aient cruellement subi l'exode rural. La main-d'œuvre s'étant enfuie, les latifundiaires, pour survivre, auraient été obligés de mécaniser leur exploitation ou d'abandonner leurs terres. Dans ce dernier cas, ils se contenteraient de reboiser ou de pratiquer la chasse. Cette démonstration, pour être valable, suppose, au moins, que l'exode rural ait précédé la mécanisation. Or, cela n'a jamais été établi formellement.

Dans le sud de la Péninsule Ibérique, la mécanisation de base, tracteurs et moissoneuses-batteuses, s'est opérée tardivement par rapport aux Etats-Unis ou à certaines régions de grande culture comme la Beauce. Certaines machines furent cependant introduites dès les années 20. Le retard ne fut pas grand par rapport à la majorité des régions françaises où la généralisation du tracteur ne date que de la fin des années 50 et du début des années 60. Nous n'avons que trop tendance à oublier que la mécanisation des campagnes françaises était embryonnaire dans l'avant-guerre : on sarclait encore les céréales à la main en Beauce jusqu'au premier conflit mondial. Dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, il est certain que la pléthore de main-d'œuvre a retardé quelque peu la mécanisation mais celle-ci fut introduite indépendamment des disponibilités en personnel. En effet, les machines avaient beaucoup d'avantages sur le travail à la main[23] ; elles peuvent effectuer des travaux difficilement exécutables avec la traction animale, comme le labour des barros et les labours profonds, et permettent d'augmenter la production par une plus grande rapidité d'exécution : en raison des irrégularités climatiques, il convient de préparer le lit de culture et de semer très vite, avant les pluies, et il est préférable de récolter assez rapidement. Enfin, la rapidité

21. Lors du début de la mécanisation, il n'y avait aucun avantage du point de vue des coûts à abandonner la traction animale et le travail à la main.

22. Si cette thèse était complètement exacte, les « latifundiaires auraient eu raison de ne pas mécaniser pour résoudre, en partie au moins, le problème du chômage ».

23. Les véritables raisons de leur succès viennent de lá.

dans l'exécution permet d'utiliser les pâturages jusqu'en avril. Mais alors, la mécanisation est-elle antérieure ou postérieure à l'exode rural ? Nous pouvons croire qu'elle est partiellement antérieure à tout exode. Quelques mouvements luddistes sont significatifs à cet égard. Quand J. A. Sampaio introduisit cinq moissonneuses-batteuses dans les années 50, il fallut les défendre avec des fusils car elles engendraient le chômage. C'est alors que les départs vers Lisbonne furent plus nombreux. Dans ce cas très précis, la mécanisation est antérieure à l'exode rural qui, très vite, s'est amplifié et a pu dépasser l'effort d'équipement des exploitants. Des retards, ici et là, purent apparaître. Vers 1966, le gouvernement portugais dut faire pression sur les agriculteurs pour mécaniser et l'Etat prit à son compte l'achat de 100 moissonneuses-batteuses et les remit aux grémios qui étaient transformés en une sorte de M.T.S.[24]. Mais tout allait si vite que le résultat a dépassé tout ce que l'on pouvait espérer ; une classe sociale entière n'avait plus de raison d'être : celle des seareiros ou des yunteros en culture sèche. Ils furent les premiers à partir massivement, immédiatement suivis par les innombrables journaliers autrefois employés dans la céréaliculture. C'est au caractère massif de l'exode rural qu'il faut mesurer l'efficacité de la mécanisation. La production ne s'est pas effondrée pour cela ; parmi les plus belles récoltes du siècle, nous avons celle de 1971 au Portugal, en plein dans la vague de l'exode rural. Bien souvent, il a été dit que les campagnes alentejanes et extremeñas étaient en retard, en ce qui concerne la mécanisation, en raison du petit nombre de machines utilisées comparativement à ce qui se passe en France ou en Allemagne Fédérale. Ce type de raisonnement oublie que la grande exploitation a besoin d'un nombre de tracteurs beaucoup moins grand que la petite exploitation mais qu'ils sont en service toute l'année ; dans ce domaine, il n'y a pas de surmécanisation et les machines fonctionnent effectivement toute l'année. Comme il était possible de trouver un emploi en ville ou à l'étranger, l'exode n'eut pas le caractère traumatisant de ce qui se passa en Grande-Bretagne après les premières enclosures.

Tant et si bien qu'il s'en suivit une espèce de course-poursuite entre mécanisation et exode rural et, progressivement, le thème du chômage commença à s'évanouir dans les campagnes extremeñas, à partir de la fin des années 60 et, à partir de 1970 ,dans celles de l'Alentejo. Certaines activités, considérées comme intensives, concernant les arbres et l'irrigué et demandant beaucoup de main-d'œuvre saisonnière, furent en difficulté d'une part parce que la main-d'œuvre se raréfiait et, d'autre part, parce qu'elle devenait plus chère. Ceci engendra à son tour, à l'instar des pays les plus développés, une recherche toujours plus efficace de la mécanisation. Cela peut aller très loin et d'un déséquilibre on peut tomber dans un autre déséquilibre, comme on peut le craindre dans deux secteurs qui donnent beaucoup de travail : l'olivier en culture sèche

24. Ce fut un désastre car les grémios ne disposaient pas du personnel pour faire fonctionner correctement ces machines qui tombèrent, progressivement, toutes en panne. Il eut mieux valu prêter l'argent aux exploitants pour s'équiper.

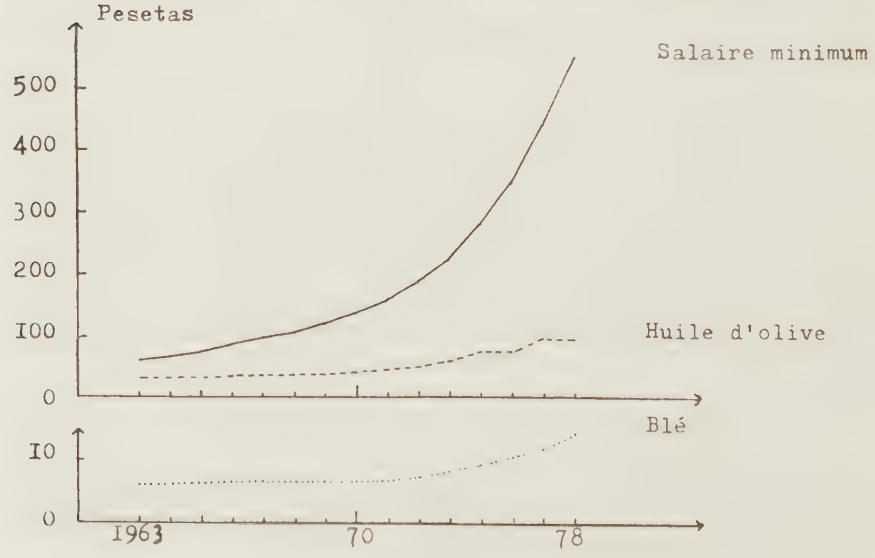
et la tomate en irrigué. Dans les deux cas, il devient difficile de faire la part exacte de ce qui revient à l'exode rural et de ce qui est le fait de la mécanisation.

Traditionnellement, les olivettes constituent un foyer d'appel de main-d'œuvre pour la récolte, de septembre à janvier, et peuvent engendrer des déplacements importants de travailleurs saisonniers. Cela intervient à un moment important, après les vendanges. Il est incontestable que, l'évolution du prix de l'huile d'olive étant ce qu'elle a été, la raréfaction et donc le renchérissement de la main-d'œuvre pose, au moins en Estrémadure, des problèmes graves aux exploitants.

Evolution comparée de l'indice des salaires versés aux ramasseurs d'olives et des prix, à la production, des olives de table et de l'huile d'olive. Base 100 : 1964.

[Fig. 64]

Evolution du salaire journalier minimum, du prix de l'huile et du blé (catégorie 2) dans une exploitation d'Alange.



[Fig. 65]

Le poids salarial dans le coût total de production peut, à partir de 1973-74, représenter 60 à 80 % de la valeur des olives pour l'huile dans une exploitation normalement mécanisée pour les travaux au sol. En Espagne, quand le prix des olives est de 11 ou 12 pta/Kg, les opérations de ramassage, chargement et de transport représentent de 6 à 10 pta. Cette différence dépend de la variété des olives, du volume de la récolte, des conditions météorologiques — quand il gèle, les coûts sont multipliés par deux — et du fait que les ramasseurs sont payés à la tâche ou à la journée. Dans tous les cas, il ne faut pas s'étonner de l'ampleur de la crise. Dans ces conditions, deux alternatives se présentent pour l'exploitant utilisant de la main-d'œuvre salariée. Il peut, tout simplement, abandonner la culture aux microfundiaires. Dans ce cas, il est certain que la production va baisser très considérablement car ces derniers ne sont pas non plus satisfaits du prix de l'huile et abandonnent la plupart de leurs olivettes qui ne sont pas non plus rentables dans cette structure. La seconde alternative consiste à mécaniser la récolte puisque cela est possible et se pratique couramment aux Etats-Unis. Différentes machines ont été mises au point aux Etats-Unis et en Italie et sont disponibles sur le marché des machines agricoles. Les oléiculteurs andalous commencent seulement à les utiliser. C'est dire qu'en ce domaine, on en est, dans le sud de la Péninsule Ibérique, en deçà des balbutiements. Les travaux, entre autres, de João Mário Tavares Troza[25] sur la cueillette semi-mécanisée donnent des chiffres précis sur le coût de la récolte des olives. Ses recherches ont porté sur le Shock-wave-shaker et ses observations ont estimé le coût du ramassage des olives tombées sur le sol (variété galega), puis celui de la cueillette semi-mécanisée[26] car la récolte est totale et demande des opérations manuelles. Le remassage préalable des olives tombées a un coût de 5,48 escudos/Kg et le transport de ces olives revient à 0,23 esc./Kg. Avec une efficacité de récolte de 79 % (ce qui est élevé), l'opération de vibration et le déplacement des feuilles de plastique coûte 0,82 esc./Kg. Le transport et le nettoyage (élimination des feuilles et des brindilles) de ces olives ramassées au vibrateur représentent un coût de 0,17 esc./Kg. Le coût total du kilogramme d'olives gaulées et ramassées à la main s'élève à 7,66 escudos auxquels s'ajoute 0,22 esc. de transport ; celui de la cueillette semi-mécanisée ne s'élève qu'à 2,86 esc., soit deux fois moins dans les conditions de main-d'œuvre actuelle. La cause est entendue pour des machines qui peuvent récolter aussi bien des olives de table que celles destinées à la fabrication de l'huile. Les vibrateurs ne semblent provoquer aucun dommage aux arbres ; les temps de vibration sont très courts, de cinq à huit secondes, et l'amplitude des vibrations est très faible. En Espagne et en Italie,

25. Travaux effectués en 1976 et non publiés.

26. Une équipe de travailleurs comprend un homme sur le vibrateur, 10 hommes pour déplacer les feuilles de plastique et gauler les olives non tombées par vibration. Le matériel comprend un vibrateur, des feuilles de plastique pour 10 oliviers, une machine pour nettoyer les olives, un tracteur et une remorque pour le transport.

on considère que l'amortissement de ces machines peut se réaliser en cinq ans et seul le prix d'achat — un peu plus de 1 000 contos au Portugal — empêche leur généralisation immédiate. Ce coût élevé ne fera que retarder une mécanisation inéluctable.

La culture de la tomate se trouve dans une situation analogue ; la raréfaction et le renchérissement [27] de la main-d'œuvre deviennent parfois intolérables. Déjà, la main-d'œuvre entre pour 70 à 80 % dans les coûts de production. Les producteurs de tomates n'ont alors comme alternative que l'abandon — ce qui est fréquent — ou la mécanisation si cela est possible. Or, le premier prototype de récolteuse de tomates fit son apparition en 1961 [28]. Cela suffit pour provoquer le développement de la culture de ce légume aux Etat-Unis et, dès 1968, 95 % des surfaces cultivées étaient récoltées à la machine. Les premières récolteuses ont fait des démonstrations dans le sud du Portugal. Elles sont concluantes. Elles portent en germe une accélération de l'exode rural et une augmentation du chômage. Les travailleurs ne s'y sont pas trompés et des incidents ont été signalés à l'encontre des récolteuses de tomates.

Ainsi, le processus de mécanisation qui est total pour la céréaliculture, très avancé pour l'élevage, est en train, dans la Péninsule Ibérique, de pénétrer dans le domaine le plus méditerranéen qui soit : celui des fruits en général et des légumes. Pour avoir une idée de ce qui va se passer à très brève échéance, il suffit de tourner nos regards vers les Etats-Unis et Israël et voir ce qu'il est possible de faire en fait de mécanisation des cultures et d'adaptation de celles-ci aux machines. Dès qu'une machine est mise au point ,ses progrès sont très rapides, nous l'avons vu pour les ramasseuses de tomates aux Etats-Unis. Quand on connaît les fantastiques progrès déjà effectués en génétique, il est permis de penser que les derniers obstacles provenant de la fragilité, en particulier, vont progressivement sauter dans la plupart des cas.

Ces progrès technologiques favorisent les grandes exploitations, collectives ou privées [29]. Il est permis de penser que ces machines, sans cesse plus coûteuses, vont engendrer la multiplication des coopératives. Pour quelques produits [30], seules les entités se lançant résolument dans la mécanisation pourront poursuivre telle ou telle activité. Celles qui jugeront plus équitable ou plus humain de conserver les méthodes traditionnelles devront s'effacer [31] comme les artisans sur métier manuel après la

27. Les deux ne sont pas forcément liées. En Estrémadure, il est possible de rencontrer beaucoup de saisonniers mais nul ne désire, pour effectuer certains travaux, s'embaucher pour moins de 1 000 pta/jour.

28. Sur ces aspects, cf. P. Vergniaud : « Incidences de la mécanisation sur les cultures légumières de plein-champ ». Options médit. déc. 1970, pp. 89-93.

29. Surtout s'il n'y a pas de CUMA chez les petits et moyens exploitants.

30. Pas dans tous, bien entendu. La possibilité de mécaniser n'engendre pas automatiquement l'introduction immédiate des machines. Elle devient impérative quand leur coût est notablement inférieur à celui de la main-d'œuvre. Mais l'inverse est possible et la surmécanisation toujours à craindre.

31. Par exemple, l'U.C.P. Aldeanova de São Bento abandonne pratiquement son olivette.

technique mise au point par Jacquard. Les bris de machine ne serviront à rien.

En somme, il n'est pas besoin d'aller chercher des explications reposant sur une attitude spécifiquement latifundiaire pour comprendre les relations exode rural-mécanisation. Dans la plupart des cas, il devient très vite impossible de savoir si l'un provoque l'autre ou si c'est l'inverse. La cause devient effet et inversement dès que le mouvement a commencé. Les grands exploitants alentejans et extremeños ont adopté la mécanisation dès que cela a été possible et dès l'instant où cela leur permet de réduire leurs coûts de production. Comme de très nombreux exploitants dans le monde, ils sont psychologiquement sensibles à la puissance et à une certaine beauté[32] de la machine. Comme tant et tant d'exploitants, au début du moins, ils sont plus sujets à la surmécanisation qu'au sous-équipement. Or, d'un point de vue comptable, le premier mal est plus grave que le second.

Actuellement, il est probable que les secteurs qui procurent le plus de travail et qui sont les vignes, les olivettes et les tomates vont précisément être mécanisés en Alentejo et en Estrémadure. Les viticulteurs souhaitent tailler leurs vignes comme aux Etats-Unis. On désire une ramasseuse de tomates comme on a souhaité posséder un tracteur. La fièvre de la mécanisation, malgré tous les avatars économiques, est intacte. Nul doute que cela va aggraver le chômage à une époque où il n'est plus aussi facile de trouver un emploi en ville ou de s'embaucher à l'étranger. Dans ce cas-là, c'est le ralentissement de l'essor économique qui va différer les départs alors que c'est le décollage économique qui a provoqué l'amélioration indiscutable du sort des travailleurs agricoles.

C - L'AMELIORATION DU SORT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

L'augmentation rapide de la population rurale pendant toute la première moitié du XXème siècle, surtout entre 1930 et 1960, s'est traduite par le maintien dans un état de détresse physique et morale d'une grande partie des populations rurales alentejanes et extremeñas. Le déséquilibre entre la démographie et les possibilités d'emploi dans l'agriculture engendra de graves tensions à partir de 1910-20 en Estrémadure et de 1940 en Alentejo. Au début des années 60, les signes apparents de pauvreté étaient nombreux, que ce soit dans l'apparence extérieure des travailleurs des champs ou dans les résidences. Nombreux, par exemple, étaient les chevriers et les bergers vivant encore dans une cabane ; il était aussi habituel de voir des enfants courant, au moins l'été, pieds

32. C'est à cette beauté que se réfèrent certains compliments que l'on faisait aux jeunes filles, en Espagne : « belle comme un camion »!

nus dans la rue. Cette pauvreté confinant à la misère a souvent été décrite et mise au compte de la grande exploitation. Celle-ci n'avait pas l'apanage de la misère des travailleurs mais elle la rendait plus intolérable pour deux raisons. La grande exploitation, d'une part, est beaucoup moins efficace que le microfundium pour cacher le sous-emploi. Un microfundiaire peut, pendant de longs mois, se donner l'illusion d'exercer une activité. Le travailleur journalier, quant à lui, dépend exclusivement de l'offre de travail. Or, celle-ci, en agriculture, est structurellement irrégulière, dans le sud de la Péninsule Ibérique comme ailleurs ; à des périodes de presse, où il est facile de se faire embaucher, succèdent de longs temps morts. Dans le montado, les oscillations des besoins en main-d'œuvre étaient atténuées ; aujourd'hui, la culture irriguée les a amplifiées. C'est cette intermittence qui est déprimante ; jusqu'au début des années 60, on pouvait attendre, en vain, du travail pendant des semaines entières. Ces attentes s'effectuaient, comme dans bien des pays méditerranéens, sur la place publique où l'atmosphère pouvait devenir explosive. Tout le monde, en Estrémadure, a encore à l'esprit l'ambiance révolutionnaire qui existait sur les places des agglomérations avec les incidents fréquents qui y survenaient, avant la guerre civile. Pendant ces périodes creuses, on vivait mal et du crédit accordé par le petit épicier local. On remboursait ses dettes lors de la moisson ou de la récolte des olives. Il s'agissait d'une vie difficile, sans famine mais avec disette. Les carences étaient de tous ordres : qualitative en ce qui concerne l'alimentation, déficiente dans l'instruction et la santé. En Alentejo, par opposition au Nord, il n'y avait aucune tradition d'émigration, non pas parce que l'on n'arrivait pas à rassembler un pécule mais parce qu'on n'avait pas de lieu où se rendre ; aussi, il n'existait aucune soupape de sécurité. Quand survenait un hiver pluvieux, alors la crise était certaine et il fallait avoir recours aux soupes populaires. Ceci contrastait avec la sérénité, bien relative, des microfundiaires des sierras du nord de la province de Cáceres ou de la Serra de São Mamede toujours occupés par une polyculture extrêmement diversifiée et sans cesse préoccupés par l'amélioration de leur exploitation.

La grande exploitation, d'autre part, exacerbait la lutte des classes par le seul fait des différences sociales. Les oppositions les plus apparentes mettaient aux prises les grands exploitants, propriétaires ou non, et les travailleurs journaliers. La richesse des premiers a été fortement exagérée et on n'a eu que trop tendance à généraliser le genre de vie dispendieux mené par quelques grandes familles, ceci surtout dans les provinces de Badajoz et d'Evora. En fait, pour le plus grand nombre, comme pour la noblesse française des campagnes dans l'Ancien Régime, la fortune du « terrateniente » n'est évidente qu'en l'opposant à la pauvreté du travailleur. C'est une richesse bien relative comme nous le verrons plus loin. Mais les tensions sociales ne s'arrêtent pas là et ceci a été aussi trop souvent étudié pour que nous nous y arrêtions longuement : la grande exploitation a créé une hiérarchie compliquée de travailleurs salariés depuis le plus modeste aide jusqu'au contremaître omnipotent, en passant par les travailleurs journaliers et ceux employés en permanence.

Avec le décollage économique, la pauvreté s'est brusquement atténuée, au cours des années 60, faisant place à une relative aisance. Le chômage a diminué pour pratiquement disparaître au début des années 70. Alors, il n'y avait plus, dans les campagnes, qu'un sous-emploi passager et la main-d'œuvre commençait à manquer de plus en plus cruellement pour les grands travaux. La situation de l'emploi ne s'est renversée qu'après le 25 avril au Portugal et après l'entrée de l'Espagne dans la crise, fin 1974-début 1975. Ainsi, en moins de vingt ans, la condition des travailleurs s'est complètement modifiée. Les indicateurs de misère ont disparu : sauf exception, il n'y a plus de gens résidant dans des chozas et ceux qui, saisonnièrement, les occupent encore, possèdent une maison au village. Les enfants ne portent plus les stigmates de la malnutrition et sont tous vêtus correctement, au moins pour aller à l'école, même dans les Hurdes. Les travailleurs agricoles, au moins les permanents qui sont désormais les plus nombreux, possèdent en grand nombre, en Estrémadure, une automobile et une motocyclette en Alentejo. Les travailleurs journaliers, qui sont souvent aussi microfundiaires, accèdent également à une vie décente. Cette amélioration générale est due à l'augmentation considérable des salaires et du pouvoir d'achat dans les quinze dernières années. Ceci peut être mesuré par quelques comparaisons que l'on peut faire entre salaire et marchandise dans les dernières décennies. Ainsi, en Estrémadure, en 1936, une fanega de blé de 46 Kg valait 21 pta au prix officiel [33] et un travailleur journalier gagnait par jour de 2,5 à 3 pta. En 1975, le prix de marché de la même fanega s'élève à 370 pta mais le salaire du même travailleur est passé à 380 pta. Par rapport au blé, le salaire a été multiplié par près de huit. Encore ne tient-on pas compte des avantages sociaux : inexistants en 1936, ils sont réels en 1975 et le travailleur bénéficie de la sécurité sociale [34], d'une assurance accident, de la retraite et d'allocations familiales. Pour payer le salaire journalier d'un vendangeur dans la Tierra de Barros, il fallait trois arrobas de 11,5 Kg de raisin vers 1951-55 ; en 1974, il est nécessaire d'en vendre 14. En 1977, le même vendangeur gagne journellement 1 500 à 1 700 pta ; dans le Bas-Languedoc, il gagnerait l'équivalent de 160 à 190 pta-/heure, soit, pour une journée de dix heures, 1 600 à 1 900 pta plus deux ou trois litres de vin. L'évolution est identique si on se réfère aux olives de table. En 1951-55, quatre kilogrammes d'olives payaient la journée d'un ramasseur ; aujourd'hui, il en faut 40 Kg. Un ramasseur d'olives noires gagne, dans la Tierra de Barros, 1 000 à 1 200 pta et il faut payer au moins 1 200 pta le Kg pour les olives de table. Autrefois, les olives destinées à la fabrication d'huile qui étaient tombées au sol précocément étaient ramassées et partagées par moitié entre le travailleur et le propriétaire ; aujourd'hui, nul ne se préoccupe plus de ces olives.

33. C'est le prix du marché libre ; il n'y avait pas alors de protection de l'Etat et il y avait une tendance à la surproduction.

34. Le médecin est gratuit et les produits pharmaceutiques sont remboursés à 80 % de leur valeur sauf si l'on a plus de 65 ans, auquel cas ils sont gratuits.

Dans les années 50, on transformait les sarments en charbon de bois pour brasero ; sur huit sacs de charbon de bois, deux revenaient au propriétaire. Désormais, il faut payer pour faire enlever ces sarments et les brûler. A Salvatierra de los Barros, pour retirer, en 1966, le liège, les travailleurs gagnaient 175 pta par jour ; aujourd'hui, pour exécuter le même travail, il faut compter 1 500 pta et certains tireurs exigent déjà 2 000 pta. Or, le cours du liège a simplement doublé. Un chevrier salarié était dans la misère la plus noire il y a à peine vingt ans ; aujourd'hui, il touche de 7 000 à 10 000 pta en liquide par mois et a le droit de posséder un troupeau de 35 chèvres, trois ou quatre porcs et quelques céréales.

L'augmentation des salaires est de plus en plus rapide et est souvent fonction des revenus obtenus beaucoup plus que de la pénurie de main-d'œuvre. Ainsi, dans une exploitation de la Sierra de Guadalupe, un berger, en 1972, gagnait un petit salaire de 3 000 pta par mois en liquide plus 10 % du prix de vente des agneaux. Son troupeau était de 600 brebis qui lui donnaient quelque 400 agneaux pour un prix de vente d'à peu près 500 000 pta. Son revenu mensuel total s'élevait à 7 166 pta par mois pour des gains annuels de 86 000 pta. Une bière dans un bar de Guadalupe valait alors 4,5 pta. En 1973, ce même berger touche 125 pta par agneau — il en obtient 420 — plus 10 % de la laine des brebis, de l'huile, du blé et un jardin. Ses gains en argent s'élèvent alors à 101 500 pta par an, soit une augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente ; à cela, il faut ajouter les nouveaux avantages en nature. En 1974, l'exploitation intensifie son système de production. Le berger doit s'occuper de 650 brebis qui lui donnent quelque 800 agneaux. Il reçoit alors 100 000 pta par an pour les agneaux plus 36 000 pta de salaire, plus 20 000 pta de laine soit, en tout, sans compter des avantages en nature (jardin, logement, fournitures diverses), 156 000 pta, ce qui représente une augmentation de près de 60 % par rapport à l'exercice antérieur. La bière sur un comptoir vaut alors 6 pta.

Tout berger dans la Serena gagne 15 000 pta par mois au minimum et c'est une région où les salaires restent faibles. On peut considérer qu'en Estrémadure, un berger gagne journellement 500 pta plus 300 pta en nature sans compter le logement et la disposition d'un jardin. Nombreux sont ceux qui atteignent 1 000 pta par jour. De plus, leur vie est devenue qualitativement bien meilleure. Autrefois, ils ne disposaient ni du jour ni de la nuit pour partir au village, aussi la famille devait-elle rester sur l'exploitation dans des conditions de logement des plus précaires ; elle n'avait d'ailleurs pas d'autre logis. Aujourd'hui, ces bergers continuent à être très occupés mais les clôtures ont bouleversé leurs conditions de vie ; les familles résident au village où les enfants se rendent aisément à l'école et les bergers vont souvent les rejoindre le soir. Cette amélioration qualitative est surtout importante pour les enfants qui peuvent espérer une promotion sociale. L'effort pour leur éducation est particulièrement marqué en Espagne où l'on a créé pour eux des écoles spéciales gratuites (escuela hogar) et les « Universidades laborales », gratuites elles aussi. Pour les autres travailleurs permanents, on peut considérer que, depuis 15 ans, leur salaire a augmenté d'environ

20 % par an, soit nettement plus rapidement que la hausse du coût de la vie. Désormais, un travailleur dans une exploitation gagne 15 000 à 20 000 pta plus un mois supplémentaire de gratification et dispose d'un mois de vacances payé double.

Il est bien inutile de multiplier les exemples car la hausse, bien normale, du niveau de vie, n'est pratiquement plus contestée par personne. Ce n'est pas encore suffisant pour rendre attrayante la vie à la campagne. En Espagne surtout, on continue à éprouver une répugnance pour le « campo ». Aussi, il est prévisible, en Estrémadure du moins, que l'évolution des salaires va encore longtemps être favorable aux travailleurs. D'ailleurs, de tous les coûts de production, c'est l'incidence de la main-d'œuvre qui pèse le plus et chaque année davantage.

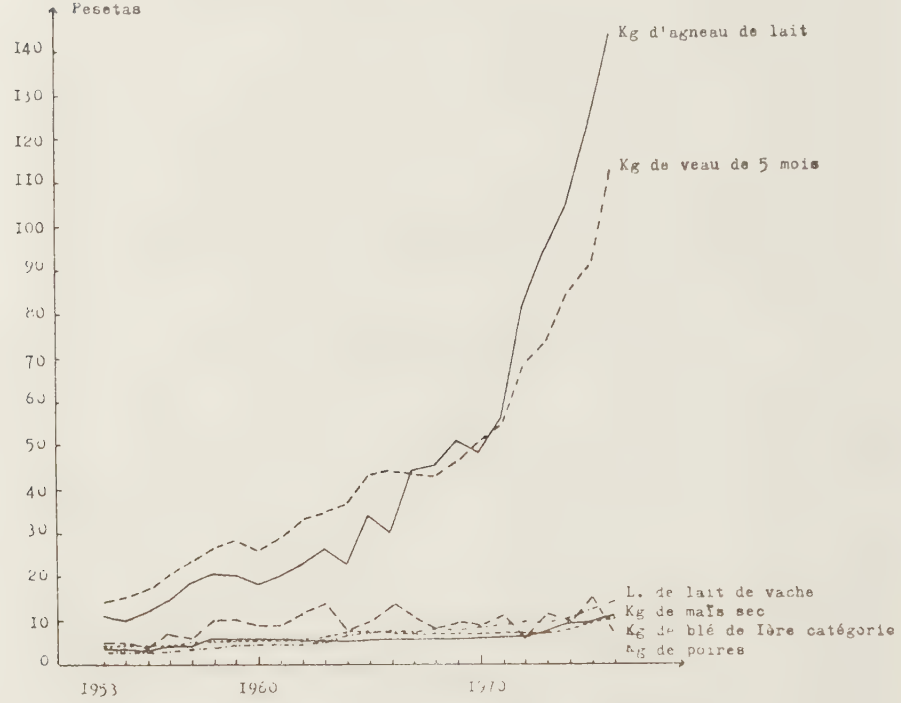
Evolution du salaire de quelques catégories de travailleurs agricoles

[Fig. 66]

Evolution des indices des salaires payés et des prix perçus par les exploitants agricoles en Estrémadure. (Base 100 : 1964 en Espagne)

[Fig. 67]

Evolution du prix, à la production, de quelques produits agricoles



[Fig. 68]

L'agriculture n'est évidemment pas le seul domaine dans lequel les salariés ont vu leur situation s'améliorer ; ceux employés dans les administrations communales, pour ne prendre qu'un exemple, connaissent le même sort favorable. Ainsi, à Cañamero, le budget municipal s'élevait à 18 000 pta en 1902. Là-dessus, les quatre employés municipaux (alguacil [35], secrétaire et deux gardes) gagnaient, à eux tous, 2 000 pta, soit 11 % environ du total. En 1975, les quatre nouveaux employés municipaux (alguacil, secrétaire et deux employés de bureau) prélèvent 60 % du montant du budget municipal.

L'amélioration considérable du sort des travailleurs agricoles est, de très loin, la conséquence la plus importante du décollage économique de la Péninsule Ibérique dans les campagnes avec les incidences que cela suppose sur les coûts de production. L'exode, par lui même, n'a pas beaucoup modifié les autres aspects de la vie rurale.

35. Sorte de garde-champêtre.

D - LES AUTRES CONSEQUENCES DE L'EXODE RURAL

En dehors de la raréfaction, encore relative, de la main-d'œuvre, l'exode rural n'a pas eu beaucoup de conséquences directes dans les campagnes. Encore convient-il de distinguer ce qui revient à l'exode rural proprement dit de ce qui découle des migrations saisonnières de travail qu'elles soient internationales ou non.

Dans le premier cas, les conséquences apparaisent, à court terme, comme essentiellement négatives. Quand une famille prend la décision de partir, c'est sans désir de retour, fût-ce pour la retraite. Et, de fait, il est bien rare de voir quelqu'un revenir. Aussi, un départ se traduit-il par la réalisation des quelques biens que l'on possède : meubles et, très souvent, maison et parcelles de terre. Tous ces biens n'ont pas grande valeur dans les secanos où les ruines se multiplient et où les parcelles abandonnées abondent. Cependant, l'argent est transféré dans la province ou le pays d'accueil. Nous avons calculé que les tranferts, par famille, représentent, dans la plupart des cas, de 300 000 à 600 000 pesetas [36]. C'est une perte sèche pour la province et c'est la disparition de consommateurs dans le village .Bref, comme dans nos régions françaises de montagne, c'est un peu de la vie qui s'en va sans que cela profite vraiment à ceux qui restent. Quand il reste de la famille, ce qui est le plus souvent le cas, des retours en vacances surviennent longtemps après le départ.

Dans le deuxième cas, les incidences ne sont pas non plus très importantes mais il convient de distinguer les zones à dominante microfundiaire de celles où la grande exploitation occupe la presque totalité des surfaces.

Dans cette dernière situation, les départs définitifs ont été très nombreux et ont fait disparaître des catégories entières de travailleurs, en particulier ceux qui ne possédaient pas ou très peu de terre. Ceux qui restent, et qui n'ont pas un emploi permanent, sont obligés de recourir, en Estrémadure [37], aux migrations saisonnières de travail. Dans la plupart des cas, celles-ci sont courtes : de un à quatre mois. Parfois, elles sont beaucoup plus longues et l'on peut arriver à une situation de dissociation de la famille avec le père travaillant en France ou en Allemagne pendant onze mois, revenant voir femme et enfants le temps des congés payés. L'argent gagné à l'extérieur est rarement investi sur place. Nous avons fait à ce sujet plusieurs sondages concordants, à Cabeza

36. Calcul fait, en 1971, par le Consejo Económico Sindical de Herrera del Duque, Siruela et Cabeza del Buey. Nos calculs confirment l'exactitude de ces grandeurs.

37. Les migrations saisonnières de travail, comme les migrations internationales, sont peu nombreuses en Alentejo.

del Buey et Jerez de los Caballeros, entre autres. Le plus souvent, on achète une maison quand on n'en possède pas ou bien on l'aménage ; parfois, on acquiert un jardin. Très rarement, on opère un investissement productif pour éviter les déplacements saisonniers. Il est exceptionnel que l'on investisse dans la terre avec l'intention de vivre avec cela : nous connaissons deux exemples à Jerez de los Caballeros où l'un des travailleurs saisonniers a acquis un petit atelier d'engraissement. La plupart du temps, l'investissement s'effectue hors de l'agriculture ; ainsi, à Cabeza del Buey, trois travailleurs ont placé leurs économies, l'un dans une discothèque, l'autre dans un hôtel et le troisième dans un atelier de forgeron. En fait, l'argent épargné sert essentiellement à faire vivre la famille sur place. Les migrations saisonnières de travail ont alors un impact sur le commerce local qui n'est pas négligeable. Une famille de cinq personnes allant faire les vendanges en Aquitaine, peut revenir au village avec 300 000 pta ... de quoi vivre modestement une année durant. Ces nouveaux consommateurs ont permis au secteur tertiaire local de s'étoffer et de se transformer.

Tout est différent, en général, dans les régions microfundiaires où l'on est attaché à son village, à son terroir, et où la quasi absence d'inégalités sociales fait que l'on se sent à l'aise dans le milieu où on a grandi. Les phénomènes que nous avons évoqués dans le secteur tertiaire des villages où la grande exploitation domine sont considérablement amplifiés. Certains villages peuvent être complètement transformés. Le cas le plus spectaculaire, peut-être, est celui d'Eljas situé sur un piton rocheux de la Sierra de Gata et au milieu du finage le plus désolant qui soit pour l'agriculture. Or, la demande de maisons et de terrains à bâtir est tellement grande que les prix se sont envolés en quelques années. A Torre de Don Miguel, non loin de là, le m2 de terrain à bâtir vaut 1 000 pta ! C'est seulement la moitié du prix de ce que l'on demande pour un terrain situé aux abords immédiats de Limoges! On est loin de ce qui a pu être observé par G. Dalla Rosa dans le tout début des années 70 [38] ; une famille de cinq personnes, en 1971, pouvait, en une seule saison de travail en France, payer une maison de quatre pièces, valant 18 000 pta, à Caniles. Mais, les conséquences vont bien au delà de ces aspects visibles et débordent largement sur le secteur agricole. L'exode rural et les migrations de travail n'ont pas diminué les tensions sur la terre, bien au contraire. Tout dépend des villages, cependant. Ainsi, dans la Sierra de Gata, l'argent des « émigrés » de tous ordres ne se porte guère sur la terre à Torre de Don Miguel [39] par opposition à Santibañez el Alto où la moindre olivette atteint des prix considérables. Comme l'épargne s'investit aussi bien dans l'achat de bâtiments que de

38. G. Dalla Rosa : « Les saisonniers étrangers dans l'agriculture du Lot-et-Garonne ». R.G.P.S.O., 1972, T. 43, fasc. I, pp. 5-22.

39. Peut-être parce que les terres sont difficiles à travailler (mais cela ne joue pas ailleurs) et que les « émigrés » ont souvent brillamment réussi : Torre de Don Miguel s'enorgueillit d'une cinquantaine de titres universitaires et l'actuel président de la Diputación est originaire de ce village.

terres, cela explique que ce soit dans les montagnes que les terres agricoles vaillent le plus cher en Estrémadure quelle que soit leur valeur pédologique ou la pente. C'est là aussi que les prix ont le plus augmenté ces dernières années. Par exemple, une figuerie de un hectare valait, en 1965, quelque 50 000 pta dans la Sierra de Montánchez ; aujourd'hui, un pâturage de bonne qualité — qui n'en reste pas moins un simple pâturage — peut valoir jusqu'à 635 000 pta l'hectare. C'est beaucoup et cela représente le double de ce que l'on peut exiger dans la riche et plane Tierra de Barros ; c'est 30 % de plus que le prix de la terre sur de riches alluvions à l'intérieur d'un périmètre irrigué. Malgré ces prix, prohibitifs, environ 20 % des « émigrés » d'Arroyomolinos de Montánchez ont acquis quelques parcelles.

CONCLUSION

L'épargne réunie par les émigrés et les saisonniers ne contribue pas beaucoup au développement de l'agriculture ni de l'économie régionale en général. Par contre, ponctuellement, ces capitaux peuvent contribuer à maintenir des formes archaïques de production ou pérenniser des situations aberrantes, comme dans Las Hurdes. La raréfaction de la main-d'œuvre n'a pas eu de conséquences spécifiques sur la grande exploitation et nous n'avons pas observé de problèmes de population inhérents à des structures latifundiaires ni de passage d'une exploitation latifundiaire à la grande exploitation pratiquant la grande culture du fait de difficultés de main-d'œuvre. L'exode rural n'a pas engendré de modification dans la nature même de la grande exploitation. Par contre, comme dans l'Iowa ou sur les grands plateaux du Bassin Parisien ou dans n'importe quelle campagne d'un pays développé, nous avons assisté au remplacement rapide des hommes par la machine et cela dès que la mécanisation a été jugée plus intéressante que la main-d'œuvre. La seule différence provient du moment où le passage s'est effectué. En Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, la transition a été un peu plus tardive que dans les autres pays de l'Europe humide mais c'est parce que l'économie en général, et l'industrie en particulier, de l'Espagne et du Portugal étaient en retard. C'est l'augmentation du niveau de vie des populations créant de nouveaux besoins, en fruits et légumes, en viande et en lait par exemple, avec son incidence sur les prix agricoles d'une part et, d'autre part, les coûts de production qui, beaucoup plus que les réformes agraires ou les modifications démographiques — aussi importantes soient-elles —ont pesé sur le comportement des exploitants traditionnels, grands exploitants et microfundiaires.

Phot. 80

Grande fresque sur un mur à Evora.
« La terre à celui qui la travaille ».

Phot. 81

Viana do Alentejo.

« C'est nous qui cultivons la terre
qui labourons par monts et par vaux
qui construisons les cités,
les machines, les routes et les ponts
Tout est à nous
Ce sont nos mains qui ont tout fait
Si nous étions bien unis
nous serions les maîtres du monde ».

La dernière phrase traduit la division existant au sein des travailleurs alentejans.

Phot. 82

Outeiro, été 1975.

Les travailleurs ont exigé l'élagage des chênes verts. L'opération est coûteuse et inutile. Le bois est stocké en attendant une utilisation éventuelle.

Phot. 83

Serra de Portel, été 1975.

L'Intersyndicale a exigé le « nettoyage » du montado y compris sur les pentes.
L'érosion va bientôt faire son œuvre.

Phot. 84

Le montado a été conservé, par les anciens propriétaires, sur les terres les moins riches dans une région où les sols sont de catégorie A et B le plus souvent. Les travailleurs ont fait une culture de maïs de sequeiro au printemps 1978. Malgré une année pluvieuse, le rendement sera faible (5 à 6 q/ha) et ce sera des grains « bons pour les pigeons ».

Phot. 85

La plupart des UCP ont dû se résoudre à accorder un lopin à chaque travailleur. Dans l'UCP Santana e Anexas, les lopins sont minuscules (environ 180 m2) et sont situés dans un ancien jardin.
C'est le printemps et samedi. Certains travailleurs sont à l'œuvre.

UCP PODER POPULAR

Fin septembre 1978

Phot. 86

Cultures irriguées en très mauvais état. Il n'a pas été facile de faire germer le maïs.

Phot. 87

Au premier plan, maïs dont le rendement ne dépassera pas 25 q/ha.
Au second plan, tabac qui n'est pas encore écimé.
A droite, sur l'interfluve, le montado de chênes-lièges.

UCP PODER POPULAR

Fin septembre 1978

Phot. 88

Occupation du sol sur la haute et basse terrasse irriguée du rio Lavre.
Au premier plan, maïs irrigué dont le rendement ne dépassera pas 20 q/ha.
Sur la rive gauche, les terres irrigables sont en jachère.
Tout au fond, sur l'interfluve, le montado de chênes-lièges.

Phot. 89

Parmi les seules bonnes récoltes, en culture irriguée, il y aura celle de riz et des tomates.

Phot. 90

Vue du montado de chênes-lièges. Le matorral a quatre ou cinq ans. Il est normal de voir le montado en cet état. Si l'on veut sauver les pâturages — pauvres sur ces sables pliocènes — il faudra passer le girobroyeur.

Phot. 91 et 92

Pour pallier leur manque de ressources, certaines UCP ont été amenées à vendre une partie de leur capital d'exploitation.
Ici, on a coupé un chêne-liège sur vingt environ pour vendre non seulement le liège de reproduction mais aussi le bois et le liège mâle.

Cela a provoqué une baisse momentanée des cours du liège et du bois.
Le liège mâle ne trouve plus d'acquéreur et reste au sol.

Phot. 93

Foire de Miajadas 1973.

Image classique du yuntero qui se déplace sur un âne en emmenant derrière lui son attelage de mules qui constitue son outil de travail.
Le yuntero a été la première victime de la mécanisation.

Phot. 94

Foire de Miajadas 1973.

Le commerce des chevaux, des mulets et des ânes est, depuis longtemps, une spécialité de gitans. La mécanisation est en train de faire disparaître cette activité (d'où de multiples reconversions de gitans dans la brocante).

TROISIEME PARTIE

LES STRUCTURES D'EXPLOITATION TRADITIONNELLES: GRANDES EXPLOITATIONS ET MICROFUNDIUMS

En dépit de toutes les transformations, y compris les bouleversements consécutifs à la réforme agraire portugaise, grands exploitants et microfundiaires continuent à jouer un rôle essentiel dans la mise en valeur des terres du sud-ouest ibérique. L'opposition des structures que ces deux types d'exploitants représentent constitue l'élément le plus permanent qui soit dans les campagnes que nous étudions.

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDES EXPLOITATIONS. NATURE DE LA GRANDE EXPLOITATION PRIVEE

Il peut paraître bien inutile, voire incongru, de s'interroger sur la nature présente et passée de la grande exploitation en Estrémadure et en Alentejo. Son caractère latifundiaire n'est-il pas évident ? Peut-on ajouter quelque chose à tant d'études provenant d'auteurs d'origine et de formation différentes ? Tous, ou presque, en sont arrivés aux mêmes conclusions et ceci depuis des siècles. La révolution portugaise n'est-elle pas venue corroborer l'exactitude de ces analyses en extirpant, pour la première fois, le mal ? Dans ces conditions, n'est-ce pas, a priori, commettre un contresens que de vouloir reprendre à zéro la question, à moins bien sûr de paraphraser ce qui a déjà été dit ?

A notre arrivée dans la Péninsule Ibérique, le diagnostic si souvent répété ne pouvait pas laisser planer le moindre doute. Pourtant, celui-ci s'est insinué peu à peu en nous à mesure que nos enquêtes sur le terrain progressaient. Nous pensons être désormais en mesure de nuancer quelque peu ce qui a été dit. Préalablement, il est intéressant de réfléchir sur la notion de latifundium.

Mais, là aussi, est-ce utile ? Est-il possible d'apporter quelque chose de nouveau sur un thème tant et tant de fois ressassé et qui comporte une littérature encyclopédique ? Au risque de redire ce qui a souvent été formulé, et pas seulement à propos de la Péninsule Ibérique, nous pensons qu'il est nécessaire, sinon d'éclairer, du moins de rappeler certains faits et de revoir les différentes définitions données au terme de latifundium.

En langage populaire, on emploie quelquefois le terme de latifundium dans le sens retenu par le dictionnaire de la Real Academia Española [1] : « exploitation agricole de grande extension ». Le dictionnaire de María Moliner [2] est aussi vague : « exploitation agricole de grande extension en se référant à son contenu économique et social ». Cependant, le sens le plus souvent retenu est celui que P. George a remarquablement formulé [3] :

1. Diccionario de la Lengua Española. Ouvr. cité, p. 789.
2. María Moliner. Ouvr. cité, T. 2, p. 225.
3. P. George. Dictionnaire, pp. 250-251.

« La structure agraire de latifundium peut être définie comme l'alliance de la grande propriété et de la mauvaise exploitation agricole, les travaux étant effectués par de pauvres journaliers ou métayers », par opposition à la grande culture où « la grande propriété a donné naissance à l'exploitation efficace ».

Pour cerner complètement la notion de latifundium, il est nécessaire de préciser ce qu'est une « grande propriété » et une « mauvaise exploitation agricole ». Il est relativement simple de se faire une idée du premier terme, ne serait-ce qu'en reprenant P. Carrión[4]. Pour lui, une exploitation devient « excessivement » grande dès qu'apparaît une disproportion de surface par rapport à celle normalement exploitée dans une région donnée, en tenant compte des conditions naturelles et humaines locales. P. Carrión propose le seuil suivant : la grande exploitation apparaît dès que sa surface est dix fois plus grande que celle de l'unité de base nécessaire pour faire vivre une famille. Ainsi, P. Carrión ne croit pas que 500 hectares de terre sèche au Brésil soient une exploitation anormalement grande. Par analogie, on peut dire que 500 hectares en Beauce représentent une exploitation excessivement grande, de même que 200 hectares de fruits dans la vallée du Rhône ou 30 hectares dans le Bengale. La définition de P. Carrión est donc particulièrement souple ; elle permet un ajustement du seuil en fonction du pays et de l'époque.

Quel seuil peut-on retenir dans le sud de la Péninsule Ibérique ? Avant la guerre civile espagnole, une exploitation de 500 hectares en terre sèche dans la province de Badajoz était manifestement excessive quand la plupart des familles vivaient avec moins de dix hectares. Aujourd'hui, il faut relever considérablement le seuil ; on considère, généralement, qu'en agriculture sèche avec montado il faut 400 hectares pour permettre à une famille de vivre décemment. La loi révolutionnaire portugaise admet que l'on puisse aller jusqu'à 700 hectares pour assurer ce minimum. Si l'on conserve le critère de P. Carrión, il se peut que le caractère d'excessivité ne commence qu'à partir de 7 000 hectares.

Mais, pour que l'on ait structure latifundiaire, il faut qu'il y ait, en même temps, mauvaise utilisation — ou non-utilisation — de la terre. Nombre d'auteurs ont mis en valeur le contraste de la sous-exploitation de la terre par rapport à la surexploitation des hommes. Dans tous les cas, la structure latifundiaire se traduit par une série de maux bien connus et sans cesse dénoncés :

— parasitisme d'une classe sociale dont la seule préoccupation consiste à lever la rente foncière, celle-ci étant transférée hors de l'agriculture et souvent hors de la région ou du pays.

— la terre, à laquelle nul investissement n'est destiné, est souvent maintenue à l'état vierge pour le plaisir de riches propriétaires qui se livrent à leur sport favori : chasse ou cheval.

4. P. Carrión. Ouvr. cité, pp. 39 à 46.

— disparités sociales énormes.

— dépendance des hommes qui travaillent la terre vis-à-vis des grands propriétaires fonciers par des liens de nature seigneuriale.

— absentéisme des grands propriétaires.

Notons que nombre de ces traits ne sont pas spécifiques aux structures latifundiaires et qu'il est possible de les retrouver dans bien des structures actuelles ou disparues et dans bien des économies, modernes et intensives, que nul ne songerait à considérer comme latifundiaires. Ainsi en va-t-il de la rente foncière. Une des constantes des processus des pays qui s'industrialisent est, précisément, le transfert de la rente foncière vers le secteur secondaire. Ces transferts peuvent s'effectuer naturellement, par un intérêt de l'argent plus élevé dans l'industrie, ou être organisés par l'Etat. Ces transferts peuvent être directs, par la translation des capitaux vers d'autres secteurs d'activité, ou indirects, par l'impôt en espèces ou en nature sous forme de réquisitions gratuites, ou à très bas prix, de denrées agricoles ou encore par une politique de bas prix agricoles. On peut objecter que ce qui fait la spécificité des transferts latifundiaires, c'est le détournement de la rente foncière vers des secteurs non productifs comme l'immobilier ou le gaspillage de celle-ci. Ainsi, les structures latifundiaires ne permettent pas, ou mal, l'accumulation du capital agricole et donc n'assurent pas d'investissements susceptibles d'augmenter la production. De toute façon, tout transfert de la rente foncière a des conséquences graves pour l'agriculture. Il est bien difficile de savoir si ce sont les transferts directs ou indirects qui ont les conséquences les plus néfastes sur le développement agricole. Du point de vue psychologique, ce sont certainement les réquisitions ou les livraisons obligatoires — comme, naguère, les dîmes et les champarts — qui ont les effets les plus pervers et découragent le plus les producteurs. Psychologiquement, les prix cycliques sont moins mauvais car les producteurs, au désespoir pendant les années de bas prix, se raccrochent à l'espoir d'années, fussent-elles rares, où les prix leur sont favorables.

Les disparités sociales, dans le secteur agricole, peuvent être très importantes dans les pays développés. Qu'y a-t-il de commun entre le sort d'un « chicano » et celui d'un grand éleveur texan, entre un grand propriétaire de vergers dans la vallée du Rhône et un travailleur émigré ?

Le trait le plus spécifique des structures latifundiaires est certainement la domination d'une classe sociale par une autre. Cette domination présente des aspects qui rappellent ceux du pouvoir seigneurial. La classe sociale dominée n'a pas d'autre alternative que celle de se soumettre à la loi du propriétaire foncier qui a le monopole du travail et de l'argent. Ce type de structure exclut la présence d'une véritable paysannerie attachée sentimentalement à la terre amoureusement exploitée. De ce fait, l'harmonie sociale et la stabilité politique qu'une paysannerie solide est

censée engendrer ne peuvent exister ici. Le latifundisme comporte en lui-même la violence car il exacerbe la lutte des classes.

Ainsi, la structure agraire de latifundium est une structure d'exploitation fondée sur d'énormes disparités sociales, se caractérisant par la présence d'une classe sociale dominée n'ayant d'autre alternative que de vivre dans la dépendance de la classe sociale dominante : celle-ci, se désintéressant complètement de la production agricole, engendre, dans un milieu naturel et humain donné, une mauvaise mise en valeur de la terre. Seul, le dernier critère est spécifique des structures latifundiaires.

Tout le problème est de savoir si cette définition peut s'appliquer à la grande exploitation extremeña et alentejane.

A - LA GRANDE EXPLOITATION EXTREMENA ET ALENTEJANE EST-ELLE LATIFUNDIAIRE ?

Ce problème a déjà fait l'objet d'une âpre discussion, en ce qui concerne l'Alentejo, entre H. de Barros et M. Feio[5]. Pour répondre à cette question, il est indispensable de reprendre, un à un, chacun des caractères des structures latifundiaires, en les précisant si nécessaire, et de les confronter avec la réalité. Pour ce faire, nous disposons de notre connaissance générale du terrain qui nous permet d'apprécier la qualité de tel ou tel système de production agricole. De plus, pour résoudre ce problème essentiel, nous avons effectué une enquête dans cinq régions : celles de Jerez de los Caballeros, Azuaga, Lavre, Reguengos de Monsaraz et le périmètre irrigué d'Elvas. Toutes sont réputées très latifundiaires surtout les trois premières. Pour réaliser l'enquête, nous avons établi un questionnaire d'une grande simplicité :

. Depuis quand votre famille dispose-t-elle d'une fortune foncière ? (depuis combien de générations ?).

. Dans quelles circonstances cette fortune a-t-elle été édifiée ?

. Possédez-vous des biens immobiliers en dehors de l'agriculture et en dehors de la région ? Si oui, lesquels ?

. Quelle est votre résidence principale ? Si vous ne résidez pas près de vos terres, quel est votre lieu de résidence ?

5. Mariano Feio : « Latifúndio, cultura intensiva e teorias agrárias (polémica com o Prof. Henrique de Barros e alguns comentários esclarecedores) ». Grémio da lavoura de Beja, publication n° 2, 1973, 49 p. Cette publication, essentielle pour comprendre le débat, regroupe l'ensemble d'articles publiés par les deux auteurs dans le journal « República » au cours de l'année 1972. Il n'est pas possible de ne pas reprendre, en les élargissant, les thèmes du débat qui sont valables pour l'ensemble du sud de la Péninsule Ibérique.

. Quel est le mode de faire-valoir de vos terres ? S'il est direct et que vous soyez absentéiste, quel intérêt portez-vous à vos terres [6] ?

. Quel est votre niveau d'instruction ? Exercez-vous une profession non agricole et laquelle ?

Hélas, ce questionnaire n'a pas été appliqué exactement à la même catégorie de propriétaires. Dans le périmètre irrigué d'Elvas, nous avons des renseignements sur tous ceux possédant plus de 50 hectares de terres irriguées ; à Reguengos de Monsaraz et à Lavre sur tous ceux ayant plus de 300 hectares ; enfin, à Jerez de los Caballeros et à Azuaga sur tous les propriétaires ayant plus de 100 000 pesetas de revenu imposable (ce sont, pour la plupart, les très grands terratenientes). Les résultats ne sont pas toujours comparables. Par ailleurs, nous disons que le questionnaire a été appliqué car, volontairement, nous avons évité de poser directement les questions aux personnes concernées sauf dans les cas litigieux. Comme nous pensons avoir la confiance de plusieurs grands propriétaires particulièrement sûrs dans les régions choisies et que ceux-ci connaissent bien les autres grands propriétaires, nous avons mené l'enquête en posant les mêmes questions concernant les mêmes personnes à deux ou trois propriétaires différents. Parfois, nous avons eu la chance de disposer des informations fournies par des non-propriétaires qui connaissent assez bien la situation des propriétaires en vue. Sauf rares exceptions, le recoupement des réponses donne des résultats parfaitement satisfaisants et très sûrs. C'est peut-être le seul type de questionnaire, quoiqu'il porte sur des renseignements d'ordre personnel ou confidentiel, qui soit à la fois rapide et efficace.

1 — *Y A-T-IL DOMINATION D'UNE CLASSE SOCIALE SUR UNE AUTRE ?*

Pour que cette domination s'exerce pleinement, il faut que le grand propriétaire détienne le monopole de la terre, du travail et de l'argent et que la classe sociale dominée ne puisse s'affranchir de ce monopole.

Nous pensons qu'une telle situation n'existe pas aujourd'hui en Estrémadure et en Alentejo. D'abord, avec l'industrialisation de l'Espagne, à partir de 1960, et le développement du Portugal après 1965, l'agriculture, et donc la terre, n'est plus la seule source nationale de travail. De plus, il y a l'émigration et les migrations saisonnières de travail qui ont été assez vite organisées. A partir des années 60, l'alternative de travail s'est matérialisée par un exode rural massif. Avec la raréfaction de la main-

6. En cas d'absentéisme et de faire-valoir direct, une monographie d'exploitation est indispensable.

d'œuvre, la situation des travailleurs restés sur place s'est progressivement améliorée et le rapport offre et demande de travail a peu à peu basculé en faveur de l'offre sans cesse rétrécie. De fait, la raréfaction de la main-d'œuvre a commencé à se faire cruellement sentir à partir des années 70. Déjà, en 1972-73, aussi bien en Estrémadure qu'en Alentejo [7], il était possible à tout travailleur d'obtenir un emploi permanent.

Avec les multiples possibilités d'emploi hors de l'agriculture, il n'est pas possible d'affirmer que le grand propriétaire a le monopole du travail. Il n'a pas non plus le monopole de l'argent. D'abord, dans des économies aussi monétarisées et développées que le sont celles de l'Espagne et du Portugal [8], l'usure n'est pas plus répandue que dans un pays comme la France. Le crédit bancaire est présent partout et rend des services un peu similaires a ceux que l'on peut obtenir en France. L'épargne qui est le fait de toutes les couches sociales rend tout un chacun indépendant des fortunes locales. D'ailleurs, cet argent, qui peut à tout moment être acquis en dehors du village, peut s'y réinvestir sous forme de terres, de commerces, d'ateliers, etc... En somme, la domination d'une classe sociale par une autre ne peut avoir lieu quand la main-d'œuvre est mobile. La mobilité est, par définition, le signe d'une indépendance matérielle et psychologique, surtout quand elle s'exerce au delà des frontières. Elle rend la société ouverte avec la possibilité d'ascension sociale.

2 — *Y A-T-IL SOUS-UTILISATION OU MAUVAISE EXPLOITATION DE LA TERRE ?*

La sous-utilisation de la terre est le deuxième aspect essentiel de la structure latifundiaire. Le latifundisme entraîne forcément le gaspillage de la terre. Nous avons vu que M. Drain, pour les montados de chênes-lièges, parle d'économie de cueillette. Cette image a fait fortune dans un certain courant de pensée. B. Roux utilise, à propos des montados de la Sierra de Aracena, l'expression de « latifundisme de cueillette et donc capitalisme archaïque » [9]. Il justifie l'absentéisme par le fait que « l'organisation de la cueillette de la végétation par quelques centaines d'animaux ne requiert ni grande capacité de gestionnaire, ni présence permanente sur les lieux de production ».

7. En Alentejo, cette situation n'a été que de faible durée ; après le 25 avril, la demande de travail, en agriculture, du fait de la crise générale de l'économie portugaise, s'est brusquement enflée alors que l'essentiel de l'offre de travail était monopolisée par l'Intersyndicale. Or, le monopole que cette organisation exerçait était aussi pesant, pour les employeurs comme pour les employés, que n'importe quel autre monopole.

8. On a pu souvent lire, dans la presse par exemple, que le Portugal est un pays du Tiers Monde. Nous ne voyons pas comment on pourrait justifier un tel rapprochement. Même la situation du travailleur agricole portugais n'a rien à voir avec celle du caboclo brésilien.

9. B. Roux : « La crise économique dans la Sierra de Aracena ». Mélanges de la Casa de Velázquez. T. X, 1974, pp. 491-524. Ouvr. cité, p. 506.

C'est peut-être à propos de l'utilisation du sol que le plus grand nombre de contresens ont été commis et c'est pour cela que nous allons nous y arrêter longuement.

Tout le problème est de savoir ce qu'est une exploitation mal mise en valeur. La plupart des auteurs qui croient discerner une mauvaise utilisation de la terre se gardent bien de dire ce qu'il faudrait faire. Certains le font cependant, P. Carrión par exemple. Pour lui, pour voir la différence entre ce qui est intensif et ce qui ne l'est pas, il suffit de comparer les steppes de la Manche converties en de splendides vignobles ou certaines chaînes de montagne au nord de la province de Cáceres naturellement très peu fertiles mais néanmoins converties en huertas et les plaines du Guadalquivir, planes, fertiles et abandonnées [10]. C'est peut-être Henrique de Barros qui a défini avec le plus de précision le contenu économique de l'exploitation latifundiaire [11]. Pour lui, l'exploitation latifundiaire se caractérise de la façon suivante :

. « Culture très extensive, avec de bas rendements moyens par hectare.

. Insuffisance des améliorations c'est-à-dire basse proportion du capital — amélioration en rapport avec le capital foncier.

. Faible nombre d'UTH par unité de surface.

. Variabilité accentuée du volume de l'emploi tout au long de l'année et donc impossibilité de garantir un emploi permanent à la majorité des travailleurs employés.

. Prédominance du bétail en plein-air sur l'élevage à l'étable.

. Faiblesse du capital d'exploitation.

. Imperfection et irrégularité de la mise en valeur.

. Tendance des propriétaires à un certain absentéisme, l'exploitation étant souvent laissée à la responsabilité d'administrateurs contractuels dont l'honnêteté, le dévouement et la compétence ne sont pas toujours ce que l'on serait en droit d'attendre ».

Ainsi, pour Henrique de Barros, une entreprise latifundiaire se caractérise par « une très faible utilisation des potentialités écologiques, une répartition très inégalitaire, typiquement asymétrique, du rendement social engendré par l'entreprise ».

M. Feio a bien mis en valeur ce que cette définition avait de fragile. De fait, elle dénote une méconnaissance certaine des réalités agricoles mondiale et portugaise.

D'abord, cette définition ne tient aucun compte des conditions naturelles ni des conditions de marché. Or, la notion d'intensivité ou d'exten-

10. P. Carrión. Ouvr. cité, p. 43.
11. M. Feio : « Latifúndio, cultura intensiva e teorias agrárias », pp. 12 et 13.

sivité n'a de sens que si l'on replace un système de production agricole dans son contexte physique et humain. L'accumulation des investissements peut être un non-sens économique. Ainsi, l'élevage à l'étable n'est pas toujours une bonne formule, surtout quand il faut importer très cher les aliments pour le bétail. Dans ce cas, cette « intensification » est ruineuse pour la communauté nationale qui tombe, ce faisant, sous la dépendance de l'étranger et cela se traduit par le gaspillage des ressources naturelles locales. Nul ne peut affirmer que le ranching américain est un indicateur de mauvaise mise en valeur. Dans le Limousin, l'abandon de la stabulation pour l'adoption du plein-air intégral ou de la stabulation libre est reconnu comme étant l'indicateur évident du progrès.

D'autre part, il est doublement malheureux de prétendre qu'une agriculture intensive utilise de fortes quantités de main-d'œuvre par unité de surface. La quantité de main-d'œuvre employée ne dépend pas de l'intensivité ou de l'extensivité d'un système de production agricole mais fondamentalement de sa nature. L'arboriculture ou la floriculture emploieront toujours beaucoup plus de main-d'œuvre que l'élevage, fût-ce à l'étable, ou la céréaliculture. Or, dans un même système de production agricole, il est reconnu que c'est le système d'exploitation qui, à résultats égaux, utilise le moins de main-d'œuvre qui est le plus progressiste. Ainsi, une céréaliculture fortement mécanisée, avec charrue polysocs, moissonneuse-batteuse et aviation, est plus progressiste que celle qui utilise la traction animale et une grande quantité de main-d'œuvre. Un élevage à l'étable très moderne occupe très peu de main-d'œuvre : à Cabeza del Buey ou à Alburquerque, il suffit d'un homme pour faire fonctionner un atelier qui engraisse annuellement 6 000 agneaux. Dans ces deux cas, le capital d'exploitation ne s'additionne pas à la charge en main-d'œuvre mais se retranche. De façon plus générale, il est universellement admis que plus une économie est développée, moins elle utilise de main-d'œuvre dans le secteur agricole. Un pourcentage élevé de main-d'œuvre dans l'agriculture est un indicateur de sous-développement. Ce n'est que lorsque le taux est faible que l'on peut nuancer quelque peu cette règle unanimement reconnue.

Or, l'agriculture, par opposition à la plupart des autres secteurs d'activité [12], peu ou pas dépendants de la météorologie et des rythmes saisonniers, doit, par nature, utiliser de la main-d'œuvre saisonnière. Dans le cas contraire, il y a sous-emploi saisonnier. Ceci est d'une telle banalité qu'il est navrant d'avoir à le répéter. Ce qui est plus intéressant, c'est de constater que ce ne sont pas les systèmes de production agricole qu'Henrique de Barros qualifierait de latifundiaires qui utilisent le plus de main-d'œuvre temporaire mais ceux qu'il estimerait intensifs. Ce n'est pas la céréaliculture, pas même lorsqu'il s'agit de riziculture, ou l'élevage en plein-air qui recrutent des bataillons de travailleurs, d'étu-

12. Il existe d'autres activités dépendantes des rythmes saisonniers, le tourisme par exemple.

diants ou de soldats mais plutôt l'olivette, la vigne, les cultures maraîchères et fruitières. Céréaliculture et élevage sont des activités qui nécessitent des spécialistes : tractoristes, bergers, vachers et assez peu de manœuvres. On peut dire qu'aujourd'hui les seules exploitations qui arrivent à se passer de main-d'œuvre saisonnière sont précisément celles qui se tournent vers la céréaliculture et l'élevage.

Enfin, et de façon plus générale, il est erroné de dire ou de laisser entendre que la plus grande production par unité de surface est toujours la situation la plus favorable pour l'exploitant, qu'il soit entrepreneur privé ou que ce soit une collectivité. A l'échelle le l'entité productrice — privée ou collective, répétons-le car elles sont soumises aux mêmes lois — il n'est pas pensable, ni juste, de vouloir ajuster mécaniquement les systèmes de production agricole aux nécessités alimentaires nationales ou mondiales. L'impératif de l'offre et de la demande solvable, lié aux coûts de production dans un milieu naturel et économique donné, est déjà un bon stimulateur pour assurer les ajustements possibles. Tout autre politique doit être financée par l'Etat, donc par le contribuable, qui tient lieu alors de demandeur solvable. Aussi, mais nous y reviendrons, les blocages sont beaucoup moins l'affaire des structures latifundiaires que du manque de demande solvable et, corollairement, du prix déjà bas des denrées agricoles et qui ne cesse de s'affaisser de façon relative. Pour augmenter la production, les bouleversements structurels sont souvent beaucoup moins utiles qu'une politique adéquate des prix agricoles.

Si nous résumons la pensée d'Henrique de Barros, il faudrait, pour avoir une agriculture intensive, de forts investissements par hectare et une main-d'œuvre abondante et bien payée. Donc, il faudrait que l'exploitant, privé ou collectif, supporte une double charge en capital, en particulier d'énormes charges salariales. Cela est irréaliste surtout quand on veut, dans le même temps, et pour des motifs sociaux bien compréhensibles, que les produits alimentaires arrivent à bas prix sur les marchés. Une telle politique est exclue pour les céréales, les produits d'origine animale comme le lait, l'huile de table, le vin de consommation courante, pour ne citer que les plus importants. Nous avons cherché, en vain, dans le monde, quel type d'agriculture, privée ou collective, arriverait à concilier durablement ces incompatibilités.

Alors, pourrait-on dire, pourquoi ne pas abandonner, pour résoudre le problème de l'emploi, les produits « extensifs » et généraliser les produits « intensifs » comme les fruits, les légumes, les olives vertes, la vigne de qualité qui seraient à même d'utiliser de fortes charges en main-d'œuvre et engloutiraient de gros investissements ? Tout simplement parce que ,pour les produits venant d'une agriculture dite intensive, il y a des excédents ce qui n'est pas le cas pour ceux censés refléter une agriculture extensive ou latifundiaire. En d'autres termes, ce sont les cultures qui donnent un produit brut faible par hectare pour lesquelles la Péninsule Ibérique est déficitaire et inversement. Espagne et Portugal, en particulier, manquent cruellement de céréales, de viande et de lait. On pourrait penser que le problème de l'élevage est facile à résoudre ; ne suffit-il pas d'aligner, les uns à côté des autres ,les ateliers d'engrais-

sement ? Cet élevage devenu intensif ne pourrait s'appuyer sur la céréaliculture locale, déjà défaillante, mais sur des importations. Il faut, dans ce cas, tenir compte de la sortie de devises et des prix de revient à la production qui seront répercutés sur le consommateur sous forme d'augmentation de prix ou d'impôts. Pourquoi ne pas intensifier la céréaliculture en l'irrigant ? Parce que le seul doublement des rendements ne compense pas l'énormité des investissements. On tourne ainsi en rond et on butte soit sur des limites d'origine naturelle soit sur des problèmes de marché.

D'ailleurs, les adversaires les plus acharnés de l'agriculture « extensive » changent assez vite d'avis quand ils ont des responsabilités. C'est ainsi que nous avons assisté à une évolution significative des points de vue en Alentejo avant et après la réforme agraire. Avant la réforme agraire, on considérait que la céréaliculture était la marque d'une mauvaise agriculture dans la mesure où elle faisait diminuer la fertilité du sol ; comme on présentait l'Alentejo comme un pays de monoculture céréalière, il va de soi que toute son agriculture était latifundiaire. Et, pendant au moins trois ou quatre décennies, le thème principal des discussions des agronomes a consisté à savoir comment il fallait maintenir, voire augmenter, cette fertilité naturelle. On avançait des recettes qui avaient permis la première révolution agricole dans l'Europe humide, à savoir la suppression des jachères par la culture des fourrages et l'augmentation du bétail. Toute exploitation n'adoptant pas ces principes ne pouvait être que latifundiaire. Après la collectivisation des terres, la bataille de la production a porté essentiellement sur la céréaliculture qui a vu ses surfaces s'étendre et l'on a oublié les fourrages quand on ne les a pas repoussés comme étant latifundiaires. Mais, pour bien comprendre ce débat, il est utile de bien se représenter ce qui est considéré comme latifundiaire.

Pour ce faire, le mieux est d'étudier une exploitation précise. Nous avons choisi, à dessein, le cas du domaine des Machados de 6 400 hectares dans la commune de Santo Agostinho [13] dépendant du canton de Moura. Notre choix s'est porté sur ce « latifundium » en raison de son exemplarité, de sa grande notoriété dans tout le Portugal [14] et du fait qu'il est facile de reconstituer, dans le moindre détail, son évolution depuis 30 ans. Aussi, c'est avec la minutie qui s'impose, quand l'on ne veut pas rester dans le vague, que nous allons faire cette monographie.

13. Le domaine des Machados comporte l'Herdade des Machados proprement dite de 6 102 ha et une autre herdade. Pour simplifier, nous ne tiendrons compte que des Machados.

14. Les Machados ne se trouvent pas dans le Haut-Alentejo mais, à peu de distance, dans le Bas-Alentejo. Cette herdade a défrayé plusieurs fois la chronique et fut une des premières à être occupée en temps que latifundium.

Pour M. Feio[15], le « domaine des Machados est très vaste et très riche », c'est « une grande exploitation, très progressiste, rationnellement mise en valeur et où l'on a investi de gros capitaux » (plantations, petites installations industrielles). Sur 6 000 ha, l'occupation du sol était, en 1948, la suivante :

- 1 500 ha d'olivette. L'exploitation disposait d'un pressoir moderne pour fabriquer l'huile qui était vendue directement aux consommateurs lisboètes.
- 550 ha de figuiers. Les figues étaient séchées et vendues, les excédents distillés.
- Tout le reste était destiné à la céréaliculture et à l'élevage. Sur les barros, on avait l'assolement suivant : alqueive-blé-légumineuse-blé. Sur les terres plus pauvres avec ou sans montado de chênes verts : alqueive-blé-avoine et cinq ou six pâturages. Chaque année, on ensemençait quelque 800 ha de blé, 600 ha d'avoine et 450 à 500 ha d'orge.

L'élevage comprenait les animaux suivants :

- 2 500 brebis plus les béliers.
- 1 200 porcs.
- 100 vaches pour la reproduction
- 20 juments.

Soit 3 380 équivalent-ovins sans compter les mâles et les porcs.

La main-d'œuvre employée était la suivante :

- 450 hommes permanents.
- Pendant deux mois, on utilisait 100 à 150 femmes pour le sarclage, 60 à 80 hommes pour la moisson et 250 à 350 femmes pour la cueillette des olives.

La mécanisation était embryonnaire avec deux tracteurs. Tous les travaux se faisaient grâce à 44 mules et 170 bœufs de labour. Il existait néanmoins deux moissonneuses-faucheuses et deux batteuses. Pour fonctionner, l'exploitation avait donc besoin de 450 U.T.H. permanents et 216,65 U.T.H. temporaires. Cela représentait une U.T.H. pour 9 ha. Ce chiffre est anormalement élevé en raison de l'importance des olivettes et des petites industries mais confirme qu'une exploitation, à cette époque, quelle que soit sa dimension, utilisait un grand nombre de travailleurs. Mais, le rapport main-d'œuvre temporaire/main-d'œuvre totale n'est pas aussi élevé qu'on le pense : 32,5 %.

A partir de 1967, le domaine des Machados passe aux mains d'une société : la Casa Agrícola Santos Jorge S.A.R.L.[16]. L'admi-

15. Mariano Feio : « Livret-guide », pp. 54 à 58.

16. Diário do Governo n° 181-111, 1ère série du 4 août 1967. Le siège social de cette société se situe à Lisbonne et son capital social est de dix millions d'escudos partagés en 10 000 actions.

nistration est assurée par un conseil de trois à cinq membres élus pour trois ans qui élisent à leur tour un président et un administrateur délégué. Le contrôle des comptes est effectué par un autre conseil de trois membres élus pour trois ans et se réunissant une fois par mois. L'assemblée générale est composée de toux ceux ayant au moins 100 actions. L'occupation du sol en 1967 n'est guère différente de ce qu'elle était une vingtaine d'années auparavant :

. 1 500 ha d'olivettes
. 400 ha de figuiers
. 100 ha de fourrages irrigués
. 5 ha de vergers et de jardin
. 3 500 ha de cultures de sequeiro et de fourrages. Là-dessus, nous avons eu les cultures suivantes pendant trois exercices :

	1964-65	*1965-66*	*1966-67*
Blé	327 ha	216 ha	409 ha
Avoine	159	100	123
Orge	163	198	130
Pois chiches	388	158	200
Fèves	—	8	18
Fourrages [17]	294	173	460
Total	1 331 ha	853 ha	1 340 ha

En 1967, la société décida d'effectuer une intensification de l'exploitation et s'adressa, pour ce faire, au C.E.T.E.L.[18] qui fit un rapport circonstancié[19] sur la question. Le rapport prévoit une forte augmentation du bétail et une forte progression des cultures fourragères et propose, pour l'exercice 1970-71, l'occupation des sols suivante :

280 ha de blé
200 ha d'avoine
200 ha d'orge
200 ha de pois chiches
760 ha de fourrages

1 640 ha.

Les fourrages doivent fortement augmenter, les surfaces en céréales secondaires pour le bétail s'étendent ; par contre, les

17. Y compris le trèfle souterrain.
18. Centro de Estudos Técnico-Económicos, Lda. Le directeur du CETEL, Almeida Belo, qui fut chargé de l'étude fut le ministre de l'agriculture de plusieurs gouvernements provisoires après la révolution du 25 avril.
19. Análise técnico-económico da exploração agro-pecuária. Casa agrícola Santos Jorge S.A.R.L. Herdade dos Machados. Oct. 1967.

surfaces en blé fléchissent. A cette nouvelle occupation du sol, correspond la charge en bétail suivante :

Bovins	*Alentejans*	*Charolais* [20]	*Turino*
Taureaux	2	4	2
Vaches	253	17	99
Génisses	154	9	33
Taurillons	255	14	32

On prévoit la construction de 140 Km de clôtures.

Ovins	*Ile de France*	*Mérinos précoces*	*Mérinos blancs*	*Mérinos noirs*
Moutons	21	9	56	180
Brebis	39	15	613	3 043
Agneaux	18	10	—	61
Agnelles	18	11	196	1 039

Caprins. 196 chèvres et 8 boucs.
Equins. 10 chevaux, 12 juments, 9 poulains et 4 pouliches.
Anes. 7 ânes et 3 ânesses.

Il y avait 1 200 ha de montado de chênes verts et 50 ha de chênes-lièges en pleine production. En plus, on venait de créer 150 ha de montados de chênes-lièges. Le rapport prévoit la plantation de 500 ha supplémentaires de chênes-lièges en mélange avec des pins au rythme de 100 à 150 ha par an. On décide aussi de densifier le montado de chênes verts avec des chênes-lièges. Sur les 5 000 ha qui seront clôturés, une chasse doit être installée. Il doit être procédé à la reconversion de l'olivette, auparavant destinée à la production d'huile, par greffage pour obtenir des olives de table. 30 000 oliviers doivent être greffés en cinq ans et la production d'olives escomptée s'élève à 300 t. qui seront mises en conserve sur place. On va aussi planter 80 ha de vigne pour raisin de table ; la plantation, commencée en 1966, devra être achevée en 1968. Après dix ans, on pense récolter 1 000 t. de raisin dont 60 % seront vendus frais au Portugal ou à l'étranger ; le reste sera, sur place, transformé en jus de fruit, vin et alcool.

Pour réaliser le plan, l'exploitation devra posséder les installations à caractère industriel suivantes (certaines sont déjà en place, en 1967, ou sur le point de l'être) :

. 1 moulin à huile
. 1 distillerie pour figues
. 1 séchoir à glands et une fabrique de farine
. 1 moulin pour les céréales
. 1 fabrique de fromages
. 1 conserverie pour fruits et olives

20. Cela constitue un des plus gros troupeaux en race pure du Portugal.

. Le matériel nécessaire pour le traitement du miel
. 1 centrale électrique
. 1 garage et une forge
. 1 menuiserie et une serrurerie
. 1 atelier de peinture

De plus, la société devra procéder à certaines installations de caractère social :

. 1 école primaire gratuite et une cantine, elle aussi gratuite, pour les enfants de 7 à 15 ans.
. 1 salle des fêtes avec un magasin où les travailleurs peuvent se ravitailler à des prix inférieurs à ceux du marché.
. 1 groupe sportif
. 1 logement gratuit pour chaque famille de travailleurs.

Les travailleurs, en outre, doivent disposer gratuitement d'engrais pour leur jardin, de l'assistance médicale, des produits pharmaceutiques et des prothèses dentaires. La société commercialise directement ses produits grâce à deux établissements commerciaux qui lui appartiennent.

Le coût total prévu des investissements et de la reconversion s'élève à 13 920 contos dont :

. Vigne	2 800	contos
. Plantations d'arbres	280	
. Greffage des oliviers	300	
. Clôtures	1 540	
. Constructions (étables, bergeries, etc...)	1 500	
. Captation d'eau et adaptation d'un système l'irrigation pour 100 ha	1 500	
. Installations frigorifiques et camions	3 000	
. Machines agricoles	1 600	

Une fois la totalité des investissements effectués, le montant total du capital foncier et d'exploitation peut, en 1971, être évalué ainsi :

. Terre	62 047	contos
. Olivette	11 000	
. Figuiers	2 400	
. Montado de chênes verts	1 200	
. Montado de chênes-lièges	450	
. Vigne	2 800	
. Verger	150	
. Irrigation	1 000	
. Bétail	10 000	
. Matériel et installations	11 000	
Total in situ	102 047	contos

En tenant compte des équipements industriels et sociaux d'une part et des bureaux et établissements commerciaux à Lisbonne et à Santarém d'autre part, on arrive à un total de 149 000 contos. Sur ce total, le capital foncier ne représente que 41,64 % ; encore ce capital est-il valorisé par les investissements.

Les recettes (en contos) doivent évoluer de la façon suivante :

	1967	*1971*
Olivette	4 300	7 700
Blé	2 150	1 800
Avoine	400	480
Pois chiches	470	580
Figues	640	730
Jardins et vergers	180	180
Montados	350	500
Orge	440	530
Vigne	—	400
Total productions végétales	8 930	12 900
% par rapport aux recettes totales	64,2%	46,7%
Viande	4 300	13 000
Autres productions d'origine animale (laine, fromage, etc...)	500	1 000
Chasse	—	500
Activités complémentaires	180	200
Total des recettes	13 910	27 600

Les produits d'origine végétale augmentent en valeur absolue mais baissent en valeur relative. Le poste élevage devient déterminant. La seule production de viande représente 30,9 % des recettes en 1967 mais 47,1 % selon le plan de 1971. La chasse, élément nouveau, rapporte 500 000 escudos, soit 1,8 % des recettes totales. Cela est très loin d'être négligeable d'autant plus que c'est un ajout aux autres activités. Tout cela, bien entendu, en ce qui concerne 1971, reste la prévision des techniciens.

Les dépenses prévues sont les suivantes [21] :

	1967	*1971*
Fonctionnement	7 700	10 600
Assurances	500	610
Centrale électrique	30	30
Intérêts et amortissements	300	180
Semences	730	1 400
Engrais	420	1 100
Frais généraux	550	770
Autres	360	
Total	10 590	12 620
Recettes-dépenses	3 320	12 480
Rémunération de l'entrepreneur (2 %)	280	550
Bénéfice net	3 040	11 930

21. Le projet reconnaît ne pas pouvoir prévoir exactement les frais de main-d'œuvre ; dans la mesure où ce sera une exploitation entièrement mécanisée, la marge d'erreur est faible. Il est prévu d'employer une abondante main-d'œuvre temporaire.

Ainsi, il est prévu un quadruplement en quatre ans du bénéfice net. La rémunération du capital investi se situerait à 8 %, ce qui est très bon en agriculture et justifie n'importe quel investissement.

Dans la réalité, la quasi totalité des investissements furent effectivement réalisés. L'exploitation, en 1974, employait 300 hommes et 70 femmes en permanence. A cette époque, juste avant que l'exploitation ne soit occupée, la situation était la suivante :

. 1 600 ha d'olivettes
. 400 ha de figuiers
. 480 ha de céréales dont 213 en blé et le reste en avoine et en orge distique.
. 80 ha de vigne
. 1 000 têtes de bovins
. 6 500 ovins
. Des prairies artificielles.

Le seul retard porte sur le plan d'irrigation.

Malgré l'ampleur des investissements, les résultats financiers n'ont pas été ceux qui étaient prévus. Alors que les techniciens escomptaient une bonne rémunération du capital, l'entreprise, en 1974, après l'application du plan de 1967, avait déjà perdu la somme énorme de 60 000 contos. Ces déboires proviennent d'un plan de gestion reposant sur des bases erronées, le tout imputable aux techniciens.

Ce qui est important, c'est que le domaine des Machados était, en 1974, une des grandes exploitations qui avait la plus mauvaise réputation de tout le sud du Portugal. Les indicateurs les plus « évidents » de latifundisme étaient, par une cruelle dérision, précisément cette orientation vers l'élevage et le fait qu'il y avait de la chasse. Le syndicat des travailleurs estimait que, étant donné la qualité des terres, on pouvait ensemencer 2 000 ha de blé en plus et 1 000 ha d'oléagineux. Ce fut donc le plan de gestion établi pour faire face au déficit national en produits d'origine animale qui fut considéré comme latifundiaire. Ce plan, certes erroné, reposait sur de fallacieuses recettes importées de l'Europe humide. La responsabilité en incomba, dans sa totalité, à l'entrepreneur.

Dès octobre 1974[22], l'entrepreneur fut mis en demeure d'affermer la propriété à l'Etat ou d'exécuter un programme d'investissements et d'intensification qu'on lui imposerait. Malheureusement pour lui, il choisit la deuxième solution. Il s'engagea à épierrer la totalité de l'exploitation, faire le drainage, construire un petit barrage pour abreurer le bétail et présenter un plan d'exploitation détaillé. Pour toutes ces tâches, il devait embaucher 90 travailleurs supplémentaires. Ceux-ci ne firent que l'épierrement. Cette seule opération coûtait chaque jour $90 \times 160 = 14\,400$ escudos, soit par mois 360 000 escudos.

Tout cela ne suffit pas et, parmi les premières, l'exploitation fut occupée au mois de mars 1975 comme étant notoirement sous-utilisée.

22. On croyait encore que la propriété privée serait respectée pour l'essentiel.

Aujourd'hui, 500 travailleurs permanents sont employés, soit un U.T.H. pour 12 ha. C'est très lourd bien qu'il y ait des industries de transformation et que les sols soient de qualité acceptable.

Parmi les autres indicateurs que l'on avance souvent pour signaler le latifundisme, il y a le montado de chênes-lièges quand il n'est pas labouré et quand le sous-bois arbustif n'est coupé que tous les huit ou neuf ans, éliminant les pâturages possibles. Alors, dans ce cas, l'exploitation, tous les neuf ou dix ans, du liège peut apparaître comme une activité prédatrice de cueillette si l'on ne prend pas la peine de faire une analyse approfondie.

Auparavant, nous l'avons vu, les montados étaient labourés périodiquement et, après une ou deux récoltes, servaient de pâturages. L'élément cultural a assez vite disparu et, parfois, l'élément pastoral ; la suberaie n'est plus le siège que d'une exploitation forestière. Tout laisserait à croire que ce type de suberaie « sale »[23] est le signe évident de l'abandon, de l'absentéisme[24] et donc du latifundisme. Le propriétaire reçoit de la vente du liège l'essentiel de sa rente et se désintéresse de tout le reste, aussi bien de ses véritables intérêts que de ceux des travailleurs agricoles qu'il maintient en chômage.

La réalité est bien différente. Cette évolution vers un apparent abandon est commandée par des impératifs strictement démographiques et économiques : la culture n'est plus rentable et le renchérissement de la main-d'œuvre du fait de sa raréfaction rend impossible certaines opérations. Mais, et c'est là l'essentiel, c'est l'intérêt bien compris de la suberaie, et donc le sien propre, qui pousse l'exploitant à s'intéresser exclusivement au liège. Cela a été bien mis en évidence par V. Natividade[25]. Selon cet auteur, l'ancien équilibre agro-sylvo-pastoral était, en fait, nuisible à la suberaie au moins pour deux raisons. D'une part, parce que le labour du sol du montado lors de l'alqueive a des conséquences funestes pour les chênes-lièges. L'alqueive est responsable de la dilapidation des réserves de matière organique, par simple exposition aux hautes températures, accumulées pendant la période de pâturage. Si l'agriculteur veut soigner son alqueive en utilisant la technique de l'espigoado, il augmente la surface d'exposition, donc la dessication, facilite le lessivage du sol quand il pleut et accélère la destruction de la matière organique. De plus, s'il y a pente et si les sillons de l'espigoado sont faits dans le sens de la pente, il y a érosion. Donc, les labours périodiques modifient progressivement les caractères physiques et chimiques du sol, abaissent la capacité de rétention en eau et interrompent pour une période plus ou moins longue les processus de pédogénèse. L'arbre souffre et sa longévité est moindre. Si l'exploitant est encore plus consciencieux

23. Sobreiral sujo.

24. La forêt est une des activités qui permet l'absentéisme et exige moins de soins que l'agriculture. Le montado, rappelons-le, est un type de sylviculture particulièrement intensif et exige, parmi tous les types d'exploitation forestière, une quantité importante de main-d'œuvre.

25. V. Natividade. Ouvr. cité, pp. 271 à 280.

et s'il apporte des engrais pour pallier la baisse de fertilité, les résultats sont encore plus graves et plus pernicieux. En apparence, les conséquences sont favorables au chêne-liège ; on constate une accélération de la pousse de l'arbre et un développement plus rapide de la subérosité. Mais, tout cela se fait au détriment de la qualité. Le parenchyme devient de plus en plus lâche et la porosité du liège, inconvénient majeur, s'accélère rapidement. Le chêne-liège devient en même temps plus sensible aux maladies et présente des signes de sénilité précoce. D'autre part, l'alliance du propriétaire avec le seareiro et le charbonnier avait des conséquences funestes pour la suberaie. Seareiros et charbonniers souhaitaient opérer des éclaircies les plus étendues possible et les élagages les plus sévères. Leur intérêt majeur eut été, en fait, de détruire complètement la suberaie sans tenir compte des règles écologiques les plus élémentaires. Ils ont été les véritables déprédateurs d'un milieu fragile, abandonnant vite la terre à laquelle ils n'avaient aucune raison d'être attachés. Déjà, à la fin du siècle dernier, Sousa Pimentel condamnait les labours répétés [26] dans les montados de chênes-lièges. V. Natividade formule la même condamnation. Il estime qu'il est bien préférable de ne jamais labourer la suberaie sauf dans le cas où celle-ci est installée sur des sols pas trop mauvais et aptes à la culture. Dans ce cas, on récolterait un liège grossier de trituration ; mais, du point de vue économique, on peut viser à augmenter au maximum le rendement subéreux, y compris par l'apport d'engrais. En dehors de ce cas, le maintien du sous-bois arbustif est utile pour faciliter les processus pédogéniques et permettre l'accumulation de la matière organique. Cependant, de loin en loin, ce sous-bois doit être coupé pour réduire les risques d'incendie. En somme, il est nécessaire de réaliser un équilibre bio-économique aussi stable que possible pour obtenir un liège épais et de bonne qualité.

Dans ces conditions, il faut inverser le diagnostic : une suberaie « sale » n'est pas l'indicateur du latifundisme mais celui d'une sylviculture scientifique. Dans le cas, et ces cas sont nombreux, où les propriétaires ne sont pas conscients des nécessités sylvicoles et où la suberaie a été négligée pour des raisons économiques ou démographiques, force est de reconnaître que cette négligence, voulue ou non, va dans le sens des intérêts de la suberaie.

D'ailleurs, nous n'avons vu qu'exceptionnellement des cas de remise en culture, sur les sables post-pliocènes, des montados par les unités collectives de production même dans les exploitations où l'ancien propriétaire était critiqué pour ne pas l'avoir fait.

Enfin, nous nous sommes livré à une expérience dans les montados de la région de Jerez de los Caballeros en utilisant un symptôme externe de latifundisme : l'abandon dans les montados de chênes verts de l'entretien des pâturages au sol ; ceux-ci sont complètement envahis, en quatre ou cinq années, par la cistaie qui fait disparaître la strate herbacée.

26. Sousa Pimentel : « Pinhais, soutos e montados ». Lisboa, 1888. Cité par V. Natividade, ouvr. cité, p. 175.

Nous avons donc considéré comme abandonné tout montado dont le matorral n'a pas été détruit lors de la cinquième ou sixième année après le précédent labour ou « nettoyage ». Nous avons procédé en deux temps. Tout d'abord, nous avons parcouru toute la région pour nous faire une idée personnelle et procéder à une estimation très grossière et qui non seulement doit être affinée mais peut être remise en question. Puis, nous avons examiné la couverture en photographies aériennes de la région. Enfin, avec l'aide de celui qui, sans doute, connaît le mieux la région [27] et des données cadastrales, nous avons examiné, cas par cas, les grandes exploitations de plus de 300 ha. Là encore, nous ne pouvons espérer obtenir plus qu'un ordre de grandeur. Le résultat est qu'environ 80 % des montados, dans cette région à topographie déjà accidentée, sont bien ou très bien entretenus. 20 % le sont mal ou très mal mais, la moitié de ceux-ci correspondent à des surfaces d'accès difficile ou avec des pointements rocheux. La négligence ne s'exerce vraiment en fait que sur 10 % des montados de chênes verts. Il nous serait possible, mais désagréable, de procéder à une enquête similaire — qui donnerait de plus mauvais résultats — sur le plateau de Millevaches ou en Margeride. La mauvaise apprécition initiale de mon guide provenait surtout des montados de chênes-lièges. Comme ceux-ci sont établis sur les sols les plus ingrats, les pâturages au sol ne justifient pas toujours un entretien parfait.

Il est inutile de multiplier les exemples et de pousser plus loin l'analyse. D'ailleurs, bien qu'Henrique de Barros n'ait cessé d'occuper de très hautes fonctions dans les nouveaux gouvernements qui se sont succédés après le 25 avril, sa définition du latifundisme est si peu réaliste qu'elle n'a pas été retenue pour identifier les propriétés mal exploitées et donc susceptibles d'être expropriées. Les critères permettant de reconnaître sans contestation les exploitations latifundiaires ont été soigneusement, et fort justement, énoncés dans une ordonnance du 9 mai 1975 [28]. Ce texte est de la plus haute importance car, pour la première fois, on met en relation le système de production agricole et la potentialité du milieu. Dès sa parution, nous avons, dans tout le Haut-Alentejo et dans les exploitations que nous avons visitées à partir de ce moment-là, comparé les exigences de ce texte et la réalité. Huit à neuf exploitations sur dix, selon les régions, remplissaient les normes exigées ; trois les dépassaient largement. C'est pour cela qu'il n'a été tenu aucun compte de ce texte pour, moins de trois mois plus tard, servir de base aux

27. Cet informateur tire sa bonne connaissance de l'ensemble des exploitations du fait que, chaque année, son travail exige qu'il les traverse toutes. De plus, avant l'enquête conjointe, il était choqué par l'ampleur de l'abandon et du latifundisme. En étant amené à quantifier le phénomène, il a dû revenir à une appréciation plus correcte de la réalité. Très souvent il en est ainsi ; nombre de personnes chez qui nous avons enquêté, en toute bonne foi, se font une idée inexacte de la réalité par la généralisation de quelques cas qui ont retenu leur attention.

28. Portaria n° 229 du 9 mai 75, 1ª série, n° 107, p. 666. Texte ci-après.

expropriations ; sinon, il est certain qu'il n'y aurait pas eu grand'chose à exproprier.

Chez nombre d'autres auteurs, les mêmes contradictions apparaissent. B. Roux, par exemple, stigmatise le latifundium « extensif » de la sierra de Aracena mais, en même temps, il estime que l'on ne « peut négliger des zones aussi favorables à la production extensive »[29]. Il est bien obligé de convenir qu'il existe des « zones de production *nécessairement* extensives »[30].

En réalité, s'il fallait absolument parler de mauvaise utilisation du sol, il faudrait parler en termes de surexploitation et non de sous-exploitation ou d'abandon d'exploitations. Si des erreurs ont été commises, et elles ont été nombreuses, mais pas seulement par la faute des exploitants, elles ont porté sur l'excès d'utilisation du sol. Ce fut le cas pendant la première bataille du blé en Alentejo. Si de nombreux sols sont squelettiques non seulement dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique mais aussi dans l'ensemble du monde méditerranéen, la faute en incombe à la surexploitation des terres. Celle-ci peut être mesurée dans le Portugal du sud grâce au formidable travail réalisé par le S.R.O.A. Au sud du Tage, le S.R.O.A. révèle la situation suivante qui ne manque pas d'être étonnante :

	Occupation réelle		*Occupation recommandée par les services compétents*	
	Surf. en ha	%	Surf. en ha	%
Secteur agricole	2 082 482	61	981 311	29
dont agriculture sèche	2 022 936	59	751 765	22
agriculture irriguée	59 546	2	170 000	7
Secteur agro-forestier (montados)	934 060	27		
Secteur forestier	202 620	6		
Autres	188 471	5		
Total	3 407 633	100		

A la lecture de ces indications chiffrées, on constate que la surexploitation est beaucoup plus importante qu'on ne pourrait l'imaginer. Le S.R.O.A. estime, en particulier, que le secteur agricole est beaucoup trop étendu et recommande de n'affecter à l'agriculture pure que 29 % des surfaces contre 61 % qui sont ainsi exploitées en réalité. Cela signifie

29. B. Roux : « Mélanges de la Casa de Velázquez ». Ouvr. cité, p. 519

30. Id., Ibid., p. 520. C'est nous qui avons souligné bien que nous ne soyons pas aussi déterministe.

31. C'est-à-dire l'Algarve, le Bas et le Haut-Alentejo plus les cantons de Coruche et de Benavente.

que la surexploitation porte sur 32 % des surfaces au sud du Tage[32]. Pour les secteurs où le S.R.O.A. recommande l'agriculture, il préconise une forte augmentation des surfaces irriguées. Aujourd'hui, techniquement, le secteur irrigué pourrait encore être étendu. On sait mettre en valeur, par l'irrigation, certains sables qui étaient, il y a cinq ans seulement destinés à être reboisés ; l'intérêt de leur mise en irrigation dépend des conditions de marché. En ce qui concerne les 2 426 322 ha, soit 71 % des surfaces, le S.R.O.A. se contente d'affirmer qu'ils doivent être destinés au secteur non agricole ; cela implique une forte augmentation des secteurs forestier et agro-forestier.

Il ne nous est donc pas possible d'admettre que la sous-exploitation a « en quelque sorte créé une réserve de productivité »[33]. Le caractère de sous-utilisation du sol, voire de non-utilisation, souvent reproché à la grande exploitation extremeña ou alentejane ne peut, par conséquent, pas être retenu. D'ailleurs, on ne retrouve pas non plus les autres caractères que l'on attribue, bien justement, aux exploitations latifundiaires.

3 — *L'AGRICULTURE EXTREMENA ET ALENTEJANE SOUFFRE-T-ELLE D'ABSENTEISME ?*

Ce problème est en apparence l'un des plus simples que nous ayons à résoudre : pour connaître l'ampleur du phénomène, il suffit de compter les absentéistes. Mais, préalablement, il faut s'entendre sur la définition. Qu'est-ce qu'un absentéiste ? Etymologiquement, c'est quelqu'un qui est systématiquement absent. Pour ce qui nous concerne, c'est quelqu'un qui est absent et qui délègue ses pouvoirs directifs à une autre personne. Cela semble évident. C'est l'acception que retient Henrique de Barros. Pour cet auteur[34], est absentéiste tout propriétaire qui donne sa terre en faire-valoir indirect ou, en cas de faire-valoir direct, ne dirige pas personnellement son exploitation et la confie à un administrateur salarié. Si l'on admet cette acception, l'absentéisme se situe à un haut niveau

32. C'est surtout vrai en Algarve et dans le sud du Bas-Alentejo. Mais le Haut-Alentejo aussi a cruellement souffert de surexploitation.

33. B. Roux : « Mélanges de la Casa de Velásquez ». Ouvr. cité, p. 519.

34. Henrique de Barros : « Economia Agrária ». Lisboa, 1954, vol. III, 736 p. Cf. pp. 602 à 610. Selon H. de Barros (p. 603) : « il est entièrement exact que les propriétaires des terres affermées sont, ou finissent par devenir, les absentéistes intégraux ».

aussi bien en Estrémadure qu'en Alentejo. En ne tenant compte que du faire-valoir indirect, on a la situation suivante :

	Badajoz	*Cáceres*
Surface totale de la province (en ha)	2 056 311	1 844 296
Surfaces exploitées en fermage [35]	467 644	435 059
Surfaces exploitées en métayage	159 784	73 579
Total des surfaces en faire-valoir indirect	627 428	508 638
% des surfaces en faire-valoir indirect	30,5	27,6
Nombre total d'exploitants	70 855	58 705
Nombre d'exploitants dont l'occupation principale n'est pas l'agriculture [36]	35 459	25 019
% des exploitants dont l'occupation principale n'est pas l'agriculture	50	42,6

	Evora	*Portalegre*
Nombre total d'exploitants [37]	11 540	16 531
Nombre d'exploitants en faire-valoir direct [38]	7 622	10 295
% des exploitants en faire-valoir direct	66	62,3

Au vu de ces chiffres, Henrique de Barros a raison, en s'en tenant à sa définition, de dire que l'absentéisme se situe à un haut niveau dans le sud de la Péninsule Ibérique. A ces grandeurs, il faudrait ajouter tous les exploitants en faire-valoir direct qui délèguent leurs pouvoirs à un administrateur. Mais, le sud du Portugal ou de l'Espagne n'est pas la région européenne où il y aurait le plus d'absentéisme. Les pôles de l'absentéisme se situeraient en Angleterre et, en France, dans le centre du Bassin Parisien, particulièrement en Beauce. Comme le fermage se développe, non seulement dans le sud de la Péninsule Ibérique mais aussi, au contraire de ce que prétend Henrique de Barros, dans des pays comme la France, on pourrait conclure que l'absentéisme est en progression. Mais il est inutile d'aller plus loin pour démontrer combien cette définition est malheureuse. Depuis bien longtemps, au contraire, le fermage est reconnu comme étant une formule de qualité pour le développement de l'agriculture. Il permet de diviser les charges en deux ; le

35. Censo agrario de España. 1972. Serie A. primeros resultados. Badajoz, p. 37; Cáceres, p. 44.

36. Censo agrario de España. 1972. Serie A. primeros resultados. Badajoz, p. 29; Cáceres, p. 34.

37. Estatísticas agrícolas. 1972, p. 14.

38. Ceci représente le faire-valoir direct pur. Le reste n'est pas du faire-valoir direct pur ; il y a bien des formes mixtes.

Toutes ces données, en Estrémadure et en Alentejo, concernent la totalité des exploitants et pas seulement les grands exploitants.

propritétaire apporte le capital foncier et l'exploitant le capital d'exploitation. Cette formule a fait la fortune des exploitants du Bassin Parisien depuis le Moyen Age. Juan Martínez Alier [39] voit dans le développement du faire-valoir indirect un élément de destruction du latifundisme, une sorte de « réforme agraire spontanée » économiquement équivalente à une expropriation avec une indemnisation fixée au prix du marché. Le faire-valoir indirect permet aussi au capital d'origine urbaine de s'intéresser à la terre. Le propriétaire devient une sorte d'actionnaire de l'agriculture comme un épargnant devient actionnaire d'une entreprise par l'achat de participations. Les deux sont rentiers et absentéistes mais tous deux rendent un service à l'activité à laquelle ils acceptent d'apporter leurs capitaux. Ce service est réel, même si le fermage et le métayage ne bénéficient pas, comme ailleurs en Europe, d'une législation qui soit complètement favorable à l'exploitant [40]. Cette législation existe cependant et depuis longtemps.

Pour ne parler que de l'Espagne, la loi du 24 juillet 1889 définit le fermage et précise les droits et les devoirs de chacun des contractants.

Art. 1554 : « Le propriétaire s'engage à maintenir en état de servir l'outil à l'usage auquel il est destiné ».

Art. 1555 : « Le locataire est obligé ... d'user de l'exploitation louée comme un bon père de famille en la destinant à l'usage convenu ».

Art. 1563 : « Le locataire est responsable de la détérioration ou de la perte qui peut se produire sur l'exploitation louée à moins qu'il ne démontre son innocence ».

La loi de 1935 interdit les sous-locations. Elle fixe à quatre ans la durée minimum du contrat pour les exploitations qui se gèrent par cycle de cultures à quatre soles. En cas d'exploitation pastorale, la durée minimum est fixée à trois ans. Cette loi précise les droits et les devoirs du métayer.

La loi du 28 juin 1940 prévoit une durée minimum du contrat de cinq ans prolongeable de six ans quand la rente est supérieure à 5 000 pta. Le propriétaire ne peut pas refuser le droit à une prolongation sauf s'il veut exploiter directement ses terres ; la loi ne précise cependant pas la durée minimum de cette exploitation directe. Comme il y eut des excès, la loi du 18 mars 1944 précise que le propriétaire, pour faire valoir ses

39. Juan Martínez Alier : « La estabilidad del latifundismo ». Ruedo Ibérico, 1968, 611 p. Voir particulièrement les pp. 321 à 327.

Cet ouvrage présente le plus grand intérêt et concerne une région voisine des nôtres : la campiña de Córdoba.

40. L'excès de protection de l'exploitant peut entraîner des conséquences opposées au but recherché. Nombre de propriétaires hésitent à louer leurs terres. Dans le Limousin par exemple, le bas taux des fermages, lié à l'impossibilité pratique de récupérer la terre, entraîne beaucoup de propriétaires à reboiser ou même à laisser leurs terres en friche.

droits de reprise, doit apporter la preuve qu'il est à même d'exploiter directement et personnellement sa terre et qu'il réside près de son exploitation.

Ce sont quelques-unes des lois les plus anciennes. Certes, il y eut beaucoup de contrevenants et nombre de contrats ne sont pas écrits comme ceux des fermiers ou des métayers « précaires »[41]. Même dans ces cas-là, du moins à partir des années 60, les « précaristes » sont assurés d'avoir de la terre[42], y compris dans les périmètres irrigués : les seareiros ribatejans et les Valenciens ont toujours trouvé les terres qu'ils souhaitaient pour faire la culture de la tomate en Alentejo et en Estrémadure. Leur précarité avait même l'avantage de leur permettre de disposer sans cesse de terres neuves.

Que l'on prenne la question dans un sens ou dans un autre, il est peu justifiable de vouloir intégrer le faire-valoir indirect dans l'absentéisme. Ce qui est grave, c'est que son inclusion gonfle les statistiques qui sont reprises et colportées, sans critique, devant l'opinion mondiale par les techniciens et les journalistes. Dans notre définition de l'absentéisme, nous ne considérons comme tels que les propriétaires qui ont délégué leurs pouvoirs à un intendant rémunéré, c'est-à-dire à une personne étrangère à leur proche famille. Deux questions se posent alors : combien y a-t-il de propriétaires dans ce cas ?, l'absentéisme est-il toujours mauvais pour l'agriculture ?

Combien sont-ils ?

	Total propriétaires	*Nombre de résidents*	*Nbre d'absentéistes*	*% des absentéistes/ total*
Périm. irrigué du Caia [43]	34	27	2	6
Jerez de los Caballeros	65	30	9	13,8
Azuaga	44	21	11	27,5
Reguengos de Monsaraz (canton)	32	23	4	14,8
Lavre-Nossa Senhora do Bispo-Nª Sª da Vila	55	24	9	17,6

Dans le périmètre irrigué du Caia, sur 34 propriétaires, 20 résident sur place c'est-à-dire à Elvas ou à Campo Maior. Il y a, parmi ces 20 résidents, quatre cas où le capital foncier appartient à des familles dont une partie n'est plus résidente ; la gestion est assuré par un ou

41. La loi espagnole du 3 février 1881 définit la condition du « precarista » : c'est celui qui jouit de la terre d'autrui sans titre valable. Le « precarismo » vient de la tolérance du propriétaire et la précarité de sa condition vient de là.

42. Ce ne fut plus le cas, en Alentejo, après la réforme agraire.

43. Nous ne tenons pas compte, évidemment, des terres appartenant à la Estação de Melhoramento de Plantas et de celles de la Junta de Colonização Interna.

plusieurs frères et sœurs résidents. En ce qui concerne les sept grandes propriétés restantes, respectivement de 88,6 ha, 87,8 ha, 101,6 ha, 57,6 ha, 153,8 ha, 467,4 ha et 105,7 ha, cinq sont louées. Il reste donc deux absentéistes. L'un, José Gomes Palma, qui possédait 467,4 ha, faisait administrer son exploitation par un intendant ; son exploitation, comprenant 400 ha de rizières, est notoirement connue comme étant une des plus modernes de la région. Il reste une dernière exploitation de 101,6 ha sur laquelle nous n'avons aucune indication ; peut-être est-ce un latifundium.

Ainsi, même dans le cas où l'on a un authentique absentéiste dans le sens où nous l'entendons, cela n'implique pas nécessairement un désintéressement pour son exploitation. Dans l'immense majorité des cas, c'est le contraire qui se passe. Ou bien, il s'agit d'un achat de terre récent et le nouveau propriétaire, qui entend faire un bon investissement, peut ne pas se contenter de la simple plus-value de la terre [44] ; il peut être décidé à investir massivement pour gagner de l'argent. Ou bien, il s'agit d'une vieille famille qui vit traditionnellement du produit de la terre ; elle ne peut pas se permettre, sous peine de disparaître très rapidement en tant que propriétaire foncier, de rester les bras croisés. Souvent, un membre de la famille fait des études supérieures utiles : économie, agronomie ou études vétérinaires. Cela explique que ce sont souvent les exploitations appartenant à des propriétaires absentéistes, au sens où nous l'entendons, qui sont les plus dynamiques. C'était le cas, pour prendre un exemple bien connu dans tout le Portugal, des exploitations de la famille Melo, propriétaire de la C.U.F., dont la gestion était confiée à l'ingénieur Canelas. Il s'ensuit que souvent ce sont les exploitations-pilotes de la région, ce qui ne va pas sans surinvestissement et, parfois, sans désillusion.

Quoi qu'il en soit, il est infiniment préférable d'avoir à la tête d'une grande exploitation un administrateur efficace, rétribué en fonction des résultats obtenus, qu'un propriétaire dont les connaissances agronomiques sont incertaines. Dans ce cas, l'administrateur joue le rôle du P.D.G. dans une usine ou un grand établissement commercial où le ou les actionnaires ne sont pas sensés être des absentéistes. Dans une grande exploitation, l'administrateur prend les décisions importantes : il décide, par exemple, du moment le plus propice où doit être effectuée la couverture azotée, c'est lui qui tient la comptabilité ; dans certains cas, son rôle va au delà, il conseille le propriétaire dans la gestion générale de l'exploitation et oriente les investissements.

Aussi, nous ne sommes pas loin de partager l'avis de Juan Martínez Alier [45] qunad il affirme que l'absentéisme est un mythe. Son importance numérique, d'une part, est réduite ou très réduite ; d'autre part, ce n'est pas toujours un synonyme de désintéressement. En outre, certains pro-

44. Il n'est pas possible de spéculer sur une terre agricole comme certains le font sur les terres à bâtir à la périphérie des agglomérations ou dans certains sites : autour des plans d'eau, dans les stations de sports d'hiver, etc...

45. Juan Martínez Alier. Ouvr. cité, pp. 321 à 327.

priétaires sont absentéistes « malgré eux »[46] en raison du grand nombre d'exploitations qu'ils possèdent et qui sont disséminées. Nous pensons à certaines vieilles familles dont la propriété foncière est bien connue comme la famille du duc d'Albe ou celle de Bragance[47]. Nous pensons aussi à la fortune foncière, au Portugal, de Maria Faustina Simões Margiochi qui doit comprendre une dizaine de milliers d'hectares.

Certaines familles, nobles ou non, ont réussi à conserver une partie substantielle de leur patrimoine historique. Ce n'est pas le cas de toutes, loin s'en faut.

4 — *UNE GRANDE PROPRIETE ANCIENNE MAIS DE NOUVEAUX GRANDS PROPRIETAIRES*

S'il est certain que la grande propriété est très ancienne et remonte, au moins, à l'époque de la Reconquête[48], il est non moins sûr que l'on ne retrouve qu'un petit nombre des grandes familles originelles. La plupart des autres, si elles existent encore, ne possèdent plus que des bribes de leur fortune passée. Si le cadre de la grande propriété a évolué lentement, en se morcelant à mesure que la population augmentait, la classe des grands propriétaires s'est considérablement renouvelée.

	Nbre de propriétaires	*Propriétaires d'origine récente*	*% des propriétaires d'origine récente*
Périmètre irrigué du Caia	34	16	47
Jerez de los Caballeros	65	14	21.5
Azuaga	44	16	36,4
Reguengos de Monsaraz (canton)	32	15	46,9
Lavre — N.ª Sª do Bispo N.ª Sª da Vila	55	15	27,3

On peut donc affirmer qu'un grand nombre des fortunes foncières en Estrémadure et de celles qui existaient dans le Haut-Alentejo jusqu'à la réforme agraire, ont été constituées en une, deux ou trois générations. Ne citons que quelques cas célèbres dans la région : l'empire agro-industriel d'Iglesias dans la Tierra de Barros a été établi en une seule génération ; il en est de même pour Pelayo Moreno à Mérida. Dans le Haut-Alentejo, la plupart des grands propriétaires sont originaires de familles

46. Id., Ibid., p. 326.

47. C'est une fondation d'Etat qui possèdait, dans le Haut-Alentejo, quelque 18 000 ha.

48. Les Historiens se rejoignent pour affirmer que la grande propriété est née, dans le sud de la Péninsule Ibérique, en raison même de la rapidité de la Reconquête des derniers territoires occupés par les Arabes.

qui se sont enrichies après la chute de la monarchie en 1910. Dans le périmètre irrigué du Caia, parmi les grands propriétaires, deux seulement sur 22 sur lesquels nous avons des informations, sont issus de vieilles familles. Dans le canton d'Alter do Chão, une seule famille, les Caldeira Castel Branco, est ancienne. Une des plus grandes fortunes du Portugal d'avant le 25 avril, celle des Nunes Sequeira établis à Santo António dos Areais près de Marvão, est toute récente : en 1936, le père était un modeste employé dans les chemins de fer. Il s'enrichit pendant la guerre civile espagnole puis investit dans l'agriculture, le cinéma, l'industrie en Angola et au Brésil. La famille Trindade connut un succès similaire : le père commença comme cafetier puis passa dans le commerce du vin, enfin afferma des terres et en acheta. D'ailleurs, les plus belles maisons de Portalegre, celles qui ont un blason en particulier, appartiennent à ces nouveaux riches, exception faite de la demeure du marquis de Sampaio. Dans d'autres secteurs, la fortune de Mendes Calado à Alter do Chão est très récente ; le grand-père avait hérité d'une courela de quelques hectares au début de la République ; 40 ans plus tard, il était propriétaire de 5 000 hectares. La fortune de la famille du comte d'Ervideira à Evora est, elle aussi, nouvelle et date du grand-père qui était manœuvre ; le titre de noblesse a été acheté depuis peu. La fortune de Joaquim Grave d'Evora date de cette même époque. La famille Marques Ratão de Galveias, près de Ponte de Sor, menait, au début du siècle, un genre de vie proche de la mendicité allant de monte en monte ; quand mourut le grand-père en 1968, il laissa 8 000 hectares ; une grande partie de l'héritage alla à la commune et à l'hôpital da Santa Casa de Misericórdia. Des hommes comme l'ingénieur Canelas, sont partis de moins bas il est vrai (quand il entra dans la vie active, en 1965, il possédait 500 hectares ; dix ans plus tard, il contrôlait l'exploitation de 30 000 hectares). On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Le récit de l'ascension de quelques hommes est aussi intéressant que celui des grands capitaines d'industrie tout en ayant les mêmes inconvénients ; il s'agit d'hommes ayant eu un sort exceptionnel et il serait vain de vouloir prétendre que tout un chacun peut accéder à pareil destin. Nous avons choisi deux exemples : celui de l'ingénieur Prates Canelas, originaire d'une famille d'agriculteurs aisés et de petits commerçants de la région d'Evora et celui d'Iglesias, issu de la classe sociale la plus humble, dans la région d'Almendralejo.

Prates Canelas, ayant terminé ses études, entra dans la vie active en 1955 comme directeur d'une école de formation agricole professionnelle située à Benavila et dépendant de la fondation Abreu Calado. L'objectif de ce centre consistait à former des chefs d'exploitation et des contremaîtres. Cinq ans plus tard, il entre au service de la C.U.F. comme divulgateur et expérimentateur. Ayant fait trois voyages d'études aux Pays-Bas et après de nombreuses expériences, il constata qu'il était possible d'augmenter considérablement la production d'avoine en employant beaucoup d'azote. Très vite, il est chargé par la C.U.F. d'animer une exploitation-pilote et se voit confronté avec les vrais problèmes des agriculteurs. C'est en 1965, sans quitter la C.U.F., que Prates Canelas

se lance dans l'agriculture à son propre compte, sans machines et sans bétail ; il devient fermier sur des propriétés appartenant à la famille de sa femme, dans la région de Castro Verde. Sur des terres sèches et des sols C et D, il se contente d'établir un programme d'exploitation viable sans faire de gros investissements. Il utilise les techniques opérationnelles qu'il a eu le temps d'expérimenter. Trois ans plus tard, après avoir obtenu des résultats favorables, il est chargé par la C.U.F. d'assister des exploitations dites «accompagnées» dont il devient le gestionnaire.

A partir de là, nombre d'agriculteurs l'ont invité à créer avec eux des sociétés. S'associant avec plus de 50 exploitants, il devient rapidement le plus grand exploitant en culture sèche de tout l'Alentejo avec 25 000 hectares dans le Haut-Alentejo et 5 000 hectares dans le district de Beja. Ayant fait un voyage dans la vallée du Rhône, il se lance dans la culture fruitière sur les terrasses caillouteuses du Sorraia. Là, il crée un verger de pêchers de 500 hectares pour la consommation directe et pour la conserve. Immédiatement après, en association avec l'Etat et avec d'autres exploitants, il multiplie les vergers et les plantations. Par exemple, sur une ferme de 400 hectares à Arraiolos qui était presqu'à l'abandon en 1968, il plante des vergers de pêchers, de poiriers, de pommiers, de pruniers, d'amandiers et de vigne pour raisins de table sur 40 % de la surface et le reste est cultivé en céréales. Cette ferme devait donner un produit brut de dix milions d'escudos et employer 50 travailleurs permanents.

D'une activité incessante, il prit véritablement « possession » de la coopérative du Divor qui avait été construite pour fabriquer du concentré de tomate dans une région où on ne cultivait pas de tomates ; il changea les activités de cette coopérative, financièrement mal en point, en introduisant le décortiquage du riz et la conserverie des pêches.

Son succès provient de sa capacité à choisir et à former les hommes qui entrent à son service. Ses talents de vulgarisateur lui permirent de former rapidement les chefs d'exploitation dont il avait besoin. D'autre part, il sut habilement jouer la carte du développement économique en profitant au maximum des aides, crédits et subventions de l'Etat. Gestionnaire efficace, il rationalisa — à outrance ont dit certains — la production. Dans son souci permanent de diluer les charges structurelles par une culture continue et de comprimer les charges opérationnelles, il réduisit de façon draconienne le personnel, aussi bien celui d'administration (trois à quatre fois inférieur à celui des autres exploitations) que celui d'exécution. Pour cela, il a « foncé » dans ce qui était industrialisable en recourant massivement aux machines et au téléphone. Enfin, Prates Canelas sut réduire au maximum les risques climatiques en composant avec eux ; par contre, il prit un maximum de risques financiers en travaillant souvent sans aucune réserve et en oubliant la prudence capitaliste.

Ce vulgarisateur devenu entrepreneur fit des investissements énormes. Pour les seules quatre dernières années d'activité, de 1970 à 1974, il réussit à investir 28 millions d'escudos dans la pomiculture (dont 1,3 million de subventions et 8,6 millions de crédits d'Etat) et 4,5 millions

dans la céréaliculture. C'est dire qu'il réinvestissait immédiatement la totalité de ses bénéfices comme la presque totalité des exploitants agricoles le font.

La révolution d'avril 1974 le suprit en plein travail. Considéré comme un des latifundiaires les plus représentatifs, et comme un fasciste dangereux, il fut totalement exproprié.

Le cas d'Iglesias est à la fois plus simple et plus prestigieux. Né dans une famille des plus humbles, à la fin du siècle dernier, il commença sa vie active comme simple ouvrier agricole. Ne possédant absolument aucun capital, à la différence de Prates Canelas, il entra dans le petit commerce : seule activité permettant alors de s'élever quelque peu dans l'échelle sociale. Il dut tout alors à son extraordinaire habileté dans les relations humaines et brilla dans le commerce. Il acheta et vendit un peu de tout et se constitua un capital immédiatement investi dans la terre aux environs d'Almendralejo. Puis, il devint industriel dans les deux grands produits agricoles industrialisables : vin et olives. Maintenant, au soir de sa vie, il possède une des plus grandes fortunes de toute l'Estrémadure et ses intérêts dépassent largement cette région.

On peut distinguer deux phases dans le renouvellement de la classe des grands propriétaires. Du début de ce siècle jusqu'à 1960, ce fut une période favorable pour l'édification de fortunes foncières. Ce fut l'époque où les individus, de modeste ou très modeste origine, astucieux et courageux, purent faire fortune. Ceux qui cumulaient esprit d'initiative, capacité de travail et d'épargne purent saisir plusieurs occasions favorables. En Alentejo, ce fut d'abord la ruine de la noblesse consécutive à l'instauration de la République, puis ce fut la campagne du blé du gouvernement de Salazar [49] et l'édification des grands périmètres irrigués. Ceux qui ont le mieux réussi surent utiliser le crédit ou associer à leurs activités proprement agricoles une activité complémentaire comme le commerce. Ce furent les seareiros qui firent preuve de la plus grande perspicacité. Les plus doués économisèrent et devinrent rendeiros ; puis ils s'intégrèrent progressivement à la classe des moyens agriculteurs. Ces gens, issus du néant, se caractérisent par leur agressivité dans les affaires et leur mobilité. Sans cesse, ils sont à l'affût de la bonne affaire. Ils louent, achètent, relouent, se lancent dans de multiples activités para-agricoles et s'enrichissent de plus en plus vite. Pour des gens de cette valeur, la fortune appelle une fortune plus grande car ils ne connaissent pas le repos. Pour certains, leur fortune est si récente qu'ils n'ont pas abandonné les habitudes et le genre de vie d'un temps où ils étaient pauvres. Cela se voit à leurs mains, à leur visage et à mille petits gestes quotidiens.

Après 1960, aussi bien en Estrémadure qu'en Alentejo, de nouveaux propriétaires fonciers font leur apparition. Il s'agit de grandes sociétés urbaines, industrielles ou commerciales, qui cherchent à investir dans

49. La loi d'Elvino de Brito, à la fin du siècle dernier, a dû avoir des des conséquences similaires.

la terre. Ces sociétés ou ces riches entrepreneurs recherchent des propriétés supérieures à 500 hectares. Il ne se passe guère de semaine que l'on ne voie dans la presse madrilène, en particulier dans le quotidien A.B.C., une ou plusieurs annonces émanant d'acquéreurs de toute propriété supérieure à 500 hectares quel que soit le lieu ou la qualité de la terre. Aussi, en Estrémadure, plus une propriété est étendue plus l'hectare se paie cher. Ces sociétés cherchent à faire de bons placements. Elles utilisent la terre au mieux de leur intérêt ; sur les bonnes terres, elles créent des exploitations qui se veulent modèles et n'hésitent pas à employer des techniques de pointe en céréaliculture, élevage ou en agriculture irriguée. Sur les terres les plus pauvres, les plus accidentées, elles créent des chasses et les exploitent rationnellement.

Il y a donc eu un renouvellement incessant derrière l'écran, en apparence immuable, de la grande propriété. Dans ce va-et-vient incessant, il est difficile d'admettre que les capitaux n'ont circulé que dans un seul sens.

5 — *OU VA LA RENTE FONCIERE ?* [50]

Il ne nous est pas possible de traiter dans ce paragraphe du difficile problème du bilan entre l'entrée et la sortie de capitaux à l'échelle de la province. Nous pouvons esquiver les difficultés en enquêtant sur les biens immobiliers dont disposent les grands propriétaires en dehors de l'agriculture ou des industries agricoles ou para-agricoles. C'est pour cela que nous avons inséré ce problème dans le petit questionnaire.

Les résultats nous ont profondément surpris. Les voici :

	% des propriétaires ayant plus d'un appartement en ville ou d'autres biens immobiliers en dehors de l'agriculture et des industries agricoles
Jerez de los Caballeros	23,2 %
Azuaga	7,5
Reguengo de Monsaraz	33
Lavre — Nª Sª do Bispo	
Nª Sª da Vila	19,6
Elvas	22

50. La notion de rente foncière présente des ambiguïtés. R. Dugrand distingue, à juste titre, la « rente du sol » c'est-à-dire le produit de ce que le propriétaire recevrait s'il donnait sa terre en fermage et le « profit » que l'on peut tirer en exploitant la terre. Pour lui, la rente foncière ou le bénéfice est la somme de la rente du sol et du profit. R. Dugrand : « Villes et campagnes en Bas-Languedoc ». Paris, 1963, 638 p. Ouvr. cit., p. 125.

Souvent, l'acception rente foncière ne recouvre que la valeur théorique du fermage.

La plupart des grands propriétaires n'ont rien, absolument aucun autre bien immobilier, en dehors de leurs terres et de leur maison dans le bourg ou la petite ville locale. Pour la plupart des autres, leurs biens ne consistent qu'en un appartement acheté dans la ville universitaire la plus proche, Madrid, Lisbonne ou Séville, quand l'aîné de leurs enfants est arrivé à l'âge de faire des études supérieures. 5 à 10 % seulement des grands propriétaires, ce sont les plus riches, ont investi ailleurs, dans un autre pays, le Brésil pour les Alentejans. L'immense majorité des propriétaires ont exclusivement investi dans la terre ou dans des industries dérivées : cardage et peignage de la laine, moulins, industries du bois, conserveries de tomates, etc...

Quand est venu le 25 avril au Portugal, nombre de très grands propriétaires étaient endettés pour avoir massivement investi sur leurs terres, d'autres étaient en train de négocier l'achat de nouvelles terres, d'autres avaient déjà versé des arrhes. Quand survint l'occupation des terres, beaucoup de propriétaires se sont trouvés complètement démunis. C'est alors que des ventes massives de mobilier, pour continuer à vivre, ont été effectuées. Quelques propriétaires, rares il est vrai, ont même perdu leur unique maison d'habitation qui se trouvait sur leur exploitation et sont obligés de résider chez des amis [51].

Nous sommes maintenant à même de répondre à la question de savoir si la grande exploitation extremeña et alentejane est latifundiaire, et de le faire par la négative. Nous comprenons bien les motivations de P. George quand il dit que « des formes latifundiaires améliorées apparaissent en Europe méditerranéenne » [52]. Mais alors, comment se fait-il que tant d'éminents spécialistes puissent prétendre le contraire ? Nous pensons que cela s'explique très bien et que leur erreur d'appréciation provient de plusieurs raisons.

La première vient du fait que l'on ne peut manquer d'être choqué par les inégalités sociales qui sont partout présentes dans les campagnes et qui n'ont pas été effacées par un mieux-être général. Si la société n'est pas bloquée, si elle est au contraire ouverte, elle n'en est pas moins très dure. S'il y a un élément exact dans la définition d'Henrique de Barros, c'est bien celui se référant à la « repartition fortement asymétrique du rendement social-agricole » [53]. Le comportement de nombreux grands propriétaires, surtout de ceux d'origine récente, n'a pas peu contribué aux évènements postérieurs au 25 avril en Alentejo. A partir de la réalité de ces disparités sociales, beaucoup ont parlé de blocages de tous ordres même après que la situation se fût complètement débloquée avec l'exode rural et la mécanisation [54] et que le progrès économique

51. La maison d'habitation n'a pas été occupée mais les propriétaires ne peuvent plus y résider dans des conditions normales. Ceux qui subissent cette mésaventure sont appelés les « retornados do Alentejo ».
52. P. George. Dictionnaire, p. 251.
53. Henrique de Barros : « Latifúndio, cultura intensiva ... », p. 13.
54. Sur l'antériorité de l'un ou l'autre de ces phénomènes, voir p. 707.

général ait complètement bouleversé les conditions de vie dans les campagnes extremeñas et alentejanes.

Pour une autre part, cette appréciation provient de concepts erronés qui sont largement répandus. Le plus grave vient du fait que l'on prend pour point de comparaison l'agriculture dans l'Europe humide qui a accompli sa première révolution agricole dès le XIXème siècle. Il est difficile de faire comprendre une évidence : si cette révolution agricole n'a pas touché le monde méditerranéen, ce n'est pas en raison de la présence d'une classe de latifundiaires mais parce que les recettes utilisées n'ont pas pu être transposées. Rien n'est plus injuste que de prétendre que le Portugal du sud a un siècle de retard car il y a toujours des jachères, lesquelles ont disparu depuis un siècle dans les pays de l'Europe humide. Aujourd'hui encore, nulle solution définitive n'a été apportée au problème des fourrages en agriculture sèche dans le monde méditerranéen. C'est dire que l'on surestime largement les potentialités du milieu méditerranéen qui est rude, surtout quand il est teinté de continentalité. La surestimation des potentialités du sud-ouest ibérique est le fait aussi de certains techniciens étrangers à cette région. Cela est très net en Alentejo où un grand nombre de techniciens et d'ingénieurs agronomes sont originaires de Lisbonne ou du nord du pays, Minho et Trás-os-Montes. Là, on a deux types de terroirs : ceux des montagnes et ceux de la vallée. La vallée, où se trouvent alluvions et colluvions, avec ses surfaces planes est riche. Or, l'Alentejo donne l'impression d'être plat, donc riche. Alors que les hommes du nord se donnent le plus grand mal pour irriguer et produire légumes et fruits, l'Alentejo donne l'impression d'être sous-utilisé. Pourquoi ne pas y faire de l'agriculture irriguée ? Pourquoi laisse-t-on perdre l'eau, ce qui est considéré comme un crime dans le nord ? On ne tient pas compte non plus du fait qu'au nord, on a une petite agriculture familiale basée sur l'autoconsommation alors qu'en Alentejo, on a une agriculture commerciale où tous les facteurs de production doivent être comptabilisés, le travail en particuier.

On se trompe largement aussi sur la psychologie humaine en général. Pour justifier le caractère latifundiaire de l'agriculture du sud ibérique, on met sans cesse en avant le fait que les grands propriétaires, nés riches, n'ont pas besoin de travailler en raison même de leur richesse. Pourquoi se « casseraient-ils la tête » pour adopter un nouvel assolement alors que la rente foncière leur permet de vivre sans effort et sans souci ? C'est bien mal connaître la nature humaine et les réalités. En effet, si tous les cas existent, si l'on peut rencontrer toutes les exceptions, jamais il n'a pu être mis en évidence une relation entre la richesse, ou la pauvreté, et la quantité de travail fourni. Il n'est pas possible d'affirmer que le travail fourni est inversement proportionnel à la richesse. Certes, il existe des riches, et pas seulement des propriétaires fonciers, qui ne sont pas portés à l'effort ; mais, ce n'est pas spécifique de leur classe.

C'est méconnaître les réalités car, nous l'avons vu, on ne peut pas constater, au moins tout au long de ce siècle, de stabilité sociale. On a assisté à l'édification incessante de fortunes spectaculaires. Plus silen-

cieux a été l'effacement de ceux qui ont cru que l'effort leur serait épargné du fait de leur naissance. Deux proverbes extremeños, bien connus, sont significatifs à cet égard et se passent de commentaires :

Padres comerciantes	Le père dans le commerce
Hijo caballero	Le fils dans la noblesse
Nieto pordiocero	Le petit-fils dans la bassesse
El abuelo conde	Le grand-père est comte
El hijo vizconde	Le fils vicomte
El nieto se esconde	Le petit-fils se cache de honte

Beaucoup de déclassements sociaux sont, le temps d'une génération, masqués par l'obtention d'un travail dans le secteur tertiaire. Nombre de fils de famille complètement incapables, végètent dans les bureaux les plus divers, en particulier ceux concernant le développement agricole. Leurs enfants sont réduits à la condition d'un Espagnol ou d'un Portugais moyen, la fortune familiale ayant été vite dilapidée.

Aussi, nous ne pouvons pas croire, par opposition à B. Roux, qu'il soit « dans la nature historique et sociale de ces propriétaires d'être des rentiers »[55]. Si cela était, ils auraient vite disparu, comme tant de propriétaires qui l'ont cru, de leur classe. Nous croyons encore moins que l'on puisse devenir latifundiaire « malgré soi »[56]. Nul ne peut prétendre sans risque, répétons-le, se dispenser de travail. Celui-ci ne conduit pas nécessairement à la richesse mais c'est un préalable nécessaire pour l'acquérir ou pour la conserver. Même dans le sud-ouest ibérique, il existe, en quelque sorte, une certaine justice immanente. Dans ces régions non industrialisées, des fortunes foncières se sont édifiées exactement comme l'ont été les empires industriels dans les pays développés. Evidemment, seul un petit nombre, mais provenant des couches populaires, a pu accéder à la fortune. Ces nouveaux riches se sont simplement substitués aux anciens propriétaires terriens, souvent d'origine aristocratique. Ces nouveaux propriétaires doivent être considérés comme des entrepreneurs à part entière y compris s'ils ont, comme la bourgeoisie au XIXème siècle, adopté certains goûts de l'ancienne aristocratie : goût pour le cheval et pour la chasse[57].

Enfin, l'idée que la grande exploitation est latifundiaire repose sur des concepts dépassés ou des schémas préconçus. Jusqu'à la dernière guerre mondiale, l'exploitation familiale, c'est-à-dire directe et personnelle, telle qu'elle se présente dans l'Europe humide était considérée comme supérieure. Dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, l'exploitation familiale est présentée par tous les partis, à une exception près,

55. B. Roux. Mélanges de la Casa de Velázquez, p. 524.
56. Henrique de Barros : « Latifúndio, cultuira intensiva ... », p. 24. En français dans le texte.
57. Certains nouveaux riches ont acheté des titres de noblesse. Juan Martínez Alier constate la même évolution dans la Campiña de Córdoba.

comme l'idéal à atteindre[58] et l'on regrette amèrement l'absence d'une révolution du type de celle de 1789[59]. La structure de production familiale présente des avantages mais aussi de graves inconvénients. Partout, en Europe humide, un des thèmes essentiels est celui de l'élargissement des structures d'exploitation. Or, précisément, la grande exploitation n'a pas ce problème. Cependant, on continue à la stigmatiser même si elle est très moderne et, surtout, si elle exploite rationnellement la chasse. On continue à lui préférer l'exploitation familiale. Jamais on n'a admis l'agriculture commerciale avec administrateurs. De plus, par analogie à des cas extrêmes, on étend à l'ensemble d'une classe des caractères et un genre de vie propres à quelques familes. La classe des grands propriétaires, possédant 300 à 500 hectares en culture sèche, ne peut avoir le même genre de vie que celui qui en possède 5 000 ou 10 000. Posséder 500 hectares dans les Villuercas implique l'adoption d'une exploitation de type familial où le propriétaire prend en main le travail directif et opérationnel ; il n'est pas sûr de trouver un seul salarié agricole pour lui venir en aide. Son genre de vie est très proche de celui du propriétaire possédant 50 hectares de barros. Dans tous les cas, un propriétaire de 500 hectares de montado est humainement beaucoup plus près de celui qui en possède 50 que de celui qui en a 5 000 Beaucoup de fermiers, en irrigué par exemple, sont infiniment plus riches que lui. C'est pour cela qu'un grand nombre de ceux qui sont considérés comme des grands propriétaires ont les mêmes difficultés que les petits et en sont effectivement solidaires.

Dans tous les cas, en oubliant les réalités nouvelles survenues dans les deux dernières décennies, il est commode de transposer les réalités anciennes au temps présent. Est-ce à dire que la grande exploitation était latifundiaire ?

B - LA GRANDE EXPLOITATION EXTREMENA ET ALENTEJANE ETAIT-ELLE LATIFUNDIAIRE ?

Elle l'était par certains aspects. Le principal provient certainement de la domination effective de la classe sociale disposant de la terre, et détenant de ce fait le monopole du travail puisqu'aucune autre alternative n'existait. Même en nuançant quelque peu ce qui précède — il y a toujours eu un peu d'émigration — les disparités sociales portaient en elles des relents de pouvoir seigneurial et les germes de possibles révolutions.

Par contre, il n'est pas aussi sûr qu'il a été dit et répété que ces exploitations étaient mal mises en valeur. L'environnement économique exigeait une quasi autarcie. Herdades et dehesas répondaient bien au

58. Cela reste vrai même s'il convient de nuancer cette affirmation.
59. C'est le cas de l'économiste Ramón Tamanes. Cf. « Introdución a la economía española ».

dicton populaire qui voulait qu'une exploitation « était d'autant meilleure que ses productions étaient plus variées ». La seule production qui était censée manquer était le sel. L'autarcie allait très bien. Le bétail était alimenté complètement sur l'exploitation sans apport d'aliments extérieurs. Il en était de même pour l'alimentation humaine ; aussi, y compris sur les sols les plus pauvres, chaque exploitant tenait à cultiver des céréales et à avoir une olivette. Toute la traction était animale et l'on s'arrangeait pour que les bêtes de somme travaillent toute l'année sans interruption. L'année agricole commençait avec les semailles puis les animaux de trait faisaient les travaux de l'alqueive qui duraient jusqu'à la fin du printemps. Entre temps, il fallait pourvoir aux différents transports. Au début de l'été, on devait exécuter les moissons et enlever puis battre la récolte. Bref, un bon administrateur s'arrangeait pour faire travailler toute l'année les animaux de trait puisqu'ils mangeaient tous les jours une partie de ce qu'ils contribuaient à produire. C'est dire qu'autrefois les mouvements de capitaux étaient internes ; leur déplacement se faisait essentiellement à l'intérieur même de l'exploitation et le système de paiement des travailleurs faisait largement appel aux rétributions en nature pour éviter les sorties d'argent ; il s'agissait des « excusas » et des « comedorias ». Les frais essentiels provenaient de quelques travaux saisonniers comme la moisson, le ramassage des olives ou le tirage du liège. Les travailleurs temporaires recevaient aussi une partie de leur salaire en nature et logeaient sur place. On limitait donc les débours au maximum. Dans la mesure où la production était locale, on croyait que cela ne coûtait rien. On distinguait mal le manque à gagner et la dépense d'argent. Dans la herdade ou la dehesa, on essayait d'intensifier au maximum et d'obtenir sur la même terre deux récoltes ; c'est pour cela que l'on cultivait les olivettes et que l'on laissait le bétail pâturer dans les vignes. Le montado, avec ses trois productions, était considéré comme idéal. Aujourd'hui, la réussite d'une exploitation vient de l'esprit d'entreprise de l'exploitant. Autrefois, cet esprit d'entreprise existait aussi ; seulement il était différent. On avait moins de moyens mais on essayait de les utiliser au mieux. L'autarcie n'était jamais totale. Il y avait toujours quelque chose à vendre : viande, céréales, liège, huile et tous les excédents.

Avant la mécanisation, la grande exploitation était caractérisée par la disproportion existant entre le capital foncier et le capital d'exploitation. Mais, cela n'était pas spécifique de ce type d'exploitation ; dans l'Europe humide, l'agriculture n'a commencé à s'équiper en tracteurs et machines lourdes qu'à partir des années 50. Jusqu'alors, dans tous les types d'agriculture de l'Europe occidentale, l'accès à la propriété foncière conférait l'indépendance. D'un point de vue social, la petite exploitation familiale basée sur la propriété de la terre était plus satisfaisante. Mais, la différence, du point de vue économique, n'était peut-être pas aussi grande qu'il a été dit. L'agriculture familiale souffrait aussi du sous-emploi saisonnier même si l'on peut penser que le facteur travail y était mieux employé.

Enfin, les blocages n'ont pas été aussi puissants qu'on l'a affirmé. A posteriori, on ne peut pas manquer d'être surpris de l'aisance avec laquelle la grande propriété est passée d'un monde dans un autre. Ce passage d'une agriculture à base de travail manuel, dans une Ibérie sous-développée, à une agriculture moderne, qui cherche ses modèles aux Etats-Unis ou en Australie, n'a pu se faire sans atouts.

C - AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE LA GRANDE EXPLOITATION PRIVEE

Même les opposants les plus déterminés à la grande exploitation [60] finissent par convenir que les structures foncières des régions de grande propriété sont favorables, au moins dans la Péninsule Ibérique, à la modernisation de l'agriculture. Les formations politiques libérales ont abandonné l'idée d'une réforme agraire fondée sur le « partagisme » et seuls les partis politiques d'inspiration marxiste prônent encore une réforme agraire mais avec la constitution de vastes domaines exploités collectivement comme c'est le cas actuellement en Alentejo. En tout cas, l'espace est un atout certain et la dimension spatiale de la grande exploitation privée est, en soi, un avantage. Le seuil spatial définissant la grande exploitation est difficile à préciser. Disons simplement que la dimension d'une exploitation est fonction de la capacité de gestion de son chef ; à la limite, certains gèrent très bien 500 hectares et d'autres assez mal 50 hectares.

Les avantages et les inconvénients de la grande exploitation privée découlent de sa sensibilité aux problèmes de rentabilité. Cette sensibilité provient du fait qu'elle doit rétribuer la totalité des facteurs de production, y compris, et surtout, la main-d'œuvre. Dans ce sens, elle est plus fragile que l'exploitation familiale qui incorpore le plus naturellement du monde l'augmentation des charges salariales puisqu'elle ne rémunère ni le travail directif ni le travail exécutif. En conséquence, la grande exploitation ne peut rester figée, sous peine de mort, se doit d'aller de l'avant et de composer sans cesse avec les réajustements qui s'imposent. Certes, beaucoup d'exploitants subissent cette dure évolution qu'ils n'ont pas voulue mais les meilleurs la précèdent.

Condamnée à la rentabilité, la grande exploitation se doit de coller aux sollicitations du marché et d'innover. Disposant de moyens et aimant voyager, le grand exploitant du sud-ouest de la Péninsule Ibérique détient des atouts décisifs sur le petit exploitant qui n'a guère de moyens

60. Par exemple, B. Roux : Pour lui, dans la Sierra de Aracena, le fait de disposer de vastes surfaces est un des rares atouts dont disposent les exploitants pour se moderniser. Cet auteur considère que « pour assurer la reproduction des moyens de production » il faut disposer d'« environ 500 à 550 ha ». Cf. La crise de l'élevage extensif traditionnel dans les sierras de l'Andalousie occidentale. Ouvr. cité, p. 143.

de sortir de son isolement. Et, de fait, aussi bien en Estrémadure qu'en Alentejo, la grande exploitation a été souvent à l'origine du progrès agricole. C'est à l'intérieur de la classe sociale des grands exploitants qu'il faut chercher les animateurs des campagnes et les innovateurs ; les services officiels n'ont pas toujours complètement rempli la tâche que l'on attendait d'eux. Le rôle des grands exploitants dans la dynamique de l'agriculture est particulièrement clair en Alentejo. Ainsi, les premières importations de bétail sélectionné de race charolaise furent faites, il y a une quarantaine d'années, par Diogo Maldonado Passanha, éleveur à Ferreira do Alentejo. Les premières importations de brebis mérinos précoces furent effectuées par un éleveur ribatejan Luísa Infanta da Câmara. Il n'est guère d'aspects, en ce qui concerne l'amélioration de l'élevage, qui ne doivent à la contribution décisive d'un grand éleveur du sud du Portugal. Très nombreux furent les prix enlevés par les éleveurs alentejans et extremeños dans les concours internationaux et souvent à partir de bétail importé.

Les initiatives sont prises dans tous les domaines car ces grands exploitants voyagent en France, aux Pays-Bas, en Australie, en Afrique du sud, aux Etats-Unis, en Israël, etc... et suivent avec assiduité les grandes foires agricoles internationales comme celle de Paris. Ils reviennent avec des idées et des machines. Ils sont pratiquement les seuls à pouvoir acheter des machines coûteuses ou investir des capitaux importants comme pour l'irrigation par aspersion ou l'achat de matériel saisonnier qui ne peut pas être loué comme les vendangeuses [61]. Très souvent, ces grands exploitants font eux-mêmes leurs propres expériences, en avance ou parallèlement aux recherches menées par les organismes officiels. Ils dépensent ainsi des sommes considérables et les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances : nombre de semences importées ou de bétail acheté à l'étranger n'ont donné aucun résultat. Cette volonté d'aller chercher des modèles à l'étranger et d'importer, à tout prix, les techniques étrangères s'explique, en partie, par le sentiment de culpabilité provenant de la comparaison en faveur de pays étrangers [62]. Mais, les échecs sont particulièrement pernicieux et ont souvent provoqué le découragement.

Il n'est pas jusqu'au mouvement coopératif en faveur duquel les grands exploitants n'aient pris des initiatives plus ou moins heureuses. Ils sont à l'origine de la plupart des caves-coopératives alentejanes qui se sont créées avant le 25 avril. Il y a une trentaine d'années seulement, le vin était fabriqué dans de mauvaises conditions ; cela a complètement changé et les petits viticulteurs ont adhéré en masse à ces coopératives.

61. Il y a peu de temps encore, il était possible de louer toutes les machines même les avions ; mais, là encore, il est plus facile d'opérer sur de vastes surfaces.

62. Ces pays étrangers sont souvent, en partie ou en totalité, situés en dehors du milieu méditerranéen et les comparaisons n'ont pas grande signification.

En somme, le plus grand avantage de la grande propriété est de laisser les coudées franches aux entrepreneurs et d'empêcher la sclérose de la classe sociale supérieure ; de cela provient la grande mobilité et le renouvellement du contenu humain de la classe sociale des grands exploitants.

Mais, la grande exploitation a les inconvénients de ses avantages. L'inconvénient le plus grave est certainement celui des disparités sociales. Elles ont été très grandes. Elles se sont considérablement réduites dans les quinze dernières années. Cela a créé et continue d'engendrer des tensions sociales incontestables qu'il ne convient ni de minimiser ni d'exagérer. Ces tensions ont été analysées souvent [63] et proviennent du plus grave inconvénient du capitalisme qui a toujours tendance à tomber dans un excès de libéralisme en s'en tenant strictement à la loi de l'offre et de la demande. L'excès provient surtout de ce que l'on a appliqué sans nuances cette loi à la main-d'œuvre. Ainsi, quand celle-ci était abondante, le travail s'en trouvait dévalorisé. Inversement, dans le début des années 70, des excès inverses sont apparus qui ont mis en difficulté certaines exploitations.

Mais, les tensions ne se réduisent pas à des antagonismes entre salariés et microfundiaires d'une part, et grands exploitants de l'autre ; il faut ajouter ceux qui existent entre les grands exploitants et les cadres intellectuels (techniques et autres) qui sont, souvent et paradoxalement, originaires de cette classe sociale et ont œuvré — même sous le régime de Salazar et de Franco — contre la grande exploitation. Nombre de ces cadres ont souhaité [64] et souhaitent encore la réforme agraire libérale ou révolutionnaire, selon leurs propres convictions politiques, pour faire disparaître les inégalités sociales. D'autres sont plus prudents et font observer qu'un bouleversement peut apporter plus d'inconvénients que d'avantages. Aussi, certains voudraient-ils agir seulement par le biais de la fiscalité ; ce n'est pas facile puisque chaque exploitation est un cas particulier et chaque année agricole est différente de la précédente. Il faudrait trouver une imposition équitable qui draine suffisamment de fonds vers les secteurs sociaux sans nuire aux entreprises ni enfermer les entrepreneurs dans un carcan de règlements décourageants. Mais, tout cela constitue un problème non géographique que nous n'avons pas la prétention de résoudre. Un progrès serait fait si les grands exploitants avaient tous une bonne comptabilité.

Les avantages de la grande exploitation privée sont considérables. Les inconvénients sont importants. D'autres structures de production, en particulier l'exploitation familiale, existent traditionnellement dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique ; elles possèdent aussi leurs avantages et leurs inconvénients. Ces exploitations sont surtout représentées par des microfundiums.

63. Par E. Malefakis, par exemple.

64. Au Portugal, un grand nombre a changé d'avis après la réforme agraire révolutionnaire.

CHAPITRE SECOND

L'AVENIR DU MICROFUNDIUM. Y A-T-IL UNE PLACE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE ?

L'avenir du microfundium apparaît sombre. C'est le microfundium qui a, pour une large part, alimenté l'exode rural massif des années 60 et du début des années 70. La classe des microfundiaires, non-propriétaires en culture sèche, qui étaient très nombreux, se réduit rapidement. Les microfundiums en culture irriguée qui devaient permettre le développement d'une paysannerie ne semblent plus devoir remplir le rôle qui leur était imparti. Aussi, à terme, la classe sociale des microfundiaires apparaît-elle comme menacée car le type d'agriculture qu'elle met en œuvre n'est satisfaisant ni sur le plan humain ni économiquement ; il semble qu'aucune ascension sociale ne soit possible à partir de cette structure. Plus que jamais, dans le cadre des structures d'exploitation traditionnelles, on ressent le hiatus existant entre le microfundium et la grande exploitation et la difficulté de créer une classe intermédiaire. En dehors d'une élite étroite, le microfundiaire doit subir son sort ou émigrer.

Pourtant, il convient de nuancer quelque peu cette idée générale car le microfundium, en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, a pu, dans certaines conditions précises, assurer une ascension sociale et engendrer des exploitations humainement satisfaisantes. Ceci a existé dans deux cas : sur les terres très riches comme les barros et quand il était possible de cultiver de la vigne. A plus forte raison, la situation se présentait encore plus favorablement quand il était permis de planter des vignes sur barros.

Sur tous les barros, nous avons de la moyenne exploitation issue du microfundium et des microfundiums encore vivants en culture sèche. Nous avons vu combien étaient étranges les structures de propriété de la campiña de Azuaga en raison même de l'absence des très grandes propriétés et du pullulement de celles ayant de 20 à 200 hectares. Ceci s'explique en partie par le fait que les grands domaines mis en vente après la guerre civile ont été divisés et achetés par des microfundiaires qui disposaient de liquidités suffisantes pour s'en porter acquéreurs. Or, il s'agissait de microfundiaires céréaliculteurs. Ils avaient déjà franchi le seuil de capitalisation et pouvaient échapper au sort miserable de la

plupart des autres microfundiaires. Tout ceci ne fut possible que grâce à la richesse des barros qui permettaient des assolements autrement plus intensifs que sur les autres sols et assuraient des récoltes bien plus abondantes et surtout régulières. Les autres microfundiaires tombaient, à la première ou seconde mauvaise récolte, dans les griffes des usuriers qui abondaient il y a seulement 30 ans.

La vigne représentait une autre possibilité d'ascension sociale surtout dans les exploitations installées sur barros. Là, les microfundiaires pouvaient, quand ils n'avaient pas le droit de tout cultiver en vigne, avoir des céréales, des oliviers et des figuiers ; ils pouvaient espérer devenir, par la suite, des viticulteurs à temps plein. Dans la Tierra de Barros, le contrat de la rabassa morta vint encore s'ajouter aux atouts que détenaient déjà les microfundiaires. Nous avons vu quelle fut l'origine du complant vigne-olivier dans cette région ; or, le petit exploitant était appelé « rabassaire » car il bénéficiait, comme en Catalogne, des avantages de la rabassa morta. Rappelons les caractères de ce curieux contrat : la terre est cédée pour un délai déterminé, 20 ou 25 ans dans la Tierra de Barros, ce qui correspond à la vie d'une vigne complantée d'oliviers ; le rabassaire paye pendant ce temps une rente très faible, voire symbolique, et abandonne la terre à la fin du contrat. Ceci était particulièrement avantageux pour le microfundiaire relativement aux autres contrats. En effet, les contrats normaux de fermage étaient conclus pour une période très courte, de un à cinq ans, et le fermier devait payer une rente proportionnelle aux bénéfices de l'exploitation. Dans le cas de la rabassa morta, le microfundiaire bénéficie d'un contrat de fermage de longue durée en raison même de la physiologie de la vigne. Et même, dans bien des cas, le contrat ne prévoyait pas de délai précis si bien que les termes en étaient reconduits pour une nouvelle période de 25 années. Par sa longueur, la rabassa morta n'est qu'une modalité du cens emphytéotique et pouvait se diviser entre les enfants de l'exploitant sans que la propriété le fût[2]. De plus, l'exploitant microfundiaire ne payait qu'une rente modique et fixe appelée « cens »[3] ou « canon » qui n'était que la reconnaissance de l'existence de la propriété éminente pendant le temps du contrat. En fait, la véritable rente n'était payée qu'en travail et correspondait seulement à la création et à l'entretien de l'olivette pendant les 25 ou 30 premières années, au moment où la production de la vigne commence à décliner. Tous ces avantages, exceptionnels en Estrémadure et dans tout le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, permirent au rabassaire de devenir « canguerete » figure désormais classique de la Tierra de Barros. Le « canguerete » s'apparente au yuntero

1. En Catalogne, la rabassa morta porte sur des vignes seules.
2. Cette modalité vint, dans la Tierra de Barros, combler un vide que d'autres pays ont bouché par la notion de « Biens ou Patrimoine familial ».
3. Le cens est une cession qui se fait pour une durée infiniment plus longue que le simple fermage. En Espagne, on a aussi les « censos vitalicios »., à vie donc, dont la rente n'est pas fonction des bénéfices mais sert de reconnaissance de propriété.

dans la mesure où il dispose des outils de travail avec sa « canga » de mules. Mais, travaillant la vigne sur des barros, il put, à force de travail, année après année, génération après génération, devenir petit, moyen et grand propriétaire. C'est pour cela que la quasi totalité des terres autour d'Almendralejo appartiennent à des propriétaires résidant sur place et que la plupart des grands propriétaires actuels ont des ancêtres rabassaires[4]. La chance de se trouver sur des barros et de pouvoir cultiver la vigne permit à cette classe sociale de vivre non seulement décemment mais même d'accumuler le capital ; en un mot, barros et vigne sont à l'origine de la plus spectaculaire ascension sociale qui ait existé sur tout le territoire que nous étudions. Dans ce cas bien précis, il est possible de dégager une sorte de déterminisme entre nature du sol et possibilité de s'enrichir.

Aujourd'hui, rares sont les systèmes de production agricole qui permettent aux microfundiaires de franchir le seuil de capitalisation. En général, malgré leur main-d'œuvre familiale, ces structures d'exploitation sont fragiles surtout parce qu'elles manquent de réserves. Une seule mauvaise année gonfle le flot de l'exode rural. Les difficultés du marché dues à la surproduction deviennent immédiatement intolérables ; en effet, par opposition à la grande exploitation, le microfundium n'a pas la possibilité — ou très peu — de jouer sur les coûts de production pour faire face à l'adversité et attendre des jours meilleurs ; il ne bénéficie pas de la véritable soupape de sécurité qu'est l'extensification. Celle-ci, en structure microfundiaire, est mortelle car la vocation du microfundium est de produire beaucoup par unité de surface. Aussi, seuls les microfundiaires qui savent ou peuvent s'adapter au marché et au milieu ont un avenir. Ils sont peu nombreux.

Les vieilles recettes en culture sèche sur barros sont devenues caduques. Il est difficile de vivre sur quelques hectares de céréales. La formule de la rabassa morta est en train de disparaître. Déjà, en 1935, lors de la publication de la loi sur les fermages[5], le législateur s'était interrogé pour savoir s'il fallait faire bénéficier ce type de contrat des nouvelles dispositions. Après avoir beaucoup hésité, le Tribunal Suprême déclara que la « cesión » de terre pour la plantation de vignes ou la création du complant vigne-oliviers n'était pas un fermage ordinaire mais un « cens » et qu'elle ne pouvait bénéficier des dispositions concernant le renouvellement forcé des contrats. Cependant, pour éviter que les rabassaires ne soient évincés à la fin de leur contrat, on promut le loi du 18 décembre 1946 qui dit que, à la fin du contrat de rabassa morta, il est possible pour un viticulteur de le transformer en contrat de fermage moyennant le paiement d'une rente au propriétaire. Le nouveau contrat jouit alors de la protection de la loi sur les fermages régularisée par le règlement de 1959 ; il est alors impossible d'évincer le fermier à moins

4. Les propriétés de 75 à 300 ha sont constituées de pièces et de morceaux car les parcelles ont été achetées au hasard des ventes.
5. Ley de Arrendamientos Rústicos.

que le propriétaire ne désire exploiter, directement et personnellement, ses terres.

Ainsi, la rabassa morta est en train de s'éteindre pour plusieurs raisons à la fois juridiques et économiques. En permettant la transformation de la rabassa morta en fermage ordinaire, les propriétaires n'ont plus cédé de nouvelles terres de peur de ne plus pouvoir les récupérer à la fin du contrat. Les propriétaires préfèrent la solution du métayage ; le métayage, en général, suppose l'existence d'une vigne en production et le partage du fruit ; de plus, le métayage est une forme de contrat personnel qui s'éteint avec la mort du métayer. Aussi, quand ils l'ont pu, les propriétaires ont préféré passer du contrat de rabassa morta au métayage qui dispose d'un statut juridique propre. La relation coût du travail — bénéfice net incite les propriétaires à prendre un métayer et, déjà, nombreux sont les cangueretes qui en disposent. Mais, c'est une solution qui n'est jamais parfaite, ne serait-ce que parce que le métayer n'apporte pas aux vignes les soins que le propriétaire désirerait. Par ailleurs, les nouvelles terres à planter se reduisent sans cesse de même que les éventuels rabassaires. Autrefois, ceux-ci obtenaient des terres incultes, à charge pour eux de les planter en oliviers et en vignes. Ces terres ont disparu de la Tierra de Barros à l'exception de quelques-unes sur les marges. Mais, les anciens rabassaires et leurs enfants sont devenus propriétaires et travaillent en faire-valoir direct sans avoir besoin d'aller chercher de nouvelles terres à défricher. Enfin, il apparaît de plus en plus que le complant comporte plus d'inconvénients que d'avantages ; avec les nouvelles techniques, il est désormais préférable de dissocier vigne et olivier. De toute façon, comme la vigne donne plus de bénéfice, elle a tendance à remplacer toutes les autres plantes y compris les oliviers. Dans une certaine mesure, le complant devient une solution technique valable uniquement dans les campagnes surpeuplées et se trouve condamné par le progrès : les formes qui en sont proches sont sur la défensive, comme dans le Minho, en régression, comme dans la Tierra de Barros et la Toscane[6], ou ont déjà disparu, comme les joualles d'Aquitaine.

Les microfundiaires ne peuvent plus compter sur les solutions traditionnelles pour se tirer d'affaire. De tous les types de microfundiums que nous avons étudiés, seuls ceux qui sont spécialisés dans une activité particulièrement rentable peuvent devenir indépendants et améliorer leur sort : c'est le cas des producteurs de fraises et de cerises et, dans une moindre mesure, de ceux produisant du lait, du tabac ou les rares fruits et légumes facilement vendables. Les premiers sont apparemment les plus solides car ces fruits, fraises et cerises, sont difficilement mécanisables[7] et les charges en main-d'œuvre sont telles que la concurrence de

6. A. Melelli, R. Perari : « Le développement du vignoble spécialisé dans la région ombrienne ». Geographia Polonica. 38. 1978, pp. 193 à 205.

7. Des machines existent déjà pour récolter les fraises, au moins celles destinées à la conserverie, mais leurs performances restent encore insuffisantes.

la grande exploitation est peu probable ; cela retarde d'autant la saturation d'un marché qui reste extensible.

Dans beaucoup d'autres domaines, même quand la main-d'œuvre représente plus de 50 % des coûts de production, le microfundium peut être mis en difficulté en raison des problèmes de commercialisation et de la concurrence de la grande exploitation qui dispose de machines de plus en plus efficaces. Dans bien des cas, la mécanisation devient indispensable pour assurer la viabilité d'un système de production agricole et les microfundiaires risquent d'être évincés d'activités qui leur semblaient bien adaptées comme la culture des oliviers et des tomates. Dans ce dernier secteur, dans le sud du Portugal, un groupe d'économistes dépendant du secrétaire d'Etat Carlos Portas a calculé le coût de production du Kg de tomate en fonction des différents types d'exploitations. Dans le cas d'une production de 35 t./ha, ce groupe arrive aux valeurs suivantes :

Type d'exploitant	*Coût de production*
Microfundiaire avec traction animale et transport par caisse. Irrigation gravitaire	2,59 esc.
Microfundiaire avec tracteur et transport par caisse	1,75
Microfundiaire avec tracteur et transport par remorque ; ensemencement direct et irrigation gravitaire	1,69
Moyenne exploitation peu mécanisée	2,30
Moyenne exploitation bien mécanisée et transport par remorque	1,80
Moyenne exploitation avec irrigation par aspersion, récolte mécanisée, ensemencement direct et transport en vrac	1,74
Grande exploitation peu mécanisée	2,50
Grande exploitation bien mécanisée et transport par remorque	1,97
Grande exploitation avec irrigation par aspersion, récolte mécanisée, ensemencement direct et transport en vrac	1,90

Ces coûts ont été calculés en 1978 et l'on remarque que la moyenne et la grande exploitation, malgré les charges en main-d'œuvre, obtiennent des résultats égaux ou supérieurs à ceux des microfundiaires.

En somme, il n'y a qu'une place réduite pour l'agriculture paysanne dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique. L'avantage de disposer d'une main-d'œuvre gratuite et toujours disponible est moindre que les inconvénients. L'impossibilité d'accumuler le capital condamne la plupart des microfundiaires à la disparition. Ceci empêche la formation d'exploitations avec deux U.T.H. qui réuniraient l'avantage de pouvoir capitaliser sans avoir de problèmes de main-d'œuvre.

CHAPITRE TROISIEME

LE PROBLEME DU CAPITAL DANS LES STRUCTURES D'EXPLOITATION PRIVEES EN RELATION AVEC LES NECESSITES D'UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE HARMONIEUX

Ce chapitre a été l'un des plus délicats à élaborer. Pourtant, nous n'aurions dû rencontrer aucune difficulté, du moins pour établir des conclusions. Celles-ci ont d'ailleurs été maintes fois écrites et on peut les résumer comme suit : microfundium et latifundium sont incapables d'engendrer un développement agricole harmonieux ne serait-ce que pour des raisons de capital. En effet, les structures microfundiaires sont caractérisées par leur impuissance, bien involontaire, à se constituer un capital de production valable ; les structures latifundiaires, quant à elles, se définissent d'une part par le déséquilibre permanent entre leur capital foncier et leur capital d'exploitation et, d'autre part, par l'écoulement permanent de la rente foncière qui se dirige vers les villes et est dépensée, le plus souvent, dans des secteurs d'activité improductifs comme l'immobilier ou est simplement dilapidée par des oisifs parasites. Si l'on s'en tient à ce schéma, le blocage est total car on a la juxtaposition de ceux qui voudraient agir mais ne le peuvent pas et de ceux qui le pourraient mais ne le veulent pas. Ces derniers porteraient donc la totalité de la responsabilité et le seul problème à débattre serait de savoir si le latifundisme est un système de production pré-capitaliste, d'essence seigneuriale, ou si c'est déjà un capitalisme agraire archaïque[1]. Tout au long de notre travail, nous avons été amené à nuancer un certain nombre de propositions contenues dans la littérature existante. En ce qui concerne le problème des capitaux, nous avons de bonnes raisons de penser que les réalités ne coïncident pas toujours avec ce qui a été dit tant de fois.

Toutefois, l'établissement des faits pose de graves problèmes, en particulier celui des sources quand elles existent. Celles-ci sont, la plupart du temps, très lacuneuses car elles sont presque toutes confidentielles. Il ne reste bien souvent d'autre alternative que d'interpréter

1. Cette dernière formule est de B. Roux. Ouvr. cité, p. 193.

les conclusions des économistes. Cela présente des inconvénients sérieux pour le géographe. Les résultats des économistes ont trop fréquemment un caractère macro-économique et il est difficile de les replacer dans un cadre régional ou dans un contexte naturel. Tout devient encore plus complexe quand on désire faire des comparaisons avec d'autres régions et surtout avec d'autres pays.

Malgré ces difficultés et avec les petits moyens dont nous avons disposé, nous allons tenter de donner notre point de vue sur quelques points précis, en particulier les trois suivants :

— Le problème du rapport entre le capital foncier et le capital d'exploitation.

— L'origine des capitaux et le problème de la rente foncière.

— La décapitalisation.

A - LE RAPPORT CAPITAL FONCIER ET CAPITAL D'EXPLOITATION

Notre propos va se décomposer en deux temps. Nous allons, en premier lieu, évaluer l'importance du capital foncier et du capital d'exploitation dans la grande exploitation et dans le microfundium et faire quelques comparaisons avec des exploitations ayant des ressemblances en France ; en deuxième lieu, nous ferons un commentaire des rapports obtenus.

1 — *IMPORTANCE RESPECTIVE DU CAPITAL FONCIER ET DU CAPITAL D'EXPLOITATION*

En principe, nous devrions démontrer que plus une exploitation est grande plus le capital d'exploitation devient proportionnellement faible. Pour établir quelque conclusion que ce soit, il faut disposer de monographies précises pour estimer le capital d'exploitation qui, seul, pose vraiment des problèmes. Nous nous sommes aperçu que notre questionnaire d'enquête ne prévoyait rien d'utilisable et il a fallu revenir chez les exploitants, certains d'entre eux au moins, pour résoudre notre problème. En Estrémadure, nous avons pu disposer de 12 monographies dont cinq ont été élaborées par les services de vulgarisation agricole. En Alentejo, la chance nous a souri et nous avons pu réunir 20 descriptifs chiffrés d'exploitations préparés en vue d'éventuelles indemnisations en raison de la réforme agraire. Cela ne résout pas toutes les difficultés étant donné l'infinie diversité des situations locales. Dans les grandes exploitations, l'estimation du capital d'exploitation peut devenir un casse-tête impossible à résoudre sans avoir un personnel nombreux à sa dispo-

sition. Mais, ces difficultés, nous allons les percevoir à travers les longs inventaires rencontrés et dont nous allons donner quelques exemples simplifiés.

Premier exemple : capital du microfundiaire producteur de lait à Valencia de Alcántara et que nous connaissons déjà. Il s'agit du meilleur rapport, et de très loin, que nous connaissions entre capital d'exploitation et capital foncier.

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation (prix et valeurs de 1978)		
8 vaches laitières à 60 000 pta	480 000	
1 remorque	70 000	
2 moteurs et une trayeuse	25 000	
Autres (brebis et petit matériel)	35 000	610 000
Capital circulant	713 000	1 323 000
Capital foncier [2]		
1,5 ha de regadío	450 000	
9,5 ha de secano à 30 000 pta	285 000	735 000

Deuxième exemple : colon à Valuengo (prix et valeurs de 1978).

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
8 vaches laitières × 60 000 pta	480 000	
4 truies × 12 000 pta	48 000	
1 tracteur de 12 ans (40 cv) avec remorque, extirpateur, etc...	300 000	828 000
Capital circulant	426 000	1 254 000
Capital foncier		
4,10 ha de regadío × 600 000 pta	2 460 000	
2,9 ha de secano	500 000	
Etable	900 000	3 800 000

2. Appartient au propriétaire ; cela n'a aucune incidence sur ce compte.

Troisième exemple : colon de Herán Cortés (prix et valeurs de 1978).

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
90 brebis à 4 500 pta	405 000	
1 vache laitière	50 000	
1 tracteur	400 000	
Herse, remorque et outils divers	175 000	1 030 000
Capital circulant	752 540	1 782 540
Capital foncier		
16,24 ha de regadío × 400 000 pta	6 496 000	
1 500 m de clôtures à 44 pta	66 000	6 562 000

Quatrième exemple : exploitation de 1 057 ha, située dans la commune de Ciladas (canton de Vila Viçosa) comprenant 589 ha de montado (prix et valeurs de mars 1974).

	Prix (en contos)	*Totaux (en contos)*
Capital d'exploitation		
128 brebis mérinos précoces	154	
311 vaches et élèves alentejanes	4 780	
1 taureau de six ans	30	
1 vache laitière	18	
5 mules et chevaux	25	
7 tracteurs	462	
1 rigoleuse	120	
3 remorques	55	
3 charrues à disques	30	
3 extirpateurs	30	
4 semoirs	44	
6 moteurs	39	
1 balance	20	
10 charrettes	40	
Autres matériels	507	6 354
Capital circulant	6 224	12 578
Capital foncier		
589 ha de montado de chênes verts	2 260	
129 ha d'olivettes	2 956	
329 ha de terres labourables sans arbres	5 120	
10 ha autres dont 2,3 ha d'agrumes	246	
Clôtures	851	11 433

Cinquième exemple : exploitation de 100 ha de montado de chênes verts à Jerez de los Caballeros (prix et valeurs de 1978). La topographie est très ondulée et les sols sont très érodables sur schistes.

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
15 vaches retintas × 70 000 pta	1 050 000	
5 truies × 12 0000 pta	60 000	
2 mules × 35 000 pta	70 000	
1 jument	40 000	
Matériel divers et outils	50 000	
55 porcs à 10 420 pta	576 000	1 846 000
Capital circulant	260 000	2 106 000
Capital foncier		
100 ha à 55 000 pta (comprenant clôtures et bâtiments)		5 500 000

Sixième exemple : exploitation de 995 ha de montado de chênes verts près de Jerez de los Caballeros avec un atelier d'engraissement pour porcelets. La topographie est ondulée. Les prix et valeurs se rapportent à 1976.

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
1 800 brebis à 4 000 pta	7 200 000	
100 vaches à 60 000 pta	6 000 000	
200 truies à 10 000 pta	2 000 000	
600 porcs à 3 000 pta	1 800 000	
2 tracteurs dont un neuf	1 250 000	
2 remorques	200 000	
Autres matériels	350 000	18 800 000
Capital circulant	4 520 000	23 320 000
Capital foncier		
Montado: 995 ha à 40 000 pta	39 800 000	
Bâtiments	2 000 000	
17 Km de clôtures à 150 pta/m	2 550 000	
Améliorations foncières (puits, chemins, drainage ...)	1 000 000	45 350 000

Septième exemple : celui d'une exploitation de 980 ha près de Valencia de Alcántara sur schistes à topographie ondulée avec des pentes localement extrêmement fortes et des affleurements rocheux un peu partout. Toute la surface est en pâturage dont

470 ha avec montado de chênes verts. Le système de production agricole est exclusivement tourné vers la production de viande à partir de vaches de race retinta et de taureaux charolais. (Prix et valeurs de 1977).

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation [3]		
Machines	621 500	
Valeur du bétail (108 UGB)	4 195 000	
Capital circulant	2 162 586	6 979 086
Capital foncier		
470 ha de montado à 60 000 pta	28 200 000	
250 ha d'herbages à 35 000 pta	8 750 000	
Clôtures 24,7 Km	2 223 000	
Portails et abreuvoirs	2 400 000	41 573 000

Huitième exemple : celui d'une exploitation familiale de 700 brebis sur 500 ha dans la Serena (prix et valeurs de 1977).

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
700 brebis à 4 500 pta	3 150 000	
1 remorque	70 000	
1 tracteur plus appareillage	220 000	
1 vieille land-rover	150 000	
	130 000	3 720 000
Capital circulant	1 157 000	4 877 000
Capital foncier		
500 ha à 30 000 pta [4]	15 000 000	15 000 000

3. Ce compte, a été établi par le technicien agricole José Antonio González.
4. Le prix de la terre est relativement très élevé dans la Serena.

Neuvième exemple : celui d'une exploitation près d'Azuaga et comprenant 80 ha de barros et 380 ha de sierra [5].

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
1 tracteur	95 350	
1 charrue à disques	23 760	
2 extirpateurs	2 500	
34 mangeoires pour ovins	28 000	
34 mangeoires pour porcs	14 100	
1 chargeur à grain	23 750	
2 herses à disques	56 550	
Autres	93 990	
830 brebis reproductrices	2 075 000	
10 béliers	25 000	
72 agneaux de 17 Kg	83 000	
3 mules	25 000	
2 ânes	8 000	2 554 000
Capital circulant	824 000	3 478 000
Capital foncier		
80 ha de barros à 65 000 pta	5 200 000	
3,6 ha de vigne à 100 000 pta	360 000	
16 ha d'olivettes à 30 000 pta [6]	480 000	
384 ha de sierra à 12 000 pta	4 608 000	
1 cortijo en campiña	450 000	
1 étable	65 000	
1 silo en tranchée	12 500	
2 hangars plus maisons d'habitation	850 000	
1 bergerie	160 000	
1 écurie	40 000	
6 porcheries	400 000	
1 atelier d'engraissement pour porcs	200 000	
4 fenils	60 000	
Clôtures	54 000	12 939 000

5. Ce compte, à l'exception du capital circulant, a été établi, en 1972, par le technicien agricole Cidoncha.

6. La valeur de ces olivettes est très modique car la topographie est accidentée et la densité en oliviers faible (45 arbres/ha). De plus, l'oléiculture est déjà en pleine crise.

Dixième exemple : exploitation très intensive de 190 ha située sur des barros de Mérida (prix et valeurs de 1978). La topographie est ondulée.

	Prix (en pesetas)	*Totaux (en pesetas)*
Capital d'exploitation		
700 brebis à 4 000 pta	2 800 000	
1 000 porcs à 6 000 pta	6 000 000	
2 tracteurs	650 000	
1 pulvérisateur	250 000	
1 épandeur à purin	250 000	
2 botteleuses	350 000	
2 remorques	300 000	
1 conditionneur de luzerne	70 000	
1 élévateur de foin	70 000	
Matériel d'irrigation portatif	1 500 000	
Moteurs et divers	300 000	12 540 000
Capital circulant	13 500 000	26 040 000
Capital foncier		
Terre irriguée 190 ha × 360 000 pta (valeur de la terre sèche : 40 000 000 pta)	68 400 000	
Constructions	4 000 000	
Bonifications diverses	600 000	
Clôtures : 4,5 Km à 150 pta/m	675 000	
20 ha de vergers à 250 000 pta/ha	5 000 000	78 675 000

A titre de comparaison, prenons trois exemples d'exploitations françaises.

Premier exemple : celui d'une exploitation limousine de 20 ha avec la totalité en S.A.U. L'ensemble de son matériel a été acquis d'occasion entre 1965 et 1972, à l'exception de la tronçonneuse et de la botteleuse.

	Prix (en francs)	*Totaux (en francs)*
Capital d'exploitation		
1 tracteur 40 cv	10 000	
1 charrue double brabant	4 500	
1 barre de coupe	3 000	
1 rateau-faneur	1 000	
1 herse	800	
1 botteleuse	4 500	
1 extirpateur	1 000	
1 moteur électrique 5 cv	1 500	
1 concasseur	500	
1 « plateau »	1 000	
1 tronçonneuse	1 200	
Petit matériel	3 000	
10 vaches d'écurie	50 000	
1 porc, volaille et lapins	1 000	83 000
Capital circulant	7 000	90 000
Capital foncier		
20 ha × 14 000 F (bâtiments compris)	280 000	

A ce type d'exploitation, nous pouvons ajouter une variante : celle de l'exploitation comprenant 20 ha de S.A.U. (avec le même capital d'exploitation) et 5 ha de taillis de chênes-hêtres et bouleaux avec chênes de bordure. La valeur du capital foncier (terre + bois) atteint alors quelque 380 000 F.

Deuxième exemple : celui d'une exploitation limousine de 50 ha sur une topographie partiellement accidentée et comprenant 30 ha de S.A.U., 15 ha de taillis et 5 ha de jeune fûtaie résineuse. Le matériel a été renouvelé dans les dix dernières années.

	Prix (en francs)	*Totaux (en francs)*
Capital d'exploitation		
1 tracteur de 35 cv	10 000	
1 tracteur de 60 cv	25 000	
1 presse	25 000	
1 fourche à fumier	2 500	
1 « pirouette »	3 000	
1 herse portée	1 000	
1 charrue bi-socs	3 000	
1 barre de coupe rotative	5 000	
1 charrue mono-soc	1 500	
1 monte-bottes	2 000	
1 remorque et petit outlillage	7 000	
16 vaches	80 000	
Petits animaux	1 500	166 000
Capital circulant	13 500	179 500
Capital foncier		
30 ha de prairies et de champs à 11 000 F/ha	330 000	
15 ha de taillis × 17 000 F	255 000	
5 ha de futaie résineuse plantée il y a 20 ans × 30 000 F	150 000	735 000

Troisième exemple : celui d'une excellente exploitation située dans la Champagne Berrichonne pratiquant la grande culture sans posséder de bétail (comme nombre de fermes beauceronnes et alentejanes sur barros). La surface exploitée est de 102 ha.

	Prix (en francs)	*Totaux (en francs)*
Capital d'exploitation		
1 moissonneuse-batteuse 4,80 m (1973)	80 000	
1 tracter 2 ponts, 95 cv (1977)	117 735	
1 tracteur 70 cv (1972)	35 000	
1 tracteur 50 cv (1956)	1 500	
1 semoir à grain (1971)	5 500	
1 épandeur d'engrais (1976)	14 000	
1 herse (1977)	8 920	
1 charrue (1978)	7 950	
1 canadien (1970)	5 000	
1 stripel (1974)	8 500	
1 jeu de trois rouleaux (1973)	6 800	
1 appareil à traiter (1972)	6 500	
2 remorques 6 t. (1969)	16 000	
1 camionnette 3 cv (1970)	3 000	321 405
Capital circulant	151 500	472 905
Capital foncier		
102 ha de terre à 25 000 F	2 550 000	
Bâtiments (vétustes) avec installation (état neuf) pour recevoir le grain	250 000	2 800 000

C'est au terme de cette longue et fastidieuse, mais bien nécessaire, énumération que nous devons interpréter les données qui ont été établies.

2 — *QUELQUES REFLEXIONS A PROPOS DE CES MONOGRAPHIES*

La première idée qui nous vient à l'esprit est de classer les exploitations en fonction du capital d'exploitation par unité de surface. Pour cela, ne retenons que les exploitations, extremeñas et françaises, pour lesquelles nous possédons des données pour 1977 et 1978. Nous obtenons alors les montants suivants par hectare :

Colon de Valuengo	179 143 pta
Grande exploitation irriguée de Mérida	137 053
Laitier de Valencia de Alcántara	120 272
Colon d'Hernán Cortés	109 762
Grande exploitation berrichonne (équivalent pta)	78 812
Petit éleveur limousin (équivalent pta)	76 500
Moyen éleveur limousin (équivalent pta)	61 030
Montado de Jerez de los Caballeros (995 ha)	23 437
Montado de Jerez de los Caballeros (100 ha)	21 060
Eleveur de la Serena	9 754
Montado avec bovins près de Valencia de Alcéntara	7 122

Au vu de ces grandeurs, nous constatons qu'il n'existe pas de relation entre le montant du capital d'exploitation et la surface de l'exploitation. Nous pouvons seulement avancer que le capital d'exploitation est nettement plus élevé sur les terres irriguées des exploitations extremeñas que sur les exploitations françaises citées, lesquelles devancent largement celles ne disposant que de secano en Estrémadure. Il existe donc une relation entre le montant du capital d'exploitation et les potentialités du milieu ; la grande exploitation irriguée sur barros détient presque vingt fois plus de capital d'exploitation par hectare que celle sur schistes avec affleurements rocheux de Valencia de Alcántara. Ceci dit, il convient de nuancer immédiatement cette relation et de tenir compte du travail accumulé, des conditions de marché, des catastrophes (peste porcine africaine, par exemple), du système de production agricole, etc ...

Mais, la comparaison que nous avons établie n'est pas entièrement satisfaisante, d'une part parce que le capital d'exploitation ne recouvre pas la totalité des investissements — loin de là — et, d'autre part, parce que les milieux et les systèmes de production agricole sont différents. Quelle utilité y a-t-il à comparer le capital d'exploitation investi sur un hectare de schistes en pente en Estrémadure et sur un hectare d'alluvions dans la banlieue parisienne ou sur des limons dans le Bassin Parisien ? Pour tenir compte des milieux physique et humain, il serait plus judicieux de classer les exploitations en fonction du rapport capital d'exploitation sur capital foncier.

Si nous calculons ce rapport nous obtenons les valeurs suivantes :

Laitier de Valencia de Alcántara	1,80
Grande exploitation alentejane avec montado	1,10
Grande exploitation de 995 ha de Jerez de los Caballeros avec montado	0,51
Exploitation de 100 ha de montado	0,38
Colon de Valuengo	0,33
Exploitation de la Serena	0,33
Grande exploitation irriguée de Mérida	0,33
Petite exploitation limousine de 20 ha	0,32
Colon de Hernán Cortés	0,27
Grande exploitation d'Azuaga	0,27
Petite exploitation limousine de 25 ha	0,24
Grande exploitation de Valencia de Alcántara	0,24
Moyenne exploitation limousine de 50 ha	0,16
Grande exploitation berrichonne	0,16

Pour se faire une idée plus exacte, il faudrait disposer d'un grand nombre de données. Or, dans un sondage effectué au Portugal [7], dans les régions concernées par la réforme agraire, portant sur 960 exploitations expropriées s'étendant sur quelque 270 000 ha, le rapport capital d'exploitation sur capital foncier a été calculé et on est arrivé aux valeurs suivantes dans les provinces alentejanes :

Beja	0,42
Evora	0,33
Portalegre	0,34

Ceci donne des valeurs moyennes ; cependant ,dans 95 % des exploitations, le rapport est supérieur ou égal à 0,30 à Beja, 0,25 à Evora et, 0,20 à Portalegre. Si on tente de comparer les différents rapports, force est de conclure que nous n'avons pas de différences sensibles entre les exploitations ibériques et françaises et, si nous pouvions risquer une conclusion, nous dirions que les exploitations alentejanes ont un meilleur rapport que certaines exploitations françaises. Faudrait-il alors conclure que c'est l'exploitation berrichonne qui est la plus extensive et la plus chiche en investissements ? Ses résultats économiques sont pourtant optimums et elle peut être considérée comme étant à la pointe du progrès. Aussi, nous sommes amené à nous méfier de la signification de ce rapport qui présente de graves inconvénients. Le premier inconvénient provient du fait qu'il laisse à penser que seul le capital d'exploitation, bien mis en valeur, est un investissement par opposition au capital foncier qui serait constitué du capital terre, que l'on hérite, et d'autres investissements, comme les bâtiments, qui seraient déjà amortis. En somme, on prétend

7. Document du Conseil des Ministres non encore publié.

ou on sous-entend que le capital terre n'est pas un investissement et que certains autres investissements sont moins nobles que le capital d'exploitation. Le véritable mépris que certains portent au capital terre provient du fait que l'on considère celui-ci comme un acquis qui se transmet ad vitam aeternam par héritage sans grande transformation. Ce point de vue est une grossière approximation et souvent une contre-vérité. Le capital terre, dans les pays où les biens de production peuvent faire l'objet d'une appropriation privée, est remis en question à chaque héritage que ce soit dans la grande ou la petite exploitation et ceci depuis la suppression du droit d'aînesse. Nos agriculteurs le savent mieux que d'autres et l'on sait que le problème de l'indemnisation des co-héritiers est une cause de l'exode rural et de la déprise dans des régions comme le Limousin. Le problème de l'investissement dans le foncier est si grave que l'on cherche à l'esquiver, en affermant des terres par exemple. En outre, dans le capital foncier, on inclut non seulement le capital terre mais aussi les constructions, les plantations et les différentes améliorations foncières (clôtures, terrasses, adaptation à l'irrigation, drainage, abreuvoirs, etc...). Or, dans le monde méditerranéen, les investissements consacrés à l'amélioration du foncier sont beaucoup plus importants que dans l'Europe humide. Dans celle-ci, il est assez rare que le capital terre représente moins de la moitié du capital foncier total même dans les banlieues maraîchères. Dans les pays méditerranéens, l'installation d'un système d'irrigation peut multiplier par dix la valeur du capital foncier. Aussi, il serait plus correct de calculer le rapport capital investi sur capital terre sans oublier que ce dernier est aussi un facteur de production qui exige des investissements.

Le second inconvénient est d'ordre conjoncturel. Les différentes composantes du capital productif peuvent évoluer brutalement et en sens inverse. Ainsi, il est des périodes où l'augmentation du prix de la terre est plus rapide, en valeur relative, que les autres facteurs productifs. Ainsi, dans le Limousin, le prix de la plupart des terres a augmenté de 50 à 100 % en cinq ans. A s'en tenir au rapport capital d'exploitation-capital foncier, on aurait une sorte d'extensification due à la simple élévation du dénominateur pour des raisons qui n'ont rien ou pas grand'chose à voir avec l'agriculture. De plus, des catastrophes peuvent survenir et brouiller tous les calculs. Ainsi, la peste porcine africaine a dévalorisé les investissements apportés à la création ou à l'entretien du montado mais a détruit aussi l'essentiel du capital d'exploitation qui comprenait des porcs. Aussi, le rapport est-il aujourd'hui défavorable aux montados de chênes verts.

Le troisième inconvénient est peut-être le plus grave car on croit que le progrès agricole est proportionnel aux investissements réalisés. Cela ne correspond à aucune réalité économique et sociale. De façon plus réaliste, il faut considérer que dans un milieu physique et humain donné, une exploitation est d'autant plus efficace — là aussi nous rejetons le critère d'intensivité ou d'extensivité — qu'elle produit plus, à capital foncier et d'exploitation égal. En d'autres termes, plus une exploitation arrive à économiser son capital pour arriver à des résultats identiques,

plus cette exploitation a de chances d'obtenir de bons résultats. L'importance du capital investi, fût-il d'exploitation, n'a pas de sens en lui-même. Le seul critère vraiment intéressant est la relation capital d'exploitation-produit net ou, plus exactement, la relation capital productif-produit net. Là se situe la rentabilité des entreprises agricoles. Et ce dernier critère est le seul que considère un exploitant, petit, moyen ou grand. Les professionnels qui investissent leurs propres deniers ne sont pas intéressés par l'intensivité ou l'extensivité d'un système de production agricole. Pour eux, une échelle de rentabilité — et non d'intensivité — des systèmes de production agricole serait urgente à établir en fonction du milieu physique et humain. Ce n'est qu'après, en fonction de leurs disponibilités en capital, de leur goût et de leur savoir-faire, qu'ils pourraient opter, en fonction du milieu où ils se trouvent, pour le système de production agricole le plus intensif possible. Rechercher l'intensivité avant la rentabilité est simplement faire preuve d'un manque de responsabilité car c'est tuer les exploitations ou exploiter les agriculteurs.

Ainsi, nous nous rendons compte comme tout est complexe. Seuls les investissements qui se justifient sont légitimes ; les autres sont funestes à l'exploitant, à la nation ou aux deux. Or, il est notoire qu'un très grand nombre d'exploitants, pas seulement en France, sont victimes du suréquipement. C'est une erreur grave et une source de gaspillage qui peut être fatal à l'exploitation. Un même investissement peut, dans certains cas, constituer un progrès et, dans d'autres, une erreur. Faire de l'agriculture irriguée quand ce n'est pas rentable peut être satisfaisant pour la vue mais être économiquement funeste ; ne pas en faire constitue le progrès. Passer d'un assolement du type alqueive-blé-pousio à alqueive-blé est un progrès bien que l'on réduise considérablement le capital d'exploitation en supprimant une partie ou la totalité du troupeau. L'intérêt du « message » Canelas est précisément d'augmenter la production et les profits en réduisant le capital investi. Dans d'autres cas, c'est le contraire qu'il faut faire et il convient d'investir massivement. Si le prix de la viande augmente fortement, on peut avoir intérêt à adopter des formules d'élevage industriel et donc à augmenter énormément le capital circulant. Dans tous les cas, perdre de l'argent dans une exploitation devient très vite insupportable.

Aussi, nous ne chercherons pas à calculer des rapports ou à trouver des relations et à faire des comparaisons ; nous préférons savoir si, en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, les investissements qui s'imposaient ont bien été réalisés.

B - LES INVESTISSEMENTS REALISES

Nous pouvons considérer trois secteurs particulièrement sensibles : l'élevage, l'irrigation et les plantations.

1 — *L'ELEVAGE*

En ce qui concerne les ovins, l'investissement considéré comme essentiel est la construction de bergeries. Ce furent les premiers bâtiments édifiés, munis d'une installation pour alimenter les agneaux. Toutes les exploitations possèdent depuis longtemps ces bâtiments ou en ont édifié de nouveaux depuis une vingtaine d'années. Tous ces investissements correspondent, pour une part, à un gaspillage et les bergers n'apprécient pas les bergeries. En effet, les brebis reconnaissent à l'odeur leur agneau à la naissance, puis à la voix. L'agnelage en bergerie, quand il s'agit de gros troupeaux, entraîne des complications et nombre de mères refusent d'allaiter leur agneau. C'est pour cela que les élevages en plein-air sont plus favorables, quitte à construire un atelier d'engraissement dont les dimensions sont réduites. C'est aussi pour cette raison qu'Américains et Australiens n'ont construit que très peu de bergeries. En Estrémadure et en Alentejo, nombre d'exploitants ont construit étables et bergeries suivant les recommandations des techniciens, et dans leur désir de bien faire, mais ne les utilisent que peu ou pas.

Tous les autres investissements en matière d'élevage ont été réalisés à temps, comme les silos en tranchée, ou sont en train de se faire comme les clôtures. L'amélioration des races s'est traduite par des importations coûteuses d'animaux souvent très mal adaptés au milieu. Seules des questions de rentabilité ont empêché une augmentation plus grande des charges en bétail alors que le milieu rend difficiles les progrès en matière de pâturage.

2 — *L'AGRICULTURE IRRIGUEE*

Nous connaissons l'engouement des exploitants pour l'irrigation et c'est pour cela que beaucoup d'entre eux ont construit de petits barrages collinaires. Dans la plupart des cas, les investissements considérables qui ont été consentis sont inutiles ou peu intéressants. L'agriculture irriguée ne se justifie vraiment, du point de vue économique, que sur les alluvions et les terres planes. Les magnifiques installations d'irrigation par aspersion qui suscitent admiration et enthousiasme sont, très souvent, coûteuses et ne contribuent pas à assurer la bonne santé des exploitations.

Dès qu'une culture s'est révélée rentable, comme le riz en Alentejo, la construction de rizières sur des topographies difficiles a été l'occasion d'engager des investissements énormes en matériel ; ce fut d'occasion d'acquérir un matériel lourd. Voici, par exemple, les principaux investissements réalisés par une exploitation alentejane comprenant 173 hectares de rizière et 1 200 hectares d'agriculture sèche sur des pentes destinées essentiellement à l'élevage, et ceci depuis 1960 :

Année	*Investissement*	*Coût*
1960	1 moissonneuse-batteuse	212 contos
1962	1 » »	212 contos
1967	2 tracteurs Fergusson 65 cv [8]	89 × 2 contos
1968	1 caterpillar d'occasion	700 contos
	Etablissement de 173 ha de rizière [9]	2 500 contos
1970	2 tracteurs Fergusson 75 cv	159 × 2 contos
	1 moissonneuse-batteuse [10]	500 contos
	Importation de mérinos précoces	
1971	1 excavatrice d'occasion	150 contos
1973	Etablissement de clôtures pour 15 parcs sur 850 ha	900 contos
	Importation d'un taureau retinto	100 contos [11]
Janv. 1974	1 moissonneuse-batteuse	555 contos
Mars 1974	3 tracteurs Fergusson	147 × 3 contos

Ces investissements sont normaux pour une exploitation de cette dimension avec culture irriguée et sèche. Il ne s'agit nullement d'une exploitation de pointe et les propriétaires sont connus pour leur prudence en matière d'investissement.

3 — *LES PLANTATIONS*

Nous connaissons la rage de planter des arbres fruitiers quand les sol sont perméables et irrigables. En Estrémadure, les plantations ont été si nombreuses qu'elles ont provoqué l'effondrement des cours sur des fruits tels que la poire. En Alentejo, les vergers de pêchers ont rapidement envahi les terrasses, non utilisables par le riz et les tomates, de l'ouest de la région, en particulier tout autour de Ponte de Sor. Si des problèmes de marché ne s'étaient posés, nul doute que les surfaces en vergers auraient doublé depuis cinq ans.

8. Les premiers tracteurs ont été achetés dans les années 30.
9. L'amortissement s'est effectué en 5 ans.
10. Les machines précédentes ne durèrent que 8 campagnes.
11. Le prix est énorme et comprend le coût du transport et des droits de douane. En effet, il s'agit d'un extraordinaire champion (voir photo n° 35) acheté à un éleveur de Trujillo. Malheureusement, cet animal hors série est crevé en 1974.

On peut faire la même observation pour la vigne ; dès que la plantation est autorisée ou que les autorités ferment les yeux, les vignobles s'étendent à une vitesse fulgurante.

Sur les versants montagneux, au-dessus de 500 m, les reboisements sont spectaculaires. Certes, les investissements sont, bien souvent, le fait des pouvoirs publics et des collectivités mais, des particuliers ont activement contribué à cet effort. Là aussi, on peut se demander si on n'en a pas trop fait. Nous avons vu que nombre de reboisements posent le problème de leur rentabilité économique. Les eucalyptus, par exemple, ont des besoins en eau importants. Ils végètent bien sur les sols pauvres mais à condition qu'ils soient profonds pour que les racines puissent aller loin. Ils sont bien à leur place sur les rañas caillouteuses. Les sols plans avec un niveau phréatique d'hiver élevé leur conviennent bien aussi. C'est ainsi qu'ils peuvent concurrencer les vergers sur les terrasses des rivières. Les sables des régions occidentales du Portugal, comme ceux des environs de Odemira, avec un climat humide, sont spécialement propices à porter des *Eucalyptus globulus*. Le milieu des pentes arides et rocailleuses et le climat à nuance continentale ne permettent que l'*Eucalyptus rostrata* économiquement peu satisfaisant. De plus, ces reboisements en eucalyptus ou en résineux sont attaqués par les écologistes qui souhaiteraient que l'on développât des chênaies.

Mais peut-on parler de plantation pour les montados ? Certes, on ne peut le faire pour l'immense majorité des montados de chênes-lièges ni pour les montados de chênes verts car l'action de planter n'a pas eu lieu. Ce n'est pas pour cela qu'un montado ne nécessite pas d'investissements bien au contraire. Voyons ce qui se passe dans la réalité ; trois cas peuvent se présenter lors de l'installation d'un montado.

— Si on part d'une terra limpa (c'est peu fréquent), il faut attendre 15 à 20 ans avant de pouvoir envoyer paître le bétail. S'il est impossible de cultiver, l'investissement correspond au revenu cadastral afférent aux surfaces pendant ces longues années et s'y ajoute le coût de la plantation des arbres plus celui de la formation et de l'entretien du montado. Quand sol et pente se prêtent à la culture, au moins une année sur cinq, avec ou sans seareiros, on paye l'entretien des pâturages au sol.

— Quand on part, c'est le cas le plus fréquent, d'une charneca basse ou d'un chaparral [12] où les chênes ont été plusieurs fois brûlés et n'ont pas de tronc, le travail va plus vite mais il faut défricher, ce qui revenait cher même quand la main-d'œuvre était bon marché. On se contente de faire une taille rapide de formation en coupant les branches basses tous les deux ans. Au bout de cinq ans, le système radiculaire est bien développé, les jeunes arbres ont plus de deux mètres de hauteur et on peut envoyer le bétail. Dès la vingtième ou vingtcinquième année, les chênes verts donnent des glandées qui commencent à devenir inté-

12. Maquis où abondant les chaparros, petits chênes buissonnants.

ressantes. Les investissements correspondent alors au revenu cadastral pendant cinq ans, au manque à gagner pendant dix ou quinze ans et au coût du défrichement, de formation et d'entretien du montado.

— Quand, troisième hypothèse, la charneca possède déjà de petits arbres ayant des troncs, il suffit d'éliminer les espèces concurrentes, ce qui est très difficile sans machines lourdes, et, dès l'année suivante, les animaux peuvent entrer dans le montado. Les investissements sont alors moins importants. Ainsi, sans qu'il soit possible de pouvoir exactement préciser l'investissement réalisé — car nul ne crée plus aujourd'hui de montado — nous avons toutes les raisons de penser qu'il est élevé et analogue à celui nécessaire à une plantation de résineux ou d'eucalyptus ; peut-être plus élevé. Certes, on peut en retirer plus vite des revenus mais les coûts de formation et d'entretien sont nettement plus élevés : les chênes, rappelons-le, sont traités un peu comme des espèces fruitières. Autrefois, la main-d'œuvre était bon marché mais tout se faisait à la main avec des bœufs ; la destruction des maquis était un travail long et laborieux qui renchérissait considérablement le coût de l'établissement du montado. Désormais, main-d'œuvre et machines reviennent relativement si cher que nul ne se soucie plus de créer des montados. Déjà, l'entretien de ceux qui existent est trop élevé, bien plus élevé que ce qui est nécessaire pour une pinède ou une pessière en France. Là, un bon sylviculteur peut se contenter de procéder à deux ou trois éclaircies au maximum, à un élagage des branches inférieures et, dans certaines pinèdes faciles à incendier, à un ou plusieurs débroussaillages. Voilà les façons culturales nécessaires — mais qui très souvent ne sont pas faites — pour une forêt résineuse dont la révolution est de 60 à 80 ans. Le montado de chênes-lièges se rapproche de la forêt mais il convient, ne serait-ce que pour faciliter l'exploitation régulière, d'éliminer le matorral tous les six ou dix ans au moins et d'entretenir les arbres. Dans le cas du montado de chênes verts, tout est plus complexe et plus coûteux car il s'agit d'une formation forestière ouverte destinée à la pâture. Il est alors indispensable de contrôler strictement le matorral soit en labourant tous les quatre à six ans soit en en coupant les racines afin de maintenir les herbages au sol. En plus, si on désire avoir des glandées abondantes, il convient de tailler les chênes ne serait-ce que tous les huit ou neuf ans. A toutes ces dépenses, surtout pour les montados de chênes verts, il faut ajouter les investissements et dépenses non spécifiques au montado mais nécessaires à toute exploitation : bâtiments, machines, bétail, clôtures, abreuvoirs, etc... Nous sommes très loin de l'économie de cueillette ou de la formation para-climacique dont on a complaisamment parlé. Nul exploitant ne se trompe sur l'importance des investissements engagés dans la constitution et l'entretien d'un montado. Ainsi, aujourd'hui que la peste porcine africaine a fait perdre aux montados de chênes verts la plus grande partie de leur valeur, on considère que la présence d'un montado bien entretenu double la valeur d'une terre, un hectare de secano sur schistes vaut de 20 000 à 35 000 pta ; la même terre, mais avec montado, en vaudra le double. La présence

d'un bon montado de chênes-lièges multiplie par cinq ou dix la valeur d'une terre. Avant l'apparition de la peste porcine africaine, la présence du montado de chênes verts donnait une plus-value considérable à la terre qui voyait sa valeur multipliée par quatre ou cinq. En Alentejo, où le marché foncier a considérablement été perturbé, nous pouvons avoir une idée[13] de la valeur résiduelle du montado en considérant la composition du revenu imposable ; ainsi, à un hectare de montado est attribué un revenu imposable de 1 509 escudos, 1 205 sont dus à la chênaie et 304 seulement à la terre proprement dite avec pâturages au sol et ses cultures éventuelles.

Donc, on aurait tort de sous-estimer les investissements effectués en les comparant avec ce qu'il est possible de faire aux Pays-Bas ou en France. Ils ont été à la mesure des systèmes de production agricole possibles en Estrémadure et en Alentejo. D'ailleurs, il est possible, au Portugal, de se faire une idée de l'importance des capitaux investis. On connaît bien le revenu cadastral de chaque catégorie de sol et le système de production agricole possible pour chacun d'eux. Pour chaque canton, les économistes ont calculé le taux effectif de capitalisation. En fonction de toutes les données connues, une attribution de points pour toutes les terres a été faite dans les circonstances que l'on sait. Pour établir une approximation très grossière des investissements, on peut opérer de deux façons. On peut s'en tenir à faire la différence entre les points obtenus par une terre sèche et nue et des terres de même valeur mais améliorées par des plantations, de l'irrigation, etc... Ou bien, on peut calculer la valeur d'une terre sèche et celle d'une terre améliorée de même catégorie. Ce calcul peut se faire ainsi : par exemple, dans le canton de Montemor-o-Novo, un montado de chênes-lièges reçoit 640 points par hectare et le revenu cadastral afférent à un point équivaut à 2,00531 escudos. Le revenu cadastral d'un hectare de montado est donc de $640 \times 2{,}00531 = 1\,286$ escudos. Comme, dans ce canton, le taux effectif de capitalisation est de 5 %, la valeur d'un hectare de montado est donc de $1\,286 \times 1/0{,}05 = 25\,720$ escudos. Avec des calculs de ce type, on estime que la valeur du capital exproprié dans le sud du Portugal, en dehors de la terre, s'élève aux environs de 42 à 50 millions de contos de 1974 pour 1,2 million d'hectares. C'est un minimum minimorum car le revenu cadastral abaisse considérablement la valeur des investissements. Cela représentait ,en 1974, quelque 85 milliards d'anciens francs soit à peu près 7 000 F par hectare. Ce sont des chiffres considérables et c'est sur cette base que devrait être calculé le montant d'indemnités justes. A cela, il faut ajouter une partie du capital circulant qui a aussi été saisi au moment des occupations.

Ainsi, les exploitants extremeños et alentejans, quoi que l'on puisse dire, n'ont pas démérité et ce n'est pas dans la mise en valeur des terres que nous noton des lacunes mais plutôt en ce qui concerne les

13. S'il n'y avait pas de chênes, le revenu imposable dû aux herbages et aux cultures doublerait.

infrastructures et les conditions de vie en général dans les campagnes. En effet, les campagnes espagnoles et portugaises ont, par rapport à l'Europe humide, de gros retards dans différents domaines tels que les chemins ruraux, l'électrification, les adductions d'eau, le téléphone, etc... Ces retards rendent pénible la vie à la campagne et ne favorisent pas le progrès agricole. Ces lacunes ne sont pas le fait des exploitants mais sont imputables aux pouvoirs publics. Or, les grands exploitants, pour leurs travailleurs et pour eux-mêmes, ont essayé de pallier ces manques au moins en ce qui concerne l'eau, les chemins, l'habitat et, pour les plus grands, les écoles primaires. Nous pouvons apprécier cet effort en relation avec les investissements destinés à l'agriculture en considérant les dépenses de cette exploitation de 800 hectares à Vila Boim :

Année	*Investissement total*	*dont*	
1968-69	162 contos	Puits	44 contos
		Modification des étables	46 »
		Epierrage	25 »
		Amélioration des maisons des employés	22 »
1969-70	50 contos	Puits	10,4 »
		Etables	10 »
		Amélioration des maisons des employés	17 »
1970-71	116 contos	Puits	71 »
		Clôtures	11 »
		Epierrage	6 »
		Amélioration des maisons des employés	17 »
1971-72	245 contos	Puits	13 »
		Constructions	220 »
1972-73	325 contos	Clôtures	211 »
		Silos	36 »
		Menuiserie diverse	24 »
		Construction d'une maison nouvelle	12 »
		Amélioration des étables	11 »
1973-74	402 contos	Clôtures	235 »
		Maison nouvelle	3 »
		Amélioration des bâtiments d'hatation	56 »
		Silos	32 »
		Amélioration des étables et porcheries	24 »

La plupart des exploitations de plus de 1 000 hectares disposent d'un cantonnier permanent pour l'entretien des chemins ; c'est d'audant plus nécessaire que cela doit permettre la circulation journalière, et en tous temps, de véhicules motorisés. En somme, l'effort est variable selon les exploitations mais il est tel que les conditions de vie des travailleurs des grandes exploitations sont désormais bien meilleures que celle des microfundiaires en habitat dispersé. Nous pouvons tirer une confirmation de ce que nous disons en considérant, sur un plan macroéconomique, la composition de la formation brute du capital fixe, en 1973, en Estrémadure. Nous avons alors les pourcentages suivants [14] :

	Moyenne espagnole	*Badajoz*	*Cáceres*
Terres et plantations	81,67	71,88	72,69
Machines	2,63	2,46	1,85
Bétail	6,53	10,50	15,46
Constructions	9,15	15,14	9,99
Total [15]	99,98	99,98	99,99

Nous constatons que la part du capital terre et plantation est notablement inférieure en Estrémadure en comparaison avec la moyenne espagnole alors que c'est l'inverse pour l'ensemble machines-bétail-constructions. Alors que la part des machines est inférieure en Estrémadure par rapport à l'ensemble de l'Espagne, celle des constructions y est supérieure surtout dans la province de Badajoz. En somme, si le rapport avait une signification et bien que le capital circulant ne soit pas pris en compte, on pourrait dire que le rapport capital d'exploitation sur capital foncier est moins défavorable en Estrémadure que dans la moyenne espagnole. C'est dans les provinces extremeñas et dans celles de Séville, Barcelone, Tolède et Logroño que le rapport machines-bétail-constructions sur terres-plantations et le meilleur. Dans le détail, la part des investissements dans la formation brute du capital fixe se décompose de la façon suivante [16] :

	Moyenne espagnole	*Cáceres*	*Badajoz*
Plantations	10,51	5,68	19,42
Améliorations permanentes	21,02	16,22	15,15
Machines	33,73	10,86	25,35
Bétail	30,48	61,96	35,13
Constructions	4,26	5,28	4,95
	100	100	100

14. Las cuentas del sector agrario n° 1. Ouvr. cité, p. 90.
15. L'ensemble ne fait pas 100 % car nous avons exclu la pisciculture.
16. Las cuentas del sector agrario. Ouvr. cité, p. 113.

La part, dans le total national, de ces investissements est le suivant :

	Badajoz	*Cáceres*
Plantations	7,09	1,91
Améliorations permanentes	2,76	2,73
Machines	2,89	1,14
Bétail	4,42	7,20
Construction	4,66	4,40
Ensemble	3,84	3,54

Les provinces de Badajoz et de Cáceres arrivent, pour cet ensemble, à la première et à la seconde place en Espagne, d'une part parce que ces provinces sont les plus vastes et, d'autre part, parce que les investissements y sont relativement autant ou plus élevés qu'ailleurs. Cela est d'autant plus remarquable que l'activité agricole ne permet de dégager qu'une rente faible. Aussi, cela pose-t-il le problème de la nature et de l'origine des capitaux qui sont investis.

C - LES ORIGINES ET LES PROCESSUS DE FORMATION DU CAPITAL EN AGRICULTURE

Poser cette question peut paraître insolite à ceux qui pensent que l'agriculture extremeña et alentejane a fonctionné sans capitaux, ou presque, et qu'il lui a suffi de disposer d'une main-d'œuvre abondante et corvéable à merci pour dégager des superprofits qui seraient immédiatement dirigés en dehors des campagnes. Cela pose le problème de la rente foncière qu'ils nous faut examiner en priorité avant même de considérer l'origine des capitaux investis dans l'agriculture.

1 — *LE PROBLEME DE LA RENTE FONCIERE*

La rente foncière, ensemble des revenus engendrés par l'agriculture, en structure latifundiaire, pose le problème de son détournement vers des personnes étrangères à cette activité et résidant normalement en ville. En général, on croit que ce problème est spécifique du latifundisme. Les processus en ont été souvent décrits et, sans caricaturer, seraient les suivants : une minorité de grands propriétaires citadins, oisifs et parasites, vivent, grâce à la rente foncière, du travail des masses prolé-

17. Id., Ibid., p. 115.

APPROPRIATION DE LA TERRE DANS LE HAUT-ALENTEJO

(pour les fonds de plus de 50 ha)

[Fig. 69]

surfaces appartenant à l'Etat (elles sont très limitées). A part cela, nous avons :

. Les terres des propriétaires résidant sur la commune ou dans une commune rurale voisine du lieu où se trouve la propriété.

. Les terres des propriétaires résidant au chef-lieu de canton.

. Celles des propriétaires habitant en dehors du canton mais dans une commune rurale, un bourg ou une petite ville.

. Celles appartenant à des gens domiciliés à Evora ou Portalegre.

. Enfin, celles de propriétaires résidant à Lisbonne et dans des villes situées en dehors du Haut-Alentejo.

Dans le cas des terres des chefs-lieux de canton, nous les avons représentées comme appartenant à des habitants résidant dans la commune. De même, pour les communes d'Evora et de Portalegre, les propriétés sont classées comme étant des terres appartenant à des habitants de la commune. En ce qui concerne les terres tenues en indivis par de grandes familles dont certains membres habitent à Lisbonne et d'autres dans le Haut-Alentejo, nous les avons domiciliées dans le Haut-Alentejo. Cela contribue à diminuer quelque peu la propriété citadine mais le fichier du cadastre est conçu de telle façon qu'il arrive que nous ayons comptabilisé deux fois les terres de quelques grands propriétaires citadins. Une erreur doit annuler l'autre ; on aboutit seulement à une légère surestimation de la propriété de plus de 50 hectares. En dehors de ces difficultés propres au dépouillement des fichiers de propriété, nous obtenons les résultats suivants : ils sont quelque peu surprenants :

	Province de Portalegre		*Province d'Evora*		*Total*	
	ha	%/Surf. de la province	ha	%/Surf. de la province	ha	%
Propriétés de résidents lisboètes dans des villes non haut-alentejanes	16 802	2,77	28 241	3,82	45 043	3,35
Propriétés de résidents à Evora	6 502	1,07	89 726	12,14	96 228	7,15
à Portalegre	12 408	2,05	157	0,02	12 565	0,93
dans des chefs-lieux de canton et des petites villes	124 688	20,56	187 496	25,36	312 184	23,20
Propriétés de résidents des communes	371 471	61,25	267 839	36,23	639 310	47,50

La véritable propriété citadine, c'est-à-dire celle de gens résidant en ville, loin de leurs terres et susceptibles d'être absentéistes et de drainer la rente foncière, est celle des propriétaires résidant à Lisbonne, dans les villes non haut-alentejanes, à Evora et à Portalegre. Dans ce dernier cas, nous n'avons pas mis de côté les terres proches, celles de la commune et du canton de Portalegre et d'Evora. Selon cette définition, la propriété citadine dans le Haut-Alentejo représente moins de 30 % de la surface de la province. Cette situation est assez comparable à celle existant dans certaines régions françaises qui ont fait l'objet d'études à ce sujet. Ainsi, dans le Bas-Languedoc, la propriété citadine représente un total de quelque 465 000 hectares soit 28 % des terres ; les citadins, en particulier, possèdent 43,4 % du vignoble [19]. Dans certains secteurs, comme la Camargue, les citadins possèdent 90,8 % des terres et 92 % des vignes. Dans certaines régions du Bassin Parisien, comme dans le Multien et le Pays de France, les citadins possèdent plus de 40 % des terres [20]. En Haute-Normandie, la propriété foncière citadine couvre 35,7 % des surfaces [21]. Si on ne tient compte que des terres dépendant de Paris, Rouen, Le Havre et des villes extérieures à la Haute-Normandie, on arrive à 25,54 % des surfaces.

Dans le Haut-Alentejo, les 70 % des terres restantes sont la propriété soit de microfundiaires soit de propriétaires possédant plus de 50 hectares mais résidant soit dans la commune où se trouvent les propriétés soit à quelque distance, au bourg ou dans la petite ville qui sert de chef-lieu de canton. Pourtant, avant de commencer le dépouillement systématique du fichier cadastral, nous avions l'impression que la propriété citadine, en particulier lisboète, était beaucoup plus importante. Notre erreur vient du fait qu'il existe un peu partout de très grandes propriétés lisboètes comme les terres appartenant à la maison de Bragance [22] qui possédait quelque 14 600 hectares dans les communes de Portel, Monte Trigo, Vendas Novas, Vimieiro, Borba, Orada, Evoramonte, Lavre et Mourão. A partir de quelques exemples même moins prestigieux, nous avions une vue erronée de l'appropriation citadine dans le Haut-Alentejo. Celle-ci est sensiblement différente dans les provinces de Portalegre et d'Evora.

— Dans la province de Portalegre, la propriété citadine est globalement faible et loin d'atteindre 20 % de la surface provinciale. D'ailleurs, la propriété supérieure à plus de 50 hectares n'est guère représentée

19. R. Dugrand : « Villes et campagnes en Bas-Languedoc ». Paris, 1963, 368 p. Ouvr. cité, p. 89 ; tableaux, pp. 602 et suivantes.
Les seules villes de Montpellier, Béziers et Nîmes contrôlent le dixième des terres et le sixième du vignoble. Les non-résidents possèdent 29,9 % des terres et 34,9 % du vignoble.

20. P. Brunet : « Structure Agraire et Economie Rurale des Plateaux Tertiaires entre la Seine et l'Oise ». Caen, 1960, 552 p. L'auteur n'a pas fait de dépouillements systématiques et ces résultats proviennent de sondages. Ouvr. cité, p. 410.

21. H. Elhaï : « Recherches sur la propriété foncière des citadins en Haute-Normandie ». Paris, 1965, 104 p. Ouvr. cité, pp. 21 et 24.

22. Fondation d'Etat.

dans certains cantons comme ceux de Castelo de Vide, Nisa, Gavião, Marvão et Portalegre où, dans nombre de communes, la petite propriété recouvre plus de 50, 60 et même plus de 80 % de la surface communale totale. Il s'agit des cantons à dominante microfundiaire du nord-est de la province et il est inutile d'insister là-dessus.

En ce qui concerne la propriété de plus de 50 hectares, notons la faible place qu'occupe la propriété lisboète : 12 % de la surface totale. Si on additionne les terres des lisboètes et celles des citadins habitant en dehors du Haut-Alentejo, on n'atteint pas 15 %. Si on considère la répartition de cette propriété, on est surpris de la rencontrer surtout dans l'est de la province avec des pointes dans les cantons d'Elvas en particulier, de Fronteira et de Sousel. Par contre, la propriété lisboète est très faible dans les cantons de Ponte de Sor et d'Avis où existent de grandes propriétés avec de vastes montados de chênes-lièges.

Dans ces derniers cantons, la propriété d'Evora est presqu'aussi importante que celle de Lisbonne et les citadins d'Evora ne possèdent pratiquement que des montados dans cette région de sables et pratiquement rien dans les autres cantons de cette province. La propriété de Portalegre, quant à elle, est très peu importante et ne représente guère que 2 % de la surface provinciale en incluant les terres du canton et de la commune de Portalegre. Nulle part, la propriété de cette capitale provinciale n'atteint 10 % des surfaces cantonales, le maximum se trouvant dans le canton de Crato avec 5,4 %.

— La situation est quelque peu différente dans la province d'Evora. La propriété lisboète y est deux fois plus importante que dans la province de Portalegre. On la rencontre partout mais avec un point fort dans l'extrême ouest de la province, en particulier à Vendas Novas où elle atteint 40 % de la surface de cette commune. Elle est aussi très importante dans les cantons d'Estremoz, d'Evora, de Redondo et de Reguengos de Monsaraz où elle dépasse fréquemment 30 % et même 50 % de la surface de certaines communes comme c'est le cas à Nossa Senhora de Tourega. Cette répartition peut s'expliquer par des raisons de proximité : Vendas Novas n'est qu'à une heure de Lisbonne en automobile et Evora à deux heures, mais aussi par les liens de parenté qui existent entre nombre de Lisboètes et des Alentejans résidant à Evora ou Reguengos de Monsaraz par exemple.

La propriété de résidents de la ville de Portalegre est nulle dans le canton d'Evora et nous n'y avons recensé qu'une seule propriété de 157 hectares. Cela confirme que Portalegre n'est pas une capitale terrienne et que son rayon foncier ne dépasse guère son canton. Evora, par contre, possède 12 % des terres de sa province si on y inclut celles de son canton tout entier. Cependant, il ne faut pas grossir l'importance de ce capital foncier car la moitié de ces terres se situent à l'intérieur même de son canton et donc à peu de distance. Dans les autres cantons, ce n'est qu'exceptionnellement que l'on arrive à 10 % des surfaces comme à Mora (16,6 %) ou Portel (12,7 %). Dans nombre de cantons tels que

ceux de Alandroal, Borba, Estremoz, Reguengos de Monsaraz et Vendas Novas, la propriété d'Evora est presque nulle.

Voilà donc évaluée à peu près l'ampleur de la propriété citadine. Disons tout de suite qu'il faut bien se garder de la surestimer en généralisant quelques cas de propriétés exceptionnelles. Sachons bien que la plupart des grands propriétaires vivent à moins de 20 Km de leurs terres et que, s'il y a rente foncière, elle ne va pas loin dans 70 cas sur 100.

Il serait, bien sûr, très intéressant de connaître l'évolution de la propriété. Accablé par l'ampleur de la tâche pour dresser un tableau exhaustif de la situation actuelle, nous n'avons pas cherché à faire des dépouillements, fût-ce par sondage, à des époques antérieures. Nous savons seulement que dans tout l'Alentejo la mobilité de la terre a été grande pendant tout ce siècle, peut-être plus grande qu'en Estrémadure [23]. Nous avons déjà abordé ce problème lors de l'étude du renouvellement de la classe des grands propriétaires terriens. Il est notoire que la venue de la République, en 1910, a engendré des bouleversements considérables dans la répartition de la propriété en sonnant le glas de la propriété foncière de la noblesse qui avait déjà pratiquement disparu quand est intervenue la réforme agraire révolutionnaire. Après, peut-être, une période de moins grande mobilité avant et après la seconde guerre mondiale, le renouvellement de la propriété a été rapide, surtout après 1958 et 1974. Il en ressort, par exemple, que dans un canton comme Vendas Novas, près de 37 % des propriétés de 50 hectares au moins ont changé de mains au moins une fois ; cela correspond à une mobilité de 2,3 % par an, ce qui est légèrement supérieur à ce qui se passe en France où la mobilité est déjà élevée. Dans certaines communes, on dépasse largement ce chiffre : 39 % à Capelins, 48,4 % à Reguengos de Monsaraz, 65 % à São Bartolomeu do Outeiro et à Maranhão. En général, la mobilité est beaucoup plus grande dans la province d'Evora que dans celle de Portalegre, dans les régions de grande propriété que dans celles qui sont microfundiaires. Dans celles-ci, les grandes exploitations de plus de 50 hectares qui ont changé de mains sont rares ; on arrive à moins de 5 % dans la plupart des communes du canton de Nisa par exemple. En général, la mobilité a été la plus forte là où la propriété lisboète est actuellement fortement établie. Tout semble indiquer que celle-ci s'est renforcée dans les 15 ou 20 dernières années. En effet, le marché du foncier a été en partie animé par de nombreuses sociétés d'investissement lisboètes. A la fin des années 50, il existait déjà des sociétés lisboètes qui avaient investi dans le Haut-Alentejo ; citons le cas de la Cie Agricole Quinta da Riba Fria possédant 311 hectares à Monte Trigo, la Sté Agricole da Herdade de Barrosa avec 580 hectares à Lavre, la Sté Agricole Caldelas ayant 380 hectares à Vimieiro, la Cie Agricole de Bebedouro avec 209 hectares à Aldeia Velha, la Sté Agricole Ribeiro Ferreira avec

23. Ceci n'est qu'une impression et des recherches seraient à faire dans ce domaine.

1 149 hectares à Urra, la Sté Agricole Dom Diniz avec 1 508 hectares à Arraiolos, la Sté Agricole Palha Van Zeller ayant 391 hectares à Redondo, 580 hectares à Nossa Senhora de Boa Fé, 219 hectares à Nossa Senhora da Graça do Divor et 745 hectares à Santiago do Escoural. La liste n'est pas exhaustive ; après 1958-60, les achats sont devenus plus nombreux et souvent très importants. Citons les principaux :

		Surface (ha)	*Date d'achat*
Sté Agri. de Moihola	Vendas Novas	2 798	1958
Sté Agri. da Herdade da Palma	Cabrela	1 276	1960
Sté Agri. Susal	Portel	327	1960
Cie Agri. da Quinta do Duque	Viana do Alentejo	1 937	1965
Cie Agri. de Maranhão	Montargil	389	1969 et 70
	Alcôrrego	330	1970
	Maranhão	3 611	1970
Cie Agri. de Monte Novo	Aldeia Velha	850	1970
Sté Sylvicole Caima	Monte da Pedra	116	1971
Sté Agri. do Ribatejo e Alentejo	Redondo	109	1974
Cie Agri. do Vale da Agua	Maranhão	391	1974
Cie Agri de Aparica	Torre de Coelheiros	1 773	1972
	Monte Trigo	1 224	1972
Sté Agri. do Ameixial	Casa Branca	282	1973
	Sousel	131	1973
Sté Agri. do Peral	Portel	520	1973
	Portel	747	1974

Là encore, la liste est loin d'être exhaustive.

Ces achats sont considérables mais surtout spectaculaires. Malgré eux, la propriété foncière citadine, lisboète en particulier, n'est pas plus importante, relativement, que celle de villes comme Paris ou Rouen ; c'est même le contraire. Il faut maintenant analyser l'incidence de cette propriété foncière dans les flux monétaires.

b) **Importance de la rente foncière dans les flux monétaires**

Nous avons commencé à nous préoccuper tardivement de ce problème tout à fait délicat à aborder et d'approche difficile. Les bouleversements survenus dans l'administration portugaise ont rendu encore plus problématiques les recherches. Aussi, après avoir passé de longues semaines à essayer de voir clair dans les structures de propriété, nous avons été obligé de nous tourner du côté espagnol pour traiter de la rente foncière. Cela est gênant mais nous pensons que les résultats obtenus peuvent être généralisés à l'ensemble des territoires que nous étudions car l'attitude des grands propriétaires est similaire de part et d'autre de la frontière et leurs ressources sont semblables. Pour apporter un élément de réponse à notre problème, nous scinderons en deux la difficulté en

étudiant d'abord les flux monétaires en général, et la place qu'y occupe la rente foncière, puis nous aborderons le problème de la formation du capital en agriculture.

* *Les flux monétaires et la rente foncière*

Ils sont extrêmement difficiles à appréhender de façon sérieuse. Les économistes, quand ils traitent de ce sujet, le font en général sur un plan macro-économique à l'échelle nationale, régionale ou d'un secteur d'activité pris globalement. Le géographe ressent le besoin d'études à plus petite échelle, au plan communal en particulier. Un modèle d'étude a été apporté par M. Derruau[24]. En ce qui nous concerne, nous avons été bien incapable de refaire une étude de ce genre et avons été amené à exploiter au maximum deux sources de valeur bien différente :

. Les données comptables des Cajas de Ahorros.

. Quelques éléments de comptabilité régionale.

Quoi que l'on puisse penser, l'Estrémadure est une région qui reçoit plus de capitaux qu'elle n'en exporte. C'est ce que l'on peut voir dans l'ouvrage « Contabilidad Regional de Extremadura y Extremadura-Huelva »[25]. Pour l'année 1973, le bilan a été positif de 4 427 millions de pesetas mais les différentes administrations publiques ont contribué à drainer 7 413 millions de pesetas. Cela signifie que, cette année-là, le secteur privé a transféré 2 986 millions de pesetas soit 4 % du produit brut régional[26]. Cela correspond bien à l'idée que l'on se fait de la question et nous voilà au cœur du problème.

Il s'agit de connaître quelle est la part de la rente foncière dans ces transferts ou bien, si l'on veut, de déterminer la responsabilité des propriétaires citadins absentéistes dans l'appauvrissement provincial. En faisant une analyse superficielle, nous pourrions immédiatement conclure que, a priori, l'évasion des capitaux ne nous étonne pas car l'Estrémadure est une région où les propriétaires citadins sont nombreux et vivent de la rente foncière. Mais cela n'est qu'un apriori et notre seul apriorisme est d'éliminer tout apriori. Pour avoir la certitude de ces transferts, il

24. M. Derruau : « Les flux monétaires dans un village-centre du Bas-Languedoc : Capestang ». L'espace géographique, T. III — N° 1 — 1974, pp. 29 à 46. Le terrain était particulièrement propice à des recherches de ce genre : la présence d'une monoculture simple, en l'occurence un vignoble de masse, rendait moins complexe l'établissement de paramètres déjà longs.

25. Sous la direction de Julio Alcaide Inchausti : « Contabilidad regional de Extremadura y Extremadura-Huelva ». Consejo Económico sindical Interprovincial de Extremadura y Huelva, 1973, 176 p. Ce travail, bien utile, est l'indicateur de l'intérêt que l'on porte , en Espagne, à l'analyse des flux économiques. Des critiques montrant les limites de ce type d'étude ont été formulées. Cf. Julio Alcaide Inchausti : «Las tablas input output regionales en España ». Boletín de Estudios Económicos n° 94, 1975, pp. 65-89.

26. « Contabilidad regional de Extremadura ... ». Ouvr. cité, p. 176.

faudrait disposer de preuves comptables car d'autres classes socio-professionnelles peuvent aussi être mises en cause. Or, nous ne disposons pas de preuves irréfutables pour pencher d'un côté ou de l'autre. Il faudrait que toutes les banques aient classé, en fonction de la profession de l'épargnant, les différents apports et soient en mesure de déterminer l'origine des capitaux transférés. En outre, il faudrait que toutes les banques mettent la totalité de ce travail à notre disposition. Ces deux préalables, hélas, n'ont pas été réunis et nous ne disposons que des indications fournies par certaines cajas de ahorros. En Estrémadure, les cajas de ahorros figurent parmi les banques ayant la plus grande importance aussi cette source, quoique partielle, est très précieuse. Seule, la caja de ahorros de Cáceres a fait un travail utile à notre propos [27] en classant les dépôts en fonction de la profession de leur propriétaire. Les résultats sont tout à fait inattendus. Ainsi, pour le secteur relevant de la caja de ahorros de Cáceres qui recouvre la plus grande partie des régions où domine la grande propriété dans cette province, l'ensemble de l'épargne de 1976 (comptes-courants, caisse d'épargne et placements divers) s'élève à un peu plus de 7,574 milliards de pesetas. Là-dessus, l'ensemble des agriculteurs et des rentiers de l'agriculture ne disposent que de 9,7 %. En allant plus loin dans le détail, nous constatons que dans les secteurs de secano avec de très grandes exploitations comme à Valencia de Alcántara, Arroyo de la Luz et Brozas le pourcentage respectif est de 5,3, 10 et 10. A Coria, au milieu d'une grand périmètre irrigué, nous avons 11 %. Dans la ville de Cáceres, le pourcentage tombe à 0,80 dans un quartier populaire et n'atteint que 8,2 dans le centre où vivent la plupart des rentiers de l'agriculture.

C'est dire que les agriculteurs et les rentiers de l'agriculture ont une épargne faible, très faible par rapport aux autres catégories socio-professionnelles. Ils sont bien incapables, le voudraient-ils, d'alimenter les transperts privés de fonds en dehors de l'Estrémadure. Alors, la rente foncière à destination de Madrid, Lisbonne, voire l'étranger est-elle un mythe ? Nous le présumons, aujourd'hui tout au moins [28]. La faiblesse des avoirs des propriétaires fonciers en dehors du secteur agricole confirme la faiblesse de leur fortune. Bien entendu, pour répondre définitivement à cette question, il faudrait disposer des données de toutes les banques. Mais, cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de rente foncière du tout ; il y a des rentiers de l'agriculture qui vivent confortablement, voire richement, de leurs rentes. C'est une infime minorité et leur notoriété, encore une fois, ne doit pas faire illusion.

D'une certaine façon, les économistes [29] ont rendu justice aux exploitants et propriétaires fonciers — ainsi qu'aux autres catégories sociales

27. Nous tenons à remercier infiniment son directeur Luis Ordoñez Claros pour sa collaboration et nous lui savons gré de la qualité de son travail.

28. Autrefois, tout devait être différent et la rente foncière existait comme dans tous les pays essentiellement agricoles. Sans que nous puissions en apporter la preuve, nous sommes persuadé que, dans les années 60, la rente foncière a fortement contribué à l'industrialisation de la Péninsule Ibérique.

29. « Contabilidad regional de Extremadura ... ». Ouvr. cité, p. 80.

détentrices d'épargne — en considérant que les exportations de capitaux sont en définitive faibles et que ceux-ci, s'ils restaient sur place, seraient bien insuffisants pour assurer le développement de l'Estrémadure ; d'ailleurs, n'importe quel pôle de promotion industrielle a obtenu des Pouvoirs Publics des capitaux bien supérieurs. En fin de compte, nous pensons que le problème de la rente foncière ne doit plus être étudié sous le seul angle des transferts des revenus et capitaux issus de l'agriculture car tout indique qu'ils sont peu importants ; la véritable rente foncière payée par l'agriculture en général découle de la faiblesse des prix agricoles à la production et du fait que les services gravitant autour du secteur agricole échappent pour l'essentiel aux agriculteurs. Ainsi, non seulement l'agriculture ne peut pas se permettre de transférer des capitaux mais encore se pose le problème du financement de son fonctionnement et de son développement.

2 — *LA FORMATION DU CAPITAL DANS LE SECTEUR AGRICOLE*

Le montant du capital employé par l'agriculture, aussi bien en Estrémadure que dans le Haut-Alentejo, a considérablement augmenté à l'instar des pays développés. Ceci, à tel point que l'on considère actuellement en Estrémadure que le coût de la création d'un poste de travail dans l'agriculture se rapproche rapidement de l'investissement qu'il faut réaliser pour une création homologue dans le secteur industriel [30]. Certains exploitants de la Tierra de Barros ont fait des calculs et il ressort que le capital nécessaire à la création d'un poste de travail dans cette région s'élève à environ 1,8 million de pesetas. Nous comprenons mieux pourquoi les problèmes de financement deviennent si difficiles à résoudre et certains exploitants, se sentant incapables de suivre l'évolution, parlent de décapitalisation de l'agriculture. Pour y voir clair, nous considérerons ce dernier aspect puis nous tenterons de faire l'inventaire des sources de capitaux susceptibles de s'investir dans l'agriculture.

a) **Y a-t-il décapitalisation des agricultures alentejane et extremeña ?**

Il peut être surprenant d'entendre ce terme dans la bouche d'exploitants décidés à investir au maximum dans l'agriculture. Tout ce qui peut être observé va aussi à l'encontre de la thèse de la décapitalisation.

30. Nous comprenons mieux combien est erronée la politique du gouvernement gonçalviste au Portugal — et des gouvernements qui lui succèdent — essayant de « caser » le plus grand nombre de travailleurs possible dans l'agriculture. Cela peut être une recette qui a fait merveille en Chine ; au Portugal, les capitaux ainsi employés auraient été bien plus utiles dans le secteur secondaire et l'agriculture ne serait pas surchargée d'un excès de main-d'œuvre dont elle ne sait que faire.

Pourtant, le sentiment d'être en face d'une agriculture décapitalisée est suffisamment répandu pour nous contraindre à nous arrêter quelque peu sur le phénomène. Les agriculteurs se basent sur deux faits. Le premier provient des faibles productions à l'hectare que l'on peut obtenir et des irrégularités des récoltes d'une année sur l'autre. Cela n'est pas un fait nouveau ; ce qui l'est, c'est que cela entrave la formation du capital, en particulier du capital d'exploitation. La précarité de la rentabilité détourne les capitaux éventuellement disponibles et engendre de la part des fermiers excès et imprudences. Si les écarts étaient plus réduits, comme dans l'Europe humide, l'agriculture drainerait une part beaucoup plus importante des capitaux flottants. De plus, des profits plus réguliers et un amortissement plus facile des capitaux déjà investis assureraient leur renouvellement.

Le deuxième fait provient de la non-rentabilité des secteurs exigeant beaucoup de capitaux comme l'élevage laitier et l'agriculture irriguée pour une bonne part. En conséquence, les capitaux ont tendance à se détourner de ces secteurs pour s'investir dans ceux qui sont plus sûrs comme l'élevage pour la viande en plein-air et la céréaliculture. Bien entendu, les exploitants changeraient immédiatement d'attitude si de puissantes sociétés ou l'Etat étaient capables de transformer les surplus agricoles ou, tout au moins, pouvaient supporter les à-coups de surproduction. Cela supposerait la capitalisation dans la transformation, si possible sur place, des productions agricoles. Encore est-il peu probable que le remède élimine complètement le mal ; une industrie très puissante de la tomate s'est installée en Alentejo et cela n'a pas suffit à éloigner le problème de la surproduction ; au contraire, la présence rassurante des usines a fait disparaître toute prudence chez les producteurs.

Toutes ces difficultés expliquent que le passage à des exploitations fortement capitalisées du type agro-industriel est difficile et le resterait même si la totalité des profits engendrés par l'agriculture était réinvestie sur place. Malgré tout, beaucoup de capitaux continuent à s'orienter vers l'agriculture et nous avons souvent parlé de surinvestissement. S'il y a décapitalisation, elle ne peut être que relative dans son ensemble étant donné les efforts financiers consentis pour financer cette activité.

Les capitaux utiles à l'agriculture peuvent provenir de trois horizons :

. De l'accumulation du capital à partir d'argent gagné en dehors de leur exploitation par des travailleurs agricoles.

. De l'autofinancement.

Dans ces deux cas, il s'agit d'une capitalisation venue d'agriculteurs.

. De capitaux extérieurs provenant soit de l'Etat soit d'entités extérieures à l'agriculture.

Alors, nous pouvons parler de capitalisation exogène.

b) Les processus primitifs d'accumulation du capital

Nous qualifions de primitifs les processus d'accumulation du capital s'effectuant dans des conditions inhumaines et à base de privations très dures. Nous pouvons ranger dans cette catégorie les capitaux accumulés par les émigrés saisonniers. Ces derniers, comme on le dit en Estrémadure, se déplacent temporairement avec la finalité de se « sacrifier » pour gagner de l'argent. Un pécule, plus ou moins important, peut être réuni en travaillant beaucoup et en ne dépensant que le strict minimum pendant toute la durée du « voyage ». Le travailleur saisonnier emporte de chez lui tout ce qui risque de lui être nécessaire et même, autant que faire se peut, des produits alimentaires issus du jardin familial même s'ils sont pondéreux comme les pommes de terre[31]. Une fois sur le lieu de travail les débours pour l'entretien et le logement sont évités au maximum : c'est ainsi que l'on accepte de passer les nuits dans des dortoirs précaires mis à la disposition des travailleurs par les employeurs. Là, une vie en commun s'organise, la cuisine est préparée sur de petits réchauds communs. Aussi, la presque totalité de l'argent gagné, pendant les huit à douze heures de travail quotidien, est épargnée et transférée dans la commune d'origine.

L'ensemble de ces transferts représente des sommes énormes. Pour la seule année 1973, la presque totalité des 5 319 millions de pesetas[32] venues de l'étranger et versées aux « ménages et institutions privées sans but lucratif » proviennent de l'épargne des travailleurs extremeños, souvent d'origine agricole, allant à l'étranger pour des séjours de quelques mois. A titre de comparaison, la totalité des subventions accordées, cette année-là, par l'Etat à l'Estrémadure s'est élevée à 698 millions de pesetas ; l'ensemble des revenus (salaires, rentes diverses, transferts de toute nature et de toute origine) des « ménages et des institutions privés à but non lucratif » atteignirent 73 920 millions de pesetas. Ainsi, l'argent des travailleurs émigrés, la plupart du temps saisonniers, représente 7,20 % du total.

Cependant, nous savons — sans pouvoir donner de chiffres précis — que la grande majorité de ces sommes ne sont pas destinées à l'agriculture et ne servent ni à acquérir du foncier ni à constituer un capital d'exploitation. Dans le Haut-Alentejo, l'incidence de l'argent des émigrés dans l'agriculture est encore plus faible car ceux-ci sont assez peu nombreux. On a noté depuis longtemps que l'argent gagné servait, là aussi, à couvrir d'abord les dépenses courantes journalières puis à acheter ou améliorer la maison d'habitation. Quand il reste quelque chose, on peut acquérir un ferregial ou une olivette — on le pouvait du moins avant le 25 avril — ou bien on le place en dehors de l'agriculture. C'est ainsi que la société Torralta avait réussi à drainer beaucoup d'argent

31. Les bagages multiples — valises et cartons ficelés — donnent à ces migrants l'aspect d'exilés qui emportent tout leur avoir.
32. «Contabilidad regional de Extremadura ... ». Ouvr. cité, p. 121.

des travailleurs émigrés qui ont acheté un grand nombre d'actions ; la Torralta, avant le 25 avril, était une société prospère [33] qui donnait les plus hauts dividendes (10 %).

Cependant, localement, les capitaux accumulés à l'étranger peuvent avoir une incidence sur le secteur agricole. C'est le cas, en particulier, dans Las Hurdes. Au temps où écrivait M. Legendre, les Hurdanos ne connaissaient « pas, en général, l'épargne » [34] à l'exception des mendiants et des usuriers. Or, ces deux catégories de personnes étaient intimement liées. En effet, un des moyens d'existence essentiels des Hurdanos consistait à pratiquer l'émigration temporaire plus ou moins longue et plus ou moins lointaine. Il pouvait s'agir de simples migrations de travail vers les régions céréalières de l'Estrémadure et de la Castille. Mais, très souvent, les Hurdanos préféraient, comme les habitants de l'Artense, pratiquer une mendicité intelligente qui était plus lucrative et moins fatigante. Les mendiants hurdanos, opérant en groupe le plus souvent, étaient connus dans tout le sud et le centre-ouest de l'Espagne. Ils recherchaient de quoi se vêtir, de l'argent et constituaient des stocks de denrées alimentaires, sous forme de croûtons de pain en particulier. Les tournées pouvaient durer une année entière et le produit de la mendicité permettait parfois de réunir un petit capital. Celui-ci était consacré à l'amélioration de l'ordinaire, et dans certains cas, servait à se livrer à l'usure. Or, les usuriers constituaient une partie de « l'aristocratie » locale. C'est par ce type de capitalisation que les Hurdanos, tout au long des siècles, ont pu acquérir les terres situées tout autour de leurs villages et qui étaient autrefois la propriété de forains comme les habitants de La Alberca.

Aujourd'hui, les migrations de mendicité ont disparu et seules subsistent les migrations de travail saisonnières, annuelles ou pluri-annuelles dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs d'activité comme le tourisme. Le capital accumulé continue à être investi dans Las Hurdes et sert, pour partie, à améliorer l'habitat qui est en pleine transformation et les conditions de vie en général et, pour une autre partie, à acheter des terres.

Il existe peu de cas où les processus primitifs de capitalisation jouent un rôle aussi déterminant dans l'économie et la vie d'une région. La plupart du temps, l'émigré temporaire n'a jamais réuni suffisamment d'argent pour faire fortune et ceux qui ont vraiment amélioré leur sort sont soit partis pour longtemps soit restés sur place. La grande majorité des capitaux utilisés en agriculture a une autre origine.

c) L'autofinancement et l'aide de l'Etat

Comme dans tous les autres pays occidentaux, les exploitants agricoles doivent d'abord compter sur eux-mêmes pour financer leur activité

33. Avec l'emprisonnement des dirigeants et la gestion déplorable qui s'ensuivit, la société cessa de verser ces dividendes.

34. M. Legendre : « Las Jurdes ». Ouvr. cité, p. 325.

et investir. Etant donné que la rente en agriculture est faible, les exploitants doivent avoir recours au crédit et s'endetter. Cependant, par opposition à l'ensemble des pays de l'Europe humide, les conditions de crédit ne sont pas aussi avantageuses[35], surtout au Portugal avant le 25 avril.

En effet, avant la chute du gouvernement de Caetano, les exploitants portugais ne disposaient que de crédits de campagne tout à fait réduits. Le principal avantage permanent consistait en fourniture de semences de blé qui étaient prêtées, sans intérêt, pour le temps de la campagne. Cette facilité existe toujours. L'aide de l'Etat pouvait se traduire sous forme de subventions ; ainsi, 20 % de subvention, parfois plus, ont été consentis, à un moment ou un autre, pour acquérir des machines, des semences de trèfle souterain, des clôtures, pour favoriser la construction de barrages collinaires ou aider à l'électrification des campagnes. Les searciros pouvaient obtenir des crédits de campagne particuliers. Ainsi, en raison de quelques subventions et crédits, à usage limité dans le temps, les agriculteurs portugais devaient s'adresser aux banques qui prêtaient des capitaux à des intérêts ordinaires basés ou non sur l'hypothèque de l'exploitation. En Espagne, les facilités de crédit et les subventions ont été bien plus nombreuses et importantes mais les difficultés des exploitants sont les mêmes. Ils doivent être à l'affût des « générosités » de l'Etat et un abonnement au B.O. est certainement le meilleur investissement qui puisse être fait ; c'est le seul moyen de prendre connaissance de la totalité de ses droits et en temps opportun. Mais, dès que l'on sort des secteurs qui sont pour ainsi dire en promotion, les exploitants doivent solliciter des crédits auprès des organismes bancaires qui accordent souvent des prêts hypothécaires. Ces crédits ont des taux d'intérêt toujours trop élevés. Ainsi, la Caja de Ahorros concède en 1977, des crédits aux taux d'intérêt suivants :

Type de crédit	*Taux d'intérêt*
Crédit social à l'agriculteur	9,10 et 11 %
Crédit social accordé par l'intermédiaire du Banco de Crédito Agrícola	9,10 et 11 %
Crédit ordinaire	10, 11,60 12,60 et 14,60 %

35. Les facilités de crédit peuvent, si l'on n'y prend garde, engendrer un endettement insupportable. Ainsi, en France, l'endettement des agriculteurs a été multiplié par 10 entre 1960 et 1977 et dépasse très largement celui des Pays Bas et de l'Allemagne Fédérale en ce domaine. Tous ont contribué au laxisme : le Crédit Agricole dans son désir de gonfler ses activités et de trop nombreux exploitants qui, abandonnant la tradition paysanne d'économie — qui avait ses inconvénients — se sont lancés dans des dépenses inconsidérées et peu adaptées à leurs besoins réels.

Tous ces taux d'intérêt sont trop élevés. Malgré cela, les agriculteurs se pressent aux guichets pour obtenir des facilités. En cinq ans, la seule Caja de Ahorros de Badajoz a consenti les crédits suivants aux agriculteurs :

	Crédits avec fonds propres		*Par l'intermédiaire du Banco de Crédito Agrícola*	
	Nombre	Montant (M. de pta)	Nombre	Montant (M. de pta)
1972	2 955	337,4	1 633	362
1973	2 898	482,1	1 113	293,3
1974	2 825	536,8	958	328,8
1975	1 367	414,0	2 872	586,7
1976	1 314	652,8	2 523	560,7
Total	11 359	2 423,1	9 099	2 131,5

Cela représente au total, pour les cinq années, 20 458 prêts pour un montant de 4 544,6 millions de pesetas soit, en moyenne, par an, 4 092 prêts pour un montant de 910,92 millions de pesetas. Le crédit moyen sollicité est donc de 223 000 pta. Dans la province de Cáceres, en 1976, le nombre total de prêts consentis par la Caja de Ahorros s'élève à 2 391, dont 1 591 avec les fonds propres de la caisse, pour un montant de 697,6 millions de pesetas. En 1973, ce montant atteignait 550,9 millions de pesetas. Pour avoir une idée de l'importance de cet endettement, il convient de comparer ces sommes à la valeur de la production agricole de l'Estrémadure qui était de 43 513 millions de pesetas en 1973. Ainsi, les seuls crédits aux agriculteurs consentis par les Cajas de Ahorros de Cáceres et de Badajoz, à l'exclusion de ceux de la Caja de Ahorros de Plasencia, atteignent déjà 3 % de la valeur de la production agricole de l'Estrémadure. Pour cette même année, les seuls capitaux [36] consacrés à la mécanisation et à l'irrigation ont été de 2 952 millions de pesetas soit 6,78 % de la valeur de la production agricole.

Nous comprenons mieux pourquoi l'endettement des agriculteurs, chaque année plus important, leur interdit pratiquement de s'intéresser sérieusement à d'autres secteurs d'activité. La rente foncière disponible pour les villes n'est pas élevée, si elle l'a jamais été. La terre et l'exploitation agricole ont toujours été l'objet de préoccupations et les biens les plus estimés ; les exploitants n'ont eu de cesse d'acquérir des terres puis d'agrandir leurs biens et de les mettre en valeur. S'il est un reproche qu'on peut leur faire, c'est de n'avoir pas investi hors de l'agriculture, c'est-à-dire de ne pas avoir su dégager une rente foncière pour d'autres

36. Il s'agit de la totalité des capitaux et de toute provenance.

secteurs d'activité ou pour l'immobilier. En Alentejo, si les exploitants avaient su diversifier leurs investissements, certains ne seraient pas tombés dans la gêne qui est la leur après l'expropriation de leur seul bien de production.

Mais, alors que la faiblesse de la rente en agriculture et l'endettement placent les agriculteurs dans une situation de plus en plus difficile, des capitaux citadins s'intéressent de plus en plus à la terre.

d) Les capitaux venus de l'extérieur

Ils peuvent venir soit de l'Etat soit d'entités privées. Nous ne nous attarderons pas sur les premiers car certains aspects ont été abordés à un moment ou à un autre de notre étude. L'Etat peut intervenir de deux façons en agriculture : soit il prend des mesures au coup par coup pour inciter à produire ceci ou cela dans telle condition ou dans telle autre et distribue des subventions ou octroie des crédits intéressants ; dans ces limites, l'Etat peut avantager certaines structures comme les coopératives, les U.C.P., les groupes syndicaux, en accordant des avantages spécifiques. Soit, l'Etat peut vouloir engendrer le développement global d'un territoire plus ou moins vaste en transformant, partiellement ou totalement, les structures ou les moyens — ou les deux à la fois — de production. Cela est fréquent dans les pays méditerranéens. Le plan d'irrigation de l'Alentejo ou le plan de Badajoz en sont des exemples. L'Etat alors débloque des crédits considérables et nous avons vu le pactole qui était tombé sur la province de Badajoz. Les dépenses entraînées par la réforme agraire révolutionnaire ne sont pas encore connues ; nul doute que le coût définitif sera infiniment plus élevé que le devis initial.

Que ce soit dans le cadre de l'économie libérale ou dans celui d'un Etat d'essence collectiviste, bien qu'il convienne encore d'être prudent sur l'efficacité de la réforme agraire révolutionnaire, force est de constater que les multiples interventions de l'Etat, plus ou moins spectaculaires, n'ont pas donné les résultats escomptés. Ces interventions sont souvent anarchiques, leur but parfois irréaliste et une grande partie de leur substance se perd dans les rouages administratifs. Tout au moins, l'action de l'Etat ne fait pas l'objet de vives critiques comme celles qui sont portées à l'encontre de l'intervention dans l'agriculture des capitaux accumulés dans les secteurs secondaire et tertiaire.

L'investissement de capitaux extérieurs à l'agriculture dans ce secteur d'activité n'est pas une nouveauté. Dans quelques-unes des plus grandes exploitations, il est parfois difficile de faire la part de ce qui revient à l'agriculture et du reste. La plupart des nouvelles fortunes foncières sont le fait de familles dont l'essentiel des ressources ne proviennent pas de l'agriculture et qui exercent une autre activité. La plupart du temps, il s'agit du commerce auquel s'ajoute parfois une industrie de transformation des produits issus des campagnes. Le processus de la constitution de ces fortunes est simple : un exploitant ou un travailleur agricole plus ou moins humble est dynamique ; à son activité purement

agricole, il joint, d'abord à ses heures perdues, un petit commerce du type maquignonnage ou fait un peu d'entreprise s'il possède déjà une machine dont les services peuvent être loués ; assez vite, l'agriculture devient une activité annexe et il emploie un puis plusieurs auxiliaires ; dès lors, cet homme s'engage dans la spirale ascensionnelle qui peut le mener au sommet de l'échelle sociale locale. Du maquignonnage, il passe au commerce de gros de la viande puis achète des camions frigorifiques pour ravitailler directement Madrid, Séville ou Barcelone. De simple courtier en céréales pour le compte d'un industriel, il commence à stocker les grains puis à devenir lui-même un producteur et vendeur d'aliments pour le bétail. La même évolution peut être décrite dans le vin, les olives, le liège, le bois. Quelques-uns peuvent aller encore plus loin et accéder à l'aristocratie provinciale par le biais du grand commerce international ou de l'industrie. Pendant tout le début de la phase ascensionnelle, la terre et l'agriculture sont négligées. Les autres activités sont très prenantes. Par contre, dans un deuxième temps, on fait un retour aux sources et on investit dans l'agriculture en achetant des surfaces importantes. Notons que ce processus n'est pas original et que les choses ne se passent pas autrement dans les campagnes françaises où le commerce et l'entreprise sont un moyen de se démarquer socialement des agriculteurs locaux.

Ces nouveaux riches suscitent envie et jalousie quand bien même les courtiserait-on assidûment. Cependant, ils sont issus du cru et sont, en même temps, source d'admiration et objet de fierté dans le village ou le bourg. Il n'en va pas de même pour les sociétés urbaines ou les riches citadins, n'ayant pas de liens ou n'en possédant que de ténus avec les campagnes et qui, depuis une quinzaine d'années, achètent une quantité de terres considérable. Dans la presse espagnole, il n'est pas rare de rencontrer des petites annonces du type : « Société madrilène acquiert toute propriété de plus de 500 ha ». En Alentejo, avant le 25 avril, les achats de terre ont été nombreux et ont fait beaucoup de bruit. Citons quelques cas notoires : la C.U.F. et Champalimaud[37] ont acheté de vastes propriétés dans les Serras de Portel et de Mértola ; les frères Melo[38] ont acquis des terres à Juromenha et dans la Serra de Portel. Dans les cantons de Moura et de Barrancos, les acquéreurs sont des vendeurs d'automobiles Volkswagen, des industriels de la bière et des vendeurs d'avions Constellation. Il est inutile de multiplier les exemples. Signalons simplement que ces achats sont devenus nombreux après 1965 en Estrémadure et, après 1968-70, en Alentejo, c'est-à-dire quand le développement économique des deux pays avait déjà pris forme. Avec l'entrée de l'Espagne dans la crise, la terre est redevenue la valeur-refuge qui traverse sans problème toutes les crises... la réforme agraire révolutionnaire exceptée. Aussi, la concurrence sur la terre est-elle devenue très vive

37. Grand industriel portugais à la tête d'un des plus grands groupes textiles.

38. Industriels parmi les plus connus du Portugal ayant investi dans la sidérurgie et les ciments.

en Estrémadure alors même que le Parti socialiste espagnol plaçait en bonne place, dans son programme, des mesures de réforme agraire. Malgré tout, les grandes sociétés sont actives et disposent même d'indicateurs locaux qui leur signalent les grandes exploitations, quelle que soit leur dimension, qui seraient susceptibles d'être vendues.

Ces acquisitions, globalement, posent le même problème qu'en France l'achat de terre par J. Gabin : celui dit du cumul. Mais, la situation n'est pas exactement la même en Normandie et en Estrémadure et les réserves qu'elles suscitent sont d'un autre ordre. Tantôt, on accuse ces nouveaux propriétaires de mettre l'agriculture locale sous la dépendance des villes tantôt, on les accuse de geler un capital productif pour se livrer à leur activité favorite, la chasse. Examinons tour à tour ces deux accusations en ayant bien présent à l'esprit que les nouveaux acquéreurs entendent ne pas laisser sommeiller le capital nouvellement investi.

• La première objection n'est guère surprenante. On avait tendance à dénoncer trop exclusivement la rente foncière qui drainait le produit de l'agriculture vers les villes. Désormais, il s'agit du flux inverse ; des capitaux issus d'activités urbaines s'investissent dans les campagnes. Alors, on s'insurge contre cette nouvelle forme de mainmise des villes sur la production. Sans vouloir trop approfondir le problème de la dépendance — car les agricultures européennes sont globalement dépendantes des autres secteurs d'activité et des marchés urbains — nous pouvons rapidement examiner les conséquences de ces investissements. La première incidence est négative pour les agriculteurs ; cette demande nouvelle de terres fait flamber les prix qui atteignent des niveaux insupportables. C'est pour cela, au moins partiellement, que les terres ingrates des sierras ou des régions comme la Serena sont aussi chères. En second lieu, il s'agit de savoir si ces acquisitions influent sur l'agriculture proprement dite. A première vue, nous devrions répondre par l'affirmative. En effet, ces riches acquéreurs ont les moyens de constituer, du jour au lendemain, un énorme capital d'exploitation et de procéder à toutes les améliorations foncières qu'ils jugent utiles. De fait, l'achat de terres est immédiatement suivi de transformations spectaculaires : création de périmètres irrigués, construction de bergeries, d'étables et d'ateliers d'engraissement modèles, importation de bétail sélectionné, constitution de vergers, etc... Jamais, cependant, n'est parvenu à notre connaissance un cas d'innovation valable introduit par ces investissements. Au contraire, dans la plupart des cas, ces nouveaux agriculteurs ont commis des erreurs grossières et coûteuses. Aussi, très vite la condescendance des nouveaux arrivants envers les indigènes a été remplacée par l'ironie de ceux-ci envers les prétendus professeurs d'agriculture. Certains ont préféré plier bagages et ont revendu les terres se contentant d'empocher la plus-value sur le foncier qu'ils ont contribué à renchérir.

• La seconde objection concerne l'achat de terres ingrates pour la chasse. Dans ce cas, on souligne la conjonction du capital citadin et d'une activité considérée comme antiéconomique, antisociale et immorale. Nous

nous garderons bien de porter un quelconque jugement de valeur mais ferons remarquer que ces investissements ne sont certainement pas antiéconomiques car la chasse, nous l'avons vu, est une activité lucrative pour celui qui sait l'exploiter. Les nouveaux arrivants, pour que la pratique de la chasse soit possible et rentable, ont dû éliminer le matorral en dehors des abris nécessaires pour le gibier et recréer une véritable agriculture. Il n'y a pas d'autre solution sinon les charges en gibier seraient trop faibles. En effet, ces chasses ne sont pas destinées à satisfaire les goûts de quelques parasites en mal d'émotions fortes mais sont souvent destinées à procurer des profits [39]. Cela peut se faire directement. Ainsi, la société Torralta, au Portugal, s'intéressait à la chasse en louant des terres aux exploitants et vendait des parts de chasse aux touristes. Le Club Méditerranée pourrait agir de même et avec succès. Les profits peuvent être aussi indirects ; ainsi, telle société désirant améliorer la qualité de vie de ses cadres leur offre des parties de chasse comme d'autres organisent des voyages ou des colonies de vacances pour les enfants.

Il ne nous est malheureusement pas possible d'évaluer les capitaux venus d'autres activités qui sont destinés, sous une forme ou sous une autre, à l'agriculture. Etant donné l'endettement croissant des exploitants agricoles, l'effort de l'Etat et l'engouement des citadins pour la terre, nous avons de fortes présomptions de croire que le flux de capitaux en provenance des villes est beaucoup plus important que la rente foncière dans sa définition traditionnelle. En tout état de cause, dès qu'une activité est jugée, à tort ou à raison, intéressante, les exploitants agricoles, anciennement et nouvellement établis, avec un bel ensemble, ont trouvé en général les disponibilités monétaires pour faire face aux nécessités. C'est pour cela que les agricultures extremeña et alentejane sont marquées par les cycles économiques.

39. Quand ce n'est pas le cas, les chasses servent à améliorer la qualité de vie des banquiers, des industriels, de leurs amis et de leurs clients. Cela constitue une excellente valorisation des terres les plus pauvres qui sont difficilement exploitables autrement. C'est une autre façon de louer la chasse.

CHAPITRE QUATRIEME

LE CYCLE ECONOMIQUE : EXPRESSION DU DYNAMISME DES EXPLOITANTS AGRICOLES

La notion de cycle économique a été rendue familière à propos des réalités géographiques brésiliennes. Elle rend compte d'engouements brutaux pour une culture, comme le café, ou un produit bien précis, agricole ou non, que l'on peut acquérir par la cueillette ou tout autre moyen. L'économie brésilienne, surtout celle de l'Amazonie, est ainsi jalonnée de cycles se succédant, se relayant, se chevauchant les uns les autres. Ils correspondent à la possibilité de placer avantageusement un produit sur le marché national ou international. Pour M. Le Lannou [1], ces cycles ont « marqué de traits singulièrement fâcheux » la « construction géographique » du Brésil. Ces « booms » ou « rushes » sont la marque des séquelles laissées par l'exploitation coloniale dont les ressorts économiques sont situés à l'étranger. Ils ont des effets néfastes sur l'écologie et l'économie du pays. Pour nous en tenir à ce dernier point, les cycles sont nettement déstructurants et témoignent de l'inarticulation économique du pays : non seulement chaque nouveau cycle efface le précédent et le repousse dans l'oubli mais aussi il contribue à déstabiliser les structures agraires. Dès lors, toute stabilité de l'économie et des hommes se révèle impossible. Ceux-ci passent, sans transition, de « l'exaltation » ou de la « fièvre » que procure un cycle à la « caboclisation ». En un mot, les cycles économiques sont à la fois cause et effet du sous-développement brésilien.

L'expression de cycle économique a fait fortune et a été reprise par de nombreux auteurs étudiant des milieux bien différents [2]. Parfois,

1. M. Le Lannou : « Le Brésil ». Armand Colin, 2ème édition. Paris, 1961, 224 p. Cf. pp. 44 et 45.

2. C'est le cas, par exemple, de J. Bisson : « La Terre et l'Homme aux îles Baléares ». Aix-en-Provence, 1977, 416 p.

L'auteur, à Majorque, distingue, au XVIIIème siècle, en relation avec l'Amérique espagnole, les cycles de l'eau de vie, de l'huile d'amande douce et des couvertures de laine. Au XIXème siècle, il dégage un cycle de la viticulture. Au XXème siècle enfin, il distingue un cycle de l'amandier, et, localement, un cycle du figuier qui a été partiellement relayé aujourd'hui par l'abricotier. Voir p. 386.

on ne parle pas de cycle mais d'ère, comme l'ère de la vigne en Limagne ; cela revient à peu près au même. Dans tous les cas, nous assistons à la brutale expansion d'une culture provoquée par une conjoncture favorable puis à son recul rapide dès que celle-ci s'éloigne. En Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, nous observons aussi un certain nombre de cycles. Ils sont de plusieurs types. Ils peuvent être du type ondulatoire avec répétition, à intervalles ou périodes réguliers, d'une phase de hausse suivie d'une phase de baisse. Dans quelques cas, la période n'est pas régulière ; la possibilité d'avoir un nouveau cycle sur tel ou tel produit est alors latente. Enfin, nombreux sont les produits qui ont fait l'objet d'un boom et que l'on n'a guère de chance de voir resurgir. Dans ce dernier cas, le terme de cycle est certainement abusif mais nous le conserverons car il a l'avantage d'être expressif et d'être devenu une expression consacrée.

A - LES CYCLES DE TYPE ONDULATOIRE

Ces cycles sont des phénomènes bien différents de par leur ampleur et leurs conséquences des cycles du type recherche des hévéas en Amazonie. Leur principale caractéristique est d'être répétitifs avec une période régulière et mesurable. Ces cycles sont aussi prévisibles et nous nous sommes toujours étonné du fait que les exploitants puissent se trouver désarmés devant eux et les subissent. Leur nature est cependant similaire à ce qui a pu — ou peut — se passer au Brésil ou ailleurs ; ils répondent au souci des producteurs de s'adapter aussi rapidement que possible aux sollicitations du marché. On peut observer des cycles de ce type dans les agricultures de pointe, comme celles qui impliquent l'utilisation de l'irrigation dans le monde méditerranéen, mais aussi dans les secanos. Aucun secteur n'est épargné, pas même les élevages considérés comme les plus traditionnels : l'élevage des porcs par exemple.

La production porcine est celle qui est la plus marquée par le caractère cyclique et c'est pour cela qu'elle a été le mieux étudiée. Comme cette production est essentielle ou l'a été dans les montados, nous réservons une place exceptionnellement importante au cycle du porc.

A notre connaissance, la première étude réalisée sur le caractère cyclique de la production porcine remonte aux années 20[3]. Depuis lors, de très nombreuses autres études se sont ajoutées — la bibliographie commence à être importante — et l'on a dégagé un certain nombre de lois. Il apparaît que celles-ci sont valables aussi bien pour les élevages industriels — mais, ce n'est étonnant que si l'on s'en tient à l'interprétation traditionnelle du montado — que pour les élevages en plein-air.

3. M. Ezeckiel : « Two methods of forecasting hog-prices ». Journal of the American Statistical Association, XII, N.X. n° 157, 1927.

Les travaux des économistes espagnols et portugais sont très significatifs [4]. Ils montrent clairement que la variation cyclice de production des porcs dans les deux pays est similaire à celle des autres pays occidentaux comme l'Allemagne Fédérale ou les Etats-Unis et obéit à des contraintes économiques et à des réactions psychologiques semblables. En somme, l'élevage porcin en montado est soumis aux mêmes lois que l'élevage industriel. La seule différence observable s'est située, jusque dans les années 50, dans la période du cycle; alors que le cycle de la production porcine industrielle dure environ trois ans, celui des porcs de montado s'étalait sur quatre ou cinq ans. Cette longueur anormale provenait, bien évidemment, de la moindre précocité des porcs de race ibérique et de la longueur de leur vie, 18 à 24 mois au lieu de 7 à 12 mois pour les porcs industriels. Aujourd'hui, avec la nouvelle précocité des porcs de plein-air, les cycles ont tendance à se confondre.

1 — *LES CAUSES DU CARACTERE CYCLIQUE DE LA PRODUCTION*

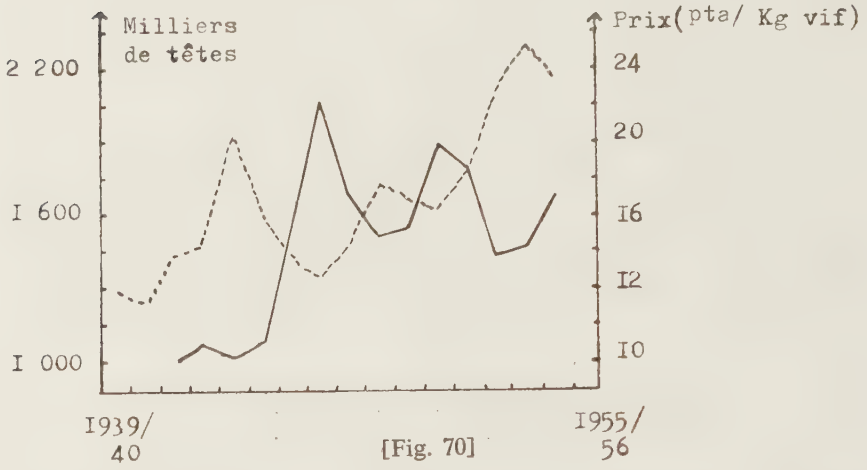
Les cycles de type ondulatoire comme celui du porc, par opposition aux cycles de type brésilien, ne peuvent être expliqués par des variations de la demande. Celle-ci est relativement stable d'une année sur l'autre et les différences ne s'observent que saisonnièrement. Ainsi, pour le porc, c'est en hiver que la demande est traditionnellement élevée en raison des abattages domestiques et industriels pour la charcuterie. Aussi, c'est essentiellement en fonction des prix que se règle l'attitude des producteurs. Quand les prix à la production sont élevés, les producteurs répondent immédiatement aux sollicitations du marché et augmentent très rapidement le volume de leur troupeau et inversement.

4. Dieter Wienberg et Francisco Sobrino : « El ciclo del cerdo en España. Investigaciones sobre las fluctuaciones de la producción y de los precios desde 1939 a 1956 ». Madrid, 1958. 108 p.

Junta Nacional dos Produtos Pecuários : « Contribuição para o estudo económico da « montanheira ». Sept. 1958. 56 p. + un volume d'annexes.

Ces deux derniers travaux sont à la base de nos développements sur le cycle du porc.

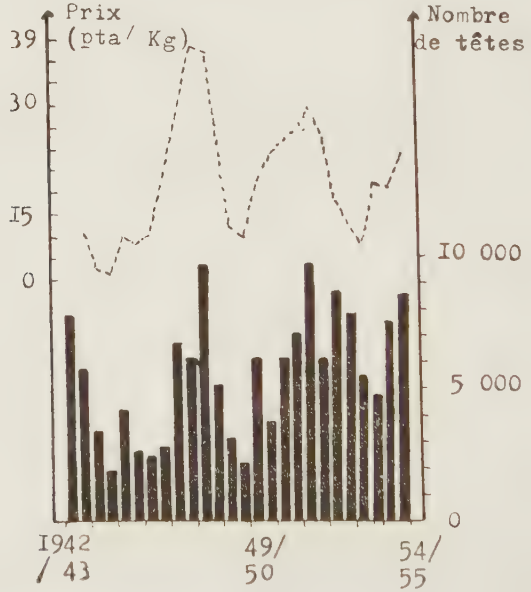
Production nationale et prix des porcs sacrifiés (5)



[Fig. 70]

L'amplitude du cycle est à la mesure de la prolificité de la race porcine.

Prix et naissances semestriels de porcelets à Olivenza (6)



[Fig. 71]

5. D'après D. Weinberg et F. Sobrino. Ouvr. cité, p. 41.
6. D'après D. Weinberg et F. Sobrino. Ouvr. cité, p. 41.

Dès que les prix du porc sont hauts, les producteurs élèvent un grand nombre de porcelets et les poussent à leur terme normal. Inversement, quand les cours sont bas, les éleveurs réduisent le nombre de portées des truies, ou les castrent, et sacrifient par milliers des porcelets très jeunes [7]. Cette liquidation d'animaux très jeunes n'est pas l'indicateur d'un quelconque gaspillage dû aux exigences de quelques gastronomes au palais délicat mais le reflet d'une rupture d'équilibre économique. En dessous d'un certain prix-seuil qui évolue d'année en année, il n'est plus rentable de faire du porc et la production s'effondre. Alors, les prix remontent et un nouveau cycle repart.

Ces cycles sont amplifiés ou atténués par des facteurs secondaires. Le prix des aliments pour le bétail en est un. Dans les élevages industriels, au moins 70 % du coût de production provient de l'alimentation. La rentabilité est alors fonction du rapport prix du Kg de porc vif sur le prix du Kg de céréales. En Allemagne Fédérale, la rentabilité est assurée quand le rapport est de 6,5 à 7 pour un. Si le rapport est inférieur, il vaut mieux abandonner l'élevage porcin. Mais, le prix des aliments pour le bétail est aussi à son niveau le plus bas. Ce facteur développent, donc plus le nombre de porcs à élever est important, plus la demande d'aliments est forte et plus leur prix a tendance à s'envoler. Ainsi, quand le prix des aliments se trouve sur une courbe ascendante, le prix du porc est virtuellement en baisse. En conséquence, la rentabilité unitaire dans un élevage est maximum ; c'est alors que le prix des aliments pour le bétail est aussi à son niveau le plus bas. Ce facteur était négligeable dans les montados traditionnels ; aujourd'hui, dans les montados renovés, il n'est plus possible de ne pas en tenir compte.

Le prix des porcelets, autre coût de production, est lui aussi cyclique. Quand le cours du porc est élevé, on assiste à un gonflement de la demande des porcelets et ceci à tel point que leur cours peut quintupler. Enfin, les marges de distribution constituent un troisième facteur secondaire ; il s'agit de l'incidence de l'attitude des intermédiaires, et en particulier des bouchers, sur les cycles. Les bouchers répercutent avec retard et très incomplètement les oscillations du prix du porc vif. Le détaillant a tendance à fixer son prix de vente légèrement au-dessus du prix à la production. Sa marge est positive en permanence. Quand le prix du porc vif est élevé, la marge bénéficiaire est faible ; quand les cours du porc vif baissent, elle devient énorme. Dans une certaine mesure, les détaillants auraient tendance à écraser l'importance des cycles. Mais, d'autre part, si on ne répercute pas immédiatement et surtout pas complètement les oscillations des cours à la production, les consommateurs ne peuvent adapter leur demande à l'offre. Normalement, des cours bas à la production devraient fortement stimuler la demande. Or, il n'en est rien ; Les intermédiaires ne jouent pas de rôle dans la régularisation de la production. Les seuls facteurs de régularisation sont inhérents, dans les montados, à la production porcine en plein-air.

7. D'où la spécialité du porcelet rôti (lechón asado) que l'on peut déguster, à des prix relativement modestes, dans les restaurants, certaines années.

2 — *LES FACTEURS LIMITANT LES FLUCTUATIONS DE LA PRODUCTION PORCINE*

Ces facteurs se réduisent aux disponibilités alimentaires des exploitations et, en particulier, au volume de la glandée. Celui-ci est rigoureusement soumis aux conditions climatiques. Quand une glandée abondante survient au moment où le prix du porc est faible, le producteur, sous peine de perdre sa glandée, sera contraint d'envoyer des porcs au montado. De même, pour ne pas perdre un certain nombre de sous-produits ou d'excédents tels que tourteaux, figues de barbarie, déchets divers dont le prix est faible ou nul, les éleveurs sont contraints d'engraisser des porcs quelle que soit la demande du marché. Ceci joue en leur défaveur. Déjà victimes des caprices climatiques, il leur est difficile de changer d'élevage ; il n'est pas aussi efficace de donner la glandée à des ovins ou à des bovins qu'à des porcins ibériques ou croisés.

Ainsi, les producteurs qui connaissent exactement les contraintes du milieu naturel font leur maximum pour coller aux solicitations du marché. L'élevage des porcins dans le système traditionnel ne fait pas exception. L'éleveur absentéiste a les mêmes réactions que celui qui est résident. La logique voudrait qu'ils se mettent à produire des porcs quand leur cours est au plus bas. C'est le contraire qui se passe car les éleveurs, n'étant pas tous licenciés en économie, possèdent une mentalité naturellement productiviste et réagissent instinctivement au même moment en créant dans leur profession une vive concurrence.

Voilà le cas de cycle économique le plus simple et le plus régulier [8]. La plupart des autres ne connaissent pas cette régularité.

B - LES CYCLES POUVANT ETRE EVENTUELLEMENT REPETITIFS MAIS SANS PERIODE DEFINISSABLE

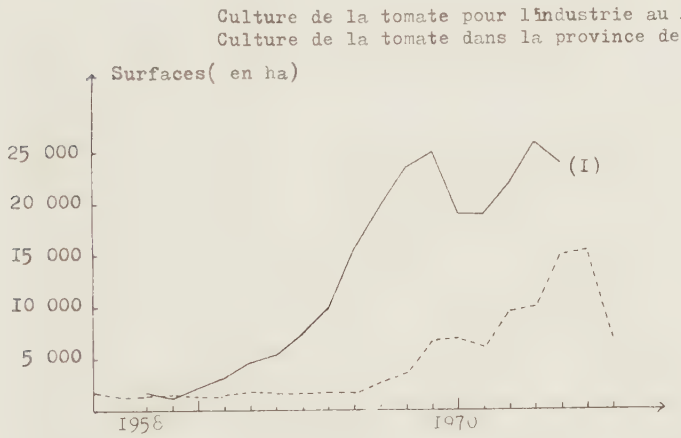
Les produits qui sont concernés sont très bien adaptés au milieu naturel et, dès que la conjoncture leur est favorable, ils sont développés. En somme, leur propension à entrer dans un cycle est pour ainsi dire latente. La tomate est certainement le produit le plus représentatif.

Dans la province de Badajoz, la culture de la tomate a toujours existé mais elle a subi des hauts et des bas [9]. Disons qu'au tout début du Plan de Badajoz, la tomate a connu un boom considérable et c'était

8. D'autres produits connaissent des cycles bi-annuels comme l'oignon, l'ail et la pomme de terre.

9. Nous avons renoncé à établir des courbes précises tant les différentes sources statistiques donnent des chiffres dissemblables.

une des rares cultures présente dans les vegas à côté du coton. Il s'agissait de tomates pour l'industrie car le manque de précocité interdisait la production de primeurs. Puis, à partir des années 1952-53, les surfaces en tomates ont diminué pour remonter au début des années 60 dès que les cours ont été plus favorables. A partir de ce moment, l'évolution de la culture dans la province de Badajoz est liée d'une part à une conjoncture mondiale favorable mais aussi à la concurrence portugaise. Ainsi, la production n'a vraiment progressé que dans la seconde moitié des années 60 pour, après une pause, repartir en 1974-75, précisément en raison de la perte provisoire de compétitivité des prix des concentrés de tomate portugais sur le marché international en raison des augmentations déraisonnables de salaire. Alors, la demande de terre pour cultiver des tomates est devenue brusquement très pressante ; des fermiers sont accourus de toutes parts, y compris de la province de Valence, et les fermages ont augmenté en conséquence. Cette dépendance vis-à-vis du voisin portugais s'explique par l'ampleur du cycle de la tomate pour l'industrie dans le sud de ce pays, essentiellement en Alentejo et dans le Ribatejo.



[Fig. 72]

Le début de l'industrialisation de la tomate ne date, au Portugal, que des années 40 [11]. Auparavant, en Espagne, il en allait de même ; la tomate était destinée à la consommation familiale soit en frais soit sous forme de soupe ou de condiment. Les familles fabriquaient des

10. Statistiques fournies par la firme Heinz.

11. En ce qui concerne l'histoire de la fabrication du concentré de tomate au Portugal cf. Fernando Regalo Correia : « A Indústria de Concentrados de Tomate em Portugal » R.F. n° 877. 1949.

Pour l'auteur, les premières installations pour la fabrication remontent à la fin du siècle dernier.

conserves de tomate en bouteille ; la conservation était assurée avec de l'huile ou des produits chimiques. L'arrivée au Portugal de la maison Heinz bouleversa complètement ces données et provoqua le démarrage d'un énorme cycle à partir du début des années 60. Le boom véritable se situe entre 1964 et 1968 et peut se traduire par deux chiffres : en 1964, les exportations portugaises de concentré de tomate s'élevaient à 32 000 t. et, quatre ans plus tard, à 182 000 t. Le Portugal, parti d'une production à peu près nulle, était, en quelques années, devenu le premier exportateur du monde de concentré de tomate. A partir de là, la saturation du marché international étant faite, la production stagne ou décline. Ainsi, en 1973, l'ensemble des exportations de tomate sous toutes les formes — concentré, tomates pelées, pulpe, etc... — ne dépassait guère 176 000 t. Après 1974, de nouvelles difficultés apparurent, liées à l'augmentation du prix de la main-d'œuvre. Avec la compression de fait des salaires et le bénéfice des positions acquises, le Portugal du sud doit se maintenir, à court terme au moins, à un bon rang mondial pour la production.

Il est intéressant de connaître les causes d'un cycle aussi important qui a profondément marqué tous les périmètres irrigués du sud du pays. Il y a d'abord des causes climatiques. Le climat est très favorable sauf sur la côte où les maximums d'été ne sont pas suffisants. Dans l'intérieur, au sud du Portugal, les maximums d'été ne sont trop élevés non plus et moins qu'en Estrémadure voisine. Pour cette raison, l'Espagne, moins bien placée, a mal résisté à la concurrence et la tomate n'a eu qu'une place modeste dans les périmètres irrigués de ce pays. De plus, le Portugal disposait d'une abondante main-d'œuvre disponible. Or, celle-ci entre pour 70 % dans le coût de production. C'est en raison du moindre coût de sa main-d'œuvre que le Portugal a pu supplanter l'Italie. En 1963-64, un travailleur gagnait 22 escudos par jour au Portugal [12] contre l'équivalent de 20 par heure en Italie. L'Italie qui exportait de 100 000 à 120 000 t. de concentré a vu son rôle diminuer très rapidement. La troisième raison du succès de la culture de la tomate, raison plus importante que la précédente, provient du fait que la tomate a trouvé, dans les regadios ribatejans et alentejans, le champ libre ; il n'y avait, dans le début des années 60, aucune culture qui pouvait la concurrencer. Certaines comme le coton, le tabac ou la betterave étaient soit interdites soit non viables ; d'autres, comme les fruits et l'élevage, n'étaient pas rentables. Les régions, comme l'Algarve, qui pouvaient faire autre chose (fruits, primeurs) n'ont jamais été de gros producteurs de tomates et l'usine de concentré qui s'y est installée a très vite fermé ses portes.

Le développement de la culture de la tomate fut d'ailleurs beaucoup trop rapide ; le sud du Portugal, qui avait enfin trouvé une culture exportable, est arrivé en moins de dix ans à saturer le marché mondial. Tant et si bien qu'en 1968 la crise a commencé. Les prix sont restés acceptables

12. Le bas prix de la main-d'œuvre, en ce qui concerne la tomate, compensait les coûts engendrés par une topographie difficile pour l'agriculture irriguée.

jusqu'à cette date. Puis, ils ont stagné ou diminué à l'exception d'un répit entre 1972 et 1974. Dans les dernières années, le prix de la tonne de concentré, avec 30 à 32 % de matière sèche, sur bateau à Lisbonne, a été le suivant :

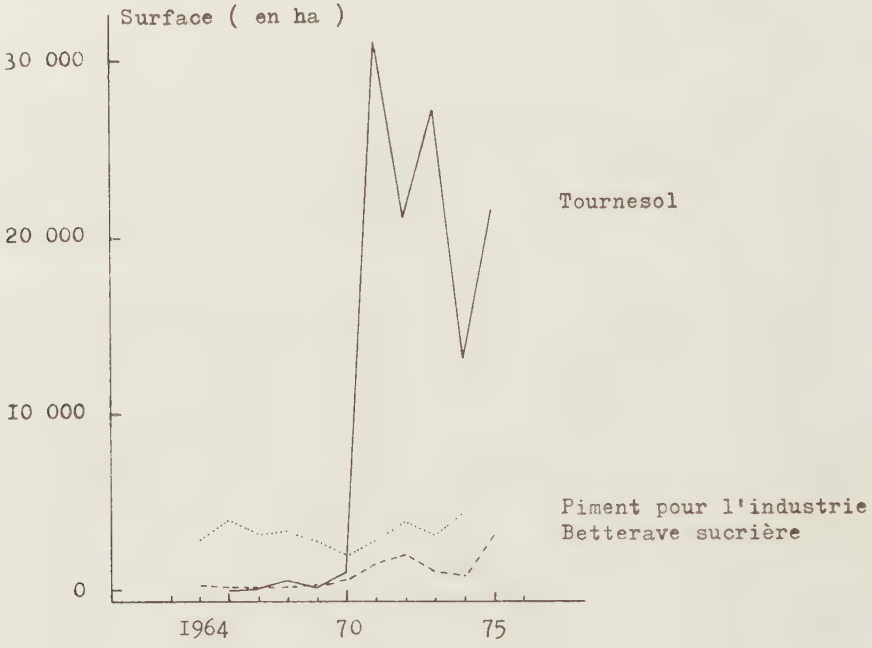
1971	6	contos/t.
1972	8	»
1973	12	»
1974	22	»
1975	12,5	»

Jusqu'à 1974, le Portugal reste maître du jeu sur le marché mondial grâce à un développement sans précédent de l'industrie de la tomate ; les autres concurrents possibles, Grèce, Espagne, Turquie, Maroc, durent subir la loi portugaise et se contentèrent pendant longtemps d'augmenter leur production au rythme de la progression de leur consommation intérieure, soit de quelque 5 % par an.

L'évolution cyclique de la production de tomate est vraiment caractéristique et pourrait servir de modèle. Elle montre que l'existence de cycles est liée, dans une certaine mesure, au monde capitaliste qui tend à accentuer les oscillations. Avec l'augmentation des prix d'un produit comme la tomate et donc la présence d'un marché, on observe immédiatement le début puis l'essor de la production. Dans le même temps, l'industrie s'implante un peu partout, même dans des régions peu ou pas productrices comme l'Algarve ou à Porto avec la fabrique Vasco da Gama. On importe des machines pour équiper les usines. Avec les incertitudes, après 1968, le marché et la production se dérèglent ; les fabriques les plus mal installées, comme en Algarve, s'arrêtent vers 1970-71 et vendent leur matériel. Les soubresauts sont d'autant plus violents que les grands acheteurs étrangers comme Heinz, Campobella et Nestlé ne font plus de stocks quand il y a surproduction. Ainsi, avant 1968, Heinz possédait toujours une année de stock en guise d'assurance contre une mauvaise récolte et, en fin de campagne, détenait du concentré pour deux ans. Dès que des difficultés de marché apparurent, Heinz s'est débarrassé de la totalité de son concentré et, ce faisant, a accentué la crise de 1968. A l'inverse, en 1971, avec la relance, les grandes firmes se sont trouvées démunies précisément à un moment où la production n'était plus suffisante pour répondre à la demande. En voulant reconstituer leurs stocks, elles ont provoqué une demande pressante qui a fait bondir les prix à des niveaux jamais vus : on vit la tonne de tomate se vendre à 20 et même 25 contos. Comme ces prix élevés furent connus avec une année d'avance, les producteurs, c'est-à-dire les agriculteurs indépendants travaillant ou non sous contrat, doublèrent leur production et les usines augmentèrent dans les mêmes proportions leur capacité de transformation en achetant de nouvelles machines. En même temps, Grecs, Tunisiens et Marocains voulurent profiter de l'aubaine et accrurent, eux aussi, leur production. Tant et si bien que la réaction des producteurs et des industriels a été si rapide qu'en deux ans le marché mondial a été de nouveau

saturé. En ce qui concerne le sud du Portugal, il semble qu'il soit impossible de dépasser le seuil de 25 000 hectares de tomate.

Nombreux sont les produits qui, dès que les prix deviennent favorables, suscitent l'engouement des producteurs qui les connaissent bien ; c'est le cas du piment pour l'industrie, de la betterave sucrière et du tournesol.



[Fig. 73]

Dès que les prix ne sont plus rémunérateurs, on abandonne le produit ou on en réduit sensiblement les surfaces.

C - LES CYCLES SIMPLES

Nous les appelons, bien arbitrairement, ainsi car ce sont des cycles qui apparaissent une fois et disparaissent pour toujours ou, s'ils resurgissent, c'est bien longtemps après la première onde. De ce point de vue, ces cycles sont les plus proches de ceux observés en Amazonie. Entre ce type de cycle et le précédent, toutes les transitions existent. Dans le sud de la Péninsule Ibérique, ces cycles sont souvent dus à une initia-

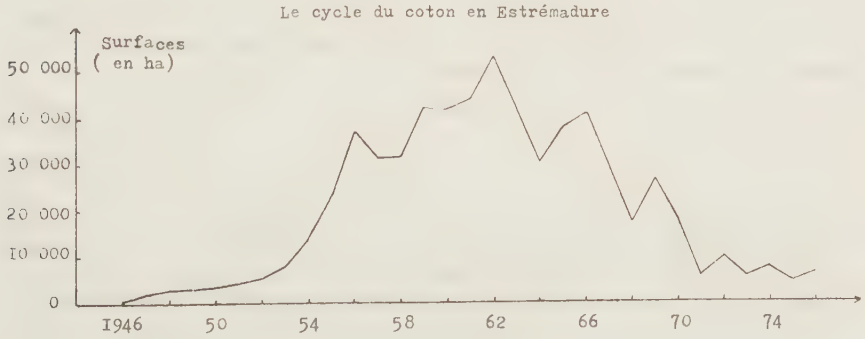
tive de l'Etat. Dès que l'impulsion étatique disparaît, bien souvent le cycle s'arrête.

Si le soutien de l'Etat est prolongé, le cycle peut être long ; c'est ce qui s'est passé pour la culture du coton en Estrémadure.

Quand fut lancé le Plan de Badajoz, on ne savait pas très bien ce que l'on allait faire des dizaines de milliers d'hectares que l'on voulait convertir à l'agriculture irriguée. On pensa au coton dont la culture était apparue, en 1935, en Estrémadure et que l'on pratiquait, bien modestement, en culture sèche, sur de petites parcelles dans certains microfundiums. Le « Servicio del Algodón » se chargeait de la totalité de la collecte du produit. En 1945, l'Espagne fut divisée en fractions de territoire avec une société, acquérant par adjudication le monopole de l'achat du coton, à la tête de chacune d'elles. En Estrémadure, ce rôle revint à la CEPANSA. Immédiatement, ce fut le cycle du coton.

Tout alla bien pendant les premières années. Les « colons » nouvellement installés dans les périmètres irrigués fournissaient la main-d'œuvre dont on avait besoin à une époque où tout se faisait sans l'aide de machines. On continua aussi à cultiver le coton en culture sèche. Comme les terres étaient vierges, on ignorait pratiquement les problèmes phytosanitaires et le coton bénéficiait d'un bon prix. Six usines installées à Badajoz, Mérida, Don Benito, Plasencia, Coria et Navalmoral de la Mata étaient chargées de séparer les fibres des graines. Cette industrialisation reste primaire mais elle est loin d'être négligeable et montre bien l'énorme importance du coton, sur un plan régional, dans les années 50. Vers 1960, un planteur pouvait obtenir un bénéfice net de 10 000 à 15 000 pta avec un rendement moyen de 1 500 à 2 000 Kg de coton brut par hectare. Avec la politique de soutien des prix, l'Espagne, en 1960, pouvait s'autoapprovisionner en coton, exception faite de quelques variétés à fibre longue importées d'Egypte. Au début de ces années 60, pratiquement tous ceux qui faisaient de l'agriculture irriguée plantaient du coton. Nombreux étaient les microfundiaires des sierras qui s'adonnaient aussi à cette culture en secano. La CEPANSA, pour promouvoir la culture du coton, disposait alors de quatre ingénieurs, huit techniciens et quarante vulgarisateurs. Tout changea à partir des années 1960-62.

Le cycle du coton en Estrémadure



[Fig. 74]

Sous la pression de l'industrie textile catalane, l'Etat permit les importations de coton et supprima le monopole des compagnies en 1962. En procédant à de massives importations de coton américain, acquis à des prix de dumping, le producteur fut sacrifié. La terrible concurrence engendra une baisse des cours en pesetas constantes. En pesetas courantes, le prix officiel du coton, à la production, passa de 18 pta en 1960 à 35 pta pour le coton de première classe. Comme les coûts de production ont énormément augmenté, en particulier la main-d'œuvre qui intervient pour 60 % dans les charges, la production de coton n'a cessé de diminuer et pourrait disparaître d'Estrémadure. Alors, la production ne subsisterait plus qu'en Andalousie climatologiquement mieux placée [13].

En même temps que la production s'effondrait, la CEPANSA se trouva en grande difficulté et ne put éviter la suspension de paiement. Deux entités se proposèrent de prendre le relais ; une société anonyme de Puebla de la Calzada (AGRESA) et une coopérative, la CADEX. Cette dernière se trouve dans une situation financière de plus en plus critique malgré les injections continuelles de capitaux publics dont l'une de 35 millions de pesetas. Depuis 1972, la CADEX, bien qu'elle s'occupe d'autres produits, dont le tournesol, est dans un état proche de la léthargie et paye les producteurs avec de plus en plus de difficulté et de retard. Aujourd'hui, la CEPANSA, remise à flot, assure encore l'achat de 50 % de la production [14] mais ne dispose plus que d'un technicien et de cinq vulgarisateurs.

C'est la fin du cycle du coton. Cela ne veut pas dire que ce textile va complètement disparaître. Il possède encore quelques rares atouts. En culture sèche, certains agriculteurs en font de petites surfaces non pour le rendement qui oscille autour de 500 Kg/ha mais parce que ce peut être une alternative possible dans les cultures de printemps et on a des assolements du type blé-coton ou blé-tournesol. Le coton est finalement moins exigeant que le tournesol et laisse de bonnes éteules. Mais, la seule véritable impulsion ne peut provenir que des prix. En 1976, la CEPANSA a payé le coton à 45 pta [15]. En exploitation familiale, le produit net peut être supérieur à celui que l'on obtient dans d'autres cultures irriguées [16]. Du coup, le coton pourrait profiter de la méfiance que l'on porte à la culture de la tomate et de la défiance nouvelle pour les fruits. Cela ne suffit pas pour engendrer un nouveau cycle mais il n'est pas interdit de penser à un retournement plus net de conjoncture.

13. Les rendements sont de 50 % supérieurs en Andalousie.

14. Elle avance la semence aux planteurs et les traitements sont subventionnés par le Ministère de l'Agriculture.

15. C'est-à-dire dix pta de plus que le prix officiel ; cela correspond à peu près au coût de la récolte. Ces faveurs proviennent du fait que la récolte mondiale a fléchi par rapport aux besoins et que les cours remontent.

16. En culture sèche, le coton à 45 pta donne un meilleur produit brut que le tournesol à 19 pta.

En Alentejo, le cycle du coton est mort-né du fait que jamais les producteurs n'ont été protégés contre les importations de matière première ; par contre, les industriels furent toujours favorisés.

Dans le seul Plan de Badajoz, il serait aisé d'observer de très nombreux cycles qui ont pu se réaliser ou qui sont morts immatures. Ils sont souvent dus à une initiative de l'Etat qui accorde aides, subventions et crédits. Ainsi, on pourrait distinguer, outre le cycle du coton, le cycle du kénaf à partir de 1957 et qui dura quatre ou cinq ans, le long cycle non achevé des fruits, les micro-cycles du blé et de l'orge irrigués, du maïs, de la betterave sucrière ; faute de statistiques précises, il nous est impossible d'en faire une liste exhaustive. Tous ces cycles prennent naissance dans les périmètres irrigués et s'achèvent plus ou moins rapidement. Ils sont les indicateurs d'une évolution rapide des systèmes de production agricole et des incessantes recherches des exploitants pour trouver des productions rentables. Chaque cycle correspond à un espoir déçu d'autant plus vite qu'il aura été plus court.

En terre sèche, les cycles existent aussi et peuvent avoir la même origine. On peut très bien considérer que la première bataille du blé fut un cycle du blé, dans tout le sud du Portugal, dont le point culminant fut l'énorme récolte de 1934. Parfois, le cycle porte autant sur une région que sur un produit.

C'est ce qui s'est passé pour la mise en valeur des rañas du sud des Villuercas et de la Sierra de Guadalupe. Les terres de ces glacis d'accumulation sont complètement planes mais leurs sols sont très pauvres et n'ont pas été exploités jusqu'aux années 40 ; les rañas étaient couvertes d'un matorral lui aussi très pauvre qui servait de maigre terrain de parcours aux éleveurs locaux. Avec la diffusion des engrais, on se mit brusquement à défricher le maquis et à cultiver seigle et avoine. En dépit des engrais ,les récoltes ne furent pas jugées satisfaisantes et on commença le reboisement. Ainsi, à la fin des années 50, et au début des années 60, les rañas se couvrirent de milliers d'hectares de pins et d'eucalyptus. Mais, le croît de ces arbres est très faible ; alors, à partir de 1973-74, nous pûmes assister à l'arrachage de la plupart des plantations et au retour des exploitants à la culture, en utilisant des doses massives d'engrais. On tenta même de cultiver du tournesol sur d'immenses parcelles ; ce dernier ne donna rien. Le rendement des céréales ne correspondant pas aux espoirs et aux dépenses, on en revient à un équilibre nouveau à base de céréaliculture avec distribution parcimonieuse d'engrais et longues jachères pour l'élevage.

Nous arrivons là à la limite de la notion de cycle économique et nous ne voulons pas galvauder un terme en voyant des cycles partout. Quoi qu'il en soit, tous les faits que nous pouvons observer, dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, ont un certain nombre de points communs avec la réalité géographique brésilienne que nous ne connaissons qu'au travers de la littérature. Pour l'essentiel, les cycles brésiliens et méditerranéens sont une réponse rapide à une conjoncture favorable ou correspondent à la découverte d'un produit nouveau ou à de nouvelles

propriétés d'une plante déjà connue, ce qui suscite immédiatement l'enthousiasme.

Ce dernier peut engendrer des interprétations contradictoires. En effet, nombre de lieux communs traînent sur la psychologie des populations brésiliennes et méditerranéennes, espagnoles en particulier. Celles-ci, nous voulons parler des masses rurales, partageraient leur existence entre des phases de prostration de longue durée entrecoupées par de courtes phases d'euphorie. Il en serait de même sur le plan de la vie quotidienne ; ces populations ne supporteraient la morosité de la vie quotidienne pendant 362 jours dans l'année qu'à cause de la possibilité de se défouler pendant trois jours de fêtes ou le temps d'un carnaval. Dans cette optique, ces récréations, et bien d'autres aussi comme les courses de taureaux, seraient systématiquement organisées pour « tenir » les masses prolétarisées. Ce serait une variante à la distribution de pain et de jeux dans la Rome antique. En d'autres termes, les fêtes et les cycles pourraient être considérés comme l'opium des prolétaires. Comme on considère déjà que le travail des champs est lent, il n'est pas étonnant que les campagnes soient frappées d'apathie et de traditionnalisme, leur évolution ne se marquant qu'au long des siècles. Et si d'aventure des bouleversements interviennent, comme la mécanisation, les mentalités, lentes à se modifier, resteraient inchangées à l'échelle d'une vie d'homme. Tout serait encore plus désespéré dans les régions de grande exploitation, dites de latifundiums. Non seulement rien ne change mais rien ne doit changer puisque le système bloque toute évolution. Le thème du blocage est certainement celui qui a été le plus minutieusement analysé aussi bien par les géographes que par les économistes ou les journalistes. S'il est logique qu'il y ait des fêtes et des révolutions [17], il ne devrait pas y avoir de cycles économiques — excepté ceux concernant la cueillette ou la recherche des métaux dans des milieux hostiles et vides d'hommes — et, si d'aventure il y en avait, ils ne devraient pas intéresser les latifundiaires qui, par définition, ne sont pas préoccupés par la mise en valeur de leurs immenses terres.

Il convient de nuancer quelque peu cette interprétation. Nous sommes convaincu que les cycles sont l'expression d'un dynamisme toujours latent contenu chez tous les exploitants riches ou pauvres. Dès qu'une innovation agronomique de bonne qualité est lancée, elle est acceptée dans l'enthousiasme et c'est alors que le cycle prend forme. Bien souvent, de simples rumeurs, avec ou sans appui public, suffisent pour susciter un cycle économique. La participation à un cycle répond à la volonté de sortir de la routine quotidienne. Quand on est un caboclo, en Amazonie, cela traduit l'impératif besoin d'abandonner la culture vivrière infiniment désespérante ; le cycle ne fait que déstructurer des exploitations infiniment fragiles et sans assises foncières bien définies. Ceci dit, les cycles portent en eux-mêmes des germes destructeurs. Le plus grave

17. Sur les liaisons de la fête et des révolutions, cf. le très intéressant point de vue exprimé par Y. M. Bercé dans « Fête et révolte. Des mentalités populaires du XVIème au XVIIIème siècle ». Les observations portent sur l'Histoire française.

provient du fait que, bien souvent, ils sont tellement puissants qu'ils sont générateurs de surproduction. Ils s'autodétruisent en quelque sorte et ce sont les cycles reposant sur la cueillette qui sont les plus fragiles car, en plus, ils peuvent subir la concurrence de cycles reposant sur l'agriculture. Toutefois, il ne faut pas trop caricaturer les réalités ni généraliser trop hâtivement ; nombre de cycles peuvent engendrer, la crête de la vague passée, de nouveaux équilibres. Ce n'est pas parce que le cycle du sucre ou celui du café font partie de l'Histoire que ces cultures ont été abandonnées au Brésil. Le cycle de l'hévéa aurait pu engendrer une économie de plantation en Amazonie même.

Dans les campagnes alentejanes et extremeñas, les cycles économique traduisent, comme ailleurs, le dynamisme des populations campagnardes. L'apathie, bien plus apparente que réelle, des agriculteurs provient des freins de tous ordres, et pas seulement sociaux, qui s'opposent à leur intense désir de produire beaucoup, en un mot, à leur mentalité productiviste.

QUATRIEME PARTIE

LES FREINS AU PROGRES AGRICOLE

La plupart du temps, les freins essentiels au progrès agricole sont attribués à des raisons humaines dont certaines seraient dues aux agriculteurs en général et d'autres seraient spécifiques des régions dites latifundiaires. Toutes, ou presque toutes, les responsabilités seraient le fait des hommes. On entend parfois dire en France des propos du type : « il n'y a pas de mauvais sols, il n'y a que de mauvais agriculteurs ». On prête aux agriculteurs de la plupart des pays nombre de traits de caractère peu sympathiques. Dépourvus de tout dynamisme, enfermés dans la routine, attachés irrationnellement à la glèbe et à des pratiques surannées, les agriculteurs, en négligeant les conseils qui leur sont donnés, représenteraient un pôle de stagnation. Cette attitude bloquerait toute évolution et, en fin de compte, porterait préjudice à la profession elle-même, les agriculteurs refusant d'adopter les moyens nécessaires à leur propre promotion sociale.

Tous ces traits de caractère sont prêtés à beaucoup de paysanneries dans le monde. Dans le cas de la petite exploitation, du moins trouve-t-on une circonstance atténuante : l'impossibilité ou la difficulté de mener à bien les changements préconisés par les techniciens due au faible niveau culturel et à l'absence de moyens financiers. Mais cette circonstance atténuante ne peut en aucun cas s'appliquer à la grande exploitation. Celle-ci aurait les défauts des paysanneries plus les siens propres. A l'esprit routinier, aux pesanteurs sociologiques s'ajouteraient l'esprit de gaspillage, le manque d'intérêt pour l'agriculture et pour les problèmes sociaux ; le grand exploitant vivant intégralement du travail d'autrui serait un parasite complet et aurait intérêt à bloquer toute évolution.

Ces topiques sont largement répandus ; on a souvent décrit l'esprit routinier mais on n'en a jamais donné d'explication convaincante. On ne sait pas s'il est la cause du mal ou seulement une conséquence. Nous n'avons pas les compétences nécessaires pour étudier des mécanismes psychologiques, nous nous contenterons d'étayer et de défendre la thèse suivante : l'esprit routinier et le retard de l'agriculture ne doivent pas, pour l'essentiel, être imputés aux agriculteurs. La routine n'est pas le fait d'une classe socio-professionnelle mais plutôt d'une classe d'âge. Il est normal que des paysanneries vieillies deviennent passéistes. Nous

avons vu, mais nous reviendrons encore sur ce thème, que les exploitants agricoles, fussent-ils riches, manifestent devant l'innovation un enthousiasme débordant qui leur coûte cher souvent. Alors, pourquoi observe-t-on des résistances dans l'application des conseils qui sont donnés aux agriculteurs ?

Nous pouvons discerner au moins trois ou quatre grandes raisons :

— Le malaise persistant entre exploitants agricoles et techniciens agricoles, entre conseillés et conseilleurs, du fait de certaines erreurs et maladresses commises par ces derniers.

— La bureaucratie envahissante.

— Le lancinant problème des prix agricoles impliquant une rémunération aléatoire du travail et du capital.

— Les aléas climatiques. L'agriculture est une activité extrêmement risquée dans le milieu méditerranéen et encore plus dans les régions à nuance continentale. Nous nous proposons d'apporter notre contribution à une géographie du risque climatique.

Nous n'avons pas hiérarchisé ces freins en fonction de leur importance faute de pouvoir évaluer exactement leur nocivité ; il n'est pas non plus facile de dissocier les premiers ; les techniciens agricoles sont souvent aussi des bureaucrates et ces derniers s'introduisent dans les coopératives et dans les organismes qui déterminent la politique des prix agricoles. Ce qui est sûr c'est que ces quatre freins se cumulent.

En plus, nous signalerons des freins que nous considérons comme relativement secondaires.

A - LES ERREURS DES TECHNICIENS

Les points de vue des techniciens agricoles sont souvent à l'origine des traits de caractère qui sont prêtés aux exploitants agricoles. Le principal reproche que les techniciens font aux agriculteurs est formulé de la façon suivante : « si l'on suivait nos conseils intégralement, la production augmenterait immédiatement et le mieux-être dans les campagnes serait instantané ». Au lieu de cela — comme les mauvais élèves — les agriculteurs soit ne comprendraient rien aux explications et feraient n'importe quoi, soit écouteraient d'une oreille distraite et ne feraient rien, ou bien encore, ils se croiraient supérieurs aux techniciens et prendraient l'initiative d'apporter des additifs aux prescriptions ce qui a des effets déplorables. En somme, les techniciens reprochent aux agriculteurs, mais ce n'est pas spécifique à l'Estrémadure et à l'Alentejo, de ne pas avoir une confiance aveugle dans la science, entendant par là qu'ils en détiennent le monopole et qu'elle les protège de l'erreur.

En fait, cette absence de confiance est souvent légitime et se fonde sur des observations bien réelles. Si, la plupart du temps, ils savent mal exprimer leur doute, les exploitants, prudents, attendent avant d'agir d'observer des résultats évidents et incontestables. Leur attentisme vient de là, alimenté par les erreurs, quelquefois manifestes, commises par les techniciens.

Pendant longtemps, les agronomes et les responsables des services agricoles sont restés dans leur bureau souvent situé à Lisbonne et à Madrid. Leurs contacts avec les réalités agricoles étaient pour ainsi dire nuls. L'agronomie était une des multiples carrières susceptibles d'attirer les fils des classes aisées. En caricaturant à peine la réalité, ils se singularisaient parfois par leur horreur de la campagne, leur haine des grands propriétaires — même s'ils étaient issus de cette classe sociale — et leur envie de posséder de la terre. Cette curieuse réunion de traits psychologiques contradictoires engendrait des techniciens aux connaissances scientifiques douteuses, ce qui, sur le terrain, pouvait donner des résultats curieux. Tel haut fonctionnaire, par exemple, venu visiter les périmètres irrigués de la province de Cáceres, se baissa brutalement pour arracher un jeune plant de tomate en vitupérant contre les latifundiaires qui ne prenaient même pas la peine d'éliminer les cistes ! Evidemment, ce cas, pourtant bien réel, est extrême. Ce qui est sûr aussi, c'est que la formation et l'attitude des agronomes ont radicalement changé. Cependant, des erreurs ont été accumulées et ont laissé des traces. Il ne s'agit pas, pour nous, de dresser une liste exhaustive des erreurs, même si cela était possible ; il faut néanmoins décrire en détail certaines d'entre elles pour en mesurer les conséquences. Ces erreurs peuvent avoir plusieurs origines. Elles peuvent provenir du fait que les plus élémentaires précautions scientifiques n'ont pas été respectées ; elles peuvent découler d'absence de recul dans une discipline dont on n'est pas vraiment spécialiste ou d'une trop grande hâte dans l'action dans un souci de bien faire ; enfin, elles peuvent être engendrées par la volonté de résoudre des problèmes sociaux sans tenir aucun compte des autres contraintes. Dans tous les cas, les conséquences sont graves et d'autant plus durables qu'elles engagent l'avenir à plus long terme [1].

1. Mariano Feio dans « Para uma lavoura melhor ». (Grémio da Lavoura de Beja, publicações n° 3, 1973. 13 p.) a bien mis en valeur certaines erreurs. Pour lui, les agronomes ne savent pas grand'chose en économie et les économistes sont défaillants en agronomie.

1 — *LA PESTE PORCINE AFRICAINE*

Ce cas mérite d'être étudié dans le détail d'une part en raison de l'énorme importance de l'épizootie dans l'économie du sud-ouest de la Péninsule Ibérique et, d'autre part, du fait qu'il a donné lieu à de sévères controverses [2].

Dès qu'apparut la peste porcine africaine et qu'elle fut identifiée [3], les laboratoires recherchèrent un vaccin. La nécessité d'arriver rapidement à ce résultat parut d'autant plus nécessaire que l'épizootie était plus grave et que c'était la seule façon de l'éliminer rapidement. En effet, le virus peut se maintenir longtemps après la disparition des populations porcines. Un des nombreux vecteurs de la peste porcine africaine est un arthropode, l'ornithodorus erraticus, qui est capable de conserver le virus actif pendant vingt mois et plus. En plus, cet arthropode transmet le virus à ses larves ; là encore, le virus reste actif et pathogénique. Dans ces conditions, il est inutile de faire le vide porcin devant l'épizootie.

Très vite, au Portugal, dès juin 1962, on crut avoir atteint le résultat escompté. João Manso Ribeiro, directeur du Laboratoire National de la Recherche Vétérinaire, pensa avoir mis au point un « virus modifié » qui devait résoudre définitivement le problème de la peste porcine africaine. Cette nouvelle fut considérée comme si importante qu'elle fut annoncée par João Mota Campos, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, dans une conférence de presse devant de hautes personnalités. Un hommage fut rendu à J. Manso Ribeiro le 9 juin 1962, un orateur étant convaincu que « son nom se transmettra de génération en génération comme celui de Newton, Pasteur, Curie et d'autres, ayant déjà atteint l'immortalité » [4]. Un arrêt, en date du 17 juillet 1962, de la Direcção Geral dos Serviços Pecuários, considérant que les résultats de l'application du vaccin avaient été vraiment encourageants, recommande instamment que l'on procède à la vaccination des porcs et interdit le commerce des animaux non vaccinés.

Immédiatement, les vétérinaires recommandèrent la généralisation, sinon l'obligation, de la vaccination et publièrent des bulletins de victoire. Au sud du Tage, au Portugal, à l'exception de l'Algarve et de trois cantons du district de Leiria, de juin à décembre 1962, furent vaccinés 550 541

2. Voir, en particulier, la conférence réalisée à Beja le 7 déc. 1966 par Amílcar Branco suivie d'une discussion avec Teófilo Frazão et Braço Forte. « Controvérsia acerca da vacinação da Peste Suína Africana ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo n° 20. Beja, 1969. 106 p.

3. La difficulté de trouver un vaccin était déjà connue depuis longtemps en Afrique du Sud et en Angola. Des chercheurs américains, avec des moyens très importants, avaient, eux aussi, complètement échoué.

4. Cité par Araújo Branco. Ouvr. cité, p. 102.

porcs. Teófilo Lopes Frazão [5] pouvait affirmer que « malgré les mauvaises conditions dans lesquelles se fit la vaccination, on peut démontrer que la peste porcine africaine, en 1962, n'a atteint, dans le pays, que 3,4 % des porcs vaccinés, et dans la région de Beja ... sur 128 684 animaux vaccinés, ce pourcentage ... tombe à 1,05 % ... ». L'efficacité du vaccin semblait certaine et était reconnue par nombre de vétérinaires étrangers.

Des doutes se manifestèrent très vite quant à la valeur du vaccin. Par tous les moyens, on tenta de rassurer les hésitants et de réduire au silence les opposants en tournant en dérision leurs arguments. Pour les vétérinaires, avec un tel vaccin, il est certain que si la peste porcine africaine continue à sévir, la responsabilité en incombe partiellement aux agriculteurs. Tel est bien l'avis du docteur Gasse [6], Directeur des Services Vétérinaires en France, qui pense que la non-déclaration de la maladie par certains éleveurs concourt à enlever aux mesures sanitaires une partie de leur efficacité. Pour T. Lopes Frazão et le professeur Tropa [7] « en Alentejo, les difficultés de prophylaxie des viroses sont plus grandes que dans n'importe quelle autre région du pays parce que ... toute l'immense zone latifundiaire fonctionne comme un seul et unique foyer d'infection quand une maladie survient ». Voilà, une fois de plus, les latifundiaires en cause et cela permet à T. Lopes Frazão de rejeter tous les doutes et toutes les oppositions en se retranchant derrière le fait que souvent les chercheurs, Pasteur y compris, eurent beaucoup de difficultés pour imposer le point de vue scientifique. Et, Frazão partage l'avis du professeur Jacinto Ferreira [8] qui pense que les réactions défavorables à la vaccination contre la peste porcine africaine font « partie de l'histoire des vaccinations. Il y a toujours eu une réaction intense lors de l'emploi d'un nouveau vaccin, mais tout cela passe en fin de compte ... ».

On reconnaît, cependant, que l'on peut constater des troubles après la vaccination. Mais ceci serait-il anormal ? Il ne peut s'agir que de la réaction normale à un vaccin pendant la période d'obtention de l'immunité. Les vétérinaires pensent que ce que l'on peut observer n'est pas autre chose que « l'effet de stress » qui, selon l'endocrinologue canadien Hans Selye, « n'est que le processus d'adaptation aux circonstances dans lesquelles nous vivons » ; parmi elles, il y a le froid, la chaleur, la faim, les vaccinations, etc... On reconnaît aussi qu'il peut y avoir des accidents mortels ; mais ils seraient rares et ne pourraient être le fait que d'animaux très affaiblis. Le professeur T. Lopes Frazão [9] attribue cet affaiblissement à la nourriture non équilibrée qui serait fournie par les montados ; alors, les accidents viendraient de déficiences du régime alimentaire en raison d'une faim de vitamines, de l'âge des porcs, les

5. Teófilo Lopes Frazão. Ouvr. cité, p. 15.
6. Cité par T. Lopes Frazão. Ouvr. cité, p. 17.
7. Id., Ibid., p. 34.
8. Id., Ibid., pp. 19 et 20. L'avis de T. Lopes Frazão est d'autant plus important que ses responsabilités étaient plus grandes. Vétérinaire de grande réputation et député, il occupait un poste essentiel dans les Services vétérinaires.
9. T. Lopes Frazão. Ouvr. cité, p. 28.

animaux les plus jeunes étant les plus fragiles, du sexe, les femelles résisteraient mieux que les mâles, de la race, les duroc jersey seraient les plus sensibles, et de la saison pendant laquelle est intervenue la naissance, les porcelets nés en été seraient plus fragiles que ceux nés au printemps. On pense aussi que les accidents peuvent être engendrés par une hypersensibilité au « stress » ; ce serait le cas des races précoces à croissance rapide, mais pas des porcs de race ibérique. Mais, les cas mortels ne devraient être qu'exceptionnellement attribuables à la vaccination et ne sauraient remettre celle-ci en cause. D'ailleurs, le vaccin n'a-t-il pas été expérimenté avec succès par les chercheurs américains près de New-York et au Kenya ? Pour T. Lopes Frazão, si le succès n'est pas total, il l'est à 80 %. Il ne reste plus qu'à améliorer le vaccin pour que la réussite soit complète. Il rappelle que la mise au point d'un vaccin contre la peste porcine classique n'a pas été facile. L'utilisation de vaccins à virus inactivé s'est révélée peu efficace. Il a fallu à l'INRA de nombreuses et longues recherches pour proposer un vaccin ayant perdu la totalité de son pouvoir pathogène, tout en conservant un bon pouvoir immunogène. Nombre de vaccins à virus vivant mis au point après la dernière guerre mondiale ont provoqué des accidents du fait que certains conservaient un pouvoir pathogène résiduel important. Ce n'est pas pour cela que le principe de la vaccination pouvait être remis en cause.

Malgré les campagnes de vaccination répétées, malgré les recherches nouvelles, la peste porcine africaine n'est pas éliminée et rien ne permet d'affirmer qu'elle soit près de l'être. L'opportunité de la vaccination fut remise en cause par A. Araújo Branco pour deux raisons ; d'abord, le vaccin est complètement inefficace ; ensuite, et c'est plus grave, les conditions même de son utilisation rendent difficiles les recherches ultérieures. On n'a pas pris le soin d'isoler les zones contaminées de celles qui ne l'étaient pas étant donné la précipitation manifestée pour vacciner tous les porcs. Comme aucune précaution n'a été prise dans l'utilisation du vaccin, il est devenu impossible de distinguer les cas de peste porcine africaine originelle des cas de peste engendrés par le vaccin. Or, les syndromes observés après la vaccination ne sont pas exactement identiques à ceux de la peste porcine africaine.

Selon S. Botija [10], 3 à 6 % des porcs meurent entre huit jours et un mois après la vaccination ; ces animaux ont de la fièvre, claudiquent, sont atteints de lésions de la peau, des systèmes nerveux et pulmonaires avant l'échéance fatale. Les autres porcs, après des ennuis initiaux, reprennent une apparence normale si ce n'est la présence de lésions de la peau. Lors des mois suivants, on observe une mortalité anormalement élevée et sporadique ; certains porcs meurent selon un processus qui n'est pas sans rappeler la peste porcine africaine ; d'autres ne présentent

10. C. Sánchez Botija : « Modificación del virus de la Peste Porcina Africana en cultivos celulares ». Bull. Off. Int. Epiz. 1963, XXXIe Session Générale, pp. 901-919.

aucun symptôme extérieur mais sont affectés de lésions pulmonaires à évolution très lente. Ces porcs conservent leur appétit et peuvent atteindre leur poids commercial. Dans certains cas, la maladie peut passer inaperçue jusqu'au sacrifice ; ces porcs sont néanmoins porteurs d'un virus modifié présentant une virulence résiduelle inacceptable. Ce virus peut se rencontrer soit dans des secteurs où sévit le virus de la peste porcine africaine soit seul. Par ailleurs, et au contraire de ce qui a été souvent dit, le facteur alimentaire ne joue pas comme ce serait logique ; les porcs manquant de certains acides aminés [11] seraient moins vulnérables que les autres à la peste porcine africaine.

Ainsi, la conclusion terrible à tirer est que, au lieu de guérir le mal, le vaccin n'a fait que le répandre. Bien plus, non seulement il n'a pas éliminé la peste porcine africaine mais encore il a introduit — et propagé au bout de la seringue — une autre peste moins violente mais aux conséquences aussi funestes : au lieu d'avoir des porcs pratiquement foudroyés par l'épizootie, les animaux n'en finissent plus de crever. Dans la Péninsule Ibérique, on a donc :

— La peste porcine classique contre laquelle on vaccine.

— La peste porcine africaine qui sévit par intermittence sans jamais reculer.

— La peste porcine d'inoculation appelée par dérision, par certains éleveurs, « peste gouvernementale ».

A la décharge des vétérinaires, il faut dire que le virus de la peste porcine africaine est particulièrement pernicieux. A la différence du virus de la peste porcine classique qui, une fois inoculé, produit des anticorps immunisants, celui de la peste porcine africaine n'en produit pas ou peu. Sans anticorps, il n'est pas possible de lutter contre l'action pathogénique du virus. Quand il y en a, on peut rencontrer le virus dans le sang au côté des anticorps ; le serum protecteur peut donc être en même temps infectieux. Selon P. Goret, de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort [12], il est inutile de vacciner, encore moins de revacciner. Il pense qu'il n'y aura peut-être jamais de moyen de prévenir ou de traiter la maladie et il recommande l'abattage massif, la création d'un vide porcin.

Toutefois, et P. Goret le reconnaît, il y a des sujets épargnés par l'épizootie, il existe des « guéris cliniques ». En dehors de la politique du vide, il eût peut-être été possible de sélectionner ces « guéris » et de voir le comportement de leur progéniture face à la virose.

Quoi qu'il en soit, les erreurs dans la lutte contre la peste porcine africaine ont été manifestes. On a injecté aux porcs un virus modifié

11. Howard, W. Dunne et autres : « Les maladies du porc ». Paris, 1962.
12. P. Goret : « La lutte contre la peste porcine africaine est engagée ». Le Porc. Paris, 1964, pp. 20 à 22.

sans aucune précaution. On s'est empressé de passer directement du laboratoire à la vaccination massive. On a vacciné indistinctement tous les porcs aussi bien dans les zones infestées que dans celles encore épargnées. On a gravement sous-estimé la virulence du virus modifié et inoculé un virus à fort pouvoir pathogénique résiduel. Il est difficile de rencontrer, sauf en ce qui concerne les pâturages en terre sèche, une telle accumulation d'erreurs de la part des techniciens.

2 — *LES PATURAGES EN TERRES SECHES*

Il est impossible de faire une compilation de tout ce qui a été avancé sur les pâturages en terre sèche ; un mémoire ne suffirait pas pour recenser toutes les erreurs et contre-vérités. Nous nous en tiendrons à une tentative, malheureuse mais ayant un grand intérêt, qui fut lancée dans la Péninsule Ibérique, des deux côtés de la frontière et à peu près en même temps. Cette tentative est surtout le fait, au Portugal, de Paes de Azevedo [13] mais aussi de techniciens espagnols et porte sur des mélanges d'espèces.

— *Les expériences agronomiques de Paes de Azevedo*

Ce professeur crut trouver la clé du problème agraire alentejan au début des années 60. Pour lui, l'essentiel est d'élever le niveau de fertilité du sol à partir du fumier fourni par une intensification massive de l'élevage. Celle-ci serait rendue possible grâce à une authentique révolution fourragère du type de celle qui a complètement bouleversé les termes du problème agraire dans l'Europe humide au XIXème siècle.

La pierre angulaire du système réside dans la capacité à cultiver et à obtenir des fourrages. Paes de Azevedo mit au point du fourrage fait d'un mélange de graminées (avoine et orge), de vesces, de trèfle de Perse et de latyrus ; chacune de ces plantes a un comportement différent et l'intérêt du mélange réside dans le fait que l'on peut obtenir plusieurs coupes :

Troisième coupe	avoine et orge
Deuxième coupe	avoine-orge-latyrus et vesce (surtout vesce et latyrus)
Troisième coup	trèfle de perse

Paes de Azevedo obtint, en essai expérimental dans l'herdade des Lameirões [14], des résultats absolument exceptionnels : en 1962, la production totale en vert se monta à 54 t./ha. Une grande partie de cette énorme

13. Professeur d'agronomie.

14. L'herdade des Lameirões appartenait à la Junta de Colonização Interna ; Paes de Azevedo appliqua ses recettes à son exploitation de Chaminé ... et fit faillite.

masse végétale était destinée à la production de foin ou à l'ensilage. Dans le cadre d'un assolement triennal du type deux années de fourrage et un blé, il va de soi que la charge en bétail serait considérablement augmentée ; ce serait une conséquenc edirecte.

Les conséquences indirectes seraient tout aussi importantes. Grâce à la présence de légumineuses, la fertilité du sol sera élevée ; il y aura une amélioration de la structure physique et un renforcement de la teneur en azote. Avec l'énormité du tonnage en fumier que l'élevage en stabulation ne manquera pas de fournir, la fertilité obtenue permettra d'atteindre un très haut niveau de productivité en blé et l'on pourra envisager des rendements de 40 q/ha au lieu de 20.

Ce raisonnement est très séduisant et sans faille[15], étant basé sur des concepts théoriques exacts. Il a la vertu d'être très facile à comprendre. L'étonnant est que nul agriculteur ne l'ait déjà mis en œuvre pour son propre compte. Aussi, Paes de Azevedo n'eut aucun mal à convaincre le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture d'alors. Son système permettait non seulement au Portugal de s'affranchir de ses importations de viande mais encore de devenir exportateur étant donné les coûts très bas de production ; de plus, la productivité générale de l'agriculture serait améliorée dans tout le sud du pays.

Alors, ce système devint la philosophie officielle en matière d'agriculture. En même temps, une vaste campagne de dénigrement, voire d'agression — le terme n'est pas trop fort —, fut déployée contre la profession agricole routinière et ne sachant que réclamer augmentations de prix et subventions.

Il est vrai, répétons-le, que le système repose sur un raisonnement théorique exact. En sélectionnant certains fourrages et en mélangeant habilement les espèces, on augmente et on étale considérablement la production de fourrage ; c'est une technique qui a fait depuis longtemps ses preuves et c'est le B-A-BA de l'agronomie moderne. De plus, le système de Paes de Azevedo rappelle par bien des points la première révolution fourragère de l'Europe humide qui permit, entre autres, d'éliminer les jachères en les remplaçant par la culture de fourrages, ce qui entraîna un essor de l'élevage. Là aussi, le système propose de remplacer des jachères par des fourrages. Enfin, le système recopie le cycle carbone-azote tel qu'on l'imaginait au siècle dernier :

Herbe → bétail → fumier → azote → céréale ou herbe.

L'élément fondamental de l'ensemble est le fumier[16].

Si le concept de Paes de Azevedo est théoriquement exact, il comporte de nombreux inconvénients, il est difficile à metre en œuvre et il est déphasé.

15. Le raisonnement de Perrette, avec son pot au lait, était, lui aussi, correct.
16. Par dérision, on a dit que le système de Paes de Azevedo était une « politica de caca ».

Il est déphasé car, aujourd'hui, on conçoit, avec le développement de l'industrie, le cycle carbone-azote de façon plus simple et avec une chaîne plus courte : azote synthétique → herbe ou céréale. On peut se passer de l'intermédiaire animal si l'on veut, l'élevage étant utile pour la production de viande ou de lait mais assez peu efficace pour produire de l'azote.

Le système est difficilement praticable dans la réalité. Paes de Azevedo fut le premier à s'en apercevoir. Dans son petit champ expérimental, il lui était facile de faire exécuter les travaux, les coupes surtout, à la main et au moment opportun puis peser la matière verte obtenue. Dans la réalité, tout se passe différemment. La première coupe qui intéresse les graminées est rarement possible à la fin de l'hiver et deux situations peuvent se présenter : soit l'hiver est favorable à la prairie car le temps a été doux et humide, les fourrages sont abondants mais les machines ne peuvent pénétrer sur le terrain par excès d'eau ; soit l'hiver a été sec et les machines peuvent opérer mais il n'y a rien à couper. Dans le premier cas, les graminées, non coupées, étouffent les légumineuses, surtout le trèfle. C'est l'échec et sur la quantité de fourrage et sur l'étalement. Aux Lameirões, en 1962, Paes de Azevedo obtint, en exploitation normale, 25 t/ha de fourrage. Ce fut un record qu'il ne retrouva jamais plus. En conséquence de la difficulté d'obtenir des légumineuses, on observa une baisse dans la production de blé : après le fourrage, la récolte de blé fut de 15 q/ha et non de 40. Or, avant l'application du système, on obtenait plus de 20 q/ha après un alqueive couvert de pois chiches ou après un alqueive simple. La cause de la chute de production est facile à comprendre: la raison essentielle est que le blé suit une graminée dans l'assolement ; en outre, pour préserver le fourrage le plus tard possible dans l'année, Paes de Azevedo était contraint de faire les travaux préparatoires dans la hâte et très tardivement. Il s'agissait, en fait, d'un alqueive d'été effectué en juin au plus tôt. Dans ces conditions, la terre n'a pas le temps de se météoriser suffisamment même avec le passage de la herse. Sur une terre mal préparée, les semailles d'automne sont mauvaises et la germination se fait mal.

Ce qui est plus grave, c'est que le système de Paes de Azevedo n'est pas rentable. L'utilisation massive du fumier n'est pas aussi rentable qu'il y paraît. Chaque tonne de fumier mis dans le sol revient à 100 escudos. Or, une fumure normale doit être de 30 t/ha. Le coût total est de 3 000 escudos. Ce n'est pas pour cela que le fumier dispense de l'apport d'autres éléments comme le phosphore. Le fumier ne peut, il s'en faut de beaucoup, se substituer complètement aux engrais. Dans ces conditions, ce ne sont pas de simples céréales qui peuvent supporter ces coûts de production ; il faudrait quelque chose qui donne un produit brut élevé par hectare. D'ailleurs, après l'application de son système, Paes de Azevedo enregistra un déficit énorme de 600 contos dans l'herdade des Lameirões qui, les années antérieures, lui procurait des bénéfices. Ce déficit, Paes de Azevedo chercha à le nier coûte que coûte et le cacha par des procédés comptables peu conformes aux normes d'une bonne gestion ; par exemple, il oubliait de tenir compte des élèves. Toutefois, comme la

situation devenait pour lui financièrement intenable, il dut tout abandonner.

Les mélanges de semences n'ayant pas réussi, on crut trouver, à partir de la fin des années 60 et aujourd'hui encore, la clé de la révolution fourragère en terre sèche en adoptant le trèfle souterrain. On sait, hélas, que le salut ne viendra pas de là.

3 — *QUELQUES ERREURS EN MATIERE D'ELEVAGE*

Les principales erreurs concernèrent le bétail et les techniques d'amélioration d'une part, les surinvestissements d'autre part.

a) **L'amélioration du bétail**

Les techniciens et éleveurs portugais et espagnols eurent sans cesse le louable souci d'améliorer la qualité de leur cheptel qui, au demeurant, est pauvre étant donné les conditions naturelles qui ne sont guère propices à un élevage de qualité ; seuls les ovins font exception. On concevait l'amélioration du bétail en recourant à trois solutions : pratiquer des croisements industriels en important des reproducteurs étrangers, remplacer les races locales en important des troupeaux entiers de bétail sélectionné et, parfois, effectuer des croisements par absorption.

Les erreurs les plus nombreuses furent commises dans les tentatives d'amélioration des races bovines. Le sud-ouest de la Péninsule Ibérique est naturellement peu doué pour pratiquer un élevage bovin de qualité étant donné la nature de ses pâturages. Il existe des races locales pour la viande comme la retinta ou la mertolenga qui sont très rustiques mais qui, jusqu'alors, ont donné des résultats médiocres si on les compare à ceux obtenus dans l'Europe humide ; leur conformation est mauvaise et la qualité de la viande douteuse par suite des conditions dans lesquelles se pratiquait l'élevage traditionnel. Mais, au moins, ces races avaient-elles l'avantage d'être adaptées au milieu. La race mertolenga, de petite taille certes, utilise des pâturages que seuls les caprins pourraient valoriser. Le bon sens aurait voulu qu'on tente, dans un premier temps, d'améliorer par la sélection des races qui ne sont pas dépourvues de qualités, loin de là. A l'opposé, les techniciens recommandèrent tout de suite, pour gagner du temps, de procéder à des importations de bétail étranger sélectionné ou prétendu tel.

Les premières initiatives furent les plus fâcheuses et portèrent sur l'achat de cheptel de deux races anglo-saxonnes : aberdeen angus et hereford. Ce furent les Espagnols qui acquirent un grand nombre de têtes de race aberdeen angus. Puis, les deux pays acquirent en masse des reproducteurs et des vaches de race hereford ; au Portugal, Paes de Azevedo fut l'un des plus fervents partisans de ce bétail dont il conseilla d'importer un grand nombre, considérant que les races locales n'avaient aucun intérêt. Ce fut un désastre complet pour les éleveurs. La race aberdeen angus, de très petite taille, est absolument impropre au croise-

ment industriel ; la race hereford [17] a de piètres qualités pour fournir de la viande. Les races locales leur sont très supérieures. Aux Etats-Unis, la race hereford a été dégradée par une sélection négative et conservée seulement pour sa résistance. D'ailleurs, dans les pays anglo-saxons, on cherche à améliorer ces deux races ou à les remplacer par d'autres. En aucun cas, ces races anglo-saxonnes ne peuvent remplacer les races indigènes bien mieux adaptées.

Qu'à cela ne tienne ! Bien d'autres races furent importées avec des résultats presque aussi mauvais. On tenta, sans résultats appréciables, de faire des croisements industriels avec la race sainte gertrude ; on fit de massives importations de brunes des Alpes ... pour « faire » de la viande. Ce n'est qu'après de nombreux errements et tâtonnements — aux frais des éleveurs, malgré les subventions — que l'on retint une race sérieuse, la charolaise, qui s'imposa rapidement dans tout le sud-ouest de la Péninsule ainsi que dans les deux pays. Aujourd'hui, cette race est concurrencée par une autre race sinon plus spectaculaire du moins plus rentable : la race limousine [18]. Dans le même temps, des efforts sérieux sont effectués pour améliorer par sélection la race retinta qui, désormais, possède son propre livre généalogique.

Des erreurs moins graves ont été commises pour les ovins et les porcins. Nombre de races importées, fussent-elles de grande qualité, ont, localement, posé de sérieux problèmes d'acclimatation et n'ont pas fait l'unanimité. Pour les ovins, par exemple, les races fleischaft, berrichon du Cher, ne supportent pas les chaleurs du sud de la Péninsule Ibérique [19]. Une des races améliorantes qui a donné les meilleurs résultats — sans pour autant poser de nombreux problèmes — est la race île de France ; cela vient du fait que sa souche originelle est la race mérinos et qu'elle possède 50 % de sang espagnol. Cependant, les ovins île de France ne supportent pas le froid et conviennent mal aux massifs montagneux ibériques. Par contre, c'est peut-être la race ovine israélienne awassi, bonne laitière, qui serait la mieux adaptée au climat de la Péninsule Ibérique ; elle ne put être introduite en Espagne qu'en contrebande.

Dans quelques cas, les erreurs ont été plus graves et plus difficiles à réparer. Par exemple, au Portugal, à la fin des années 50, toute une politique fut mise en place pour produire de la laine de haute qualité. On partit de la race locale burdaleira que l'on croisa avec des mérinos précoces importés de France à très haut prix. Jamais le but recherché ne fut atteint. C'était un grave contresens de penser concurrencer, sur ce plan-là, l'Australie. Les éleveurs avaient beaucoup mieux à faire en produisant du lait et surtout de la viande.

Toutes ces erreurs ont une cause commune. Aucun organisme d'Etat, ni espagnol ni portugais, n'est chargé d'étudier le comportement et les

17. Elle est aussi très sensible aux parasitoses.

18. O. Balabanian : « La race bovine limousine en Espagne et ses possibilités de développement ». Norois, n° 88, 1975, pp. 563-574.

19. C'est une erreur géographique, dans la plupart des cas, de croire que des races provenant de climats frais et humides vont pouvoir s'adapter aux secanos méditerranéens.

résultats d'une nouvelle race importée. Il semble pourtant évident que l'essentiel du coût de la recherche doive être pris en charge par la communauté nationale et non par les seuls éleveurs. Un grand centre de recherche devrait soumettre les animaux importés à un certain nombre de tests avant de les lancer sur le marché intérieur. Cela n'éviterait pas toutes les erreurs car les organismes de recherche européens ne peuvent rêver de disposer des crédits de l'U.S. Meat par exemple. Cependant, nombre d'errements seraient évités. Très vite, pour ne citer qu'un seul exemple, on verrait que, dans le nord de la Péninsule Ibérique, la suffolk de souche britannique est difficile à acclimater par opposition à la suffolk de souche française.

Au lieu de cela, les techniciens, allègrement, proposent l'introduction de races nouvelles, au gré de leurs voyages, de la mode, de leur sympathie ou de leur antipathie. Chacun se lance dans l'achat coûteux de reproducteurs, dans la constitution de troupeaux entiers en race pure. Les informations circulent de bouche à oreille. Chez Untel, telle race « marche », chez un autre, rien ne va plus. Aucun contrôle sérieux n'est possible, peu d'informations sont valables et toutes les manipulations sont permises. Le tout à la charge de l'éleveur bien entendu, alors qu'il est sans cesse sollicité pour faire des surinvestissements.

b) **Les surinvestissements**

Que de reproches passés et présents les agriculteurs alentejans et extremeños n'ont-ils pas dû subir sur leur absence d'investissements. N'est-ce pas là un des indicateurs essentiels du latifundisme ? La réalité est bien différente. Dès qu'un investissement apparaît rentable et nécessaire, il est effectué. Bien plus, on n'attend pas toujours les preuves de sa rentabilité et l'on va au delà du nécessaire en prenant en compte des considérations étrangères à la stricte efficacité. Citons seulement deux cas intéressant le sud-ouest de la Péninsule Ibérique[20] : le cas des fosses à fumier et des étables et celui des ateliers d'engraissement pour agneaux.

— Les fosses à fumier et les étables

Toute l'affaire prend son origine en France dans les années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale. Des techniciens portugais, en voyage d'étude, remarquèrent que le bétail passait une grande partie de son temps à l'étable, en particulier toutes les nuits, et que le fumier était recueilli chaque matin par le fermier et mis en tas pour être épandu

20. Il y aurait beaucoup d'autres exemples. Comme en France, les agriculteurs ont tendance au suréquipement quoi qu'en disent les statistiques. La faveur va toujours aux tracteurs les plus puissants et aux appareillages les plus compliqués et les plus coûteux.

en hiver[21]. Cela leur parut fort ingénieux et ils ne manquèrent pas, après d'autres mais ils seront suivis, d'assimiler élevage en plein-air = élevage extensif des latifundiaires et élevage à l'étable = élevage intensif. En même temps, ils crurent trouver l'explication de la permanence de la fertilité des sols en France malgré la suppression de la jachère : tout cela ne dépendrait-il pas du fumier ? Alors, une intense propagande fut entreprise en faveur de la construction d'étables et de la collecte du lisier. L'Etat s'en mêla et donna des subventions. Pour parvenir à un objectif aussi essentiel, rien n'était trop beau pour recueillir ces précieux excréments. Des fosses, en granite massif, couvertes de tuiles — car il ne s'agissait pas de perdre une parcelle d'ammoniaque — furent édifiées et des étables spacieuses furent construites. Evidemment, tout cela ne servit à rien. Peu de fosses furent utilisées comme réceptrices de lisier ; on en fit des hangars pour le matériel agricole.

— Les ateliers d'engraissement pour agneaux

En Espagne, c'est à Vicente Sánchez, technicien de grande valeur qui occupa successivement des postes de tout premier plan au Ministère de l'Agriculture, que revint le mérite de mettre au point des ateliers d'engraissement pour agneaux. Ayant la responsabilité d'une ferme expérimentale à Mudela, près de Santa Cruz de Mudela dans la province de Ciudad Real, et ne disposant pas de fourrages, l'idée lui vint de concevoir des ateliers d'engraissement, au début des années 60, en utilisant les techniques les plus modernes. Il n'hésita pas à intégrer un programmateur pour alimenter automatiquement les agneaux. De même, il prit soin de ne négliger aucun détail dans la finition en ayant, au préalable, reconstitué des animaux en plâtre de différents gabarits. Le résultat, en 1965-66, fut spectaculaire et suscita énormément d'intérêt. L'outil, techniquement bien conçu, permettait d'introduire des agneaux de lait, agés de six à sept semaines et pesant de dix à douze Kg, et de les sortir à trois mois pesant de 28 à 30 Kg. Dès lors, un certain nombre d'ateliers d'engraissement, de différente capacité, furent construits dans le sud de l'Espagne : une société en construisit un à Calera y Choza, dans la province de Tolède, en investissant quelque cinq millions de pesetas pour une capacité de 2 500 têtes, soit la possibilité d'engraisser 10 000 agneaux par an. Tout de suite après, Mendoza, qui a occupé divers postes élevés au Ministère de l'Agriculture et qui est à la tête d'une société d'aliments pour le bétail à Córdoba, en installa un autre à Cabeza del Buey avec une capacité plus réduite de 1 200 têtes.

A la fin des années 60, ce type d'atelier industriel fut certainement une réussite. Pourtant, cela ne pouvait résoudre les problèmes de l'élevage ovin et les erreurs apparurent dans la mesure où, hypersophistiqué,

21. C'est une scène familière dans le Massif Central qui tend à disparaître vu l'archaïsme du système et le travail que cela suppose. Dès que cela est possible, la stabulation libre ou le plein-air intégral sont préférables surtout quand il s'agit d'un élevage bovin pour la viande.

ce type d'atelier ne pouvait évoluer alors que l'environnement économique se modifiait profondément.

Ce type d'atelier d'engraissement avait le mérite de permettre un sevrage précoce et très automatisé et, sous la surveillance d'un seul homme, de pouvoir « fabriquer » des agneaux de 25 à 30 Kg avec une mortalité pratiquemente nulle : 2 % en moyenne, ce chiffre étant dû, le plus souvent, à des agneaux entrés dans l'atelier dans un état déjà déficient [22]. Cependant, aujourd'hui, la tendance, partout dans le monde où l'élevage ovin est moderne, est de produire des agneaux lourds ; on tend vers 40 Kg en France, vers 35 Kg en Espagne. Mais alors, l'atelier de Vicente Sánchez devient complètement inadapté. En effet, l'agneau, jusqu'à trois mois et un poids de 25 à 28 ou 30 Kg, se comporte comme un animal monogastrique. Au delà, il devient ruminant et ses besoins alimentaires sont différents : il lui faut alors des aliments de volume, foin et paille. Essayer de pousser tout de même un agneau au delà de 30 Kg est possible mais cela devient antiéconomique surtout dans la mesure où les races ovines espagnoles si elles sont rustiques ne sont pas précoces. Leur indice de transformation est mauvais en race pure et il faut pratiquer systématiquement des croisements industriels avec des races importées ; c'est absolument nécessaire pour élever l'indice de transformation et augmenter le poids des carcasses sans pour autant avoir des agneaux trop gras. A Calera y Choza, l'indice de transformation à partir d'agneaux systématiquement issus de croisement industriel est bon ; il sufit de 4,5 Kg d'aliments composés pour obtenir un Kilogramme de viande. A Cabeza del Buey, il en faut six ou sept Kg pour obtenir le même résultat. Cependant, Mendoza s'en tire habilement dans la mesure où, son atelier étant localement un établissement prestigieux, les industriels en aliments pour le bétail lui accordent des rabais ; cela fausse tout calcul économique.

De toute façon, ce type d'atelier d'engraissement suppose des investissements énormes. Les premiers ateliers ont été construits avec l'aide de l'Etat sous forme de subventions et de crédits ; ce ne peut être généralisé. Dans tous les cas, l'appareil est si coûteux que le moindre incident technique peut avoir des conséquences graves [23]. C'est un outil trop perfectionné par rapport à l'environnement économique et par rapport aux exploitations existantes. Par exemple, il est nécessaire de faire tourner l'atelier en permanence et à plein ; cela pose le problème de l'approvisionnement régulier en agneaux. A Cabeza del Buey, la programmation en ce domaine est défectueuse et l'atelier ne fonctionne pas toujours à plein.

Ainsi, il est très difficile de rentabiliser des installations trop compliquées, trop luxueuses, trop prestigieuses et trop coûteuses. Quand un

22. A titre de comparaison, le taux de mortalité, en France, est double. Ces pertes très peu nombreuses proviennent de l'organisation et de l'alimentation excellentes dans ces ateliers d'engraissement.

23. Comme tout est très automatisé, on va voir les agneaux assez peu souvent ; il suffit alors d'une chaîne qui se casse ou d'une interruption dans l'alimentation en eau pour avoir de grosses pertes.

problème se pose et qu'il peut être résolu avec quelques planches et quelques clous, il faut, en agriculture, utiliser la solution et exclure tout ce qui est plus coûteux. En Espagne comme en France, il y a une certaine propension à effectuer certaines dépenses somptuaires ou à recourir à des techniques compliquées qui gonflent les devis et les factures [24]. Or, les éleveurs espagnols n'en ont pas besoin, surtout au moment où l'Espagne s'apprête à entrer dans le Marché Commun. D'ores et déjà, dans cette hypothèse ,et sans que les éleveurs espagnols aient conscience du danger, on peut considérer que l'élevage ovin espagnol sera en difficulté du fait de l'excès des investissements et de la concurrence britannique [25]. Alors, seuls les élevages dits en « extensif amélioré » seront compétitifs dans la Péninsule Ibérique. La plupart des élevages extremeños sont dans cette situation [26].

En tout état de cause, les ateliers d'engraissement sophistiqués sont condamnés. Les rarissimes éleveurs qui disposent déjà d'ateliers ultra-modernes devront, pour ne pas perdre pied complètement, adopter une autre politique. Quand les agneaux auront atteint un poids de 25 Kg, il faudra les sortir de l'atelier d'engraissement pour les finir dans d'autres ateliers traditionnels avec auges et rateliers. Là, ils recevront, au moindre coût, aliments concentrés et 1 à 1,5 Kg de fourrage par jour qui leur permettront d'arriver à un poids en carcasse plus lourd et sans graisse. Pour cela, ils devront rester un mois ou un mois et demi dans les nouveaux locaux avec les mêmes aliments concentrés mais en quantité rationnée.

Bien moins réalistes encore furent les étables pour brebis-mères que les Espagnols construisirent pour la production de lait. Cette erreur fut, hélas, reprise par les techniciens portugais.

Mais, tout cela n'est pas trop grave. Ce ne sont que de simples erreurs techniques. Infiniment plus graves sont les erreurs qui prennent leur source dans la volonté de résoudre à tout prix, par l'agriculture, des problèmes économiques ou sociaux, les deux étant souvent liés.

24. En France, il est à craindre que la loi nouvelle ne vienne encore aggraver le montant des factures ; en effet, pour la construction de toute nouvelle bergerie de plus de 700 m2, il est désormais nécessaire de faire appel aux services d'un architecte. Or, en matière de bergerie, un architecte n'apporte rien si ce n'est de nouvelles dépenses. Aussi, les éleveurs vont tourner la difficulté en construisant des bergeries de moins de 700 m2 mais cela aussi va leur coûter plus cher.

25. Nombre d'élevages français vont aussi connaître ces mêmes difficultés quand, en 1978, seront signés les réglements communautaires concernant la viande de mouton. Cela explique que, depuis cinq ans, les éleveurs cherchent à réduire les investissements et à comprimer leurs coûts de production.

26. Si le prix de la viande de mouton baisse en France à partir de 1979, comme cela est probable, l'élevage ovin aura encore plus tendance à se concentrer dans les régiois réputées pauvres comme le Massif Central, les Alpes du sud et les Pyrénées où les terres restent encore relativement bon marché et où l'élevage est « extensif ».

4 — *LES ERREURS ET LES ABERRATIONS PRODUCTIVISTES OU AYANT UNE ORIGINE SOCIALE*

Elles proviennent toutes des mêmes observations et découlent du même raisonnement simpliste. L'Espagne ou le Portugal sont-ils déficitaires dans un secteur quelconque de la production agricole ? Certainement, en particulier les importations de lait, viande et céréales pèsent lourdement sur la balance des comptes. Alors, puisqu'en même temps il existe des chômeurs, il faut faire en sorte que ceux-ci se mettent à produire du maïs, de la viande de bœuf, etc... Ainsi, deux graves problèmes seraient résolus, l'un d'ordre économique, l'autre d'ordre humain. Un tel raisonnement qu'il est possible d'entendre partout est non seulement légitime — il est logique que tout pays prétende à un minimum de sécurité et d'indépendance dans le domaine alimentaire — mais aussi sans faille, du moins en apparence.

Une fois qu'une déficience ou une lacune est reconnue et analysée, les techniciens et les hommes politiques [27], associés, se lancent dans un vaste programme, parfois appelé « bataille » [28], pour apporter une solution à tel ou tel problème. Une large diffusion de la stratégie à suivre est alors assurée dans tout le pays par tous les moyens d'information. Tout cela n'est pas spécifique de la Péninsule Ibérique ; nous connaissons, dans d'autres pays et sous les régimes les plus divers, de telles entreprises. C'est le cas, par exemple, de la « bataille du blé » et de la « bonification intégrale » de l'Italie mussolinienne, de la mise en valeur des terres vierges dans l'Union Soviétique de N. Khrouchtchev, de la volonté de produire dix millions de tonnes de sucre à Cuba, pour ne citer que quelques cas connus. Chacune de ces batailles avait ses justifications. Tout fut mis en œuvre pour que la réussite fût éclatante, l'échec étant impensable. Au delà des bilans de victoire initiaux, appuyés sur des statistiques ad hoc ou ne considérant les choses que d'un point de vue partiel [29], toutes ces batailles se sont traduites au mieux par un semi-succès ; beaucoup furent de véritables désastres. On dirait même que l'échec est une loi du genre.

La Péninsule Ibérique, jusqu'à ce jour, a connu de semblables batailles même si le terme n'est pas toujours employé ou si le chef de l'Etat n'y

27. Il est bien difficile de faire la part des uns et des autres là aussi. Nombre d'ingénieurs, d'agronomes et d'économistes se trouvent placés à des postes de direction et ont leur avis à donner sur les problèmes de mise en valeur.

28. Ces batailles peuvent avoir pour but soit de s'autosuffire en un produit donné, soit de mettre en valeur des terres ou des régions jusqu'alors incultes ou insuffisamment mises en valeur, tout au moins présumées telles. Dans ces batailles, l'armée peut prendre une part effective au travail. Le chef de l'Etat peut aussi mettre toute son autorité dans la balance et la bataille est souvent personnalisée.

29. La production de tel produit peut effectivement augmenter mais au détriment du reste.

prend pas part personnellement et directement. En ce moment même, se livre, au Portugal, la « bataille de la production » dont il ne fait guère de doute que les résultats ne seront pas plus positifs que ceux d'autres batailles du même genre. Le sud-ouest de la Péninsule, supposé sous-exploité, était et reste le champ de manœuvres rêvé pour livrer de telles batailles. Nombre d'entre elles, tout au moins la problématique de certains problèmes, ont déjà été étudiées. C'est le cas, en particulier, de l'irrigué, de la réforme agraire, du reboisement. Il n'est plus question d'y revenir sauf pour en aborder quelques aspects bien précis.

a) Les plans agricoles franquistes des années 40 et 50

Cette période de réelle pénurie alimentaire, pouvant aller jusqu'à la disette pendant la deuxième guerre mondiale, et la volonté d'autarcie en tous les domaines, étaient propices à l'intervention multiforme des techniciens de l'Etat. Et, de fait, il y eut une véritable pluie [30] de décrets pour organiser et orienter la production agricole.

Parmi ces plans, il y en avait un qui obligeait les exploitants à emblaver au moins 20 % de la surface des dehesas même si cela était manifestement difficile. A cette époque où l'industrie chimique ne pouvait fournir les quantités d'engrais nécessaires et où les exploitants ne devaient compter que sur la fumure de leur bétail, ce fut un désastre. En effet, les élevages ne permettaient guère de fumer que 2 ou 3 % des surfaces des exploitations. La disproportion entre les besoins et l'offre d'engrais et de fumure fut telle que les récoltes restèrent dérisoires : au mieux 500 ou 600 Kg de blé par hectare et souvent beaucoup moins sur les terres sans chaux. Cette politique fut ruineuse pour les exploitants et détestable à long terme car elle contribua à dégrader un grand nombre de sols déjà très pauvres.

A la même époque, des plans similaires obligèrent les exploitants des périmètres irrigués à planter 20 % des surfaces avec des produits de consommation courante : haricots et légumes divers, céréales. Cela était tellement antiéconomique, tellement contraire au bons sens, que nombre d'exploitants préférèrent payer une amende de 1 000 pta par hectare et faire ce qu'ils voulaient.

Ces plans, complètement absurdes car prouvant une méconnaissance complète des différentes régions de l'Espagne, ne pouvaient se justifier que dans les bureaux de Madrid. L'absence de marchés locaux ou de moyens de transports adéquats, les coûts de production élevés et la possibilité de produire autre chose dans de meilleures conditions, montrèrent l'inanité de tels plans qui furent progressivement abandonnés.

30. Ces décrets furent qualifiés par les agriculteurs de « a voleo ».

b) Les périmètres irrigués

La mise en irrigation est un des moyens essentiels pour augmenter la production des terres et pour résoudre les problèmes de chômage. Cela explique la volonté, bien légitime, de multiplier les périmètres irrigués.

Ce fut d'abord le plan de Badajoz, qui nous a permis de bien mettre en évidence les problèmes de la culture en irrigué et les limites de cette technique pour résoudre des problèmes sociaux. Il ne suffit pas de produire, il faut aussi avoir à sa disposition un marché, national ou étranger. L'irrigué étant une technique onéreuse, il est impossible de produire n'importe quoi et n'importe où. Les problèmes sont tels que, dans la Péninsule Ibérique, les périmètres irrigués doivent être conçus dans le cadre national et pas seulement au niveau de la région. Malgré cela, des erreurs sont possibles et, dans un certain sens, normales. Il en est d'autres, par opposition, qui sont inadmissibles, il y a des oublis qui sont impardonnables.

C'est tout le problème du petit périmètre irrigué, 500 ha, du Divor à une vingtaine de kilomètres au nord d'Evora. Quand ce périmètre fut conçu par les techniciens, appuyés par les notables locaux et sous l'influence du gouverneur civil de la province, on construisit une usine de concentré pouvant traiter la production de tomates de 700 ha. Or, les possibilités de stocker l'eau sont si faibles que la retenue ne suffit même pas, en temps normal, à alimenter la ville d'Evora. Lors de l'été 1976 qui fut particulièrement long, les ménagères ne disposaient que de deux fois deux heures d'eau par semaine. Comment consacrer une goutte d'eau à l'agriculture dans ces conditions ?

Dans le Bas-Alentejo, certains périmètres éprouvent de très graves difficultés pour d'autres raisons non moins sérieuses. On a justifié l'édification du périmètre irrigué d'Odivelas, au nord de Beja, par l'implantation de cultures nouvelles comme le tabac et la betterave à sucre alors que ces deux cultures étaient interdites dans le Portugal métropolitain [31]. Aujourd'hui, le périmètre irrigué du Mira, près d'Odemira est en grande difficulté et en partie abandonné car l'on pensait pouvoir approvisionner le Portugal, et même une partie de l'Europe du nord, en fruits et en légumes produits à contre-saison. On a aussi oublié que les températures d'été sont bien trop fraîches et ne sont même pas propices à la culture de la tomate.

Tous ces déboires semblent méconnus comme si aucune mémoire ne semblait à même d'emmagasiner et de tenir compte des expériences passées. Dans la hâte de mener à bien une politique sociale après le 25 avril, on a réactivé les projets d'irrigation à partir du Guadiana et de la retenue, à construire, d'Alqueva. Nous en connaissons les difficultés techniques. Il est probable que ce sera un nouvel échec puisqu'aucune

31. La culture proprement dite de la betterave était permise mais il était interdit de créer des industries de transformation.

étude sérieuse n'a été entreprise sur ce qu'allaient être les productions et sur les sols des régions à irriguer. On dit et on redit que des prévisions ont bien été faites. Mais, il est à craindre que là, comme à Odemira ou à Odivelas, on ne justifie barrages et périmètres irrigués que par des plus-values que l'on obtiendra par des cultures dont les comptes sont faussés ou par d'autres qui n'existeraient que dans l'imagination des techniciens [32]. Or, cette capacité d'imagination va tellement loin dans l'irréel que l'agriculteur moyen qui, par obligation, a les pieds sur terre, est en droit de se demander parfois s'il s'agit de mauvaise connaissance ou de mauvaise foi. Ainsi, par exemple, le plan d'irrigation de l'Alentejo prévoit la possibilité de faire chaque année deux cultures : une d'automne-hiver et l'autre d'été. On pense pouvoir réaliser des assolements du type maïs-fourrage ou fourrage-tomate au cours de la même année. Il faut tout ignorer des réalités de la campagne pour croire qu'une telle solution est envisageable. Ainsi, pour pouvoir semer le fourrage dans de bonnes conditions, il faut procéder en septembre mais, le maïs est encore en terre à cette époque. Si on sème le fourrage plus tard, il est de mauvaise qualité et ne croît qu'au printemps, vers le mois d'avril. Or, en avril, il est déjà nécessaire de planter les tomates et la terre n'est même pas préparée. Dans ces conditions, il est évident que justifier un périmètre irrigué par la possibilité d'obtenir deux récoltes par an relève de la pure fantaisie. La conséquence est toujours la même, cela coûte cher aux exploitants et aux contribuables. Il en va de même lorsque l'on conseille de se tourner vers des cultures non rentables.

c) Le maïs et le coton

Il n'y a que peu d'exploitants qui, en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, n'ont pas essayé la culture du maïs ou du coton. Beaucoup ont abandonné. Leur attitude est dictée par des raisons sérieuses. Pourtant, tout aurait dû les inciter à persévérer.

C'est peut-être la culture du maïs qui a été la plus vivement recommandée et c'est à son sujet que le plus de conseils ont été prodigués. Cette céréale a le pouvoir étrange de fasciner les techniciens et les hommes politiques. Nous savons, pourtant, que la culture du maïs est difficile dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique surtout au Portugal, au sud du Tage. Et ce ne sont pas les campagnes insistantes et répétées en faveur du maïs qui ont permis de surmonter les difficultés. Souvent, en plus des problèmes de rentabilité, la production est freinée par des politiques maladroites où l'interventionnisme de l'Etat est à la fois excessif et incohérent.

32. Cela reste vrai même si, après la perte des provinces d'Outre-mer, il n'existe plus d'interdictions. Tout le monde peut désormais produire de la betterave à sucre et la culture du tabac va certainement connaître un essor qui fournira du travail.

Par exemple, au Portugal, il y eut la campagne du maïs hybride dans les années 60. Les techniciens pensaient, avec quelque naïveté, qu'il suffirait de changer de variétés, en l'occurence d'adopter des maïs hybrides, pour résoudre le problème. L'utilisation des nouvelles variétés fut préconisée par des programmes à la radio, à la télévision et par des articles dans les grands quotidiens et les revues spécialisées. Or, le problème du maïs ne se situe pas là ; il s'agit d'un problème économique (les prix ont toujours été insuffisants) auquel s'ajoutent des problèmes de séchage et de stockage. Avant la campagne, le séchage s'effectuait en épis. Pour se lancer dans une grande campagne de production, il aurait fallu construire des séchoirs et des dépôts pour le stockage. L'Etat garantit qu'il achèterait tout le maïs hybride[33] dès l'instant où le degré d'humidité est inférieur à 13 %. Mais, les agriculteurs ne disposent pas de séchoir et ne peuvent livrer de maïs dans ces conditions. Ce simple oubli, à lui seul, fit échouer cette campagne.

Parfois ,les campagnes prennent l'allure de véritables exorcismes. L'année 1976 fut qualifiée d'année du maïs au Portugal. Les unités collectives de production furent invitées à cultiver massivement du maïs, leur intérêt coïncidant avec celui de la nation. Effectivement, des surfaces importantes, en culture sèche, furent consacrées au maïs. Cela ne pouvait pas tomber plus mal. Nous savons que cultiver du maïs dans ces conditions est une gageure et donne des rendements voisins de zéro. Or, 1976 fut une année sèche, fatale pour les céréales de printemps et l'essentiel des semences furent perdues. Dans le Haut-Alentejo, il était possible de voir le triste spectacle d'immenses champs de maïs mais où seules de rachitiques tiges étaient parvenues à s'extraire du sol des fonds un peu moins secs. Là, les statistiques peuvent faire illusion ; la production totale de maïs, au Portugal, le nord du pays compris, a quelque peu augmenté. De fait, dans le Haut-Alentejo, ce fut un désastre.

Le coton eut une évolution quelque peu différente. Il connut, dans les années 50, une formidable expansion dans les périmètres irrigués de l'Estrémadure. Aujourd'hui, sa culture est pratiquement abandonnée pour des raisons de prix et de manipulations de marché ; c'est dans ce cadre que doit être étudiée sa quasi-disparition. En Alentejo, ce sont les techniciens qu'il faut mettre en cause pour comprendre l'échec du coton.

C'est à une entreprise privée que revint l'honneur de promouvoir la culture du coton en Alentejo alors qu'il était fortement question d'activer le plan d'irrigation de cette province. Des rapports et des études, très favorables au coton aussi bien en culture sèche qu'en irrigué, furent publiés. Une fabrique fut construite près de Beja ainsi que des hangars pour le stockage. Tout était en place pour que l'affaire marchât bien ; il ne manquait que le coton qui devait être acheté à 6,5 escudos à la production. On crut que l'entreprise pourrait bénéficier d'avantages pour traiter du coton venant des territoires africains. Rien ne vint de ce

33. Le commerce en reste néanmoins libre, le maïs bénéficiant cependant d'un prix minimum de garantie.

côté-là. Les agriculteurs alentejans furent alors alléchés par des bénéfices merveilleux. Nombre d'entre eux se lancèrent dans l'aventure. Celle-ci dura deux ans jusqu'à ce qu'un agriculteur proposât de louer sa terre afin que les techniciens fissent eux-mêmes la culture. Le prix d'achat de la matière première étant trop bas — le coton espagnol était alors acheté à 7,5 escudos — la culture en fut abandonnée. Aujourd'hui, la fabrique en pierre, sorte de monument que le temps n'effacera pas, est là pour témoigner de ce qu'il faut bien appeler une aventure achevée avant même d'avoir commencé. Les hangars servent d'entrepôts pour le tournesol et le carthame.

Point n'est besoin d'allonger davantage la liste des défaillances des techniciens. Certes, l'erreur est humaine et n'est pas le monopole des techniciens espagnols et portugais, loin de là. R. Dumont a, lui aussi, dans de nombreux pays, relevé des faits similaires [34]. Au delà des erreurs — tout le monde a droit à l'erreur —c'est le comportement des techniciens, tout au moins de certains d'entre eux, qui est en cause. Ceux-ci ont été nourris à partir de traités d'agronomie de langue anglaise ou française. Ils savent tout sur la céréaliculture du Bassin Parisien, sur la culture du maïs de l'Iowa ou l'élevage porcin au Danemark ; mais beaucoup ne savent que peu de choses sur les potentialités du milieu méditerranéen. Ils ont tendance à rejeter en bloc l'expérience empirique acquise par les agriculteurs au cours des millénaires [35]. En même temps, ils tendent à surestimer les possibilités agricoles des régions méditerranéennes. A partir d'études théoriques, basées sur des enquêtes rapides, des rapports optimistes sont publiés et repris par les gouvernements qui déterminent une politique des prix agricoles. C'est ainsi que les agriculteurs sont touchés de plein fouet par une politique de prix inadaptée.

34. Par exemple à Cuba. Cf. « Cuba est-il socialiste ? ». Paris, 1970. 246 p. Voir particulièrement les pp. 141 à 165.

Cuba a la volonté de se développer à tout prix. C'est bien. Cependant, les décisions y sont prises à « l'échelon technocratique » et les freins sont nombreux et puissants : les interférences des différentes administrations, la volonté de copier telle ou telle recette de tel ou tel modèle, les interventions à tout propos et hors de propos de F. Castro. Tout cela entraîne la plus grande incohérence. Finalement, l'impossibilité de diversifier et même d'augmenter la production nous amène à nous poser le problème de savoir si, malgré les énormes moyens techniques et humains mis en œuvre et les fantastiques investissements, quelque chose de vraiment important a été accompli, dans ce pays, en matière agricole ; Cuba, en 1977, et F. Castro l'a reconnu, se trouvait dans une situation alimentaire particulièrement difficile.

35. R. Dumont a déjà fait cette remarque à propos de Cuba. Les Français et les Européens en général ont eu la même attitude vis-à-vis de l'acquis scientifique empirique des paysanneries africaines ... d'où graves et coûteuses erreurs.

B - LA FAIBLESSE GENERALE DES PRIX AGRICOLES

La plupart des agricultures dans le monde sont frappées par la détérioration relative de la valeur de leurs produits. Les remarquables progrès accomplis dans la productivité n'arrivent pas toujours à combler l'augmentation des coûts de production. L'origine du malaise agricole, si souvent étudiée et sous toutes les latitudes, vient en partie de là. Il est impensable de concevoir une bonne politique agricole sans une politique adéquate des prix qui assurent, qu'on le veuille ou non, la rémunération du capital et du travail[36]. C'est du prix qu'il est envisageable d'obtenir à la production que dépendra l'attitude du producteur. Si les prix sont inférieurs aux coûts de production, nul stimulant d'ordre moral ne sera à même de maintenir la production. Tout cela est bien banal et ce sont des considérations qui dépassent singulièrement le cadre de notre travail. Cependant, les problèmes de prix se posent partout et nous ne saurions ignorer les termes dans lesquels ils se posent dans la Péninsule Ibérique et, évidemment, en Estrémadure et en Alentejo. Des prix différents pour un même produit peuvent entraîner l'arrêt de la production d'un côté de la frontière tandis qu'à quelques kilomètres de là, la même production est en plein essor. Tout au long des pages du livre premier de notre travail, dans les différentes problématiques étudiées, nous avons vérifié de tels faits : par exemple, il est intéressant de produire du lait en Estrémadure dans certaines conditions, en raison du prix très élevé du lait en Espagne ; dans le Haut-Alentejo, produire du lait n'est pas rentable.

Dans leur ensemble, les prix agricoles à la production, en Espagne et au Portugal, sont restés notablement inférieurs à ceux des autres

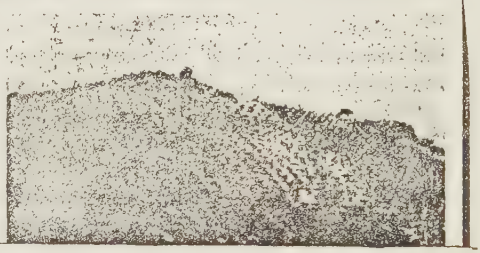
36. Le facteur prix, tel quel, si nous le considérons comme essentiel, n'est pas le seul facteur à mettre en ligne de compte. Aussi importante est l'évolution des prix. Dans les pays socialistes, les prix agricoles peuvent rester bloqués pendant plusieurs années, voire plusieurs décennies, sans qu'il soit possible d'apporter des compensations aux structures de production. Il se crée alors des tensions insupportables ; la production stagne et la pénurie, au moins saisonnière, sévit à la consommation. Débloquer le système, sans en adopter un autre, devient très difficile et très dangereux. C'est ce dont s'est rendu compte, à diverses reprises, le gouvernement polonais. Ainsi, à la fin des années 60 et au début des années 70, il a multiplié par trois le prix du blé payé aux paysans, par trois le kg de viande de veau et par deux le kg de viande de bœuf sans pour autant engendrer une augmentation de la production. Cela ne nous étonne pas. La pire des hausses, c'est celle qui a été octroyée sous la contrainte et avec retard ; elle n'a aucun effet stimulant. Par contre, elle sera répercutée, tôt ou tard, à la consommation et provoquera à l'aval des dérèglements et des désordres. A côté des prix, il y a aussi d'autres facteurs, d'ordre structurel par exemple.

COMO É POSSÍVEL SALVAR 50 MILHÕES DE OLIVEIRAS?

Aumenta o consumo, baixa a produção do azeite

Neste jornal temos vindo a defender a necessidade de melhores meios para investigação e experimentação agrícolas, quer o alargamento das estações, laboratórios e campos experimentais, quer dos quadros de técnicos devidamente remunerados e dignificados na função. Parece-nos ser uma afirmação pacífica, por ter, parece-nos, o acordo da maioria. Todavia esse alargamento não se concretiza, não sabemos se por falta de entusiasmo e consequente falta de pressão suficiente dos responsáveis pela nossa agricultura, se, o que seria mais grave, por não sentirem essa necessidade premente.

E, se, de uma maneira geral, podemos verificar



583

A SUBSTITUIÇÃO DA JUNTA NACIONAL DO AZEITE E OS INTERESSES DA OLIVICULTURA

O Instituto do Azeite e Produtos Oleaginosos, criado pelo Decreto-Lei n.º 183, de 11 de Agosto de 1972, e agora regulamentado pelo Decreto-Lei n.º 428, de 31 de Outubro, vem substituir a Junta Nacional do Azeite, actividade

10.º) Um representante do comércio armazenista de mercearia;

11.º) Um representante do comércio retalhista

também periclitamente, [illegible] tarte se pode

A CAPITAL 9-2-73

ASSOCIAÇÃO DA AGRICULTURA ESCLARECE

IMPOSSÍVEL MANTER PREÇOS ACTUAIS DO AZEITE

GI 600

Da direcção da Associação Central de Agricultura Portuguesa recebemos, com o pedido de publicação, o seguinte esclareci-

vido a stocks actualmente nesse pelo.

Quanto ao primeiro aspecto, lembramos que no vosso jornal de [illegible] passado se faz referência a [illegible] procader e que são

de azeite fino, impõem um preço de cerca de 31 a 32800 por litro, contando com 6800 para embalagem e comercialização.

Por outro lado, os custos de produção médios do azeite apurados pela antiga J. N. do Azeite já são superiores a esses 25800.

COL

PER

CED

A

O mini[illegible] torizado definitiva[illegible] do Bié [illegible] segundo do hoje [illegible] «Neste

Le problème principal des olivettes : le prix de l'huile

[Fig. 75]

pays. Voici, pour certains produits essentiels, quelques prix, en escudos, comparés [37] :

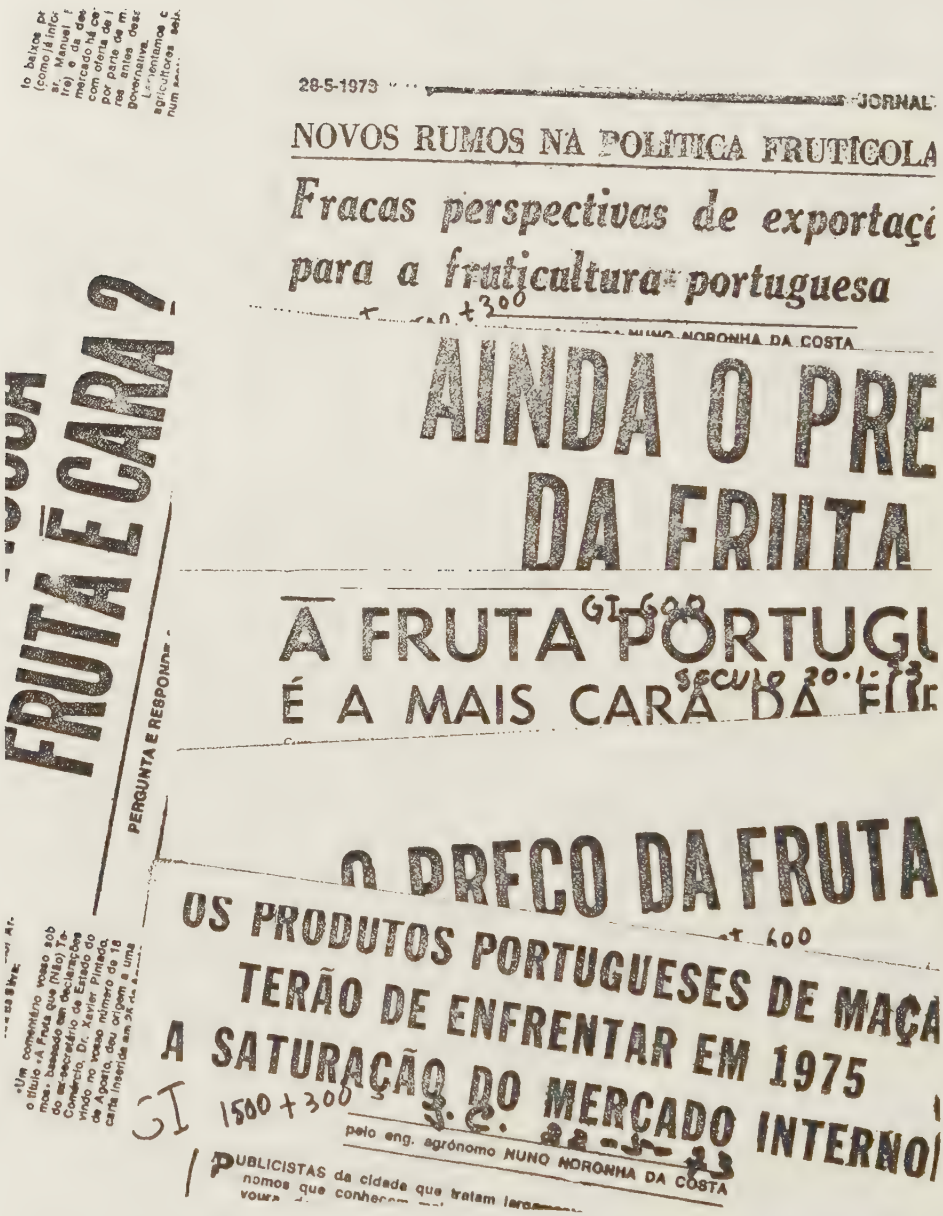
	Portugal (esc.)	*Espagne*	*Italie*	*France*	*Pays-Bas*
Blé tendre (Kg)	3,37	3,22 à 2,73	3,30	3,43	4,10
Blé dur (Kg)	3,56	3,96 à 2,68	3,79	3,79	
Seigle (Kg)	2,80		2,85	2,88	3,53
Orge (Kg)	2,60	3,0	2,48	2,97	3,51
Avoine (Kg)	2,20	2,90	2,93	3,0	3,65
Maïs (Kg)	2,50		3,30	3,06	3,94
Riz (Kg)	3,50	3,60	4,30 à 6,30		
Huile d'olive [37]					
extra	30		39		
fine	28,5	30	36		
courante	26,5		32		
Lait [37]	3,10	3,90		3,63	
Bovin (Kg poids vif)	21		29,92	28,20	27,60
Veau »	34	40 à 43	41	41,30	46,40
Porc »	32	34	32	35,5	35,9
Agneau »	20 à 30	40		60	

Ainsi que nous le constatons, ce sont les producteurs néerlandais qui obtiennent presque toujours les prix les plus favorables. Les producteurs français se trouvent eux aussi relativement avantagés. Les prix espagnols et portugais par rapport à ceux pratiqués en France et en Italie sont plus ou moins identiques pour les céréales sèches mais pas pour le riz, le maïs et surtout les viandes à l'exception du porc. Les prix portugais sont relativement bas, très inférieurs aux prix espagnols qui auraient tendance à se rapprocher des prix des autres pays de l'Europe. Cette infériorité des prix portugais est particulièrement importante pour la viande y compris par rapport à des pays dont les conditions naturelles sont voisines. Par exemple, en avril 1973, le prix du kilogramme de viande de bœuf à la production était le suivant [38] :

Etats-Unis	21 escudos
Portugal	23,35
Yougoslavie	25,50
Grèce	34,4
Italie	36,30
Suède	51,80

37. Diário do Alentejo. 20 décembre 1973. Nous avons introduit quelques prix concernant des produits espagnols.

38. Cf. F.A.O. Meat Trade Intelligence. Avril 1973. Il s'agit du Kg en vif. Cette source donne des prix, pour l'Italie en particulier, un peu différents de



Les fruits. Saturation des marchés et marasme des prix

[Fig. 76]

Dans ce cas, le prix portugais est plus de deux fois inférieur au prix suédois qui était alors le plus élevé du monde. L'infériorité de certains prix est particulièrement significative en comparant le prix à la production de la viande et celui du blé. A certaines périodes, l'écart a été tel au Portugal qu'il devenait complètement déraisonnable de produire de la viande. C'est ce qui s'est passé à la fin des années 50 et ce qu'a montré M. Feio [39] en calculant le rapport du prix de la viande sur le prix du blé dans différents pays de l'Europe occidentale.

Rapport prix de la viande sur prix du blé en 1957

	Portugal	*France*	*Allemagne Fle*	*Italie*
Viande de bœuf/blé	5,8	9,9	9,1	9,9
Viande de veau/blé	6,8	15,8	10,8	11,3
Viande d'agneau/blé	5,1	16,7	8,8	13,7
Viande de porc/blé	5,2	8,8	7,5	6,5

Il va sans dire que les agriculteurs alentejans étaient surtout attirés par la culture du blé et très peu par la production de viande. C'est la raison essentielle pour laquelle ils ont traditionnellement consacré les plus grandes surfaces possible au blé.

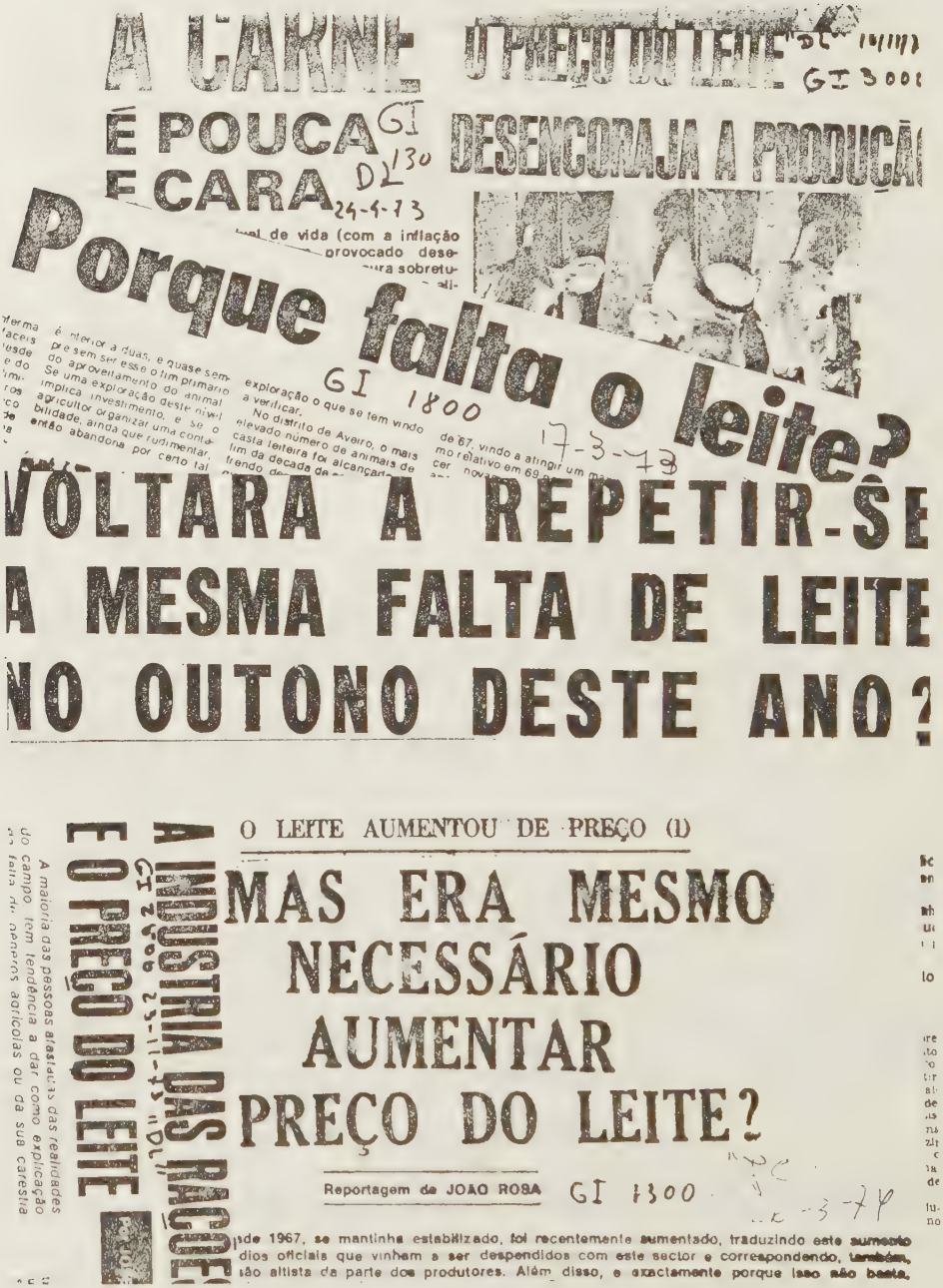
Ce sont d'ailleurs ces prix, certains d'entre eux du moins, qui inquiètent les agriculteurs de l'Europe des Neuf et expliquent les pressions exercées sur les gouvernements pour ajourner l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun [40].

Evidemment, la comparaison des prix, comme toutes les autres comparaisons de ce type, est sujette à la critique. Il faudrait mettre en regard, ce dont nous ne disposons pas, les coûts de production. Or, ces coûts de production sont, en Espagne et au Portugal, en général plus élevés que dans les autres pays européens sauf pour les produits où l'incidence de la main-d'œuvre est élevée : c'est le cas pour la vigne, les fruits et légumes et les olives. Il faudrait aussi mettre ces prix à côté du coût de la vie, bien que les produits alimentaires entrent pour une part plus ou moins importante dans l'estimation de ce coût. Nous

ceux calculés par le Diário do Alentejo. Cela confirme encore mieux ce que nous disions à savoir que les prix portugais sont très inférieurs à ceux pratiqués ailleurs.

39. M. Feio : « O preço da carne e do trigo em Portugal. Comparação com outros países da Europa ». Jornal da FNPT (Federação Nacional dos Produtores de Trigo) n° 101/102, mai-juin 1957.

40. C'est le cas des producteurs de fruits et de légumes mais pas des céréaliculteurs ni des éleveurs.



La faiblesse des prix : principal obstacle à l'augmentation de la production de viande et de lait

[Fig. 77]

disposons, pour cette même année 1973, d'une estimation [41] des dépenses effectuées par les ménagères et pour les mêmes produits agricoles dans différentes capitales [42] :

Tokyo	44,59 dollars U.S.
Stockholm	39,46
Rome	32,44
Paris	29,26
Athènes	27,37
Moscou	27,34
New-York	27,05
Lisbonne	18,86
Madrid	18,68

Le panier de la ménagère revient nettement plus cher à Rome et à Athènes qu'à Lisbonne et à Madrid. C'est, en partie, en raison de la faiblesse des prix des produits agricoles à la production dans ces deux derniers pays.

Ces prix, à l'intérieur d'un même pays, diffèrent d'une province à l'autre. En Espagne, par exemple, les prix perçus par les agriculteurs extremeños sont relativement inférieurs à ceux perçus par les autres agriculteurs. En comparaison avec la moyenne nationale, l'agriculteur extremeño perçoit moins pour la plupart des grands produits : viande de porc, de veau, de bœuf, d'agneau et de chevreau, lait de chèvre, olives pour la production d'huile et olives de table, raisins de table et pour la vinification, vin blanc, coton, poires et pêches. Le producteur extremeño n'est mieux rétribué en moyenne que pour quelques produits de qualité (tabac, piment et cerises) et pour le lait de vache. Les différences régionales de prix sont particulièrement accusées avec les provinces industrielles du nord, Asturies, Pays Basque et Catalogne. Cela explique la venue de nombreux intermédiaires arrivant du Levant, de Catalogne ou du Pays Basque en Estrémadure.

Ces distorsions de prix par rapport aux prix étrangers et nationaux ont des répercussions locales énormes. Ceci d'autant plus que le sud-ouest de la Péninsule Ibérique est une région essentiellement agricole. Certes, le problème des prix agricoles est particulièrement sensible et les produits agricoles ne pourront jamais être considérés comme d'autres produits. C'est dire que les prix agricoles, à la production comme à la consommation, ont aussitôt des incidences sociales et politiques. Aussi, nul domaine plus que celui des prix agricoles n'est soumis à tant de vigilance.

41. Cf. Economia e Finanças n° 283 de janv. 1973. Le panier de la ménagère comprend des produits nationaux et importés.

42. Pour que cette comparaison soit irréprochable, il faudrait aussi une comparaison des salaires.

En Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, on distingue trois sortes de produits :

— ceux dont les prix sont taxés.
— ceux qui bénéficient, en permanence ou momentanément, d'un prix minimum de garantie.
— ceux qui sont complètement libres et qui ne dépendent que de la loi de l'offre et de la demande.

Il n'est pas question pour nous de faire une étude exhaustive du problème des prix en Espagne et au Portugal. Cependant, dans un cadre régional, nous pouvons envisager plusieurs aspects :

— D'une part, l'action que peuvent mener les producteurs, individuellement ou collectivement, pour défendre les prix à la production.
— D'autre part, l'incidence des interventions, directes ou indirectes, des deux Etats pour protéger les agriculteurs. L'Etat peut agir de façons très diverses, par la création de monopoles ou de structures commerciales nouvelles, par la taxation des produits ou la constitution de prix de garantie, par des subventions. Ces interventions, plus ou moins contraignantes, ont des effets incitatifs variables.

1 — *LE POIDS EXCESSIF DU SECTEUR TERTIAIRE DANS LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES A LA CONSOMMATION*

Les intermédiaires sont les responsables des difficultés à la fois des producteurs et des consommateurs ; tel est le jugement, sans appel, que tout un chacun formule en Estrémadure, dans le Haut-Alentejo et ailleurs. Ces intermédiaires seraient les grands responsables des écarts, effarants, des prix à la production et à la consommation. Plus la chaîne des intermédiaires est longue, plus l'écart aurait de chance de se creuser. Or, ces chaînes sont si longues dans certains cas qu'elles méritent des études poussées [43] ou font l'objet d'une partie essentielle d'une thèse [44]. Ces chaînes sont l'objet de réflexions théoriques ; elles sont souvent tellement complexes qu'il faut, pour les rendre intelligibles, construire des diagrammes compliqués prenant l'aspect de labyrinthes. L'action de ces intermédiaires serait particulièrement perverse : elle découragerait le producteur de produire et le consommateur de consommer. Alors qu'en

43. Le circuit de distribution de la viande en Espagne fait l'objet d'un long article dans la revue Ganadero 16.

44. C'est le cas d'Armand Frémont : « L'élevage en Normandie », Caen, 1967, deux vol. de 625 et 316 p. Cf. vol. 2, IVème partie consacré aux « marchés des produits de l'élevage normand ».

toute logique les périodes de grande production devraient permettre une grande consommation par l'abaissement des prix à la consommation, c'est l'inverse qui se produit ; il semble que le consommateur ne puisse jamais avoir droit à l'abondance. On a souvent le spectacle affligeant de la destruction des produits agricoles sur les lieux de production alors que les consommateurs boudent ces mêmes produits car ils restent à des prix trop élevés sur les étals ou dans les supermarchés.

Cette différence entre les prix à la consommation et les prix à la production est, de toutes les distorsions économiques, celle dont on subit le plus mal les effets tant ils paraissent patents. C'est aussi celle dont on croit le mieux comprendre les causes et posséder le remède ; une formule simple, susceptible de résoudre complètement le problème, existe : c'est la coopérative de producteurs.

Du point de vue de la coopération, l'Estrémadure et le Haut-Alentejo se présentent dans une situation bien différente, du moins en apparence. Jusqu'en 1975, si l'on s'en tient au simple décompte des coopératives, on peut conclure que l'Estrémadure est une région où l'esprit coopératif est fort par opposition au Haut-Alentejo qui apparaît comme un vide coopératif relatif. C'est donc en Estrémadure que nous étudierons les coopératives en tant que moyen de rapprocher les producteurs des consommateurs.

a) Les espoirs et les chimères

En Espagne,les formules coopératives — et associatives — qui donnent de bons résultats dans certains pays comme les Pays-Bas et la R.F.A.[45] sont à la mode et l'Etat franquiste a mis d'énormes moyens entre les mains des coopérateurs. Il existe deux catégories de coopératives, celles qui sont dites « protégées » et celles qui ne le sont pas.

Les coopératives protégées sont de loin les plus nombreuses ; ce sont celles où les coopérateurs ne payent pas plus de 125 000 pta d'impôt foncier et, s'il y en a, il ne faut pas que les coopérateurs riches représentent plus de 5 % du nombre total des coopérateurs ou que leur richesse foncière imposable dépasse 25 % du total de celle de tous les coopérateurs. Ces coopératives protégées bénéficient de privilèges exorbitants :

— exemption d'impôts sur les successions et sur la plupart des actes juridiques.
— exemption d'impôt sur les ventes et de T.V.A.
— exemption totale d'impôts sur la « Rente des Sociétés » pendant dix ans, puis paiement pour un montant égal à 50 %.
— exemption à 90 % de l'impôt pour leurs activités industrielles.
— exemption d'impôt sur les dividendes.
— possibilités légales de gonfler des frais de fonctionnement qui sont déductibles du montant imposable.

45. On considère que les résultats exceptionnels obtenus par les agriculteurs néerlandais et allemands de l'ouest sont, en grande partie, dus à l'efficacité des coopératives.

De plus, les coopératives jouissent, de façon prioritaire, de tous les avantages en crédits et en subventions que l'Etat peut accorder.

Dans tous les programmes de développement agricole, la création et le développement du mouvement coopératif sont préconisés. Il va de soi que dans l'arsenal des moyens mis en œuvre pour faire fonctionner le plan de Badajoz ainsi que tous les périmètres irrigués, l'I.R.A. puis l'I.R.Y.D.A. ont créé le plus possible de coopératives [46] souvent une dans chaque village de colonisation. De même, dans les programmes électoraux, chaque candidat fait une place spéciale au mouvement coopératif, tout élu se faisant fort d'attirer à lui les crédits nécessaires à l'installation des infrastructures, aussi coûteuses soient-elles.

On peut dire que la volonté de coopération a été — et reste — telle en Estrémadure que l'on ne voyait pas d'autre solution pour résoudre le grave problème des prix. Aussi ,toute personne voulant le bien des producteurs, hommes politiques, maires, professions libérales, instituteurs, curés, notables de toute envergure se sont lancés dans la création de coopératives. En définitive, dans les villages et les bourgs, toute personne ayant un minimum d'esprit de décision voulut créer une coopérative, celle-ci devant ramener la prospérité et arrêter l'exode rural. En somme, tout le monde était convaincu qu'en dehors de la coopération il ne saurait y avoir de salut. Et, de fait, une grande quantité de coopératives ont vu le jour [47].

b) **Les cruelles réalités et les désillusions**

Les réalités n'ont pas, à ce jour, répondu aux espérances, mais ce n'est pas le propre de l'Estrémadure. Nombre de coopératives ont déjà fermé leurs portes. La coopérative modèle Santa Ana à Almendralejo a fait, en quatre ans de fonctionnement, quelque 400 millions de pesetas de dettes avant de s'effondrer. Parmi les coopératives qui existent et que nous avons cartographiées, certaines sont moribondes ; la plupart restent proches de l'état végétatif ; d'autres survivent grâce à des thérapeuthiques artificielles, par des injections périodiques de capitaux d'Etat.

* *Les coopératives moribondes ou dans un état de prostration.*

Sans aucun doute, la majorité des coopératives de l'Estrémadure se trouve dans un état comateux ou proche de la non-activité. Parfois, il s'agit de coopératives juridiquement existantes mais où, pratiquement, toute activité a cessé depuis longtemps si tant est qu'il y en ait jamais eu une. Dans la plupart des cas, il subsiste une petite activité d'approvisionnement et de services ; alors, il existe un petit département,

46. Ces coopératives étaient destinées non seulement à procéder à l'achat de produits mais aussi à posséder du matériel propre pour assurer un service d'entreprise et à vendre la production agricole.

47. Voir figure n° 78.

LES COOPERATIVES AGRICOLES EN ESTREMADURE

[Fig. 78]

plus ou moins inactif selon les saisons, fournissant les semences et les engrais. Dans quelques cas, le département location de machines subsiste quand celles-ci fonctionnent encore, ce qui est rare.

La vie de ces organismes est tellement proche de l'état végétatif qu'ils ne constituent pas des centres d'animation locale. Cela aurait pu être le cas dans les villages de colonisation ; en fait, les colons vont ailleurs pour recueillir des informations et acheter des services. De temps en temps, la léthargie du village est secouée par la mise en branle d'une action judiciaire préfigurant la fatale échéance. En consultant le « Boletín Provincial », on peut suivre les péripéties mortelles affectant telle ou telle coopérative qui a fait l'objet d'un jugement défavorable avec mise aux enchères d'une partie ou de la totalité de ses biens pour couvrir ses défaillances. C'est ce qui est arrivé, par exemple, à la coopérative agricole Nuestra Señora de Guadalupe de Gargáligas et à bien d'autres.

Mais, dans la plupart des cas, la mort est évitée. On ranime la coopérative défaillante et on la maintient artificiellement en vie.

* *Les coopératives survivant grâce aux fonds publics*

Ces coopératives peuvent être d'origine et de dimension très différentes, Il faut ranger dans ce cadre telle coopérative de tel village de colonisation modèle ; dans ce cas, la coopérative doit être maintenue coûte que coûte pour des raisons de prestige : c'est ce qui se passe à Valdelacalzada ,dans les Vegas Bajas du plan de Badajoz. Ce sont parfois des coopératives de plus grand poids qui sont maintenues à flot en raison de leur importance réelle ou supposée. Tous ces organismes se trouvent dans un état plus ou moins critique. Pour bien comprendre leur fragilité, nous avons fait une monographie[48] de la coopérative qui est — de très loin — la plus importante d'Estrémadure : la CREX. A travers cette coopérative, nous serons mieux à même d'appréhender les ambitions et de mesurer la distance existant entre les objectifs et les réalités.

Créée au centre d'un grand périmètre irrigué, la CREX devait essentiellement résoudre les problèmes de commercialisation et, à travers eux, les problèmes des prix agricoles. L'objectif était ambitieux et les moyens mis en œuvre semblaient à la hauteur de l'objectif. Comme c'est souvent le cas, et en dépit d'installations coûteuses qui peuvent faire illusion, la CREX a accumulé les erreurs et, en définitive, n'a rien résolu.

En fait, c'est le problème de l'essence même du coopératisme qui est posé. Certes, il faut bien se garder de généraliser. Toutes les coopératives ne connaissent pas le destin tragique de la coopérative Santa Ana d'Almendralejo ou les difficultés de la CREX. Rares sont cependant celles qui fonctionnent bien comme celle de Casas del Monte. En dehors de l'Estrémadure et en dehors de l'Espagne, il y a des coopératives dyna-

48. Voir annexe n° 5.

VILLANUEVA DE LA SERENA

EDICTO

Don Vicente Bermejo Mirón, Juez comarcal de esta ciudad.

Por el presente edicto hago saber: Que en este Juzgado y con el número 1/976, se siguen autos de proceso civil de cognición a instancia de Pedro González Tejeda y Compañía, S. A., domiciliada en esta ciudad, representada por el Procurador don Pablo Crespo de la Torre, contra Cooperativa Agrícola "Nuestra Señora Virgen de Guadalupe", domiciliada en Gargáligas, en reclamación de 46.089 pesetas de principal, intereses, gastos y costas, en cuyos autos, por providencia de esta fecha, se ha acordado sacar a la venta en pública subasta por primera vez, término de ocho días y precio de su tasación, los bienes muebles siguientes:

150 sacos de abono "Ferticros", complejo granulado 7-12-7, de cincuenta kilogramos cada saco, pesetas 47.992'27.

Un molino de cereales, portátil, de dos ruedas, accionado por medio de tractor agrícola, cuyo cilíndro puede evolucionar de 2.200 a 2.600 revoluciones, usado, 40.000.

Total de esta tasación, 87.992'27 pesetas.

Se ha señalado para su remate el día quince de Junio próximo venidero, a las once horas, en la sala audiencia de este Juzgado, sito en Plaza de España, número 1, haciéndose constar que servirá de tipo para la subasta el precio de tasación; que no se admitirán posturas que no cubran las dos terceras partes del mismo, y que todo licitador, para poder tomar parte en la misma, deberá consignar en la mesa del Juzgado o establecimiento público destinado al efecto el diez por ciento, por lo menos, de la cantidad que sirva de tipo a referida subasta, sin cuyo requisito no serán admitidos, y que el remate podrán hacerlo a calidad de poder ceder a terceros, encontrándose los bienes objeto de la subasta en poder del depositario don Bernardino Bordallo Cano, de esta vecindad.

Villanueva de la Serena a veintiocho de Abril de mil novecientos setenta y seis.—El Juez comarcal, Vicente Bermejo Mirón.—El Secretario, ilegible. 1775

Derechos de inserción, 384'00 ptas.

8

Fallo: Que debo declarar y declaro bien despachada la ejecución y en su consecuencia mandar, como mando, seguir ésta adelante, bienes embargados como de la propiedad del demandado Cooperativa haciendo trance y remate en los Virgen de Guadalupe, y con su producto entero y cumplido pago al acreedor Insecticidas Condor, sociedad anónima, de la cantidad de ciento cuarenta y cinco mil seiscientas noventa y cuatro pesetas, importe del principal que se reclama, los intereses legales correspondientes desde la fecha del protesto, gastos de éste y las costas causadas y que se causen, a las que expresamente condeno al referido demandado.

Así por esta mi sentencia, que mediante la rebeldía del demandado además de notificársele en los estrados del Juzgado se le notificará por edictos, si el actor no solicitare su notificación personal, lo pronuncio, mando y firmo.—Alfredo Miguel Vázquez Rivera.—Rubricado."

Y para su inserción en el "Boletín Oficial" de la provincia y sirva de notificación en forma a la entidad demandada, se extiende el presente en Villanueva de la Serena a quince de Noviembre de mil novecientos setenta y seis.—Alfredo Miguel Vázquez Rivera.—El Secretario, ilegible. 4039

Derechos de inserción, 414'00 ptas.

VILLANUEVA DE LA SERENA

EDICTO

Don Alfredo Miguel Vázquez Rivera, Juez de primera instancia de esta ciudad y su partido.

Hago saber: Que en los autos de juicio ejecutivo tramitados en este Juzgado con el número 165, de 1976, se ha dictado sentencia de remate, cuyo encabezamiento y parte dispositiva son como sigue:

"Sentencia. — En la ciudad de Villanueva de la Serena a diez de Noviembre de mil novecientos setenta y seis. El señor don Alfredo Miguel Vázquez Rivera, Juez de primera instancia de esta ciudad y su partido, habiendo visto los presentes autos de juicio ejecutivo seguidos entre partes, de la una, como demandante, don Pablo Regalado Gallardo, mayor de edad, casado, industrial y vecino de Navalvillar de Pela, General Mola, número 58, representado por el Procurador don José López Blanco y defendido por el Letrado don Antonio Arroyo Fernández, contra don Diego Ayuso Martín, mayor de

en el
la ley
uesto
días
do ad-
y del
nario
que
días
crito
ha que
bis
pie o de
Ayuquez
en 2316
do
de ptas.
cu
ser CARA
pri
res
de presi-
éste cipal
cau os de
con iente
lo al
este
ma do de
do po-
est
rá
cit 1 de
pro legi-
do 296
bri ptas.
let
va
ma
Vil ento
te /76.
tos s de
Vá esu-
ile blico
De n la
ex-
ría de
Sa la-
vei
nal de
no 389
mi tas.
Pa
An
pro
gue
ro
par le-
tru del
del dio
tér al
per rio.
sen la
esta
titu 76
opo
cre as
sias
de
non
Ley

JUZGADOS

BADAJOZ

CÉDULA DE NOTIFICACIÓN

En los autos de juicio ejecutivo que se referirán, se ha dictado la sentencia cuyo encabezamiento y parte dispositiva dicen:

En Badajoz a doce de Junio de mil novecientos setenta y seis. Vistos por el ilustrísimo señor don Carlos Angoso de las Heras, Magistrado, Juez de primera instancia número uno de esta ciudad, los presentes autos de juicio ejecutivo que se han seguido, a instancias de Salinera del Tembleque, S. L., representada por el Procurador don Hilario Bueno Felipe, con la dirección del Letrado don Emilio Bravo Bravo, contra Cooperativa Agrícola Nuestra Señora de Guadalupe, con el número 107/76, sobre reclamación de cantidad, habiéndose declarado rebelde a la parte demandada, y

Fallo: Mando seguir adelante la ejecución en su día despachada contra Cooperativa Agrícola Nuestra Señora de Guadalupe, de Gargáligas, hasta hacer completo pago a la parte ejecutante del importe principal de doscientas cincuenta mil pesetas, más los intereses legales de dicha suma desde la presentación de la demanda y más también los gastos legítimos, condenando además a la misma parte demandada al pago de las costas.

Notifíquese esta resolución a la parte rebelde en la forma prevenida por los artículos 282 y 283 de la Ley de Enjuiciamiento Civil, si la parte contraria no solicitare que lo sea personalmente en el plazo de cinco días.

Así por esta mi sentencia, definitivamente juzgando en primera instancia, lo pronuncio, mando y firmo.—Firmado y rubricado. Carlos Angoso.—Rubricado.—Publicada en el mismo día de su fecha.

Para que sirva de notificación al demandado rebelde se libra la presente en Badajoz a veintiuno de Junio de mil novecientos setenta y seis.—El Secretario, Antonio Uribarri. 2422

Derechos inserción, 366'00 ptas.

BADAJOZ.—Imprenta Provincial

Quelques-uns des démêlés judiciaires de la coopérative Nuestra Señora de Guadalupe

[Fig. 79]

miques. Il faut pourtant se rallier à un mot de S. Mansholt : « les coopératives sont des plantes de serre », fragiles et souvent malades. Est-ce dû à « l'absence d'esprit coopérateur » comme l'avancent nombre de responsables de coopératives ? Nous ne le pensons pas. Il comprennent mieux que quiconque l'intérêt du système. Alors, la bureaucratisation des coopératives est-elle inévitable, irrémédiable ? Nous n'en savons rien. Force est de constater que, malgré les avantages théoriques incontestables du système coopératif et les privilèges accordés, le mouvement coopératif n'a pas, loin de là, éliminé les intermédiaires. Au contraire, ou bien ces derniers, sans aucun privilège, ont triomphé ou bien les coopératives, pour se maintenir, ont dû adopter les mêmes techniques que leurs concurrents privés au risque de perdre leur âme. On entend souvent dire, en Estrémadure, que les coopératives comme les lois valent ce que valent les hommes. En l'occurence, elles restent loin de leur objectif et le lancinant problème de la commercialisation des produits agricoles reste posé dans les mêmes termes.

On aurait pu penser que les gouvernements révolutionnaires, au Portugal, donneraient un coup de fouet décisif au mouvement coopératif en Alentejo. De fait, de très nombreuses coopératives de producteurs et de consommateurs [49] ont été créées. Tout a été fait pour mettre en contact direct producteurs et consommateurs. Les intermédiaires n'ont pas pour autant été éliminés, loin s'en faut. Ainsi, les UCP continuent à vendre une grande partie de leurs productions au secteur privé traditionnel, beaucoup plus souple et moins onéreux. Par exemple, en 1977, l'UCP du Divor — disposant d'un atelier d'engraissement de 1 000 veaux mais travaillant à moitié de sa capacité — vendait une partie de sa production à 102 escudos le Kg de veau à une coopérative du Centre de Réforme Agraire ; le reste était offert à un intermédiaire qui payait 125 escudos le Kg.

Les coopératives du Jerte et celle de Casas del Monte semblent faire exception à ce marasme coopératif. En vérité, il est difficile de dire pourquoi ces coopératives fonctionnent bien. La cerise et la fraise trouvent facilement preneurs ; alors, on dirait que ces produits soutiennent les coopératives qui, à leur tour, permettent de maintenir élevés les prix à la production. Par contre, quand un produit est excédentaire, les coopératives semblent incapables de chercher des débouchés et de défendre les producteurs. Quoi qu'il en soit la coopérative est le seul moyen pour les producteurs de défendre efficacement leurs intérêts. Pour réussir, il faut que les exploitants, comme aux Etats-Unis ou aux Pays-Bas, aient une formation telle qu'ils puissent avoir une idée claire de leurs intérêts à long terme. Ce n'est pas le cas dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique.

Constatant la défaillance des coopératives, l'Etat espagnol a voulu résoudre le problème en créant les « marchés en origine ».

49. 37 dans la seule province d'Evora.

c) Les marchés en origine : échec ou réussite ?

— Les objectifs et les moyens

Sans cesser d'aider massivement les coopératives, l'Etat espagnol mit progressivement en place, dans les zones sensibles, une série de marchés en origine. En ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, le périmètre irrigué du Plan de Badajoz mérite bien l'appelation de zone sensible. Là, fut créé le Mercoguadiana [50]. Ce marché, qui appartient à la société Mercoguadiana S.A. promue par l'entreprise nationale MERCORSA, société anonyme para-publique et dépendant des Ministères de l'Agriculture et de Commerce, fut construit sur la commune de Don Benito. Il est régi par la législation en vigueur concernant les sociétés anonymes et selon les statuts particuliers des marchés en origine [51].

La finalité de ce marché, comme celle des autres, est clairement établie dès l'article 1 du réglement [52]. Celui-ci précise, entre autres, que ces marchés ont été créés dans l'intention de :

— « faciliter et améliorer les conditions dans lesquelles se réalisent les transactions entre producteurs et commerçants ou industriels pour obtenir une meilleure transparence du marché ».

— « fournir aux usagers une information sur les prix et les tendances du marché ... ».

— Stimuler la concurrence en concentrant l'offre.

— Rechercher de nouveaux marchés.

— Collaborer avec le F.O.R.P.P.A. pour obtenir la régulation des prix agricoles.

Ainsi, le champ d'intervention du Mercoguadiana est très large ; en fait, il n'est pas vraiment délimité. Cependant, son intention a été d'agir en priorité sur les produits les plus sensibles, en particulier les fruits et les légumes mais, il ne s'interdit pas d'intervenir sur d'autres produits dont l'écoulement est plus régulier et mieux assuré. En tout état de cause, l'objectif des marchés en origine, cela est clairement exprimé dans l'article 3 du règlement, est uniquement social et les sociétés qui les animent n'ont pas de but lucratif. Les seuls bénéfices admis doivent servir à amortir les installations, permettre de nouveaux investissements et assurer le fonctionnement des marchés.

50. Mercado en Origen de Productos Agrarios del Guadiana.
51. Décret 1 916/1970 et Ordre du Ministère de l'Agriculture du 20 mars 1972.
52. Cf. Reglamento de funcionamento de Mercados en Origen de Productos Agrarios del Guadiana S.A., 40 p. Ce règlement est en cours de transformation.

Les organes de direction, d'administration et de gestion du Mercoguadiana sont les suivants :

— A la tête se trouve la Junta générale des actionnaires : ceux de Mercoguadiana S.A. en temps que société anonyme et les producteurs représentés par les Hermandades et les coopératives.

— Un conseil d'administration et de gestion.

— Un gérant assurant les fonctions exécutives et qui est nommé par le conseil d'administration.

— Un comité consultatif composé par les représentants des vendeurs et des acheteurs et dont les membres sont réélus tous les ans.

Voilà donc un outil de commercialisation qui paraît offrir toutes les garanties. Et, rien n'a été négligé ; tout a été mis en œuvre pour en assurer le succès.

Sur le plan matériel, le marché dispose de toutes les installations et services nécessaires à son fonctionnement avec, entre autres ,des services bancaires, des agences de transport, des services d'expertise et d'arbitrage, des assurances, 24 postes de téléphone, le télex, des installations permettant une manutention facile de la marchandise, des chambres froides de 2 800 m2, etc... Tout cela a bénéficié de l'aide de l'Etat sous forme de crédits et de subventions [53]. Cet outil moderne, au service des producteurs agricoles des périmètres irrigués de la province de Badajoz, paraît devoir rapidement s'imposer si l'on suit le volume des transactions [54] :

1972	10 800 t.	
1973	29 500	+ 173,14 %
1974	46 300	+ 56,94
1975	61 100	+ 31,96
1976	70 000	+ 14,56

53. Décret 378 du 7 février 1974. B. O. del E. n° 41, p. 3147. L'article 4 de ce décret prévoit que les subventions peuvent atteindre un maximum de 20 % du montant des travaux, installations et biens d'équipement nécessaires ou fonctionnement du marché.

54. Deux articles furent publiés les 13 et 17 mars 1977 par le quotidien Hoy sur le Mercoguadiana. Leur intérêt est limité mais certaines statistiques sont utiles.

L'importance de ces transactions apparaît plus clairement en replaçant tout cela dans le contexte provincial. Pour l'année 1976, nous avons la situation suivante :

	Tonnage commercialisé par le Mercoguadiana	*% du tonnage commercialisé dans la province de Badajoz*
Poires	16 500 t.	24
Pommes	4 300	22
Pêches	2 800	24
Pastèques	1 000	16
Melons	1 200	12
Raisins de table	2 700	10
Pommes de terre	1 600	25
Piments	3 800	14
Tomates	2 700	1
Orge	16 100	15
Maïs	12 000	17
Avoine	3 600	8
Divers	1 600	
Total	70 000 t.	

Tous ces chiffres, qui apparaissent énormes, ne sont pas, hélas, des indicateurs de bonne santé. Ils font illusion. Le Mercoguadiana souffre de maux particulièrement pernicieux.

— Les réalités

Mercoguadiana, pas plus et plutôt moins mal que les autres marchés en origine, n'a rien résolu et jamais la distance n'a été aussi grande entre les intentions et les réalisations.

Un des maux souvent mis en avant par l'administration du Mercoguadiana est la faiblesse de la participation provinciale dans la constitution du capital social. C'est exact, la participation de la province est, de très loin, la plus faible en regard de quelques autres marchés en origine. Voici, à titre de comparaison, l'effort des autres provinces :

Marchés en origine	*% de la participation provinciale dans la formation du capital social*
Mercorloja	49 %
Mercoplasencia-Cáceres	49
Mercoguadalquivir	48
Mercolérida	45
Mercomurcia	35
Mercocentro	25
Mercomedina	17
Mercoguadiana	7

De fait, le capital social de Mercoguadiana est ainsi composé :

Mercorsa	92,81 %
Coopératives et groupes syndicaux	3,45
Hermandades et agriculteurs	2,70
Autres	1,04

Ce capital social s'élève actuellement à 55 millions de pta. Une augmentation de capital de 33 millions de pta fut approuvée en juin 1974. C'eut été l'occasion pour la province d'augmenter considérablement sa participation. Pratiquement aucune entité régionale n'a répondu à cet appel et l'augmentation de capital n'a pu être réalisée.

Il ne nous paraît pas évident que la faiblesse de la participation provinciale soit, par elle-même, un handicap sérieux, d'autant moins que si la situation du Mercoguadiana était saine, la province se serait empressée d'apporter les 33 millions de pta demandés. Le mal ne vient pas de là.

Tout d'abord, Mercoguadiana souffre de tares originelles. Sa localisation est absurde et a été arrêtée en fonction de considérations exclusivement politiques. Nulle localisation ne pouvait être aussi mauvaise pour un marché de cette importance et qui a demandé des investissements énormes. Pour pallier, en partie, ces inconvénients, on y a installé une ligne télex qui, en pleine campagne, est sous-utilisée alors que Mérida avec ses industries et ses banques attend toujours son télex [55]. La localisation s'est vite révélée aberrante et il a été nécessaire de construire un autre marché à Montijo, dans les Vegas Bajas [56]. Cela a pratiquement multiplié par deux les investissements et les frais de fonctionnement. Cet autre local, autre chambre froide, etc... possède sa propre bureaucratie dont un ingénieur, deux techniciens et trois contremaîtres. En fait, la bureaucratie, déjà pléthorique, a elle aussi été multipliée par deux. Comme, à Montijo, il n'y avait pas non plus d'infrastructures, il a fallu tout créer et améliorer le réseau routier.

Encore, tout ceci est-il bien peu de chose à côté du véritable détournement dans la finalité qui s'est progressivement opéré. Mercoguadiana devait agir comme un authentique, efficace et désintéressé agent commercial et mettre en contact direct les producteurs avec les acheteurs (commerçants de détail, grossistes ou industriels). Ce faisant, la chaîne des intermédiaires devait être raccourcie, la concentration de l'offre permettant une plus grande transparence du marché, au grand bénéfice des producteurs. En somme, le Mercoguadiana aurait dû se contenter de sa commission fixée à 3 % du prix des fruits et 1,5 % de celui des céréales [57]. Or, désormais, le Mercoguadiana s'occupe lui-même de la vente

55. Badajoz est pourvu d'une ligne télex.
56. C'est le Mercoguadiana delegación de Montijo.
57. Un agent commercial ordinaire prélève 3 % sur les fruits et 1 % sur les céréales.

des produits sans rendre de comptes aux producteurs. Ceux-ci ne sont plus vraiment mis en présence des acheteurs et quand le Mercoguadiana prospecte de nouveaux débouchés, il garde le secret sur l'identité des nouveaux acheteurs. C'est dire que le Mercoguadiana agit comme un intermédiaire, certains disent : un intermédiaire de plus. Ainsi, le Mercoguadiana vend les produits, fait un prix moyen aux producteurs et nul ne connaît jamais sa marge bénéficiaire.

Ce faisant, le Mercoguadiana cumule, pour les producteurs, pratiquement tous les inconvénients des autres systèmes de commercialisation sans avoir aucun des avantages :

Il possède d'abord certains inconvénients propres aux coopératives. Parmi ceux-ci, il y a l'absence de confiance. Cela s'explique en partie par le fait que les utilisateurs du Mercoguadiana sont les mêmes que ceux de la CREX. Au manque de confiance vis-à-vis de tout organisme coopératif, s'ajoute la défiance héritée de l'administration de la CREX.

Même par rapport à la CREX, le Mercoguadiana se trouve en position d'infériorité. LA CREX a su éviter un inconvénient que subit mainte coopérative en obligeant statutairement ses coopérateurs à lui livrer tous leurs fruits. Ce n'est pas le cas du Mercoguadiana et chaque producteur garde toute liberté. En général, et c'est souvent ce qui se passe dans de telles situations, quand les fruits sont de bonne qualité et que les cours sont élevés, les producteurs les vendent directement ; dans le cas contraire, ils se déchargent sur le Mercoguadiana qui est tenu, par ses statuts, de tout accepter. Ainsi, le Mercoguadiana ne sait pas, trois jours à l'avance, s'il disposera de 0 ou de 15 millions de kilogrammes de fruits pour le mois à venir. Cela interdit une planification sérieuse et on avance à vue. Cette incertitude coûte très cher ; quand on embauche 80 ou 100 femmes pour sélectionner les fruits, on ne sait jamais si elles pourront être utilisées à plein. De même, sans aucune certitude, il faut acheter par avance les emballages, le papier et tout ce qui est nécessaire à la manipulation des fruits : cela représente, à lui seul, quelque 24 millions de pta.

Une mesure astucieuse mise en place par le Mercoguadiana se retourne elle-même contre lui. On a voulu éviter l'inconvénient du prix moyen qui est si préjudiciable aux coopératives. En effet, celles-ci font des mélanges de produits de toute provenance et de qualité variable et, pour des raisons d'égalité, vendent le tout au meilleur prix. Nul système n'est plus apte à décourager les meilleurs agriculteurs et à détruire ce qui peut rester d'esprit coopératif chez les producteurs. Nul système ne favorise plus le nivellement par le bas de la qualité des produits et le laisser-aller des producteurs. Il est difficile de lutter contre cette dégradation, les appels à la morale restent la plupart du temps sans effet. La seule solution consiste à négocier séparément les fruits de chaque producteur. C'est ce qu'a fait jusqu'à présent le Mercoguadiana. Sa grande préoccupation, aujourd'hui, est de « socialiser » les apports car le remède est pire que le mal. En effet, cela alourdit considérablement l'administration. Il est nécessaire de suivre chaque lot de fruits, depuis le déchargement jusqu'à la vente en passant par les transports, l'emballage, la

sélection, la conservation. A chaque opération, il faut dresser un état des comptes. Le volume de la paperasse devient énorme ... presqu'aussi important que le volume des fruits disent certains par dérision. On a essayé de mécaniser la gestion des diférents lots à l'aide d'un ordinateur ; sans résultat. Le Mercoguadiana n'avait pas besoin de ce surplus de tracas qui l'entraîne à accroître le poids de sa bureaucratie : or, il y a déjà 30 employés permanents qui ne travaillent vraiment que pendant trois mois.

Mais, le Mercoguadiana n'est pas une coopérative. C'est une société anonyme, ne l'oublions pas, et nul, à l'exception des actionnaires, ne peut vérifier les comptes. Comme le capital social provient, en presque totalité, de MERCORSA, cette dernière contrôle totalement le conseil d'administration quand bien même s'y trouverait-il parfois un agriculteur pour servir d'alibi. En temps que société anonyme, elle prend les attitudes, nous l'avons vu, d'un intermédiaire comme les autres. D'année en année, c'est très net à partir de 1976, le Mercoguadiana s'intéresse aux produits les plus faciles à écouler et à ceux qui présentent le moins de risques : céréales, melons et pastèques ; il agit de moins en moins pour les fruits et les légumes du périmètre irrigué, en particulier les poires, les pommes de terre et les tomates. D'ailleurs, le gérant du Mercoguadiana a reconnu qu'en 1976 il était incapable de commercialiser les fruits produits. Il recherche avant tout la certitude du profit et, si possible, une augmentation de celui-ci. Cela, en soi, n'a rien qui nous surprenne et cet objectif serait justifié si Mercoguadiana était un intermédiaire comme les autres, assujetti aux mêmes contraintes que les autres. Or, il n'en est rien, il conserve tous ses privilèges.

Ceux-ci sont de plusieurs ordres. En premier lieu, et en temps qu'œuvre sociale, il bénéficie, comme les coopératives, des mêmes subventions, crédits et avantages fiscaux de tous ordres. En cas de difficultés, il obtient sans problèmes des rallonges qui d'exceptionnelles deviennent ordinaires, se plaçant en dehors de toutes les lois économiques. En second lieu, le Mercoguadiana n'a pas les charges de fonctionnement ni les risques de l'intermédiaire classique. Il peut assurer les transactions pendant la campagne et ne payer le producteur que quand bon lui semble. Souvent, les liquidations n'interviennent que longtemps après la fin de la campagne. Par opposition, un intermédiaire ordinaire est tenu de régler, dans la plupart des transactions, séance tenante avant le chargement du camion, le montant de la marchandise au producteur. Il subit toutes les fluctuations du marché alors que le Mercoguadiana n'assume aucun risque. Il n'est pas affecté non plus, pour son coût de commercialisation, par l'intérêt de l'argent avec lequel il travaille. L'intermédiaire normal, quand il a des difficultés, sollicite un crédit de campagne de 60 à 90 jours portant un intérêt de 9 %. Sur un montant de transactions s'élevant à 300 millions de pta et pour un crédit de deux mois, l'intérêt s'élève à 4,5 millions de pesetas ; le Mercoguadiana travaillant avec l'argent des producteurs n'a pas besoin de se préoccuper de ce type de problème.

Bénéficiant de tous ces avantages, travaillant sur des tonnages énormes, il serait normal de penser que le service rendu par le Mercogua-

diana coûte moins cher que celui d'un intermédiaire. C'est le contraire. Le coût de commercialisation d'un kilogramme de fruits par le Mercoguadiana peut osciller de 25 centimes (deux reales), dans les quelques cas très favorables où la production est vendue dans le verger, à 10 pta. Le froid coûte, à lui seul, de 0,6 à 0,7 pta par Kg et par mois. La seule préparation d'un plateau de 10 Kg de fruits coûte 6,5 pta, emballage compris mais sans le transport. Dans ces coûts, nous ne tenons pas compte des fruits pourris qui deviennent de plus en plus nombreux à mesure que le temps passe.

C'est en raison du coût prohibitif de commercialisation que la finalité première, éminemment sociale, du Mercoguadiana a été détournée de son but. Une simple commission sur les transactions n'aurait jamais pu couvrir les frais de fonctionnement, sans parler de l'amortissement des installations. Et pourtant, le Mercoguadiana est un des Merco qui a la moins mauvaise réputation d'Espagne !

En tout état de cause, ce marché en origine, bénéficiant de protections officielles plus qu'évidentes, avec son infrastructure que plus personne ne contrôle, n'a pas eu d'influence notable sur le niveau des prix à la production et n'a absolument pas assaini le marché. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que celui-ci n'inspire ni intérêt ni confiance.

Au terme de ces observations sur les coopératives et le Mercoguadiana, nous avons l'impression d'avoir obscurci les données d'un problème qui semblait limpide. Nous sommes contraint cependant de dégager l'idée que, tant que la situation sera ce qu'elle est, on n'a pas encore trouvé de remède miracle qui satisfasse et les producteurs et les consommateurs.

Sauf si on leur retire réglementairement droit de cité, grossistes, agents commerciaux et sociétés anonymes, en raison même de leur compétitivité, ont encore devant eux de beaux jours. Si les secteurs parapublic, public et coopératif n'ont pas submergé tout l'appareil de commercialisation, c'est en raison de leurs propres faiblesses structurelles.

Parmi les intermédiaires traditionnels, ces trop nombreux intermédiaires, il est utile de connaître le prélèvement de chacun, tout au moins en ce qui concerne la commercialisation des fruits. Nous sommes aidé dans cette tâche par les remarquables études de l'I.R.E.S.C.O.[58]. Cet institut de recherches a publié une étude détaillé[59] sur les coûts de

58. Instituto de Reforma de las Estructuras Comerciales. Ministerio de Comercio.

59. Parmi les publications, signalons : « Costes de comercialización en España ». Madrid, 1976, 87 p. Quelques indications comparatives avec d'autres pays européens sont intéressantes.

distribution dans le cadre d'un circuit classique : producteur-almacenista en origen [60] — grossiste au marché central-détaillant-consommateur. Il vaut la peine de reproduire le détail de ces coûts :

Coût moyen des services de commercialisation	*Pta/Kg de fruits*
Transport à l'entrepôt	0,25
Chargement et déchargement dans l'entrepôt	0,20
Chargement et déchargement dans la chambre froide	0,20
Classification	1,10
Conservation en chambre froide	2,40
Emballage à fonds perdu	2,15
Coût structurel d'entrepôt	0,79
Transport à destination du marché de gros et déchargement	1,15
Coût structurel du grossiste	0,87
Chargement au marché de gros	0,15
Transport chez le détaillant	0,45
Coût structurel du détaillant (dans le cas où ses ventes atteignent 350 Kg/jour)	4,58
Total	14,58

A cela, il faut ajouter les pertes (environ 10 % en été), la marge commerciale du grossiste (qui est faible) et celle du détaillant (de 15 à 25 % du prix au grossiste).

Les coûts engendrés par la structure même du commerce de détail se décomposent comme suit :

	pta/jour
Location du local ou du poste de vente	88
Location de l'entrepôt	16
Personnel (une personne plus un aide)	1 560
Eau et électricité	32
Téléphone	24
Papier et sachets	20
Mutualité	33
Transports	24
Impôts	11
Divers	17
Total	1 825

Le petit commerçant doit d'abord vendre 91 Kg de fruits à 20 pta pour couvrir ses frais. Aussi, nous nous rallions à la conclusion de Manuel de Hermenegildo [61] qui a des arguments pour affirmer que les malen-

60. Grossiste qui achète la marchandise sur le lieu de production.
61. Directeur général de l'IRESCO.

tendus qui existent entre les consommateurs et les commerçants proviennent, « non des exigences démesurées des consommateurs ni du comportement abusif des commerçants, mais de la propre structure de la commercialisation ». Ainsi, on a l'impression que tout le monde s'est trompé de cible, aussi bien le consommateur que le producteur, en désignant du doigt la personne même du détaillant et des intermédiaires en général. Parmi ceux-ci, c'est le détaillant qui supporte relativement les charges structurelles les plus lourdes. Les formules coopératives et les marchés en origine ne sont pas des outils destinés à peser sur les 4,9 pta. Au contraire, ce sont des intermédiaires situés à l'amont de la chaîne de distribution. Or, c'est le fait de mettre le kilogramme de fruits, ou de sucre, à la portée de la ménagère, aussi bien celle des grandes villes que des petites et des villages, qui revient cher. Les producteurs, en France, s'en sont aperçus depuis longtemps : toutes les tentatives de vente directe au consommateur ont tourné court. De nouvelles expériences sont réalisées tous les ans : ce ne peuvent être que des solutions ponctuelles dans le temps et dans l'espace.

Nous touchons là à un problème extrêmement sensible concernant toutes les économies, à l'Ouest comme à l'Est, dans les pays développés et les pays sous-développés. Tous les producteurs du monde, petits et grands, se lamentent de la détérioration des termes de l'échange. Nous avons vu, en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, l'incidence de la main-d'œuvre et des produits provenant du secteur secondaire sur le renchérissement des coûts de production. Depuis longtemps, les économistes ont insisté là-dessus. En fait, plus encore que les consommateurs, les producteurs sont surtout victimes, non pas des seuls intermédiaires, mais du poids du secteur tertiaire en général. Le prélèvement de ce dernier secteur est de plus en plus important, ce qui a des conséquences particulièrement néfastes : les prix à la production sont comprimés à leur niveau le plus bas.

Ce phénomène, répétons-le, est mondial. C'est ainsi qu'en raison de l'augmentation du prix des services et des taxes pesant sur ceux-ci, on considère [62] que le prix des produits alimentaires à la consommation, aux Etats-Unis, entre 1949 et 1970, a augmenté 18 fois plus que le prix des produits agricoles à la production. Par exemple, le prix du pain a augmenté de 70 % pendant ce laps de temps alors que celui du blé a augmenté seulement de 4 %, le prix des pommes au détail est passé, sur l'étal, de 11,9 à 21,9 cents alors que le prix à la production ne progressait que de 5,4 à 6,2 cents ; la livre de viande de bœuf a augmenté de 67,8 à 98,7 cents à la consommation mais seulement de 48,1 à 61,6 cents à la production.

Que propose-t-on pour réduire le poids du secteur tertiaire ? Des structures de commercialisation qui, bien vite, se sclérosent et sont la proie de la bureaucratie qui semble être un mal fatal. En somme, tout se conjugue pour pénaliser le producteur : les secteurs secondaire et

62. Economia e Finanças n° 271, 16-31 juin 1972.

tertiaire et la volonté de l'Etat qui souhaite, pour des raisons sociales, maintenir les prix agricoles à la consommation à leur plus bas niveau.

Mais, l'Etat, et sa bureaucratie, aimeraient apporter aux producteurs des compensations pour maintenir la production par un niveau de prix à la production acceptable.

2 — *LES INTERVENTIONS DE L'ETAT DANS LA REMUNERATION DES PRODUCTEURS. LA BUREAUCRATIE, LA POLITIQUE AGRICOLE ET LES PRIX*

L'Etat peut intervenir de deux façons pour assurer aux producteurs une rémunération satisfaisante. Il peut agir directement sur les prix à la production ou, indirectement, subventionner certains facteurs de production. Ces interventions sont rarement heureuses. Ou bien les incitations ne sont pas assez puissantes pour encourager les producteurs [63], et tous les efforts sont perdus, ou bien elles sont trop fortes et les résultats dépassent immédiatement les objectifs escomptés : on passe alors de la sous-production à la surproduction qui pose des problèmes encore plus redoutables.

a) L'incohérence dans les compensations

Quand un Etat veut promouvoir la production de tel ou tel produit sans toucher aux prix [64], il accorde des subventions et concède des crédits avantageux ou distribue des primes. Veut-on augmenter la production des fruits ? on subventionne plants, engrais, la mise en irrigué. Faut-il développer l'élevage ? les crédits et les subventions pleuvent pour l'amélioration des pâturages, les clôtures, le bétail sélectionné, la construction des étables, etc... En France, nous connaissons parfaitement le problème et, dans la Péninsule Ibérique, il ne se pose pas de façon différente.

C'est cependant une politique massive en Espagne. Il faudrait plusieurs pages pour énumérer les avantages accordés aux agriculteurs à un titre ou à un autre. En général, ces aides n'atteignent jamais le but désiré. La plupart du temps, elles sont insuffisantes et la production n'augmente pas autant que l'Etat le souhaiterait. Bien souvent, les agriculteurs sont les victimes de cette politique après avoir pensé qu'ils pouvaient en être bénéficiaires. D'ailleurs, cette politique des incitatifs est tellement douteuse qu'un ouvrage — confidentiel — a été écrit pour en dénoncer le caractère scandaleux. En tout cas, rien ne saurait remplacer une action prolongée sur les prix à la production.

63. Il n'y a pas eu, dans la Péninsule Ibérique, de mesures pour décourager la production.

64. L'Etat ne peut agir que sur certains prix.

b) La confusion des prix à la production

Il existe deux sortes de produits : ceux dont le prix est taxé[65], l'Etat étant le seul acquéreur, et ceux sur lesquels l'Etat ne peut agir que par des prix de garantie ou par des subventions s'il le juge bon. Parfois, une politique suivie de prix encourageants pour les producteurs est relativement efficace, comme c'est le cas pour le lait en Espagne ; mais, c'est une politique défavorable aux consommateurs ; l'Etat a au moins eu le mérite de savoir faire un choix et de s'y tenir. La plupart du temps, en voulant ménager les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs, on arrive à une situation chaotique et parfois désastreuse. Une telle situation peut s'installer aussi bien pour les produits soumis à un interventionnisme poussé que pour les autres.

— L'exemple du secteur céréalier

Dans le secteur céréalier, l'interventionnisme de l'Etat date de 1937, avec la création du Service National du Blé (SNT), et n'a cessé de se renforcer en raison de la conjoncture internationale, pendant la seconde guerre mondiale, et de la politique d'isolement et d'autarcie conséquente. Aujourd'hui, le SNT a le monopole de l'achat du blé et acquiert une grande partie des céréales secondaires. Le commerce des céréales est réglementé comme il l'était en France quand l'ONIC avait le monopole de l'achat ; avant chaque campagne, un Decreto Regulador de la Campaña Cerealista est publié au B.O. où sont indiqués les prix d'acquisition par le SNT et, pour les céréales panifiables, le prix de vente, y compris celui à la consommation. Certes, les céréales secondaires ont liberté de commerce, de circulation et de prix mais le SNT, en achetant 40 à 50 % de la production, donne le ton et les prix pratiqués sur le marché libre ne s'éloignent guère du prix de garantie ou de soutien. Dans le cas où une telle éventualité pourrait survenir, l'Etat peut ramener les prix au niveau voulu par le décret régulateur en pratiquant des importations. Dans ce cadre, le céréaliculteur est assuré d'écouler toute sa production à un prix convenu d'avance ou presque sûr ; sa sécurité est presque totale. Le commerce libre des céréales est devenu, peu à peu, marginal dans la commercialisation des produits agricoles. On pourrait donc penser que tout va pour le mieux puisque l'Etat a de l'expérience et détient depuis longtemps tous les moyens pour promouvoir, subventionner, réglementer et régulariser. Or, le secteur céréalier n'est pas à l'abri de la confusion. Celle-ci provient, pour l'essentiel, du manque de souplesse de ce quasi monopole.

65. On peut regrouper les produits dont le prix est taxé et ceux dont le prix sur le marché est égal ou peu différent du prix de garantie.

— Le problème de l'adéquation de la production à la consommation

Le SNT, depuis sa création, a toujours privilégié le blé en encourageant une production aussi élevée que possible. Ce faisant, nombre de distorsions sont apparues. D'abord, en ne tenant compte que de la quantité, les agriculteurs sont portés à adopter des blés ayant de mauvaises qualités boulangères mais ayant de forts rendements ; cela n'est pas spécifique des céréaliculteurs espagnols. Ensuite, les cadres de la production céréalière sont restés figés depuis l'époque où l'Espagne avait faim. La consommation de pain ayant diminué, des excédents encombrants de blé se sont dégagés, pour la première fois, à la fin des années 60 ; par contre, alors que le niveau de vie a fortement progressé, entraînant une forte hausse dans la consommation des produits d'origine animale, la progression des céréales secondaires n'a pas suivi les besoins et l'Espagne, comme le Portugal, est dépendante dans ce secteur du marché international. A partir de là, toutes les situations sont possibles.

Par exemple, en 1974, à la suite d'une mauvaise récolte de blé, l'Espagne doit de nouveau importer. Mais, comme on a fixé le prix des aliments pour le bétail, tout au moins le prix de ses composants, à un niveau trop élevé, les agriculteurs préfèrent donner leur blé directement à leur bétail. Il aurait mieux valu augmenter raisonnablement le prix du blé et importer du maïs.

Comme un leitmotiv, il a été dit et redit aussi bien en Espagne qu'au Portugal, avant et après le 25 avril, qu'il faut tout faire pour remplacer maïs et soja importés par du maïs et d'autres céréales secondaires nationales. Il en irait de l'indépendance nationale. Nous savons que les résultats n'ont pas été à la mesure des encouragements Il est peu probable qu'ils le soient jamais si l'on continue à pratiquer la politique qui est en vigueur en Espagne, par exemple. L'année 1976 fut, dans ce pays, particulièrement conflictuelle pour le maïs et une « guerre du maïs » a été évitée de peu. Mais le calme n'est pas revenu pour autant dans la mesure où tous les germes d'un conflit continuent à exister. En 1976, la situation était, en Espagne, la suivante :

— Les importations de maïs ont régressé sérieusement et sont passées de 4,7 millions de tonnes en 1975 à 3,85 millions en 1976. Mais, tous les spécialistes en conviennent, ce n'est pas dû à une augmentation de la production nationale mais au ralentissement considérable de la consommation provoqué par la crise économique. Il y a même une baisse de la production et c'est en Estrémadure que la production a le plus diminué, depuis 1974, suivie de l'Andalousie et de l'Aragon. En Estrémadure, les surfaces en maïs sont tombées de 350 000 à 240 000 ha et les quantités de semences utilisées de 10 000 à 5 500 t.

— Par décret royal, le prix régulateur de la campagne avait été fixé à 9,40 pta par le SENPA. Ce prix fut immédiatement considéré comme notoirement insuffisant par les producteurs, en particulier les colons et les coopérateurs. En Estrémadure, les représentants de ceux-ci se réunirent, en novembre 1976, à El Batan, village de colonisation de la province de Cáceres, en présence du gouverneur civil. Pour eux, le prix de garantie ne couvre même pas le coût de production dans la mesure où, en raison de la sécheresse, la production moyenne par hectare n'a été que de 45 q au lieu de 55 à 60 q et que les coûts de production se sont élevés à 48 407 pta [66]. En conséquence, les agriculteurs demandent le relèvement du prix de garantie à 12 pta pour le Kg de maïs-grain ayant 14 % d'humidité et dont le poids spécifique est de 70 Kg/hl.

Peu avant que ne se tienne cette réunion mouvementée à El Batan, un curieux article du quotidien régional Hoy, en date du 26 octobre 1976, faisait état d'un nouveau prix de garantie de 10,20 pta et d'un accord survenu entre les consommateurs et les producteurs avec l'arbitrage du FORPPA et, ceci, au moment même où commence la collecte et sans que rien ne soit publié au B.O.

— Ce nouveau et prétendu « prix de garantie » de 10,20 pta ne peut que mécontenter tout le monde. Les agriculteurs, car il est loin de leurs revendications ; les industriels et les commerçants en céréales, car cela leur rappelle une manœuvre dont ils avaient déjà fait les frais. En effet, ils se souviennent de l'amer précédent de l'hiver 1974-75 où ils tombèrent dans le piège qui leur fut tendu et qui se présenta ainsi : l'arrivée du maïs d'importation coïncida avec la récolte du maïs espagnol et, pour maintenir artificiellement élevés les prix à la production, le SENPA retint dans les ports le maïs importé au lieu de le mettre en circulation comme c'était son devoir, étant un organisme régulateur. Alors que le maïs était entre les mains de la profession, le SENPA fit brutalement baisser le prix des aliments pour le bétail en jetant sur le marché le maïs importé. Nombre de commerçants firent faillite. Ce type de situation ne peut pas se renouveler deux fois ; les commerçants sont désormais prudents vis-à-vis des initiatives de l'Etat qui crée des désordres. Aussi, en attendant la publication du nouveau prix de garantie au B.O., les commerçants refusent de payer le Kg de maïs à plus de 9,60 ou 9,70 pta.

La situation paraissait bloquée quand intervint un accord en Conseil des Ministres, le 13 janvier 1977, et que parut un article de Hoy [67] après la visite en Estrémadure du directeur général de la Producción Agraria et du sous-directeur du SENPA. Plusieurs mesures furent prises en haut lieu pour sortir de la crise et augmenter à la fois les surfaces en maïs et la production unitaire par ha. Il fut décidé que le prix payé par le SENPA sera de 12 pta/Kg pour du maïs-grain ayant 14 % d'humidité

66. Selon les comptes de ces producteurs.
67. Cf. le Hoy du 21 janvier 1977.

pendant tout le temps de la prochaine campagne, du 1er novembre 1977 au 31 janvier 1978, cette augmentation étant indépendante du prix des autres céréales : pour ne pas pénaliser les éleveurs, cette augmentation du prix du maïs à la production ne sera pas répercutée à la consommation [68] et la différence sera à la charge du SENPA ; des crédits de campagne de 12 000 pta/ha, et sans limitation de surface, sont accordés aux producteurs de maïs avec un intérêt de 7 % par an. On pense ainsi multiplier par deux les surfaces en maïs dans la province de Badajoz ; le maïs deviendrait d'ailleurs tellement rentable que l'on envisage une progression partout, aussi bien en culture sèche que dans les périmètres irrigués où l'on craint un empiètement sur les rizières et les surfaces affectées d'ordinaire à la betterave à sucre. En même temps, et comme le SENPA n'accepte que des maïs ayant 14 % d'humidité alors que le maïs que livrent les producteurs en contient 16,18 et même 20 %, on encourage la construction de séchoirs. Le Banco de Crédito Agricola concèdera aux producteurs 20 % de subventions pour la construction de ces séchoirs et 56 % de crédits. D'autres subventions et d'autres crédits seront attribués aux producteurs de maïs qui mécaniseront leur exploitation.

Voilà un plan vigoureux susceptible d'encourager la production de maïs et qui répond complètement aux vœux des producteurs. Certains, pour résoudre définitivement tous les problèmes inhérents à cette céréale, proposent la nationalisation du maïs ou tout au moins la nationalisation du commerce du maïs [69]. C'est le cas du président de la C.O.S.A. [70] qui pense que l'on peut très bien procéder à cette nationalisation sans dommage pour l'éleveur ni le contribuable et au grand bénéfice du producteur de maïs.

Selon le président de la C.O.S.A., on peut faire le calcul suivant : le maïs importé revient à 8,40 pta/Kg dans le port de Barcelone, transports et assurances compris ; si l'Etat disposait des 4,7 millions de tonnes de maïs importées et des 600 000 t. de maïs national commercialisé, soit un total de 5,3 millions de t. d'une valeur de 44 520 millions de pta, rien ne l'empêcherait de vendre le maïs à l'éleveur à 8,70 pta/Kg, de le payer au producteur espagnol 11 et même 12 pta/Kg. Cela ne coûterait rien au contribuable si l'on prend soin de taxer le maïs importé et de subventionner le maïs national. En taxant le kilogramme de maïs importé de 0,83 pta, on peut donner trois pta de subventions par kilogramme de maïs espagnol.

Le plan ministériel a toutes chances de réussir et il n'y a aucune raison de rejeter l'idée du président de la C.O.S.A., puisqu'il s'agit d'un problème national essentiel. Cependant, si ces idées sont appliquées, les conséquences en seront redoutables.

68. Le prix de vente des aliments pour le bétail est maintenu à 8,80 pta/Kg, le maïs n'entrant que pour une part dans leur composition.

69. Hoy, le 6 janvier, ne craint pas de proposer un article à ses lecteurs avec le titre évocateur « Solución al problema Nacionalizar el maïs ».

70. Cámara Oficial Sindical Agraria.

D'abord, les commerçants et industriels privés vont disparaître. Tous les ennemis de cette profession s'en réjouiront. C'est cependant regrettable pour le contribuable tant que le SENPA n'offrira pas ses services à un prix compétitif. Sa marge commerciale est de 50 pta par quintal métrique de maïs, la marge des commerçants est inférieure de moitié pour un service identique.

L'augmentation de la production du maïs ne pourra se faire qu'au détriment d'autres productions dans les périmètres irrigués dans la mesure où il est dififcile de les étendre ou d'en créer d'autres. Alors, pour résoudre un problème, on risque d'en créer de nombreux autres.

D'autre part, il n'est pas possible que le plan ministériel n'ait pas d'importantes répercussions sur les autres céréales. Si leur prix n'est pas réajusté, il va y avoir des remous chez les céréaliculteurs. Déjà, les producteurs de Castille et du León exigent 10,50 pta par kilogramme d'orge sinon ils feront la grève des livraisons. De toute façon, le réajustement du prix de l'orge se fera de lui-même si l'idée du président de la C.O.S.A. n'est pas appliquée. En effet, quand le prix du maïs est supérieur de 15 % à celui de l'orge, les éleveurs préfèrent tout de même le maïs en raison de sa richesse alimentaire ; si le prix du maïs dépasse de 20 ou 25 % celui de l'orge, la demande se reporte sur l'orge et se détourne du maïs et les prix se rééquilibrent d'eux-mêmes.

De plus, il semble à beaucoup absurde de subventionner la construction de séchoirs à maïs quand on sait que déjà, dans la province de Badajoz, il existe une trentaine de séchoirs d'une capacité de 40 à 120 t., cette capacité installée dépassant de 50 % la production actuelle. D'ailleurs, il est à craindre que nombre de producteurs de maïs n'arrivent jamais à amortir leur séchoir car il n'est pas sûr que des prix de garantie, exceptionnellement élevés, soient maintenus sur une longue période, aucune promesse n'ayant été faite à ce sujet. D'autres estiment que le plan ministériel revient à subventionner le maïs américain qui vaut de 6 à 7 pta/Kg.

Mais, ces inconvénients sont bien mineurs en regard des observations suivantes. En premier lieu, pour que le plan de nationalisation du président de la C.O.S.A. réussisse, il faut, préalablement, qu'il ... échoue [71]. En effet, pour que l'on puisse subventionner le maïs espagnol par des taxes portant sur l'importation, il faut continuer d'importer massivement. Si jamais les termes importations/production s'inversent et que les producteurs, comme cela n'est guère douteux, augmentent énormément les surfaces en maïs, il faudra bien que quelqu'un paye la facture : le contribuable ou l'éleveur.

Le plan ministériel n'est pas plus réaliste car il ne travaille qu'à partir des données actuelles. En Espagne, pour une production de maïs de 6,7 millions de tonnes en 1976, seules 600 000 ont fait l'objet d'une transaction, le reste ayant été autoconsommé. Il est certain que, si l'on maintient le prix du maïs à 12 pta, du jour au lendemain, la totalité de

71. Cette idée a été mise en avant par le grand quotidien madrilène A.B.C. du 30 janvier 1977.

la production, et non 600 000 t., sera jetée sur le marché et les producteurs racheteront leur maïs au SENPA à 10,40 pta. Il est bien évident que la différence ne pourra pas longtemps être couverte par des taxes sur le maïs importé et que la machine va se gripper ; cela d'autant plus vite que la production va augmenter et que les prix à la production auront tendance à se tasser.

Au lieu de mettre en place des dispositifs aussi compliqués et à chaud, il eut été beaucoup plus efficace de réajuster, à froid, le prix de toutes les céréales en tenant compte de la très faible rentabilité de la culture des céréales en irrigué.

— Le manque de souplesse du monopole d'Etat

Un monopole, privé ou d'Etat, semble engendrer — inévitablement ? — certaines scléroses qui se répercutent automatiquement sur les coûts de fonctionnement. Cela paraît être la rançon de la sécurité et de l'absence de concurrence.

En matière de céréales, l'Espagne n'a pas comblé tous ses retards dans l'édification d'infrastructures modernes. Les moyens modernes de transports sont à peu près inexistants ; on continue à utiliser des sacs et des wagons ordinaires au lieu de wagons conçus pour le transport en vrac et équipés de dispositifs permettant le déchargement automatique sur camion. Aussi, toute manipulation du grain coûte cher. Les coûts de commercialisation du secteur d'Etat en Espagne dépassent de 20 à 40 % ceux des autres pays européens pour ce qui concerne les produits intéressant l'élevage. Par contre, le secteur privé espagnol est nettement moins cher ; le coût de distribution par le secteur privé en Espagne ne représente que 10,6 % de la valeur du produit contre 13,20 % en France ; le commerce privé en Espagne a un poids inférieur, relativement et en valeur absolue, à celui qu'il a eu en France où les coûts de transport sont plus élevés. Gêne supplémentaire, la marchandise ne peut pas être retirée au rythme de la demande et cela crée de sérieux problèmes passagers.

Ainsi, le coût des services de l'Etat est plus élevé que celui des grossistes. Cela semble être une règle générale et nombre de pays en ont tiré des leçons. Aujourd'hui, dans le monde, on peut considérer que l'interventionnisme de l'Etat, dans le secteur céréalier, a plutôt tendance à être réduit dans les pays développés alors qu'il se renforce dans les pays sous-développés. Par exemple, la disparition du Ministère de l'Alimentation en Grande-Bretagne a entraîné l'élimination du plus grand organisme de commercialisation des céréales de toute l'Europe. La politique de la C.E.E. tend à remplacer l'organisation commerciale nationale par un système de charges à l'importation. En Argentine, le plus grand organisme l'Etat de commercialisation de toute l'Amérique latine, l'Instituto Argentino de Promoción del Comercio, a été supprimé. Par contre, le rôle du commerce d'Etat se renforce en Afrique et en Asie.

En ce qui concerne les pays développés qui, à travers l'Espagne et le Portugal, sont les seuls qui nous intéressent, le commerce d'Etat a

toujours la possibilité de ne pas tenir compte du poids du coût différentiel dans la mesure où c'est le contribuable qui le paie. Quand ce poids est trop élevé, la seule façon de dissimuler la distorsion est de procéder à la nationalisation du secteur tout entier. Chaque monopole justifie ainsi la création d'autres monopoles qui l'appuient.

Le secteur céréalier devrait être calme puisqu'il peut bénéficier d'une bonne politique des prix dans la mesure où le contrôle effectif de l'Etat peut s'exercer à tous les niveaux. En fait, la façon de légiférer est désastreuse et décourage la production. Il n'est pas sûr que l'interventionnisme n'ait pas des effets pires que le mal qu'il prétend combattre. L'Etat tergiverse sans cesse entre des intérêts contradictoires. Il navigue toujours à vue dans une mer agitée parsemée d'écueils. La situation, en ce qui concerne les prix est bien plus grave encore en dehors des secteurs protégés.

* L'Etat et les prix dans les secteurs « libres »

Dans la mesure où, chaque année, des problèmes de sous-production ou de surproduction apparaissent ici et là, l'Etat est sans cesse sollicité. Il n'est pas, bien entendu, dans notre intention de décrire chacune des interventions ; nous n'en finirions pas. Il nous suffit de prendre quelques cas pour rendre compte de l'importance du désordre.

Quand, en 1976, il y eut une énorme récolte de fruits, le FORPPA donna une prime de 7 pta/Kg de fruits jusqu'à concurrence de 1 200 t dans la zone du Mercoguadiana. Cela exigea le concours d'une importante bureaucratie encadrée par un ingénieur, deux techniciens et trois contremaîtres ; pour effectuer un simple échantillonnage dans une exploitation, il ne fallait pas moins de cinq visites de deux personnes. Les fruits ainsi retirés des circuits commerciaux ont été donnés à certaines administrations ou certains services comme les hôpitaux et l'armée. Cela part de bons sentiments ; on regrette souvent, en France, que l'Etat ne procède pas plus souvent de la même manière et qu'il ne résolve les problèmes de surproduction qu'en ayant recours à la destruction qui apparaît toujours comme scandaleuse. Pourtant, le FORPPA ne rendit pas service aux producteurs ; la distribution gratuite de fruits eut deux conséquences désastreuses : le coût du service a été plus élevé que le prix du fruit proprement dit et la demande a baissé entraînant, dans son sillage, un effondrement des prix encore plus prononcé. L'affaissement de la demande provient du fait qu'une partie des éventuels acheteurs ont été satisfaits sans bourse délier et cela eut des conséquences psychologiques désastreuses sur les grossistes et les détaillants qui cessèrent les achats[72].

72. La psychologie est essentielle pour expliquer l'évolution des cours ; quand la production excède, fût-ce légèrement, la demande ,les prix s'effondrent et inversement. L'insécurité des exportations, par la destruction en France d'un ou deux camions, fait baisser les prix en Espagne. Il suffirait alors de couvrir l'insécurité, bien relative, par une assurance.

Finalement, il s'avère que l'action généreuse du FORPPA a été la solution la plus mauvaise ; tout autre solution eut été moins mauvaise, même la destruction des fruits. Celle-ci, même en provoquant l'indignation des consommateurs, aurait été bien moins coûteuse pour le contribuable (il suffisait de donner cinq pta aux producteurs pour détruire ou laisser pourrir les fruits) et n'aurait pas entraîné une baisse de la demande. Une autre solution aurait pu satisfaire tout le monde, à l'exemple de ce que font des producteurs de bananes : ceux-ci, par une campagne efficace de publicité à la T.V., ont réussi à écouler leurs stocks au prix de 50 pta/Kg.

Jusqu'à présent, le carthame était un oléagineux dont le prix, chaque année, faisait l'objet d'un contrat. Au printemps 1977, les producteurs ne savaient pas encore s'ils pourraient ou non bénéficier d'un prix sous contrat.[73]. D'autre part, et jusqu'en 1976, le producteur, en vendant le kilogramme de tournesol à 18,50 pta et le carthame à 16,50 pta, recevait une subvention de deux pta. Nul ne sait si cette subvention sera ou non maintenue.

Depuis 1936, le marché de l'huile d'olive est resté sous le régime de l'intervention, son prix étant relevé chaque année de façon insignifiante. Cela provoqua les abandons que nous savons. Les oléiculteurs demandent la liberté totale de marché. Pour la campagne 1974-75, l'administration donna cette liberté mais seulement pour le marché intérieur. Alors, le prix de l'huile monta à 90 pta, à la grande satisfaction des producteurs. Pour enrayer la hausse, le gouvernement importa des oléagineux et les jeta à bas prix sur le marché en faisant un maximum de publicité.

Voulant bien faire, le SENPA a procédé à la nationalisation du commerce des céréales secondaires[74] et a décidé, en même temps, de promouvoir la culture de ces céréales sans porter préjudice aux éleveurs. Le SENPA a alors décidé de faire porter ses efforts sur le maïs et l'orge dans l'ensemble du pays et sur le sorgho en Andalousie. Pour ce faire, il a fixé des prix élevés à la production : 12 pta pour le maïs en 1977, puis 13,55 pta en 1978[75] ; 12,50 pta pour le sorgho; 11 pta pour l'orge. Etant rentables, ces prix ont eu des effets, immédiats. Les terres du plan de Badajoz, par exemple, se sont couvertes de maïs, les Andalous se sont vivement intéressés au sorgho et l'ensemble des céréaliculteurs espagnols ont semé de l'orge. Tout a si bien marché qu'à la fin de l'été 1978, pour la première fois depuis bien longtemps, du maïs espagnol se trouvait disponible dans le port de Séville. Mais, pour ne pas accabler les éleveurs, le SENPA décida de leur vendre le maïs à 11,9 pta/Kg en 1977 et 12,40 pta en 1978, la différence entre le prix d'achat et le prix de vente devant être payée par le contribuable. Disposant de maïs à 12,40 pta nul éleveur ne veut acheter du sorgho, beaucoup moins riche, à 12,50 pta qui se trouve relativement surévalué. Pour vendre le sorgho

73. La possibilité d'obtenir des subventions doit être connue assez tôt pour que les exploitants puissent en tenir compte.
74. Decreto 272 du 18 février 1977 et circulaire du SENPA n° 7 du 2 nov. 1977.
75. Le maïs importé, en 1978, coûte 9 pta.

produit, le SENPA devra lui appliquer les mêmes faveurs qu'au maïs, soit accorder aux éleveurs un rabais de 1,15 pta. Mais, au prix de 11,35 pta, les éleveurs vont se précipiter sur le sorgho et délaisser l'orge, produit qui se trouve à son tour surévalué à 11 pta. Il va donc falloir baisser aussi le prix de l'orge à la vente. Ainsi, pour placer deux à trois millions de tonnes de maïs, puis 900 000 t. de sorgho et enfin sept à huit millions de tonnes d'orge, il faut accorder des subventions en cascade à toutes les céréales secondaires importantes. C'est le prix de la nationalisation de fait de tout le secteur.

Les importations de tabac en branche et de tabac élaboré se sont élevées à 8 282 millions de pesetas en 1975 ; pendant ce temps, les planteurs de la Vera ne cessent de réclamer un relèvement des cours du tabac qui sont les plus bas d'Europe occidentale. Ne pouvant obtenir de réels ajustements, certains ont réduit les surfaces en tabac. Or, bien des catégories de tabac importées peuvent être cultivées en Estrémadure.

La tomate n'est plus, depuis longtemps, une culture intéressante dans le plan de Badajoz en raison des prix très bas obtenus à la production. On peut considérer que la situation est tellement préoccupante pour les producteurs qu'après des « guerres » à répétition la culture de la tomate va disparaître. Là encore, l'Etat veut mettre un terme à une situation incontrôlée en augmentant, massivement, les prix à la production : pour la campagne de 1977, le prix du kilogramme de tomate est fixé à 3,80 pta, alors que le coût de production s'élève à 2,30 ou 2,40 pta. Dans ces conditions, une nouvelle guerre de la tomate est inéluctable car tous les producteurs vont décupler leurs surfaces.

Enfin, les éleveurs se plaignent des prix très bas qu'ils obtiennent à la production. En même temps, des importations de viande congelée en provenance d'Uruguay, distribuées aux hôpitaux et à l'armée, font baisser de 15 % le prix du veau sur pied. Dans ces conditions, les éleveurs ne comprennent pas pourquoi l'on ne permet pas l'importation de certains engrais comme le sulfate d'ammonium qui vaut 2,5 pta dans la plupart des pays européens mais 6,14 pta en Espagne [76].

On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Les exploitants sont les éternelles victimes d'un mal généralisé, les bas prix et l'absence de sécurité dans leurs revenus, contre lesquels ils restent dépourvus de moyens de lutte.

Alors, quand quelque chose va mal, il est de bon ton, en agriculture ou dans tout autre activité, en Estrémadure comme ailleurs, d'en imputer la responsabilité à la bureaucratie et de se retourner contre l'incurie administrative des organes officiels envahissants. Cela n'est pas toujours exact mais c'est souvent vrai. Les agriculteurs ont l'impression de naviguer entre deux maux : la sous-administration et la toute-puissance de l'administration qui a oublié sa mission et qui n'a pour objectif principal que son autoadministration. Encore plus en agriculture qu'ailleurs, les administrés ont l'impression que la bureaucratie ne peut pas trouver

76. Alors que ce tarif est destiné à protéger l'industrie chimique espagnole.

la solution simple apte à satisfaire tout le monde. Dans tous les cas, le coût de fonctionnement — que l'on ignore souvent — suffit à rendre impropres toutes les solutions envisagées par les organes officiels ou les organismes coopératifs ; par exemple, lors du terrible été 1976, le coût de commercialisation du kilogramme de poires par la CREX s'élevait souvent à 1,5 pta quand les agriculteurs recevaient quatre pta seulement [77]. La seule échappatoire est l'humour, quand cela est possible :

CAMPO

AÑO XVIII NUM. 853
Sevilla, 26 de Abril de 1975
Director: José Antonio Garmendia Gil
EDITA CAMPO, S. A.
Redacción y Admon.: Calle Trajano, 2
Telf. 22 33 04 Apartado 149

EDICION SEMANAL - SUPLEMENTO DE PRECIOS

Notons que ce mal si commun qu'est la bureaucratie ne pèse pas seulement sur les prix mais encore fait renchérir tous les services. Par exemple, la peste porcine a rendu possible l'installation d'une administration compliquée. En effet, tout déplacement de porcins doit être préalablement autorisé ; pour procéder au moindre mouvement en dehors d'une exploitation, il faut qu'un vétérinaire de la région observe le bétail qui va être déplacé pendant dix à douze jours; alors, il est nécessaire de solliciter auprès de la Jefatura Provincial un permis de circuler ; celle-ci envoie ce permis accompagné d'un carnet de route au vétérinaire qui remet le tout au propriétaire. Ainsi, les services vétérinaires sont fossilisés sous la paperasse. De nombreuses responsabilités pourraient être

77. Les marges sont plus fortes en France.

déléguées aux vétérinaires locaux et aux gardes champêtres ; mais, la peur d'éventuelles infractions a été le prétexte à la mise en place d'une énorme bureaucratie. La peste porcine n'a pas perdu pour autant sa virulence.

Ne parlons pas de la bureaucratie qui sévit dans le plan de Badajoz ni dans les multiples bureaux des nombreuses délégations provinciales des ministères et organismes centraux. L'agriculteur extremeño — pour ne pas parler du chercheur — doit passer de nombreuses journées dans les capitales provinciales pour résoudre le moindre problème ; sa tâche est particulièrement difficile en été où il serait possible de décrire la situation par le mot de cet agriculteur qui nous disait : « le matin, ils (les bureaucrates) n'y sont pas ; le soir, c'est fermé » [78].

Dans certains pays du moins, le rôle du secteur tertiaire ne se limite pas à exercer une fonction sur le secteur agricole ; les agriculteurs bénéficient de certains services qui fonctionnent bien comme l'enseignement agricole et, surtout, la recherche appliquée.

C - ABSENCE D'UNE VERITABLE RECHERCHE APPLIQUEE

En Estrémadure et dans le Haut-Alentejo, il existe, essentiellement, deux fermes expérimentales : la finca La Orden à l'est de Badajoz et la Estação de Melhoramento de Plantas d'Elvas. L'une et l'autre sont écrasées par les tâches qui leur incombent malgré la présence de techniciens de valeur [79] et l'aide d'organismes internationaux comme la F.A.O. et de techniciens étrangers [80]. Surtout, ces fermes expérimentales sont, en fait, de véritables laboratoires et ne sont pas secondées par d'authentiques fermes où seraient appliquées les découvertes mises au point. Pourtant, au Portugal, des fermes d'Etat existaient et l'ancienne Junta de Colonização Interna [81] possédait des terres et prétendait en faire des exploitations pilotes dans les régions où elles se situaient.

Dans l'aire du périmètre irrigué d'Elvas, la Junta de Colonização Interna possédait deux herdades ayant en tout 482 ha et une courela de 47 ha ; l'ensemble, à l'exception de 25 ha reboisés en pins et en eucalyptus peut être irrigué.

L'herdade da Comenda, de 300 hectares, possède de bons sols : 80 hectares d'alluvions et 220 hectares de sols de catégorie B pour l'essentiel. Sur les alluvions, trois « soles » ont été aménagées. L'une, d'une quinzaine d'hectares, est une luzernière irriguée grâce à de l'eau pompée dans le

78. Pendant la période estivale, on travaille dans les bureaux en journée continue ; c'est ce que l'on appelle, en Espagne, la « jornada intensiva ».

79. C'est le cas de David Crespo, par exemple, en ce qui concerne les pâturages.

80. Des Australiens, des Français, etc...

81. Devenus I.R.A. (Instituto de Reorganização Agrária).

Caia ; une autre est vouée à la culture du blé suivi d'un légume destiné à l'industrie (tomate, piment ou, parfois, cornichon) ou de maïs ou encore d'une culture de melons ; la troisième sole est traitée de façon identique. L'ensemble est irrigué par gravité et l'on fait alterner une culture sèche (blé et fourrage d'hiver) avec une culture irriguée (tomate, maïs, etc...). En somme, on avait le schéma suivant :

	Blé	*Légume irrigué*
Luzernière 4 ou 5 ans	Légume irrigué ou maïs	Fourrage d'hiver

Au bout de quatre ou cinq années, la luzernière est installée ailleurs.

Sur les 220 autres hectares, l'utilisation était la suivante : sur la grande partie, c'est-à-dire sur les sols de catégorie B, on assolait le blé avec un fourrage en culture sèche (lupin jaune ou avoine) pour ensiler ou un mélange de vesce et d'avoine pour le foin. Sur vingt ou trente hectares, on assolait le blé avec un oléagineux (tournesol ou carthame). Sur les sols de catégorie C, on faisait simplement un alqueive suivi d'un blé. Enfin, sur les sols Pag, on cultivait du riz.

Dans la herdade La Alfarrofia de 182 hectares, on avait aussi à peu près les mêmes assolements sur les mêmes sols. Sur les 40 hectares d'alluvions, le blé succédait à un légume ; il y avait 17 hectares de riz, 15 hectares reboisés et le reste était consacré au blé et aux fourrages.

Dans la courela de Passinho, il y avait 13 hectares de vigne pour le raisin de table, 17 hectares d'oliviers, 4 hectares de blé-fourrage et 23 hectares de blé-légume pour l'industrie.

L'ensemble du bétail se composait de 100 vaches dont 50 laitières (à la Comenda), de race frisonne et turina. Cet élevage laitier est nouveau ; avant 1972, dans la herdade la Comenda, il n'y avait que 15 vaches laitières et le reste se composait de vaches alentejanes que l'on croisait par absorption avec des taureaux charolais.

Il y avait le personnel permanent suivant :

5 tractoristes
3 bergers
1 manœuvre pour le riz
3 gardes
1 contremaître
1 technicien agricole
1 employé de bureau

Trois autres hommes étaient payés à la semaine tout en étant des travailleurs permanents. En plus, on employait 40 travailleurs dans le regadio pendant sept à huit mois et 60 femmes pour ramasser les tomates pendant deux mois. En tout, nous pouvons estimer la main-d'œuvre à

18 U.T.H. non permanentes, soit 49,7 U.T.H. pour 529 hectares ou une U.T.H. pour 10,6 hectares.

Le matériel utilisé était composé de huit tracteurs à roues dont cinq de 75 cv, un de 85 cv et un de 100 cv et d'une moissonneuse-batteuse pour les céréales.

Cette exploitation ne se signale pas particulièrement par son modernisme et, à beaucoup d'égards, si on lui appliquait les critères retenus par Henrique de Barros, ce serait un latifundium ne serait-ce que par l'importance de la main-d'œuvre temporaire.

En premier lieu, son intensivité est faible ; les surfaces consacrées aux cultures irriguées ne sont pas importantes, elles le sont plutôt moins que dans les autres exploitations privées voisines où, chaque année, le secteur irrigué représente 50 % des surfaces ; ici, il ne dépasse pas 30 %. La charge en bétail est faible : une U.G.B./5,3 hectares ; c'est très peu en irrigué. De plus, l'élevage à la herdade de Alfarrofia est seulement naisseur. Les veaux étaient envoyés pour l'engraissement dans une autre herdade de l'Etat, os Lameirões, à Moura. Il en revenait parfois des génisses mais on s'en méfiait car certaines avaient la brucellose.

Ce n'est pas non plus une exploitation moderne par nombre d'aspects. Les parcelles de culture sont souvent très petites en raison d'un nivellement mal conçu et les machines perdent beaucoup de temps pour manœuvrer. Il subsistait aussi beaucoup d'archaïsmes ; certes, parfois on utilisait l'avion pour épandre des herbicides, ce qui ne s'imposait nullement, mais, la plupart du temps, le désherbage se faisait à la main. L'électrification, enfin ,des exploitations fut tardive.

Tout compte fait, au lieu d'être une exploitation-pilote, cette exploitation de l'Etat était en retard sur la moyenne des exploitations de pointe du Caia. Cependant, parmi la douzaine d'herdades appartenant à l'Etat, cette exploitation est une des mieux gérées et c'est une des rares à ne pas avoir de pertes. Depuis le 4 juin 1975, ces terres sont occupées et les herdades dont nous avons parlé sont devenues une coopérative de travailleurs qui essaie de maintenir le même système de production agricole.

Ainsi, il est à peine exagéré de dire que les exploitants sont livrés à eux-mêmes. Certes, il existe des stations expérimentales mais faute, en Espagne comme au Portugal, de véritables fermes-pilotes d'Etat et de centres de gestion, ils doivent, chacun pour soi, pratiquer, à leurs frais, leurs propres expériences. Beaucoup les ont multipliées, certains se sont découragés, un grand nombre a adopté une attitude prudente. Cette prudence est renforcée par tous les risques qui les guettent : risque de mal écouler sa production et à bas prix et aussi, préalablement, risque climatique.

D - LES RISQUES CLIMATIQUES

Les chercheurs, qu'ils subissent ou non l'influence de philosophes comme Montesquieu et Marx, ont été tentés de privilégier le déterminisme climatique puis de l'éliminer complètement pour le remplacer par un déterminisme historique. De nos jours, en principe, ce dernier type d'explication aurait dû reculer devant la prolifération des études sur les milieux où les climats jouent un rôle non négligeable — si l'on considère que l'agriculture soviétique reste bien en retrait des ambitions de ses agronomes et de ses hommes politiques — si de nouveaux faits ne semblaient en confirmer l'exactitude ; en effet, rien ne semble devenir impossible tant les progrès de la technique sont grands et rapides. Rien n'interdit de pratiquer des cultures tropicales en Islande et de produire du lait à Koufra. Dans le cas où l'on aurait des problèmes sociaux à résoudre, il semble qu'en agriculture on puisse faire n'importe quoi n'importe où. Dans le monde méditerranéen, le défi israélien, au moins apparent, aux conditions naturelles paraît corroborer l'exactitude de cette thèse. En Israël, les agriculteurs travaillent en harmonie avec les agronomes, les premiers appliquant strictement les directives des seconds. Le résultat tangible de cet accord est l'extraordinaire réussite de l'agriculture israélienne qui contraste non seulement avec ce que l'on peut voir dans les pays voisins mais aussi avec le retard agricole de la plupart des autres pays du pourtour méditerranéen, en particulier l'Espagne et le Portugal. De là provient le prestige d'une agriculture israélienne modèle qui sait se placer à la pointe du progrès technique (avec une recherche génétique à l'avant-garde) et économique (gestion sans faille, recherche incessante de nouveaux produits pour de nouveaux marchés). En somme, les Israéliens seraient en agriculture ce que les Japonais sont en industrie, ce qui n'empêche pas que l'industrie soit très développée en Israël et l'agriculture très efficace au Japon. Dans l'un et l'autre pays, le climat ne serait finalement pas un obstacle dans la mesure où l'homme a su s'en libérer, en particulier par la maîtrise de l'eau et la généralisation de la culture sous serre.

Il est apparu, cependant, difficile d'éliminer complètement le facteur climatique. Sans retomber dans les « vocations » engendrées par le climat, certains auteurs [82] ont parlé de «suggestions». Tout le problème est d'évaluer le poids de ces suggestions. Dans le cas où le climat constitue un handicap, il est indispensable de connaître le prix qu'il faut payer pour le surmonter ; ce prix sera payé par le consommateur ou le contribuable. Dans le cas où les contraintes du climat seraient trop fortes, mieux

82. A. Fel : « Les hautes terres du Massif Central ». Thèse, Clermont-Ferrand, 1962, 340 p.

vaut cesser de produire. Il est toujours difficile de procéder à des généralisations dans la mesure où le climat n'est qu'un des éléments qui interviennent dans la création des systèmes de production agricole. De façon générale, plus on s'éloigne de la zone tempérée, plus le poids du climat devient lourd ; plus on s'en rapproche, plus les autres éléments — les prix agricoles à la production, le coût des différents facteurs de production, le marché — deviennent prépondérants. Cela est vrai, en gros, car la volonté de vivre en autarcie ou la création de nouveaux besoins peuvent bouleverser localement ces données.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que Papadakis[83] détient une part de vérité quand il affirme que jusqu'à présent, les classifications climatiques en vogue ne servent à rien pour prévoir les possibilités agricoles d'un climat ». Pour lui, et non sans quelque exagération[84], les classifications climatiques sont basées sur des caractères d'importance secondaire pour l'agriculture, comme les moyennes des températures, ou bien regroupent des climats aux possibilités agricoles bien différentes en raison des maximums d'été, des minimums nocturnes, de la fréquence des gelées tardives ou précoces, etc... Pour Papadakis, seule l'étude systématique de l'évaporation potentielle puis réelle et des bilans hydriques en général a été réellement utile pour l'agriculture. Effectivement, et, en règle générale, il faut bien convenir que climatologues et météorologistes sont restés enfermés dans leur discipline. La météorologie rend, en France, beaucoup plus de services aux touristes, aux aviateurs et aux marins qu'aux agriculteurs sauf en ce qui concerne le gel. Encore, même dans ce cas particulier, quand un refroidissement risquant d'entraîner une gelée est prévu, les agriculteurs sont-ils intéressés autant par l'intensité probable du gel que par les conditions générales dans lesquelles le gel va se produire. Ainsi, lors d'un gel tardif, certaines fleurs de pommiers, poiriers ou cerisiers supportent des températures de $-1°$, $-2°$ et même, au moins les fleurs abritées par les feuilles, $-3°$. Mais, elles ne supportent pas un gel, même léger, s'il y a du vent. Dans ce cas, les déperditions périphériques sont beaucoup plus importantes et les dégâts peuvent être graves. Citons un seul exemple : la destruction quasi totale des fleurs du vignoble de la Tierra de Barros, en 1977, n'a pas été produite par le seul gel ($-1°$ ou $-2°$ dans les bas) mais par la terrible conjonction du froid et du vent. C'est pourquoi, en cas de refroidissement, il est fondamental de distinguer les aspects météorologiques des aspects purement physiologiques.

En somme, on a progressé énormément en climatologie et en météorologie mais rien, ou presque rien, n'a été fait en agroclimatologie et en agrométéorologie. Aujourd'hui, pourtant, l'étude des milieux est à la mode et, à travers eux, celle des conditions naturelles — jamais oubliées

83. Papadakis : « Climates of the world. Their classification, similitudes, differences and geographic distributions ». Buenos Aires, 1970, 47 p.

84. C'est tout à l'honneur des géographes d'avoir depuis longtemps distingué les climats permettant la double culture, les limites de tel ou tel arbre comme l'olivier, etc...

par les géographes —, par le biais de l'écologie. Mais, soit il s'agit de milieux où l'homme n'est pas ou peu concerné et, quand on parle de lui, c'est sous les traits d'un prédateur ou d'un destructeur ou bien, assez rarement, il s'agit de milieux urbains où les conditions naturelles n'existent plus. En somme, on sait beaucoup plus de choses sur la toundra, la steppe à armoise, la forêt sempervirente ou la caatinga que sur l'écologie du blé ou du sorgho [85]. En zoologie, le même phénomène se produit, pour les écologistes tout au moins ; par exemple, on sait tout, ou presque, sur les écrevisses ou sur certains équilibres compliqués mais très peu sur les capacités d'adaptation de certaines races bovines ou ovines.

Papadakis, au lieu de reprendre les habituelles classifications climatiques allant des climats arctiques aux climats tropicaux, préfère baser sa propre classification sur une production agricole bien adaptée et potentiellement dominante. Ainsi, il peut distinguer les climats permettant une culture d'hiver ou une double culture annuelle et ceux qui ne les permettent pas. Il est amené à définir un climat du riz, du café, du maïs, des agrumes, de l'avoine, du blé de printemps, de la pelouse alpine, de la toundra, etc... Somme toute, son approche climatologique est celle des botanistes et rend beaucoup plus de services aux ruralistes que les classifications classiques. En procédant ainsi, Papadakis considère que le climat est « le facteur le plus important qui détermine les potentialités agricoles ». Effectivement, le climat est le facteur naturel sinon le plus difficile du moins le plus coûteux à modifier. Relativement, il est beaucoup plus facile de corriger ou d'amender un sol. On peut penser que cette affirmation est erronée : ne fait-on pas pousser des pelouses dans les déserts chauds ? N'a-t-on pas créé des climats artificiels avec des serres chaudes ? N'a-t-on pas mis au point des maïs hybrides adaptés à la Montagne Limousine ? Pourtant, nul n'envisage de cultiver du riz ou du café en Biélorussie. Plus que le climat, c'est le complexe climat-coût de production qui est déterminant. Dans ce complexe, le poids des facteurs climatiques, surtout des conditions thermiques, ne va pas s'affaiblir étant donné l'augmentation des coûts de l'énergie. On peut penser qu'il sera de plus en plus coûteux d'intervenir pour modifier considérablement les limites thermiques d'un climat pour les productions qui n'apportent pas un produit brut très élevé par unité de surface.

Ces considérations générales sont bien utiles pour comprendre pourquoi nous abordons si tardivement l'étude climatique de notre région et l'esprit dans lequel nous le faisons. Déjà, certes, au coup par coup, tout au long du livre 1, à propos des grandes problématiques, nous avons rendu compte des aspects climatiques « normaux » ou moyens [86]. Ici, dans ce chapitre, le climat est étudié en temps que frein au dévelop-

85. Il serait intéressant de savoir combien d'étudiants avancés en géographie savent reconnaître le blé de l'orge ou du seigle, le riz de l'avoine. Il est impensable de leur demander de faire cette distinction quand ces céréales sont en herbe. Pourtant, elles sont la base de toute notre alimentation.

86. Nous n'avions nul besoin de redéfinir ou de décrire de nouveau le climat méditerranéen puisque cela est déjà fait. Tout au plus, nous avons envisagé les incidences de ce climat sur l'agriculture de notre région.

pement agricole, seulement dans la mesure où il représente un risque pour l'agriculteur. Par opposition, dans un deuxième temps, il nous faut évaluer les potentialités agricoles du milieu méditerranéen et plus particulièrement de la tendance continentale de ce milieu.

1 — *LA GEOGRAPHIE DU RISQUE CLIMATIQUE*

Le risque climatique provient, pour l'agriculteur, d'une situation météorologique inhabituelle, anormale ou inattendue. Ainsi, en climat méditerranéen, la sécheresse plus ou moins complète en juillet et en août n'est pas un risque, c'est un élément structurel, inhérent à ce climat ; par contre, la chute de pluies en cette saison représente un risque. La présence de températures relativement basses, et même négatives, associées à des précipitations moyennement abondantes est normale ; le risque, c'est la possibilité d'avoir des gels trop accentués, au delà de −5°, des gels tardifs ou des précipitations trop peu abondantes ou excessives. Défini ainsi, le risque climatique peut avoir des conséquences heureuses ou désastreuses. Des précipitations anormalement élevées de fin d'été et de début d'automne constituent une manne pour l'éleveur mais un désastre pour le producteur de tomates ou le céréaliculteur. Des gels courts mais accentués peuvent détruire vergers et eucalyptus mais laissent indifférents les céréaliculteurs et les éleveurs. En somme, il s'agit pour nous, dans ce climat structurellement très dur du sud-ouest de la Péninsule Ibérique, d'évaluer le risque climatique [87].

En effet, dans toutes les agricultures, surtout dans celles qui se trouvent en dehors des climats tempérés humides à nuance océanique et continentale, les rendements moyens, exception faite de quelques productions bien adaptées, n'ont pas plus de signification que la moyenne des précipitations dans les climats désertiques chauds. De tout temps, les agriculteurs ont tenu compte du risque climatique, ne serait-ce qu'en disséminant les parcelles sur différents terroirs et en pratiquant une polyculture aussi poussée que possible. Mais cela n'était possible que dans les agricultures peu ou pas mécanisées [88] où les coûts réels de production sont faibles en raison de la mobilisation du travail familial très mal rémunéré. Ce n'est pas un modèle d'agriculture ni du point de vue humain ni en ce qui concerne la production. L'agriculture idéale est américaine ; elle a su choisir le système de production agricole simple le plus adapté à chacun des climats et l'expression la plus manifeste de cette adaptation en est le « belt ». Les retours en arrière ne doivent

87. Cela a déjà été fait aux U.S.A. Voir, par exemple, H. O. Carter, Robert Jensen et G. W. Dean : « Risk and diversification for Californian crops ». University of California. Circular 503, 11 p. Ces auteurs ont dressé des tables de variabilité de production, de variabilité de prix et de revenu. Ils proposent pour diminuer la variabilité des revenus de diversifier la production ; ils donnent alors une table de variabilité de revenu en fonction du système de culture.

88. Ou dans celles disposant de vastes surfaces.

pas faire illusion ; il ne s'agit que de corriger certains excès. On aboutit, tout au plus, à des systèmes de production agricole un peu moins simples et plus respectueux de la conservation des sols. Dans tous les cas, l'agriculture américaine obtient et maintient le maximum du profit qui seul permet de rémunérer capital et travail tout en investissant. Cette recherche du profit maximum entraîne à une connaissance toujours plus poussée du climat, de ses limitations structurelles et aussi des limitations épisodiques, donc imprévues ,qui constituent le risque.

Il nous est, bien évidemment, impossible d'aller aussi loin que les auteurs américains ne disposant pas, sauf pour quelques rares produits, de renseignements homogènes sur une longue période. Il est encore impensable d'établir des tables comparées de produits nets par production, encore moins de dresser des tables de variabilité de produit net en fonction des différentes productions et, a fortiori, en fonction des différents systèmes de production agricole. Ce que nous pouvons faire c'est, à partir de données météorologiques journalières et pour une période minimum de dix ans, effectuer le décompte des risques climatiques en fonction de telle ou telle activité agricole. Il nous sera alors possible d'apprécier quels sont les risques qui peuvent être pris des autres ; ceci en fonction des coûts de production et du produit net que l'on peut espérer.

Pour ce faire, il a fallu choisir un certain nombre de stations. Cela n'a pas été facile. Certes, sur notre terrain, il existe un grand nombre de stations ; elles sont tenues la plupart du temps par une seule personne, souvent l'instituteur, qui, quelle que soit sa compétence, fait des erreurs ou s'absente ... cela se traduit par des trous. Finalement, il n'y a que très peu de stations qui offrent des renseignements météorologiques fiables sur de longues périodes ; en Espagne, en fonction du responsable des relevés, on distingue les « bonnes » et les « mauvaises » stations. En définitive, nous avons choisi quatre stations : Benavila, Elvas, Vegas Altas et Zarza Capilla [89], ces deux dernières étant marquées par la continentalité, la première assez proche de l'océan et Elvas intermédiaire.

Enfin, pour évaluer le risque, nous avons tenu compte du facteur primordial qu'est la possibilité d'irriguer.

a) **Le risque dans l'agriculture sèche**

En agriculture sèche, que ce soit pour les pâturages ou les céréales, le risque principal provient de l'irrégularité des précipitations. Pour apprécier l'extrême irrégularité des précipitations dans le temps et dans les quantités, nous avons calculé les écarts relatifs et les écarts-type mensuels des précipitations pour deux stations.

89. Les données météorologiques que nous possédons concernent les années 1956 à 1972 pour Benavila, 1948 à 1975 pour Elvas et 1966 à 1975 pour Vegas Altas et Zarza Capilla.

L'écart relatif est l'élément le plus important mais aussi le plus difficile à représenter de façon satisfaisante. Pour ce faire, il faudrait pouvoir représenter par une même grandeur le même écart relatif dans le sens positif ou le sens négatif. Deux formules nous ont été proposées par un mathématicien.

Pour la première formule, l'écart relatif est égal à :

$$e = \frac{x \text{ (précipitation réelle)} - \overline{x'} \text{ (moyenne des précipitations)}}{\overline{x'}}$$

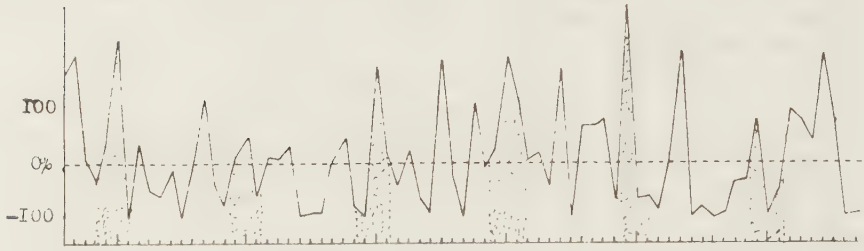
L'écart relatif s'exprime en pourcentage à partir de — 100 % et peut aller jusqu'à l'infini. Cette formule exagère donc les écarts positifs et représente mal les situations estivales. Pendant cette saison, l'absence de précipitations, ce qui est une situation normale, se traduit par l'écart — 100 % mais, s'il survient une ondée de 20 mm d'eau, nous obtenons un écart supérieur à 500 %.

Dans le deuxième cas, l'écart relatif est calculé selon la formule :

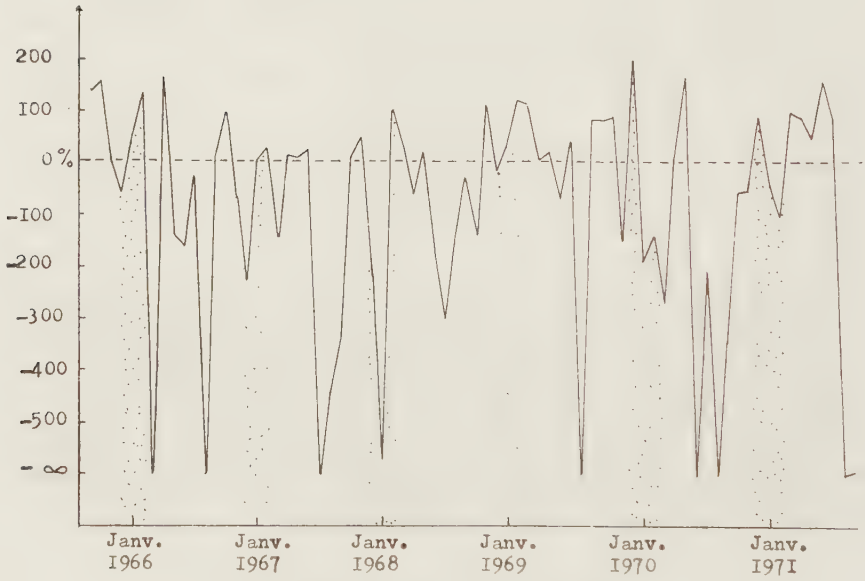
$$e = 100\,x\,\frac{\text{Log}\,\frac{x}{\overline{x'}}}{\text{Log } 2}$$

Les nombreux calculs ne présentent aucune difficulté en se servant d'un ordinateur. Cette formule, choisie de telle façon que l'écart relatif puisse être représenté par une même grandeur dans le sens positif comme dans le sens négatif, a l'inconvénient d'exagérer les valeurs négatives extrêmes, c'est-à-dire les précipitations égales ou proches de 0 mm. Nous obtenons alors $-\infty$. Malgré ces inconvénients, l'écart relatif nous permet de donner une bonne représentation visuelle de l'extrême irrégularité des précipitations pour un même mois, d'une année sur l'autre.

Ecart relatif des précipitations mensuelles à Elvas
pendant six années consécutives



L'écart relatif a été successivement calculé
à l'aide des deux formules

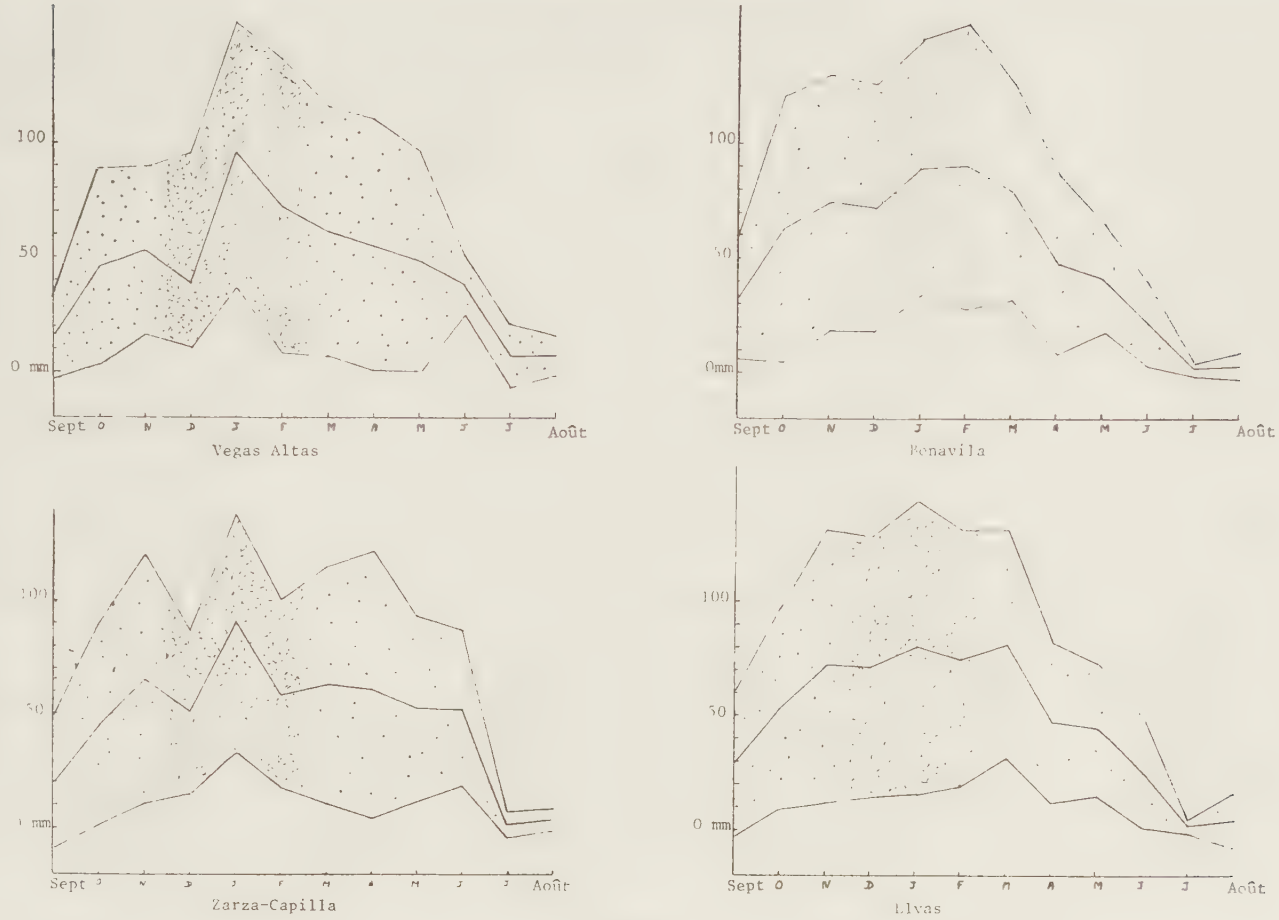


Le trimestre hivernal a été grisé

[Fig. 80]

Il est plus facile de représenter l'écart-type sur échantillon qui est la moyenne des écarts par rapport à la moyenne. Ainsi, par exemple à Elvas, pour le mois de septembre, la moyenne des précipitations est de 30 mm, l'écart-type sur échantillon est de plus ou moins 32 mm. Notons que ce calcul peut montrer des valeurs aberrantes dans l'infra-frange (ce qui est en-dessous de la moyenne) car il ne peut pas tomber moins de 0 mm de précipitations.

Ecart-type sur échantillon des précipitations mensuelles à Vegas Altas, Benavila, Zarza-Capilla et Elvas



[Fig. 82]

Ainsi, en agriculture sèche, il est impossible de faire des prévisions. Pour parer à tous les imprévus, l'économie traditionnelle, comme celle de montado, avait su diversifier au maximum ses activités avec deux bases essentielles : l'élevage et la céréaliculture ; mais, il y a toujours eu des exploitants qui sont éleveurs ou cultivateurs seulement. Or, les conditions de réussite en élevage sont complètement opposées à celles de la céréaliculture.

— Le risque pour les pâturages

Les risques sont différents pour les pâturages naturels et pour les prairies temporaires.

En ce qui concerne les pâturages naturels, un des risques essentiels qui se présente à l'éleveur est celui de ne pas avoir d'herbe en automne. S'il y en a, il importe qu'elle puisse pousser le plus tôt possible. En d'autres termes, plus les pluies surviennent tôt et plus l'otoñada est favorable. On considère que l'otoñada est bonne ou très bonne si les pluies tombent avant le 20 septembre ; entre le 20 septembre et le 10 octobre, elle est assez bonne ou moyenne ; après le 10 novembre, elle est très mauvaise ou nulle, les températures n'étant plus alors suffisantes pour une pousse normale de l'herbe.

Probabilité d'avoir une bonne ou une mauvaise otoñada [90].

	Benavila	*Elvas*	*Vegas Altas*	*Zarza Capilla*	*Cáceres*
Pluies survenant dans les 2 premières décades de septembre	0	0,1	0,1	0	0,07
Entre le 20 septembre et 10 octobre	0,5	0,2	0,2	0,4	0,21
Entre le 10 octobre et le 10 novembre	0,35	0,3	0,3	0,3	0,5
Après le 10 novembre	0,15	0,4	0,4	0,3	0,22

Ce tableau montre que les herbes d'automne seront peu abondantes ou inexistantes de cinq à sept fois sur dix. Avoir une bonne otoñada est un évènement, en définitive, assez rare. Les régions proches de l'océan se trouvent dans une situation moins défavorable.

Dans ces statistiques, nous avons tenu compte du risque d'interruption des précipitations. C'est un risque secondaire qu'il ne faut pas négliger.

90. Calcul sur 18 ans pour Benavila et 10 ans pour les autres stations (cela est bien peu mais il est très difficile — sinon impossible — d'avoir des données journalières sur un plus grand nombre d'années.

Pour avoir une pousse normale de l'herbe, il faut des chutes d'eau qui, sans être trop abondantes, assurent la germination, l'enracinement et la levée des herbes. Pour cela, au mois de septembre, il convient de bénéficier d'une dizaine de jours de pluie et d'une cinquantaine de millimètres d'eau ; en octobre, les quantités nécessaires sont moindres.

La probabilité d'avoir au moins 50 millimètres de pluie en septembre est la suivante :

Benavila	0,31
Cáceres	0,21
Elvas	0,26
Zarza-Capilla	0,2
Vegas Altas	0,0

Il y a cependant le risque d'une longue interruption dans les précipitations. On peut avoir de fortes chutes, de 30 à 60 mm, sur un, deux ou trois jours. Cela suffit largement pour provoquer la germination des semences. Si les pluies ne continuent pas et si de fortes chaleurs reviennent, les pousses fragiles se dessèchent et les herbes sont anéanties. On a une espèce de « break » qui a des effets similaires, toutes proportions gardées, aux breaks de la mousson pour les cultures en Asie du sud-est. Bien entendu, il ne faut pas chercher d'autres analogies entre les deux situations. Prenons deux cas bien précis pour Benavila : en 1963, 34,3 mm de pluie sont tombés les 11-13-16 et 17 septembre ; cela laissait augurer d'une bonne otoñada mais il n'est plus rien tombé jusqu'au 30 octobre. En 1968, il a plu 26 mm d'eau le 13 septembre, ce qui suffit pour faire germer les semences, et il fallut attendre le 31 octobre pour revoir la pluie tomber. Tous les breaks ne sont pas aussi caractéristiques et peuvent, seulement, ne détruire les pâturages qu'en partie. Toutes quantités confondues, la probabilité d'avoir un break en septembre ou en octobre est la suivante :

Benavila	0,22
Cáceres	0,21
Elvas	0,3
Vegas Altas	0,2
Zarza-Capilla	0,2

Le risque n'est donc pas complètement négligeable.

En dehors de la probabilité d'avoir ou de ne pas avoir une otoñada précoce, il importe pour les éleveurs que l'hiver soit doux et humide, afin que l'herbe puisse pousser sans interruption, et surtout que le printemps soit long c'est-à-dire que les pluies soient abondantes en avril et se prolongent tardivement en mai.

En tenant compte de l'automne, de l'hiver et du printemps, il est relativement difficile de calculer la probabilité d'avoir une bonne ou une

mauvaise année pour les pâturages. Il faut tenir compte de la quantité et de l'importance relative des pâturages pendant les trois saisons et de très nombreuses situations intermédiaires. Nous avons, néanmoins, tenté de faire ce calcul pour la station d'Elvas.

Nous avons attribué un maximum de cinq points aux pâturages d'automne et avons distingué cinq situations, notées de un à cinq, en fonction de la précocité des précipitations ; ainsi, l'otoñada pendant laquelle les précipitations sont tombées durant les deux premières décades de septembre reçoit la note de cinq, celle où les pluies arrivent après le 10 novembre un. Ces cinq situations, nous les avons appelées bonne, assez bonne, moyenne, mauvaise et très mauvaise.

La quantité des pâturages de printemps dépend essentiellement [91] de l'importance des précipitations tombées en avril et en mai. Nous considérons comme bon un printemps où le mois d'avril reçoit de 40 à 50 mm et mai de 50 à 60 mm ; moyen si avril reçoit 30 à 40 mm et mai de 40 à 50 mm ; très mauvais si ces valeurs n'atteignent pas 20 mm en avril et 30 mm en mai. Chaque mois s'est vu attribuer la note de 0,4 à 2 selon la quantité de précipitations tombées, soit un maximum de 4 si avril et mai sont tous les deux bons. Nous avons quelque peu pénalisé le printemps par rapport à l'automne car les herbes poussent régulièrement et seule la durée, et non pas l'existence même des herbages, est en cause.

Enfin, il nous a fallu caractériser les herbages d'hiver ; pour cela, il faut tenir compte des précipitations et des températures de décembre et de janvier. C'est le plus difficile. Nous considérons comme bon le mois d'hiver où la moyenne des températures diurnes est supérieure ou égale à 12° et où il n'y a pas de gel (ou, à l'extrême rigueur, une ou deux gelées faibles) et où les précipitations sont supérieures ou égales à 30 mm. Est assez bon le mois où la moyenne des températures diurnes est supérieure ou égale à 12° et où il y a moins de cinq jours de gel, sans gel inférieur ou égal à −5°, et où les précipitations sont supérieures ou égales à 30 mm. Le mois est moyen pour les mêmes raisons mais s'il y a de cinq à dix jours de gel, sans gel inférieur ou égal à −5°. Le mois est mauvais s'il y a au moins dix jours de gel, sans gel inférieur ou égal à −5°. Le mois est très mauvais soit quand la moyenne des températures diurnes est inférieure à 12° avec au moins 20 mm de précipitations, soit quand il y a plus de dix jours de gel avec un jour où le thermomètre descend au moins à −5°, soit encore, quand la moyenne des températures diurnes est supérieure ou égale à 12°, s'il y a au moins cinq jours de gel et moins de 10 mm de précipitations. Comme, de toute façon, les herbages d'hiver ne sont jamais très abondants, nous avons attribué à chacun des deux mois la note maximum de 0,5 dans le meilleur des cas et 0,1 dans le plus mauvais.

91. Cette dernière condition n'est pas rigoureuse ; tout dépend, en fait, des précipitations de novembre. Si celles-ci ont été abondantes, en raison de la faible évapotranspiration, le mois de décembre ne pourra pas être considéré comme sec.

Nous avons donc la situation suivante, pour Elvas, année après année. Nous utilisons les signes conventionnels : B = bon, AB = assez bon, mo = moyen, M = mauvais, TM = très mauvais.

Année	*Herbes d'automne*	*Herbes de printemps*		*Herbes d'hiver*		*Total*
		Avril	Mai	Décembre	Janvier	
1966-67	AB	B	mo	M	AB	7,8
1967-68	mo	mo	B	TM	M	6,5
1968-69	mo	AB	AB	AB	AB	7,0
1969-70	B	TM	AB	mo	B	7,8
1970-71	TM	B	B	TM	TM	5,2
1971-72	B	TM	TM	B	AB	6,7
1972-73	mo	TM	B	AB	M	5,9
1973-74	TM	B	TM	AB	B	4,0
1974-75	TM	TM	AB	TM	mo	3,4
1975-76	TM	B	TM	mo	TM	3,8
1976-77	AB	TM	TM	B	B	5,8

On peut considérer qu'une année a été très mauvaise si elle a obtenu un total inférieur ou égal à cinq, elle est mauvaise si le total est compris entre cinq et six, moyenne entre six et sept, assez bonne entre sept et huit et très bonne si le total est supérieur à huit. Ainsi définie, une très mauvaise année n'offre guère à l'éleveur plus de trois mois de pâturages verts dans l'année, une année mauvaise de 3,5 à 4 mois, une année moyenne de quatre à cinq mois, une année assez bonne de cinq à six mois et une bonne année plus de six mois. La probabilité d'avoir une bonne ou une mauvaise année est la suivante :

Très bonne	0
Assez bonne	0,27
Moyenne	0,18
Mauvaise	0,28
Très mauvaise	0,27

De mémoire d'éleveur, une des plus tristes années fut l'année 1974-75. Septembre fut complètement sec avec 0,5 mm de précipitations ; octobre le fut aussi avec 0,8 mm et il fallut attendre le 15 novembre pour voir tomber les premières pluies à Elvas. L'hiver fut très défavorable avec, en particulier, un mois de décembre sec (11 mm d'eau) et froid avec neuf jours de gel. Le printemps fut également mauvais dans l'ensemble : des pluies diluviennes tombèrent dans les deux premières décades de mars (en tout, quelque 132 mm) ; puis, il ne tomba pratiquement plus rien jusqu'à la fin du mois d'avril alors que les températures remontaient rapidement pour atteindre 29° le 17 avril. La fin de ce dernier mois

connut des pluies insignifiantes (16,8 mm) et mai fut relativement sec malgré ses 52 mm d'eau, la moitié étant tombée pendant la seule journée du 20. Juin, lui aussi, fut sec si ce n'est le 21 qui vit une ondée de 19 mm qui fit surtout du mal. C'est le type même d'exercice catastrophique ; il n'y a pas d'otoñada, les pâturages de printemps sont peu abondants et peu durables ,ceux d'hiver sont très pauvres.

Tout compte fait, les éleveurs ne peuvent, dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, compter que sur trois à six ou sept mois de pâturages verts par an. Encore, les deux ou trois mois d'hiver sont-ils, même dans les cas les plus favorables, toujours très insuffisants. Il n'est pas possible non plus de compter sur l'otoñada comme sur un élément régulier. On ne doit pas considérer son absence — ou sa quasi-absence — comme anormale, mais sa présence comme une aubaine. Beaucoup d'éleveurs règlent la taille de leur troupeau sur la situation la plus défavorable. Cela explique les faibles charges en bétail que l'on a tort de comparer avec les charges obtenues en Normandie où l'herbe pousse de façon ininterrompue. Ces conditions si défavorables expliquent que l'on ait cherché depuis longtemps à améliorer les pâturages naturels et, si possible, à créer des prairies artificielles.

Le trèfle souterrain est certainement la plante qui a fait naître les plus grands espoirs mais aussi celle dont la culture comporte le plus de risques en Estrémadure et en Alentejo du moins. Le premier risque vient du fait que sa graine mûrit rapidement dès que le temps devient sec au printemps, dès le mois de mai et même dès la fin du mois d'avril. La région le Jerez de los Caballeros est en cela mieux placée car la maturation est plus tardive. Comme, nous le savons, la graine n'a pas de temps de latence, il suffit de pluies relativement abondantes en juin pour que la germination, en partie ou en totalité, se produise. Il est difficile de fixer un seuil à la hauteur d'eau qui serait dangereuse ; tout dépend des températures et donc de l'évapotranspiration. Une ondée isolée de 30 et même 40 mm peut rester sans effet ; la même hauteur d'eau répartie sur plusieurs jours sous un ciel nuageux provoque la catastrophe. La probabilité du risque peut se traduire de la façon suivante :

	Benavilla	*Elvas*	*Zarza-Capilla*	*Vegas Altas*	*Cáceres*
Juin plus pluvieux que mai	0,235	0,3	0,44	0,5	0,43
Plus de 40 mm de pluie en juin	0,176	0,11	0,56	0,3	0,36
Au moins 5 chutes de pluie en juin	0,26	0,44	0,56	0,6	0,43
Au moins 8 chutes de pluie en juin	0,043	0,19	0	0	0

Compte tenu de tous les facteurs climatiques qui interviennent, nous pouvons estimer la probabilité de perdre, en partie ou en totalité, les prairies de trèfle souterrain du fait de la germination trop précoce ainsi :

Benavila	0,33
Elvas	0,44
Zarza-Capilla	0,7
Vegas Altas	0,7
Cáceres	0,5

Visiblement, plus on va vers l'intérieur, plus les risques augmentent. A Zarza-Capilla, la moyenne des précipitations de juin s'élève à 53,05 mm, à Vegas Altas à 38,18 mm. Dans l'est de la province de Badajoz, nous sommes toujours tout près ou au delà du seuil critique. Le risque n'est pas de perdre sa prairie mais de la réussir. Plus on se rapproche de l'océan, plus les risques diminuent. A Elvas, les risques restent trop grands. Prenons, pour cette station, une année particulièrement périlleuse : 1970. Les pluies ont cessé dès le 15 mai ; pendant les 19 journées suivantes, les moyennes des températures diurnes se sont élevées à 30°5 et cela a provoqué la maturation des semences ; puis, il tombe 76,7 mm de précipitations étalées sur huit jours du 5 au 8 juin et du 15 au 18 alors que la moyenne des températures diurnes n'est que de 22°9.

A ces risques du mois de juin, s'ajoutent ceux du moment de la semence. C'est d'abord une semence petite qui est difficile à semer. On résoudre le problème en la mélangeant avec du sable pour obtenir une bonne distribution des graines. Le problème vient surtout du fait que les graines ne doivent pas être couvertes ou très peu. Elles sont très sensibles aux oscillations humidité/sécheresse. Il peut suffire de 5 à 10 mm de pluie pour provoquer la germination ; s'il survient une période de sécheresse, le germe meurt. Cela n'arriverait pas si on pouvait enterrer la graine sous cinq cm de terre. Il faudrait alors beaucoup plus de 5 ou 10 mm d'eau pour atteindre la semence ; dans le cas contraire, le sol aurait une réserve d'eau suffisante pour tenir au moins quinze jours. C'est dire que le trèfle souterrain est encore plus sensible aux breaks d'automne, déjà calculés, que les herbes naturelles.

Ainsi, le trèfle souterrain est, dans la plupart des régions du sud-ouest de la Péninsule Ibérique, à déconseiller. Dès que se marquent les effets de la continentalité, les risques de perdre la prairie deviennent énormes, inacceptables. Parmi les cas étudiés, c'est la région de Benavila, la plus occidentale, qui est la moins défavorisée pour l'implantation du trèfle souterrain. L'intensification des montados de chênes-lièges et de chênes verts ne peut être envisagée qu'avec prudence ; n'oublions pas, toutefois, que le trèfle souterrain préfère les sols profonds et riches.

Les risques sont moindres pour le lupin jaune qui est la légumineuse la mieux adaptée sur les sols acides développés sur schistes, granites et arènes. Pour que la prairie réussisse complètement, il faut réunir un certain nombre de conditions : la semence doit rester superficielle et doit

être répandue dès la première quinzaine d'octobre : il faut alors des pluies régulières pour germer et se développer normalement. Il y a donc le risque de break ; puis, il y a celui de ne pas voir arriver les pluies. Si celles-ci arrivent tardivement, en novembre, les températures ne sont plus alors suffisantes pour une croissance normale et le lupin épie très vite au printemps, sa masse fourragère étant faible. Enfin, le lupin supporte encore plus mal les excès d'eau, pendant la saison froide, que les céréales. Souvent, seuls les versants égouttés produisent ; tout ce qui se trouve dans les bas est perdu. Il faut aussi calculer ces risques pour les céréales car l'importance du lupin jaune comme fourrage restera toujours réduite.

— Le risque pour les céréales

Nous savons que les récoltes de céréales dépendent essentiellement de la hauteur d'eau tombée dans l'année. En temps normal, plus une année est sèche, plus il y a de chances pour que les rendements en céréales soient bons. En dessous de 500 mm de précipitations, l'année est souvent bonne ou très bonne ; au-dessus de 600 mm, elle a toutes les chances d'être mauvaise ou très mauvaise.

	Précipitations annuelles moyennes	*Risque d'avoir 600 mm et plus*	*Risque d'avoir 700 mm et plus*
Benavilla [92]	630,7 mm	0,5	0,31
Elvas [93]	596,7	0,38	0,30
Zarza-Capilla	536	0,2	0,1
Vegas Altas	541	0,22	0
Cáceres [94]	490,3	0,15	0,08

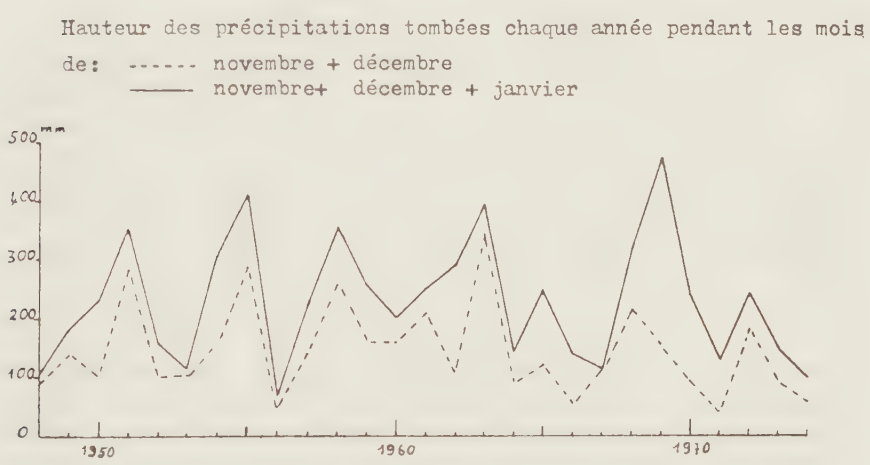
	Risque d'avoir 500 mm ou moins	*Risque d'avoir 400 mm ou moins*
Benavilla	0,25	0,06
Elvas	0,31	0,1
Zarza-Capilla	0,44	0,1
Vegas Altas	0,4	0,11
Cáceres	0,46	0,23

De tout cela, il ressort que les risques d'avoir une mauvaise ou une très mauvaise récolte ou, inversement, une bonne ou une très bonne récolte, sont bien différents selon les lieux. De toute évidence, les

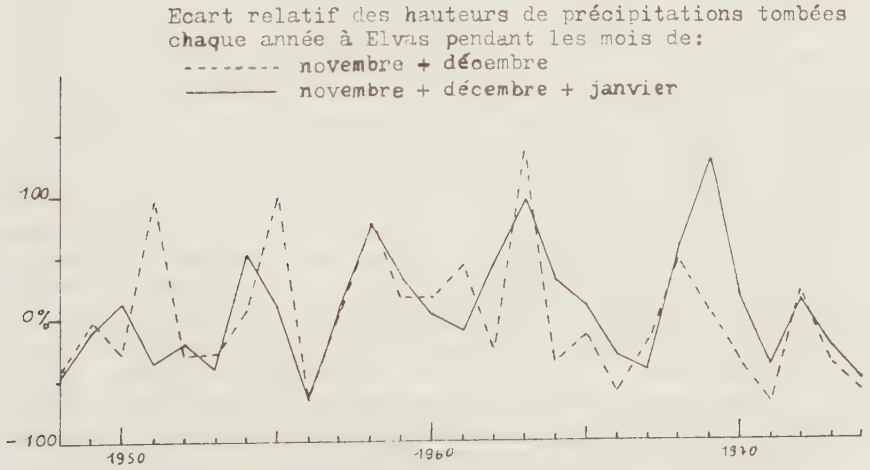
92. Calcul sur 16 ans.
93. Calcul sur 29 ans.
94. Calcul sur 13 ans.

stations extremeñas, les plus continentales, sont de loin les plus favorisées ; par opposition, les stations du Haut-Alentejo sont beaucoup plus mal partagées. A Benavila, par exemple, il faut compter qu'une année sur deux sera mauvaise pour les céréales d'hiver, une sur trois étant très mauvaise. Les stations espagnoles peuvent espérer bénéficier de quatre ou cinq bonnes années sur dix alors que Benavila ne peut guère en avoir plus de deux. Dans cette dernière région, les très bonnes années sont exceptionnelles.

Toutes ces probabilités se trouvent confirmées si on ne considère que les mois les plus critiques du semestre froid.



[Fig. 82]



[Fig. 83]

Pendant la saison froide, l'excès d'eau peut rendre difficiles les semailles ; surtout, cela peut entraîner un pourrissement des racines pendant l'hiver. Or, sur la plupart des sols, l'excès d'eau se manifeste dès qu'il tombe plus de 200 mm de précipitations pendant les mois de novembre-décembre et janvier. La catastrophe est probable dès que la hauteur d'eau tombée dépasse 300 mm ; elle est certaine si les pluies continuent à être abondantes en février et en mars.

	Moyenne des précipitations en nov-déc-janv.	*Risque* Nov-déc-janv. $\geqslant$ 300 mm	*Risque* Nov-déc-janv. $\geqslant$ 300 mm et fév. et mars $\geqslant$ 200 mm	*Risque* Nov-déc-janv. $\geqslant$ 200 mm
Benavilla	237	0,31	0,25	0,25
Elvas	227,3	0,28	0,11	0,41
Vegas Altas	187,5	0	0	0,7
Zarza-Capilla	206,1	0,1	0	0,4
Cáceres	174,3	0,15	0,08	0,69

Le risque d'un excès d'eau hivernal s'atténue considérablement à mesure que l'on pénètre à l'intérieur de la Péninsule Ibérique. Ainsi, l'Espagne, du point de vue climatique, est bien mieux placée que le Portugal pour produire des céréales d'hiver, ne serait-ce que parce que les précipitations sont moins abondantes. Cela confirme, une fois de plus, le fait que le blé, au Portugal, est en dehors de sa zone écologique ; cela est particulièrement vrai une année sur trois.

Par contre, les céréales d'hiver n'ont guère à craindre de l'excès ou de l'insuffisance des précipitations de printemps. Ce n'était pas le cas auparavant quand les agriculteurs ne disposaient que de variétés tardives. S'il y avait excès d'eau, le blé était sujet à trois sortes de Poccinea graminis (champignon se développant sur la feuille) : la jaune en mars, la rouge en avril et la noire en mai. La poccinea noire surtout était virulente et arrivait même à se répandre sur les tiges. Si, au contraire, le mois de mai était sec et si, de plus, soufflait le vent chaud du sud-est, le « Levante » en Estrémadure ou le « Suão » en Alentejo, le risque d'échaudage devenait très grand. Avec les blés précoces utilisés aujourd'hui, la plupart de ces risques ont disparu à l'exception du dessèchement. Deux journées exceptionnellement chaudes en mai peuvent entraîner une chute de production. Mais, désormais, les incidents en mai sont peu nombreux. Comme les nouveaux blés ont une maturation en avance de trois semaines sur les blés anciens, au mois de mai, ils sont très proches de la maturité. Dès avril, ils sont très avancés et le manque d'eau est assez bien supporté. Aussi, irriguer le blé n'a vraiment d'impor-

tance que pour les mauvais sols ; le problème, alors, est de savoir si cette opération est rentable étant donné les investissements nécessaires. Dans tous les cas, les moissons peuvent commencer à partir de la mi-mai et, seules, des pluies sur le grain mûr sont à craindre.

— Le risque pour les cultures de printemps

Ce risque est difficile à calculer dans la mesure où la réussite d'une culture de printemps dépend autant, sinon plus, des capacités de rétention en eau du sol que des précipitations proprement dites. L'intérêt de ce calcul ne concerne que les sols dont la capacité de rétention en eau est faible, soit la grande majorité des sols alentejans et extremeños.

Une des cultures de printemps les plus significatives est le maïs en culture sèche qui était couramment semé avant l'introduction des oléagineux [95]. Dans la culture traditionnelle, pendant l'alqueive et au moment du labour d'atalho, une femme épandait dans le sillon tracé, grain après grain, quelque 10 à 15 Kg de semences/hectare. La réussite du maïs, semé en avril, dépend alors des orages qui peuvent tomber en mai et en juin [96]. Pour obtenir une récolte, il faut au minimum pouvoir disposer de 40 mm de précipitations en mai et en juin. En dessous de ce seuil, la récolte a toutes les chances d'être nulle.

	Précipitations moyennes en mai (en mm)	*Précipitations moyennes en juin (en mm)*	*Total*
Benavilla	42,1	21,8	63
Elvas	52	27,3	79,3
Vegas Altas	48,3	38,2	86,5
Zarza-Capilla	52,7	53,1	105,8
Cáceres	40,1	33,5	73,6

95. On peut encore, en Alentejo et en Algarve, voir des champs de maïs de sequeiro, surtout depuis le 25 avril. L'année 1976 — qui a été sèche — a même été consacrée « année du maïs ». L'immense propagande en faveur du maïs de sequeiro n'engendra que des échecs.

96. En Alentejo, on dit que la récolte « est dans le ventre d'un orage ».

Si l'on s'en tient à ces moyennes, la culture du maïs serait possible au moins dans les régions les plus continentales bénéficiant de la présence plus ou moins régulière des orages.

	Risque d'avoir 40 mm en mai	*Risque d'avoir 40 mm en juin*	*Risque d'avoir 80 mm sur les deux mois* [97]
Benavilla	0,47	0,18	0,35
Elvas	0,55	0,18	0,4
Vegas Altas	0,5	0,33	0,4
Zarza-Capilla [98]	0,55	0,67	0,66
Cáceres	0,43	0,36	0,43

Dans les régions occidentales du Portugal, en Alentejo du moins, les cultures de printemps ne sont possibles qu'une année sur trois. Même dans ces conditions, les rendements sont faibles. A mesure que le climat devient plus continental, les chances d'obtenir une récolte augmentent. Dans la culture traditionnelle, le risque de ne pas voir la semence germer deux années sur trois ou trois années sur cinq était acceptable car les dépenses, en fait, étaient réduites au prix des 10 ou 15 Kg de maïs initiaux. Le cultivateur savait par expérience qu'il était inutile d'apporter des engrais vu le caractère aléatoire de l'ensemble de l'opération. Aujourd'hui, il n'en va plus de même ; les dépenses que l'on est contraint d'engager, bon gré mal gré, deviennent insupportables et la plupart des exploitants ne recourent plus au maïs comme culture de printemps et lui préfèrent l'alqueive nú. De même, on préfère généralement abandonner toutes les cultures de printemps en dehors des bons sols. De toute façon, même dans l'agriculture moderne, on cherche à dépenser le moins d'argent possible sur les cultures de printemps. En 1973, le centre agronomique de Beja a démontré que l'apport d'engrais à une culture de printemps n'augmente pas de façon sensible le rendement.

Ainsi, les céréales en culture sèche sont assez mal adaptées au climat méditerranéen, surtout à sa nuance océanique. Les cultures de printemps ne sont vraiment possibles que sur les meilleurs sols. Les arbres et les arbustes ont heureusement un comportement différent.

b) Le risque pour les arbres et les arbustes

Il est nécessaire de considérer le risque pour les arbres irrigués, d'origine tropicale ou tempérée, et pour ceux qui sont considérés comme méditerranéens.

97. Ce risque n'est pas égal à la moyenne des deux risques antérieurs.
98. Calcul sur neuf années seulement. Cela peut expliquer les résultats quelque peu anormaux.

Les uns et les autres ont un ennemi commun : le gel qui constitue un élément structurel du climat du sud-ouest de la Péninsule Ibérique.

	Moyenne du nombre de jours de gel par an	*Risque de ne pas avoir de gel*
Benavila [99]	11	0
Elvas [100]	16	0
Vegas Altas	20	0
Zarza-Capilla	10	0,1
Cáceres [101]	5	0

Notons le fait curieux qu'en hiver le phénomène de continentalité ne se marque pas dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique. S. Daveau [102] avait déjà remarqué que, à la latitude de Lisbonne, les fortes amplitudes thermiques annuelles ne sont pas dues, à la différence de l'Europe moyenne ou orientale, au refroidissement d'hiver mais seulement au réchauffement estival ; les contrastes thermiques ne sont accentués qu'en été. Dans les régions que nous étudions, ce sont pratiquement les secteurs les plus occidentaux, presque les plus océaniques, qui sont les plus durement et les plus longuement touchés par le gel. L'Atlas climatologique du Portugal [103] montre que le gel n'épargne que les côtes proprement dites et pas partout. Les gels à la fois les plus nombreux, les plus précoces et les plus tardifs dans le sud du Portugal, se localisent dans la région d'Evora. Ainsi, Vendas Novas, à moins de 80 Km à vol d'oiseau de la côte, subit 40 gelées par an en moyenne. Ces conditions climatiques, extrêmement sévères ,excluent pratiquement les agrumes de tout l'Alentejo et de l'Estrémadure. On peut, néanmoins, rencontrer, ici et là, des orangers comme à Acebo dans la sierra de Gata. Mais, même dans les secteurs les mieux abrités, les récoltes sont aléatoires. Les Valenciens qui ont voulu implanter des orangers au sud de Badajoz ont perdu beaucoup d'argent avant de reconvertir leurs plantations. Aussi, les agrumes dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, ne peuvent-ils pas s'aventurer en dehors de l'Andalousie et de l'Algarve.

99. Calcul sur 11 ans.
100. Calcul sur 15 ans.
101. Le micro-climat urbain altère la valeur de ces données.
102. S. Daveau : « L'influence de la continentalité sur le rythme thermique au Portugal ». Finisterra. Vol. X, n° 9, 1975, 48 p.
103. Atlas Climatológico de Portugal Continental. Edição preliminar. Lisboa, 1974.

L'amandier, arbre méditerranéen par excellence, est lui-même mis en difficulté par les gels de février, surtout si janvier a été tiède.

	Moyenne du nombre de jours de gel en février	*Risque d'avoir du gel en février*
Benavila	2,07	0,67
Elvas	1,7	0,7
Zarza-Capilla	1,22	0,55
Vegas Altas	1,6	0,6
Cáceres	1,21	0,43

En Alentejo, deux années sur trois, la récolte d'amandes est endommagée ou détruite ; le risque est un peu moindre en Estrémadure. Cependant, pour presque toute la surface des régions que nous avons étudiées, le risque est insupportable et cela explique que l'amandier se localise surtout en Algarve et en Andalousie.

Le gel, possible dès novembre, exclut les récoltes de fruits tardifs, comme le raisin de table pour Noël, et la culture des primeurs. Seuls, certains fruits tempérés, pommes et poires, pêches dans les secteurs les mieux abrités, sont susceptibles de donner des résultats économiques intéressants. Encore, les risques climatiques existent-ils [104] :

	Nombre moyen de jours de gel au printemps	*Risque de gel en mars*	*Risque de gel en avril*
Benavila	0,4	0,26	0
Elvas	1	0,6	0,18
Zarza-Carpilla	2,22	0,44	0,22
Vegas Altas	0,6	0,33	0,1
Cáceres	0,43	0,21	0

Nous en déduisons que le printemps, saison intermédiaire, est particulièrement dangereux pour les arbres fruitiers. Le danger est cependant inégal selon les stations et cela n'a rien à voir avec la continentalité mais tient à des différences mineures d'altitude et à l'exposition. Vendas Novas, Montemor-o-Novo et Evora, proches du littoral, ont en moyenne au moins cinq jours de gel chaque printemps. Benavila, ainsi qu'une partie du

104. Les gels printaniers sont surtout redoutables pour le pêcher dont les fleurs s'épanouissent précocement et sont très fragiles. Les fleurs de poirier et de pommiers supportent un gel léger par temps calme. En général, les gelées de printemps ne sont pas assez fortes pour détruire la totalité ou la quasi-totalité de la récolte. Il y a toutefois des exceptions comme en 1977.

Ribatejo, sont privilégiés et c'est pour cela que de très nombreux vergers de pêchers ont été établis sur les terrasses des rivières.

L'olivier, plante méditerranéenne s'il en est, a besoin du froid hivernal pour fleurir en mai ou en juin. Il ne devrait pas souffrir. Cependant, les températures inférieures ou égales à −5° et, a fortiori, à −7°, provoquent des dégâts considérables. Or, des gelées aussi prononcées ne sont pas absentes.

	Risque de gel à −5°	*Risque de gel à −7°*
Benavila	0,06	0
Elvas	0,18	0,09
Zarza-Capilla	0,11	0
Vegas Altas	0,18	0
Cáceres	0	0

Ces minimums que nous avons observés sur une période courte et récente ne reflètent pas exactement les risques que peuvent encourir l'olivier et les autres arbres. Les minimums absolus peuvent descendre encore plus bas pendant toute la saison froide. C'est ainsi, que, dans la Tierra de Barros [105] où l'olivier couvre de vastes surfaces, on a relevé les minimums absolus suivants :

	Villanueva de la Serena	*Zafra*	*Almendralejo*
Novembre	2°	— 1°2	0°5
Décembre	— 2°	— 4°	— 1°5
Janvier	— 4°5	— 6°2	— 4°
Février	— 4°	— 8°4	— 8°
Mars	— 1°	— 9°	— 4°
Avril	1°	— 1°8	0°5
Mai	5°	— 1°3	4°5

Les espèces forestières elles-mêmes, en particulier l'eucalyptus, peuvent être sérieusement affectées par les gels hivernaux prononcés et les gelées tardives. Certaines années, les nouvelles plantations peuvent être détruites, surtout en altitude où se trouve la plus grande partie des reboisements.

105. Villanueva de la Serena et Zafra ne sont pas, à proprement parler, dans la Tierra de Barros mais à la périphérie. Les olivettes y sont nombreuses.

En définitive, c'est la vigne qui, malgré les risques de gel tardif, supporte le mieux les aléas thermiques. Ne craignant pas la sécheresse [106], elle peut être implantée, à la différence de l'olivier, sur tous les sols y compris les plus ingrats. Seuls les problèmes de marché et la législation l'ont empêchée de s'étendre à l'infini dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique. Toutes les autres plantations subissent le froid hivernal contre lequel il est difficile de lutter. La technique de l'aspersion sur la fleur avant le gel ne peut être utilisée en dehors des périmètres irrigués. Dans ceux-ci, cette technique n'a pas encore — à notre connaissance — été employée ; d'ailleurs, elle n'est pas complètement efficace.

c) Le risque climatique dans l'agriculture irriguée

Le sud-ouest de la Péninsule Ibérique dispose des grands périmètres irrigués que nous avons étudiés. Là, en principe, le risque du manque d'eau est exclu quel que soit le montant des précipitations dans la mesure où le volume d'eau accumulé dépasse le débit annuel des cours d'eau

En fait, seuls les très grands périmètres irrigués, comme les vegas du Guadiana, sont à l'abri des mésaventures. Il suffit de deux années sèches consécutives pour mettre en difficulté un périmètre irrigué de l'importance de celui du Caia. Or, le risque de voir se succéder deux années avec moins de 500 mm n'est pas négligeable.

	Risque d'avoir deux années sèches consécutives
Benavila	0,12
Elvas	0,21
Vegas Altas	0,20
Cáceres	0,46

Le risque augmente très vite à mesure que l'on pénètre à l'intérieur de la Péninsule Ibérique qui est plus sec. Dès lors, on peut observer non pas deux mais plusieurs années sèches qui se suivent. Ainsi, à Elvas, les années 1971 à 1976 n'ont respectivement reçu que 511,7, 383,6, 565,1, 415,5, 391,3 et 411,8 mm de précipitations. Cáceres, entre 1970 et 1974, n'enregistra que 402,1, 356,3, 486,6 et 348,9 mm. Ces séries d'années sèches entraînent une situation d'autant plus critique dans les périmètres irrigués que les réserves d'eau sont plus faibles. Ainsi, lors de la campagne 1975-76, il fallut réduire considérablement les surfaces irriguées dans le périmètre du Caia. Dès qu'une année devient sèche, il convient d'économiser l'eau et de réduire les rizières qui sont trop grosses consommatrices ; il importe alors de remplacer le riz par la tomate. Si la sécheresse

106. Seul le rendement baisse.

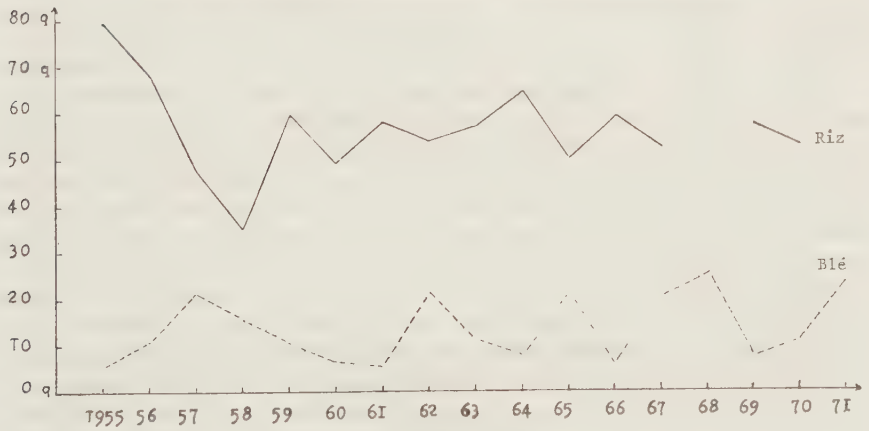
se prolonge sur plusieurs années, les petits périmètres irrigués, comme celui du Divor ou du Salor, doivent pratiquement abandonner toutes les cultures irriguées et faire une culture proche de l'agriculture sèche. Il en est de même en ce qui concerne les parcelles irriguées à l'aval des petits barrages collinaires.

A ce risque, susceptible de toucher l'ensemble des cultures irriguées d'un périmètre ne pouvant disposer de stocks d'eau suffisamment importants, s'ajoutent les risques propres à chaque culture. Il n'est pas envisageable ici, bien que ce soit du plus haut intérêt agronomique et économique, de calculer les risques pour chaque culture, ceci, bien que la diversification des cultures soit faible, les primeurs étant exclus. Par contre, pour certaines cultures essentielles comme le tabac qui réussit à merveille dans le milieu méditerranéen, nons sommes dépourvu du matériel statistique adéquat. En effet, le tabac craint surtout la grêle qui ne frappe que localement et qui apparaît mal dans les bulletins climatiques où on se contente de signaler les orages [107]. Aussi, nous avons concentré nos recherches sur le riz et la tomate qui sont les cultures irriguées les plus importantes en dehors des vergers que nous avons étudiés par ailleurs.

— Les risques de la culture du riz

Le riz est certainement la culture qui présente le moins de risques dans le climat méditerranéen et il est significatif de comparer, dans une même exploitation, les rendements obtenus, année après année, en blé et en riz.

Rendements obtenus dans la herdade d'Outeiro

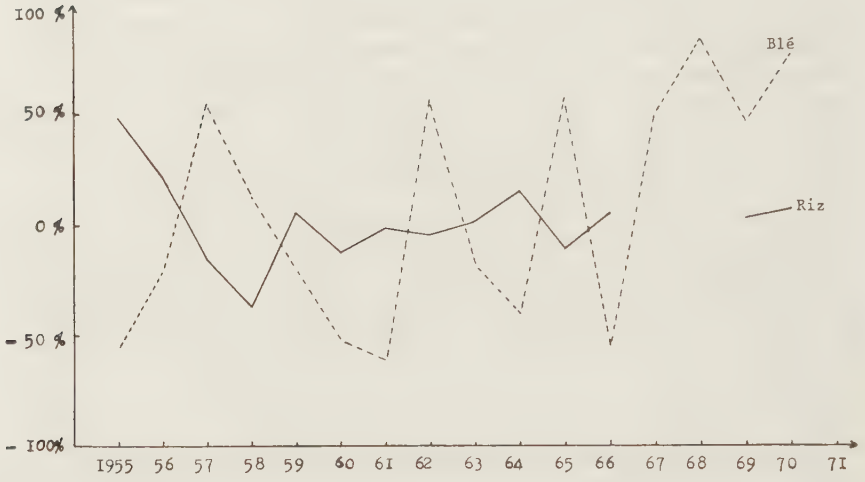


[Fig. 84]

107. En espagnol tormenta ; trovoada, en portugais.

Les différences apparaissent plus nettement si l'on met côte à côte les écarts relatifs des rendements obtenus.

Ecart relatif des rendements obtenus dans la herdade d'Outeiro



[Fig. 85]

Le riz apparaît comme étant une culture sûre, donnant des rendements élevés et réguliers. Ceci serait encore plus net s'il n'y avait pas les premières années qui faussent quelque peu les résultats. En effet, les hauts rendements des années 1955 et 56 sont dus au fait qu'il s'agissait de terres vierges. La mauvaise récolte de 1958 est la conséquence du manque d'eau. La véritable exploitation du riz, dans des conditions normales, ne commence qu'en 1959. Dès lors, les rendements oscillent entre 50 et 60 q/ha. Ce sont les résultats qui sont presque partout obtenus dans la Péninsule Ibérique, un peu plus élevés ou un peu plus bas selon que le riz est semé ou repiqué. Cependant, les résultats sont toujours réguliers dès que l'on dispose d'un volume d'eau suffisant.

Cette absence de risque provient de la protection fournie par la pellicule d'eau dont le riz est recouvert aux périodes critiques. Toutefois, la riziculture avec ensemencement direct est légèrement plus risquée que celle utilisant la technique du repiquage. Dans le premier cas, les semences de riz déjà germées sont disséminées dans l'eau ; ce début de germination est utile car, quand on assèche ou quand on inonde la rizière, les grains risqueraient de se déplacer et de s'accumuler de façon inopportune. Puis, immédiatement, on assèche la rizière pendant deux jours pour lui donner du soleil et on remet l'eau. Ce sont ces deux jours qui sont

dangereux car, s'il survient une nuit froide avec des températures inférieures ou égales à 5°, le riz peut subir des dégâts.

	15 avril-30 avril		*1er mai-15 mai*	
	Nombre moyen de nuits avec t° ⩾ 5°	Risque	Nombre moyen de nuits avec t° ⩾ 5°	Risque
Benavila	0,5	0,44	0,19	0,19
Elvas	1,64	0,72	0,45	0,45
Vegas Altas	4,1	0,7	3,2	0,6
Cáceres	0,57	0,35	0,64	0,29

Il ne faut pas exagérer le risque engendré par ces minimums nocturnes de fin avril ou du début mai et on peut l'éviter en ne semant que quand les températures sont élevées. Si, par malchance, on est surpris par une chute brutale des températures, on peut atténuer les dégâts en recouvrant rapidement le riz d'eau.

Quoi qu'il en soit, ce problème n'existe pas quand on procède par repiquage comme le font les colons des Vegas Altas. Le riz est semé alors en pépinière, entre la fin mars et la fin avril, dans des casiers bien aplanis et petits où l'on peut réagir très vite en faisant entrer ou sortir l'eau rapidement. Le repiquage a lieu à la fin du mois de mai ou en juin ; tout risque a alors disparu. Notons que sous les latitudes tropicales où les nuits sont chaudes, le problème des minimums nocturnes ne peut pas se poser.

Des températures estivales anormalement basses peuvent provoquer l'apparition et le développement de pericularia, sorte de poccinea, qui font des ravages. Cela arrive quand les minimums nocturnes tombent avec fréquence en dessous de 12°. Les nuits sont alors froides et il est nécessaire, lors du paseo par exemple, de prendre la précaution de se vêtir d'un lainage. Pour que les pericularia se propagent, il faut que ces températures anormalement basses durent un certain nombre de jours. Or, il est rare que l'on puisse observer huit nuits avec des minimums inférieurs ou égaux à 12°. Cette situation se produit une fois tous les dix ans à Vegas Altas. Ce fut le cas en juillet 1973 où les minimums nocturnes dépassèrent 15 fois le seuil ; on releva huit minimums inférieurs ou égaux à 10° et, une nuit, on enregistra 7°.

Mais, là aussi, les riziculteurs ne se trouvent pas démunis car ils peuvent employer des variétés de riz assez résistantes aux pericularia ; par contre, le riz chinois, autrefois le plus utilisé, y était très sensible.

La maturation du riz peut alors s'opérer sans histoire en octobre ou en novembre. S'il pleut, le riz le supporte bien et cela n'a aucune importance. En définitive, le riz est une culture très peu risquée et qui convient à merveille. La culture de la tomate est plus délicate.

— Les risques de la culture de la tomate

La tomate redoute avant tout le mildiou qui prolifère quand les températures sont peu élevées et qu'il pleut. Le danger peut devenir sérieux au printemps et à la fin de l'été — début de l'automne.

Au printemps, le mildiou peut se développer tant que les températures diurnes restent inférieures à 25°. Au delà de ce seuil, le danger est écarté. Pour n'avoir aucun problème, il convient de pouvoir disposer dans l'été d'au moins 90 jours où les maximums sont supérieurs ou égaux à 25°.

Moyenne du nombre des jours ayant des maximums thermiques supérieurs ou égaux à 25°

	Juin	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Total*
Benavila	23,3	30,1	30,6	23,7	107,7
Elvas	22,7	30,7	30,4	25,2	109
Zarza-Capilla	22,6	30,6	30,6	24,8	108,6
Vegas Altas	21,5	30,1	31	25,2	107,8
Cáceres	22,5	30,5	30,6	22	105,6

L'été arrive en même temps partout ; on dirait même qu'il est plus en avance à l'ouest de la Péninsule puisque c'est Benavila qui bénéficie, en juin, du plus grand nombre de maximums. De toute façon, le risque de ne pas pouvoir disposer de 90 maximums égaux ou supérieurs à 25° est extrêmement réduit.

	Risque de ne pas avoir 90 maximums $\geqslant$ *25°*	*Risque d'avoir plus de 110 maximums* $\geqslant$ *25°*
Benavila	0	0,54
Elvas	0	0,54
Zarza-Capilla	0	0,5
Vegas Altas	0	0,4 [108]
Cáceres	0,08	0,46 [108]

108. Deux années sur dix bénéficient de 108 et 109 maximums $\geqslant$ 25°.

Dans toute la région que nous étudions, il y a presque toujours au moins 90 jours avec des températures supérieures ou égales à 25°. Pendant la période que nous avons considérée, une fois en treize années il n'y que 88 jours avec les températures souhaitées. Ainsi, Estrémadure et Haut-Alentejo sont donc particulièrement bien placés pour cultiver la tomate. Les risques de ne pas avoir des températures suffisantes sont inexistants. Ce n'est pas le cas des régions littorales. Là, le nombre de jours où les maximums sont égaux ou supérieurs à 25° est faible : dix jours à Peniche, 30 à Nazaré, 60 à Sines et Vila do Bispo. Au Portugal, l'isorithme 90 jours ayant des températures supérieures ou égales à 25° passe par Monchique, Oeiras, Setúbal, Rio Maior et laisse à peu de distance Idanha-a-Nova.

Les pluies, bien évidemment, favorisent aussi le développement du mildiou. C'est surtout la répétition des pluies qui est gênante car elle lave les feuilles et oblige à multiplier les traitements. Certaines années, il est indispensable de traiter au zinc actif tous les trois ou quatre jours ou au manganèse actif tous les dix jours. Ces traitements sont fort onéreux et l'idéal est de ne pas subir le mildiou ou d'en avoir très peu dans la mesure où il est difficile de le dominer par les traitements. La première période dangereuse se situe au mois de juin. Les chutes de pluies peuvent y être abondantes et nombreuses [109]. Les attaques du mildiou sont plus graves en automne, pendant les mois de septembre et d'octobre. Les chutes de pluies s'ajoutent alors à des températures qui peuvent devenir très fraîches. Les plants de tomate sont alors affaissés et les cultivateurs n'ont plus le courage de multiplier les traitements pour enrayer le mildiou. Pourtant, il reste encore 10 ou 15 t/ha de fruits qui représentent le bénéfice. Dès que les chutes de précipitations dépassent 50 mm au mois de septembre [110], les grandes attaques de mildiou risquent de faire perdre le bénéfice de l'année agricole.

Néanmoins, Alentejo et Estrémadure sont, dans l'ensemble, très favorables à la culture de la tomate. C'est pour cela que cette région est devenue en dix ans l'une des plus grandes régions productrices de ce légume du monde. Cependant, Estrémadure et Alentejo ne sont pas également favorables à cette culture et des nuances doivent être faites à mesure que le climat devient plus continental à l'intérieur de la Péninsule Ibérique. En effet, la tomate craint les très fortes températures estivales. Les températures diurnes trop élevées, dès que les maximums égalent ou dépassent 35°, stérilisent le pollen et dépigmentent les fruits (la peau de ceux-ci comporte des brûlures cause de la dépigmentation). Ces effets s'aggravent à mesure que les températures sont plus élevées.

109. Le risque en a été calculé à la page 896.
110. Ibid., à la page 892.

Moyenne du nombre de jours dans l'été ayant des maximums diurnes égaux ou supérieurs à 35°

	Juin	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Total*
Benavila	2,2	6,2	7,1	2,3	17,8
Elvas	1,9	11,3	9,3	1,1	23,6
Zarza-Capilla [111]	3,6	21	16,4	2,4	43,4
Vegas Altas [112]	4,4	19,8	14,6	3,9	42,7
Cáceres	1,7	8,6	7,3	1,7	19,3

	Risque d'avoir dans un mois 10 jours avec une t° ⩾ 35°	*Risque d'avoir dans l'été 20 maximums ⩾ 35°*	*Risque d'avoir dans l'été 50 maximums ⩾ 35°*
Benavila	0,43	0,37	0
Elvas	1	0,8	0
Zarza-Capilla	1	1	0,3
Vegas Altas	1	0,9	0,3
Cáceres	0,8	0,5	0

Nombre moyen de jours dans l'été avec des maximums ⩾ 40°

	Juin	*Juillet*	*Août*	*Septembre*	*Total*
Benavila	0,12	0,44	0,31	0	0,87
Elvas	0,2	0,6	0,3	0,1	1,2
Zarza-Capilla	0,6	4,1	1,4	0,4	6,5
Vegas Altas	1	4,4	2,8	0,8	9
Cáceres	0,08	0,08	0,25	0	0,41

	Risque d'avoir dans l'été un maximum ⩾ 40°	*Risque d'avoir dans l'été 5 maximum ⩾ 40°*	*Risque d'avoir dans l'été 10 maximum ⩾ 40°*
Benavila	0,5	0,06	0
Elvas	0,6	0,1	0
Zarza-Capilla	1	0,7	0,1
Vegas Altas	0,8	0,4	0,3
Cáceres	0,4	0	0

111. Calcul sur sept années seulement.
112. Calcul sur neuf années.

RECOLTE MECANISEE DES OLIVES

Phot. 95 et 96

Les deux photographies montrent un Sock-wavesaker au travail.
L'engin est autotracté et la chute des fruits s'effectue sur des feuilles de plastique préalablement étendues. Cette machine est fabriquée par l'O.M.I. (Orchard Machinery Industries).
La récolte est semi-mécanisée.

RECOLTE MECANISEE DES OLIVES

Phot. 97

Matériel Longinotti (Italie) autotracté.
Les olives qui tombent sont recueillies dans une sorte d'entonnoir en toile et une soufflerie fonctionne pour éliminer feuilles et brindilles.
La récolte est totalement mécanisée.
Prises de vue : João Mário Tavares.

Phot. 98

Machine à l'arrêt vue de l'avant. La machine est munie d'une barre de coupe et les plants sont propulsés sur un tapis roulant. Sur le côté, quatre à cinq femmes peuvent prendre place pour éliminer les mottes de terre et les diverses impuretés.

Phot. 99

Vue de l'arrière, machine en fonctionnement. Les rameaux sont rejetés au sol et les tomates sont déversées dans la remorque d'un tracteur qui suit la ramasseuse.

Phot. 100

Herrera del Duque.

Il y a seulement 20 ans, un grand nombre de travailleurs (bergers, vachers, porchers, chevriers, yunteros) vivaient une grande partie ou la totalité de l'année en chozos (ou chozas). La choza est une maison rudimentaire fabriquée, le plus souvent, de matériaux végétaux (paille ou genêts). L'ensemble est ficelé et, dans nombre de cas, le faîtage est consolité par un filet. Le sol est soit en terre battue soit recouvert de briques jointives. La choza est dépourvue de cheminée et de fenêtres. Le foyer est au centre à même le sol, et la fumée s'échappe par la porte. En général, l'habitat se compose de trois ou quatre chozas : l'une sert de cuisine, l'autre de chambre à coucher et une autre de dépôt. A cela s'ajoutent, construits de façon plus sommaire, un abri pour la mule et un poulailler. Les chozas ont été massivement remplacées par un habitat en dur dans les années 60 ; les dernières chozas ont été désertées au début des années 70.

Phot. 101

Certaines chozas, considérées comme luxueuses, étaient bâties en dur. Elles ont aussi été abandonnées pour un habitat plus évolué avec pièces séparées.

Phot. 102

Herrera del Duque.

En général, non loin des chozas, des maisons ont été construites. Bien souvent, l'amélioration de l'habitat s'est opérée en deux phases comme on peut le voir sur la photographie.
L'élément de gauche a été bâti vers 1960 et contient deux petits pièces : une cuisine et une chambre à coucher. En 1972, une nouvelle maison, plus grande et mieux construite, a été édifiée sur le même modèle. En 1975, la ménagère n'avait pas encore utilisé la nouvelle cuisine de peur de la salir. Parquée devant la maison, se trouve l'automobile du berger. La possession, maintenant généralisée en Estrémadure, d'un véhicule rompt l'isolement des travailleurs. La femme et les enfants peuvent désormais vivre dans leur maison au village, la plus grande partie de l'année.

Phot. 103

Campanario.

Dans la Serena, les chozas ont généralement été remplacées par d'importantes maisons à cour fermée comprenant bergerie, atelier d'engraissement, fromagerie, hangar et habitations.
Nous voyons ici tout le capital d'exploitation d'un fermier : troupeau et matériel.

LES DIFFICULTES DU MICROFUNDIUM

Phot. 104

Vidigueira.

Certaines parcelles de vigne sont abandonnées dans un des rares vignobles alentejans.
Même la vigne n'est plus toujours en mesure d'assurer la survie de la petite exploitation familiale. Pour les exploitations de moins de 5 hectares, il faut un système de production agricole plus intensif et qui, surtout, laisse un produit net supérieur : il y en a peu.

Phot. 105

Début avril 1978, aux environs d'Estremoz.

L'excès des précipitations hivernales a engendré le pourrissement des racines La récolte de 1978 est gravement compromise quoi qu'il arrive.

Phot. 106

Mi-avril 1978, aux environs d'Estremoz.

Les autorités portugaises ont importé des semences d'avoine sélectionnées nor végiennes.
Les résultats sont décevants ; ces semences, en Alentejo, ont eu un pouvoir productif très faible. La récolte est compromise.

Phot. 107

Août 1976, près de Santa Eulália.

1976 a été proclamée « année du maïs » par les autorités révolutionnaires portugaises.
Cela n'a pas suffi pour faire pousser le maïs de sequeiro après un printemps sec et une année sèche. Le maïs n'a pas germé sur les flancs et les sommets des versants même très faiblement inclinés. Le résultat est un peu moins mauvais dans les fonds.
Le rendement en grain sera proche de zéro.

Phot. 108

Août 1976, près d'Estremoz.

Les terres sont « fracas », leur pouvoir de rétention en eau est très faible. Les dirigeants d'une UCP ont voulu intensifier leur système de production agricole en faisant entrer, comme sur les barros, le tournesol dans l'assolement. Le rendement sera voisin de zéro.

Le nombre des maximums égaux ou supérieurs à 35° et 40° croît à mesure que le climat devient plus continental, l'effet de continentalité jouant à plein en été. Ainsi, le Portugal est dans l'ensemble plus favorisé que l'Espagne pour produire des tomates destinées à l'industrie. Néanmoins, les seareiros portugais ne négligent pas ce danger et aiment planter les tomates le plus tôt possible afin de commencer la récolte rapidement et d'enlever au plus vite la plus grande quantité de fruits ; les premiers, c'est-à-dire ceux situés à la base du pied, sont d'excellente qualité.

2 — *REFLEXIONS SUR LE RISQUE CLIMATIQUE*

Le risque, beaucoup plus encore que dans l'Europe humide, est une composante essentielle de l'activité agricole. C'est ainsi que l'agriculture du sud-ouest de la Péninsule Ibérique, nous l'avons vu, connaît des limites étroites. Confronté à ces difficultés, l'agriculteur peut avoir deux attitudes opposées. La première, celle à laquelle l'agriculteur a traditionnellement eu recours, est de composer avec ces dures réalités et de faire de la polyculture ; diversifier les activités, c'est aussi diluer le risque. C'est une réaction aussi logique que classique et bien connue partout dans le monde. Cependant, rares sont les pays qui aident sérieusement les agriculteurs contre les intempéries qui les désarment et les plongent, certaines années, dans de cruelles difficultés [113].

Le risque est donc responsable de l'attitude prétendument passéiste que les citadins attribuent si volontiers aux agriculteurs. Ceux-ci, nous l'avons à diverses reprises démontré, n'ont d'autre recours contre l'adver-

113. La Suède, pourtant, a mis au point un système d'aide modèle, véritable assurance contre le risque. Les agriculteurs payent pour chaque Kg de viande ou de céréales produit, cet argent étant versé sur un fond spécial alimenté pour moitié par l'Etat. Pour pouvoir bénéficier de l'assurance, les exploitants doivent utiliser la technologie recommandée. Comme leur rémunération est identique même si le climat est défavorable, les agriculteurs suédois n'ont pas peur d'appliquer immédiatement les directives agronomiques. Leur réaction serait bien différente si ce système d'assurance ne leur conférait pas la sécurité ; nombre d'entre eux resteraient paralysés après avoir subi des déboires coûteux et hésiteraient avant de modifier leur système de production agricole dans le sens de l'intensification. Au Portugal, M. Feio avait proposé à l'Etat deux solutions pour encourager la culture du blé. En premier lieu, il suggéra de faire assumer le risque de la culture par l'ensemble de la nation et d'adopter un prix mobile pour le blé-donc pour le pain-qui varierait en fonction de la récolte. Au cas où cette solution serait impraticable, il pensa que l'on pourrait donner aux céréaliculteurs un « différentiel » de prix, les mauvaises années, fourni par une caisse alimentée par ce que l'Etat gagne en procédant à des importations ; plus l'année est mauvaise ,plus l'Etat est contraint d'importer et plus le « différentiel » de prix est important.

(M. Feio : « Situação económica e perspectivas da cultura do trigo ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Publicação n° 10. Beja, 1963. 21 p. Voir pp. 17 et 18).

sité climatique qui les dépasse que de comprimer au maximum les coûts de production. Cela est particulièrement vrai pour la céréaliculture du sud-ouest de la Péninsule Ibérique. En effet, quand le climat n'est pas favorable, c'est celui qui a le moins mis d'engrais qui gagne le plus ; les rendements sont alors, dans tous les cas, bas. Si l'année est climatiquement favorable, celui qui a épandu des engrais obtient de bien meilleurs rendements que celui qui ne l'a pas fait. Mais, ce dernier a néanmoins une récolte honorable qui le satisfait.

Devant un tel dilemne, face au risque climatique, une autre attitude est possible, en céréaliculture du moins. Celle-ci est un des éléments fondamentaux du « message » de Prates Canelas [114]. Ce dernier, plutôt que de diluer le risque, préfère jouer avec lui, l'affronter en quelque sorte. Pour gagner, il convient de semer peu les mauvaises années et énormément les bonnes. Si on réussit, la marge brute est fantastique. Une simple augmentation de rendement de 5 q/ha double la marge brute et ces quintaux supplémentaires ne dépendent que du climat, seul facteur de production gratuit. Or, avec la même technologie, on peut obtenir, selon les années, 8 ou 30 q/ha. Pour mieux se rendre compte des différences extraordinaires de gain si l'exploitant accepte et peut jouer [115], on peut établir les comptes suivants valables pour le Portugal en 1974. Il fallait alors obtenir 13 q/ha de blé sur sol léger et 15 q/ha sur sol lourd pour que la marge brute soit égale à 0. Un Kg d'azote coûtait 15 escudos ce qui peut engendrer une production de 12 Kg de blé supplémentaire, soit quelque 50 escudos. Si le climat est défavorable, l'agriculteur perd 15 escudos, ce qui est considérable ; dans le cas contraire, il gagne 35 escudos, ce qui est énorme.

Ainsi, dans la géographie du risque climatique, les rendements moyens n'ont pas plus de sens que la moyenne des précipitations dans les régions désertiques chaudes. Plus le risque survient tardivement dans l'année agricole, plus il est difficile de l'esquiver. La céréaliculture d'hiver est un domaine privilégié dans la mesure où, dès l'automne, on peut se faire une idée des rendements que l'on peut espérer obtenir. Le plus souvent, il en va autrement et la recherche du profit maximum ne va pas toujours dans le sens d'une augmentation de la production par l'intermédiaire d'une augmentation des investissements comme dans les agricultures qui n'ont que des risques réduits donc supportables. Dès lors, l'exploitant doit surtout abaisser ses coûts de production.

De plus, cette géographie du risque permet une meilleure compréhension du milieu méditerranéen vu sous l'angle de la production agricole. En d'autres termes, elle sert à mieux estimer les potentialités agricoles du milieu méditerranéen en les comparant — au moins sommairement — à celles d'autres milieux.

114. Nous ne sommes pas sûr que Prates Canelas ait la paternité de ce système qui est certainement utilisé ailleurs. Au Portugal même, d'autres exploitants, comme M. Feio, ont adopté face au risque la même attitude.

115. Pour pouvoir jouer, il faut disposer d'un bon train de culture.

3 — *LES POTENTIALITES AGRICOLES DU SUD-OUEST DE LA PENINSULE IBERIQUE COMPAREES A CELLES D'AUTRES MILIEUX*

En définitive, le milieu méditerranéen, sauf exception, n'est pas très favorable à l'agriculture. Déjà, en 1965, M. Feio, dans un petit travail qui garde toute sa valeur [116], se demandait ce qui pourrait produire le Portugal dans l'hypothétique cadre d'une économie mondiale ouverte. Dans ces conditions, les facteurs naturels seraient à même de jouer à plein et l'on pourrait, sans les barrières douanières, en apprécier exactement le poids. Il s'agirait, en somme, d'imaginer quels « belts » il y aurait dans les différentes nuances du climat méditerranéen et dans les autres climats du monde. Ces belts utopiques, parce qu'ils supposent la circulation libre des produits agricoles, résoudraient certainement mieux les problèmes alimentaires du monde que le compartimentage dans lequel nous vivons. La conclusion de M. Feio avait été pessimiste : « Le climat de type méditerranéen du Portugal est défavorable à la plupart des cultures ... ».

Comparé aux autres milieux tempérés européens, océanique ou continental, le milieu méditerranéen apparaît comme étant assez mal partagé par la nature. Dans son ensemble, il n'a pas de vocation pour la céréaliculture sèche ; il n'est pas bien armé pour l'élevage sauf des moutons et des porcs quand il y a des chênes verts ; il est mauvais pour faire de l'agriculture irriguée en raison des pluies et du gel. Par contre, il a de sérieux atouts pour la vigne, l'olivier, le liège, certains fruits et légumes, en culture irriguée ou non, et le riz. En ce qui concerne les légumes, la plupart poussent très bien mais beaucoup posent des problèmes. Ainsi, la pomme de terre donne de bons rendements mais il est impératif de la conserver en chambre froide ; dans la terre, au contraire de l'Europe humide, elle pourrit ou est attaquée par les insectes. Les petits pois peuvent aussi avoir d'excellents rendements mais mûrissent très vite quand la chaleur vient. Il faudrait tout pouvoir ramasser en deux ou trois jours et consommer ou mettre en conserve la récolte dans les huit jours. C'est impossible et les petits pois deviennent trop durs pour la conserve. Cela explique la mauvaise qualité des conserves yougoslaves de petits pois ; en Italie du nord, pour pallier cet inconvénient, les conserveries importent des petits pois.

Par contre, en comparaison avec la plupart des milieux tropicaux, humides ou secs, le milieu méditerranéen apparaît comme plus favorisé et ses rendements sont nettement plus élevés [117]. Jen-Hu-Chang se demande

116. M. Feio : « Clima e ocupação agrícola de Portugal ». Revista Geographica n° 1, 1965, 9 p.

117. Les effets du climat tropical humide sont particulièrement bien analysés par Jen-Hu-Chang dans « Potential photosynthesis and crop productivity ». Annals of the Association of American Geographers. Vol. 60, 1970, pp. 92 à 101.

pourquoi les rendements moyens des cultures dans les régions chaudes et humides sont si bas comparés à ceux des régions tempérées. Cela peut provenir des conditions naturelles ou des techniques utilisées ou des deux facteurs à la fois. On a souvent insisté sur le caractère sous-développé des agricultures tropicales, des techniques archaïques, des structures agraires inadéquates, etc... Ne suffirait-il pas, en somme, de généraliser les importations de technologie des pays développés pour obtenir des rendements similaires ou supérieurs ? En d'autres termes, à niveau technique égal, le monde tropical ne devrait-il pas écraser les autres milieux du fait de ses possibilités de pratiquer deux cultures annuelles et de pouvoir produire à contre-saison ? Pour Jen-Hu-Chang, reprenant les travaux de divers chercheurs américains, les conditions naturelles des pays tropicaux sont beaucoup plus mauvaises, sauf pour un petit nombre de produits, que celles des milieux à saisons thermiques. Tout, en effet, va à l'encontre des pays tropicaux. Il y a, en premier lieu, les problèmes de conservation de la fertilité des sols, résolus depuis longtemps dans les milieux tempérés par addition de fertilisants minéraux et, accessoirement, par des engrais verts [118], qui se posent en termes aigus dans les climats tropicaux. Là, l'accumulation de grandes quantités de matière organique est difficile en raison de la décomposition rapide de celle-ci et les engrais verts sont sans effet ; ils peuvent même avoir des effets temporairement préjudiciables [119]. De même, il a été vérifié qu'un couvert de légumineuses en Afrique agit comme un couvert de graminées en ce qui concerne la fertilité du sol.

A ce problème de la fertilité du sol, s'ajoute celui de la diversification des cultures. De nombreuses plantes sont gênées par l'absence de variation de la longueur du jour et de la nuit. D'autres exigent des jours longs ou courts pour la floraison. Jen-Hu-Chang cite le cas de l'oignon qui croît très bien au Costa Rica mais ne produit pas de bulbe. L'absence de saison thermique est un handicap supplémentaire car nombre de plantes exigent une vernalisation pour se développer normalement et fructifier. Tout cela réduit considérablement les possibilités de diversification des cultures. Les pays tropicaux sont pratiquement acculés à la monoculture qui aggrave les problèmes de conservation de la fertilité des sols. Les tentatives de diversification des cultures ont échoué aussi bien à Cuba qu'à Hawaï où seuls quelques fruits comme les ananas, avocats, mangues et goyaves ont réussi. Cela permet de comprendre que l'économie de plantation est difficile à remplacer même si on modifie son contenu humain. C'était, et cela reste, la meilleure forme de mise en valeur. Les plantations ne peuvent fournir que quelques produits dont le marché mondial est périodiquement saturé. En aucun cas, elles ne

118. La matière organique fixe l'azote, améliore la structure physique du sol et fournit de l'anhydride carbonique qui aide à libérer les fertilisants minéraux.

119. Enterrer les résidus d'une récolte entraîne la prolifération des micro-organismes qui dévorent la matière organique. Aussi, si l'engrais vert est enterré, la culture à venir exige une plus grande quantité d'engrais azotés.

peuvent résoudre les problèmes alimentaires. Ceux-ci ne peuvent l'être que grâce aux céréales. Or, les pays tropicaux sont particulièrement défavorisés dans ce domaine en raison de l'absence de contrastes dans la longueur et les températures diurnes. Les plantes croissent grâce à la photosynthèse [120] rendue possible par la chlorophyle. Le taux de photosynthèse d'une feuille augmente avec la radiation solaire jusqu'à un seuil de saturation. Tout cela se fait pendant le jour et la température a peu d'importance au delà d'un certain seuil. Cette photosynthèse qui ne se fait que pendant le jour, et par les seules feuilles, s'oppose à la respiration qui est permanente et affecte toutes les parties de la plante. Cette respiration augmente linéairement avec les températures et fait perdre une partie du produit de la photosynthèse. Plus cette respiration est élevée, plus les déperditions sont élevées. Elles le sont dans les climats tropicaux plus qu'ailleurs et l'exubérance de la végétation équatoriale ne doit pas faire illusion. En effet, les déperditions sont partout fortes pendant le jour, elles sont plus faibles pendant la nuit dans les climats qui ont des minimums nocturnes. Or, pour les céréales, les variations thermiques saisonnières et diurnes ont une grande importance dans la mesure où les nuits fraîches et la baisse des températures de fin d'été et du début de l'automne permettent un transport prolongé de l'hydrate de carbone vers le grain. La maturation se fait alors dans de bonnes conditions et le poids du grain, donc le rendement, est élevé. C'est le contraire qui se produit quand les températures restent constamment élevées. C'est ainsi que M. Feio a pu montrer que les rendements maximums du blé en Europe se situent près de la limite septentrionale de cette culture. Il n'en va pas autrement pour le riz. Jen-Hu-Chang [121], pour la période de 1962-65, a relevé les rendements moyens suivants :

Espagne	62,6 q/ha
Australie	60,5
R.A.U.	54,7
Italie	52,7
Japon	52,2 [122]
Portugal	46,7
Yougoslavie	39,6
France	40,8
Taïwan	34,9
Viet-Nam	20,7
Cuba	16,1
Inde	15,1

120. Sauf pour certaines comme les champignons, bien entendu.

121. Jen-Hu-Chang : « O potencial agrícola das regiões tropicais húmidas ». Luanda, 1973, 47 p.

122. Il peut être étonnant de trouver le Japon dans le peloton de tête puisque, dans un pays de mousson, le riz ne bénéficie pas de forts contrastes thermiques diurnes et subit l'action des maladies cryptogamiques dues à l'atmosphère humide (ce facteur est sensible : à Goa par exemple, la production moyenne de paddy est de 25 q/ha en Kharif et 32 q/ha en Rabi). Mais, les

La production moyenne des pays tropicaux s'élevait à 1 570 Kg/ha alors que celle des pays tempérés arrivait à 5 000. Certes, une partie de la différence peut venir des techniques. Il ne faut rien exagérer car, sous les tropiques, les riziculteurs travaillent de façon très minutieuse et, finalement, très scientifiquement [123]. Les rendements faibles sont essentiellement le résultat des conditions naturelles, surtout si l'on tient compte des difficiles problèmes phytosanitaires et des attaques des insectes [124]. Pour Jen-Hu-Chang, il sera difficile d'augmenter considérablement la production de riz des pays tropicaux humides. Le milieu idéal pour cette culture se situe sur sa limite septentrionale : c'est le milieu méditerranéen où l'atmosphère sèche n'est guère propice au développement des cryptogames. Là, une seule récolte peut en égaler deux, trois ou quatre en milieu tropical, tout en permettant l'élevage. Il est étonnant dans ces conditions, que Papadakis n'ait pas rangé les régions méditerranéennes dans le climat du riz.

En outre, on constate, dans les pays tropicaux, une baisse de la qualité des fruits et des légumes et cela est un énorme frein pour produire ces denrées à contre-saison : la qualité de la tomate, pour ne prendre qu'un exemple, baisse en raison des températures nocturnes très élevées.

Les milieux tropicaux sont donc les milieux les plus défavorables pour la production agricole [125]. A cela s'ajoute le plus faible niveau de développement des pays tropicaux. Ainsi, sous les tropiques humides, le taux d'application des engrais est deux fois plus faible que la moyenne mondiale parce que ce sont les pays développés qui les produisent. L'agriculteur du sud-est asiatique les paiera trois fois plus cher que son homologue japonais. Mais, il est bon de le répéter, les techniques européennes, japonaises et américaines ne peuvent compenser le handicap. Les Européens, sous les tropiques, ont fait des ravages et accéléré l'érosion ne serait-ce qu'en tenant propres leurs plantations : c'est ce qui est arrivé dans les plantations de thé et d'hévéas à Ceylan et en

riziculteurs japonais passent leur temps à pulvériser des anticryptogames pour lutter contre les maladies. De plus, le Japon bénéficie au maximum de la latitude avec de forts contrastes dans la longueur des jours et des nuits. Enfin, les hauts rendements s'expliquent par des raisons diverses qui se cumulent : le riz n'est cultivé que sur les alluvions pratiquement ou dans les plaines avec des sols riches, le travail est minutieux et rappelle les pratiques jardinatoires, les techniques sont très bonnes et le prix du riz est très élevé (le double de celui du Portugal au début des années 70). Toutes ces raisons suffisent à expliquer que les rendements moyens soient meilleurs qu'au Portugal où le riz est souvent cultivé sur les sols les plus mauvais (comme dans le périmètre irrigué du Caia ou dans des secteurs déjà trop frais pour le riz comme dans le Vouga). Cependant, le Japon arrive assez loin derrière l'Espagne et l'Australie qui bénéficient de conditions naturelles optimums.

123. Les bas rendements de l'Inde viennent, pour l'essentiel, des conditions naturelles et, secondairement, de l'archaïsme des techniques.

124. Parmi les cultures industrielles pratiquées sous les tropiques, seul l'hévéa ne fait l'objet d'aucune attaque.

125. Les climats polaires exceptés.

Malaisie. Les herbes infestantes sont utiles pour préserver le sol et ne sont que très peu préjudiciables aux rendements [126], par contre, les cultures intercalaires sont nuisibles.

Le monde méditerranéen est une transition entre les milieux tropicaux et tempérés, tout en étant un milieu tempéré. Cependant, le milieu méditerranéen est divers et il est facile d'y discerner des nuances qui sont d'une importance considérable en agriculture.

Jusqu'aux années 60, la nuance la plus intéressante était certainement celle qui permettait la culture des agrumes. C'est la « Citrus zone » de Papadakis dont la moyenne des maximums diurnes du mois le plus froid est située entre 10 et 21°, la moyenne des minimums diurnes du mois le plus froid supérieure à 8° et la moyenne des maximums diurnes du mois le plus froid supérieure à 21°. La culture des agrumes est possible, entre autres, à Nice, Casablanca, Barcelone, Séville, Stawell (Australie), San Francisco, San Diego, Sacramento, Sousse, Santiago, Thera (Grèce), Alger et Naples. Toutes ces régions ne connaissent que peu le gel et ont la possibilité de détenir une grande culture d'exportation.

Aujourd'hui, à l'intérieur de ce climat des agrumes, c'est la nuance du climat méditerranéen subaride — c'est le « subtropical semiarid mediterranean » de Papadakis — qui devient privilégiée. On le rencontre à Beit Shean (Israël), Sfax, Riversdale (Australie), Murcie, Derna (Liban), Agadir, Benghasi, Werai (Australie). Cette nuance subaride permet de produire fruits et légumes à contre-saison. Dans la Péninsule Ibérique, c'est le sud-est semi-aride, avec les provinces de Murcie et d'Almería, qui est en train d'exploiter sa rente climatique. C'est la région la mieux placée pour fournir à l'Europe industrielle les haricots verts et les raisins frais pour Noël, les légumes et les fraises au début du printemps. Comme autre avantage déterminant, les pluies sont très peu abondantes et la saison sèche très longue, la culture irriguée peut se faire dans les meilleures conditions en été ou en hiver.

La nuance de tout temps la moins intéressante, et celle qui le reste, c'est la nuance méditerranéenne continentale bien caractérisée à Elvas, Cáceres et Vegas Altas. Là, les gels de fin d'automne, d'hiver et de début de printemps, interdisent non seulement les agrumes et les cultures à contre-saison mais limitent considérablement les possibilités pour les fruits et légumes tempérés qui arrivent sur le marché ibérique au moment où celui-ci est déjà encombré et où les cours sont bas, et trop peu avant que la frontière française ne se ferme. Aussi, Estrémadure et Alentejo doivent se replier sur des activités qui donnent un produit brut par hectare faible : céréales et élevage. Il n'y a pas d'autre possibilité si ce

126. C'est ce qu'a pu constater l'ingénieur des Eaux et Forêts Gouaux, actuellement directeur de l'Ecole Forestière de Meymac, qui était chargé de la gestion d'une cocoteraie au Gabon. Son prédecesseur avait laissé envahir la cocoteraie par le sous-bois sans observer de baisse de la production, au début tout au moins ; puis la production se mit à baisser. Ne sachant que faire pour retrouver le niveau de production initial, Gouaux fit nettoyer la cocoteraie. La production augmenta immédiatement non pas du fait du nettoiement mais parce que les voleurs ne pouvaient plus se cacher !.

n'est la vigne ou la production de bois d'eucalyptus. Ce climat méditerranéen continental est, selon Papadakis, le climat de l'avoine. Son unique chance réside dans le fait que tous les pays méditerranéens [127] sont déficitaires en viande et en céréales [128] et excédentaires en fruits et en légumes. La nuance du climat méditerranéen océanique est à peine moins mal partagée. Elle permet la culture de fruits comme la pêche. C'est aussi le climat idéal pour le chêne-liège.

Cependant, les secteurs les plus océaniques sont trop frais pour la culture de la tomate qui est repoussée à l'intérieur des terres mais pas trop loin : l'intérieur de l'Alentejo apparaît à cet égard comme étant la région la plus favorisée de la Péninsule Ibérique. La tomate est donc une plante unique en son genre. Elle a besoin de chaleur mais pas de températures excessives — c'est pour cela qu'on ne la cultive que peu en Egypte —, il lui faut de la sécheresse sur les feuilles mais aussi de l'humidité pour croître ; c'est une plante très bien adaptée en culture irriguée dans le monde méditerranéen. Elle donne des résultats médiocres dans les climats où il pleut en été comme l'Aquitaine. A l'intérieur de la zone méditerranéenne, le climat le plus propice pour la tomate se trouve en Californie dans la région de Sacramento. Cette station bénéficie de quatre mois sans pluie, le mois de septembre ne recevant, en moyenne, que 5 mm de précipitations. De plus, les minimums nocturnes sont bas, de 3 ou 4° inférieurs à ceux qui sont enregistrés à Elvas ou à Vegas Altas. Dans la Péninsule Ibérique, la tomate trouve les meilleures conditions naturelles à la longitude de Beja ou d'Alvalade parce que les minimums nocturnes sont plus faibles et les maximums diurnes moins excessifs que dans les régions plus continentales ; dans les régions plus océaniques ou plus septentrionales, comme aux environs de Coimbra et de Leiria, les températures ne sont déjà plus suffisantes. Ainsi, la culture de la tomate rencontre dans le Ribatejo et l'Alentejo des conditions naturelles presque optimums.

Dans la nuance continentale du climat méditerranéen, l'irrégularité du climat d'une année sur l'autre est beaucoup plus gênante que les inconvénients climatiques structurels tels que la sécheresse estivale. L'irrégularité des pluies en juin et en automne, la possibilité d'avoir des gelées dans les mois de novembre, mars et avril, sont les maux les plus graves qui compliquent l'intensification des systèmes de production agricole ; les agriculteurs se doivent, avant tout, de se prémunir contre le risque climatique.

127. Y compris l'Italie qui est souvent citée comme un pays d'agriculture intensive (le sud excepté) et qui bénéficie de la riche plaine du Pô non méditerranéenne. Ce pays est de plus en plus déficitaire en viande, œufs et lait : le déficit est passé de 774 à 1 316 milliards de lires de 1970 entre 1966 et 1975. Par contre, les soldes pour le riz, les fruits et les légumes sont passés, pendant la même période, respectivement de 9 à 56 milliards de lires et de 322 à 381 milliards de lires. En Italie, les postes déficitaires le sont de plus en plus et ceux déjà positifs le deviennent sans cesse davantage.

Source : Rinascita n° 47 du 26 nov. 1976, p. 18.

128. Sauf la Grèce, en ce qui concerne le blé.

Le passage à l'agriculture irriguée, quand bien même elle serait possible partout — ce qui est bien loin d'être le cas — ne saurait résoudre tous les problèmes ; elle ne peut que très modérément diversifier les systèmes de production agricole, ses cultures de base s'appelant riz, tomate, tabac et piment. En définitive, la culture irriguée ne dispose, dans les marchés ibérique et mondial, que de possibilités très étroites. En aucun cas, la culture irriguée ne saurait se substituer totalement à l'agriculture sèche.

Dans son ensemble, l'agriculture sèche est beaucoup plus satisfaisante du point de vue de la rémunération du capital investi que l'agriculture irriguée. Celle-ci ne peut et ne pourra pas résoudre les problèmes sociaux de façon satisfaisante. En fin de compte, pour en revenir à l'utopie géographique, Estrémadure et Alentejo formeraient, dans le cadre d'une économie mondiale complètement ouverte, un belt des montados de chênes-lièges et de chênes verts avec des enclaves pour le riz et la tomate. Encore, pour le montado de chênes verts, faudrait-il surmonter l'obstacle de la peste porcine africaine.

E - LES FREINS SECONDAIRES AU PROGRES AGRICOLE

Ces freins sont nombreux. Nous nous contenterons d'en retenir trois d'importance inégale :

— Le manque d'industrialisation et, en particulier, les déficiences dans la transformation des produits agricoles fournis par la région.

— Les limites à la propriété.

— Les limites à l'exploitation et le problème du faire-valoir indirect.

1 — *LE MANQUE D'INDUSTRIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES LOCAUX*

Le manque d'établissements industriels est souvent avancé comme une des causes principales de la stagnation de l'économie régionale et de l'agriculture. En Estrémadure, on considère que c'est la cause principale de l'échec du plan de Badajoz.

En premier lieu, on peut noter que la transformation industrielle des différents produits agricoles et forestiers locaux n'est pas nulle mais inégale selon les secteurs. C'est ce que l'on peut constater, par exemple, en Estrémadure.

Transformation en Estrémadure des produits agricoles et forestiers locaux

Produit	*% approximatif de la production transformée sur place*
Fruits secs	70 %
Olives	60 %
Jus de fruit	0 % [129]
Huile d'olive	?
Autres huiles	80 %
Conserve de fruits	30 %
Conserve de piments	30 %
Tomate	65 %
Conserve de légumes	30 %
Bétail, viande	60 % [130]
Tabac	0 %
Liège	75 %
Bois	60 %
Coton	0 % [131]
Betterave sucrière	100 %
Lait	60 %
Laine	40 %
Peaux	0 %

Les Extremeños regardent avec indignation partir leurs matières premières vers d'autres régions, en particulier la Catalogue pour le tabac, le liège, le bois, la viande et le Levant pour les tomates.

Il est certain que la transformation industrielle complète des grands produits de la région créerait des emplois ; certainement moins qu'on ne l'imagine mais peut-être 20 000 à 30 000 ce qui, avec l'effet multiplicateur, permettrait de retenir sur place quelque 200 000 extremeños. Il n'est pas sûr, par contre, que cela donnerait vraiment une impulsion à l'agriculture. Certains produits verraient leurs cours augmenter quelque peu ; beaucoup d'autres baisseraient car les industriels locaux subiraient plus la concurrence extérieure ; quelques autres, comme le tabac, garderaient le même prix. D'autre part, l'établissement de nouveaux établissements industriels n'aurait que peu d'incidence sur les surfaces et le volume de la production, celle-ci dépendant, en premier lieu, du marché et non des industries. Ce n'est qu'exceptionnellement que la présence d'une usine de transformation susciterait une production agricole particulière.

129. Une usine est en cours de création et absorbera 20 % environ de la production.

130. Des travaux en cours porteront le pourcentage à 70 %.

131. Les industries ont disparu à la suite de la baisse de la production de coton.

En somme, une transformation industrielle des produits agricoles extremeños en Estrémadure serait beaucoup plus favorable à la région qu'à l'agriculture.

2 — *LES LIMITES A LA PROPRIETE ET LES ENCHEVETREMENTS DE DROITS ISSUS DE PARTAGES SUCCESSORAUX*

Les limites à la propriété sont très nombreuses en Alentejo et peuvent être regroupées sous le vocable de « foro ». Un foro est une sorte de cens emphytéotique impliquant la reconnaissance d'une propriété éminente. Il peut y en avoir de différents types portant aussi bien sur des terres que sur des immeubles d'habitation [132]. Nombre de foros sont nés, à une époque plus ou moins reculée, lors de la vente d'un bien : ainsi, tel particulier A vend à B une terre à condition que, pendant toute la « vie de la propriété », B donne à A ou à C m litres d'huile et n escudos. Bien entendu, au fil des années, voire des siècles, ces droits sont devenus uniquement symboliques [133] mais, le foro est une propriété dans la propriété et cela complique considérablement les transactions. Celui qui détient le foro avait priorité, comme l'a en France le fermier, sur la terre en cas de vente. Si l'achat ne l'intéresse pas, le nouvel acquéreur doit verser au propriétaire du foro un « laudemio » qui est un pourcentage — pouvant être très élevé : 10, 20, 30 ou 40 % — de la valeur de la terre.

Depuis des années, l'Etat portugais veut supprimer par rachat ces foros qui sont considérés comme archaïques.

Des problèmes extrêmement compliqués peuvent surgir de certaines pratiques successorales concernant le montado. Nombreux sont les cas où tel père de famille, pour ne pas diviser ses terres, donnait à un enfant la terre et la chênaie à un autre. Comme le montado, avant la peste porcine africaine, faisait souvent doubler la valeur de la terre, le partage était équitable. Mais il en ressortait des complications si considérables pour l'exploitation et de la terre et du montado que ce mode de succession est tombé progressivement en désuétude.

3 — *LES LIMITES A L'EXPLOITATION*

Les limites à l'exploitation sont nettement plus sérieuses et proviennent essentiellement de la précarité de la tenure en cas de faire-valoir indirect, que ce soit du fermage ou du métayage. Nous savons que les contrats de fermage et de métayage étaient et restent souvent très courts : le temps de la durée de la culture d'une ou deux céréales pour le yuntero, le temps d'une campagne de quelques mois pour le seareiro de tomate

132. On vend une maison à quelqu'un mais en se réservant le droit d'accéder au balcon tel jour de procession.

133. Comme celui de donner un verre d'eau le jour de la Conception.

ou le planteur de tabac. Certes, des améliorations considérables sont intervenues en faveur des exploitants dans la législation espagnole depuis 1935 et, au Portugal, surtout après la réforme agraire ; mais, tout cela a été bien tardif.

Les inconvénients de cette situation sont bien connus : la précarité empêche la création d'authentiques exploitations et ne favorise pas les investissements ; en fin de compte, elle vide le contrat de fermage des avantages que cette solution peut apporter.

Il ne faut cependant pas exagérer ces inconvénients — qui ont été bien réels au maximum de la pression démographique dans les campagnes alentejanes et extremeñas — car on ne peut exactement transposer au nord des Pyrénées les réalités du faire-valoir indirect dans la Péninsule Ibérique.

Le métayage dans la Péninsule Ibérique n'a pas exactement le même contenu qu'en France, même si les deux protagonistes se partagent la récolte. En Estrémadure et en Alentejo, jusqu'à la suppression du métayage, les métayers sont souvent des spécialistes (planteurs de tabac ou de tomates, viticulteurs, « meloneros », etc...) et le métayer polyculteur a tendance à disparaître. Avec ces spécialistes, on distingue très bien le propriétaire de l'exploitant et nulle confusion n'est possible. Les contrats sont très précis. Le propriétaire n'intervient pas pendant la durée de la campagne et se contente de remplir son contrat qui prévoit la fourniture d'une terre apte à produire ceci ou cela — ce qui suppose de grands investissements en cas de culture irriguée — et une partie du capital circulant. Le métayer fournit le reste. Les fruits sont partagés au prorata des apports de chacun selon les coutumes locales. Sont aussi partagés, et c'est très important dans la Péninsule Ibérique, les risques climatiques.

Le fermier précaire n'est qu'un métayer qui paye une rente convenue d'avance mais qui subit tous les risques.

La solution du métayage et du fermage rend des services aux deux parties. Pour le propriétaire, le faire-valoir indirect est bien supérieur à l'emploi de main-d'œuvre salariée toujours moins productive que la main-d'œuvre familiale ; c'est une façon d'intéresser des travailleurs agricoles aux résultats de l'entreprise. Il n'existe que peu ou pas de problèmes techniques et les tâches sont bien connues d'avance ; le métayer ou le fermier, authentiques chefs d'exploitation, organisent à leur gré le travail. Pour l'exploitant, les avantages sont considérables. Il n'a pas à se soucier du capital d'exploitation : depuis que nous enquêtons, aussi bien en Alentejo [134] qu'en Estrémadure, les métayers et fermiers ont trouvé les terres qui leur convenaient et ils n'avaient pas de souci d'assolement. Etroitement spécialisés, les exploitants sont vite débarrassés de leur travail : au bout de cinq à sept mois, la campagne est achevée et on peut se livrer à d'autres tâches, aller jouer aux dés au casino ou s'occuper de sa maison ; les femmes sont très sensibles à cet avantage et évitent les journées harassantes de la polyculture.

134. Jusqu'à la collectivistation des terres.

Même en culture sèche, la précarité a eu les avantages de ses grands inconvénients. Seareiros et yunteros n'ont eu de cesse, contre l'avis des agronomes et des propriétaires soucieux de ménager le fonds de fertilité des terres, qu'ils n'aient intensifié les assolements pour tirer le maximum de la terre en un minimum de temps. Nombre d'auteurs ont dénoncé ce type d'agriculture prédatrice qui est le fait de l'exploitant et non du propriétaire mais corollaire de la faible durée des contrats. Le temps a donné raison aux exploitants même s'il y a eu des excès et des terres surexploitées. Les inconvénients ne deviennent fondamentaux que pour l'élevage ou la polyculture comportant de l'élevage. Les propriétaires, nombre d'entre eux au moins, tardent à effectuer les investissements indispensables comme la construction de clôtures. Dans ce cas, seule la nécessité peut les amener à accélérer les investissements.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de huit années d'enquêtes, nous arrivons au bout d'un travail après avoir surmonté, parfois bien mal, quelques handicaps graves et des difficultés majeures.

La première, bien étonnante pour un géographe qui, par nature, porte ses regards sur toute la planète, provient du fait qu'il nous a été extrêmement difficile de faire abstraction de notre origine et de notre formation. Ce n'est qu'après bien des années que nous avons compris qu'il fallait — sous peine de passer à côté de l'essentiel — nous débarrasser de nos idées préconçues de géographe « normal », issu d'un pays tempéré humide, industrialisé et d'une région de petite paysannerie. Il nous a fallu appréhender une autre agriculture, dans un autre milieu et dans un autre contexte socio-économique et cesser de faire certaines comparaisons qui ne mènent à rien.

Par contre, les comparaisons utiles avec d'autres régions et d'autres pays sont très difficiles. Des modifications infimes dans le milieu peuvent assurer le succès ou l'échec de tel système de production. La luzerne pousse bien dans la plaine de l'Ebre uniquement parce que les sols argileux abondent, ce qui n'est pas le cas en Estrémadure et en Alentejo. Il faut peu de chose pour que le trèfle souterrain disparaisse ou survive. Confronter ses propres résultats avec d'autres est un exercice périlleux car les centres d'intérêts et les méthodes sont souvent différents voire divergents. On arrive à des conclusions bien différentes si l'on met en valeur les possibilités techniques et les problèmes de balance des comptes plutôt que de privilégier l'étude des véritables intérêts des agriculteurs. Nous pensons qu'il est très facile d'être pris au piège — comme tant et tant d'exploitants — par les prouesses techniques ,les pâturages-miracle, les rendements extraordinaires suscités par l'irrigation ; la plus élémentaire prudence est alors d'être très curieux et très exigeant sur le plan comptable. Aussi, bien souvent, faire des comparaisons avec d'autres pays ou d'autres régions revient à entreprendre une autre thèse. Or, on a déjà fort à faire avec la sienne propre.

Ceci dit, et tout au long de la progression de notre travail, nous avons eu l'impression de dériver, de faire une thèse que nous n'avions pas voulue au départ. En effet, nous sommes parti dans le sud de la Péninsule Ibérique pour étudier le système latifundiaire. Nous ne l'avons pas trouvé. Nous avons rencontré des structures d'exploitation variées confrontées à des problèmes, en définitive, bien banaux : problème des

prix et par voie de conséquence de rentabilité, problème de concurrence nationale et internationale, problèmes d'adaptation au milieu, problèmes de survie, etc... ; ce disant, nous sommes bien conscient de choquer certains de nos lecteurs. Notre thèse n'est-elle pas trop celle des agriculteurs et les termes de coût de revient, « prix », « rentabilité » ne sont-ils pas revenus trop souvent, de façon obsédante, dans notre exposé ? N'avons-nous pas sacrifié les intérêts de la collectivité et ceux des travailleurs sur l'autel de la libre-entreprise ? En d'autres termes, au delà des entreprises n'y a-t-il pas l'Homme et, au lieu de faire de la géographie agricole à finalité économique, n'aurions-nous pas dû, d'abord, faire de la géographie sociale en insistant sur des thèmes comme celui du sous-développement, des inégalités et des injustices sociales, des blocages dus aux structures de production latifundiaires, aux dures conditions de travail des salariés ? Plus que jamais, nous sommes persuadé que l'Economique ne s'oppose pas au Social et que sans rentabilité des exploitations — privées ou collectives — il ne peut pas y avoir de progrès social. Notre travail a seulement consisté à essayer de comprendre une agriculture, dans un milieu donné et dans deux pays qui ont profondément changé pendant les deux dernières décennies. Pour ce faire, nous sommes parti d'observations dans des régions ou des sous-régions avant d'arriver à exprimer des généralités ; celles-ci ne pouvant bien être perçues qu'après avoir fait la revue des différents types et sous-types d'agricultures régionales ou locales. Nos conclusions portent essentiellement sur les limites de l'intensification des systèmes de production agricole et sur l'efficacité des différentes structures de production.

1 — *LES LIMITES DE L'INTENSIFICATION DES DIFFERENTS SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLES*

Tout au long de notre livre premier, nous avons essayé de montrer que l'Estrémadure et l'Alentejo sont beaucoup moins monotones qu'on ne pouvait l'imaginer ; sans faire aucun effort, nous avons très facilement discerné des régions et sous-régions agricoles fortement contrastées. De plus, Estrémadure et Alentejo ne sont pas des recoins où l'évolution ne pénètrerait qu'avec peine et où le progrès ne serait accepté que sous la contrainte. Cette idée est souvent formulée à partir de l'étude superficielle du montado qui semble être un système de production immuable, plongeant ses racines dans la nuit des temps et qui — envers et contre tout — se serait maintenu par les seules pesanteurs sociologiques alors qu'ailleurs des économies semblables auraient depuis longtemps disparu. Seul, le montado de chênes verts est ancien et les exploitants sont tout prêts à s'en débarrasser quand les difficultés deviennent insurmontables ; les détracteurs d'hier devenant quelquefois alors les défenseurs d'aujourd'hui.

La reconversion du montado est partout possible si elle n'est pas toujours souhaitable : le reboisement, la chasse, l'élevage, la céréalicul-

ture, les plantations, l'agriculture irriguée sont des formules qui s'offrent aux exploitants. Ces derniers sont harcelés en permanence de directives agronomiques qu'ils sont tentés d'appliquer sans discernement. Mais, l'environnement naturel et humain est tel que les contraintes économiques les ramènent dans le droit chemin. A quelques exceptions et à quelques variantes près, les exploitants alentejans et extremeños ne peuvent, sous peine de difficultés graves, céder au mirage de l'intensification à tout prix. L'expérience leur conseille la prudence et leur interdit de céder à un engouement naturel pour tout ce qui est à la pointe du progrès. C'est d'ailleurs une règle générale en agriculture qu'il faut se garder d'oublier : il est impératif de travailler au moindre coût car le taux de rentabilité est presque toujours faible, quand il existe. Une attitude raisonnable est de se méfier — mais en aucun cas de rejeter — les solutions-miracle ou les réalisations spectaculaires. Le seul jalon sûr est de disposer de comptabilités dont on peut vérifier toutes les lignes.

En Estrémadure et en Alentejo, il est difficile d'intensifier fondamentalement les systèmes de production agricole existants.

— Il n'a pas encore été possible de réaliser une authentique révolution fourragère ni, par conséquent, une bonne intégration de l'élevage dans les systèmes de culture.

— L'irrigation ne donne pas, sauf exception, les résultats économiques que l'on pourrait légitimement en attendre. Les investissements, dans ce milieu particulier, sont en général trop élevés pour les produits bruts obtenus et cela engendre des drames économiques et humains. Cela explique que nombre d'agriculteurs se demandent si l'argent investi dans l'irrigation ne serait pas mieux utilisé dans l'industrie ou dans l'agriculture sèche. Dans ce dernier cas, le problème le plus important à résoudre serait celui du drainage. En effet, la céréaliculture, production essentielle et appelée à le rester, ne progressera véritablement que quand une solution économique sera trouvée. La solution existe, bien entendu, pour les sols profonds mais pas pour les sols minces qui sont spatialement les plus importants. Ainsi, il apparaît que, dans le sud-ouest de la Péninsule Ibérique, le drainage est au moins aussi important que l'irrigation.

De toute façon, la conjonction des contraintes naturelles et du milieu humain nous oblige à nous défier de l'idée qui oppose l'agriculture de secano prétendument latifundiaire, archaïque, antimoderne, passéiste et extensive à l'agriculture irriguée censée supposer la modernité, la présence d'investissements et l'intensivité ; le passage du secano au regadío serait le signe d'une véritable prise en main de l'exploitation de la terre. Cette opposition manichéenne est sans objet et sans intérêt car elle ne correspond à aucune réalité. Il existe du secano intensif et du regadío extensif. L'irrigation n'est et ne sera jamais qu'une technique parmi d'autres qu'un agriculteur utilise quand il le peut ou qu'il rejette. Ce ne sera jamais une finalité, pas plus que l'investissement de capitaux qu'il faut diriger seulement vers les secteurs les plus utiles et les plus effi-

caces. Dans bien des cas, l'extensif est plus progressiste que l'intensif et l'intensif à tout prix n'est rien moins qu'une absurdité économique et une aberration sociale. En définitive, l'intensification n'est vraiment satisfaisante que quand les intérêts des producteurs coïncident avec ceux de la nation et des consommateurs. Ce n'est que dans l'hypothèse d'un marché illimité que, plus les potentialités d'un milieu sont élevées, plus il est intéressant économiquement d'adopter le système de production le plus intensif. Si les potentialités sont limitées, les possibilités d'intensification le seront aussi et il sera facile de tomber en deçà du seuil de rentabilité.

Ces réflexions nous conduisent à porter une extrême attention aux prix agricoles et au milieu naturel dont le poids grandit à mesure que l'on s'éloigne de l'agriculture « normale ».

Ce sont les prix qui déterminent dans une large mesure la rentabilité de la production. Si les prix montent, pour une raison ou une autre, cela favorise incontestablement la production ; mais, le consommateur est forcément pénalisé. Il n'est pas souvent possible de concilier les intérêts du producteur et ceux du consommateur et la loi de l'offre et de la demande ne peut pas être appliquée dans son intégralité dans le domaine alimentaire. Il est compréhensible que l'Etat veuille, pour des raisons sociales, privilégier le consommateur. C'est ce qui a été systématiquement fait en Espagne jusqu'aux années 60 et au Portugal jusqu'en 1974. Dans ce dernier pays, l'Etat a sans cesse pesé sur les prix en achetant, à bas prix, des excédents sur le marché international. Ce faisant, l'agriculture nationale a été entravée et il a fallu s'adresser de plus en plus souvent à l'étranger. En somme, au lieu de subventionner l'agriculture nationale, l'Etat portugais a préféré mener jusqu'au bout une politique déflationniste. Avec la réduction des excédents mondiaux, une telle politique n'est plus aussi facile et il est nécessaire d'augmenter les prix à la production.

Dès que ceux-ci satisfont les producteurs, leur réaction est vigoureuse et l'on a toutes les chances de passer à la surproduction, réelle ou non, suivie d'un effondrement des cours. C'est un des aspects de l'économie libérale qui ne peut guère éviter l'évolution cyclique de la production. Il n'est guère possible de sortir un producteur de son apathie tant qu'il ne trouve pas son compte ni de freiner son enthousiasme quand il croit que la conjoncture lui est favorable.

Dans le monde méditerranéen, le milieu naturel joue un rôle considérable. On a eu tendance à le minimiser en considérant que d'autres éléments, comme la technique ou le marché, étaient plus importants. Sans essayer de hiérarchiser les facteurs, nous notons cependant que, pour une production donnée, les coûts augmentent vite, à technique égale, dès que l'on s'éloigne de l'écologie optimum. Comme, la plupart du temps, les revenus en agriculture sont faibles, une différence même légère du milieu naturel joue en faveur de telle activité ou pour son rejet. Un risque climatique supplémentaire suffit à détourner les agriculteurs de telle production. Ce qui est vrai au sud de la Sierra Morena ne l'est plus au

nord. Un simple décalage de 15 jours dans la maturation est déterminant pour l'adoption ou non de tel fruit ou de tel autre.

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun va révéler davantage les potentialités de chaque milieu. Nous comprenons l'inquiétude des agriculteurs méditerranéens français devant une telle éventualité. Jusqu'alors, les productions communautaires ont été efficacement protégées par les barrières douanières. Dès que celles-ci vont s'estomper, les produits méditerranéens vont envahir l'Europe du nord et même la très scientifique agriculture néerlandaise devra adapter un certain nombre de ses productions. Mais, l'Alentejo et l'Estrémadure n'y gagneront pas tellement, beaucoup moins qu'on ne le croit localement. On va certainement assister à une amplification de certains cycles comme celui des fruits et à une augmentation des surfaces en vigne ; mais ce sera tout. Par contre, productrices de céréales et de viande, ces deux régions devront supporter de plein fouet la concurrence de pays bien mieux placés dans ces domaines essentiels. Cela risque d'engendrer de nouveaux bouleversements.

Or, les bouleversements des deux dernières décennies ont été profonds ; ils ont succédé à des changements antérieurs plus lents mais aussi importants même si nous ne les avons qu'évoqués. Au lieu de nous trouver en présence de sociétés et d'économies bloquées, nous nous trouvons en présence de changements et de mutations. Aussi, nous sommes conscient que la plupart des lignes de notre livre premier sont d'une grande fragilité. Il va suffire de très peu de chose, un progrès technique ou un relèvement de prix, pour obliger à réécrire des chapitres entiers. Ainsi, si la production en irrigué devient plus intéressante qu'en culture sèche, nous nous ferons le chantre du regadío et laisserons de côté toutes les réserves que nous avons pu émettre ; cela dans tous les types de structures foncières.

2 — *LES STRUCTURES FONCIERES*

Très vite, nous nous sommes rendu compte qu'il existait un monde entre l'exploitation familiale et la grande exploitation, privée ou collective, avec salariés ; par contre, la grande exploitation collective est beaucoup plus proche de la grande exploitation privée qu'on ne le croit.

Ces deux types de structures de production s'opposent sur des notions essentielles comme la rentabilité, l'emploi; leur évolution est bien différente.

La notion de rentabilité ne peut être identique puisque dans le cadre de la grande exploitation, privée ou collective, la totalité du travail (de direction, d'administration et d'exécution) est rémunéré ; dans l'agriculture familiale, la notion de rémunération du travail disparaît derrière le concept plus général de produit net de l'exploitation. De ces banalités, il résulte qu'il est impossible d'aborder de la même façon ces deux structures et les enquêtes et questionnaires doivent être adaptés. Dans le cas de l'agriculture familiale, on peut se contenter, sur le plan comptable,

d'approximation. Si l'exploitation familiale n'est pas rentable de façon durable, peu importe ; elle continuera son cours jusqu'à ce que l'exploitant et sa famille ne puissent plus supporter leur niveau de vie. Cela peut durer très longtemps car l'exploitant possède, même aujourd'hui, des compensations dans l'attachement à la terre. Au contraire, dans l'agriculture avec salariés, les erreurs comptables sont inadmissibles. L'enquête doit être minutieuse. Dès que deux ou trois bilans deviennent négatifs, l'exploitation se trouve en danger de mort.

Dans ces conditions, le contenu humain ne peut être le même. L'agriculture est un secteur, avec le tertiaire, où le sous-emploi peut facilement se dissimuler ; c'est vrai seulement dans l'exploitation familiale ou dans les fermes d'Etat. Dans l'exploitation à salariés, toutes les adaptations d'ordre humain et technique sont immédiatement nécessaires ; c'est l'origine des à-coups dans les grandes exploitations alors que dans l'exploitation familiale l'évolution est souvent plus feutrée.

Il n'est pas étonnant que ces deux structures, dans des conditions économiques et naturelles égales, aient des résultats différents. Il est vain aussi de rechercher l'intensivité derrière l'exploitation familiale et l'extensivité dans la grande exploitation. A un moment donné, ce qui est possible dans un type de structure ne l'est plus dans l'autre et inversement. En tout cas, les deux formules ne doivent pas s'exclure et il est impératif de ne pas désavantager, par pure idéologie, telle formule plutôt que telle autre sinon des distorsions apparaissent et s'aggravent d'autant plus que l'on persévère dans la même politique.

Dans la région que nous avons étudiée, un type d'exploitation posait problème : la grande et la très grande exploitation privée normalement qualifiée de latifundiaire. Le latifundisme suppose, entre autres, l'existence d'une classe de propriétaires fonciers riches, oisifs et parasites ; oisifs parce que riches et parasites parce que oisifs. Nous avons bien rencontré une classe de grands propriétaires terriens, encore que bien moins riches qu'en Andalousie ou sur les barros de Beja, et des différences sociales considérables, mais pas de classe sociale oisive. Nous sommes persuadé que la classe des grands propriétaires terriens se divise en trois parties : il y a une minorité de gens actifs, dynamiques, ambitieux et qui travaillent sans cesse ; à l'autre extrême,nous trouvons une autre minorité de parasites, absentéistes et oisifs qui sont les véritables latifundiaires ; au centre, nous plaçons le peloton de ceux ne répondant à aucune ou seulement à certaines des qualités ou défauts des deux catégories de pointe ou de queue. Aussi, nous ne pensons pas qu'il existe de relation, ni mécanique ni d'aucune autre espèce, entre la richesse et la paresse à l'échelle d'une classe sociale ; ni entre la pauvreté et la vertu. Nous doutons que l'on puisse établir qu'une classe oisive peut longtemps se maintenir riche. Certes, avant le XXème siècle, les dégradations de fortune consécutives à l'oisiveté étaient, à l'échelle de la vie d'un homme, peut-être insensibles ; elles n'en étaient pas moins réelles. Les fortunes foncières sont soumises pratiquement aux mêmes lois qui régissent les fortunes d'origine industrielle. Les exceptions que l'on ne manquera pas de citer

— certaines immenses propriétés de la noblesse — ne font que confirmer cette règle.

Socialement, jusqu'à ces dernières années, la petite exploitation familiale aurait été plus satisfaisante. Par l'accumulation de travail, cette structure aurait pu produire un peu plus que la grande exploitation. Avec la mécanisation, et surtout avec l'élévation considérable du niveau de vie de l'ensemble des populations espagnoles et portugaises, la grande exploitation privée est une structure bien adaptée pour résoudre les problèmes de production. Il apparaît clairement que le véritable blocage économique et social n'a pas été celui des structures agraires mais celui du sous-développement jusque dans les années 60 et, depuis, celui du marché et de la rentabilité de l'agriculture.

ANNEXE I

PRINCIPAUX INDICATEURS, REELS OU SUPPOSES, DU SOUS-DEVELOPPEMENT DE L'ESTREMADURE ET DU HAUT-ALENTEJO

Pour l'année 1969, la situation du parc automobile de la province de Badajoz, pourtant la meilleure de l'ensemble de tout notre terrain, relativement à la moyenne espagnole, est la suivante[1] :

Badajoz	*Espagne*
2 véhicules par Km2	8 véhicules par Km2
58 véhicules pour 1 000 habitants	119 véhicules pour 1 000 habitants
1 véhicule pour 17 habitants	1 véhicule pour 8 habitants

En 1968, 53 % des maisons ne disposaient pas de l'eau courante dans la province de Badajoz, 99 % n'avaient pas de chauffage (contre 94 % pour l'Espagne) ni de sanitaires (contre 34 % pour l'Espagne). Nombre de villages de plusieurs milliers d'habitants n'ont pas encore d'eau courante. 59 communes de la province de Badajoz, en 1969, n'ont pas d'adduction d'eau mais disposent de une ou plusieurs fontaines publiques ; 25 autres n'ont même pas cette chance et ne possèdent que des puits ou des sources insuffisantes. Seules, 33 communes sont équipées de façon acceptable et 45 ont entrepris des travaux d'adduction d'eau[2]. Il n'y a aucune commune qui ait un système d'égout complet. Le sous-équipement en adductions d'eau est d'autant plus remarquable que la province de Badajoz est le siège d'un énorme périmètre irrigué. Evidemment, le retard est encore plus accentué dans les écarts. Ici et là, on peut encore rencontrer des « chozas » habitées.

Le sous-développement se marque par bien d'autres indicateurs : taux d'analphabétisme, alimentation, structures socio-professionnelles, état sanitaire de la population.

En Estrémadure, malgré trois campagnes d'alphabétisation, on recense encore 10 à 12 % d'analphabètes. Dans la province de Badajoz, en 1963,

1. La plupart des indications statistiques ont été prises dans « La raya de Portugal ».
2. « La raya de Portugal », p. 191.

il existait 79 626 analphabètes complets [3]. A la fin de 1968, en dépit des efforts accomplis, il restait 42 415 analphabètes soit 7,5 % de la population. La situation au Portugal est proprement affligeante. L'analphabétisme, au Portugal, concerne 40 % de la population environ, 48,3 % dans la province d'Evora, 51 % dans celle de Portalegre. En 1950, Evora et Portalegre faisaient partie des onze districts où il y avait moins de 750 résidents licenciés de l'université [4]. En 1960, la situation relative aux cadres était la suivante :

	Portugal	*Evora*	*Portalegre*
Nombre de directeurs d'entreprise ou de cadres administratifs supérieurs pour 1 000 habitants	5,58	3,18	3,18
Nombre de médecins/1 000 hab.	0,89	0,49	0,54
Nombre d'avocats/1 000 hab.	0,24	0,13	0,17
Nombre d'ingénieurs/1 000 hab.	0,27	0,03	0,03

Du point de vue alimentaire, la situation est précaire, comme le montre une étude récente concernant le Bas-Alentejo [5]. Le régime alimentaire des familles dépend étroitement de la rentabilité des exploitations laquelle est en relation étroite avec la nature des sols. C'est ainsi que, sur les sols riches, les barros sur diorites et calcaires, le régime alimentaire est quantitativement satisfaisant : 3 331 calories par personne et par jour alors que 3 100 suffiraient. Mais, qualitativement, le régime alimentaire manque de protéines d'origine animale. Dans les régions pauvres, comme dans les montagnes schisteuses, 68 % des familles sont quantitativement sous-alimentées et 31 % des 2 840 calories journalières proviennent de graisses, de porc en particulier. Pourtant, l'alimentation représente plus de 60 % du budget familial.

Les structures socio-professionnelles de l'Estrémadure restent celles d'un pays sous-développé en 1973 :

	Cáceres	*Badajoz*
Secteur primaire	49,4	48,1
Secteur secondaire	19,4	18,8
Secteur tertiaire	31,2	33,1

3. La précision de ces statistiques ne doit pas faire illusion. Selon toute vraisemblance, le nombre d'analphabètes ou de quasi analphabètes est bien supérieur.

4. Carlos A. Martins Portas : « A situação sócio-económica do Alentejo e o desenvolvimento regional ». Estudos Eborenses n° 3, pp. 51 à 74.

5. Agostinho de Carvalho et Maria Leonor Gomes : «Alimentação e condições da vida de famílias de trabalhadores rurais do Baixo Alentejo ». Instituto Gulbenkian. Oeiras, 1973, 139 p. Ce travail se réfère au Bas-Alentejo mais les conclusions peuvent être extrapolées au Haut-Alentejo. Les enquêtes ont été effectuées pendant les années 1963 et 1964 chez 246 familles rurales. Les auteurs, dans l'introduction, reconnaissent que nombre de faits sont dépassés mais que la problématique de l'ouvrage reste posée dans les mêmes termes.

Seules, en Espagne, les provinces d'Orense, Zamora, Lugo, Jaén, Cuenca et Avila ont un pourcentage supérieur de population active dans le secteur primaire. L'Alentejo, en 1969, a des structures socio-professionnelles similaires à celles de l'Union Indienne ou de la Turquie. Et la situation n'évolue guère dans la mesure où l'exode rural ne profite pas ou peu aux villes locales qui n'ont aucune capacité d'attraction.

Que ce soit sur le plan sanitaire ou celui concernant le bien-être, les indicateurs provinciaux de l'Estrémadure sont défavorables :

	Badajoz	*Cáceres*	*Moyenne nationale*
Nombre d'habitants par médecin (moyenne pour l'Estrémadure)	934		620
Nombre d'habitants par pharmacien	2 140		2 010
Nombre d'habitants par lit d'hôpital	304		214
Nombre de médecins spécialistes pour 10 00 habitants	28	27	59
Espérance de vie à la naissance			
Hommes	67,2 ans	66,5 ans	68,0 ans
Femmes	71,9	71,0	72,4
% de ménages ayant la T.V.	18	14	38
% de ménages ayant une douche ou une baignoire	13	16	37
Nombre de revues distribuées pour 10 000 habitants	468	501	1 431

Le retard, plus ou moins accentué, est généralisé. On a toujours tendance à se référer aux pays sous-développés pour faire des comparaisons. La situation va-t-elle s'améliorer ? Les tendances s'inverser ? Nombre d'observateurs, surtout en Espagne, restent pessimistes et pensent qu'au contraire la position de ces régions va s'aggraver et le niveau de vie des populations se détériorer. Reprenant à leur compte le fameux débat de Bernstein et de Kautsky, ils pensent qu'il y aura paupérisation sinon absolue du moins relative. Ils appuient leur raisonnement sur l'évolution des surfaces agricoles et l'évolution de la rente per capita.

La « rente familiale disponible »[6] est, en 1975, encore très faible et ne s'élève qu'à 88 300 pta[7] pour la province de Badajoz (48e rang) et à 85 670 pta pour celle de Cáceres (50e rang). Nous sommes très loin de la province de Vizcaya qui arrive au premier rang avec 160 653 pta ; c'est moins bon que les résultats obtenus par des provinces pauvres comme celle de Soria, avec 121 661 pta, ou de Pontevedra, avec 115 656 pta. L'Estrémadure ne devance que la province de Grenade (86 309 pta). En termes indiciaires, la moyenne nationale étant à l'indice 100, nous obtenons :

Madrid	126
Oviedo	98
Palencia	94
Badajoz	69
Grenade	68
Cáceres	67

6. Banco de Bilbao 1967-1969. 1973 et 1975. Il s'agit de la production totale nette et pas seulement de la production agricole.

7. La « rente familiale disponible » comprend les revenus des familles et des institutions privées sans but lucratif après avoir déduit les impôts directs

De même, le revenu par tête (renta per capita) est très inférieur à la moyenne nationale malgré une augmentation sensible :

	1955	*1969*	*1973*	*1975*
Badajoz	6 361 pta [8]	32 060 pta [8]	64 212 pta [8]	89 065 pta
Cáceres	6 193	30 837	61 791	85 993
Moyenne nationale	11 315	54 760	89 848	144 924

Cela situe les provinces extremeñas de plus en plus loin dans la classification provinciale :

	Badajoz	*Cáceres*
1955	44e rang	46e rang
1957	36	46
1960	39	47
1962	44	47
1964	47	48
1967	44	47
1969	45	47
1973	48	49
1975	47	50

La province de Cáceres reste toujours très proche de la lanterne rouge. Par contre, la province de Badajoz, après des succès consécutifs à la mise en place du plan de Badajoz, est retombée très bas. Ainsi, si la rente « per capita » a progressé de façon spectaculaire à partir de 1955, très vite la province de Badajoz a reperdu les places gagnées pour retom-

sur les familles et les entreprises, les cotisations à la sécurité sociale et les épargnes des entreprises mais en ajoutant les prestations sociales aux familles, les épargnes des entreprises, les transferts du secteur public et ceux venant de l'extérieur (des émigrés par exemple). Banco de Bilbao : « Renta Nacional de España y su distribución provincial ». Madrid, 1967. 164 p. Cf. p. 13.

8. Un franc de 1973 = 12,5 pesetas environ. 1 F de 1975 = 13,5 pesetas. Il s'agit de pesetas courantes. Une peseta de 1955 = 2,259 pta de 1970. Selon le Consejo Económico-Social de Extremadura y Huelva dans son « Evolución de la renta » (1973, 43 p.) on aurait l'évolution suivante en pesetas constantes (Cf. cadre 4, p. 6).

	1955	*1957*	*1960*	*1969*
Badajoz	15 838 pta	23 692	21 854	33 887
Cáceres	16 393	19 586	19 064	32 595

Les données du Concejo Económico-Social ne coïncident pas exactement avec celles du Banco de Bilbao mais les tendances sont les mêmes.

ber au même rang modeste qu'elle occupait en 1955. L'évolution différentielle de la rente est encore plus significative si on la traduit en pesetas constantes de 1970 [9].

	Badajoz (en millions de pta)	*Cáceres (en millions de pta)*	*Espagne (en millions de pta)*
1955	14 230	9 136	867 974
1957	20 298	11 009	1 023 210
1960	18 233	10 378	998 956
1962	19 747	12 271	1 190 026
1964	18 493	12 224	1 420 500
1967	22 901	13 968	1 635 651
1969	23 858	15 262	1 923 847

Alors que l'augmentation de la rente nationale fut de 121,6 % entre 1955 et 1969, l'augmentation ne fut que 67,7 % pour la province de Badajoz et de 67 % pour celle de Cáceres. Les deux provinces extremeñas ont été particulièrement sensibles au plan de stabilisation qui a commencé en 1959. Cela explique que la part relative de la rente revenant à l'Estrémadure ne cesse de s'amenuiser. La rente « per capita » et la rente familiale disponible suivent une évolution similaire. Ainsi, cette dernière, pour les seules années 1967-75, a considérablement baissé dans l'ensemble national [10].

	1967	*1969*	*1973*	*1975*
Badajoz	1,6 %	1,4 %	1,38 %	1,3 %
Cáceres	1,0 %	0,9 %	0,88 %	0,8 %

9. Consejo Económico-Social de Extremadura y Huelva. Ouvr. cité, p. 16.
10. Banco de Bilbao. 1971, 1973 et 1975.

Donc, que l'on prenne tel ou tel indicateur, structurel on conjoncturel, nos régions se situent très mal, presque toujours à la queue de toutes les régions de la Péninsule Ibérique. Cela est encore plus net si l'on prend « l'indice de développement » adopté par J. M. Casas Torres, Antonio Higueras Arnal et M. R. Miralbes Bedera [11]. Selon ces auteurs, on a, en Espagne, la classification suivante :

Régions ou macro-régions	*Provinces*	*Indice de développement*
Barcelone	Barcelone	147,57
Madrid	Madrid	143,56
Littoral basque	Vizcaya-Guipúzcoa	128,72
Baléares	Baléares	70,97
Valence	Castellón-Valence	66,88
Cantabrique	Oviedo-Santander	64,51
Murcie	Alicante-Murcie	56,93
Catalogne (moins Barcelone)	Lérida-Gerona-Tarragona	56,91
Ebre supérieur	Alava-Logroño-Navarra	56,70
Bas Guadalquivir	Cadix-Huelva-Séville	50,78
Aragon	Saragosse-Huesca-Teruel	46,69
Galice	Coruña-Lugo-Orense-Pontevedra	46,36
Duero oriental	Valladolid-Palencia-Burgos	44,01
Andalousie méditerranéenne	Almería-Granada-Málaga	41,48
Haut et moyen Guadalquivir	Cordoue-Jaén	39,82
Duero occidental	León-Zamora-Salamanque	37,7
Manche	Albacete-Ciudad Real-Tolède	36,01
Système central	Avila-Segovia	34,55
Cordillère Ibérique	Soria-Guadalajara-Cuenca	32,01
Estrémadure	Badajoz-Cáceres	31,83

Cela se passe de commentaires. Si l'on admet tel quel cet indice de développement, l'Estrémadure est la région la moins développée d'Espagne, c'est-à-dire celle qui accuse le plus fort sous-développement.

Heureusement, nombre de ces indicateurs sont fictifs ou doivent être replacés dans leur contexte pour en apprécier la relativité.

Ainsi, prenons simplement deux exemples.

L'indice de développement 1 que nous venons de voir n'a pas grande signification. Si on appliquait cet indice à Java et au Canada, il n'est pas sûr que ce dernier pays apparaîtrait plus développé que le premier

11. José Manuel Casas Torres, Antonio Higueras Arnal y María Rosario Miralbes Bedera : « Algunos aspectos de los desequilibrios regionales españoles en 1967 ». Aportación española al XXI congresso geográfico internacional. 1968, pp. 31 à 65. L'indice de développement $1 = \frac{a + b + c + d + e + f + g + h.}{8}$

a, b, c, d, e, f, g étant eux-mêmes respectivement le rapport multiplié par 100 des valeurs régionales sur les valeurs nationales suivantes : la rente, en 1964 la rente per capita, la rente par personne active, la variation de la population entre 1960 et 1965, la densité de la population en 1965, la consommation moyenne annuelle par personne, la population totale en 1965. h est le nombre de kilomètres de route pour 100 Km2.

qui a plus de routes pour 100 Km2, une plus grande densité de population et une évolution plus positive de la population.

De même, l'indicateur de l'analphabétisme, utilisé sans discernement, est difficile à manier, même au Portugal. Certes, il est sûr qu'en ce domaine, des erreurs inexcusables furent commises et il est nécessaire de bien les cerner : elles sont le fait du Ministre Carneiro Pacheco qui supprima, en 1936 et 1937, les écoles maternelles et les écoles normales supérieures. Les effets en furent très importants. Après la seconde guerre mondiale, le gouvernement portugais changea complètement de politique et, en 1946, un plan de huit ans fut mis en place pour activer la construction des écoles primaires. Le plan fut intégralement exécuté mais, dans les campagnes alentejanes, il n'y eut plus un nombre d'élèves suffisant car l'exode rural avait déjà commencé. On peut considérer que, dès 1960-65, il n'y avait plus d'enfants analphabètes au Portugal alors qu'une masse énorme d'adultes l'étaient encore.

Les premières campagnes d'alphabétisation des adultes commencèrent le premier janvier 1953 : elles se traduisirent toutes par des échecs. Après le 25 avril 1974, une campagne d'une grande ampleur fut lancée au nord du Tage pour liquider l'analphabétisme ; des étudiants sans préparation et n'ayant pas seulement en vue la lutte contre l'analphabétisme des populations rurales lassèrent vite leur auditoire et revinrent découragés. La campagne de « dinamização cultural » ainsi qu'une troisième campagne en 1975 furent aussi des échecs complets.

En fait, il est pratiquement impossible d'alphabétiser correctement des adultes ayant dépassé 40 ans. Cela n'empêche pas certains gouvernements de pays où la population est en grande partie analphabète de prétendre avoir éliminé ce problème en une ou deux années.

Non seulement nombre des indicateurs ne sont pas complètement convaincants mais on pourrait en avancer beaucoup d'autres favorables à l'Estrémadure et à l'Alentejo. Ainsi, pour ce dernier territoire, on constate [12] que c'est par là que tous les progrès en agriculture sont réalisés. C'est l'Alentejo qui est la région la mieux équipée du Portugal, c'est là où les rendements en blé sont les plus élevés, là où sont introduites toutes les nouvelles cultures, là où l'on adopte les nouvelles variétés de céréales, les nouvelles techniques d'élevage, les nouveaux fourrages.

En ce qui concerne les indicateurs sociaux, l'Alentejo présente des retards par rapport aux provinces fortement urbanisées mais pas par rapport aux provinces rurales et intérieures du nord du pays.

12. Cf. Estatísticas e indicadores regionais. 1970. Instituto Nacional de Estatística.

ANNEXE II

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Localisation de l'exploitation
Lieu de résidence du propriétaire

Superficie totale de l'exploitation

Régime d'exploitation	vers 1940	1960	1974-75
Faire-valoir direct			
Fermage			
Métayage			

Certaines parcelles de l'exploitation sont-elles cédées à d'autres personnes ?		Oui	Non
Si oui, à qui :	vers 1940	1960	1974-75
. A des fermiers ? Sur terres sèches			
Sur terres irriguées			
. A des métayers ? Sur terres sèches			
Sur terres irriguées			

Utilisation du sol

A) Cultures sèches (hors des montados)	vers 1940	1960	1974-75
Blé Surface			
Rendement			
Orge (ordinaire ou distique)			
Surface			
Rendement			
Avoine Surface			
Rendement			
Seigle Surface			
Pois chiches Surface			
Tournesol Surface			
Carthame Surface			
Melon-Pastèque Surface			
Vigne Surface			
Olivette Surface			
Autres —			
—			
—			
—			
—			
—			
Total			

Assolement sur les terres cultivées n'ayant pas de montado
1938
1950
1960
1974-75

B) Montados et pâturages
Nombre de soles et assolement
1938
1950
1960
1974-75

	vers 1940	1960	1974-75
Surface du montado			
Chênes verts			
Chênes-lièges			
Mélange			

C) Reboisement (pins et eucalyptus)
Surfaces
Année de plantation

D) Louez-vous la chasse ?
Depuis quand ?

II) Cultures irriguées (Surfaces)	vers 1940	1960	1974-75
Maïs grain			
Maïs fourrager			
Riz repiqué			
Riz semé			
Tomate			
Piment			
Autres cultures horto-industrielles			
Luzerne			
Autres fourrages irrigués			
—			
—			
Vergers			
Total			

III) Elevage

Porcins	vers 1940	1960	1974-75
Elevage en plein-air			
Nombre de truies			
Nombre de porcelets sevrés			
Nombre de porcs envoyés à la glandée			
Elevage industriel			
Nombre de truies			
Nombre d'animaux engraissés chaque année			

Bovins pour la viande
- Race
- Nombre de vaches-mères
- Nombre d'élèves
- Nombre de veaux
- Age des veaux à la vente

Bovins pour le lait
- Nombre de vaches laitières
- Production de lait par animal/an

Ovins
- Race
- Nombre de brebis-mères
- Nombre d'agnelles
- Nombre d'agneaux vendus
- Poids moyen des agneaux à la vente
- Nombre d'agnelages en deux ans
- Les brebis sont-elles traites ?
  pendant combien de mois ?

Caprins
- Nombre de chèvres
- Nombre de chevreaux vendus
- Production de lait

Le milieu

Sur votre exploitation, quelle est la surface ? (en ha) :
. de bons sols (types barros et alluvions)
. de terres aptes à la culture de type galega
. de terres impropres à la culture parce que la mécanisation est impossible
  les sols sont squelettiques
  les sols sont très pauvres
. de terres susceptibles d'être irriguées

Machines et investissements, dépenses de fonctionnement

	vers 1938	1950	1960	1975
Traction animale				
Nombre de paires de mules				
Nombre de paires de bœufs				
Dépenses en amendements et en engrais				

	Nombre	coût	Année d'achat
Machines principales			
Tracteurs à roues			
Tracteurs à chenilles			
Moissonneuses-batteuses			
Semoirs			

Clôtures		
Année		
Surface clôturée		
Coût		

	Coût	Année		
Bâtiments				
Bâtiments d'habitation				
avec eau				
avec WC				
Bergeries, étables				
Hangars				
Autres				
—				
—				
Maîtrise de l'eau				
Drainage				
Irrigation				
—				
—				
—				
Electrification				
Autres investissements				
Nettoyage du montado				
—				
—				
—				
Main-d'œuvre	vers 1940	1950	1960	1974
Main-d'œuvre permanente				
Hommes				
Femmes				
Main-d'œuvre temporaire				
Hommes (nombre de mois)				
Femmes (nombre de mois)				
Main-d'œuvre familiale				

ANNEXE III

IMPORTANCE DU MONTADO DANS LES DIFFERENTS CANTONS DU HAUT-ALENTEJO

Province d'Evora

Lieux	*S.A.U. (en ha)*	*Montado (en ha)*	*% en montado*
Alandroal	52 744	20 107	38,12
Arraiolos	66 539	35 982	54,07
Borba	13 575	2 139	15,75
Estremoz	49 623	16 546	33,34
Evora	129 261	41 525	32,12
Montemor-o-Novo	139 840	83 340	59,59
Mora	42 306	30 999	73,27
Mourão	24 989	5 229	20,92
Portel	57 080	33 011	57,83
Redondo	34 025	15 932	46,82
Reguengos de Monsaraz	44 616	12 919	28,95
Viana do Alentejo	38 169	13 123	34,38
Vila Viçosa	19 303	6 823	35,34
Total	712 066	316 875[1]	

1. Ce total, pour les deux provinces, excède légèrement la réalité. Cela vient du fait qu'à l'échelle cantonale nous n'avons pu déduire les surfaces agro-forestières dont l'essence est différente du chêne (châtaigniers surtout, pins).

Province de Portalegre

Lieux	*S.A.U. (en ha)*	*Montado (en ha)*	*% en montado*
Alter do Chão	35 584	14 812	41,62
Arronches	30 996	16 155	52,11
Avis	56 254	33 416	59,40
Campo Maior	24 120	7 833	32,47
Castelo de Vide	20 481	5 410	26,41
Crato	39 394	17 072	43,33
Elvas	62 317	17 618	28,27
Fronteira	24 816	7 945	32,01
Gavião	21 467	3 043	14,17
Marvão	9 126	1 322	14,48
Monforte	41 501	16 459	39,65
Nisa	53 893	12 851	23,84
Ponte de Sor	68 271	32 060	46,95
Portalegre	37 635	15 863	42,14
Sousel	27 147	11 980	44,13
Total	553 002	213 839	

Nous avons volontairement choisi d'évaluer les superficies en montado par rapport à la S.A.U. cantonale, en ne tenant aucun compte des forêts proprement dites. Cela ne change pas grand'chose, étant donné que les bois, au début des années 50, ne représentaient que 26 252 ha dans la province de Portalegre et 12 419 ha dans la province d'Evora et que la plupart de ces forêts étaient communales ou domaniales.

ANNEXE IV

EVOLUTION DU COURS DE LA PESETA ET DE L'ESCUDO PAR RAPPORT AU FRANC

ANNEXE V

LA CREX

La CREX a déposé ses statuts le 14 décembre 1951 [1] alors que l'on commençait à édifier le plan de Badajoz et bien avant la révolution fruitière. Ayant son siège social à Mérida, elle fut créée pour faire face, déjà, aux problèmes de marché. L'article 4 de ses statuts définit de façon précise les objectifs économiques et sociaux, Parmi les premiers, il y a la vente en commum des produits, l'achat de semences, engrais et matériels divers, d'herbicides, etc... Parmi les seconds ,on note la divulgation de cultures nouvelles, la prestation d'aides techniques, la concession de crédits à long terme et à intérêt réduit ou nul pour pomper les eaux, effectuer diverses améliorations, acheter du bétail et, enfin, la création d'assurances.

Tout producteur, moyennant l'apport d'une participation initiale, peut adhérer à cette coopérative à condition, évidemment, d'en respecter les règlements. Ceux-ci précisent les droits et les devoirs de chaque coopérant [2]. Etant donné l'ampleur de l'enjeu et les difficultés qui devaient être surmontées pour y parvenir, on créa tout de suite une coopérative agricole de stature régionale avec une administration en conséquence. A sa tête, se place la « junta rectora » composée d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire et de 14 rapporteurs. C'est l'organe essentiel pour assurer la gestion et la représentation de la coopérative. Ces responsables de la « junta rectora » sont élus pour quatre ans avec réélection par moitié tous les deux ans ; il n'y a pas de limitation dans la rééligibilité. C'est la « junta rectora » qui fixe les prix, l'époque et les conditions de vente des produits [3] ; c'est elle qui décide du montant des avances à payer aux sociétaires ; elle détermine la date et la forme des paiements pour les produits vendus [4] ; elle propose le montant des participations, des contri-

1. Selon la « ley de Cooperación » du 2 janv. 1942 et le règlement d'application du 11 nov. 1943.

2. Parmi les devoirs, il y a l'obligation pour chaque sociétaire de participer à la constitution du capital social. On retire de leurs apports annuels une certaine quantité d'argent (« capital retenido »). Le capital social de la coopérative provient donc de trois sources : du « capital retenido » pour lequel on donne un intérêt de 5 %, d'apports volontaires et du « capital cedido » constitué des participations initiales et des cotisations.

Les droits des sociétaires sont bien précisés : chacun peut utiliser les services de la coopérative, chacun conserve la propriété des produits remis à la gestion de la coopérative et peut examiner les comptes de chaque exercice ; enfin, tout sociétaire peut solliciter la convocation d'assemblées générales et y présenter des suggestions.

3. Article 47, 9° des statuts du 13 août 1971.

4. Article 47,19°.

butions et des retenues qui seront appliquées aux sociétaires [5] ainsi que la date de ces divers paiements ; c'est elle, enfin, qui approuve l'inventaire, les comptes, les devis de dépenses de fonctionnement et d'investissement [6]. Dans cette « junta rectora », le président détient en permanence la délégation des pouvoirs pour assurer le fonctionnement normal de la coopérative. Il existe aussi un «conseil de vigilance » qui est un organe de contrôle chargé, entre autres, d'inspecter la comptabilité [7]. Cette coopérative apparaît donc comme un organisme parfaitement démocratique où toutes les décisions essentielles sont à même d'être discutées par le plus humble des sociétaires.

Soucieuse d'être à la hauteur de ses ambitions sociales, la CREX entend agir à la fois sur la production, l'industrialisation et la commercialisation de ce qui est le plus apte à être cultivé dans les conditions économiques et humaines de l'Estrémadure. De fait, la coopérative eut une influence décisive dans le développement des plantations de vergers et c'est à elle que l'Estrémadure doit d'être une grande région pomicole. D'ailleurs, dès le mois d'avril 1963, fut créée, à l'intérieur même de la coopérative, une section arbres fruitiers qui se propose de développer les vergers chez les sociétaires, tout en intervenant sur les marchés et en aidant les producteurs à s'adapter à la demande. Pour faire partie de cette section spéciale, il faut être sociétaire, payer une cotisation particulière, déclarer le nombre et les variétés d'arbres fruitiers plantés et respecter des accords précis, en particulier s'engager à livrer toute sa production. En compensation, les sociétaires bénéficient de la livraison de jeunes plants, du matériel et des machines de la coopérative, de personnels techniques et d'un encadrement. En liaison avec cette section arbres fruitiers, la CREX créa un fond de réserve spécial provenant des droits d'entrée [8] et de la moitié des subventions concédées à la Central Hortofructicola de Mérida.

Ce dynamisme et cette volonté de réussir attira les agriculteurs extremeños ; il était évident que la CREX allait résoudre tous les problèmes concernant l'agriculture irriguée. Le règlement lui-même contraignait les sociétaires à être de bons coopérateurs. L'apogée semble atteinte quand la CREX obtient le statut d'A.P.A. [9] qui lui permet d'obtenir des crédits importants et l'entraîne à constituer un nouveau fond de réserve alimenté par le prélèvement de 0,01 pta par kilogramme de fruits remis lors de chaque exercice pendant cinq ans, ce fond de réserve spécial devant servir à construire des usines, des magasins, des bureaux et à acheter des machines et des immeubles.

Les résultats paraissent être à la hauteur des ambitions et semblent impressionnants quand on considère l'ampleur des activités. En 1975, si l'on ne considère que la section arbres fruitiers, la coopérative contrôle directement 2 155 ha de vergers. Ses ventes se montent à 37 millions de Kg de fruits pour une valeur de vente estimée à 360 millions de pta ; cela représente 60 % des fruits commercialisés en Estrémadure dont le monopole pour certains d'entre eux, les poires Williams par exemple. La coopérative possède deux centrales hortofructicoles à Mérida et à Valdivia et en a loué une autre à Plasencia. Ces centrales peuvent manutentionner

5. Article 47,23°.
6. Article 47,39°.
7. Article 49.
8. Ces droits s'élèvent à 1 000 pta par hectare irrigué et à 150 pta par ha de culture sèche.
9. La première Agrupación de Productores Agrarios fut créée par le Ministère de l'Agriculture le 13 mai 1974. Lors de cette même année, 11 A.P.A. furent créées en Espagne. Chacun de ces groupements est spécialisé dans une production donnée. La CREX devint A.P.A. pour « fruits divers » par l'ordre ministériel du 30 déc. 1974.

journellement 90 et 40 tonnes de fruits respectivement. Associées à ces centrales, se trouvent des chambres frigorifiques de 3 200, 3 200 et 400 tonnes pour traiter les fruits. De plus, des contrats ont été passés avec des conserveries pour transformer une autre partie de la production. Pour la seule section des arbres fruitiers, la CREX dispose de quatre techniciens agricoles et de deux contremaîtres pour aider les exploitants.

De nombreux projets seraient sur le point de voir le jour. La CREX veut agrandir ses chambres frigorifiques de façon à pouvoir disposer de 14 400 tonnes ; elle a l'intention d'être présente sur 43 points de vente et d'exporter directement ; elle pense améliorer la production fruitière en qualité tout en abaissant les coûts de production en renforçant ses services techniques.

Rien ne semble gêner la progression de l'entreprise. Elle a bénéficié d'importantes subventions : 10,8 millions de pta la première année de fonctionnement, puis 7,2 et 3,6 autres millions de pta. Ses facilités financières semblent illimitées : elle a accès aux crédits de campagne jusqu'à concurrence de 208 millions de pta. Sa situation, sur le plan de la commercialisation des produits, paraît merveilleuse si on la compare avec celle des coopératives catalanes. En Catalogne, il y a pratiquement une petite centrale hortofructicole par village. En Estrémadure, tout au moins dans la province de Badajoz [10], la commercialisation de la production fruitière est pratiquement entre les mains de quatre grandes entités : la CREX, le Mercoguadiana et deux entreprises privées, l'une à Villanueva de la Serena et l'autre à Badajoz.

Nulle coopérative ne pouvait espérer une situation plus favorable. Les installations de la CREX sont connues dans tout le sud de la Péninsule Ibérique et sont visitées par tous les visiteurs illustres de passage, les ministres en particulier. De bons repas accompagnent invariablement ces visites qui étonnent les hôtes. Tout semble aller pour le meilleur des mondes des coopérateurs.

Pourtant, il ne s'agit que d'un géant aux pieds d'argile. Le premier signe tangible de malaise fut le départ, en bloc, de 34 sociétaires en 1975 [11] possédant 830,8 ha de vergers. Ces abandons, après quelques autres, rendirent publique une crise que nous suivions déjà depuis quelques années. En fait, pour l'administration de la CREX, l'heure de la vérité avait sonné et il était temps de faire des comptes sérieux.

La situation financière était proprement désolante, la CREX étant écrasée par le poids de la dette. Au moment de nos dernières enquêtes, lors de l'été 1976, la coopérative devait les sommes suivantes empruntées dans un premier temps :

50 millions de pta au Banco Español de Crédito
45 milions de pta au Banco Hispano Americano
7 millions de pta au Banco Central

102 millions de pta.

Cette dette représente le tiers du montant brut des transactions si le kilogramme de fruits est vendu à quatre pta en moyenne. En plus de cela, les trois banques ont concédé chacune respectivement 15,15 et 16 milions de pesetas à la CREX, le banco de Vizcaya 12 millions. En tout, la dette s'élevait à 162 millions de pesetas. La situation était très critique lorsqu'elle fut sauvée, provisoirement, par le ballon d'oxygène concédé

10. La CREX développe ses activités sur la plus grande partie de la province de Cáceres, à l'exception du valle del Jerte et de la Vera.

11. Sur un total de 148 coopérateurs pour les arbres fruitiers. Ces sortants possèdent en moyenne de 2 à 20 ha; le plus petit a 0,5 ha et le plus important, l'Encomienda S.A., 257,7 ha.

quand la coopérative fut promue au rang d'A.P.A. ; le Banco de Crédito Agrícola lui concéda alors un crédit s'élevant à l'équivalent de 70 % de la valeur des fruits commercialisés. Ce n'est pas suffisant, la coopérative s'apprête à solliciter du Banco de Crédito Agrícola un nouveau crédit de 40 millions de pta et un autre de 28 millions pour sa centrale de Valdivia [12].

Cette charge de plus en plus insupportable peut-elle être résorbée ? Rien ne permet d'être le moins du monde optimiste. Les pertes réelles de l'exercice 1974, pour la seule section arbres fruitiers, se sont élevées à 4,897 millions de pesetas et l'exercice 1973 n'est pas encore liquidé. Ces pertes sont d'autant moins explicables que l'on impose des charges sans cesse plus lourdes aux coopérateurs. Ceux-ci payent déjà une cotisation en fonction de la surface de leur exploitation et du nombre de leurs arbres fruitiers, une autre pour chaque kilogramme de fruits livré en compensation de l'assistance technique fournie. Lors des actes de la Junta Rectora du 7 mai 1974, on leur demande de nouveaux versements de 124,85 pta par ha irrigué et 39,7 pta par ha de terre sèche ; en plus, on opère un réajustement sur chaque kilogramme de fruits livrés :

0,35	pta/Kg	de poires	Limonera
0,58	»	»	Ercolini
0,78	»	»	Santa Maria
0,74	»	»	Muslo Dama
0,37	»	»	Williams
0,99	»	»	Varias Medias

C'est dire que la coopérative a dépassé depuis longtemps le seuil de la fragilité ; elle se trouve, sans freins, sur une pente glissante. Si une banque refuse un nouveau crédit — ne parlons pas de la possibilité d'exiger un remboursement — tout l'édifice tombe à terre à moins d'un emprunt swap ou d'un nouveau crédit d'Etat.

Ces résultats déplorables proviennent de plusieurs origines ; l'une d'entre elles, et non la moindre, est la bureaucratie. Celle-ci, en elle-même, représente un poids énorme pour les coopérateurs. Le personnel permanent employé est le suivant :

1 directeur général
1 directeur commercial
3 techniciens agricoles
3 contremaîtres
4 magasiniers
9 secrétaires administratifs
2 manœuvres pour les frigidaires dont un à Valdivia
2 réceptionnistes dont un à Valdivia
5 manœuvres pour les bascules dont 2 à Valdivia
2 hommes pour le secteur de Valdivia [13]
3 hommes à Madrid
3 mécanographes
1 assesseur juridique

12. Pour bien mesurer l'énormité de ces dettes, il est utile de savoir que l'on considère qu'un débiteur n'est à même de satisfaire ses créanciers que dans la mesure où les prestations dues au titre de l'amortissement du capital emprunté et du service des intérêts n'excèdent pas 25 à 30 % de ses recettes (s'il s'agit d'une entreprise) ou de ses exportations courantes (s'il s'agit d'un Pays). Cela est aussi valable s'il s'agit de particuliers ; les banques ne prêtent que pour des sommes inférieures ou égales à 30 % du salaire ou des revenus.

13. Pour des raisons politiques, la CREX dut s'occuper du stockage et de la vente de la totalité des fruits produits par les colons en raison de la fermeture des installations frigorifiques de Valuengo.

Tous ces employés permanents reçoivent des salaires respectables, le directeur général gagnant 2,2 millions de pta par an. Or, après la campagne fructicole, il ne se passe plus grand'chose dans la coopérative. On peut estimer qu'en 1975 les dépenses occasionnées par les seuls salaires des employés permanents représentaient quelque 15 millions de pesetas.

Cette bureaucratie pléthorique a eu un comportement étrange, très peu coopératif et les résultats de sa gestion, tout au long de la vie de la coopérative, n'ont guère été probants.

Pendant les dix premières années de son existence, la CREX resta une organisation se contentant de rendre des services élémentaires à ses sociétaires (vente d'engrais, de semences, etc...). En cela, elle eut le mérite d'être efficace et elle permit aux producteurs d'acquérir à bon compte engrais, insecticides et semences. Mais, elle ne fit rien de plus. Il était alors difficile de faire autre chose à cause du coton. La CEPANSA, compagnie concessionnaire de ce produit miraculeux, avait monté un dispositif pour empêcher que l'on cultivât d'autres produits dans le plan de Badajoz. La CEPANSA commença d'ailleurs à s'introduire dans la CREX et la noyauta en lui associant ses propres exploitants. Elle finit par acquérir une part active puis quasi exclusive à la direction de la coopérative qui tomba entre les mains de la personne la plus active de la CEPANSA. Tout fut fait pour freiner la CREX qui aurait pu devenir la plus importante coopérative d'Espagne. La CEPANSA eut le sort que l'on connaît. Beaucoup de temps fut perdu à cause du coton et l'on ne construisit pas des installations peu coûteuses comme des séchoirs pour maïs et riz et des fabriques d'aliments pour le bétail qui eussent été très utiles.

On ne renouvela pas non plus le personnel et l'on a depuis la mise en place, à quelques exceptions près, les mêmes employés permanents et la même direction. Cependant, il fallut bien faire quelque chose après la baisse vertigineuse du coton et sortir la coopérative de sa léthargie. A cette époque, commença la révolution fructicole.

C'est alors que les erreurs graves se sont accumulées. En 1966, fut construite la centrale hortofructicole de Mérida ; trop petite et mal située, son coût de fonctionnement est élevé. Il fallut agrandir la capacité des chambres froides de 2 000 t. Puis, furent construites les installations de Valdivia, trop petites elles-aussi. La CREX est alors obligée de louer des chambres froides.

Les dépenses exagérées dans les investissements, les erreurs toujours plus graves dans la gestion se répercutèrent sur les prix de liquidation accordés aux sociétaires. Ceux-ci, pour l'exercice 1975, touchèrent les sommes suivantes par kilogramme de fruits :

Poires	William	5 pta
»	R. Barlett	10
»	Buena Luisa	6
»	Blanquilla	11
Pêches	jaunes tardives	15 pta

Or, la même année, un sociétaire vendit, pour son propre compte, les fruits tarés qui avaient été refusés par la coopérative, à des prix de une à deux pta supérieurs à ceux qu'il avait obtenus de la coopérative. Ce sont ces résultats qui provoquèrent le départ des coopérateurs. D'autres vont suivre car les coûts de gestion restent identiques alors que le volume des transactions a baissé d'un tiers.

Comment est-on arrivé si bas et d'où provient cette dégradation ? La Junta rectora de la coopérative dut faire son autocritique [14]. Pour elle,

14. Celle-ci est formulée dans un rapport, courageux, distribué aux sociétaires.

les cinq ou six premières années furent satisfaisantes, non pas en raison d'une bonne gestion ni d'une bonne politique commerciale, mais parce que les productions par hectare furent élevées et que les cours se tenaient bien. Alors, le gaspillage passa inaperçu. Mais, progressivement fut enfanté un monstre incontrôlable par les agriculteurs et la Junta rectora put prendre les décisions qu'elle crut bonnes sans se sentir obligée d'en aviser les sociétaires dont les intérêts ne furent plus défendus. A partir de 1970-71, l'abondance des fruits fut telle que les cours s'effondrèrent. C'est à partir de ce moment que la déplorable organisation de la coopérative fut mise à jour et que les agriculteurs obtinrent des résultats pires que ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas eu recours à ses services [15].

Cela signifie que le coût des services de la coopérative est supérieur à celui de n'importe quel intermédiaire privé. Dans tous les cas, c'est le coopérateur qui supporte la différence. En 1974, sans consultation ni communication préalable, et, encore moins, sans accord de l'assemblée générale, on réclama aux coopérateurs un remboursement sur les livraisons de l'exercice précédent. Celui-ci se monta à 1,7 pta par kilogramme de pommes, et à une somme légèrement inférieure pour les poires. Le paiement des liquidations est effectué très tardivement sans explication justificative. Nul ne voit plus de correspondance claire entre les comptes présentés et la situation réelle de la coopérative. Surtout, lors d'une mémorable assemblée générale en 1974 et sous prétexte d'une adaptation à des dispositions officielles pour obtenir la qualification d'A.P.A., les statuts de la coopérative furent modifiés sans lecture ni explication exhaustive. Les nouveaux statuts — approuvés par les organismes officiels — n'ont pas été diffusés chez les sociétaires. Des dépenses énormes ont été consenties et engagées sans contrôle. Les ventes, elles non plus, n'ont pas été suffisamment contrôlées ; la surveillance des stocks a été défectueuse. Enfin, tout a été fait pour que l'administration de la coopérative reste en place : on a fabriqué des bilans satisfaisants ; on a concédé aux coopérateurs des prix supérieurs à ceux que la coopérative avait effectivement obtenus, en espérant des années meilleures. Ces seules manipulations expliquent l'existence d'un trou de 30 à 40 millions de pesetas.

Cette confession, presque complète, est courageuse. La conclusion du rapport ne manque pas d'intérêt. Selon celle-ci, il faut, malgré tout, que la coopérative continue à fonctionner dans la région. Sans cela, il sera impossible de maintenir longtemps encore l'économie de vergers. Il n'est pas possible non plus de laisser agir les spéculateurs ni même de créer une autre coopérative, ce qui serait fort coûteux. Il suffirait de changer d'administration et de réorganiser l'ensemble des services.

Ces arguments ne manquent pas de logique mais cela risque de coûter cher à l'Etat donc au contribuable. De plus, il n'est pas certain que tous les coopérateurs aient la patience d'attendre la réorganisation promise. Celle-ci se ferait-elle, peuvent-ils espérer de réels changements ?

15. De l'aveu même des rédacteurs du rapport.

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie			*Page*
1 et	2	Les montados de chênes verts	80-81
3 et	4	Exploitation de 2 217 ha à Jerez de los Caballeros	»
5 et	6	Le montado de chênes verts et l'élevage porcin	»
7 et	8	L'élevage dans le montado de chênes verts	»
9		Paysage de montado	»
10 et	11	Entretien du montado de chênes verts	»
12		Création d'un montado de chênes verts	»
13 et	14	Les montados de chênes verts et la mise en valeur des sols ingrats	»
15 et	16	Oliviers et chênes	160-161
17		Crise du montado de chênes verts	»
18		Destruction du montado	»
19 et	20	Entretien du montado de chênes verts	»
21 et	22	Fabrication du charbon de bois	»
23 et	24	Les grands montados de chênes-lièges de la partie occidentale du Haut-Alentejo	»
25 et	26	Montado de chênes-lièges. Exploitation du liège	»
27 et	28	Montados de chênes-lièges et mise en valeur des sols les plus pauvres	»
29 et	30	La Serena des schistes	256-257
31 et	32	La Serena des schistes	»
33		L'élevage en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo	»
34 et	35	Progression et amélioration de l'élevage bovin	»
36 et	37	Reboisement	»
38 et	39	La chasse	»
40		Espigoado	336-337
41		Le complant oliviers-vigne dans la Tierra de Barros	»
42 et	43	Evolution du complant dans la Tierra de Barros	»
44 et	45	Progression de la vigne sur les pourtours de la Tierra de Barros	»
46		L'assolement blé-tournesol	»
47 et	48	Olivettes et montados	»
49 et	50	Crise de l'olivette sur les barros	»
51		La culture de la tomate par les seareiros	432-433
52		La Vega du Tiétar	»

Photographie			*Page*
53 et	54	Culture du tabac et des piments dans une grande exploitation de Talayuela	432-433
55		Plan de Badajoz. Orientation vers l'élevage	»
56		Déboires de l'agriculture irriguée	»
57 et	58	Sierra de Gata	»
59 et	60	Microfundium et secano	528-529
61 et	62	Microfundium et céréaliculture	»
63 et	64	Barrado	»
65 et	67	Les terroirs hurdanos	»
67		Les terroirs hurdanos	»
68 et	69	L'habitat hurdano	»
70 et	71	Plan de Badajoz	624-625
72 et	73	Echec de la colonisation en secano, Alía et Guadalupe	»
74		Cultures irriguées dans le Plan de Badajoz	»
75 et	76	L'habitat dans le Plan de Badajoz	»
77 et	78	Les difficultés du Plan de Badajoz	»
79		Un exemple de colonisation réussie : la colonie de Pegões ...	»
80 et	81	Art révolutionnaire. Les murs parlent	720-721
82 et	83	La distribution et l'embauche obligatoire de travailleurs ...	»
84 et	85	UCP Santana e Anexas	»
86 et	87	UCP Poder Popular. Fin Septembre 1978	»
88		UCP Poder Popular. Fin Septembre 1978	»
89 et	90	UCP Poder Popular. Fin Septembre 1978	»
91 et	92	Les « erreurs » de la réforme agraire révolutionnaire	»
93 et	94	Yunteros et yuntas	»
95-96 et	97	Récolte mécanisée des olives	912-913
98 et	99	Ramasseuse de tomates	»
100 et	101	L'habitat rural en Estrémadure	»
102 et	103	Evolution de l'habitat en Estrémadure	»
104		Les difficultés du microfundium	»
105 et	106	Les aléas climatiques. Les excès de précipitations hivernales	»
107 et	108	Les aléas climatiques pour les cultures de printemps	»

Toutes les photographies, excepté les n° 95, 96 et 97, ont été prises par O. Balabanian.

TABLE DES FIGURES

Figure	*Page*
1 — Localisation de l'Estrémadure et du Haut-Alentejo dans la Péninsule Ibérique	16
2 — Carte de repérage	18
3 — Balance hydrique à Evora selon Thornthwaite	20
4 — Isohyètes et bilans hydriques	20-21
5 — Les montados dans le Haut-Alentejo	52-53
6 — Les montados en Estrémadure	54-55
7 — Occupation du sol, en 1976, dans une exploitation de Jerez de los Caballeros (703 ha)	88
8 — La charge en main-d'œuvre dans les montados de chênes verts	100
9 — Carte d'occupation du sol à Beja (selon Giraldo Augusto Pery. 1883)	111
10 — Evolution du prix du porc maigre et du porc gras entre 1947 et 1957	135
11 — Evolution du cours du liège entre 1943 et 1975	181
12 — Répartition du bétail en Estrémadure (1976)	189
12 — Répartition du bétail dans le Haut-Alentejo (1972)	190
14 — Evolution comparée du prix de la laine et de la viande d'agneau à Outeiro	202
15 — Perspectives de pousse des pâturages à Elvas	208
16 — Surfaces utilisables par le bétail dans l'assolement alqueive-blé	212
17 — Surfaces utilisables par le bétail dans l'assolement alqueive-blé-avoine-trois pâturages	213
18 — Occupation du sol dans une exploitation de 880 ha dans la Sibérie d'Estrémadure	242
19 — Les pentes moyennes en Estrémadure	255
20 — Evolution des activités cynégétiques dans la province de Badajoz	266
21 — Pourcentage des terres cultivées en Secano en Estrémadure	283
22 — Occupation du sol dans une exploitation de la Campiña d'Azuaga	288
23 — Pluies de saison froide et rendement en blé	299
24 — Produit net obtenu sur un hectare de blé à Outeiro	334
25 — Le vignoble en Estrémadure	343
26 — Les olivettes en Estrémadure	355
27 — Les périmètres irrigués en Estrémadure et dans le Haut-Alentejo	362
28 — Occupation du sol dans le périmètre irrigué du Caia (1971)	365
29 — Occupation du sol dans le périmètre irrigué du Caia (1972)	366
30 — Occupation du sol dans le Foro da Godinha	367

Figure *Page*

31 — Evolution des surfaces occupées et de l'eau consommée dans le périmètre irrigué du Caia 368
32 — Occupation du sol dans une exploitation irriguée (32,2 ha) dans le périmètre irrigué du Caia 378
33 — Evolution de l'occupation du sol sur les terres exploitées par la SAGREPE 381
36 — Evolution des recettes et des charges d'un métayer planteur de tabac 384
35 — Evolution de l'occupation du sol d'une grande exploitation du Valle del Tiétar 389
34 — Pourcentage des terres cultivées en regadío en Estrémadure 392
37 — Evolution comparée du produit net d'un métayer planteur de tabac et du propriétaire 392
38 — Evolution des résultats économiques de vergers de poiriers dans le Plan de Badajoz 403
39 — Evolution des résultats économiques d'un verger de pommiers dans le Plan de Badajoz 403
40 — Evolution des résultats économiques d'un verger de pêchers dans le Plan de Badajoz 404
41 — Evolution des résultats économiques d'une luzernière dans le Plan de Badajoz 411
42 — Evolution des résultats économiques donnés par des fourrages en secano 436
43 — Evolution des ventes de la coopérative « San Marcos » 496
44 — Evolution du prix de trois produits essentiels à Casas del Monte ... 499
45 — Production et valeur de la production de cerises à Barrado 505
46 — Plan de Badajoz. Croquis de localisation 564
47 — Les terres occupées dans la province d'Evora. Bilan en 1976 634
48 — Evolution mensuelle des charges en main-d'œuvre et des charges sociales d'une grande exploitation alentejane 638
49 — Les terres occupées à Vimieiro 641
50 — Surfaces emblavées et évolution de la production de blé au Portugal 658
51 — Surfaces emblavées et évolution de la production de blé en Alentejo et dans la province de Badajoz 659
52 — Rendement en blé au Portugal, en Alentejo et dans la province de Badajoz 659
53 — Evolution de la production de riz en Alentejo 660
54 — Evolution de la production d'huile en Alentejo 661
55 — Occupation du sol dans l'UCP Santana e Anexas pendant l'exercice 1977-1978 665
56 — Utilisation du sol pendant l'exercice de 1977-78 dans l'UCP «Pouvoir Populaire» 674
57 — Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1864 689
58 — Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1960 690
59 — Densité de population dans le Haut-Alentejo. 1970 691
60 — Densité de population en Estrémadure. 1900 694
61 — Densité de population en Estrémadure. 1960 695

Figure *Page*

62 — Evolution de la population haut-alentejane et extremeña entre 1960 et 1970 700
63 — Date du maximum démographique dans les communes extremeñas 702
64 — Evolution comparée de l'indice des salaires versés aux ramasseurs d'olives et des prix, à la production, des olives de table et de l'huile d'olive 708
65 — Evolution du salaire journalier minimum, du prix de l'huile et du blé dans une exploitation d'Alange 708
66 — Evolution du salaire de quelques catégories de travailleurs agricoles en Estrémadure 715
67 — Evolution des indices des salaires payés et des prix perçus par les exploitants agricoles en Estrémadure 715
68 — Evolution du prix, à la production, de quelques produits agricoles en Estrémadure 716
69 — Appropriation de la terre dans le Haut-Alentejo 788-789
70 — Production nationale et prix des porcs sacrifiés. 812
71 — Prix et naissances semestriels de porcelets à Olivenza 812
72 — Evolution des surfaces consacrées à la culture de la tomate pour l'industrie au Portugal et dans la province de Badajoz 815
73 — Evolution des surfaces consacrées au tournesol, au piment pour l'industrie et à la betterave sucrière en Estrémadure 818
74 — Le cycle du coton en Estrémadure 819
75 — Le problème principal des olivettes : le prix de l'huile 848
76 — Les fruits. Saturation des marchés et marasme des prix 850
77 — La faiblesse des prix : principal obstacle à l'augmentation de la production de viande et de lait 852
78 — Les coopératives agricoles en Estrémadure 857
79 — Quelques-uns des démêlés judiciaires de la coopérative Nuestra Señora de Guadalupe 859
80 — Ecart relatif des précipitations à Elvas 890
81 — Ecart-type sur échantillon des précipitations mensuelles à Vegas Altas, Benavila, Zarza-Capilla et Elvas 891
82 — Hauteurs des précipitations tombées chaque année à Elvas pendant l'hiver 899
83 — Ecart relatif des hauteurs de précipitations tombées chaque année à Elvas pendant l'hiver 899
84 — Rendements obtenus en riz et en blé dans la herdade d'Outeiro ... 907
85 — Ecart relatif des rendements obtenus en riz et en blé dans la herdade d'Outeiro 908

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

CARTES ET PHOTOGRAPHIES AERIENNES

Les Alentejans disposent d'un matériel cartographique particulièrement riche. Les Espagnols sont moins bien pourvus mais ils sont en train de rattraper leur retard.

— Cartes topographiques.

. Cartes provinciales au 1/250 000 pour l'Estrémadure.
. Couverture de l'Estrémadure par les Mapas Nacionales au 1/50 000. Servicio Geográfico y Cadastral (1952).
. Couverture du Haut-Alentejo par les Cartes Corográficas au 1/50 000.

— Cartes géologiques.

. Mapa geológico de la provincia de
Cáceres
Badajoz

Cartes au 1/200 000 publiées par l'Instituto Geológico y Minero de España. Ce sont des cartes provinciales en général suffisantes pour notre travail. Dans quelques cas, nous avons utilisé des cartes géologiques à plus grande échelle (au 1/50 000) :

n° 730 Montánchez
775 Badajoz
776 Montijo
779 Villanueva de la Serena
781 Siruela
803 Almendralejo
829 Villafranca de los Barros
853 Burguillos del Cerro
897 Monesterio

Ces cartes, publiées en 1953, 1954 et 1955 sont accompagnées d'une notice importante qui peut avoir un grand intérêt en géographie rurale.
Nous avons aussi utilisé la feuille n° 702 de San Vicente de Alcántara mais publiée en 1941.

. Pour le Haut-Alentejo, il existe des cartes géologiques à échelle plus ou moins grande. Nous avons utilisé quelques cartes au 1/50 000.

— Cartes pédologiques.

. En Estrémadure, nous disposons des Mapas provinciales de suelos au 1/250 000, publiées par l'Instituto Nacional de Edafología y Agrobiología.

Cáceres (1970)

La feuille de Badajoz a été publiée en 1968 par le Ministère de l'Agriculture. A côté de la carte de sol proprement dite, la province de Badajoz est couverte par une carte hypsométrique au 1/500 000, de pentes au 1/400 000, d'occupation du sol au 1/400 000. Ces cartes accompagnent la carte des sols proprement dite avec sa notice (de 477 p. pour la feuille de Badajoz).

Il existe aussi des cartes pédologiques régionales avec des notices plus ou moins importantes. Citons :

« Estudio de los suelos de Badajoz. Región de la Serena ». Diputación provincial de Badajoz. 1971. 287 p. Carte pédologique au 1/100 000.

« Estudio de las suelos de los nuevos regadios de la margen derecha de la Vegas Bajas del Guadiana ». Diputación provincial de Badajoz. 1962. 292 p. A l'intérieur, se trouvent des croquis pédologiques à grande échelle.

. Dans le Haut-Alentejo, nous avons utilisé la couverture de la région par :

Les Cartas dos Solos au 1/50 000. Elles sont accompagnées d'une notice : «Classificação e caracterização morfológica dos solos » publiée en 1970 par le Ministère de l'Economie. 252 p.

Les Cartas de capacidade de uso do solo de Portugal au 1/50 000. Elles sont publiées par le Ministère de l'Economie avec une notice de 195 p. Ces cartes, publiées dans les années 60, sont particulièrement précieuses.

En Espagne, la publication de cartes rappelant les « cartas de capacidade de uso do solo » portugaises commencent à paraître. Ce sont les cartes d'« Evaluación de recursos agrarios » publiées par le Ministère de l'Agriculture au 1/50 000. Ces cartes n'ont pas la qualité des cartes portugaises et, à ce jour, aucune n'a été établie en Estrémadure.

— Cartes d'occupation du sol.

Les Portugais, là aussi, possèdent une avance considérable.

. Le Haut-Alentejo est couvert par les « Cartas Agrícola e Florestal » au 1/25 000 et au 1/250 000.

Par ailleurs, le SROA a publié de nombreuses cartes de répartition de tel ou tel arbre. Voir par exemple :

Carta da distribuição do Sobreiro em Portugal au 1/500 000 et au 1/250 000. 1961.

Carta da distribuição da azinheira em Portugal au 1/500 000 et au 1/250 000. 1965.

On dispose des mêmes cartes pour l'eucalyptus, les pins.

. En Estrémadure, en dehors de la carte d'occupation du sol déjà citée pour la province de Badajoz, nous ne disposons que de très rares cartes au 1/50 000, publiées par le Ministère de l'Agriculture. En fait, au moment où nous avons terminé nos recherches, il n'existait que les feuilles n° 734 (Villarta de los Montes) et 875 (Jerez de los Caballeros) publiées en 1974 et 1975. De nombreuses autres feuilles ne devraient pas tarder à être publiées.

— Photographies aériennes. Couverture de la région de Jerez de los Caballeros. Servicio Geográfico del Ejercito (au 1/30 000 environ).

LES SOURCES STATISTIQUES

Elles sont d'une particulière pauvreté surtout au Portugal où le « secret statistique » sévit avec une rare violence. Cela n'a qu'une importance limitée dans la mesure où ces statistiques sont de qualité inégale.

Estrémadure.

Publiés par

. L'Instituto Nacional de Estadística
Anuario Estadístico
Reseña estardística de la provincia de
Badajoz 1962 et 1976
Cáceres 1966 (une mise à jour est sous presse).
Censo de la población de España. Año 1970
Cáceres
Badajoz
Censo de la población y de las Viviendas de España de 1960
Cáceres
Badajoz

. Ministerio de Agricultura
Anuario Estadístico de la Producción Agrícola
Censo Agrario de España
Badajoz 1962 et 1972
Cáceres 1962 et 1972

. Banco Urquijo. Quatre tomes de 590, 678, 687 et 466 p. Tout ceci est impressionnant mais peu utilisable pour un géographe. 1970.

Non publiés.

. Statistiques communales, chaque année, de la Cámara Oficial Sindical Agraria de Cáceres et de Badajoz.
La COSA de Cáceres est particulièrement active et possède des statistiques aussi bien sur les surfaces cultivées que sur le bétail.
. Documents cadastraux et fiscaux aux délégations du Ministère de la Hacienda de Cáceres et de Badajoz.

Haut-Alentejo.

Publiés par

. Instituto Nacional de Estatística

Enquêtes sur les Exploitations Agricoles du Continent
Exploitations de 20 ha et plus. 1968
Eploitations de moins de 20 ha. 1968
Enquêtes sur les Exploitations Agricoles du Continent
Bétail. 1968
Annuaire statistique 1960 à 1975
Annuaire des stastitiques agricoles 1960 à 1975
Estatísticas e Indicadores Regionais. 1970
Bulletin mensuel de statistiques
Bulletin mensuel des statistiques de l'Agriculture et de la Pêche. A partir de 1976
Statistiques démographiques. 1975
11° Recenseamento da População. 1970

. Banco de Fomento Nacional
Análise da Conjuntura Económica e Financeira. 1970 358 p.

. Cadastro Geométrico da Propriedade Rústica. Elementos de Informação Económica
Vol. VI. Concelho de Campo Maior. 1967

. Direcção-Geral dos Serviços Florestais e Agrícolas. Inventário Florestal. Distrito de Portalegre et d'Evora
Vol. IV. Concelhos de Montemor-o-Novo e Vendas Novas. 1964
Vol. III. Concelho de Vila Viçosa. 1963

. Ministério da Agricultura e Pescas
Utilização do Solo
Portalegre 1959 et 1972
Evora 1959

Non publiés.

Documents cadastraux (pour l'étude de l'appropriation de la terre) et fiscaux.

En Espagne et au Portugal, il existe nombre d'autres sources statistiques à la disposition du chercheur ou confidentielles.

En Espagne, on dispose du prix des principaux produits agricoles depuis 1954. Différentes revues, au Portugal et en Espagne, donnent l'évolution des prix à la production, des prix payés par les agriculteurs.

L'étude des coûts de production est particulièrement développée en Alentejo et différents organismes s'en occupent (les Brigadas técnicas, les fermes expérimentales). En Espagne, les techniciens agricoles du Service d'Extension Agricole font un travail intéressant pour le géographe et possèdent des statistiques diverses (sur les coûts de production, sur les cultures, etc...).

BIBLIOGRAPHIE

Ne sont indiqués que les ouvrages dont nous nous sommes le plus directement servi, c'est-à-dire, à peu de choses près, les ouvrages que nous avons déjà cités. Nous avons classé les ouvrages des auteurs portugais en fonction de leur dernier patronyme.

Journaux quotidiens, hebdomadaires et mensuels consultés régulièrement ou exceptionnellement.

Espagne.

A.B.C.
El País
Hoy
Informaciones

Portugal.

A Luta
Avante
Diário de Notícias
Diário Popular
Economia e Finanças
Gazeta das Aldeias
O Dia
O Jornal
O Século
Vida Mundial

Autres.

Le Monde
Le Monde diplomatique
Farmer's Weekly
Financial Times
Times

De plus, nous avons consulté tous les B.O., depuis 1966, des Ministères de l'Agriculture espagnol et portugais.

Ouvrages généraux ou spécialisés mais n'intéressant pas directement l'Estrémadure et l'Alentejo

Julio Alcaide Inchausti : « Las tablas input-output regionales en España ». Boletín de Estudios Económicos n° 94, 1975, pp. 65-89.

T. Antoine : « L'opinion. Technique d'enquêtes par sondage ». Paris, Dunod, 1969.

Henrique de Barros : « Economia Agrária ». Lisboa, 1954, vol. III, 736 p.

Y. M. Bercé : « Fête et Révolte. Des mentalités populaires du XVIème au XVIIIème siècle ». Paris, 1976, 253 p.

P. Birot dans « Le Portugal » — Armand Colin, 1950, 222 p.

J. Bisson : « La Terre et l'Homme aux îles Baléares ». Aix-en-Provence, 1977, 416 p.

A. Blanc, M. Drain et B. Kayser : « L'Europe Méditerranéenne ». P.U.F., Paris, 1967, 270 p.

P. Brunet : « Structure Agraire et Economie Rurale des Plateaux Tertiaires entre la Seine et l'Oise ». Caen, 1960, 552 p.

José Manuel Casas Torres, Antonio Higueras Arnal y María Rosario Miralbes Bedera : « Algunos aspectos de los desequilibrios regionales españoles en 1967 ». Aportación española al XXI congreso geográfico internacional. 1968, pp. 31 à 65.

Alvaro Cunhal : « A questão agrária em Portugal ». Rio de Janeiro, 1968, 394 p.

Max Daumas : « La vie rurale dans le Haut-Aragon Oriental ». Consejo Superior de Investigaciones Cientificas. Madrid, 1976, 774 p.

M. Derruau : « Nouveau précis de géographie humaine », 1969, 576 p.

—— « Les flux monétaires dans un village-centre du Bas-Languedoc : Capestang ». L'espace géographique, T. III, n° 1. 1974, pp. 29 à 46.

J. Despois : « La Tunisie ». 2ème édit. Paris, 1961, 224 p.

Diccionario de la Lengua Española. Real Academia Española. Madrid, 1970.

M. Drain : « Les campagnes de la province de Séville : espace agricole et société rurale ». Lille III, 1977, 2 vol., 749 p. + cartes.

M. Drain et A. M. Bernal : « Les campagnes sévillanes aux XIXe-XXe siècles ». Casa de Velázquez, Madrid, 1975, 133 p.

P. Duchaufour : « Précis de pédologie ». Paris, 1970, 3e édit., 481 p.

R. Dugrand : « Villes et campagnes en Bas-Languedoc ». Paris, 1963, 638 p.

H. Elhaï : « Recherches sur la propriété foncière des citadins en Haute-Normandie ». Paris, 1965, 104 p.

A. Fel : « Les hautes terres du Massif Central ». Thèse. Clermont-Fd, 1962, 430 p.

P. Fénelon : Vocabulaire de géographie agraire. Tours, 1970, 679 p.

Armand Frémont : « L'élevage en Normandie », Caen, 1967, deux vol. de 625 et 316 p.

P. George : « Dictionnaire de la géographie ». Paris, 1970, 448 p.

J. Heers : « L'Occident aux XIVème et XVème siècles. Aspects économiques et sociaux ». P.U.F. Nouvelle Clio, 1966, 409 p.

R. Hérin : « Le Bassin du Segura. Recherches de Géographie Rurale ». Caen, 1975, 892 p.

Alain Huetz de Lemps : « L'Espagne ». Paris, 1976, 294 p.

—— « Vignobles et vins du nord-ouest de l'Espagne ». Bordeaux, 1967, 1 003 p

Instituto de Reforma de las Estructuras Comerciales. Ministerio de Comercio. Parmi les publications, signalons : « Costes de comercialización en España ». Madrid, 1976, 87 p.

J. Klein : « The Mesta. A study in spanish economic history 1273-1836 ». Cambridge, 1920, 444 p.

M. Le Lannou : « Le Brésil ». Armand Colin, 2ème édition. Paris, 1961, 224 p.

M. Moliner : Diccionario del uso del Español. 1966. 2 vol.

Orlando Ribeiro : « Portugal, o Mediterrâneo e o Atlântico ». Lisboa, 3ème édit., 1967, 163 p.

—— « Portugal Central ». Livret-guide de l'excursion du Congrès International de Géographie. Lisbonne, 1949, 180 p.

B. Roux : « La crise de l'élevage extensif traditionnel dans les Sierras de l'Andalousie Occidentale ». Instituto de desorrollo regional. Seville, 1974, 292 p.

—— « Encuesta sobre las explotaciones agricolas de Sierra y Andevalo de la provincia de Huelva ». Instituto de desarrollo. 1974, 39 p.

J. Sermet : « Espagne du Sud ». Paris, 1953, 394 p.

R. Tamames : « Introdución a la economía española ». Madrid, 1970, 499 p.

M. de Terán, L. Sole Sabaris y otros : « Geografía Regional de España ». Ariel, 1968. Barcelona, 491 p.

Ouvrages généraux ou spécialisés concernant directement l'Estrémadure et l'Alentejo

Sous la direction de Julio Alcaide Inchausti : « Contabilidad regional de Extremadura y Extremadura-Huelva ». Consejo Económico sindical Interprovincial de Extremadura y Huelva. 1973, 176 p.

Banco de Bilbao : «Renta Nacional de España y su distribución provincial ». Madrid, 1967, 164 p.

—— « Evolución de la Renta ». 1971, 192 p.; 1973, 227 p.; 1975, 246 p.

P. Birot et M. Feio : « Notes sur la morphologie du Portugal méridional ». Extrait des mélanges Géographiques offerts à D. Faucher, pp. 103 à 127.

Agostinho de Carvalho et Maria Leonor Gomes : « Alimentação e condições da vida de famílias de trabalhadores rurais do Baixo Alentejo ». Instituto Gulbenkian. Oeiras, 1973, 139 p.

Consejo Económico Sindical Provincial : « Estructura y perspectivas de desarollo económico de la provincia de Badajoz ». 1970, 537 p.

José Joaquim Mendes Cruz et José Luís Xavier da Costa Cardoso de Menezes : « Subsídio para o estudo das causas da descapitalização da lavoura agro-pecuária ». Grémio da Lavoura de Elvas. 1970, 35 p.

José Cutileiro : «Ricos e Pobres no Alentejo ». Lisboa, 1977, 433 p.

Maria Feio : «Le Bas-Alentejo et l'Algarve ». Livret-guide de l'excursion du congrès international de géographie de Lisbonne en 1949, p. 207.

J. Mira Galvão : « O seareiro. Sua Função Económica e Social na Cultura do Trigo e a Crise Agrária ». 48 p. Beja, 1949. Brigada Técnica da XIV região. Folha de divulgação n° 44.

J. da Silva Picão : « Através dos Campos ». Lisboa, 1947, 370 p.

Carlos A. Martins Portas : « A situação sócio-económica do Alentejo e o desenvolvimento regional ». Estudos Eborenses n° 3, pp. 51 à 74. 1967.

Antonio Pintado et Eduardo Barrenechea : « La raya de Portugal ». Madrid, 1972, 292 p.

A. Silbert dans « Le Portugal méditerranéen à la fin de l'Ancien Régime XVIII^e^-début du XIX^e^ siècle ». 2 T. 1 215 p. Ecole Pratique des Hautes Etudes. Paris, 1966.

Climat

Atlas Climatológico de Portugal Continental. Edição preliminar. Lisboa, 1974.

H. O. Carter, Robert Jensen et G. W. Dean : « Risk and diversification for Californian crops ». University of California. Circular 503, 11 p.

S. Daveau : « L'influence de la continentalité sur le rythme thermique au Portugal ». Finisterra, Vol. X, n° 9, 1975, 48 p.

M. Feio : « Clima e ocupação agrícola de Portugal ». Revista Geographica n° 1. 1965, 9 p.

Jen-Hu-Chang : « Potential photosynthesis and crop productivity ». Annals of the Association of American Geographers. Vol. 60, 1970, pp. 92 à 101.

Jen-Hu-Chang : « O potencial agrícola das regiões tropicais húmidas ». Luanda, 1973, 47 p.

E. de Martonne : « Traité de Géographie physique ». T. 1er, pp. 268-69. Paris, 489 p.

Papadakis : « Climates of the world. Their classification, similitudes, differences and geographic distributions ». Buenos Aires, 1970, 47 p.

A. J. Sardinha de Oliveira : « Determinantes meteorológicos da produção unitária do trigo ». Boletim da Associação Central da Agricultura Portuguesa. Lisboa, 1955, 29 p.

Population

E. Barrenechea : « El futuro « espontaneo » de Badajoz. Situación actual, pers pectivas y medidas a adoptar ». Seminario Bravo Murillo. Ponencia XI. 32 p.

G. Dalla Rosa : « Les saisonniers étrangers dans l'agriculture du Lot-et-Garonne ». R.G.P.S.O. 1972. T. 43, fasc. 1, pp. 5-22.

João Evangelista : « Um século de população portuguesa (1864-1960) ». Publi cações do Centro de Estudos Demográficos. Lisboa, 249 p.

Antonio Gamiz Lopez : « La emigración en la región extremeña ». Seminario Bravo Murillo.

P. George : « Les migrations internationales ». P.U.F. Paris, 1976, 230 p.

M. Poinard : « L'émigration portugaise de 1960 à 1969 ». R.G.P.S.O. T. 42, fasc. 3, 1971, pp. 293-304.

P. Vergniaud : « Incidences de la mécanisation sur les cultures légumières de plein-champ ». Options médit. déc. 1970, pp. 89-93.

Montado

Amílcar Branco suivie d'une discussion avec Teófilo Frazão et Braço Forte. « Controvérsia acerca da vacinação da Peste Suína Africana ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo n° 20. Beja, 1969, 106 p.

A. Roque Cabral : « Ecologia do sobreiro — sua distribuição em Portugal. Qua-dros da sua geoeconomia ». J.N.C. n° 144. Oct. 1950, pp. 345 et 346 et n° 145, nov 1950, pp. 13 à 16.

J. da Silva Carvalho : « Quercus suber e eucalyptus globulus. Matéria-prima de pastas de madeira ». J.N.C. n° 323, sept. 1965, pp. 191 à 194.

Nuno Noronha da Costa et Maria Júlia Quintas : « Inquérito ao custo de produção de azeite ». Instituto do azeite e produtos oleaginosos n° 1. 1974, pp. 41 à 72.

F. Nobre Coutinho : « A subericultura e o fomento florestal na propriedade particular ». J.N.C. n° 364, fév. 1969, pp. 22 à 28.

R. Dajoz : « Precis d'écologie ». Paris-Bruxelles-Montréal. 2ème édition. 1971, 434 p. Cf. p. 306.

Divers auteurs sous la direction de M. Lamotte et F. Bourlière : « Problèmes de productivité biologique ». Paris, 1967, 246 p.

José Luis Doncel Pascual : « Bioeconomía de los ecosistemas ». 9 p. Badajoz, 1975. Publicaciones del Departamento de Dehesas y Pastizales.

M. Ezeckiel : «Two methods of forecasting hog-prices ». Journal of the American Statistical Association. XIII. N.X. n° 157. 1927.

Teófilo Lopes Frazão : « A peste suína africana e as implicações vacinais ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Beja, publ. n° 19, 1968, 35 p.

Rivas Goday : « Vegetación y Florula de la Cuenca Extremeña del Guadiana ». 777 p. Madrid, 1964.

Gabriel Gonçalves : «A Azinheira, uma espécie condenada ? ». Estudos e Informação n° 242. D.F.S.F.C.A. Lisboa, 1969.

P. Goret : « La lutte contre la peste porcine africaine est engagée ». Le Porc. Paris, 1964, pp. 20 à 22.

Howard, W. Dunne et autres :« Les maladies du porc ». Paris, 1962.

Junta Nacional dos Produtos Pecuários : « Contribuição para o estudo económico da « montanheira ». Sept. 1958, 56 p. + un volume d'annexes.

Joaquim Manuel Murteira Grave : «A Bolota na alimentação do porco », p. 15. Instituto Superior de Agronomia. Lisboa, 1954, 74 p.

M. Gomes Guerreiro : « O sobreiro do carbónico a sudoeste de Portugal ». J.N.C. n° 201, juil. 1955, pp. 247-251.

M. Hinckel : « Notice sur les forêts de chênes-lièges d'Espagne et de Portugal ». Bull. Min. de l'Agriculture. 12ème année, 1893, pp. 291 à 315.

Joaquim Póvoas Janeiro : « A Bolota ». Ministério da Economia. J. N. dos Produtos Pecuários. 1953, 69 p.

Federico Marti Carreras : « Defensa del corcho frente al plástico y a la luz de la legislación del código alimentario español ». Boletín de Madera y Corcho n° 252. févr. 1968, 4 p.

J. L. Martín Galindo : « La dehesa Extremeña como tipo de explotación agraria ». Estudios geográficos. Mai 1966, pp. 157 à 226.

Miguel Masa Ortiz : « Legislación de Montes. Commentarios al reglamento de 22 de febrero de 1962 ». Barcelone, 892 p.

Pedro Montserrat Recoder : « Aspectos funcionales del monte adehesado extremeño ». 6 p. Badajoz, 1975. Publicaciones del Departamento de dehesas y pastizales. Diputación Provincial de Badajoz.

J. Vieira Natividade : « Subericultura ». Ministério da Economia. Direcção Geral dos Serviços Florestais e Aquícolas. Lisboa, 1950, 387 p.

—— « Dévotion subéricole. Les « herdades » de « Leitões » et « Montalvo », de M. João Lopes Fernandes ». Evora, 1957, 23 p.

James Parsons : « La economía de « montaneras » en los encinares del sur-oeste de España ». Estudios Geográficos. 1966.

J. A. Quita-Quita : « Problemas florestais inerentes ao plano de rega do Alentejo ». J.N.C. n° 323, sept. 165, pp. 186 à 190.

Maurice Rapp : « Production de litière et apport au sol d'éléments minéraux dans deux écosystèmes méditerranéens : la forêt de Quercus Ilex L. et la garrigue de Quercus Coccifera l. ». Oecologia Plantarum, T. 4, n° 1, 1969, pp. 378 à 410.

Maurice Rapp : « Production de litière et apport au sol d'éléments minéraux et d'azote dans un bois de pins d'Alep ». Oecol. Plant. vol. 2, n° 4, pp. 325-338.

Carlos Rogenmoser Lourenço : «Comentários à carta da distribuição do sobreiro ». J.N.C., n° 206, déc. 1955, pp. 42 à 46.

Adolpho Rupérez Cuéllar : « La encina y sus tratamientos ». Ediciones Silvícolas. Madrid, 1957, 154 p.

Luis Romero Candau : « Encinares de Extremadura ». 7 p. Sexto Congreso Forestal Mundial. Madrid, Juin 1966.

Teodosio Augusto Salgueiro : « Pastagens melhoradas de sequeiro ». J.N.C. n° 391, mai 1971, pp. 79 à 84.

J. Salazar Sampaio : « A la recherche d'une politique économique pour le liège au Portugal ». Thèse 3ème cycle. E.P.H.E. Paris, 1972, 386 p. + un vol. d'annexes.

J. S. Sampaio et F. Caldeira Cary : « Técnicas modernas e tradicionais da poda do sobreiro ». J.N.C. n° 397, nov. 1971, pp. 219 à 224.

C. Sánchez Botija : « Modificación del virus de la Peste Porcina Africana en cultivos celulares ». Bull. Off. Int. Epiz. 1963, XXXIe Session Générale, pp. 901-909.

J. Brito dos Santos : « Problemas florestais alentejanos. Realidades actuais e perspectivas. O caso do sobreiro e da cortiça ». J.N.C. n° 353, mars 1968, pp. 49 à 52.

Carlos Vicioso : « Revisión del genero « quercus » en España ». Madrid, 1950, 194 p. Instituto Florestal de Investigaciones y experiencias.

Dieter Wienberg et Francisco Sobrino : « El ciclo del cerdo en España. Investigaciones sobre las fluctuaciones de la producción y de los precios desde 1939 à 1956 ». Madrid, 1958, 108 p.

Ouvrages concernant l'agriculture sèche ou des régions extremeñas ou haut-alentejanes où domine l'agriculture sèche

Francisco José de Almeida : « A produtividade da Oliveira e o seu condicionamento ». Boletim do Instituto do Azeite e produtos oleaginosos n° 2. 1973, pp. 23 à 27.

J. Almeida Alves : « O problema da manutenção da fertilidade na agricultura do sul ». Elvas, 1961, 455 p.

Tomas Aranguez Toledano, José Luis Bellot de la Peña et Jesus Infante Lobete : « Pastizales del suroeste español ». Madrid, 1970, 64 p. Ouvr. cité.

O. Balabanian : « Barrado, exemple d'adaptation d'une société microfundiaire à l'économie agricole moderne ». Actes du colloque de géographie agraire de Madrid. 1972, pp. 35 à 39.

—— « La race bovine limousine en Espagne et ses possibilités de développement ». Norois, n° 88. 1975, pp. 563-574.

—— « Les openfields laniérés de Zarza-Capilla et de Cabeza del Buey ». Actes du colloque de géo. agraire de Perugia. 1974, pp. 17 à 26.

Yves Baticle : « L'élevage ovin dans les pays européens de la Méditerranée occidentale ». Paris, 1974, 598 p.

—— « L'élevage ovin en Estrémadure ». RGPSO. T. 38, n° 3. 1967.

Vicente Celador Navas : « Mezclas forrajeras y pratenses con semillas selectas ». Agricultura. Revista agropecuaria, sept. 1976, pp. 750-56.

Fausto Cidraes : « Lavouras de sementeira. A qualidade de semente e o rendimento unitário da seara ». Brigada técnica da XVI região. Beja, 1939. Folha de divulgação. 10 p.

Consejo Económico provincial (Badajoz). — Fuente de Cantos, Llerena, Azuaga. 1969. 85 p.

Consejo Económico Social (Badajoz). — Zafra, 1971. Badajoz, Mérida, Albuquerque, Olivenza; — Herrera del Duque, Siruela, Cabeza del Buey, 1973, 146 p.

A. Cotte : « L'alimentation du bétail : solutions nouvelles ». Options méditerranéennes. Juin 1971, pp. 35 à 41.

J. M. Couderc : « L'évolution économique et humaine de Las Hurdes ». R.G.S.O.P. T. 37. 1966, pp. 263-294.

David Gomes Crespo : « Produção forrageira para ovinos no sequeiro mediterrâneo ». Simpósio sobre a produção ovina nas regiões de clima mediterrâneo da Península Ibérica. Santarém, 1974, 22 p.

—— « O trevo subterrâneo e o desenvolvimento agro-pecuário em Portugal ». Melhoramento, vol. 21. 1968-69, pp. 468-488. Estação de Melhoramento de Plantas. Elvas.

Juan Cruz Sagredo : « La cabra retinta cacereña ». Diputación provincial de Cáceres. 1973, 10 p.

Divers auteurs : « Os problemas fundamentais da Reconversão Agrária da IV Zona Agrícola ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo, n° 16. Beja, 1965, 63 p. Cf. pp. 34 à 38.

Mariano Feio : « Para uma lavoura melhor ». Grémio da Lavoura de Beja, publicações n° 3, 1973, 13 p.

—— « Situação económica e perspectivas da cultura do trigo ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Publicações n° 10. Beja, 1963, 21 pp.

—— « A evolução da agricultura em Portugal nos últimos decénios ». Associação portuguesa para o progresso das ciências. Lisboa, 1970, 12 p.

—— « O preço da carne e do trigo em Portugal. Comparação com outros países da Europa ». Jornal da FNPT (Federação Nacional dos Produtores de Trigo), n° 101/102, mai-juin 1957.

Mariano Feio et Joaquim André Sampaio : « Possibilidades da agricultura de sequeiro no Alentejo. A rotação experimental do Posto de Evora ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Beja, 1961, 45 p.

Mira Galvão : « Adubação racional das terras galegas e o azoto nítrico na sementeira ». Brigada técnica da XIV região. Beja. Folha de divulgação n° 30. 1943, 8 p.

Mira Galvão : « Alqueives nus ou cultivados ? ». Folha de divulgação n° 35. Brigada técnica da XIV região. Beja, 1943, 14 p. Voir p. 11.

—— « Alqueives nus « Alqueives racionais ». Folha de divulgação n° 5. Brigada técnica da XIV região. Beja, 1956, 24 p.

—— «A matéria orgânica nas regiões cálido-áridas e a defesa da fertilidade da terra ». Brigada técnica da XIV região. Folha de divulgação n° 36. Beja, 1943, 16 p.

Ernesto Góis : « Areas e Produções de Eucaliptal ao Sul do Tejo ». Gabinete Técnico Florestal. Publicação n° 4. Lisboa, 1968, 33 p.

J. Hinderink : « The Sierra de Gata. A Geographical study of a Rural Moutain Area in Spain ». Groningen, 1963, 227 p.

J. Antonio Izquierdo : « La trashumancia. De las dehesas extremeñas a los puertos de León ». Agricultura. Revista agropecuaria, fév. 1977, pp. 101-104.

Volkmar Kroesch : « Die Sierra de Gata. Ein Beitrag zur Abgrenzung Submediterraner und eumediterraner Raüme auf der Iberischen Halbinsel ». Saarbrüchen, 1972, 101 p.

M. Legendre : « Las Hurdes ». Bordeaux, 1927, 501 p.

A. Melelli, R. Perari : « Le développement du vignoble spécialisé dans la région ombrienne ». Geographia Polonica, 38. 1978, pp. 193 à 205.

Ministerio de Agricultura : « La Vid y el vino en la Tierra de Barros ». Madrid, 1964, 148 p.

Juan Antonio Pérez Mateos : « Las Hurdes, clamor de piedras ». Madrid, 1972, 255 p. + annexes.

J. A. Sampaio : « O arrendamento e a parceria causas do depauperamento das terras alentejanas ». Folha de divulgação n° 38. 1944. Brigada técnica da XIV região. Beja, 8 p.

Joaquim André Sampaio et António Grave Costa : « Perspectivas da cultura do cártamo em Portugal ». Estação Agrária de Beja. 1968, 19 p.

A. Sánchez Belda : « Ovejas. Explotación extensiva ». Agricultura, revista agropecuaria. Juin 1977, n° 537, pp. 23-25.

J. Velo Suarez : « Explotación del ganado vacuno retinto en la zona de Jerez de los Caballeros ». Servicio de Extensión Agraria. Badajoz. 75 p.

L'agriculture irriguée

J. Bethemont : « L'irrigation en Espagne : essai d'évaluation et d'interprétation ». R.G.P.S.O. Oct. 1977, pp. 357 à 386.

Gerhard Brüser : « Die Landwirtschaftsformationen in Alta Extremadura ». Arbeiten aus dem Geographischen Institut der Universität des Saarlandes. Saarbrücken, 1977, 129 p.

Bulletin technique d'information n° 288, avril 1974; et B.T.I. n° 286. Janv. 1974.

Consejo Económico-Social de Extremadura y Huelva : « Recursos hidraulicos y regadíos ». Déc. 1974, pp. 154-178.

F. Conac : « Irrigation et développement agricole ». Sedes, 1978, 292 p.

Fernando Regalo Correia : «A Indústria de Concentrados de Tomate em Portugal ». R.F. n° 877. 1949.

G. Dorel : « Une nouvelle « frontière » agricole : la mise en valeur du bassin méridional de la Columbia (Etats-Unis) ». L'Espagne Géographique n° 1. 1976, pp. 59-66.

M. Feio : « O Plano de Rega do Baixo Alentejo ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Beja, 1959, 32 p.

—— « Reflexões acerca do Plano de Rega do Alentejo ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo. Beja, 1959, 64 p.

—— « Crítica ao estudo económico do Plano de Rega do Alentejo ». Federação dos Grémios da Lavoura do Baixo Alentejo, n° 9. Beja, 1963, 27 p.

Ministério das Obras Públicas : «Plano de Valorização do Alentejo. Rega de 170 000 hectares ». Direcção-Geral dos Serviços hidráulicos. Lisboa, 1954, 228 p.

Yves Oudin : « Pourquoi l'irrigation ? vers une démythification de l'hydraulique agricole ». Options Méditerranéennes, déc. 1972, pp. 17 à 21.

M. Vianna e Silva : « Estudo de alguns factores que condicionam a produção e a cultura do arroz ». Lisboa, 1954, 116 p.

Structures foncières et changements intervenus dans ces structures

Ch. Beringuier : « Colonisation et développement régional. Le plan de Badajoz ». Etudes « Tiers Monde ». 1969. Publications de l'I.E.D.E.S., pp. 115 à 218. P.U.F.

P. Carrión y Carrión : « Los latifundios en España ». Madrid, 1932, 439 p.

Divers. Première et troisième Conferência da Reforma Agrária.

Divers. « Análise Social » n° 50-2° 1977 : «Dados estatísticos sobre as cooperativas de produção (UCP) formadas pelas ocupações e expropriações de terras ».

R. Dumont : « Réforme agraire et modernisation de l'agriculture au Mexique ». Etudes « Tiers Monde ». Publications de l'I.E.D.E.S. 1969, pp. 7 à 112.

—— « Cuba est-il socialiste ? ». Paris, 1970, 246 p.

Mariano Feio : « Latifúndio, cultura intensiva e teorias agrárias (polémica com o Prof. Henrique de Barros e alguns comentários esclarecedores) ». Grémio da Lavoura de Beja. Publication n° 2. 1973, 49 p.

Adela Gil Crespo : « Transformación de un paisaje ». Publicaciones de la Real Sociedad Geográfica, serie B, n° 411. 1960, p. 48.

—— « Colonización interior de España », revue Las Ciencias, año XXV, n° 1, p. 180.

INC et IRYDA : diverses publications annuelles.

Instituto Nacional de Industria. Secretaria Gestora del Plan. « Evaluación de Resultados de la explotación del Plan de Badajoz ». Janv. 1972.

Instituto Nacional de Investigacions Agronómicas : « Estructura de las Explotaciones del Plan Badajoz. Campaña 1968-69 ». Non publiée.

J. Le Coz : « Les réformes agraires ». Paris, 1974, 308 p.

E. Malefakis : « Reforma Agraria y revolución Campesina en la España del siglo XX ». Barcelona, 1970, 523 p.

Luis Marichalar : « La Reforma Agraria en España ». Madrid, 1931, 110 p.

Juan Martínez Alier : « La estabilidad del latifundismo ». Ruedo Ibérico, 1968 411 p.

J. Silva Martins : «Estructuras Agrárias em Portugal Continental ». Vol 1. Lisboa, 1973, 668 p.

Christian Mignon : « Un « nouveau sud » en Espagne : colonisation et pionniers du Campo de Dalias ». L'espace géographique. Oct-déc. 1974, pp. 273 à 286.

Ministério da Agricultura e Pescas : « Lei das Bases Gerais da Reforma Agrária ». Informação Rural. I, pp. 51-90. Oct 1977.

—— Lei do Arrendamento Rural. Informação Rural. 2. Oct. 77, 29 p.

—— Programa de Política Económica e Social. 1975, 184 p.

Nicolas Ortega Cantero : « Estudio de un pueblo de colonización : Vegaviana (Cáceres) ». Estudios Geográficos XXXIII, 127, mai 1972, pp. 265 à 311.

José Hipólito Raposo : «Alentejo. Dos princípios à chamada « reforma agrária ». Lisboa, 1977, 407 p. + annexes.

M. H. Ricard. Mémoire de Maîtrise : « Puebla de Alcollarín. Un village de colonisation dans le cadre du Plan de Badajoz » Oct. 1972. Toulouse, 99 p.

Miguel Siguan Soler : « Colonización y desarollo social. Estudio en el marco del Plan de Badajoz ». Secretaria Gestora del Plan de Badajoz. 1963, 4 tomes.

INDEX DES NOMS DE LIEU

A

Abrantes. 162.
Acebo. 473, 474, 477, 903.
Aceuchal. 285, 336, 342, 699.
Açores. 671.
Agadir. 919.
Ahillones. 286.
Alagoa. 692.
Alagón (río). 363, 509.
Alandroal. 333, 640, 692, 794.
Alange. 155, 542, 546, 708.
Albacete. 68, 703.
Albalá. 469.
Alberca (La). 510, 511, 801.
Alburquerque. 71, 175, 249, 271, 469, 701, 730.
Albuera (La). 232, 537.
Alcacer. 231.
Alcántara. 218.
Alcollarín. 284.
Alconchel. 537, 699.
Alcôrrego. 795.
Alcuescar. 469.
Aldeacentenera. 60.
Aldeanueva de la Vera. 393.
Aldeanueva del Camino. 494.
Aldeia Velha. 794, 795.
Aldeia Velha de Santa Margarida. 166.
Alentejo. 13, 19, 21, 22, 24, 30, 31, 32, 33, 45, 51, 54, 56, 58, 60, 69, 71, 77, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 99, 106, 107, 109, 112, 117, 118, 121, 136, 155, 162, 166, 177, 178, 181, 201, 207, 215, 219, 228, 229, 234, 238, 239, 253, 258, 260, 264, 271, 282, 285, 294, 295, 296, 300, 302, 307, 311, 316, 321, 322, 323, 326, 335, 336, 337, 352, 354, 359, 361, 363, 364, 370, 373, 375, 408, 413, 416, 419 à 429, 431, 435, 437, 440, 441, 442, 443, 448, 449, 458, 462, 463, 466, 479, 480, 481, 483, 487, 488, 489, 491, 519, 520, 521, 602 à 613, 618, 619, 620, 626, 627, 633, 637, 643, 648, 651, 659 à 664, 672, 676, 678, 681, 682, 687, 688, 692, 693, 698, 704, 705, 707, 711, 712, 713, 717, 723, 726, 727, 728, 732, 742, 744, 746, 750, 751, 753, 754, 758, 759, 768, 781, 782, 785, 789, 794, 799, 804, 805, 821, 826, 829, 844, 845, 847, 860, 896, 900, 901, 902, 903, 904, 911, 919, 920, 921, 923, 924, 927, 928, 929, 931.
Alentejo (Bas). 33, 94, 110, 148, 245, 285, 335, 354, 442, 614, 639, 732, 742, 743, 843.
Alentejo (Haut). 13, 14, 15, 17, 21, 25, 29, 30, 33, 35, 39, 40, 48, 49, 51, 54, 59, 60, 110, 128, 139, 142, 148, 161, 163, 177, 178, 182, 185, 186, 188, 191, 192, 221, 227, 231, 245, 248, 249, 256, 282, 285, 286, 331, 352, 353, 354, 356, 363, 369, 376, 399, 412, 419, 421, 424, 426 à 430, 438, 440, 442, 443, 445, 446, 447, 463, 473, 494, 611, 612, 625, 633, 642, 647, 688 à 693, 697, 698, 701, 703, 704, 719, 741, 742, 743, 748, 750, 761, 780, 789, 790, 792, 793, 794, 798, 800, 810, 815, 844, 845, 847, 854, 855, 869, 881, 899, 911.
Algarve. 177, 178, 372, 375, 380, 420, 427, 430, 431, 468, 488, 606, 619, 742, 743, 816, 817, 828, 901, 903, 904.
Alger. 68, 919.
Alía. 118, 268, 524.
Alicante (Province d'). 506.
Aljucén. 155.
Aljustrel. 110.
Almendral. 537.
Almendralejo. 19, 29, 136, 155, 249, 285, 336, 342, 346, 348, 350, 351, 699, 749, 751, 763, 856, 858, 905.
Almería. 176.
Almeria (Province d'). 703, 919.
Almodôvar. 110.
Alqueva. 124, 179, 843.
Altamira (Sierra de). 699.
Alter do Chão. 101, 102, 177, 440, 644, 688, 749.

Alvalade. 676, 920.
Alvito. 109, 110, 611, 612.
Amareleja. 249, 478, 479.
Amazonie. 809, 810, 818 822, 823.
Ambroz (Valle del). 701.
Ancares (Sierra de los). 458.
Andalousie. 21, 91, 180, 215, 248, 250, 285, 343, 353, 358, 396, 398, 404, 405, 443, 475, 531, 532, 704, 820, 872, 878, 903, 904, 932.
Anvers. 606.
Aquitaine. 618, 718, 764, 920.
Aracena (Sierra de). 90, 260, 263, 728, 742, 758.
Aragon. 397, 405, 421, 872.
Aranjuez. 405.
Arañuelo (Campo de). 383, 388, 439.
Ardilla (Río). 70.
Arenas de San Pedro. 220.
Arga (Río). 349.
Arraiolos. 333, 440, 629, 636, 640, 642, 664, 670, 692, 693, 750, 795.
Arronches. 144, 645, 692.
Arroyo de la Luz. 797.
Arroyomolinos de Montánchez. 466, 469, 719.
Artense. 801.
Asturies. 405, 498, 697, 853.
Athènes. 853.
Auge (Pays d'). 120, 422.
Aveiro. 177, 372, 649.
Avila (Province d'). 216, 507.
Avis. 139, 144, 161 à 165, 177, 216, 507, 642, 655, 688, 692, 693, 701, 793.
Azuaga. 265, 286, 287, 290, 291, 293, 295, 316, 336, 348, 701, 726, 727, 746, 748, 752, 761, 773, 778.

B

Badajoz (Ville). 14, 19, 29, 69, 156, 236, 249, 277, 405, 478, 536, 540, 542, 543, 546, 568, 574, 578, 579, 589, 698, 701, 803, 819, 864, 881, 903.
Badajoz (Plan de). 62, 257, 267, 278, 361, 363, 398 à 401, 404, 421, 422, 425, 439, 457, 491, 535, 540 à 547, 551, 552, 553, 563, 576 à 579, 584, 585, 586, 588, 591, 592, 596, 597, 598, 603, 618, 697, 804, 814, 819, 821, 843, 856, 858, 861, 878, 879, 881, 921.
Badajoz (Province de). 13, 14, 23, 24, 25, 30, 47, 48, 51, 57, 58, 60, 61, 70, 71, 91, 94, 138, 140, 141, 143, 151, 156, 188, 191, 192, 194, 195, 196, 206, 218, 232, 248, 257, 265, 268, 269, 270, 282, 285, 286, 328, 341, 353, 385, 400, 405, 406, 446, 449, 456, 459, 519, 532, 533, 534, 537, 540, 541, 572, 659, 660, 663, 693, 696, 697, 701, 703, 712, 724, 744, 787, 788, 804, 814, 815, 862, 863, 874, 875, 883.
Baléares. 176.
Baños de Montemayor. 693.
Barcarrota. 62, 64.
Barcelone. 68, 505, 705, 874, 919.
Barcelone (Province de). 188, 787, 805.
Barrado. 19, 500, 502, 505, 507, 508.
Barrancos. 60, 72, 110, 805.
Barretos. 484, 485.
Basque (Pays). 706, 853.
Batan (El). 873.
Bazana (La). 574.
Beauce. 706, 724, 744.
Beira. 99, 488.
Beira (Basse). 375, 442.
Beirã. 487.
Beitshean. 919.
Beja. 109, 110, 177, 215, 218, 222, 298, 302, 311, 335, 336, 348, 428, 479, 616, 647, 649, 659, 663, 750, 778, 828, 829, 843, 845, 902, 920.
Beja (Province de). 192, 932.
Béjar. 495.
Belvis de Monroy. 699.
Benavente. 742.
Benavila. 749, 888, 891, 892, 895 à 906.
Bengale. 724.
Benghasi. 919.
Benquerencia. 271, 699.
Berlanga. 265, 286.
Berzocana. 60, 218, 453, 454, 526, 693.
Béziers. 792.
Biélorussie. 886.
Bilbao. 35.
Bizerte. 176.
Bodonal de la Sierra. 62, 64.
Bône. 68.
Borba. 178, 333, 426, 466, 488, 628, 640, 693, 792, 794.
Borbollón (Périmètre irrigué de). 385, 543, 545, 547, 576.
Braga. 177, 649.
Bragança. 177, 649..
Brejão. 614.
Brindisi. 68.
Brovales. 574.
Brozas. 216, 219, 538, 797.
Burgos (Province de). 215, 703.
Burguillos del Cerro. 269.

C

Cabeçudos. 486, 487, 489.
Cabeza la Vaca. 19, 62, 67, 68, 71.
Cabeza del Buey. 193, 194, 195, 200, 203 à 206, 215, 217, 271, 464, 537, 538, 539, 560, 561, 699, 717, 718, 730, 838, 839.
Cabezuela del Valle. 506, 699.
Cabrela. 795.
Cabrero. 500, 505, 699.
Cáceres. 14, 19, 29, 30, 33, 218, 249, 463, 474, 536, 538, 575, 576, 589, 698, 699, 797, 892, 893, 896, 897, 898, 900 à 906, 919.
Cáceres (Province de). 13, 14, 23, 24, 25, 33, 35, 45, 47, 48, 49, 51, 57, 58, 60, 80, 91, 95, 117, 138 à 141, 158, 178, 188, 191, 192, 218, 220, 248, 257, 268, 282, 284, 285, 328, 353, 363, 383, 385, 386, 389, 390, 393, 404, 428, 439, 445, 446, 456, 458, 466, 470, 494, 512, 528, 533, 536, 540, 541, 543, 544, 545, 547, 553, 554, 556, 576, 577, 591, 693, 696, 697, 699, 701, 703, 712, 729, 744, 787, 788, 803, 827, 873.
Cáceres (Plan de). 439.
Cadalso. 471, 473, 474.
Cádiz. 140.
Cádiz (Province de). 174, 248, 343.
Caia (Rio). 364, 440, 882.
Caia (Périmètre irrigué). 363, 364, 369, 372, 373, 375, 376, 380, 442, 660, 746, 748, 749, 883, 906, 918.
Calabre. 176.
Calamonte. 478, 479, 481.
Calatayud .498.
Calera y Choza. 838, 839.
Californie. 176, 359, 414, 443, 920.
Calzadilla de los Barros. 336.
Camargue. 370, 792.
Caminomorisco. 511, 512.
Campanario. 193, 194, 195, 206, 271, 699.
Campo Lugar. 538.
Campo Maior. 93, 124, 144, 285, 286, 329, 352, 364, 369, 376, 377, 440, 488, 615, 642, 645, 692, 693, 746.
Cañamero. 268, 352, 525, 526, 538, 555, 556, 716.
Canaries (Iles). 407, 427.
Cañaveral. 460.
Candeleda. 383, 385.
Caniles. 718.
Cano. 655.
Capelins. 794.
Capilla. 193, 195, 206, 537.
Carmonita. 537.
Casablanca. 919.
Casa Branca. 795.
Casar de Miajadas. 543, 570.
Casares de las Hurdes. 699.
Casas de Don Pedro. 268.
Casas del Castañar. 500, 505.
Casas del Monte. 494, 495, 498, 499, 500, 508, 858, 860.
Casa Tejada. 249, 393, 538.
Castelo Branco. 177, 649.
Castelo de Vide. 487, 655, 688, 692, 693, 793.
Castilblanco. 268, 271, 531.
Castille. 216, 703, 801, 875.
Castille (Nouvelle). 248.
Castille (Vieille). 218, 295.
Castro Verde. 94, 110, 750.
Castuera. 19, 193, 194, 195, 198, 199, 203, 206, 537, 699, 701.
Catalogne. 155, 174, 180, 405, 498, 530, 762, 853, 922.
Ceclavín. 693.
Cedillo. 259.
Ceuta. 71.
Champagne. 174.
Champagne berrichonne. 776.
Chamusca. 423.
Chança. 614.
Cheles. 537.
Chicago. 239.
Cijara (Barrage de). 265, 267, 400, 542, 565.
Ciladas. 234, 770.
Cilleros. 472, 474.
Ciudad Real (Province de). 54, 193, 421, 838.
Coimbra. 428, 649, 920.
Collado. 693.
Columbia. 413.
Conquista. 543.
Conquista de la Sierra. 699.
Constança. 261.
Córdoba Campiña de). 94, 200, 218, 745, 755.
Córdoba (Province de). 91, 131, 140.
Coria. 701, 797, 819.
Cornouaille. 618.
Corse. 176, 348, 515.
Corte de Peleas. 336, 342.
Cortiçadas de Lavre. 672.
Coruche. 371, 742.
Costa del Sol. 498.
Côte d'Azur. 176.
Crato. 440, 617, 688, 692, 793.
Crimée. 176.
Criptana (Campo de). 421.
Cuba (Alentejo). 110.
Cuenca (Province de). 703.

D

Deleitosa. 453.
Derma. 919.
Descargamaría. 471, 473, 474, 693.
Divor (Périmètre irrigué du). 363, 426, 670, 750, 843, 907.
Don Benito. 29, 218, 385, 449, 553, 582, 597, 598, 701, 819, 861.
Duero (Arribes del). 349.

E

Ebre (Río ou Plaine). 421, 927.
Eljas. 472, 473, 474, 718.
El Torno. 500, 505.
Elvas. 35, 93, 94, 124, 143, 144, 177, 178, 208, 228, 285, 286, 300, 336, 356, 364, 371, 372, 373, 375, 376, 380, 382, 424, 426, 440, 488, 642, 645, 692, 693, 699, 726, 727, 746, 762, 793, 881, 888, 890 à 906, 919, 920.
Entrerríos. 542.
Esparragalejo. 155.
Esparragosa del Caudillo. 699.
Esperance. 68.
Estrela (Serra da). 33, 215, 447.
Estrémadure. 13, 14, 15, 19, 21, 22, 25, 29 à 33, 39, 40, 45, 48, 51, 52, 54, 56, 58 à 62, 69, 71 ,77, 90, 91, 92, 106, 107, 112, 117, 121, 123, 136, 137, 142, 146, 155, 156, 171, 177, 178, 182, 186, 188, 191, 192, 194, 202, 204, 207, 215 à 221, 223, 227, 228, 229, 231, 236, 238, 239, 243, 245, 249, 253, 256, 258, 259, 260, 263, 264, 268, 275, 278, 279, 281, 285, 286, 287, 294, 295, 302, 316, 328, 335, 336, 342, 343, 345, 346, 352, 353, 354, 356, 358, 359, 363, 364, 371, 382, 383, 385, 386, 399, 405, 406, 412, 414, 416, 419, 420 à 424, 427 à 430, 437, 439, 443, 445, 447, 448, 449, 455, 457, 458, 461, 462, 466, 469, 470, 471, 473, 479, 487, 488, 489, 491, 494, 510, 515, 519, 520, 523, 528, 529, 531 à 535, 538, 540, 541, 551, 553, 559, 578, 579, 584, 597, 598, 602, 638, 687, 697, 698, 701, 703, 704, 708, 711 à 715, 717, 719, 723, 727, 728, 744, 746, 748, 751, 752, 759, 761, 762, 768, 777, 780, 781, 782, 785, 787, 789, 794, 796, 797, 798, 800, 801, 803, 805, 806, 810, 816, 819, 820, 826, 844, 845, 847, 854 à 858, 860, 869, 872, 873, 879, 881, 896, 900, 903, 904, 911, 919, 921, 922, 923, 924, 927, 928, 929, 931.
Estremoz. 29, 30, 124, 333, 640, 693, 699, 793, 794.
Evora, 13, 17, 19, 20, 29, 30, 94, 148, 177, 285, 286, 318, 333, 440, 629, 633, 640, 642, 643, 651, 654, 668, 688, 692, 698, 749, 790, 791, 792, 793, 794, 843, 903, 904.
Evora (Province ou district). 13, 17, 19, 20, 24 à 28, 47, 48, 49, 51, 56, 58, 59, 142, 162, 177, 179, 191, 192, 257, 282, 284, 285, 327, 331, 353, 446, 631, 633, 639, 640, 642, 650, 671, 679, 688, 692, 698, 712, 744, 778, 791, 792, 793, 794, 860.
Evoramonte. 792.

F

Faro. 177, 649.
Feria. 277, 531.
Ferreira do Alentejo. 94, 110, 759.
France (Pays de). 792.
Francia (Sierra de). 45.
Fregenal de la Sierra. 60, 62, 63, 64, 70, 72, 77, 86, 90, 94.
Fronteira. 144, 177, 285, 336, 688, 692, 701, 793.
Fuenlabrada de los Montes. 265, 458, 459, 460.
Fuente de Cantos. 249, 271.
Fuente del Arco. 269.
Fuente del Maestre. 336, 342, 345, 479, 699.
Fuentes de León. 62, 64.
Funchal. 649.

G

Gabriel y Galán (Périmètre irrigué). 385, 543, 545.
Gabriel y Galán (Retenue). 512.
Galice. 21, 227, 405, 704.
Galveias. 128, 749.
Garciaz. 218.
García de Sola (Barrage). 400.
Gargaligas. 858.
Gargantilla. 494.
Garganta la Olla. 508.
Garlitos. 537.
Gascogne (Landes de). 162, 176, 418, 420.
Gata. 472, 473, 474, 477, 478.
Gata (Sierra de). 45, 258, 447, 461, 466, 470, 471, 472, 473, 509, 515, 699, 718, 903.
Gavião. 56, 162, 688, 692, 793.
Gerona. 406.
Gévora del Caudillo. 578.
Gordo (El). 699.
Granada (Province de). 506, 569, 703.
Granadilla. 512.
Granja. 249.
Granja de Torrehermosa. 265, 286, 287, 537.
Gredos (Sierra de). 14, 45, 216, 218, 220, 383, 393, 447, 453, 491, 494, 500, 515, 699.
Grombalia. 349.
Guadajira. 592.
Guadalajara (Province de). 701, 703.
Guadalcanal. 272.
Guadalperales. 567, 568, 569.
Guadalquivir (Rio ou vallée). 38, 70, 421, 729.
Guadalupe. 19, 30, 60, 107, 118, 262, 263, 524, 525, 554, 701, 714.
Guadalupe (Sierra de). 14, 218, 453, 470, 699, 714, 821.
Guadarrama (Sierra de), 33.
Guadiana (Río). 13, 70, 193, 285, 297, 364, 371, 399, 400, 401, 404, 406, 410, 426, 439, 541, 552, 584, 592, 843, 906.
Guadiana del Caudillo. 583.
Guareña. 155, 336, 347.

H - I - J

Hamburg. 606.
Havre (Le). 792.
Helechal. 537.
Helechosa de los Montes. 267, 271, 278, 565.
Herguijuela. 699.
Hernán Cortés. 570, 770, 777, 778.
Hernán Pérez. 472, 473, 474, 475.
Herrera del Duque. 108, 267, 269, 272, 274, 278, 465, 717.
Hervas. 507, 693.
Higuera de Llerena. 537.
Higuera de Vargas. 459.
Higuera la Real. 62, 64.
Hinojal .699.
Hornachos. 136, 459.
Hoyos. 471, 473, 474, 693.
Huelva (Province de). 70, 80, 140, 260, 495, 498.
Huesca (Province de). 406, 701.
Hurdes. 22, 447, 453, 458, 470, 471, 474, 507 à 515, 541, 699, 701, 713, 719, 801.
Hurdes (Basses). 509.
Hurdes (Hautes). 509, 510, 512.

Ibahernando. 538.
Idanha-a-Nova. 442, 911.
Iowa. 423, 719, 846.

Jabugo. 80, 469.
Jaén (Province de). 506.
Jaraíz de la Vera. 383, 385, 396, 494, 508, 701.
Jarilla. 693.
Jarandilla. 385, 393, 395, 492, 494.
Jerez de los Caballeros. 32, 60, 62 à 72, 74, 77, 80, 85 à 90, 92, 107, 149, 158, 162, 169, 175, 236, 243, 265, 448, 451, 453, 542, 572, 573, 574, 701, 717, 718, 726, 727, 740, 746, 748, 752, 772, 777, 778, 896.
Jerte. 500, 505.
Jerte (Valle). 493, 494, 499, 500, 504, 506, 860.
Juromenha. 805.

K - L

Koufra. 884.

La Coruña (Province de). 188.
La Garrovilla. 155.
Landes (Département des). 14, 416.
Languedoc (Bas). 345, 706, 713, 792.
Lavre. 165, 166, 672, 726, 727, 746, 748, 752, 792, 794.
Leiria (Province de). 649, 823, 920.
León. 215, 347, 704, 875.
Lérida (Province de). 188, 397, 406.
Levant. 407, 458, 853, 922.
Limagne. 810.
Limoges. 33, 718.
Limousin. 223, 305, 617, 730, 745, 779.
Limousine (Montagne). 886.
Lion (Golfe du). 176.
Lisbonne. 30, 35, 143, 148, 155, 162, 177, 379, 380, 427, 428, 489, 604, 610, 612, 649, 698, 705, 707, 733, 736, 753, 754, 790, 792, 793, 797, 827, 853, 903.
Livourne. 176.
Llerena. 277, 286.
Lobón. 400, 439, 537, 542, 546.
Logroño (Province de). 215, 495, 498, 787.
Logrosán. 117, 455, 525.
Londres. 606, 611.
Lozère (Département de la). 14, 706.
Lugo (Province de). 24, 188.

M

Madère. 353.
Madrid. 30, 35, 63, 155, 264, 270, 277, 302, 394, 469, 478, 505, 525, 531, 547, 550, 555, 576, 584, 585, 587, 753, 797, 805, 827, 842, 853.
Madrigalejo. 567.
Madroñera. 455.
Maguilla. 286.
Málaga. 347.
Málaga (Province de). 495, 498.
Majorque. 159, 809.
Malpartida. 531.
Manche. 202, 203, 347, 703, 704, 729.
Maranhão. 162, 794, 795.
Margeride. 741.
Marismas. 250.
Marvão. 56, 484, 487, 692, 693, 749, 783.
Marvão (Serra de). 484.
Massif Central. 29, 838.
Matellana. 268.
Matón de los Iñigos. 385.
Medina de las Torres. 271.
Mérida. 13, 29, 94, 155, 261, 271, 335, 336, 340, 385, 399, 400, 469, 478, 479, 565, 575, 598, 599 699, 748, 774, 777, 778, 819, 864.
Mértola. 110, 245.
Mértola (Serra de). 805.
Mesas de Ibor. 699.
Meseta méridionale. 14, 470.
Meseta septentrionale. 470.
Mestas. 468, 570.
Minho. 227, 337, 344, 349, 440, 487, 754, 764.
Millevaches (Plateau de). 741.
Mira (Périmètre irrigué du). 417, 442, 614, 843.
Mirabel. 538, 556, 557, 559.
Monchique. 911.
Mondego (Rio). 372.
Monforte. 144, 643, 692, 693.
Monfurado (Serra de). 257, 259.
Montánchez. 14, 80, 466, 467, 693.
Montánchez (Sierra de). 45, 447, 461, 466, 468, 494, 515, 699, 719.
Montargil. 162, 795.
Monte da Pedra. 795.
Montemor-o-Novo. 19, 161, 163 à 167, 177, 333, 640, 642, 650, 692, 699, 785, 904.
Monterrubio de la Serena. 271, 537, 538, 556.
Monte Trigo. 792, 794, 795.
Montijo (Estrémadure). 19, 400, 542, 546, 547, 864.
Montoito. 285.
Montpellier. 160, 792.
Mora. 56, 93, 162 à 165, 177, 640, 699.
Moraleja. 249, 477.
Morena (Sierra). 14, 19, 54, 61, 70, 80, 94, 108, 178, 290, 342, 453, 930.
Moscou. 853.
Mostaganem. 176.
Moura. 110, 112, 354, 678, 688, 692, 693, 732, 793, 805, 883.
Mourão, 640, 688, 692, 792.
Mudela. 838.
Multien. 792.
Murcie. 498, 573, 919.

N

Naples. 68, 919.
Navaconcejo. 500, 504, 505.
Navalcarnero. 264.
Navalmoral de la Mata. 249, 261, 383, 386, 531, 699, 819.
Navalvillar de Pela. 565.
Navarre. 405, 477, 498.
Navas del Madroño. 249.
Navezuelas. 453, 454.
Nazaré. 911.
New-York. 830, 853 .
Nice. 68, 919.
Nîmes. 792.
Nisa. 143, 793, 794.
Norfolk. 617.
Normandie. 792, 806.
Nossa Senhora da Graça do Divor. 795.
Nossa Senhora da Vila. 746, 748, 752.
Nossa Senhora de Boa Fé. 668, 795.
Nossa Senhora de Tourega. 793.
Nossa Senhora do Bispo. 165, 166, 746, 748, 752.

O

Odemira. 110, 170, 442, 614, 783, 843, 844.
Odivelas. 843, 844.
Oeiras. 911.
Orellana. 542, 546.
Orellana (Barrage). 400.
Orellana (Canal d'). 565.
Oliva (Campo de). 448.
Oliva de la Frontera. 62, 64, 65, 66.
Oliva de Plasencia. 531.
Olivenza. 60, 70, 71, 249, 537, 538, 542, 546, 593, 812.
Ombrie. 349.
Orada. 792.
Orense (Province d'). 24.
Ossa (Serra d'). 14, 257, 258, 259.
Ourique. 110.
Oviedo. 176, 188.

P - Q

Paille (Mer de). 162.
Palencia (Province de). 218.
Paris. 792, 795, 853.
Pasarón de la Vera. 508.
Pela. 581.
Peña de Francia (Sierra de la). 494.
Peñalsordo. 194, 271, 537.
Peniche. 911.
Perpignan. 68.
Peraleda de la Mata. 385.
Perales del Puerto. 472, 473, 474 .
Perth. 68.
Pinofranqueado. 512.
Piornal. 500, 505, 507.
Pizarro. 567, 569, 586.
Plasencia. 29, 35, 249, 385, 396, 475, 495, 699, 701, 803, 819.
Pô (Plaine du). 373, 920.
Ponte de Sor. 128, 142, 163, 164, 165, 177, 426, 488, 629, 682, 688, 692, 693, 699, 749, 782, 793.
Pontevedra (Province de). 188.
Portalegre. 29, 177, 486, 612, 614, 631, 642, 645, 646, 693, 749, 790, 791, 792, 793.
Portalegre (District ou province de). 13, 17, 24 à 28, 47, 48, 49, 51, 56, 58, 59, 142, 162, 177, 179, 191, 257, 258, 282, 284, 285, 300, 327, 332, 353, 425, 446, 642, 649, 688, 692, 698, 744, 778, 791, 792, 793, 794.
Portel. 93, 125, 615, 618, 635, 636, 640, 692, 693, 792, 793, 795.
Portel (Serra de). 178, 179, 805.
Porto. 379, 380, 817.
Póvoa e Meadas. 484.
Puebla de Alcocer. 268, 531, 637.
Puebla de Alcollarín. 547.
Puebla de la Calzada. 547, 820.
Puerto de Perales. 471.
Puertollano. 203.
Pyrénées. 207, 221, 308, 312, 924.

Queiles (Vallée du). 349.
Quintana de la Serena. 459.

R

Rebollar. 500, 505.
Redondo. 93, 352, 466, 640, 692, 793, 795.
Reguengos de Monsaraz. 142, 177, 285, 286, 293, 333, 352, 479, 640, 642, 692, 726, 727, 746, 748, 752, 793, 794.
Retamal. 459, 537.
Rhône (Bas-Rhône-Languedoc). 415, 422.
Rhône (Vallée du). 426, 494, 724, 725, 750.
Ribatejo. 14, 162, 177, 178, 370, 371, 372, 375, 376, 380, 427, 428, 479, 639, 815, 905, 920.
Rio de Moinhos. 628, 682.
Risco. 193, 195, 206.
Rio Maior. 911.
Rites (Sierra de). 259.
Riversdale. 919.
Robledillo de Gata. 470, 473, 474.
Roca de la Sierra. 269.
Rome. 853.
Rouen. 795.
Rosarito (Périmètre du). 385, 543.
Roussillon. 494
Ruanes. 699.
Ruecas (Río). 526.
Ruecas. 548, 570.

S

Sacramento. 919, 920.
Sado (Rio). 250, 372, 373, 426, 676.
Sahel. 344.
Salamanque. 478, 495, 498.
Salamanque (Province de). 54, 218, 248, 250, 459, 470, 495, 498, 703.
Salor (Río). 575.
Salor (Périmètre irrigué du). 385, 907.
Salvaleón. 62, 64, 65, 169, 449, 450.
Salvatierra de los Barros. 62, 64, 65, 336, 450, 714.
Sancti-Spiritus. 194.
San Diego. 919.
San Francisco. 919.
San Pedro (Sierra de). 178.
San Roque. 215.
San Serván (Sierra de). 560.
Santa Amalia. 155, 586.
Santa Ana. 14.
Santa Justa. 664.
Santa Marta de los Barros. 336, 342.
Santander (Province de). 188, 405 .
Santarém. 162, 177, 245, 736.
Santarém (Province de). 649.
Santiago. 919.
Santiago do Cacém. 639.
Santiago do Escoural. 795.
Santibañez el Alto. 472, 473, 474, 476, 478, 515, 718.
Santo Agostinho. 732.
Santo António das Areias. 487, 488, 749.
Santos de Maimona (Los). 286, 336, 342, 347, 537, 538.
São Bartolomeu do Outeiro. 784.
São Manços. 285.
São Mamede (Serra de). 14, 45, 158, 178, 259, 453, 458, 494, 515, 699, 712.
Saragosse. 261, 421.
Saragosse (Province de). 406.
Sardaigne. 176.
Seda. 633, 644, 645.
Segovia (Province de). 218, 703.
Segura (Río). 430, 439.
Segura de León. 62, 64, 249, 271.
Segura de Toro. 494.
Serena. 54, 99, 192 à 200, 202, 204, 206, 211, 215 à 219, 238, 281, 284, 286, 463, 699, 701, 714, 772, 777, 778, 806.
Serpa. 110, 354.
Setúbal. 162, 177, 229, 231, 261, 706, 911.
Séville. 72, 335, 350, 351, 478, 505, 573, 753, 805, 878, 919.
Séville (Province de). 248, 270, 351, 579, 787.
Sfax. 344, 919.
Sibérie d'Estrémadure. 242, 254, 458, 463.
Sierra de Fuentes. 538.
Sicile. 176.
Silvadillos (Río). 524.
Sines. 911.
Siruela. 108, 270, 717.
Smyrne. 68.
Solana de los Barros. 336, 342.
Sologne. 275.
Sor (Ribeira de). 426, 440.
Soria (Province de). 215, 701, 703.
Sorraia (Vale do). 371, 373, 376, 750.
Sousel. 94, 144, 440, 655, 692, 693, 701, 793, 795.
Sousse. 919.
Stawell. 919.
Stockholm. 853.

T

Tage (Río). 16, 25, 136, 162, 231, 250, 352, 361, 372, 379, 426, 427, 430, 439, 440, 606, 619, 678, 699, 742, 743, 828, 844.
Talarrubias. 268, 271.
Talavera de la Reina. 385, 557, 574.
Talavera la Real. 537, 592.
Talayuela. 385, 398, 693.
Teruel (Province de). 237, 701, 703.
Thala. 68.
Thera. 919.
Thessalonique. 68.
Tierra de Baros. 13, 94, 136, 200, 218, 265, 285, 286, 293, 295, 316, 335, 336, 337, 338, 342 à 352, 358, 383, 439, 449, 466, 519, 560, 590, 699, 701, 713, 719, 748, 762, 764, 798, 885, 905.
Tierra de Campos. 347, 348.
Tiétar (Río). 363, 404.
Tiétar (Valle ou Vega). 383, 388, 393, 398.
Tokyo. 853.
Tolède (Province de). 54, 385, 787, 838.
Toril. 693.
Tormentos (Sierra de). 500.
Tornavacas. 500, 505.
Torrecillas de la Tiesa. 284.
Torrecilla de los Angeles. 472, 473, 474.
Torre de Coelheiros. 795.
Torre de Don Miguel. 471, 473, 474, 476, 718.
Torre de Santa María. 469.
Torrefresnada. 543.
Torreorgaz. 538.
Torrega. 101.
Torremejía. 337, 339, 340, 537, 560, 699.
Toscane. 337, 344, 349, 764.
Trás-os-Montes. 22, 316, 754.
Trujillanos. 155, 537.
Trujillo. 14, 30, 94, 216, 218, 284, 456, 463, 701, 782.
Tudela. 349, 498.
Tunis. 349.

U - V

Umbria (Sierra de la). 458.
Urra. 795.
Usagre. 537.
Usak. 68.
Utrera. 250.
Vaiamonte. 643.
Valdastilas. 500, 505, 699.
Valdebotoa. 578.
Valdecaballeros. 243, 268.
Valdecaña. 439.
Valdecarneros. 556.
Valdefuentes. 469.
Valdehuncar. 699.
Valdelacalzada. 553, 563, 579, 580, 581, 588, 589, 858.
Valdesalor. 543, 575, 576.
Valdivia. 406, 547, 553, 563, 567, 568, 579, 582, 583, 590.
Valence (Espagne). 68, 405.
Valence (Province de). 406, 495, 498, 815.
Valencia de Alcántara. 60, 100, 259, 490, 769, 771, 777, 778, 797.
Valencia de las Torres. 249.
Valencia del Mombuey. 62, 64, 65, 66, 67.
Valencia del Ventoso. 271, 537, 538.
Valero de la Sierra. 459.
Valladolid. 498.
Valladolid (Province de). 188.
Valle de Matamoros. 62, 64, 65, 66, 459, 573.
Valle de Santa Ana. 62, 64, 65, 66, 573.
Valmojado. 264, 279.
Valongo. 655.
Valuengo. 572, 574, 769, 777, 778.
Valverde del Camino. 525.
Valverde de Leganés. 537.
Valverde del Fresno. 470, 472, 474.
Valverde de Llerena. 272, 286.
Vegas Altas (Village). 400, 406, 542, 563, 565, 566, 567, 597, 888, 891, 892, 895 à 898, 900 à 906, 909, 919, 920.
Vegas Altas. 14, 410, 546, 547, 548, 553, 565, 569, 570, 584, 592, 593, 594, 595, 596, 598, 699, 701, 858.
Vegas Bajas. 14, 400, 401, 408, 542, 546, 565, 578, 593, 594, 595, 596, 598, 699, 701, 864.
Vegas de Coria. 512.
Vegaviana. 576.
Vendas Novas. 640, 642, 679, 692, 702, 793, 794, 795, 903.
Vera (La). 383, 385, 393, 396, 879.
Vera (Basse). 383, 385, 386, 390, 396, 491, 494.
Vera (Haute). 383, 393, 491.
Vera de Plasencia. 383.
Viana do Alentejo. 93, 177, 440, 640, 670, 684, 692, 795.

Vidigueira. 105, 110, 352, 613, 635.
Vicente de Alcántara. 277.
Vila Boim. 786.
Vila do Bispo. 911.
Vila Fernando. 615.
Vila Franca. 614.
Vila Viçosa. 30, 234, 640, 688, 692, 693, 699, 770.
Villafranca de los Barros. 136, 336, 342, 479, 699.
Villagarcía de las Torres. 277.
Villalba de los Barros. 336, 342, 699.
Villamiel. 472, 473, 474, 477.
Vilanueva de la Serena. 218, 531, 582, 583, 598, 701, 905.
Villanueva del Fresno. 139, 269, 537.
Villar del Pedroso. 268.
Villar de Rena. 569.
Villarta de los Montes. 265, 267, 269, 458, 565.
Villasbuenas de Gata. 472, 473, 474.
Villuercas (Sierra de las). 14, 60, 108, 178, 218, 447, 453, 458, 821.
Vimieiro. 440, 629, 642, 654, 792, 794.
Vouga (Vale do). 372, 918.

W - Y - Z

Werai. 919.

Yelbes. 586.

Zafra. 94, 273, 336, 342, 699, 905.
Zahinos. 62, 64, 65.
Zalamea de la Serena. 531, 542.
Zamora (Province de). 24, 704.
Zarza-Capilla. 19, 888, 891, 892, 895 à 898, 900 à 905.
Zarza de Alange. 155, 459.
Zarza la Mayor. 249, 259.
Zorita. 218, 268, 455.
Zújar (Río). 193.
Zújar (Barrage du). 400, 542, 546.
Zurbarán. 547.

INDEX DES PRINCIPAUX MOTS ESPAGNOLS ET PORTUGAIS UTILISES

A

Agostadero. 217, 254 .
Alqueive. 103, 104, 109, 117, 123, 126, 127, 147, 209, 211, 212, 213, 298, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 311, 315, 316, 317, 318, 320, 323, 324, 325, 333, 613, 644, 657, 669, 733, 739, 757, 780, 834, 882, 901.
Alqueive nú. 303, 311, 902.
Año y vez. 309, 310, 449, 560.
Apintalhar. 99.
Apostar. 108.
Arreia. 81.
Arvense. 327, 329.
Atalho. 303, 304, 309, 901.

B

Bancal. 500.
Barbecho. 89, 303.
Barra. 337.
Barro. 109, 136, 215, 217, 248, 279, 284, 285, 286, 287, 291 à 296, 303, 304, 305, 306, 307, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 320, 322, 325, 333, 334, 336, 340, 348, 356, 378, 419, 450, 459, 479, 483, 650, 604, 606, 607, 613, 647, 659, 693, 699, 701, 706, 733, 756, 761, 762, 763, 773, 774, 776, 777, 932.
Bastão. 171.
Basto. 350.
Behetría. 28.
Bracero. 529, 534, 549, 553, 565, 601.
Broeira (Terra). 307.

C

Cacique. 500.
Calabozo. 108.
Campiña. 286, 287, 291, 293, 316, 318, 336, 773.
Cañada. 194, 215, 230, 244.
Cancho. 467.
Canga et Canguerete. 762.
Capataz. 550.
Carbonero. 553.
Carrascas. 53, 350.
Chaparral. 783.
Chaparros. 53, 525, 783.
Charneca. 52, 99, 109, 112, 115, 119, 120, 295, 296, 310, 462, 783, 784.
Chiquero. 196.
Chorreo(a). 205.
Chozo ou Choza. 196, 197, 202, 453, 713.
Comunero. 556, 557, 558, 559.
Cortijo. 52, 199, 287.
Cosechero. 346.
Coto arrocero. 409.
Coto de caza (Social, local). 267, 269.
Courela. 52, 237, 378, 447, 749, 881, 882.
Cuadrilla. 268, 269.
Cuarta. 337, 338.

D

Dehès. 52.
Dehesa ou herdade. 51, 52, 53, 54, 85, 99, 105, 162, 192, 525, 526, 532, 612, 643, 668, 673, 675, 756, 832, 834, 842, 881, 883, 907.
Dehesa boyal. 52, 268, 447, 448, 465, 526.
Dehesilla. 54.
Dehesón. 54.
Devèze. 52.

E - F

Empreitada. 376.
Encomiendas. 200.
Escabracho. 373.
Espigoado. 117, 307, 308, 739.
Excusa ou Comedoria. 757.
Falca. 184.
Fazenda. 52, 609.
Fazendeiro. 52.
Ferregial. 237, 296, 310, 311, 800.
Finca. 217.
Foro. 623. 923.
Freguesia. 14.
Fuero. 71.

G - H - I - J - K - L

Galego. 99, 217, 306, 307, 311, 320.
Garganta. 383, 491.
Grémio. 148, 707.
Invernada. 216.
Jamón serrano. 80.
Jornalero. 528, 553, 601.
Lande. 171.
Laudemio. 923.
Levante. 343, 900.
Lomo. 80.

M

Majadal. 117, 525.
Marco real. 336.
Mata. 57.
Matorral. 22, 52, 53, 56, 57, 60, 86, 99, 108, 109, 112, 169, 171, 186, 247, 256, 259, 276, 295, 298, 388, 456, 459, 470, 500, 501, 506, 511, 524, 525, 554, 669, 741, 784, 807, 821.
Mayorral. 550, 563, 587.
Melonero. 478, 479, 480, 481, 483, 924.
Millar. 198, 524.
Montanera ou Montanheira. 78 à 84, 86, 93, 94, 124, 131, 133, 134, 135, 143, 146, 152 à 157, 169, 448, 449, 539.
Monte (Alentejo). 41, 296, 749.
Monte (Estrémadure). 51, 52, 53, 114, 171.
Monte adehesado. 52, 54, 57.
Monte alto. 52, 54.
Monte bajo. 52, 54, 193.
Monte arbolado. 57.
Monte bellotero. 54, 78, 525, 539, 547.
Monte medio. 54.
Montado. 32, 38, 45 à 188, 192, 209, 243, 252, 254, 260, 262, 265, 276, 281, 284, 286, 295, 303, 311, 317, 335, 340, 354, 356, 358, 376, 383, 388, 408, 431, 438, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 461, 463, 487, 488, 514, 560, 613, 628, 643, 644, 666, 668, 669, 670, 672 à 675, 699, 701, 712, 724, 728, 733, 735, 736, 737, 739, 741, 742, 756, 757, 770, 771, 772, 777, 778, 779, 783, 784, 785, 793, 810, 811, 813, 814, 829, 892, 897, 921, 923, 928.

N - O - P - Q

Novillo. 345.
Otoñada. 211, 221, 247, 892, 893, 894, 896.
Parcelero. 539, 561, 562.
Pasto (a medio). 216.
Peón. 339, 500.
Perito. 549, 550, 566, 574, 587, 589, 600.
Picón. 73.
Piconero. 553, 601.
Pimentero. 396.
Poda de formación. 108.
Poblado.
Pousio ou posío. 89, 104, 123, 126, 127, 303, 307, 311, 315, 317, 318, 323, 324, 333, 644, 669, 780.
Presura. 28.
Primeriza. 171.
Propio (tierra de). 448.
Quinta. 376.

R

Raña. 14, 17, 107, 162, 525, 783, 821.
Ratinho. 99.
Redil. 117, 219.
Rendeiro. 376, 478, 751.
Reposición. 79.
Retraso. 79.
Roça. 120.
Rodo. 479, 482.
Ruedo. 237, 295, 310, 447, 463, 515, 533, 534.

S

Seara. 103.
Seareiro. 103, 104, 105, 106, 296, 375, 376, 377, 378, 381, 461, 462, 463, 478, 613, 667, 676, 681, 684, 707, 740, 746, 751, 783, 802, 913, 924, 925.
Segundera. 171.
Señorío jurisdiccional. 530, 533.
Serrano. 201, 215, 216, 218, 219, 221.
Solano. 343.
Suão. 900.

T à Z

Temporal. 393.
Terra campa. 184.
Terra limpa. 60, 109, 112, 124, 134, 783.
Terrateniente. 712, 727.
Tierra tiesa. 196, 284.
Trasvase. 430, 439.
Tremesina (plante). 386.
Tres-bolillos. 337.
Varzea. 167, 371, 613.
Yunta-Yuntero. 73, 103, 105, 106, 461, 462, 463, 464, 519, 525, 534, 536, 549, 553, 561, 565, 601, 707, 762, 923, 925.
Zafra. 350.

Nous n'avons pas indiqué des mots comme secano, regadío ou rega dont le sens est bien connu.

TABLE DES MATIERES

Page

PREFACE ... 9

AVANT PROPOS ... 11

INTRODUCTION ... 13

Quelques grands traits du milieu naturel ... 14

Les idées reçues ... 21

Thèmes, limites et méthode d'étude ... 31

LIVRE PREMIER : TYPOLOGIE DU SYSTEME AGRICOLE DANS SON CADRE REGIONAL ... 43

Première Partie : LES GRANDES EXPLOITATIONS ... 47

Chapitre Premier : LES SYSTEMES DE PRODUCTION REPOSANT SUR L'ELEVAGE ET LA FORET ... 51

I - *LES MONTADOS* ... 54

Etendue du montado ... 55
Etendue des différentes formes de montado ... 58

Les montados de chênes verts ... 59

A - Une économie moderne de montado : l'exemple de la région de Jerez de los Caballeros et de Fregenal de la Sierra ... 60

1 — Une région apparemment bien représentative des secanos extremeños et alentejans ... 62
a) Le mouvement démographique ... 62
b) Les structures foncières ... 63
c) Des conditions naturelles ingrates ... 66

2 — Une économie de montado rénovée ... 72

a) L'élevage porcin ... 78
— L'élevage engraisseur ... 78
— L'élevage naisseur ... 85

b) Les autres élevages ... 86

Page

B - La problématique des montados de chênes verts ... 92

1 — Le montado traditionnel de chênes verts expression d'un équilibre agro-sylvo-pastoral 92
a) L'élément pastoral 93
b) L'élément forestier 96
c) L'élément cultural 97

2 — Le montado de chênes verts expression d'un équilibre technique et démographique 98

3 — Les origines du montado 106

4 — Le montado est-il intensif ou extensif ? 115
— La valeur de la production du montado et la comparaison avec d'autres systèmes de production agricole 120
— Le produit net et les coûts de production 125

5 — L'élevage porcin dans le montado expression d'une économie comportant des risques réduits 134

6 — La crise du montado 140
a) La peste porcine africaine 142
b) Le montado et le monde moderne 145

7 — Le montado de chênes verts a-t-il un avenir ? ... 150
a) L'avenir de l'élevage porcin traditionnel 150
— L'élevage naisseur : une loterie ... 151
— L'élevage engraisseur : une merveilleuse virtualité 153
b) L'avenir du chêne vert 158

Conclusion sur le montado de chênes verts ... 161

Les montados de chênes-lièges 161

A - La région d'Avis, Mora et Ponte de Sor : les grands montados de chênes-lièges 161

1 — Un imense et récent champ d'épandage de sables 162

2 — Une région de grandes et très grandes propriétés dont l'économie est essentiellement tournée vers la production de liège 166

B - La problématique des montados de chênes-lièges ... 170

1 — Le montado de chênes-lièges : un équilibre agro-sylvo-pastoral à dominante forestière 170

2 — Origine et localisation des montados de chênes-lièges 174
a) L'origine récente des montados de chênes-lièges 174
b) La localisation des montados de chênes-lièges 175

Page

3 — L'avenir du montado de chênes-lièges 179
a) L'avenir du liège 180
b) Existe t-il des alternatives au montado de chênes-lièges ? 180
c) Faut-il intensifier le montado ? 184
d) L'extensification nécessaire du montado de chênes-lièges 185

Conclusion sur le montado de chênes-lièges 185

II - *LES PATURAGES. L'IMPOSSIBLE REVOLUTION FOURRAGERE* 188

A - Pâturages et ovins : l'exemple de la Serena 193

1 — Les traits généraux 193

2 — L'évolution de l'élevage dans la Serena 200

B - L'impossible révolution fourragère 206

1 — Les disponibilités en pâturages dans l'élevage traditionnel 208

2 — La transhumance : une solution ancienne au problème des pâturages 214
a) Les différentes formes de transhumance 215
— La transhumance basée sur des rythmes végétatifs complémentaires 215
— La transhumance basée sur des sols complémentaires 217
b) Les mouvements de transhumance actuels 218
c) Les causes de la disparition de la transhumance 219

3 — Les solutions modernes à l'alimentation du bétail 221
a) Constitution de réserves et cultures fourragères en culture sèche 221
b) L'impossible première révolution fourragère 224
— La solution du mélange vesce-avoine 224
— Les autres fourrages traditionnels 225
— Le problème du trèfle souterrain
c) La deuxième révolution agricole 226

Conclusion 238

4 — Elevage bovin ou élevage ovin. Les impératifs de la rentabilité 240
a) La progression des bovins et le recul relatif des ovins 241
b) L'évolution de l'élevage bovin 243

Conclusion 247
c) Faut-il intensifier le montado 253

Page

III - *LE REBOISEMENT ET LA CHASSE. DEUX OPTIONS ECONOMIQUES POUR LA DIFFICILE MISE EN VALEUR DES REGIONS ESCARPEES* 253

A - La solution du reboisement 256

1 — L'ampleur du reboisement 257

2 — Les difficultés du reboisement 258

B - La chasse 263

1 — La chasse : l'ampleur et la diversité du phénomène 264

a) L'ampleur de la chasse 265

b) Les formes de chasse 267

2 — Les raisons du succès et la prolifération des chasses. Signification de l'activité cynégétique 272

a) Les raisons du succès 272

b) La signification de la chasse 275

Chapitre Second : LA PREPONDERANCE DES CULTURES SUR LES MEILLEURS SOLS 281

I - *LES CULTURES ANNUELLES DOMINANTES ET LA PROBLEMATIQUE DE LA CEREALICULTURE* 281

A - Barros et campiñas : l'exemple de la campiña d'Azuaga 286

B - Problématique de la culture céréalière 295

1 — Les facteurs climatiques de la production de céréales 298

2 — Le rôle de l'alqueive 303

a) Signification de l'alqueive 304

b) Les techniques de l'alqueive 307

Conclusion 308

3 — Jachères herbeuses et problème du maintien de la fertilité du sol 309

a) Fumier et engrais 310

b) Le maintien de la fertilité du sol 312

— L'engrais vert 313

— Utilisation des résidus de culture : pailles et chaumes 314

— La culture des fourrages et des légumineuses 314

Conclusion 315

Page

4 — Les limites de l'intensification en céréaliculture sèche 315
a) L'intensification sur les barros 316
b) L'intensification sur les autres sols 317
— Elevage et intensification du système de production agricole 317
— Intensification du système de culture sans élevage 320

Conclusion 320

c) Le « message » de Prates Canelas 320

5 — La rentabilité de la céréaliculture sèche 326

Conclusion sur la céréaliculture 335

II - *L'OPTION OLIVIERS ET VIGNES : L'EXEMPLE DE LA RICHE TIERRA DE BARROS* 335

A - Les paysages et l'évolution des systèmes de production agricole 336

1 — Les paysages 336

2 — L'évolution des systèmes de production agricole 339

B - Un vignoble de masse probablement en voie d'achèvement 341

1 — Un vignoble récent 341

2 — Un vignoble de masse produisant des vins blancs et du raisin de table 345
a) Une production massive de petits vins blancs 345
b) Un vignoble pour raisins de table 347

Conclusion 347

C - Les olivettes 350

D - Les vignobles et les olivettes extremeños et hautalentejans 351

1 — Les vignobles 351

2 — Les olivettes 352
a) Quelques notes sur l'écologie de l'olivier 353
b) L'olivette dans le système traditionnel ... 354
c) L'évolution des olivettes 356

Conclusion 359

Page

Chapitre Troisième : L'AGRICULTURE IRRIGUEE 361

A - Les systèmes de production agricole dans les grands périmètres irrigués 363

1 — Le périmètre irrigué du Caia 363

a) Le riz 369

b) L'assolement blé-tomate 375

— Les seareiros de tomates 375

— Le rôle des grandes sociétés ... 380

2 — Les périmètres irrigués de la province de Cáceres 383

a) Les cultures industrielles 390

— Le tabac 390

— Le piment 395

— Les vergers 396

— La peupleraie irriguée 398

3 — Le grand périmètre irrigué de l'Estrémadure méridionale :les vegas du Guadiana 399

a) Les vergers 401

b) La sécurité céréalière 407

c) Les virtualités de l'élevage 410

B - La problématique de l'agriculture irriguée 412

1 — Les différentes techniques de l'irrigation 412

a) L'irrigation gravitaire 413

b) L'irrigation par aspersion 414

c) L'irrigation au goutte à goutte 418

2 — Irrigation et intérêt national. Irrigation et rentabilité des exploitations 419

a) Pourquoi ne pas s'orienter vers l'élevage? 419

b) Pourquoi ne pas produire des fruits ? ... 426

c) La solution stable peut-elle venir des produits maraîchers ? 427

d) Et les cultures industrielles ? 427

3 — Irrigation et aménagement régional. Secano ou regadio 430

a) Irrigation et exploitation individuelle ... 437

b) L'Etat et l'extension de l'agriculture irriguée 438

En Estrémadure 439

Dans le Haut-Alentejo 440

Conclusion 443

Deuxième Partie : LES MICROFUNDIUMS 445

I - *LES MICROFUNDIUMS EN TERRE SECHE DONT L'ECONOMIE EST SURTOUT BASEE SUR L'ELEVAGE* 448

A - Microfundium et élevage porcin 448

B - Microfundium et élevage bovin pour la viande 451

Page

C - Les chevriers de la Sierra de Guadalupe 453

D - Les apiculteurs de Fuenlabrada de los Montes 458

Conclusion 460

II - *MICROFUNDIUM ET CULTURE SECHE* 461

A - Une figure disparue : le seareiro de céréales ou le yuntero 461

B - Les polyculteurs villageois 463

a) Polyculture avec blé et oliviers 463

b) Les tentatives de diversification de la polyculture sèche 465

C - Arboriculteurs et viticulteurs dans la tradition méditerranéenne 466

a) Arboriculteurs et viticulteurs de la Sierra de Montánchez 466

b) Les oléiculteurs de la Sierra de Gata ... 470

— Le fond oléicole 471

— La diversité des situations locales 475

D - Les « meloneros » de Calamonte et d'Amareleja ... 478

III - *LES MICROFUNDIUMS EN AGRICULTURE IRRIGUEE* 483

A - Les jardiniers de la Serra de Marvão 484

B - Les producteurs de lait villageois 489

C - Les petits planteurs de tabac de la Haute Vera ... 491

D - Les producteurs de fruits rouges des sierras du nord de la province de Cáceres 494

a) Les producteurs de fraises de Casas del Monte 494

b) Les producteurs de cerises de Barrado ... 500

IV - *LE PARADOXE DES HURDES « NOIRES »* 508

Conclusion du livre premier 515

Page

LIVRE SECOND : LES CADRES DE L'EXPLOITATION ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE REGIONAL 517

Première Partie : LES MODIFICATIONS DANS LES STRUCTURES DE PROPRIETE 521

Chapitre Premier : LES REFORMES AGRAIRES LIBERALES ET LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE REGIONAL 523

A - *Les caractères des réformes agraires et les maîtres-d'œuvre* 523

1 — L'initiative privée 524

2 — Le cas « modèle » de la colonie « Higueruela y valles » à Cañamero 525

3 — La République et la réforme agraire 529

4 — L'œuvre de réforme agraire sous le Franquisme ... 534

a) La colonisation en secano 536

* Etendue de la colonisation en secano ... 536

* Fonctionnement des colonies de secano 538

b) La colonisation en regadío 540

* Nombre de colons installés dans les périmètres irrigués 541

* Terres « exceptées », « en réserve », et « en excès ». Les structures agraires obtenues 544

* Les préoccupations sociales et économiques 549

* Les préoccupations de développement régional 551

* Les moyens financiers mis en œuvre pour la colonisation 551

B - *Des réalités consternantes* 553

1 — La colonisation en culture sèche 554

a) L'œuvre du marquis de Riscal 554

b) La colonie « modèle » Higueruela y valles à Cañamero 555

c) La colonisation à Mirabel 556

d) Les colonies en secano établies sous le Franquisme 560

Conclusion sur la colonisation en secano 562

2 — La colonisation en terre irriguée 563

a) La diversité des systèmes de production agricole dans les différents villages de colonisation 565

Vegas Altas 565

Guadalperales 567

Pizarro 569

Page

Hernán Cortez 570
Valuengo 572
Valdesalor 575
Vegaviana 576
Valdebotoa 578
Les villages « modèles » : Valdelacalzada et Valdivia 579

b) Les problèmes de la colonisation en regadío 584

* Les problèmes annexes 584
— Les sols 584
— Les maladresses techniques dans la conception et les retards dans la réalisation 585
— Paternalisme et dirigisme 586
— La conception du village de colonisation 587
— Les colons 589

* Les problèmes majeurs 591
— Des systèmes de production agricoles extensifs dans le regadío 591
— De la tutelle de l'INC à la tyrannie des marchés 597
— De la difficulté de secréter une paysannerie 599

Conclusion sur les réformes agraires libérales 600

Chapitre Second : LA VENUE DE MIGRANTS ANGLAIS OU LA TENTATIVE D'IMPLANTATION D'UNE AGRICULTURE FAMILIALE MODERNE ... 603

A - *Alentejo : « how do you do ? »* 603

1 — Les carences supposées de l'agriculture alentejane ... 604

2 — Les potentialités supposées 605

3 — Les possibilités d'implantation 606

B - « *Ils pourraient être l'avant-garde d'une légion* » 611

1 — Nombre de migrants anglais installés dans le Haut-Alentejo 611

2 — Evolution de quelques cas 612
a) Les réussites 612
b) Les départs 614
c) Ceux qui sont obligés de rester 615

Conclusion 617

Page

Chapitre Troisième : LA REFORME AGRAIRE PORTUGAISE ... 619

A - *Les caractères de la réforme agraire portugaise* 620

1 — Une réforme agraire révolutionnaire 620

a) La réforme agraire et la loi révolutionnaire 621

* Le « Programme de Politique Economique et Sociale » 622

— Les objectifs sociaux 622

— Les objectifs économiques 623

* Le décret-loi de réforme agraire du 29 juillet 1975 626

— Le décret-loi du 29 juillet et ses caractères 626

— Le contenu du décret-loi du 29 juillet 628

— Les mesures d'accompagnement ... 631

Nouvelle réglementation du fermage 631

Réglementation du travail 631

* La loi Barreto 632

b) Les modalités révolutionnaires d'application de la réforme agraire 632

c) L'abscence d'indemnisations 646

2 — Une réforme agraire qui s'est mise en place dans des conditions très favorables 647

a) La nationalisation du liège 648

b) Réforme du crédit agricole 648

c) La politique des prix 650

B - *Les résultats provisoires de la réforme agraire portugaise. Y-a-t-il baisse ou augmentation de la production agricole en Alentejo ?* 651

1 — Les résultats agricoles des derniers exercices 657

2 — Explication de l'évolution de la production agricole ... 663

— L'incidence climatique 663

— Les carences des nouvelles structures de production 664

3 — Les nouvelles structures de production manquent-elles de moyens ? 677

4 — Les périls nouveaux 679

Conclusion : la réforme agraire portugaise est mal partie 683

Page

Deuxième Partie : L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET SES CONSEQUENCES 687

A - *L'évolution de la population depuis le début du siècle* ... 687

B - *Les incidences de l'exode rural sur la grande exploitation* 703

C - *L'amélioration du sort des travailleurs agricoles* 711

D - *Les autres conséquences de l'exode rural* 717

Conclusion 719

Troisième Partie : LES STRUCTURES D'EXPLOITATION TRADITIONNELLES : GRANDES EXPLOITATIONS ET MICROFUNDIUMS 722

Chapitre Premier : LES GRANDES EXPLOITATIONS. NATURE DE LA GRANDE EXPLOITATION PRIVEE 724

A - *La grande exploitation extremeña et alentejane est-elle latifundiaire ?* 726

1 — Y a-t-il domination d'une classe sociale sur une autre? 727

2 — Y a-t-il sous-utilisation ou mauvaise exploitation de de la terre ? 728

3 — L'agriculture extremeña et alentejane souffre-t-elle d'absentéisme ? 743

4 — Une grande propriété ancienne mais de nouveaux grands propriétaires 748

5 — Où va la rente foncière ? 752

B - *La grande exploitation extremeña et alentejane état-elle latifundiaire ?* 756

C - *Avantages et inconvenients de la grande exploitation privée* 758

Chapitre Second : L'AVENIR DU MICROFUNDIUM. Y A-T-IL UNE PLACE POUR UNE AGRICULTURE PAYSANNE ? 761

Chapitre Troisième : LE PROBLEME DU CAPITAL DANS LES STRUCTURES D'EXPLOITATION PRIVEES EN RELATION AVEC LES NECESSITES D'UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE HARMONIEUX 767

A - *Le rapport capital foncier et capital d'exploitation* 768

1 — Importance respective du capital foncier et du capital d'exploitation 768

2 — Quelques réflexions à propos de ces monographies ... 777

Page

B - *Les investissements réalisés* 781

1 — L'élevage 781
2 — L'agriculture irriguée 781

3 — Les plantations 782

C - *Les origines et les processus de formation du capital en agriculture* 788

1 — Le problème de la rente foncière 788

a) La propriété foncière citadine dans le Haut-Alentejo 789
b) Importance de la rente foncière dans les flux monétaires 795
* Les flux monétaires et la rente foncière 796

2 — La formation du capital dans le secteur agricole ... 798

a) Y a-t-il décapitalisation des agricultures alentejane et extremeña 798
b) Les processus primitifs d'accumulation du capital 800
c) L'autofinancement et l'aide de l'Etat 801
d) Les capitaux venus de l'extérieur 804

Chapitre Quatrième : LE CYCLE ECONOMIQUE : EXPRESSION DU DYNAMISME DES EXPLOITANTS AGRICOLES 809

A - *Les cycles de type ondulatoire* 810

1 — Les causes du caractère cyclique de la production 811

2 — Les facteurs limitant les fluctuations de la production porcine 814

B - *Les cycles pouvant être éventuellement répétitifs mais sans période définissable* 814

C - *Les cycles simples* 818

Quatrième Partie : LES FREINS AU PROGRES AGRICOLE 825

A - *Les erreurs des techniciens* 826
1 — La peste porcine africaine 828
2 — Les pâturages en terres sèches 832
— Les expériences agronomiques de Paes de Azevedo 832

Page

3 — Quelques erreurs en matière d'élevage 835
a) L'amélioration du bétail 835
b) Les surinvestissements 837
— Les fosses à fumier et les étables ... 837
— Les ateliers d'engraissement pour agneaux 838
4 — Les erreurs et les aberrations productivistes ou ayant une origine sociale 841
a) Les plans agricoles franquistes des années 40 et 50 842
b) Les périmètres irrigués 843
c) Le maïs et le coton 844

B - *La faiblesse générale des prix agricoles* 847
1 — Le poids excessif du secteur tertiaire dans les prix des produits agricoles à la consommation 854
a) Les espoirs et les chimères 855
b) Les cruelles réalités et les désillusions 856
* Les coopératives moribondes ou dans un état de prostration 856
* Les coopératives survivant grâce aux fonds publics 858
c) Les marchés en origine : échec ou réussite ? 861
— Les objectifs et les moyens 861
— Les réalités 863
2 — Les interventions de l'Etat dans la rémunération des producteurs. La bureaucratie, la politique agricole et les prix 870
a) L'incohérence dans les compensations 870
b) La confusion des prix à la production 871
* L'exemple du secteur céréalier 871
— Le problème de l'adéquation de la production à la consommation 872
— Le manque de souplesse du monopole d'Etat 876
* L'Etat et les prix dans les secteurs « libres » 877

C - *Absence d'une véritable recherche appliquée* 881

D - *Les risques climatiques* 884
1 — La géographie du risque climatique 887
a) Le risque dans l'agriculture sèche 888
— Le risque pour les pâturages 892
— Le risque pour les céréales 898
— Le risque pour les cultures de printemps 901

Page

b) Le risque pour les arbres et les arbustes ... 902

c) Le risque climatique dans l'agriculture irriguée 906

— Les risques de la culture du riz 907

— Les risques de la culture de la tomate 910

2 — Réflexions sur le risque climatique 913

3 — Les potentialités agricoles du sud-ouest de la Péninsule Ibérique comparées à celles d'autres milieux ... 915

E - *Les freins secondaires* 921

1 — Le manque d'industrialisation des produits agricoles locaux 921

2 — Les limites à la propriété 923

3 — Les limites à l'exploitation 923

CONCLUSION GENERALE 927

ANNEXES 935

TABLE DES PHOTOGRAPHIES 957

TABLE DES FIGURES 959

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 964

INDEX DES NOMS DE LIEUX 979

INDEX DES MOTS ETRANGERS 989

TABLE DES MATIERES 993

ACHEVE D'IMPRIMER
EN JANVIER MCMLXXXI
SUR LES PRESSES DE
BARBOSA & XAVIER, LDA.,
RUE GABRIEL PEREIRA DE CASTRO, 31-C
4700 BRAGA (PORTUGAL)